|  |
| --- |
| PERTINAX (André Géraud) [1883-1974]  (1943)  LES FOSSOYEURS  Défaite militaire de la France — Armistice — Contre-révolution  Tome I  *Les derniers chefs de la IIIe République*  *— Gamelin — Daladier — Reynaud*  Collection “Civilisations et politique”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l’Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection “Civilisations et politique”,

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html).

à partir de :

PERTINAX (André Géraud) [1883-1974]

**LES FOSSOYEURS. Défaite militaire de la France — Armistice — Contre-révolution.**

**Tome I.** *Les derniers chefs de la IIIe République — Gamelin —Daladier — Reynaud*

New York, Les Éditions de la Maison française, inc., 1943, 369 pp.

 Courriel : Michel Bergès : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

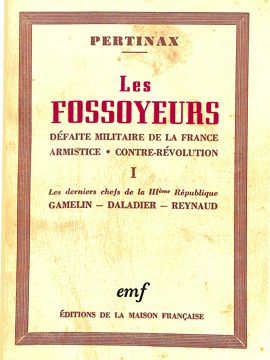
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 21 décembre 2022 à Chicoutimi, Québec.



PERTINAX  
(André Géraud) [1883-1974]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République  
Gamelin — Daladier — Reynaud*



New York, Les Éditions de la Maison française, inc., 1943, 369 pp.

*Pertinax*

(André Géraud)

——

**Les**

**Fossoyeurs**

Défaite militaire de la France.

Armistice. Contre-Révolution.

I

*Les derniers chefs de la IIIème République.  
Gamelin. Daladier. Reynaud.*



*Copyright 1943 by*

*Emf / Éditions de la Maison française, Inc. 610 Fifth Avenue, New York, N. Y.*

Toute notre reconnaissance à ***Michel Bergès***, historien des idées politiques, professeur retraité de l’Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection “Civilisation et politique” pour l’immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

**Michel Bergès**



Travail bénévole :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html>

Publications de Michel Bergès :

<http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html>

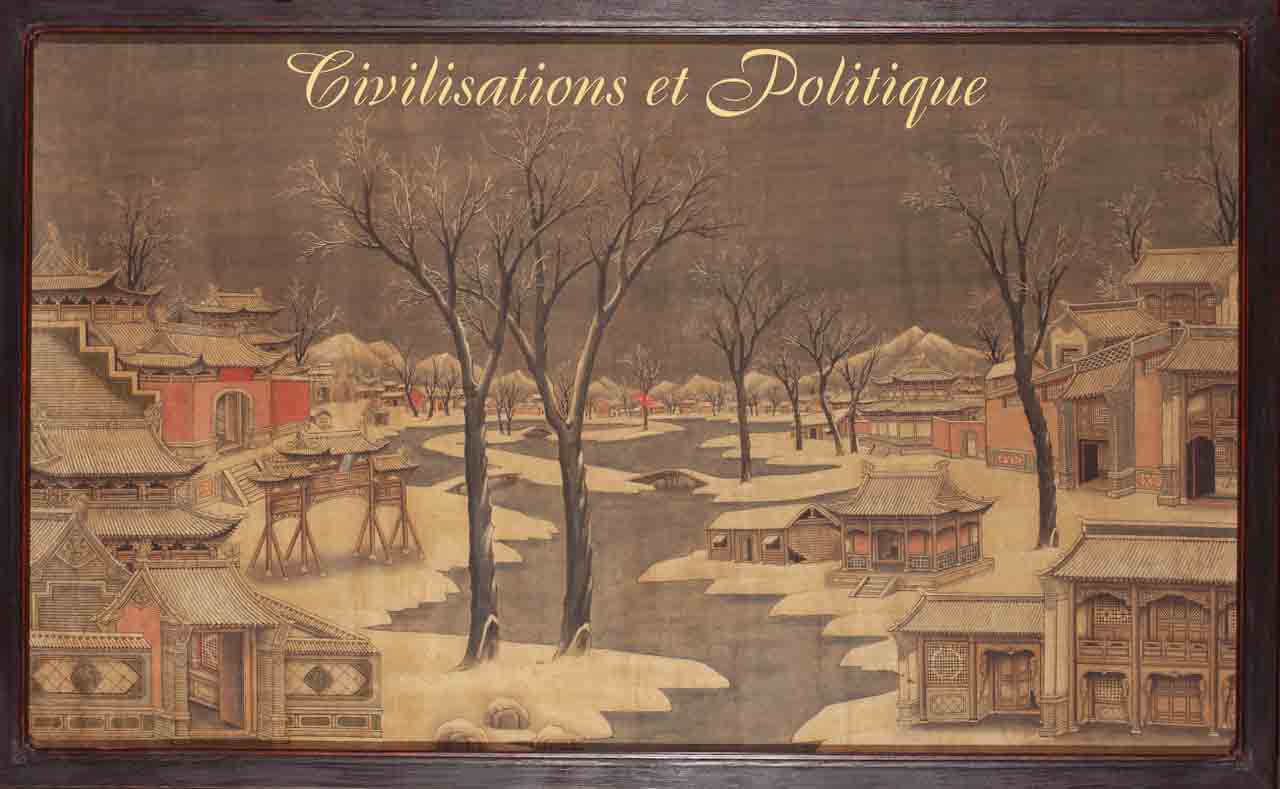
Collection “*Civilisations et politiques*” dirigée par Michel Bergès :

<http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html>

Un ouvrage de  
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée  
par  
Michel Bergès

Historien, professeur retraité  
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



<http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/>

**LES FOSSOYEURS.**

Présentation des ouvrages  
d’André Géraud (Pertinax)  
et d’Henry Torrès

Michel BERGÈS

*17 décembre 2022*

[Retour à la table des matières](#tdm)

La collection « Civilisations et Politique » propose au lecteur deux ouvrages sur la période des années 1914-1944 : le premier, d’André Géraud *Les Fossoyeurs. Défaite militaire de la France – Armistice – Contre-révolution*, le second, d’Henry Torrès : *La France trahie. Pierre Laval*.

– André Géraud (*Pertinax* de son nom de plume) est un célèbre journaliste spécialiste de relations internationales, né le 18 octobre 1883 à Saint-Louis de Montferrand (près de Bordeaux), résident après 1945 du village de Ségur-le-Château (aux confins de la Corrèze, de la Dordogne, de la Haute-Vienne et du Lot), décédé à Brive-La-Gaillarde le 11 décembre 1974.

(cf. les sites : <https://fr.wikipedia.org/wiki/André_Géraud>,

et

<http://www.periberry.com/article-segur-le-chateau-en-1945-110504013.html>).

Son essai, *Les Fossoyeurs*, a été publié en deux tomes aux Éditions de la Maison française à New York en 1943.

Nous sommes en présence d’une des plus importantes analyses de la crise française des années 30 et 40, causée plus par les comportements des classes dirigeantes conservatrices que par des manquements de la démocratie républicaine en général, souvent évoqués comme prétextes selon cet auteur antifasciste attentif à rechercher les causes de la Seconde Guerre mondiale.

Porté par une culture historique et littéraire accomplie, le livre s’enrichit des *notes du journal* de ce dernier, tenu depuis 1918, densifié en 1934, fort aussi de la rédaction de *centaines d’articles* dans le quotidien droitier *L’Écho de Paris*, puis dans *L’Europe nouvelle* (créé par Louise Weiss en 1918), dont Pertinax assuma la direction à partir de mars 1938.

Travail quotidien très prenant, poursuivi par un poste de correspondant de l’*Agence Française Indépendante (Afi)* à New York, où il se réfugia en juin 1940 fuyant le « régime de Vichy », qui, en retour de son engagement éditorial patriote, le « dénationalisa », comme beaucoup de ceux qui refusèrent l’humiliation, la défaite et la dictature qui s’ensuivit, sous la houlette de Pétain et de sa « clique ».

Indépendant d’abord (dans le sillage d’Albert Londres !), engagé dès l’été 1940 sur le chemin de l’honneur des *Français Libres*, témoin privilégié de par son poste d’observation et d’action, André Géraud propose une étude spectrale de l’effondrement progressif de la politique du pays. Il a suivi ou interrogé tous les grands responsables de l’époque, français et anglais, ce qui lui a permis d’apprécier les entre-chocs des systèmes de pouvoir en présence. Il a dressé aussi des portraits bien enlevés concernant à la fois :

– des politiciens « *de basse extraction morale*» (*sic*), lâches ou incapables, traîtres et corrompus au besoin, démagogues ou hésitants, ou tout cela à la fois… Exemple ? Le prototype ineffable, nous souffle le Pertinax-La Fontaine, le Laval Volpone plus que Scapin, « paysan gentilhomme » affairiste et arriviste tout à son démon du pouvoir, jetant ses mauvais sorts et distillant ses poisons de vengeance contre ses ennemis politiques : un des plus grands traîtres que la France ait connus depuis le Ganelon littéraire de la Chanson de Roland et de la bataille de Roncevaux…, à la démonstration de l’auteur ;

– des militaires, perclus de décorations et d’honneurs, « clans » très hiérarchisés et concurrents, aveugles quant aux lézardes profondes de leur « système » depuis 1918, comme aux désuétudes de leurs « stratagèmeries » face au danger hitlérien ;

– des diplomates à la traîne de la boîte à idées paralysante de la Société des Nations, déboussolés par les changements incessants de directions, d’alliances et de mésalliances contradictorielles ;

– des requins de la haute finance (« *les 200 familles*»), soutenant un « consortium » d’opinions (le « *gang de la grande presse*»), aux dents qui dépassaient, accouplés à certains politiciens véreux ou directement engagés dans l’arène politique, prêts à vendre leur âme et le pays à tous les dictateurs de passages et à leurs agents… ;

– des intrigantes demi-mondaines, habituées du pied de grue d’antichambre auprès de décideurs primesautiers, trop facilement influençables ;

– des agents des « cinquièmes colonnes » environnantes, cherchant, tels des furets, à intoxiquer et empoisonner le pays …

Et combien d’autres encore, dont le ballet dansant nous est présenté en un tableau vériste, aux accents balzaciens peu complaisants…

Féru de lectures – dont celle des historiens anciens (parfois cités, tels ceux des « Renaissances » italienne ou anglaise, façon Machiavel, Guichardin ou Shakespeare, sans oublier les pamphlétaires du romantique siècle où il est né) –, Pertinax a aussi pris note des apports de la décapante Science politique américaine d’alors. Ainsi use-t-il volontiers et sans hésiter des concepts réalistes décrivant sans faille le « champ politique » dans ses caractéristiques irréductibles : réseaux de pouvoir et d’interdépendance ; connivences familiales, amicales d’originaires ou « club des camarades » ; jeux de combinaisons ministérielles ; manèges de promotion ou d’élimination des présidents du Conseil ; fabrication ou destruction de majorités parlementaires ; manipulation des « fonds secrets » ; exploitation des partis, de leurs « comitards » et de leurs « courtiers » ; rapports tendus avec la haute administration ; embrouillamini des décisions de gestion publique ou de politique étrangère ; comportements de factions, de cliques ; poids des « coteries » ; jeux d’intrigue, de conjuration, de complot, de corruption ou de trahison … Bref, la politique, toute crue et de tous les temps…

D’une telle lecture, jeunes – ou moins jeunes – historiens et historiennes d’aujourd’hui, pourraient prendre là bonne graine, à condition de jeter aux orties leurs afféteries, leurs coquetteries, voire leurs connivences militantes ultérieures, de si mauvais alois. Ils comprendront que *l’histoire politique n’est point un bal costumé*!

Au bout du compte, on assiste à une description d’un scénario lavalo-pétainiste contre-révolutionnaire, dont l’auteur démonte les antécédents bien avant « Vichy », séquence dictatoriale portée par une classe dirigeante droitière et centriste responsable aussi de la défaite militaire (due, elle, à la désarticulation d’états-majors en peau de lapin).

En ses limites archivistiques et daté de 1943, l’essai rappelle au passage les méfaits des premières mesures dudit « gouvernement » de fait, transformé en courroie de transmission de la politique d’un ennemi occupant le sol national (sous la houlette des *Ss* et du *Sd* nazi).

On peut lire par exemple, dans le tome 2, en la connaissance des faits par l’auteur depuis son observatoire new-yorkais :

p. 191 :

*« La loi du 30 août 1940 dissout les sociétés secrètes. Le statut des Juifs est fixé par la loi du 3 octobre 1940 : ils sont chassés des fonctions publiques ou administratives, de l’armée et de l’enseignement. Bientôt toutes sortes d’entreprises leur seront interdites et, dans les professions libérales, ils auront affaire au* numerus clausus*. Le fanatique Xavier Vallat deviendra commissaire aux affaires juives en mars 1941.*»

p. 253 (note 25) :

*« Dans les camps de concentration de l’Afrique du Nord étaient enfermés à l’automne de 1942, des réfugiés politiques, “communistes”, gaullistes et juifs, par dizaines de milliers. »*

p. 288 :

« … *L’auguste statue de bois* [*id est* = Pétain] *n’a pas remué dans sa niche de Vichy malgré les horreurs qui, depuis des mois, se suivent devant elle : ouvriers français violentés, embrigadés par Laval pour le compte des usines allemandes, avec le mensonge de la “relève des prisonniers”, Juifs de naissance étrangère transportés à l’autre bout de l’Europe dans des wagons à bestiaux, par mesure collective, Juifs français persécutés individuellement, au mépris de leur “statut” qui, pourtant, est déjà une persécution et, ce n’est pas nouveau, internements, exécutions de patriotes ou même de collaborateurs dont le zèle s’épuise…* »

Bref, *aiguillon moral et intellectuel indispensable pour un sursaut des générations futures* face aux tristes réalités de l’époque en question, cet ouvrage rachète à sa façon, indirectement, une historiographie française incomplète, timorée ou empruntée sur de tels sujets, non exempte d’un académisme plus ou moins alourdi de spécialisations monothématiques oublieuses de toute synthèse, souvent limitées par un déni de la Résistance française de l’intérieur, de Londres, de New York ou d’ailleurs. Sans parler des rabâchages d’anciens militantismes projetés sur les faits de l’époque, décalés, anachroniques, non exempts d’amalgames grotesques.

Pourraient aussi tirer avantage de l’ouvrage de Pertinax (parfois compulsé, grappillé, voire plagié sans être cité), tous les « historificateurs » et essayistes de quais de gares ou de salles d’attente d’aéroport, en proie aux pièges d’*éditeurs grippe-sous* et de promoteurs de narratifs déformants, mensongers aux goûts du jour…

Du « genre » de ceux qui trompent intentionnellement « le public » (réduit au rôle de spectateur des jeux du Cirque) : qui, par exemple, osent défendre l’idée que *la triade Pétain-Laval-Brinon* (condamnés à mort par la justice de la Libération, en 1945, soit dit en passant) a constitué, au nez et à la barbe des nazis (avec lesquels pourtant elle débattait ou banquetait en sablant le champagne), une théorie de « *protecteurs de Juifs français sauvés par eux en marchandages de Juifs étrangers*» (*sic*)… Contre-vérité, hélas proclamée *urbi et orbi* dans la France de 2022, jusqu’à la Cour miroitante de repentances des *talk-shows* sur les « Chaînes d’info grand public »…

Cet essai rédempteur d’André Géraud reste lié à celui de l’avocat, journaliste, théâtrurge, et représentant politique Henry Torrès (1891-1966), également réfugié aux États-Unis, qui traite d’un sujet en apparence plus restreint, mais parfaitement complémentaire de la synthèse des *Fossoyeurs* : *La France trahie. Pierre Laval* (Brentano, New-York, 1941).

– Cf. le site : https://fr.wikipedia.org/wiki/Henry\_Torrès

Ces deux recherches-témoignages au parfum « du temps de La Fayette », rejoignent ainsi, en cette fin d’année 2022, dans la collection « Civilisations et politique », ceux déjà publiés sur la période de cette « Guerre de Trente ans » lointaine en apparence, mais toujours proche de par les syndromes d’Empire et les plaies ravivées des « rejeux » de la Guerre froide qui l’ont suivie :

 – [*Pétain et le Pétinisme. Essai de psychologie*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Argenson_Marc-Pierre_de_Voyer_Marquis_d/Petain_et_le_petinisme/Petain_et_le_petinisme.html), du Marquis Marc Pierre de Voyer d’Argenson ;

– [*Un Coup d’État. La soi-disant « Constitution de Vichy »*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Cassin_Rene/Un_coup_d_Etat_1/Un_coup_d_Etat_1.html), du Professeur René Cassin ;

– [*Une Française dans la tourmente*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Gex_Le_Verrier_Madeleine/Une_Francaise_dans_la_tourmente/Une_Francaise_dans_la_tourmente.html), de Madeleine Gex-Le Verrier ;

– [*Témoignage*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Lebrun_Albert/Temoignage/Temoignage.html), d’Albert Lebrun (ancien Président de la République) ;

– [*Vichy et la France. Les Gouvernants. Le Peuple*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Dejean_Maurice/Vichy_et_la_France/Vichy_et_la_France.html), de Maurice Dejean ;

– [*Veni, Vidi, Vichy… et la suite*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Brugere_Raymond/Veni_vidi_Vichy_et_la_suite/Veni_vidi_Vichy_et_la_suite.html), de l’ambassadeur Raymond Brugère, qui donna au régime sa démission volontaire en 1940 ;

– [*Sous le masque du racisme*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Normand_Suzanne/Sous_le_masque_du_racisme/Sous_le_masque_du_racisme.html), de Suzanne Normand, préfacé par Jean Perrin, prix Nobel de physique;

– [*Les Atrocités allemandes en Pologne. Témoignages et documents*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Vallentin_Antonina/Les_atrocites_allemandes_en_Pologne/Les_atrocites_allemandes_en_Pologne.html)*,* d’Antonina Valentin, réfugiée juive de Pologne et d’Allemagne ;

– [*Hitler et le christianisme*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Vermeil_Edmond/Hitler_et_le_christianisme/Hitler_et_le_christianisme.html); [*Le Racisme allemand*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Vermeil_Edmond/Le_racisme_allemand/Le_racisme_allemand.html); [*La Propagande allemande (Ses principes, son organisation, ses méthodes)*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Vermeil_Edmond/La_propagande_allemande/La_propagande_allemande.html) ; [*La Notion de « Volk » et les origines du nationalisme hitlérien*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Vermeil_Edmond/Notion_de_Volk/Notion_de_Volk.html); [*Souvenirs d’enfance et de jeunesse*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Vermeil_Edmond/souvenirs_enfance/souvenirs_enfance.html), du germaniste professeur à la Sorbonne,Edmond Vermeil…

Si « la Terre, elle, ne ment pas », l’histoire des historiens peut suivre son exemple…

À chacun de le vérifier, en prenant connaissance des ouvrages d’André Géraud et d’Henry Torrès,boycottés en France par tous les éditeurs *pendant quatre-vingts ans*.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[375]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

Table des matières

[Présentation](#Fossoyeurs_presentation) des ouvrages d’André Géraud (Pertinax) et d’Henry Torrès

[Préface](#Fossoyeurs_t1_preface) [7]

**Première Partie**

[**Gamelin. La Défaite militaire**](#Fossoyeurs_t1_pt_1) [7]

Chapitre I. [Gamelin a toujours recommandé la résistance à l’Allemagne et promis la victoire](#Fossoyeurs_t1_pt_1_chap_I) [9]

Chapitre II. [*Le credo* de la Ligne Maginot : l’unité de doctrine dans le Haut Commandement](#Fossoyeurs_t1_pt_1_chap_II). Charles De Gaulle, le rebelle [21]

Chapitre III. [« *L’armistice de fait*» de Septembre 1939 — Mai 1940](#Fossoyeurs_t1_pt_1_chap_III). Gamelin ne sait pas précipiter la fabrication des armes. Il laisse ses armées s’alanguir [31]

Chapitre IV. [Gamelin, chef militaire devenu académique avec l’âge](#Fossoyeurs_t1_pt_1_chap_IV). Mauvaise organisation du Haut-Commandement. Esprit de coterie. Darlan, Vuillemin [47]

Chapitre V. [Gamelin, l’expédition de Norvège et l’assistance à la Belgique](#Fossoyeurs_t1_pt_1_chap_V). L’hésitation le conduit à l’aventure [59]

Chapitre VI. [Chez Gamelin, l’exécution pire que la conception](#Fossoyeurs_t1_pt_1_chap_VI). Le *Bouddha* militaire s’écroule dans la troisième journée du désastre [69]

Chapitre VII. [Gamelin enfermé dans un univers militaire désuet](#Fossoyeurs_t1_pt_1_chap_VII). Il n’a pas su fournir à la France le dictateur technique dont elle avait besoin [99]

**Deuxième Partie**

[**Daladier. La faillite politique et administrative**](#Fossoyeurs_t1_pt_2) [105]

Chapitre I. [Un patriote sans volonté](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_I) [107]

Chapitre II. [Un dictateur malgré lui qui, dans le passé, n’a procédé que par volte-face](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_II) [115]

Chapitre III. [L’entourage. L’inimitié envers Reynaud et Blum](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_III) [129]

Chapitre IV. [Juste conception de la politique à suivre](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_IV). Une machine gouvernementale et administrative qui ne fonctionne pas [135]

[376]

Chapitre V. [La faillite du réarmement](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_V) [145]

Chapitre VI. [Daladier ne châtie pas la trahison et il ne prend pas le commandement de l’opinion publique](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_VI) [165]

Chapitre VII. [Daladier veut se servir de l’assistance à la Finlande pour reconstruire l’unanimité nationale](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_VII). L’intrigue mussolinienne : Anatole de Monzie [175]

Chapitre VIII. [Le choc avec Laval](#Fossoyeurs_t1_pt_2_chap_VIII). Daladier condamné paradoxalement sur l’affaire finlandaise, qui, poussée plus loin, eût lésé l’intérêt national [187]

**Troisième Partie**

[**Paul Reynaud. Malheureux essai de dynamisme**](#Fossoyeurs_t1_pt_3) [201]

Chapitre I. [Commencements difficiles](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_I) [203]

Chapitre II. [Reynaud n’est plus ce qu’il était](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_II) [219]

Chapitre III. [Norvège, Belgique, la question Gamelin : premières déconvenues](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_III) [229]

Chapitre IV. [L’avènement de Pétain et de Weygand](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_IV) [241]

Chapitre V. [Temporisation de Weygand. Conflit avec les Anglais et fin du « commandement unique](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_V)[249]

Chapitre VI. [La stratégie de Weygand](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_VI) [263]

Chapitre VII. [L’évacuation tardive de Paris et le désordre gouvernemental](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_VII) [273]

Chapitre VIII. [Baudoin, homme de confiance](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_VIII). Le Conseil secret de Reynaud [279]

Chapitre IX. [La disgrâce d’Alexis Léger](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_IX). Le dualisme ministériel. La fin de Daladier [293]

Chapitre X. [Le dilemme se pose enfin](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_X). Continuation de la lutte par la flotte et par l’Empire ou armistice séparé. Le parti de l’armistice. Ceux qui résistent [309]

Chapitre XI. [À Tours, le 13 Juin : dernière Conférence franco-britannique](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_XI). Première défaillance de Reynaud [331]

Chapitre XII. [À Bordeaux, le 15 Juin. Deuxième défaillance de Reynaud](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_XII). La note envoyée au Cabinet de Londres [347]

Chapitre XIII. [À Bordeaux, le 16 Juin. Le projet d’union franco-britannique et la démission de Reynaud](#Fossoyeurs_t1_pt_3_chap_XIII). Sa nomination à Washington [357]

[Annexes](#Fossoyeurs_t1_annexes)

[Annexe I](#Fossoyeurs_t1_annexes_I). Note sur la préface écrite par le maréchal Pétain pour le livre du général Narcisse Chauvineau : « *L’invasion est-elle possible ?* » (cf. p. 22, t. I.) [371]

[Annexe II](#Fossoyeurs_t1_annexes_II). Note sur les Conseils ministériels et militaires de caractère technique (cf. p. 142, T. I.) [372]

[3]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Au lecteur de cet ouvrage, je me sens redevable de quelques explications. Je me suis mis au travail, il y a deux ans et demi, sur un dessein très limité : raconter, d’après mes cahiers de notes, la défaite de l’armée française, la conclusion de « l’armistice séparé », la contre-révolution de Bordeaux. Mais, à l’expérience, le récit de ce que j’avais pu voir, entendre, sentir et saisir, ne m’a point semblé à la mesure d’événements aussi formidables et complexes. J’en savais trop long pour que toutes sortes de problèmes ne surgissent pas devant moi et pas assez pour les résoudre. J’ai poursuivi mes investigations. Le témoignage personnel auquel, tout d’abord, je voulais m’en tenir, a été confronté avec d’autres, complété. Peu à peu, je suis passé à l’essai historique.

C’était une grande témérité et certains m’en feront reproche. L’histoire, allègueront-ils, ne peut opérer que sur des matériaux refroidis. Elle répugne aux laves en fusion. Mais, entre la narration sereine que donne l’historien, lorsque le témoignage de deux ou trois générations s’est décanté, et les aperçus des journaux ou périodiques, fragmentaires, troubles, intéressés, il y a place pour des synthèses provisoires anticipant sur le jugement qui sortira des archives. Mon ambition de journaliste opérant sur l’événement non achevé, a toujours été de les construire. Elles sont nécessaires en ce moment critique de l’histoire de France. Notre pays a perdu son indépendance en juin 1940, mais, grâce aux victoires des Alliés, l’espérance raisonnable nous reste de la recouvrer. Pour diriger leur conduite, il importe que les Français soient éclairés sur les causes de leur malheur. Renoncer à les définir sous prétexte que nous travaillons sur des données encore imparfaites, c’est préférer le tâtonnement dans les ténèbres à une marche guidée par [4] quelque lanterne. En attendant le faisceau de lumière, ne dédaignons pas la lanterne. L’essentiel, après tout, est peut-être moins de pénétrer le détail de tous les faits que de trouver leur enchaînement, d’établir leurs rapports. Et, sans outrecuidance, je crois y être parvenu approximativement.

Il m’était interdit de suivre l’ordre strictement chronologique. Je ne serais jamais sorti de l’immense forêt si j’avais tenté de l’inventorier arbre par arbre, broussaille par broussaille. J’ai suivi les quatre protagonistes dont la carrière est le plus largement ouverte à travers le fourré : Gamelin, Daladier, Reynaud, Pétain. Les autres se relient à eux, y compris Laval qui, sans la complaisance et la sénilité du Maréchal, n’eût pas émergé. Par cette méthode, nos vicissitudes ont été saisies aux points vifs. Mais je ne prétends aucunement avoir tout raconté.

Les hommes que j’ai nommés ont détenu l’autorité suprême : ils sont les grands Fossoyeurs de la France, à des degrés divers et qui seront marqués. Il s’en faut que Daladier et même Reynaud méritent d’être logés à la même enseigne que Pétain, Laval ou leurs suppôts. Gardons-nous de confondre genres et espèces.

Je n’hésite pas à inscrire cette appellation générique de *Fossoyeurs* en tête des deux volumes, car elle dit tout. On objectera que le choix d’une expression aussi violente dénonce ma partialité, que l’histoire ne saurait procéder par d’aussi rudes simplifications. Je répondrai que des partis-pris, formés en dehors des partis et dans l’amour de la vérité, sont utiles. La France a failli mourir de ceux qui n’en voulaient pas avoir. Je ne suis jamais entré dans l’allégeance de personne. Répugnant à l’idéologie par tempérament, j’ai écrit pendant trente ans dans une feuille de droite. Mais je suis né en province, mes années de jeunesse se sont écoulées en Angleterre et le monde conservateur français m’a toujours frappé comme singulièrement mesquin. Ainsi puis-je me réclamer de quelque impartialité. À tous les gouvernants français dont j’eus à expliquer et commenter la politique étrangère, j’ai ouvert crédit sans avoir à me contraindre. Je ne les ai jugés que sur leurs actes. J’en ai usé avec M. Poincaré et M. Millerand de la [5] même façon qu’avec M. Briand et M. Blum. Je n’ai pu que rarement soutenir l’approbation jusqu’au bout, mais ne me suis jamais retourné par intérêt, pique, intrigue ou vanité. Ma critique a toujours été raisonnée et collée à l’observation patiente des faits dont je n’ai pas cessé de reconnaître la magistrature. Le jugement une fois porté sur tel ou tel, je ne l’ai jamais abandonné que pour de bonnes raisons. Dans la gravité des circonstances, nul ne s’étonnera maintenant que j’aie toujours tenu un langage catégorique. Et instruire franchement, hardiment, les Français de 1943 est un devoir d’autant plus impérieux que, de toutes les « cinquièmes colonnes », celle des mensonges et des réticences fut la première à envahir nos routes et nos rues.

On trouvera, dans les pages qui suivent, nombre de renseignements diplomatiques ou politiques cités sans indication de sources et contredisant parfois à ce qui est communément reçu. On peut être certain qu’ils proviennent d’autorités incontestables. J’ai puisé dans mes cahiers de notes, dans le journal tenu depuis 1934 avec plus d’assiduité qu’auparavant. J’y ai trouvé, par exemple, nombre de conversations avec le général Weygand, rencontré régulièrement pendant une douzaine d’années, jusqu’au jour où son démon fasciste lui fit perdre la tête. Il me blâmera d’avoir divulgué des propos tenus *sub rosa* — et peut-être éclatera-t-il en démentis. Mais il a, depuis longtemps, piétiné la couronne et renversé la table. Je suis libre de toute obligation.

Pour la partie militaire de ce livre, indispensable dans sa relative brièveté, je n’ai pas eu les conseils éclairés qui m’ont assisté ailleurs. En dépit de mes soins, là se sont probablement glissées des inexactitudes que je m’empresserai de corriger lorsqu’elles seront signalées. Je ne m’abuse pas sur les points faibles de cet ouvrage. Mais, tel qu’il est, celui qui aura la patience de monter jusqu’au faîte, découvrira des ensembles qui lui échappaient peut-être. Il sera plus à même de raisonner sur le cas de notre patrie. Et le but aura été atteint.

[6]

[7]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

Première partie

GAMELIN.

LA DÉFAITE MILITAIRE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[8]

[9]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***PREMIÈRE PARTIE***

Chapitre I

Gamelin a toujours recommandé  
la résistance à l’Allemagne  
et promis la victoire

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans cette longue attente de la guerre qui s’étend de l’été de 1935 à l’été de 1939, nous connaissons la politique des gouvernements français et britannique. Nous savons qu’ils n’ont pas eu le courage d’arrêter le cataclysme germano-italien alors que la prépondérance des armes était incontestablement de leur côté, que la provocation n’était encore qu’indirecte et (avec beaucoup d’illusions) pouvait passer pour lointaine : conquête de l’Abyssinie, réoccupation militaire du Rhin, intervention des totalitaires en Espagne. Nous savons que les ministres de Londres et de Paris ne sont entrés dans l’action que la Pologne une fois envahie, dix-huit et douze mois après le renversement des poteaux-frontière en Autriche et en Tchéco-Slovaquie. Déjà, la répartition de la puissance militaire avait été sérieusement troublée à leur détriment.

Mais, dans ces années décisives, la conduite du haut commandement militaire français, l’autorité suprême chargée d’évaluer à tout moment les chances de victoire, est ignorée de la plupart. Il importe de la tirer au clair.

Le 7 mars 1936, à l’entrée de la *Reichswehr* dans la zone démilitarisée du Rhin, le général Gamelin commandant en chef des armées françaises depuis quatorze mois, a fait preuve d’une extrême circonspection. Il ne s’est point refusé, comme on l’a dit, à occuper la Sarre. Mais, pour exécuter le mouvement, il ne s’est pas contenté du rappel des trois dernières classes que lui offrait M. Sarraut, président du Conseil : voulant être capable de parer à tout événement, il a demandé que la mobilisation générale [10] de l’armée soit prévue, que nous nous apprêtions à suivre nos actes dans toutes leurs conséquences possibles, que le gouvernement affiche sa résolution de redresser la loi internationale par la guerre si les Allemands ne lui laissaient pas d’autre choix. Le système militaire dont Gamelin avait pris charge, quatorze mois auparavant, était un système étroitement lié, rigide : il lui apparaissait malaisé sinon périlleux de mettre en branle quelques pièces indépendamment des autres. Pas de demi-mesures ! Pour la première fois, nous éprouvions les inconvénients de ce manque d’élasticité dans la structure de l’armée dont nous devions pâtir si cruellement en 1940.

Telle fut la première prise de position de l’État-Major.

Il est de nouveau appelé à se prononcer en 1938 et en 1939 devant la Tchécoslovaquie et la Pologne en danger de mort. Le général Gamelin ne cesse de répondre de la victoire. Et il donne son avis sans attendre qu’on le lui demande [[1]](#footnote-1).

Au début de septembre 1938, le congrès de Nuremberg se déroule tumultueusement. M. Daladier, président du Conseil, soucieux probablement de réserver sa liberté de décision, redoutant d’être entraîné plus loin qu’il ne juge prudent d’aller, n’a pas convoqué le Conseil Supérieur de la Guerre où siègent les généraux commandants d’armée. Gamelin se rend auprès du président du Conseil, accompagné des généraux Georges et Billotte et il lui donne l’assurance que les puissances démocratiques dicteront la paix. Telle est l’expression dont il se sert. Il confirme et motive cette assurance verbale dans une lettre écrite après l’entretien [[2]](#footnote-2).

[11]

Le 25 septembre (après la deuxième entrevue Chamberlain-Hitler de Godesberg), il est convoqué à Londres et, le lendemain, en présence de M. M. Chamberlain, Daladier et de Sir Thomas Inskip, (M. Corbin, ambassadeur de France servant d’interprète) il recommence son exposé, propre à donner du cœur aux deux chefs de gouvernement [[3]](#footnote-3). M. Bonnet, cependant, fait grand état, dans ses entretiens avec les uns et les autres, du rapport soumis par le général Vuillemin, chef de l’armée française de l’air, qui met en relief le dénuement de l’aviation française. Il ne faut pas confondre le tout avec la partie, explique le généralissime et, peu de jours plus tard, il s’élève avec vigueur contre un mémorandum rédigé à *Downing Street* ou à *Whitehall* et transmis par l’attaché militaire britannique à Paris, où il apparaît que les raisonnements de M. Bonnet ont réussi à masquer ses propres conclusions dans l’esprit de certains ministres. Il écrit à Mr. Hore Belisha, secrétaire d’État au *War Office*, pour maintenir ses explications du 26 et rappeler qu’elles ont été consignées dans un procès-verbal que conserve l’État-Major impérial. Par la suite, Gamelin profitera d’un passage à Paris du Premier ministre anglais pour effacer ce qui peut encore subsister de la méprise ou de la fausse interprétation. Son intervention n’a plus de portée utile puisque le règlement de Munich est accompli depuis plusieurs mois. Le général s’acquitte d’un devoir de conscience. Il prend des précautions à l’égard de la postérité. Il ne faut pas qu’en aucune façon elle le tienne pour responsable du sacrifice de la Tchéco-Slovaquie [[4]](#footnote-4).

Mais le généralissime a fait plus. Avant la conférence de Munich, il précise, dans une lettre à M. Daladier, les limites que ne devront pas excéder les transferts territoriaux concédés à l’Allemagne, car il entend que la Tchéco-Slovaquie demeure l’auxiliaire efficace de la France et de l’Angleterre. Sauvegarde de l’essentiel des fortifications, des voies ferrées principales, des lignes de rocade, des industries de guerre et, surtout, pas d’étranglement [12]

du couloir morave : tels sont les points traités dans le mémorandum. Le 29 septembre, à Munich, M. Daladier s’inspire des recommandations du commandant-en-chef dans une certaine mesure et se flatte de les avoir imposées. Succès relatif et précaire : il ne résiste pas une seule minute aux requêtes des généraux Keitel et von Brauchitsch signifiées sur le ton le plus impérieux à la conférence des Ambassadeurs qui, à Berlin, est chargée d’appliquer sur la carte l’accord des quatre puissances. M. François-Poncet, dirigé au téléphone par M. Georges Bonnet, permet au représentant d’Hitler de s’affranchir d’un seul coup des quelques bornes assignées, peu de jours plus tôt, aux revendications du *Reich* [[5]](#footnote-5).

Le soir du 14 mars 1939, je rencontrai le général Gamelin à la table d’un ambassadeur accrédité à Paris. Déjà, les troupes allemandes pénétraient en masse dans le quadrilatère de Bohême et, sur un ordre formel, le président Hacha avait dû se mettre en route pour Berlin. De temps en temps, des messages téléphoniques étaient apportés au ministre de Tchéco-Slovaquie, présent au dîner. Le général, pas plus que quiconque, n’éprouvait la moindre surprise. La fin de l’indépendance tchéco-slovaque était annoncée depuis tant de mois. Ce n’était que trop clair : la ruée germanique, en Europe orientale, ne serait plus contenue dans la paix, par une résistance purement diplomatique. Je demandai au général Gamelin si l’épreuve de force s’engagerait dans des conditions moins favorables pour nous qu’avant le règlement de Munich. « Aucun doute », me répondit-il, « le bilan de Munich nous est contraire. » Dans *L’Europe Nouvelle* dont j’étais alors le rédacteur en chef, une personnalité militaire qui devait être appelée, peu après, à occuper un poste important de l’État-Major général avait discuté la question, utilisant les renseignements du « deuxième bureau ». Le général Gamelin me déclara avoir retrouvé son opinion personnelle dans nos colonnes [[6]](#footnote-6). Or, ce chef [13] militaire disait que les 100 divisions allemandes de 1938, dont 50 insuffisamment entraînées, avec déficit de bons officiers, avaient, à ce jour, augmenté de 40 % en quantité et gagné en qualité grâce à une instruction énergiquement dispensée dans les casernes et dans les camps pendant l’automne et l’hiver. Il disait encore qu’aux trois divisions blindées, deux autres avaient été ajoutées et que l’ensemble serait doublé dans quelques semaines. Les cinq divisions blindées des Tchéco-Slovaques n’allaient pas seulement être incorporées dans la *Reichswehr* (avec personnel allemand, bien entendu), mais fournir des modèles, aide précieuse si l’on réfléchit que les chars allemands envoyés en Espagne répétaient, à certains égards, les erreurs de construction du type originel de 1917 [[7]](#footnote-7). L’armée aérienne du maréchal Gœring comptait maintenant 6000 appareils au lieu de 3500 ou 4000. Les lignes Siegfried, simples fortifications de campagne dans l’été de 1938, avaient été consolidées à grand renfort de béton et d’acier : autant dire qu’elles s’étaient muées en fortifications permanentes. De jour en jour, l’Allemagne ajoutait à ses avantages parce que, chez elle, l’industrie de guerre avait démarré, parce que ses fabrications en série étaient en plein élan tandis que nos ingénieurs se débattaient encore dans le choix des prototypes et dans de laborieux assemblages de pièces. Enfin, les trente divisions et les fortifications tchèques, avec un puissant matériel et des usines bien outillées, étaient tombées au pouvoir du *Reich*. L’Allemagne avait donc licence de reporter à l’ouest les 50 divisions qu’elle aurait dû détacher à l’est pour venir à bout de la Nation de Mazaryk. Sans doute était-il permis d’espérer que la Pologne, associée à l’Allemagne depuis la déclaration du 26 janvier 1934, rentrerait dans notre alliance et comblerait le trou. Mais le général Gamelin n’avait pas dans le groupe Pologne-Russie la même confiance que dans le groupe Tchéco-Slovaquie-Russie [[8]](#footnote-8).

[14]

Malgré tour, après avoir reconnu que notre part de puissance militaire avait été sérieusement diminuée depuis le 30 septembre 1938, (l’aviation exceptée où l’infériorité des Franco-Britanniques, à tout prendre, était probablement de 3 à 10 contre 1 à 10 auparavant). Le commandant en chef de l’armée française gardait sa foi dans la victoire des Alliés. Il envisageait la lutte comme inévitable pour le 20 septembre. Il tenait cette échéance pour la plus probable, l’Italie étant soucieuse de ne s’engager auprès de son alliée, croyait-il, que mise à l’abri de notre offensive par les neiges alpestres.

Mais, le 23 août, est conclu le pacte de « non-agression » Molotof-Ribbentrop. La Russie ne sera pas dans notre camp. Les conversations militaires anglo-franco-russes de Moscou ont tourné court à l’instar des conversations politiques. Échec terrible pour les diplomaties française et britannique. Tous, nous sentons que nos plans sont renversés, que la volonté arrêtée du Grand État-Major allemand, issue des tribulations de la guerre 1914-18, va aboutir : éviter à tout prix la bataille sur deux fronts, en finir promptement avec la Pologne, concentrer l’armée à l’occident et asséner à la France le coup de massue le plus formidable. Nous nous souvenons qu’en 1936, le général von Fritsch, alors commandant de la *Reichswehr*, disait à l’attaché militaire belge : « Nous ne pardonnerons pas à Hitler d’avoir donné à la France l’occasion de débaucher la Russie ! » Hitler a réparé son erreur de 1934.

Je n’ai connu que par personne interposée l’opinion du commandant en chef dans le laps de temps décisif qui s’écoula entre le retournement de la Russie et l’offensive allemande contre la Pologne. Mais, à la réunion des ministres de la Défense Nationale et des chefs d’état-major que M. Daladier convoqua dans la soirée du 23 août pour apprécier les conséquences de la volte-face [15] soviétique, il tint des discours réconfortants [[9]](#footnote-9). Ainsi, il acceptait sans hésiter que disparût toute possibilité de conduire une large guerre de mouvement contre le Reich, dans ces plaines de l’Europe orientale, entre la Baltique et les Carpathes, qui ne se prêtent point à l’aménagement de lignes fortifiées, à la tactique de l’« usure » [[10]](#footnote-10). Il prévoyait que l’armée polonaise ne trouvant aucun appui à l’est agoniserait jusqu’au printemps. Cette espérance allait trop loin : l’événement l’a montré. Relativement aux projets antérieurs, le déchet n’en était pas moins considérable. Mais, au renversement soudain des calculs de son état-major, Gamelin se résignait facilement.

Gamelin, comme Weygand, avait, en 1933-34, recommandé à M. M. Paul-Boncour et Barthou, successivement ministres des Affaires Étrangères, la coopération avec la Russie, pour priver la *Reichswehr* d’un important réservoir de matières premières, pour soustraire nos alliés ou associés de l’Europe orientale à la menace soviétique, leur assurer le ravitaillement que nous ne pouvions acheminer à travers l’obstacle italien et surtout pour rallier la Turquie à notre cause. En février 1934, il m’avait exhorté à expliquer au public la nécessité d’une politique nouvelle à l’égard de Moscou. Le 1er juillet 1935, tandis que Laval, deux mois après avoir signé le traité franco-soviétique, en suspendait la ratification, soulevait la presse contre les Soviets et les accusait de propagande subversive ou de trahison, je rendis visite au généralissime et lui demandai si, depuis l’année précédente, sa manière de voir était restée la même.

— « Elle n’a pas changé, *me répondit-il.*

– À votre connaissance, les menées communistes ont-elles repris dans l’armée et sont-elles inspirées par la 3ème Internationale ?

– Non, et nous savons ce que ces menées peuvent être puisque dans le passé nous eûmes à les réprimer.

– Les propos de M. Laval ne sont [16] donc que manœuvre de politique intérieure ?

– Il est permis de le penser. »

Je reproduis ces propos de Gamelin, parce qu’ils indiquent la place que tenait la Russie dans ses dispositions stratégiques [[11]](#footnote-11). De 1936 à 1938, je ne trouve dans mes notes aucune phrase de lui sur le compte de la Russie. La plupart des conservateurs français se déchaînaient contre ceux qui, conformément à la consigne de l’État-Major, avaient l’audace de prétendre qu’il était utile de mettre Moscou de notre côté. Il n’était pas homme à braver la tempête. Il avait pris l’habitude de se rendre au quai d’Orsay, chaque mois, pour s’informer de la tournure des choses. Il écoutait passivement ce qu’on lui disait sans manifester d’opinion. Mais, devant des amis, il se montrait un peu plus hardi.

L’État-Major français s’exprimait avec prudence sur le concours positif à attendre de l’armée rouge [[12]](#footnote-12). Il n’en était pas moins frappé des rapports favorables que rapportèrent de Moscou les missions qui y furent envoyées en 1935 et 1936 : l’une dirigée par le général Loiseau et l’autre, par le général Schweisgut, tous deux sous-chefs de l’État-Major général [[13]](#footnote-13). Je voyageais avec l’un des principaux fonctionnaires du ministère de la Guerre quand fut annoncé l’accord russo-allemand du 23 août : il était atterré et ne pouvait [17] croire au bien-fondé de la nouvelle. Tout cela pour mettre en relief l’impassibilité extraordinaire de Gamelin devant l’effondrement de son tableau.

Le 3 septembre passa l’occasion de rétablir notre partie rendue plus pénible et aléatoire par la « défection » russe. L’Italie se déclara neutre, mais d’une façon particulière, dans le cadre du « pacte d’acier », de l’alliance de guerre signée le 22 mai par le *Führer* et le *Duce*. Mussolini prétendait combattre aux côtés de l’Allemagne par tous les moyens autres que les armes et, cependant, jouir des prérogatives d’un neutre et même d’un grand neutre. Tel fut le sens de la politique de « non-belligérance » amorcée dans les télégrammes qu’échangèrent les deux despotes. Devions-nous obtempérer à cette combinaison ou mettre l’Italie en demeure de définir sa neutralité correctement sinon dans un sens favorable à notre cause ?

Je me suis entretenu, en octobre 1939, avec le meilleur observateur français des affaires italiennes. En dépit de la réserve de trois ans inscrite dans le « pacte d’acier » et de l’usage qu’en avait fait Ciano à Salzbourg, ce qui lui avait valu de la part d’Hitler le traitement le plus blessant, Mussolini voulait, le 3 septembre, entrer immédiatement dans la guerre. Badoglio et les autres chefs de l’armée l’arrêtèrent : « Impossible de combattre sans artillerie, etc. » Mon informateur, un personnage exceptionnellement bien placé, je le répète, ajouta : « Le haut commandement italien n’eût pas reculé devant le coup d’État militaire si le dictateur avait passé outre à ses remontrances. Dénuée de tout, n’ayant pas fabriqué un avion depuis septembre 1938, l’Italie n’était pas en mesure de choisir entre la guerre et la paix. Il nous appartenait de lui adresser la sommation la plus énergique, tandis que l’Allemagne assassinait la Pologne. Le peuple était en panique : elle se serait soumise ! » Alors, le blocus appliqué à l’Allemagne se resserrait : la Méditerranée orientale et les Balkans s’ouvraient à nos entreprises. Un front oriental pouvait être aménagé — ce front oriental dont le général Weygand et ses trois divisions devaient pendant des mois poursuivre le mirage, se butant immanquablement sur l’objection britannique : rien à faire tant que l’Italie est hostile. [18] (Tant que l’Italie est hostile : quelle aberration dans cette phrase !) Par le retournement russe, le cercle dont nous avions voulu enclore l’Allemagne était brisé et, par la « non-belligérance » italienne, se dessinait un autre cercle, celui-là menaçant de nous enfermer dans l’Ouest de l’Europe. Par l’intimidation de l’Italie, nous renversions la tendance, nous redevenions capable d’investir l’ennemi.

Le général Gamelin n’a pas compris plus que les Daladier, les Bonnet et l’immense majorité des parlementaires français, combien précieux était le recours ouvert dans la péninsule. Comme les autres, il s’est abstenu de poser le problème. En 1935, après l’accord Mussolini-Laval, il avait discuté avec Badoglio les articles de ce protocole militaire dont jouait le *Duce* pour nous immobiliser plus sûrement devant son aventure abyssine. Il percevait que l’aide italienne contre l’Allemagne était pure fiction aussi longtemps que le vieux compte italo-yougo-slave subsistait encore, ce compte que Mussolini liquida en un tournemain dès que le Prince Paul se fut éloigné de la France, mais qu’il ne cessa de nous représenter comme difficulté insurmontable lorsque la petite Nation était encore ancrée dans notre amitié. [[14]](#footnote-14) Pourtant, à l’exemple de tant d’autres, il s’entêta dans une interprétation anti-allemande de la politique mussolinienne. Peu de mois avant la guerre, Gamelin échangeait encore des lettres avec Badoglio (fort brave homme et qui se fût probablement lié à nous si la décision avait dépendu de lui.) Il y avait pourtant bien des mois qu’il s’était exclamé à propos de l’accord Paris-Rome : « Ce ne fut qu’un beau rêve ! »

Après le coup de surprise du pacte germano-russe, Gamelin n’a pas sérieusement compris que le rétablissement de notre position stratégique était possible par l’Italie. En Comité de la Défense Nationale, vers la fin d’août, fut envisagé ce qui pouvait être tenté [19] si l’Italie entrait en ligne. Le général Vuillemin se fit fort de lancer nos bombardiers de Tunisie sur n’importe quel point de la péninsule. Gamelin lui, se contenta de dire qu’il se mettrait au « balcon » : il entendait par là que ses troupes s’empareraient du sommet des vallées alpines et descendraient vers le Pô, au printemps de 1940. Darlan, chef de l’armée navale qui, volontiers se posait en pourfendeur, resta coi. On m’a dit que le général Weygand discerna ce que l’intérêt français commandait de faire. Mais il n’avait pas voix au chapitre, et le renseignement n’est que de seconde main. Je donne encore ce détail : le général Georges, recevant un écrivain militaire américain, se prononça pour une mise en demeure à l’Italie. Mais nul ne lui demanda son avis. [[15]](#footnote-15)

[20]

[21]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***PREMIÈRE PARTIE***

Chapitre II

Le *credo* de la Ligne Maginot :  
l’unité de doctrine dans  
le haut commandement.  
Charles de Gaulle, le rebelle.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Comment expliquer ce calme imperturbable du Généralissime, ce regard assuré porté sur un avenir rempli de feu, de fer et de sang ? Répondons que le général Gamelin s’est installé dans ce qui peut être appelé le *credo* de la ligne Maginot. Voici les principaux articles de ce *credo* :

1°) Les hommes qui se défendent dans des fortifications de campagne et, à plus forte raison, dans des ouvrages de béton et d’acier, s’ils savent bien manier leurs fusils-mitrailleurs, leurs mitrailleuses, mortiers, grenades, canons d’infanterie, canons anti­chars, antiaériens, et s’ils sont appuyés par toute la gamme de l’artillerie sans oublier, bien entendu, les avions et les chars employés pour les contre-attaques en liaison avec les armes anciennes, peuvent tenir en échec les assaillants, à un contre trois, même si l’attaque se déroule par doses massives de bombardiers et de blindés. Le commandement français n’ignore pas que des chars seront jetés sur nos lignes à la densité de cent unités au kilomètre : le collaborateur de *L’Europe Nouvelle* dont j’ai déjà parlé, l’écrit en toutes lettres dans un de ses articles. [[16]](#footnote-16) Mais cette ruée d’acier ne l’intimide pas. Il néglige d’ailleurs l’artillerie volante qui travaillera avec les forteresses mobiles. Le général Georges opine [22] devant l’un de mes amis que la tactique allemande des « *Panzerdivisionen*» constitue une erreur formidable. L’État-Major français s’est persuadé que les armes nouvelles sont plus efficaces, mêlées au reste de la panoplie, solidaires de la masse et dans la défensive, qu’utilisées isolément, à l’état pur, pour l’offensive, dans des raids poussés très loin derrière les lignes adverses. De tous côtés, estime-t-il, les chars seraient accablés et l’étreinte du champ de bataille organisé se refermerait sur eux.

2°) Le terrain que l’ennemi pourra gagner dans ses assauts sera toujours limité, la résistance s’organisant plus facilement que ne seront rassemblées, du côté de l’attaque, les forces nécessaires à l’élargissement de la « poche ». Au lendemain de la guerre 1914-18, le maréchal Pétain expliquait ce que la défensive avait d’inexpugnable par le fait que l’artillerie lourde ne pouvait jamais se conformer au progrès de l’infanterie attaquante avec assez de rapidité et bombarder efficacement, sans délai par trop long les positions nouvelles de l’adversaire... « Qu’au contraire l’artillerie soit à même de suivre, on peut alors, sans exagération, voir réapparaître les grandes victoires de l’histoire. » [[17]](#footnote-17) Jusqu’à nouvel ordre, le problème de la rupture du front n’est pas résolu. L’avion et le char ne feront pas ce que, dans l’autre guerre, le couple artillerie-infanterie n’a pas accompli et ce qu’il n’accomplit toujours pas. Au printemps de 1939, le vieux soldat n’a pas varié dans sa théorie si l’on en juge par la préface qu’il écrit pour le livre du général du génie Chauvineau, « *L’invasion est-elle possible ?* » [[18]](#footnote-18) De même, le général Gamelin et ceux qui l’entourent se refusent à croire qu’un procédé rétablissant brusquement les droits de l’offensive ait été trouvé. En 1938, j’avais demandé au général de l’armée de l’Air, Armengaud, de traiter de « l’aviation, artillerie du champ de bataille. » [[19]](#footnote-19) Il voulut bien concéder que les machines volantes pouvaient, jusqu’à un certain point, se comporter comme des canons. Un an plus tard, dans la *Revue des Deux Mondes*, [23] il revenait sur ce qu’il avait écrit. [[20]](#footnote-20) « Sauf une effroyable surprise qu’il faut de part et d’autre éliminer, sauf une défaillance morale que rien ne permet d’admettre », nous repasserons par les lentes et décourageantes péripéties de 1914-1917. [[21]](#footnote-21)

3°) Du reste, la ligne Maginot, substituée aux fortifications de campagne mises à l’épreuve voici 25 ans et qui ajoute la solidité a leur continuité (tout en sacrifiant, il est vrai, la profondeur et l’élasticité à la permanence) exclut probablement la formation d’une poche tant soit peu profonde. [[22]](#footnote-22) En 1914, il fallut gagner la bataille de la Marne pour empêcher les Allemands de nous imposer jusqu’au bout une guerre de mouvement où la prépondérance de leurs effectifs et de leur matériel nous vouait au désastre, pour obtenir la stabilisation du front, c’est-à-dire le répit de plusieurs années que réclamaient nos préparatifs. Aujourd’hui, la ligne Maginot nous accorde ce résultat capital comme entrée de jeu. [24] Ainsi, choisirons-nous à l’aise le moment de l’offensive qui abattra l’Allemagne. Pour commencer, nous aurons le loisir de former à la guerre notre armée où, par rapport aux troupes de l’active, les réserves sont beaucoup plus nombreuses que dans le dernier conflit. [[23]](#footnote-23) La ligne Maginot place les Allemands devant le dilemme suivant : ou attaquer sans délai et acquitter en vies humaines un terrible tribut — ce qui nous donnerait d’ailleurs l’occasion d’une contre-attaque efficace ; ou temporiser et nous permettre alors d’affaiblir la valeur combattante de la *Reichswehr* en minant la substance économique de la Nation par le blocus. Un recours brusque à la guerre de mouvement ne doit pas être tenu pour exclu de notre part si la Belgique s’ouvre et nous donne accès à un secteur allemand faiblement défendu, si la *Reichswehr* peut être surprise en flagrant délit d’inattention. Ressouvenir de la recherche des espaces libres pour la manœuvre qui figurait en bonne place dans l’instruction de 1921, [[24]](#footnote-24) « sur l’emploi tactique des grandes unités. » Vieille tendance refoulée : elle subsiste en dessous. Mais la ligne Maginot se termine à Montmédy. De la Meuse au Pas-de-Calais, terrain ouvert ou faiblement organisé. Comment sera-t-il paré à cette solution de continuité en supposant que ne se présente pas, sur la frontière germano-belge, l’occasion espérée ? Réponse assez variable et qui revient à ceci : des fortifications de campagne seront construites. L’obstacle Ardennes-Meuse ne se prête pas à la percée et les forces franco-anglo-belges sauront aménager à temps et interdire à un mouvement tournant de l’ennemi l’espace relativement étroit qui s’étend entre Givet et Anvers. Là est le point de [25] doctrine mal définie et laisse dans le vague. [[25]](#footnote-25) Retenons ceci. La philosophie militaire dite « Maginot » comporte une annexe laissée à la stratégie en terrain libre. Le *credo* « Maginot » n’est pas fermé. Et c est le pire qui peut en être dit. Nos fortifications ne seront pas emportées, elles seront tournées.

Tenons-nous en là. Ce n’est pas la peine d’entrer dans plus de détails. Observons seulement que, pour quiconque professe une telle conception de la guerre, la disproportion des effectifs français et allemands est chose plutôt secondaire. [[26]](#footnote-26) Le général Gamelin [26] ne jugea pas utile d’incorporer, par appel anticipé, la classe 1940, s’écartant ainsi du précédent de 1914. Il n’écoutait donc que d’une oreille distraite Georges Mandel, ministre des colonies, proposant de rendre plus intense le recrutement des troupes de couleur. Et le même général Gamelin, ainsi que M. Daladier, président du Conseil, s’ils se lamentaient continuellement sur les atermoiements britanniques, n’ont jamais su exiger, en Conseil Suprême, que soient accrus et hâtés les envois de troupes sur le continent. L’ambassadeur de France à Londres leur a souvent adressé des reproches sur ce chapitre, représentant que le point de vue militaire n’était pas le seul en cause, que la France, pour maintenir sa culture propre et sa puissance économique, avait le devoir d’exiger une répartition moins inégale entre les deux alliés du *manpower* engagé sur la ligne de feu. Il ne leur a jamais arraché que des phrases comme celle-ci : « Les Anglais font de leur mieux, autant ne pas les bousculer. » À noter que, dans les réunions interalliées, Gamelin ne prenait pas la parole à moins qu’il n’y fût invité. Sa réserve extrême, sa circonspection semblaient dire : à vous de me consulter si le cœur vous en dit ! Instinctivement, il se posait en subordonné. Des combinaisons viennent à l’esprit qui auraient compensé la lenteur de la mobilisation britannique. Avec cinq millions d’hommes mobilisés [[27]](#footnote-27), il était facile à la France, dans la première année, de constituer plus de divisions que les dépôts n’en pouvaient alimenter à la longue, pourvu que l’excédent fût résorbé à mesure que grandissait le corps expéditionnaire britannique. Dans les huit mois qui se sont écoulés entre le 3 septembre et le 10 mai 1940, le commandement allemand a constitué plus de 50 divisions nouvelles. Nous n’avons même pas mis sur pied la dizaine de divisions projetée à la déclaration de guerre.

Du reste, le meilleur parti n’a pas été tiré des hommes sous les armes. À Bordeaux, en pleine déroute, le gouvernement ordonna que fût organisée la défense des lignes de la Dordogne : dans la région, 30 bataillons furent dénombrés sans effort. Dans la défaite de la France, le déficit des effectifs n’a probablement pas [27] eu d’influence capitale, mais il n’est pas négligeable. Le 17 novembre 1934, j’ai noté dans mon journal cette parole du général Weygand : « Les effets pratiques de l’inégalité numérique des armées s’atténuent lorsque le belligérant le moins bien pourvu en *manpower* a, malgré tout, rassemblé plusieurs millions d’hommes. D’ailleurs, les fortifications suppléent au nombre. » Mais Weygand disait aussi : « abondance de matériel signifie économie de vies humaines et non pas d’effectifs. » Inversement, si l’on s’en tient à cet aphorisme, le haut commandement français aurait dû penser qu’un matériel insuffisant l’obligeait à avoir en ligne des troupes d’autant plus nombreuses. Retenons ceci : le commandement français estima qu’il ne serait pas à court de combattants.

Ce faisceau d’idées concernant la supériorité de la défensive, il faut insister là-dessus, n’appartient pas au seul général Gamelin, héritier spirituel de Joffre. Le général Weygand, héritier spirituel de Foch, n’a rien d’autre en tête. Et nous avons trouvé le maréchal Pétain installé dans le même formulaire. Weygand, par exemple, m’a souvent répété, vers 1930-35, que le rôle de l’aviation était, à ce qui lui semblait exagéré par la plupart. « L’aviation ne peut occuper le terrain. » Sans doute se rend-il compte aujourd’hui que c’était mal poser la question. Il ne s’agissait pas de savoir si l’aviation était capable ou incapable d’occuper le terrain, mais si, en liaison avec les chars, elle était capable ou incapable de frayer un passage à l’infanterie et à l’artillerie qui se saisissent du sol. [[28]](#footnote-28) Quoiqu’il en fût, les trois grands chefs et leur vaste clientèle répétaient à l’envi que les avions ennemis se dépenseraient, dès la déclaration de guerre, dans des raids ambitieux visant à frapper de terreur les populations, à paralyser la mobilisation française, [28] à désorganiser la vie économique du pays, conformément à la doctrine du général italien Douhet, qu’ils ne réussiraient pas dans leur tâche, que les destructions d’appareils excéderaient les fournitures de matériel neuf et que les machines volantes disparaîtraient du ciel très vite. « Les civils pâtiront, concluait Gamelin, et ce sera regrettable, mais l’instrument militaire lui-même ne souffrira pas beaucoup — là est l’essentiel. »

Weygand s’était constamment querellé, dans le passé, avec Gamelin et Pétain. Il fallait l’entendre dauber sur Gamelin qui, chef d’État-Major général, se considérait comme relevant du ministre de la Guerre plutôt que du commandant en chef et, en conséquence, n’appuyait pas ses initiatives : il le traitait volontiers de « menteur ». L’incurie de Pétain, généralissime et ministre de la guerre, était l’un de ses thèmes favoris. Peu importe : le commandant en chef de 1940 et ses prédécesseurs ne se séparaient en rien sur la conception générale de la guerre prochaine. Et les Georges, les Billotte, les Prételat, les Besson, les Bineau, les Doumenc, pensaient à l’avenant. [[29]](#footnote-29) Pour eux, le fait capital était que les forces non mobilisées de l’Empire français et de l’Empire britannique, plus importantes que les forces de l’Allemagne toutes tendues à l’extrême en pleine paix, auraient le temps, à l’abri de la cuirasse Maginot, d’entrer dans la mêlée. L’image de la victoire se formait automatiquement devant eux, à distance de deux ou trois années.

Vers 1933, ils avaient traversé une phase de pessimisme : c’est que, dans l’armée française du service d’un an, avec incorporation du contingent en avril et en octobre, les unités n’étaient que de perpétuels squelettes n’arrivant pas à se couvrir de chair. Désespérant [29] d’instruire sérieusement les hommes, dans le va-et-vient semestriel des recrues, ils prêtaient à la *Reichswehr*, par réaction, une puissance qui, certainement, lui faisait encore défaut. Mais, au printemps de 1935, le séjour des soldats dans les casernes est porté à vingt-quatre mois. Très vite, au sommet de la hiérarchie militaire, la vision des choses s’invertit. [[30]](#footnote-30) Les généraux sentent que le moteur répond à leurs sollicitations. L’optimisme renaît et, dans le système militaire allemand, ils découvrent toutes sortes de lacunes. Le plus curieux est que les attachés militaires d’Allemagne et d’Italie à Paris paraissent bien s’être associés aux témoignages de satisfaction que les chefs se décernaient à eux-mêmes. [[31]](#footnote-31)

Un jeune officier se dressa pour les contredire dès 1934 : le commandant De Gaulle. Dans un livre intitulé *Vers l’armée de métier*, il évoqua, avec une prescience étonnante, le désastre qui guettait l’armée française. Il faut lire les pages où il démontra combien aisément la ligne de la Meuse pouvait être perdue, où il constata et projeta dans l’avenir les équivoques cheminements de Léopold III. Il n’a qu’un trait en commun avec les grands militaires dont nous avons parlé : à savoir que les effectifs valent par la qualité plutôt que par la quantité. Mais cette assertion se relie chez lui à un ensemble très différent : une centaine de milliers de professionnels combattant dans les chars et dans les avions auxquels ils sont formés de longue main, auront pour mission de percer le front et de détruire les arrières de l’ennemi. Ils ressusciteront les exploits de la cavalerie de jadis. Je me souviendrai [30] toujours de l’arrivée de De Gaulle dans ma maison, il y a dix ans. Il y rencontra l’un des principaux officiers de l’État-Major, Weygand, soldat de grande intelligence et vaillance qui s’est illustré dans les batailles de mai et de juin. Le colonel de Lattre de Tassigny s’acharnait contre les thèses du novateur et celui-ci, débordant d’arguments, répliquait avec violence. Ma femme et moi trouvâmes la controverse on ne peut plus désagréable. Nous étions loin de nous douter que le sort de la France était l’enjeu de ce duel oratoire. L’année suivante, De Gaulle rédigea, dans le sens de ses recommandations, le chapitre militaire d’un livre où Paul Reynaud développait tout un programme de rajeunissement de l’État. Weygand lui envoya ce billet : « Votre livre m’a beaucoup intéressé, mais je ne suis pas d’accord avec vous. » [[32]](#footnote-32)

[31]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***PREMIÈRE PARTIE***

Chapitre III

«L’armistice de fait»  
de septembre 1939 – mai 1940.

Gamelin ne sait pas précipiter  
la fabrication des armes.  
Il laisse ses armées s’alanguir.

[Retour à la table des matières](#tdm)

La guerre européenne éclate. En dix-huit jours la Pologne succombe sous les avions et les chars. Dès le début, l’État-Major polonais a perdu la direction de sa machine. L’armée polonaise est comparable à un pigeon de laboratoire dont le cervelet a été sectionné : ses mouvements ne sont plus coordonnés. Ici s’amorcent les grandes fautes du général Gamelin. Il refuse délibérément de prêter attention à l’expérience polonaise comme, auparavant, à l’expérience espagnole. [[33]](#footnote-33) À son avis, avions et chars ont tout brisé en Pologne parce que n’ayant trouvé devant eux ni fortifications, ni canons antiaériens et antichars, ni artillerie exercée, ni officiers, ni états-majors compétents. On m’a raconté que ni lui ni le chef du bureau des opérations ne voulurent gaspiller leur temps sur le dossier polonais constitué au grand quartier général. [[34]](#footnote-34) De cette façon fut perdue la dernière chance qui s’offrait de réviser la tactique, d’aviser aux moyens d’arrêter le *Blitzkrieg*, d’employer chars et avions selon la méthode allemande, [32] de mécaniser l’armée de la bonne manière et de la « motoriser », de faire entrer le « mouvement » dans notre conception. En mai, des soldats français seront appelés à combattre après avoir franchi sac au dos, 30, 40, 50 km. Paul Reynaud, ministre de la Défense Nationale, reçut la lettre pathétique d’un colonel annonçant qu’il allait se tuer dans l’espoir que son sacrifice toucherait ceux que son raisonnement n’avait pu convaincre. [[35]](#footnote-35)

Trop tard ! L’État-Major est hanté par la crainte de l’embouteillage. Vraie ou fausse, une histoire circule sur les embarras que les divisions blindées causèrent à l’armée allemande — lors de la marche sur Vienne, en mars 1938. L’infanterie française ne sera qu’exceptionnellement une « infanterie portée ». L’artillerie de campagne, en grande partie et, parfois, l’artillerie lourde, emploieront les chevaux. De même le génie, le train et équipages. Et que de mécomptes avec les camions obtenus de la réquisition ! Du reste, le contingent hippique lui-même n’est pas au complet. « Des déplacements importants étaient interdits à l’armée française », dira le général Carence aux juges de Riom. Puisque les possibilités d’embouteillage le troublaient à ce point, l’État-Major français aurait pu deviner de quelle assistance les réfugiés seraient à l’ennemi.

Le répit de huit mois, l’armistice de fait que nous accordent les Allemands sur le front occidental confirme, à première vue, la doctrine officielle française. Ce délai inespéré ne signifie pas que les Allemands hésitent encore quant aux procédés à employer pour traverser les organisations défensives, mais seulement que leur matériel, le matériel chars en particulier, n’est pas au point ou n’est pas encore sorti des usines en masses suffisantes, qu’il leur reste à encadrer les grandes unités, à augmenter le nombre de leurs divisions. Et n’omettons pas la répugnance d’Hitler à jouer son va-tout, l’espoir tenace qu’il a toujours nourri de l’emporter par la dissolution intérieure de la France.

Gamelin encaisse avec joie ce profit inattendu. Il avait redouté que de grands bombardements ne troublassent la mobilisation [33] et la concentration de ses armées : rien n’est venu. En septembre 1939, n’ayant pas osé ou n’ayant pas pu précipiter le gouvernement dans la décision d’entrer en Belgique, il avait craint que le temps ne lui manquât pour construire le réseau de fortifications de campagne qui, jusqu’à la mer, devait continuer la ligne Maginot : le voilà à même de combler ce trou. Les stocks de matériel et de munitions étaient si faibles que durer sur un champ de bataille tant soit peu mouvementé jusqu’au plein démarrage des usines, devait être pour lui le plus angoissant des problèmes. Quelle fortune ! Il aura le loisir d’étendre ses stocks. Le 9 avril 1940, l’artillerie française n’avait encore tiré que 304 000 coups de canon alors qu’en 1918 la consommation mensuelle fut, en moyenne, de 5 500 000 obus.

Mais, surprise, le généralissime ne comprend pas la solennité, la portée décisive de l’heure qui passe, la valeur du cadeau qui lui est donné. Il est comptable du destin de la Nation, il devrait donc se poser en maître, bousculer au besoin les ministres, exiger l’exécution de ses volontés, superposer aux institutions la dictature de la victoire. Rien de tel. Il procède d’une main molle.

En 1936, il n’a pas voulu diriger effectivement le réarmement de l’armée française, décidé, le 6 septembre, par le ministère de Front Populaire. Il y a vu une entreprise échappant à son autorité directe. Oh, certes, son État-Major général a présenté toute une série de plans de fabrications pour exécuter le programme de 1936. Il n’en a même présenté que trop, incapable d’indiquer, pour plusieurs années, un ordre de travaux à peu près stable, remettant l’ouvrage sur le métier dans le changement continuel des prévisions stratégiques. Gamelin a présidé assidûment le conseil consultatif de l’armement et s’est fait représenter au comité de production, au comité de vigilance, etc. Mais, une fois ses commandes passées à la direction des fabrications, il a estimé que sa responsabilité n’était plus engagée. Il n’a pas jalousement surveillé les sorties, quitte à en appeler au ministre s’il y avait gaspillage de temps. Non, après avoir saisi la direction des fabrications, il n’a pas fait de l’exécution son affaire personnelle. Il s’est mis en posture de client devant le ministère [34] de la Guerre, son fournisseur, plutôt que de chef devant des subordonnés. À la mobilisation, il se trouve devant un terrible arriéré : le plan D 1 (de 1936) va s’achever avec un an de retard. Le plan E qui lui fait suite depuis janvier 1938 en est à la phase des études et le correctif de celui-ci (le plan E 1) n a pas encore été pris en considération sérieuse. Et tous ces plans ne sont que la monnaie du programme de 1936 !

Mais la guerre a commencé et un ministère de l’Armement a été créé, le 14 septembre 1939, sous un ministre patriote, Dautry. Passent au second plan et Jacomet, le secrétaire général du ministère de la Défense Nationale et de la Guerre qui fut, jusqu’ici, le véritable ministre de l’Armement, et la direction des fabrications. Gamelin est débarrassé de l’homme et de la collectivité qui, selon lui, se sont émancipé du contrôle de l’État-Major. Va-t-il considérer Dautry comme son premier lieutenant, se conformer enfin à la lettre et à l’esprit des deux décrets du 18 janvier 1935 qui, accumulant sur sa tête des pouvoirs que n’avait pas eus Weygand, a voulu que le réarmement et la mobilisation industrielle dépendissent de lui  ? [[36]](#footnote-36) N’est-il pas d’un intérêt vital que soit dressé un nouveau programme calqué sur les réalités maintenant devenues tangibles et que pas une heure ne soit perdue ? Gamelin ne change pas de manière. Il n’ignore pas ce qui doit être fait, mais, ni avec les supérieurs civils ni avec les subordonnés militaires, il n’en arrive jamais aux *ultima verba*. Il laisse tout s’alanguir et s’effriter dans les recherches et les discussions techniques. Il ne secoue pas plus de sa torpeur la bureaucratie militaire que la bureaucratie civile. C’est que le commandement lui-même est devenu bureaucratie. Un colonel réputé médiocre dirige, à l’État-Major, le service de l’armement qui, sans hâte, travaille avec Dautry.

Au mois de septembre 1939, l’armée française possédait plus ou moins les armes et les munitions nécessaires pour lutter à la mode de 1914-18. Elle les possédait et elle savait les manier Quant aux armes dites « modernes », chars, [35] avions, canons anti­chars, antiaériens, mines, appareils de transmission, elle ne les avait qu’en nombre insuffisant et surtout ses chefs n’avaient pas encore appris à s’en servir. Mais laissons de côté toute question d’emploi. Ne retenons que le matériel. D’après le compte établi au début des opérations, il ne pouvait guère durer que six ou sept mois pour peu que la lutte s’animât. De toute façon, il était donc indispensable que le flot des fabrications nouvelles déferlât à la fin de mars. Il apparut graduellement que nous ne serions prêts, à tout mettre au mieux, qu’à l’automne ou même à la fin de l’hiver. C’est une pitoyable histoire où nous ne voyons pas encore tout à fait clair. À Riom, des chiffres ont été cités par les militaires convoqués devant la Cour Suprême et dans le réquisitoire du procureur général qui, manifestement, ruse avec la vérité, redoutant de la voir briser toute lisière et marcher loin de lui. Un témoignage provenant du ministère de l’Armement nous a permis de contrôler en partie les indications de ce document suspect.

À l’infanterie, il a manqué des fusils. Le modèle 1936 n’était représenté que par cent ou deux cent mille exemplaires. Les fantassins sont donc partis avec l’éternel fusil Lebel de 1886 et même avec des fusils Gras de l’âge précédent. Mais le fusil individuel a-t-il beaucoup d’importance dans la bataille contemporaine ? Le plan de fabrication de 1936 semble répondre négativement. Pour le reste, l’infanterie a eu son contingent de fusils-mitrailleurs type 1924-29 et de mitrailleuses de 1914-18 avec, dans les deux cas, déficit des accessoires que demande le tir contre avions. Mais les pistolets mitrailleurs et pistolets automatiques récents lui ont manqué. Elle a eu tous les mortiers de tranchées demandés par l’État-Major. Pour les lance-grenades et grenades, elle n’a disposé que de vieux engins. Pas assez de chenillettes : près du quart de la commande est resté en l’air. Mais voici le point sérieux. D’excellents canons de 25 mm, anti­chars et antiaériens, ont été étudiés depuis 1934. Les canons de 25 (antichars), indispensables à l’infanterie, sont inférieurs aux besoins dans la proportion d’un tiers. Les divisions de deuxième réserve en sont dépourvues. Force est de se rabattre sur le canon d’infanterie de 37 mm, hors d’âge, ne tolérant qu’une vitesse [36] initiale de 500 mètres, inférieure de moitié à ce qui est requis pour percer les blindages. Tant bien que mal, on essaie de corriger ce défaut par un obus spécial.[[37]](#footnote-37)

Le chapitre artillerie est sans doute le plus satisfaisant. Le matériel est abondant : près de 6000 canons de 75 y compris le modèle nouveau d’une portée de 11 km, près de 4000 canons lourds de 155 court et long, ancien modèle. C’est le nouveau canon de 105 (quatre types dont l’un destiné à éliminer le 75) qui occupe les usines. Au total, on en compte moins de quinze cents, le 10 mai. L’approvisionnement en obus n’est pas assuré sauf pour le 75, suffisamment pourvu dès mars-avril. Le 105, le 155, le 25 (antiaérien) sont à court de munitions. Entre les services, la discussion est engagée sur le type de fusée à adopter pour les deux premiers : elle ne tarit pas. [[38]](#footnote-38) D’une façon générale, l’État-Major n’a pas encore décidé, en avril, s’il fixera ses besoins mensuels à 3, 4 ou 5 millions d’obus et, pour ce qui est de la qualité, il balance entre l’obus d’acier et l’obus de fonte aciérée : celui-ci fabriqué à moindres frais et en plus grandes quantités, celui-là plus efficace.

Nous possédons deux armes qui, paraît-il, n’ont pas d’égale dans les autres pays : le canon antichar de 47 et le canon antichar et antiaérien de 90. Celui-ci, à 1800 mètres, traverse un blindage d’une épaisseur de 90 mm. Engin de fabrication difficile et longue : une chemise d’acier est introduite dans le tube dont le métal soumis, des semaines durant, à une pression intense, devient peu à peu plus compact, ce qui permet de forcer par degrés la dose d’explosifs et d’obtenir de très grandes vitesses initiales. Malheureusement, peu ou prou à mettre dans ces tubes de 47 ou de 90. Le premier millier d’obus destiné au 90 n’est sorti qu’en avril 1940. À la fin de mai, 5000 obus en tout ont été livrés. Dans la tourmente, il a donc fallu s’en tenir au 25 antichar et au 75 adapté à sa fonction improvisée par un obus improvisé.

[37]

Pour les engins blindés, nous sommes peut-être moins mal en point que la plupart ne le pensent. Nous entrons dans le conflit avec 2484 chars et nous en avons 3446, le 10 mai, contre 4200 chars allemands à la première date et 7 ou 8000, à la seconde. [[39]](#footnote-39)

De l’avis unanime, le matériel est remarquable, supérieur, pour la puissance du feu et le blindage, à celui de l’ennemi : 636 chars lourds de 27 à 30 tonnes, 2710 chars légers de cavalerie ou d’infanterie. Le char Somua de 20 tonnes est la réussite de nos ingénieurs. L’un d’eux résiste à une bombe qui le frappe verticalement : tous les hommes sont tués, il repart avec un autre équipage. Quatre mille de ces magnifiques appareils devaient sortir des usines en septembre-octobre 1940.

Où donc sont les points faibles ? Réservoir exigu dans les chars lourds et médiocre rayon d’action. Vitesse relativement faible. Beaucoup de chars légers ne sont armés que de vieux canons de 37 (au lieu de la pièce de même calibre, fabriquée en 1938) avec projectiles sans valeur contre les blindés ennemis. Mauvaises transmissions radiotélégraphiques — elles ne portent qu’à 15 km. Certains chars n’ont même pas de poste d’émission. Et le canon automoteur des Allemands nous fait défaut, à 70 exemplaires près. Il a été commandé trop tard. Peu de camions-citernes sont en service. Or, régulièrement, chaque unité en réclame trois : l’un à proximité, l’autre en circulation, le troisième en remplissage. Il faut user de moyens de fortune. Dans la nuit du 15 au 16 mai, au sud de Dînant, entre Flavion et Ermeton, la 1ère division blindée, faute de combustible, doit se former sur deux lignes et, immobile, attendre l’ennemi. Tous ces défauts sont issus de la mauvaise doctrine tactique : les chars français, regardés comme armes défensives, dépensent leur réserve d’essence en 3 ou 4 heures : les chars allemands, construits pour l’offensive, sont plus largement alimentés. « Notre meilleur char (le B 1 bis de 30 tonnes), en plus d’un canon de 47 et de 2 mitrailleuses, porte un canon de 75 tirant dans l’axe : les chars lourds allemands [38] sont armés d’un canon de 75 ou de 105 tirant sous tourelle. » [[40]](#footnote-40)

Les nouvelles formes de guerre réclament des innovations dans l’équipement du génie, les mines, les transmissions. Chez nous tout cela reste désuet. Notons seulement, pour le génie, que le matériel en service ne peut assurer le passage des rivières par les chars lourds. Nous gardons tel quel le vieux radeau-sac, tandis que nos ingénieurs sont en quête d’un radeau pneumatique. Sur la Meuse, les Allemands leur apporteront la formule exacte qu’ils n’ont pas trouvée. Pour les mines aussi, les Allemands sont nos maîtres. Nous avons les « piquets Ollivier » et les mines légères que désirait l’État-Major. Mais concernant les mines destinées à exploser sous les pas des fantassins « les études n’ont abouti que peu de temps avant mai 1940 » (réquisitoire de Riom). Les transmissions ont été négligées. Non seulement le matériel radioélectrique est incomplet, non seulement les chars d’infanterie et de cavalerie n’en ont été munis qu’avec « de sensibles retards » et de grandes unités n’ont pas reçu leur part [39] mais, pour un tiers, câbles légers, appareils téléphoniques d’usage courant n’ont pas été livrés. Ici encore, les techniciens n’ont pu se dégager à temps des controverses. Nous en arrivons au sujet le plus obscur : l’aviation.

Tous les témoignages militaires concordent. Nombre et qualité des machines, rechanges, accessoires et même école de pilotes : notre faillite est sans bornes. « Le régime des écoles dut être improvisé, presque intégralement, en septembre 1939 » (Général Mouchard). Deux groupes de parachutistes ont été organisés en septembre 1937. Le commandement, toujours perplexe devant les nouveautés, ne donne de statut à cette « infanterie de l’air » qu’en janvier 1939. À cette époque une division complète existe déjà en Allemagne. Par la suite, sauf erreur, nul n’a jamais entendu parler de parachutistes français. Mais essayons de recenser les avions de chasse, de reconnaissance, d’observation, de bombardement. Sur le papier, le total est de 1241 appareils, le 3 septembre 1939, exclus les Bloch 131 déjà périmés. Mais le général Vuillemin, commandant en chef des forces aériennes, déclare n’avoir effectivement disposé à cette date que de 494 avions « modernes ». Et ce qualificatif de « moderne », il le dénie aux 390 bombardiers inscrits sur les rôles. Le 10 mai 1940, d’après le même général, le chiffre de 494 est monté à 1310 : 790 unités de chasse, 140 bombardiers, 170 avions de reconnaissance et 210 d’observation. [[41]](#footnote-41) Avec les réserves et les avions anciens, nous aurons, [40] à l’armistice, 4200 machines si ce n’est plus. Il va sans dire que, pas plus que les Anglais, d’ailleurs, les Français n’ont daigné fabriquer l’équivalent du *Stuka* allemand, par excellence l’instrument de rupture du front défensif.

Ces détails découvrent l’ensemble. Gamelin et les autres têtes maîtresses de l’armée, qui voyaient venir la crise pour le printemps, n’ont pas su, du dehors, imprimer au ministère de l’Armement l’accélération nécessaire. Eux-mêmes, d’ailleurs, étaient en faute dans les préparatifs qui ne dépendaient que de leurs services, même dans les plus simples. Par exemple, les cartes de Norvège distribuées aux corps de troupes qui s’embarquent en avril n’ont guère de valeur militaire. Fait plus surprenant : nous avons négligé de faire tirer de bonnes cartes de Belgique. Dans les Alpes manquent les « bibles » des artilleurs. Les plus vives critiques sont émises sur le compte de l’intendance et elles ne sont pas imméritées. Ce n’est pas seulement brodequins et couvertures qui [41] font défaut à l’approche de l’hiver. [[42]](#footnote-42) Un officier digne de créance déclare que son régiment (un régiment d’élite) ne reçut qu’en janvier les munitions nécessaires pour essayer ses mitrailleuses et les mettre au point. Et pourtant, la mobilisation s’est déroulée avec la précision d’une horloge.

Contre le général Gamelin et contre tout le commandement, se présente maintenant, dans l’ordre des préparatifs, l’accusation capitale. Il n’y a pas eu entraînement intense des effectifs réunis dans la zone des armées. À ces jeunes hitlériens fanatisés qui se précipitèrent à la mort, au passage de l’Escaut, bras dessus bras dessous, qui hurlaient : « *Heil Hitler !* » sachant que les premiers rangs seraient fauchés, mais que les autres finiraient par passer, il fallait, par-dessus tout, opposer des troupes ardentes et formées à la lutte. Ces huit mois que nous laissait l’ennemi eussent dû être remplis, de notre côté, par des manœuvres incessantes et non seulement par une mimique de la guerre, mais par une chaîne continue de petites opérations en avant des lignes. Il était indispensable que chacun passât à l’école du combat. D’autant plus que nul n’était familiarisé avec les armes nouvelles arrivant chaque semaine ou chaque mois. Les professeurs ont toujours enseigné qu’une défensive qui ne poussait pas de pointes offensives, qui n’avait pas de dynamisme, était condamnée. À la guerre, tout ce qui est immobile est voué à la destruction. Or, que voyons-nous ? Des portions entières du front, notamment le long du Rhin, où les deux armées se ménagent par une sorte de convention tacite. Il est entendu que certaines routes ne seront pas touchées par le feu. Défense aux artilleurs, aux mitrailleurs, de rompre cette trêve qui n’est pas de Dieu. On nous a parlé de soldats allemands qui s’enhardirent jusqu’à venir acheter de menus vivres dans une boutique en plein vent que fréquentaient les troupiers [42] français. Ils furent capturés, c’est entendu : ils avaient trop présumé du laisser-aller des nôtres. Leur geste n’en atteste pas moins l’atmosphère qui nous enveloppe. Sur le pont de Kehl, étrange spectacle. Une barricade a été élevée au milieu pour séparer les deux camps : de côté et d’autre, des pêcheurs jettent leurs lignes. Mais les Allemands n’étaient-ils pas aussi passifs que les nôtres ? Non, car leur passivité était calculée et nous ne savons pas ce qui se passait derrière leurs lignes. En tout cas, au long des années et des mois, ils avaient été pétris de toute autre façon.

La propagande, la manœuvre psychologique s’en donnèrent à cœur joie. À plusieurs reprises et en maints endroits, les Allemands s’aventurèrent dans des essais de fraternisation à la mode des Bolcheviks de 1917-18. Dans le voisinage de Forbach, ils machinèrent une apparition de la Sainte Vierge. Une statue fut tirée de l’église voisine. Elle s’éleva, lumineuse, au-dessus des arbres. Les soldats bretons que visait cette supercherie tombèrent à genoux en pleurant. Bientôt, il est vrai, les mitrailleurs français mettaient fin au spectacle. Chez les Allemands, il faut le dire aussi, des faits bizarres furent relevés, accusant des dispositions assez insolites. Un médecin major apprenant que la *Gestapo* le recherchait, pour un « crime contre la race », alla prendre conseil d’un commandant de compagnie :

« Il ne vous reste plus qu’à déserter.

– Mais où me réfugier ? Je ne réussirai qu’à aggraver mon cas.

– Je vous aiderai. »

Et le médecin major de se rendre à l’un de nos petits postes, guidé par son ami à travers les mines. Il sut intéresser l’État-Major d’armée où il fut conduit. Il se mêla de notre propagande radiodiffusée, donna des avis. L’autorité supérieure le réclamait : ses hôtes accidentels ne voulaient pas le lâcher. [[43]](#footnote-43)

Les journaux de l’époque nous ont entretenus des coups de main nocturnes exécutés pour tâter l’ennemi et aguerrir les soldats. Ces coups de main furent le monopole des « corps francs » recrutés dans chaque régiment par appel de volontaires. S’y rencontraient [43] prêtres, instituteurs, durs à cuire, risque-tout des origines les plus diverses, « batailleurs » auxquels pesait l’inaction. Le commun des soldats se prit à penser que les expéditions périlleuses ne le concernaient pas, qu’il lui incombait seulement de patienter, à l’abri des fortifications, jusqu’à ce que l’Allemagne s’écroulât. [[44]](#footnote-44) « Les colonels qui ne font pas travailler leurs hommes, qui les abandonnent à l’oisiveté sont des criminels ! » s’exclamait devant moi un vieux général.

En janvier, j’ai inscrit cette phrase dans mon journal sans soupçonner l’étendue du mal qu’elle évoquait. Dans les cantonnements, les hommes ne savaient comment passer le temps. [[45]](#footnote-45) Ferdonnet trouvait chaque soir des auditeurs empressés. La discipline se relâcha, les biens des habitants évacués dans l’arrière-pays furent encore moins respectés qu’à l’ordinaire. Un officier écrit : « Je vis des soldats revenir du front dans des accoutrements inouïs : plusieurs s’étaient enveloppés de fourrures, aucun chef ne les avait rappelés à l’ordre. » Un très mauvais signe apparut qui ne fut pas compris à sa valeur : en moyenne, on comptait quatre prisonniers français contre un allemand. Il y eut des suicides. Et que dire des officiers, lecteurs de *Gringoire*, de *Je suis Partout* et autres feuilles du même genre qui, dans leurs récriminations incessantes contre les Soviets et contre Léon Blum, regardaient volontiers Hitler et Mussolini comme des piliers de la société traditionnelle. Imaginons que les émigrés de Coblentz aient eu sous leurs ordres les soldats de l’an II. Ni Fleurus, ni Jemmapes ne seraient inscrits sur nos drapeaux.

En ce qui concerne l’armement, la faillite du commandement [44] n’est pas excusable, mais elle est plus ou moins intelligible. Le travail passait pour relever d’un ministère séparé. Depuis longtemps, Gamelin avait fait admettre qu’il n’était, en la matière, qu’un spectateur intéressé. Mais il est impossible de comprendre que la routine même de l’armée, qu’une sorte de vitesse acquise n’aient pas tenu les troupes en haleine, paré à tant de désœuvrement. Et si le chef de l’armée manquait à son devoir là-dessus, il est inouï que tant de généraux d’armée, de corps d’armée, de division, de brigade, que tant de colonels n’aient pas réagi, dans l’accomplissement normal de leur tâche, contre tant de laisser-aller. [[46]](#footnote-46)

Et comment expliquer que Gamelin et Georges n’aient pas perçu la nécessité de recréer, face à l’ennemi, l’unité morale de la Nation en armes ? Dans ces mois de l’automne, de l’hiver et du printemps, pas le moindre ordre du jour éclatant. Un de mes amis qui, dans l’été de 1939, rendait visite à la générale Georges l’entendit s’exclamer :

« Quand même, il est malheureux d’avoir à se battre pour la Pologne !

– Tais-toi, tu dis des bêtises, répliqua le général, c’est pour la France que nous nous battons ! »

Pourquoi, sous la forme qui convenait, de telles paroles n’ont-elles pas été dites à haute voix, à voix portant dans le pays tout entier, et plusieurs fois répétées ?

Devant tant d’énigmes, quand survint le désastre, quand le système militaire s’écroula, la multitude, il ne pouvait en être autrement, cria à la trahison. À la vérité, les actes de trahison dûment constatés furent assez rares. On m’a raconté l’histoire d’un officier [45] d’aviation qui parcourut à motocyclette les aérodromes, communiqua aux Allemands ce qu’il avait pu relever d’intéressant pour eux dans sa tournée et fut promptement fusillé ; d’un herboriste d’Épinal qui avait établi trois postes émetteurs, un à la ville, deux autres à la campagne et informait l’ennemi, mettant à profit l’enseignement qui lui avait été donné à l’École de Karlsruhe — tout cela pour un traitement annuel de 50 000 francs. Mais les histoires les plus étonnantes que j’entendis débiter à Paris n’étaient que légendes. Jusqu’à plus ample informé, je ne crois pas que la trahison, entendue au sens spécifique du terme, ait joué un grand rôle. Mais la trahison perlée, celle qui procède de la négligence et de l’apathie, de l’oubli par les chefs, grands et petits, de ce qui était plus que le devoir machinal, on la trouvait souvent. L’armée française n’était pas seulement démunie d’un grand nombre d’armes indispensables : elle ne se retrouvait pas. Dans la conjoncture la plus critique pour le destin de la France, l’armée, contrairement à ce qui s’était invariablement produit dans le passé, n’a pas été le creuset où le patriotisme de tous se purifie. « Pourvu que les civils tiennent ! » Dans la dernière guerre, Forain mettait cette exclamation sur les lèvres des défenseurs de Verdun. La phrase n’aurait pas eu de sens en 1939-40. L’armée n’était plus que le microcosme d’une Nation encore divisée par les querelles politiques et sociales. Sans doute, à mesure que le danger se rapprochait, la réconciliation s’était faite. Mais, dans le cœur de beaucoup, l’élément passionnel était tenu en réserve pour d’autres tâches que la guerre.

[46]

[47]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***PREMIÈRE PARTIE***

Chapitre IV

Gamelin, chef militaire  
devenu académique avec l’âge.

Mauvaise organisation du haut commandement.  
Esprit de coterie. Darlan. Vuillemin.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ce général Gamelin qui règne à la pointe de la pyramide militaire est un homme de grande intelligence, de plus grande intelligence peut-être que les autres chefs militaires, ses rivaux dans le passé ou le présent. Âgé de soixante-huit ans, il ne semble pas avoir perdu sa vigueur d’esprit et de corps. Au Comité de la Défense Nationale, ses exposés, lucides et précis, sont des modèles. Léon Blum, grand intellectuel, fort difficile en la matière, ne cachait pas son admiration. Gamelin domine la plupart de ses interlocuteurs, notamment dans le Conseil Suprême franco-britannique. Quels sont donc les points faibles ? « Gamelin n’est pas un *fighting man*», répète Lord Gort aux ministres anglais. Pourtant, il méritait l’appellation de « *fighting man*», en 1918, quand il maintenait au feu une division presque complètement cernée. Il ne manquait pas d’imagination lorsque, officier du bureau des opérations du général Joffre, il était le premier à suggérer la contre-offensive qui s’appelle bataille de la Marne. La vérité est qu’avec le temps il est devenu « académique ». Il s’est enfoncé dans les « leçons » de la dernière guerre. Elles ne sont plus chez lui qu’idées toutes faites dont il ne vérifie que mollement la conformité au réel avec forte présomption que mieux vaut ne rien changer qui puisse troubler l’économie de l’ensemble. Sa dialectique est toujours alerte, mais les données expérimentales [48] qui en sont le point de départ se déclassent peu à peu. Pour ce qui est des principes, il a le sentiment d’avoir tout prévu, tout calculé, tout agencé et de n’avoir plus rien à réviser. « Et, le septième jour, il se reposa. » Le démiurge militaire se complaît dans son œuvre. Aristote est tombé dans la scolastique. À la rigueur, il peut agréger à son système les récentes données de la technique : il en discourt doctement à l’occasion. Des généraux anglais qui l’écoutèrent pérorer ont retenu l’impression qu’il côtoyait parfois les idées allemandes. Par là, il se défend contre le reproche d’avoir des œillères, veut montrer de la coquetterie d’esprit. Mais, le système existant et la tradition qui en est sortie, il les défend contre les novateurs comme son bien. Il croit que la rencontre avec l’ennemi ne lui refusera pas le temps d’évoluer et de s’adapter. Cette fois, le chevalier de Crécy daigne se servir des bombardes. Mais, jusqu’à plus ample informé, il ne modifie en rien sa façon de combattre.

Il n’est pas un animateur, il est une sorte de penseur satisfait et toute administration que n’aiguillonne pas le chef dont elle dépend, tend à s’endormir. Quiconque a causé avec lui ne peut le traiter de routinier. Il a même probablement de la curiosité intellectuelle. Pourtant, il a laissé la routine, sommeil de l’esprit, s’installer dans la communauté militaire. En juin, le général Weygand narrait l’histoire d’un général de division qui, au reçu de ses instructions sur les diverses façons de détruire les chars, téléphona au Grand Quartier pour demander quel article du règlement recommandait de lancer des bouteilles d’essence enflammée, l’un des procédés indiqués. Chez Gamelin, il y a divorce de la pensée et de l’action. L’esprit est assez libre. L’action ne s’aventure pas au-delà des bornes anciennes. Et, moins encore chez les hommes formés à son école.

Point de lien humain entre le généralissime et l’armée. Pour celle-ci, il est une lumière froide, une abstraction. Il est une fontaine qui n’irrigue pas. Combien différent de ce Foch, physiquement inapte à désespérer, à se résigner, dont lord Oxford me disait avoir remarqué, dès la première conférence franco-britannique, à Boulogne, la figure pensive et ardente. Pourtant Gamelin [49] si l’on prend à la lettre ses propos, se rencontre avec Foch pour penser que la guerre est un grand hasard où sont de mise les hauts et les bas de fortune les plus abrupts, où calculs et raisonnements peuvent être démentis, ou ni la certitude ni le désespoir ne sont chez eux. Dans le combat, aucune valeur ne lui paraît supérieure à celle de l’élément humain. Tout au moins verbalement, il se distingue des militaires à la Pétain et à la Weygand, assis devant leurs cartes comme devant un échiquier, fort capables de dire :

« Tout est perdu ! » et de renverser les pièces. Mais, chez un homme recherchant à ce point aise et repos, pouvons-nous prendre au sérieux une telle foi dans l’énergie individuelle et collective ? Quelle fraude vivante que ce Gamelin, partiellement volontaire, partiellement clairvoyant !

Le général Gamelin s’est mué avec le temps en grand fonctionnaire qui se sent à l’abri lorsqu’il a, dans une lettre au président du Conseil, émis telle réserve, posé telle condition. Il n’est pas animé de la passion du résultat à atteindre. Fonctionnaire, il crée autour de lui, à son image, des fonctionnaires grands, moyens et petits. Dans les mémoires adressés à la Cour suprême de Riom, pour se disculper de n’avoir pas usé de ses pouvoirs touchant le réarmement et la mobilisation industrielle, il a plaidé, jouant sur le texte des décrets, que, seul, un travail de  coordination » était attendu de lui. Il a trouvé le mot. Il est né « coordinateur ».

La Troisième République a vécu dans la crainte des généraux de coups d’État, héritée du 2 décembre 1851 et ravivée par l’aventure de Boulanger. Elle se flattait d’avoir extirpé l’espèce dans le dénouement de l’affaire Dreyfus. Elle y a réussi, mais peut-être au détriment du caractère et du tempérament des chefs. Stendhal, dans l’un de ses romans, met en scène un vétéran de la guerre impériale blessé sur dix champs de bataille, qui commande une subdivision de région sous la Monarchie de Juillet et tremble devant le sous-préfet du lieu. Si la carrière de ce général avait été renversée, s’il n’avait été envoyé au feu qu’après avoir longtemps gémi sous le harnais administratif, sans doute n’aurait-il jamais été un héros.

Gamelin s’est habitué à vivre avec le pouvoir politique sur [50] le pied du compromis. D’instinct, il recherche la ligne médiane. Dans certaines phases de sa carrière, il a même été servile. Un diplomate qui l’observa de près, à Beyrouth, affirme qu’il ne prit jamais la moindre décision affectant le personnel (promotions, mutations, etc.) sans avoir consulté les francs-maçons de l’endroit. [[47]](#footnote-47) Ses rapports avec Daladier ne sont pas des meilleurs quoi qu’on prétende. Entre janvier et mars, à l’en croire, il offre, à huit reprises, de résigner ses fonctions. Gamelin proteste contre les mesures de démobilisation qui se succèdent sous la pression parlementaire : renvoi dans leurs foyers de plusieurs centaines de milliers d’hommes entre octobre et mai. Il irrite le président par sa tournure d’esprit négative. « Le président ne me comprend pas, dit-il, et je ne le comprends pas. » Il ne se lasse pas de plaider pour le convaincre, pour surmonter tel obstacle politique qui s’oppose à telle nécessité militaire. Il ne s’emporte pas : il dévide sans impatience ses arguments bien classés. Quelquefois, Daladier se fatigue, rompt le contact avec lui, évite de le recevoir pendant une, deux semaines. Alors Gamelin d’appeler à la rescousse les hauts fonctionnaires, les familiers du maître.

« Aidez-moi, je suis vraiment découragé. Depuis un mois je ne puis lui faire entendre raison. Venez déjeuner à Vincennes : je vous expliquerai l’affaire. Suggérez au ministre de me convoquer. »

Et ces paroles étaient empreintes d’une profonde tristesse. Le jour où Paul Reynaud accède à la présidence du Conseil, Gamelin se hâte d’inviter les hommes qui, sous le nouveau régime, lui semblent susceptibles d’exercer de l’influence. Et ceux-ci en font des gorges chaudes. Le sentiment général est qu’il n’est pas franc du collier, qu’il est difficile de rencontrer son regard. Il est extrêmement courtois, mais c’est assez décevant quand il vous accompagne jusqu’à la porte et que l’on se retourne vers lui, de le trouver courbé dans un salut, [51] l’œil fixé sur ses souliers. Je dois dire que, dans les occasions citées plus haut, il s’est exprimé devant moi sans ambages. [[48]](#footnote-48)

Au donjon de Vincennes, aménagé en Quartier Général, il vit dans une atmosphère d’adulation et de flatterie. Il est entouré d’un simple cabinet militaire : quinze officiers connus pour leur dévouement à sa personne. Aucun d’eux n’a jamais séjourné sur le front. Dans ce petit cercle, on se pique de haute culture : les livres traitant de l’Histoire de l’Art sont en faveur. Un officier qui y passa deux semaines, après avoir servi dans une unité combattante, n’a jamais été interrogé sur ses mois de campagne.

En septembre, l’État-Major proprement dit, le Grand Quartier Général, est constitué à la Ferté-sous-Jouarre autour du général Georges, adjoint au commandant en chef et commandant du théâtre d’opérations du nord-est, de la mer du Nord à la Suisse. [[49]](#footnote-49) Là sont réunies toutes les célébrités scolaires de l’armée, tous les noms qui brillèrent aux examens et aux concours, un millier d’officiers. Trop de « professeurs » parmi eux. Il sera curieux de connaître les controverses de ces intellectuels enfermés dans un couvent militaire, mais sans doute attendrons-nous longtemps que l’histoire soit écrite. [[50]](#footnote-50) Le général Georges est issu de l’état-major de Foch et Weygand, s’il en avait eu le pouvoir, l’aurait pris pour successeur en janvier 1935. Il est réputé chef vigoureux et, plus que Gamelin, a la confiance de l’armée. Mais il a été terriblement blessé, le 9 octobre 1934, auprès du roi Alexandre et de M. Barthou : il ne s’est jamais rétabli tout à fait. Il est lié avec le colonel Fabry, médiocre politicien de droite, ministre de la Guerre sous Laval, en 1935, serviteur docile de Léon Bailby puis de Bunau-Varilla, respectivement propriétaires de *L’Intransigeant* [52] et du *Matin*, dont les turpitudes sont notoires. Il n’a pas l’intellect de Gamelin. Dans l’association, son apport serait-il celui du caractère ? Je m’avoue incapable de répondre à la question. Je me souviens d’un voyage en chemin de fer avec lui, voici de longues années : il me laissa l’impression d’un homme plein d’entrain et un peu commun. Il est brimé par le généralissime qui regrette de lui avoir délégué une compétence aussi étendue. Sa personnalité ne s’est guère manifestée.

La répartition des commandements remonte à une époque où le général Gamelin ne croyait pas seulement qu’il aurait des armées à conduire sur plusieurs fronts (nord et nord-est de la France, confins de l’Italie métropolitaine, Afrique du Nord, Europe orientale), mais où il avait, en outre, toute raison de penser que son titre de chef d’état-major de la Défense Nationale qui lui fut conféré par le décret du 21 janvier 1938, lui subordonnerait les combattants de la terre, de la mer et du ciel. Si ce décret avait été appliqué, Gamelin eût renoncé à la fonction qu’il exerçait depuis trois ans. Georges eût été promu chef d’état-major général, c’est-à-dire commandant en chef de l’Armée de Terre pendant les hostilités. En somme, Gamelin eût été le général Keitel et Georges, le général von Brauchitsch de la République française. Et tel était bien le plan de Daladier. Mais, celui-ci se heurta au refus farouche de Darlan qui, lui-même, prétendait être le Keitel français. Le président du Conseil a flotté pendant trois mois et n’a pas insisté : « Ils m’embêtent, qu’ils aillent tous au diable ! » Tout demeura en l’état à cela près que Gamelin eut un titre de plus. Ayant à s’expliquer devant la Chambre, le 22 mars 1938, sur le projet de loi relatif à l’organisation de la Nation en temps de guerre, Daladier pour dissimuler sa palinodie, trouva ces paroles admirables : « Faut-il que le chef d’État-Major de la Défense Nationale devienne, dès le temps de paix, le généralissime ?… » Non, évidemment. « Il ne faut pas paralyser l’esprit créateur. » [[51]](#footnote-51)

[53]

Par le renversement de la politique russe, par la non-belligérance de l’Italie, par la résistance des intérêts et des personnes, la province de Gamelin s’est rétrécie au point qu’elle coïncide, en fait, ou peu s’en faut, avec celle de Georges. Les deux hommes se rencontrent donc en rivaux dans la même zone. Gamelin ne permet pas à Georges d’oublier un seul instant que, même dans le secteur du nord et du nord-est, la direction lui appartient. [[52]](#footnote-52) Le paradoxe est que l’État-Major, organe du haut commandement, soit groupé autour du chef inférieur.

Pour ramener tout à fait la couverture à lui, Gamelin obtient de Daladier la réorganisation du 11 janvier 1940, directement contraire à celle du décret de janvier 1938. Georges cesse d’être « adjoint » au commandant en chef. Il n’est plus « commandant du théâtre d’opérations du nord-est » [[53]](#footnote-53), mais « commandant en chef sur le front nord-est ». Gamelin met définitivement à la retraite [54] le major général de Georges, le général Bineau, qui avait dépassé la limite d’âge depuis deux ans et, avec d’autres vétérans, n’avait été rappelé à l’activité, en septembre, qu’à titre précaire. Et il décide que le remplaçant, général Doumenc, ne résidera pas à la Ferté-sous-Jouarre, qu’il s’installera à équidistance de cette bourgade et de Vincennes avec des éléments du 3ème bureau (opérations extérieures au front du nord-est) et avec le 5ème (espionnage et contre-espionnage). Le commandant en chef allègue qu’il reprend son bien. Mais il le reprend dans une confusion préméditée qui lui permet d’entreprendre à volonté sur l’autonomie nécessaire du subordonné.

Récapitulons : commandant-en-chef et un cabinet militaire à Vincennes, grand quartier No 1 à la Ferté-sous-Jouarre et grand quartier No 2 à Montry, près de Meaux, pour ne rien dire de l’état-major du général Colson qui, à Paris, règne sur l’armée de l’intérieur. Chevauchement de compétences, autorité dispersée. [[54]](#footnote-54) Entre les trois métropoles militaires, le va-et-vient d’officiers est continuel.

Dans le passé, le général Georges a souvent constaté qu’il était tenu à l’écart des plus grandes décisions. Il en a beaucoup souffert. Son grief le plus vif est de ne pas choisir les généraux placés sous ses ordres, ce qui fait de son commandement une coquille vide, dit-il. [[55]](#footnote-55) Les deux hommes les plus hauts placés de l’armée ne s’aiment pas et leurs familiers, comme il est de mise, se chargent de faire circuler entre eux les remarques les plus désagréables. Je trouve dans mon journal trace d’une conversation de l’un de mes amis avec Gamelin, le 24 mars :

« Il se plaint, deux heures durant de la passivité de Georges. C’est un sabot d’enrayage… Il s’est opposé à une opération locale importante qui aurait pu être fructueuse. À cause de lui, nous ne sommes pas [55] entrés en Belgique le 16 janvier. De même, au début, il n’a pas voulu que l’Italie soit bousculée. »

Les amis de Georges lui retournent l’accusation. Georges lui-même déclare au général Sikorski, le président du Conseil polonais, qu’il voulait prendre l’offensive en direction de Trêves, le 25 septembre. Et il affirme à Charles Reibel, le 14 juin, que, maître de la décision, il eût limité l’avance en Belgique. N’essayons pas de nous reconnaître dans ces flots d’affirmations, de démentis contradictoires, d’invraisemblances. Il est patent que les deux généraux ne se sont pas prêtés à un bon travail d’équipe.

Dissentiments analogues entre Gamelin et Darlan, le commandant-en-chef de l’armée de mer, « l’amiral de la flotte » comme il s’intitule abusivement, empruntant une appellation britannique dont il fausse le sens. Curieux personnage que ce Darlan. Il est le fils d’un politicien du midi — son père fut ministre de la Justice en 1896-98 — et il a grandi sous la protection des grands consulaires de la République, élus de son département d’origine, le Lot-et-Garonne, Fallières et Georges Leygues. N’ayant pu devenir chef d’État-Major de la Défense Nationale, il a stérilisé la fonction après qu’elle eût été confiée à Gamelin. [[56]](#footnote-56) Il affecte le rude langage d’un loup de mer, ce qui a l’avantage de dissimuler sa vulgarité foncière. Il coudoie le généralissime dans les petits conseils militaires qui se tiennent autour de Daladier, au Comité de Guerre, etc. Il n’aime pas qu’on lui donne la parole, qu’on l’invite à procéder par larges exposés de ses idées, car il se perd assez vite dans le déroulement verbal. Tout en criblant son buvard de coups de crayon tandis que les autres pérorent, il préfère lancer dans le débat de brèves remarques, des exclamations, des fragments de dialogues avec lui-même. Gamelin l’exaspère. Il le dessert en toute occasion. Quant à sa marine, il affecte de considérer que tout est facile pour elle et qu’il peut se passer aisément du concours anglais. Mis au pied du mur (par exemple à propos de l’action à Petsamo ou en mer Noire) il se tire de difficulté par la simple manœuvre qui consiste à poser des conditions préalables [56] d’un accomplissement impossible. « Si la diplomatie ne sait pas faire son métier, si elle ne me procure pas les deux ports dont j’ai besoin, alors qu’on ne me demande plus rien ! » Il a répété la même phrase et pour la Norvège et pour la Turquie. Il flatte les Anglais et en obtient toutes sortes d’honneurs. En dessous, il les dénigre. « Je ne le crierai pas sur les toits, mais si je ne leur avais pas prêté six contre-torpilleurs, etc. ! » Quant à sa conception générale de la guerre, ce détail suffira : « Je ne croirai à l’aviation allemande qu’après l’avoir vue à l’œuvre. Si elle était telle que vous la décrivez, croyez-vous qu’elle ne serait pas encore entrée dans le jeu ? » Avec cela, des qualités réelles, le goût du détail, le don d’organiser. Il tient son personnel bien mieux que le prédécesseur, Durand-Viel, dont la haute conscience et l’intelligence passaient par trop au-dessus de l’homme moyen.

Les hautes sphères militaires françaises ne font que trop penser à une coterie insuffisamment ouverte sur le dehors. Il n’est guère niable que les lieutenants de Joffre, de Foch et, à un moindre degré, ceux de Pétain, ont eu, de 1920 à 1940, le privilège d’une sorte de succession apostolique, qu’en pratique les chefs ont trop souvent été désignés par cooptation et les dissidents, délibérément entravés dans leur carrière et persécutés. Paul Reynaud voulant savoir pourquoi De Gaulle n’avait pas été promu général de brigade à son tour normal, finit par découvrir qu’une note non signée avait été glissée dans le dossier pour l’empêcher de monter. [[57]](#footnote-57) Les limites d’âge constituent d’ordinaire une garantie contre la formation des cliques et des monopoles. En France, depuis 1919, elles ont été tournées, en ce qui concerne les hommes au sommet de la pyramide, par des mesures d’exception. On cita comme méritoire le refus motivé d’une faveur de ce genre par l’amiral Durand-Viel, prédécesseur de Darlan. Le maréchal Pétain a abandonné le commandement de l’armée française en 1931, quand il avait 75 ans et le général Weygand, en 1935, quand il en comptait 68. Des formes humaines assez diverses ont défilé au 4 bis du Boulevard [57] des Invalides, siège du commandement en temps de paix. Mais toutes pourraient être appelées : général Géronte. Comparez cette permanence sénile au geste brusque d’Hitler plaçant à la tête de la *Wehrmacht* et de la *Reichswehr*, en février 1938, deux robustes quinquagénaires. Depuis 1919 des soldats remarquables sont passés à la tête de la *Reichswehr* : von Seeckt, von Hammerstein, von Fritsch. Aucun d’eux ne s’est éternisé. Une fois parti, fût-ce à la suite d’un accident politique, aucun d’eux n’a jamais été rappelé.

Enfin, tandis que Joffre en août-septembre 1914, « limogea » plus de cent généraux, Gamelin s’est gardé de disgracier quiconque pendant l’armistice de fait. [[58]](#footnote-58) Cependant, même dans l’immobilité du front, des fautes avaient été commises et, le classement du feu différant souvent du classement scolaire de la paix, un généralissime conscient de son devoir, devrait, à la moindre épreuve, expulser les incapables et les faibles. De vieux généraux m’ont dit qu’en octobre, après l’évacuation de la forêt de Warndt, près de Forbach, conséquence d’un ordre mal rédigé ou mal interprété, le général d’armée et non pas seulement son chef d’état-major, méritait d’être disgracié.

[59]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***PREMIÈRE PARTIE***

Chapitre V

Gamelin, l’expédition de Norvège  
et l’assistance à la Belgique.

L’hésitation conduit à l’aventure.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Maintenant, il faut entrer dans le drame avec Gamelin. Depuis que la Russie a pactisé avec l’Allemagne, le 23 août 1939, depuis que l’Italie s’est proclamée non belligérante, le commandant en chef n’a jamais voulu porter la guerre hors de l’Europe occidentale (la guerre terrestre s’entend). Il vit dans la conviction que, tôt ou tard, la *Reichswehr* sera lancée à l’assaut des Pays-Bas et de la France. Il croit l’attaque imminente, le 15 octobre, le 12 novembre (grande concentration allemande vers la Belgique et la Hollande), le 15 janvier, bien que, dans cette dernière conjoncture, il n’ait pas complètement partagé l’alarme de l’État-Major de Bruxelles. À la séance que le Comité de Guerre tient le 3 avril, le général Weygand, commandant de l’armée dite de la Méditerranée orientale, débite un long monologue. Il veut créer un « front balkanique ». Il suppose que les cent divisions éparses dans les quatre États favorables aux Alliés qui commandent la Péninsule, peuvent être coagulées sous direction française et que les trois divisions de Syrie, plus une quatrième appelée de Toulon ou de Tunisie, agiront sur cette masse comme un levain irrésistible. Projet imaginaire : à trois reprises, l’Angleterre s’est refusée à le prendre en considération tant que l’Italie ne se départirait pas de sa non-belligérance équivoque, et le quai d’Orsay, partisan de l’entreprise à l’automne, la déclare maintenant irréalisable. De surcroît, Weygand doit reconnaître qu’il n’aurait son armée à pied d’œuvre, autour de Salonique, que quatre mois après avoir [60] commencé les préparatifs de départ alors que les Allemands pourraient atteindre Bucarest, avec leurs éléments motorisés, en 2 ou 3 semaines. Pendant que Weygand lit son mémoire, Daladier grommelle et hausse les épaules. Gamelin ne souffle mot, mais lève les yeux au plafond. Tout cela lui paraît absurde et périlleux. Évidemment, explique-t-il dans le privé, il serait souhaitable que l’Allemagne dût combattre à l’est aussi bien qu’à l’ouest. Mais l’heure de l’offensive occidentale sonnera bientôt. Le *Reich* alignera 175 divisions en juillet, 200 vers la fin de l’année, et nous n’en avons que 91 au nord et au nord-est, plus 9 britanniques qui s’accroîtront tout au plus de 15 ou 18 autres aux approches de l’hiver. De ces effectifs déjà médiocres, nous ne pouvons rien distraire. Gamelin a raison. [[59]](#footnote-59)

Si Gamelin est hostile aux « fronts extérieurs » ayant pour but d’imposer au Reich la guerre sur « deux fronts », il ne peut prendre une attitude tout à fait négative à l’égard de projets d’intervention en Scandinavie ou même dans le Caucase, pour autant qu’ils visent à renforcer le blocus franco-britannique. De novembre à février, sous la pression des neutres, de l’Italie et des États-Unis d’Amérique en particulier, le mécanisme du blocus s’est plutôt détendu par rapport à ce qu’impliquaient les premiers décrets français et ordres en Conseil britannique. Le 26 novembre, la décision eut beau être prise à Paris et à Londres de frapper les exportations allemandes aussi bien que les importations : toutes sortes d’exceptions à la règle ou de tempéraments sont concédés et trop de marchandises réussissent encore à emprunter des voies indirectes. Il suffit pour s’en convaincre de lire les statistiques américaines. Dans le précédent conflit, un plus grand nombre de Nations participèrent à l’entreprise et, cependant, elle ne fut mise tout à fait au point qu’en 1918. Mieux vaut ne pas attendre ce long resserrement et trouver des procédés plus brefs et plus [61] brusques. Force nous est de frapper les matières premières à la source puisque nous ne sommes pas certains de les intercepter suffisamment dans le trajet maritime. Les points faibles de l’économie de guerre allemande, c’est le fer et le pétrole. Si l’Allemagne pouvait être séparée de la Scandinavie, ses stocks de minerai de fer seraient épuisés après sept ou huit mois de guerre intensive. De même, ses approvisionnements en pétrole si elle ne pouvait plus acheter en Roumanie et dans le Caucase.

Le blocus occupe nécessairement une place éminente dans le *credo* stratégique du général Gamelin : que l’on en relise seulement les articles tels que nous les avons formulés plus haut. La logique même de sa doctrine lui défend de se fixer dans une fin de non-recevoir absolue quand Daladier envisage une intervention armée en Finlande et une action navale et aérienne vers le Caucase.

Au fond, il est partagé comme Daladier entre deux tendances contradictoires : ne pas disperser ses forces, ne pas solliciter l’avalanche par des excursions hasardeuses à la périphérie du paysage et, malgré tout, user de moyens violents pour faire obstacle à l’essentiel du ravitaillement de guerre allemand. Dans la théorie de la guerre défensive apparaît là une paille très grave.

Conformément à son tempérament, Gamelin procède par des moyens termes, par oscillations. Les Anglais ne veulent pas de raids aériens sur le Caucase, terre du pétrole. La défense aérienne de Londres est leur principal souci et elle accapare les bombardiers : de cette tâche essentielle, ils ne consentent pas à détourner une seule machine. Il faut bien que nous nous inclinions en dépit des bravades de Darlan. [[60]](#footnote-60) En revanche, nos alliés désireraient détruire, à l’intérieur de l’Allemagne, les dépôts d’essence synthétique. C’est alors le président du Conseil français, seconde par le généralissime, qui jette dans la balance notamment au Conseil Suprême du 5 février — un *veto* dont Paul Reynaud ne [62] débarrassera les Anglais que deux mois et demi plus tard, sous condition qu’au préalable, la Belgique aura été attaquée. [[61]](#footnote-61) Le chef civil et le chef militaire, soit à cause du non-possunius britannique, soit par crainte de provoquer l’offensive de l’adversaire avant que la cuirasse française ne soit complète, se résignent donc à l’immobilité en ce qui concerne le combustible fondamental.

Pour le fer, ils se montrent plus audacieux dès janvier-février lorsque le maréchal Mannerheim, après avoir reçu des armes, réclame des effectifs. Entrer en Finlande c’est, chemin faisant, se saisir de Narvik, le principal débouché du minerai de fer sur la mer du Nord et peut-être de quelque chose de plus. Mais Gamelin ne suit Daladier qu’en rechignant et s’inquiète, à juste titre, de l’extension que celui-ci donnerait volontiers à l’entreprise finlandaise sous l’aiguillon de l’opinion publique conservatrice toujours apte à s’enflammer contre les Soviets. Le gouvernement d’Helsinki nous ayant libérés du problème, le 12 mars, par la signature de la paix avec Moscou, Gamelin laisse l’administration de la marine, en quête de tonnage pour la liaison avec le Maroc, reprendre les transports affectés au corps expéditionnaire. Les 58 000 Français et Anglais ne peuvent attendre indéfiniment dans les ports. Ils se dispersent. Les Anglais sont envoyés en France à la requête du généralissime qui, d’autre part, refoule dans le Jura les régiments alpins. [[62]](#footnote-62) Si bien qu’il est pris de court quand, le 28 mars, au Conseil Suprême de Londres, Reynaud, resaisissant l’affaire scandinave par un autre biais, gagne Chamberlain à l’action dans les eaux territoriales norvégiennes, amorce d’un coup sur Narvik. Il lui faut alors rassembler les membres épars du corps expéditionnaire de Norvège, improvisation qui pèsera sur la suite des événements. Et il ne semble pas y avoir mis beaucoup de hâte. Néanmoins, Reynaud l’a trouvé auprès de lui dans la dure controverse de *Downing Street*, le 28 mars. Sur les frontières françaises du nord et du nord-est, il voit venir le coup de bélier [63] allemand : il n’en comprend pas moins la nécessité de sacrifier à la lutte pour le fer. Dans la séance du cabinet de guerre tenue à Paris, au retour de Londres, il soutient Reynaud contre Daladier auprès duquel Georges s’est rangé. Et il fait droit comme Reynaud à la contrepartie exigée par les Britanniques dont Daladier ne veut pas : la pose de mines fluviales dans le Rhin, etc. [[63]](#footnote-63) Pas de direction ferme et constante, mais des tâtonnements. De cet empirisme assez court, dispendieux, l’ancien et le nouveau président du Conseil gardèrent l’un et l’autre rancune à Gamelin.

Poses de mines dans les eaux norvégiennes (8 avril), invasion du Danemark et de la Norvège (9 avril), prise du fiord de Narvik par les Anglais (13 avril) : les combats commencent autour de Trondhjem. L’affaire tourne mal, Mr. Chamberlain et, semble-t-il, Mr. Churchill n’ayant pas autorisé la flotte britannique à forcer le chenal de ce fiord défendu par des batteries tombées aux mains des Allemands. Français et Anglais sont en état d’infériorité manifeste parce que n’ayant pu trouver d’autre point de la côte où débarquer leur matériel lourd, parce que forcés de parquer leurs avions insuffisants en nombre sur des lacs de glace légère déjà en débâcle, tandis que tanks et canons allemands atterrissent commodément à Oslo, tandis que les appareils du général Milch disposent de plusieurs aérodromes. Le 27 avril, le Conseil suprême réuni à Londres décide d’abandonner la région de Trondjehm. C’est la perte de la Norvège centrale. À tout mettre au mieux, nous ne pouvons plus tenir que dans le Nord. Reynaud ne s’est résigné que de très mauvaise grâce et quitte à accuser Gamelin, par la suite, de n’avoir pas d’autorité sur les Anglais (Foch s’y prenait autrement, dit-on autour de lui) ou même d’avoir joué les mains sous la table. Le généralissime ne pouvait regarder d’un bon œil l’élargissement de l’opération, [64] capable de dévorer en nombre croissant effectifs, armes et munitions. Quatorze mille Français avaient été transportés en Norvège. À son jugement c’en était assez. Affaire sabotée par l’incompétence d’Ironside, dont les frais devaient être arrêtés. Il avait rejoint Daladier.

Il sort de l’aventure grevé de deux reproches précis, en plus des critiques d’ordre général que lui ont valu ses atermoiements et ses revirements. Darlan l’accuse de négligence à propos d’un incident qui s’est produit à Londres, le 28 mars. Dans sa chambre d’hôtel, un mémorandum relatif aux opérations envisagées fut dérobé par un valet italien. Il est possible que, de cette façon, les Allemands aient été renseignés en détail sur les desseins franco-britanniques et que leur apparition en Scandinavie, le 9 avril, (24 heures après la pose des mines) n’ait pas été simple coïncidence. Ensuite, toujours le 28 mars, Darlan, prévoyant que l’affaire se corserait rapidement, avait dit à Gamelin : « Votre riposte est-elle prête ? » — « Oui », avait répondu l’autre. Or, on le sait déjà, ses préparatifs finlandais étaient dissous et tout était à refaire.

Mais la campagne de Belgique s’annonce. L’échec infligé en Norvège dissipe, sans doute, les tergiversations d’Hitler dont nous eûmes des signes, à propos des Pays-Bas, en novembre et en janvier. Le 10 mai, les troupes allemandes pénètrent en Hollande, en Belgique et dans le Luxembourg. Immédiatement, Gamelin lance 20 divisions françaises choisies parmi les meilleures (dont les trois divisions légères mécaniques et 3 divisions motorisées), 5 divisions de cavalerie et les 9 divisions anglaises à la rescousse de l’armée belge, quelque 22 divisions. [[64]](#footnote-64) Pour Gamelin, c’est l’heure du jugement.

[65]

Il n’a cessé de déclarer à tous les présidents du Conseil français depuis 1937, date de la mise en vigueur de la nouvelle politique belge dite de « neutralité et d’indépendance », que, n’ayant pas d’accords d’état-major avec Bruxelles et répugnant à courir des risques excessifs, il serait forcé, le cas échéant, de limiter strictement le secours prêté à la Belgique. L’avertissement formel qu’il adressa, le 16 janvier, au Grand État-Major belge par le canal de Daladier et de l’ambassadeur de Belgique, fut conçu dans des termes analogues. La veille, à la sonnerie d’alarme de Bruxelles, les divisions françaises avaient été une première fois jetées en avant, à pied d’œuvre. « Nous ne pouvons tous les deux mois procéder à ce formidable et dangereux remue-ménage qui sollicite l’attaque aérienne, » déclara en substance Gamelin. « Décidez-vous avant 8 heures ce soir. Ou vous nous appelez préventivement et nous tentons le grand coup : nous tombons sur l’armée allemande qui n’est pas sur ses gardes le long de votre frontière, qui s’obstine à penser que vous ne nous donnerez jamais l’initiative et qu’en tout cas nous n’oserions pas accepter le cadeau. [[65]](#footnote-65) Ou vous ne voulez avoir recours à nous que votre sol déjà envahi et le groupe d’armées reviendra sur ses positions de départ, mais ne comptez pas que le jour où les Allemands seront chez vous, il puisse de beaucoup dépasser la frontière. » En 1937, dans le même esprit, M. Léon Blum avait écrit à un ministre belge, M. Spaak, je crois : « Pas de Charleroi ! » Voilà qui est clair. [66] Malheureusement, l’équivoque subsiste dans les actes et elle continue jusqu’au 10 mai pour se résoudre en une sorte de coup de tête.

Les gouvernements français et britannique n’ont pas dénoncé la déclaration du 24 avril 1937 par laquelle ils se sont engagés à défendre le domaine territorial du petit État qui brisa avec leur alliance. Ils ne l’ont dénoncée ni avant le 16 janvier ni après. Avant janvier, ils ont même étudié des plans d’application. En novembre 1939, au lendemain de l’alerte du 12, des délégués de Gamelin, de l’état-major impérial britannique et du roi Léopold ont discuté les deux modes possibles de l’intervention franco-britannique en Belgique : la défense des lignes de la Dyle et celle des lignes de l’Escaut. [[66]](#footnote-66) On a raconté que les ministres anglais, préoccupés de soustraire la côte belge aux atteintes de l’Allemagne, avaient entraîné le généralissime. Ce n’est probablement pas exact. Ils ne se sont ralliés à ses projets qu’après une discussion de plusieurs jours. [[67]](#footnote-67) Dans les premiers mois de 1940, tout est demeuré en l’état. Ni Chamberlain, ni Daladier, dans leurs communications avec Bruxelles, n’ont modifié la position prise. Ils l’ont même accentuée au Conseil Suprême du 8 avril. La mise en demeure du 16 janvier n’eut donc qu’une portée restreinte. Elle signifia seulement que Gamelin se réservait de doser l’opération selon les circonstances du moment. Mais le point capital est que, n’ayant pas cru devoir exiger de M. M. Chamberlain et Daladier [67] l’abandon de la déclaration de 1937 et, en janvier, ayant tout au plus réservé la possibilité de se dégager, Gamelin se sent tenu d’exécuter l’obligation politique des ministères de Paris et de Londres pour autant qu’il se croit à peu près en force.

Et peut-être faut-il introduire une autre considération. La frontière française n’a pas été sérieusement fortifiée dans la région maritime parce que Gamelin (et bien d’autres) redoutèrent jusqu’en 1936, d’y perdre l’alliance belge et, après cette date, de se mettre hors d’état de la regagner. Si la ceinture fortifiée était ininterrompue à l’ouest, les Allemands n’auraient plus d’intérêt à attaquer au travers du territoire belge. La Belgique serait définitivement tranquillisée, elle ne serait plus sur ses gardes, elle se rapprocherait de l’Allemagne. Les 500 000 soldats belges seraient perdus pour nous. Mais, le 10 mai, ayant jeté au jeu de l’alliance belge la continuité de nos fortifications, Gamelin est porté à poursuivre l’acquisition de la contrepartie : l’armée belge. Comme il serait mortifiant pour lui de perdre sur les deux tableaux ! Le joueur court après son argent. Dans cette zone belge, vitale pour la France, pas plus qu’en Norvège, le commandant en chef ne sait penser et agir d’un seul bloc.

Donc, le 10 mai, à 6 h 15, le 1er groupe d’armées, commandé par le général Billotte et le corps britannique, reçoivent l’ordre de passer en Belgique. Vingt-neuf divisions françaises et britanniques, sans compter la cavalerie [[68]](#footnote-68), pivotent sur Sedan. Elles ont reçu l’ordre de se porter le plus rapidement possible sur la ligne Givet-Namur-Anvers et d’y accepter la bataille sans esprit de recul. Sur les colonnes en marche, point d’attaque aérienne qu’appréhendaient depuis si longtemps les états-majors de Vincennes et de la Ferté-sous-Jouarre. Les aviateurs ennemis font tomber leurs coups à l’arrière, sur les routes, les gares, les lignes d’approvisionnement, les aérodromes. La facilité même de cette marche à l’ennemi devrait [68] éveiller le soupçon. Mais pas de soupçon, ni même de circonspection. Sinon chez Daladier qui, a-t-il dit aux juges de Riom, fut rassuré par Blanchard. D’après les ordres originels, l’avance ne devait se poursuivre que de nuit. En bien des cas, sous le ciel libre et calme, elle se déroule aussi pendant le jour.

[69]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***PREMIÈRE PARTIE***

Chapitre VI

Chez Gamelin, l’exécution  
pire que la conception.

Le Bouddha militaire s’écroule  
dans la troisième journée du désastre

[Retour à la table des matières](#tdm)

Où va Gamelin ? Qu’a-t-il dans l’esprit ? Voici le reproche qui lui est couramment adressé.

Il a toujours pensé que la ligne de fortifications Maginot était l’équivalent d’une victoire de la Marne donnée à la France, dès le jour de la déclaration de guerre, automatiquement, comme entrée de jeu. Protégées par les blocs de béton et d’acier, il a toujours calculé que les deux puissances occidentales auraient le temps de mobiliser leurs ressources. Il a même estimé qu’elles y procéderaient à loisir. Alors pourquoi sort-il de ce qu’il regarde comme le plus sûr des repaires pour entrer dans la guerre de mouvement, pour se battre en rase campagne ?

Cette lutte en rase campagne, l’a-t-il préparée pendant les mois d’hiver ? Non. Nous avons vu qu’il s’est accommodé d’une fabrication d’armes assez languissante et que, dans les cantonnements, ses troupes furent somnolentes. Il a dit plusieurs fois qu’il n’hésiterait pas à traverser la Belgique (la diplomatie franco-britannique le lui permettant) pour aller surprendre sur la frontière germano-belge une *Reichswehr* qui ne s’attendrait pas à l’irruption. Mais, le 10 mai, la *Reichswehr* a devancé nos soldats sur le sol belge et sur le sol hollandais. Elle ne sera donc pas prise au dépourvu. Pourquoi Français et Anglais entrent-ils en Belgique ? [[69]](#footnote-69) Voici la seule réponse concevable. Nous demeurons dans le [70] système fortifié, dans sa partie vraiment solide. Nous n’en bougeons pas. Nous quittons seulement l’annexe assez fragile improvisée depuis un an, à l’ouest de Montmédy. Si médiocres que soient leurs préparatifs et leurs organisations défensives, les Belges tiendront cinq ou six jours sur le canal Albert, autour de Liège, dans les Ardennes. Ce délai nous permettra d’organiser la ligne Anvers-Namur-Sedan-Givet, leur deuxième position, qu’ils doivent avoir en partie aménagée, de la substituer à ce réseau assez faible de fortins et de casemates, à ce fossé continu destiné à arrêter les chars, que nous avons construits en prolongement des fortifications Maginot, de la Meuse et de la Sambre jusqu’à la mer, à cette médiocre frontière militaire où les nazis, largement déployés, pourraient avoir beau jeu. Échange d’un dispositif de défense contre un autre plus compact, plus avancé, estimé meilleur. Nous aurons chance d’attaquer avec succès l’armée allemande ébréchée et disloquée sur l’obstacle belge. De toute façon, son offensive, si nous préférons l’attendre, sera moins formidable que si licence lui était donnée de se reformer dans la plaine belge. Et, du même coup, nous recueillerons les 500 000 soldats du roi Léopold, nous mettrons à couvert notre région industrielle du nord et protégerons le Pas-de-Calais, c’est-à-dire l’Angleterre. La ligne Givet-Bouches de l’Escaut (160 km) représente un raccourci de quelque 100 km par rapport aux limites septentrionales de la France à partir de la Meuse.

Sur ce front étroit, une nombreuse armée allemande déboucherait moins aisément qu’ailleurs. Logiquement, c’est là que, dès le premier moment, Français et Anglais auraient dû chercher leurs Thermopyles. Logiquement, c’est-à-dire si leurs préparatifs avaient pu être conduits selon le plus grand avantage militaire possible, sans aucun ménagement pour les susceptibilités de la Belgique. C’est là que le système Maginot aurait dû être continué, fermé, en liaison avec les zones fortifiées de la frontière belge, canal Albert et Liège. Là, les divisions françaises auraient dû s’installer en septembre 1939, tandis que la *Reichswehr* assassinait la Pologne, ou encore le 12 novembre ou même le 16 janvier 1940.

Tenons ce raisonnement pour plausible. Tout mis au mieux le [71] 10 mai, les Allemands déjà en marche et nous volant une étape, l’entreprise comportait les plus grands aléas. Notre sort dépendait, en tout cas, de ce qu’il advenait de l’armée belge. À tout prendre, il était difficile de croire qu’en cinq jours de répit nous fussions enracinés dans le sol au point de dominer l’armée allemande même atteinte dans son âme et dans ses armes lors de la rencontre préliminaire avec les troupes du petit royaume.

Ici, le lecteur de 1943 qui a suivi depuis trois ans les péripéties de la guerre, va s’exclamer :

« À quoi bon discuter les projets et les actions de Gamelin ? Ne suffit-il pas de poser en axiome que des armées dépourvues de puissance aérienne notable et aux prises avec un ennemi qui possède le ciel, sont perdues ? Une terrible expérience nous l’a inculqué : les forces de terre et de mer ne conservent aujourd’hui leur ancienne valeur qu’appuyées d’une gamme d’avions assez nombreuse pour tenir tête à l’adversaire. Dans l’air, Gamelin n’était servi que par des moyens très inférieurs : il était donc vaincu d’avance. Peu importe qu’il ait multiplié les fautes. Supposons-le impeccable : le résultat n’eut guère varié. Serait-il même resté en territoire français dans les fortifications de campagne : il ne se serait pas tiré d’affaire à meilleur compte. En tout cas, les opérations qui suivent l’entrée des Français et Britanniques en Belgique sont indifférentes. »

Cette thèse n’est pas recevable. L’axiome concernant le destin des armées par trop dépourvues de moyens aériens n’est qu une approximation de la vérité. Ces armées ont évidemment à soutenir une lutte inégale. Mais on ne saurait prétendre que la façon dont elles sont conduites ne change rien à l’issue.

Un commandement français plus alerte eût appris sans tant de retard que les chars ne devaient plus être distribués en bataillons indépendants. Il eût découvert plus rapidement quelques-uns des secrets de la défense en profondeur. Il eût intégré dans le combat terrestre ce qu’il avait d’aviation, il eût mis fin à la dispersion des appareils et, le voyant agir avec quelque compétence, les Anglais eussent peut-être tendu au-delà du Pas-de-Calais, un peu plus loin vers l’est, leur ombrelle aérienne, au lieu de faire rentrer leurs avions de chasse.

[72]

D’après les arrangements en vigueur, les commandants d’armée et de corps d’armée disposaient ou étaient censés disposer : les uns, d’une escadrille d’observation et d’un groupe de chasse, les autres, d’appareils d’observation. Ils eurent vite fait de les perdre. Pour le reste, bombardements, reconnaissances lointaines, engagements d’avions de chasse, les généraux d’armée étaient seuls autorisés à demander secours aux généraux d’armée de l’air, leurs égaux. Qu’un général de division ou de brigade réclamât bombardiers et chasseurs : sa demande devait monter jusqu’au général d’armée, être transmise au général d’armée de l’air correspondant et descendre ensuite jusqu’à l’escadrille ou au groupe. D’après le général Héring, au procès de Riom, la procédure exigeait cinq heures. La *Luftwaffe*, au contraire, était étroitement articulée aux troupes terrestres. Réinventant la guerre de mouvement à l’aide du moteur, les Allemands avaient compris que la composition d’une force de combat devait être déterminée par la nature de la tâche à accomplir. Au commandement français le matériel manquait et les heures étaient comptées. Mais, avec du coup d’œil et de la volonté, quelques heureuses improvisations demeuraient possibles.

N’oublions pas la réussite de Dunkerque : le rembarquement de plus de trois cent mille hommes. Il n’eut dépendu que d’un commandement plus éclairé d’obtenir ailleurs des effets analogues, tout au moins d’atténuer le pire dénouement, celui que nous avons subi. Le 10 mai 19-10, le *Blitzkrieg* en était à son coup d’essai. Sa méthode n’était point encore sûre et affermie. Il a trouvé sa limite dans la tentative d’invasion de l’Angleterre, en octobre. Il aurait pu trouver plus tôt, sur le continent même, sinon une limite décisive, du moins des limites de détail ou temporaires, bienfaisantes à notre cause.

Les fautes d’omission et de commission imputables à Gamelin, dans la bataille de la Meuse et des Flandres, sont de grande conséquence. En réaction contre l’opinion trop haute que Gamelin avait de son instrument, il ne faut pas méconnaître la puissance inhérente, malgré tour, aux quelque 125 divisions en ligne contre les Allemands, aux 3500 chars, à la fortification Maginot. Sans [73] de très profondes erreurs tactiques et stratégiques se superposant aux divagations anciennes de la doctrine, tout cela n’eût pas été annihilé en cinq semaines.

Voici l’erreur fondamentale sur laquelle s’ouvre la campagne de Belgique. Gamelin sait qu’il aura à faire face à une réédition du plan Schlieffen et il se méprend sur ce qu’est devenu ce plan, dans les travaux de l’État-Major allemand, adapté aux circonstances du moment et aux nouvelles armes.

Ce plan Schlieffen, dont les variantes sont très nombreuses, procède du fait que la France ne peut être attaquée par l’Alsace et par la Lorraine, à cause du butoir des Vosges, que les zones vulnérables, pour elle, ce sont les vallées de la Sambre et de l’Oise — la trouée où ses ennemis les plus heureux ont toujours porté leurs coups. Par un large mouvement tournant, a expliqué Gröner commentant Schlieffen [[70]](#footnote-70), la droite allemande se dirigera vers la côte de la Manche. Elle prendra à revers le gros des forces françaises concentrées entre la région parisienne et la frontière de l’est. Le sort de la Nation française, si tout marche bien sur l’échiquier, pourra être réglé, d’un seul coup, par une bataille où les Français combattront face à l’ouest et les Allemands, face à l’est. Pour que le coup réussisse, il importera que l’armée française soit happée, dans le nord, aussi avant que possible. Si le contact n’est pas pris brusquement avec elle, si le temps lui est donné de se dégager, de battre en retraite vers le sud, l’envahisseur voit ses lignes de communication s’allonger périlleusement. Il est exposé aux contre-attaques d’un adversaire disposant de lignes intérieures, c’est-à-dire servies par des chemins de fer et des routes groupées dans un périmètre plus étroit que celui où lui-même se meut. La bataille de la Marne fut l’une de ces contre-attaques. L’État-Major allemand, en 1940, est préoccupé de ne répéter, sous aucune forme, les fautes de 1914 : aile marchante trop faiblement constituée, avance trop lente (par le fait que la neutralité hollandaise n’avait pas été violée), inflexion prématurée du mouvement de marche vers l’est de la région parisienne.

[74]

La promesse de réussite trouvée par le commandement allemand de 1940 consiste : à jeter dans l’aventure une énorme proportion de ses divisions ; à s’en remettre aux « positions Siegfried » du soin de tenir en respect, avec des troupes relativement faibles, les groupes d’armées françaises No 2 et 3 ; à procéder par percée du centre ennemi plutôt que par enveloppement de l’aile gauche franco-britannique, cette manœuvre étant du reste laissée à l’appréciation des circonstances et à l’inspiration du moment. [[71]](#footnote-71) Gamelin n’est pas préparé à affronter ces deux innovations. Le plan Schlieffen s’est figé dans son cerveau, il y est devenu souvenir d’école, notion morte. Les Allemands ont essayé de l’appliquer en 1914 et avec quel résultat. Ils ne feront pas mieux, cette fois, puisque, dans l’intervalle, la primauté de la défensive s’est encore affirmée. Voilà où il en est. Il n’a pas suivi l’évolution de la pensée allemande. Il ne comprend pas que l’avènement du char et de l’avion donne une vie nouvelle à la vieille conception de Schlieffen et de Gröner, une force, une souplesse, une variété de combinaisons et de moyens inconnus de la génération précédente.

Dès le 10 mai, il était visible que l’État-Major allemand jouait un jeu plus large, mieux enchaîné, plus brutal, plus résolu que vingt-cinq ans auparavant. Par exemple, il faisait envahir le Limbourg hollandais ce qui lui donnait, en Belgique, une entrée beaucoup plus spacieuse et lui permettait un rythme plus vif. Ses divisions n’avaient plus à se glisser dans le corridor, entre Liège et Maëstricht. Et les chars blindés remplissaient l’office de la peu efficace cavalerie d’autrefois. Si Gamelin s’était remémoré les écrits de Schlieffen et de Gröner sur lesquels tant de doctes mémoires furent rédigés, il aurait su, tout au moins, que l’aile droite allemande, tombant sur les Pays-Bas, devait être extrêmement puissante : une centaine de divisions, sans compter les 10 ou 12 divisions blindées. Il n’aurait pas gardé plus de la moitié de l’armée française dans le camp fortifié Maginot, inutilement supérieure à la garnison des « positions Siegfried ». Ou il aurait renoncé à [75] l’entrée en Belgique, où il aurait ajouté encore à ses effectifs, moins de cinquante divisions au chiffre fort, non compris les Belges. [[72]](#footnote-72)

Gamelin s’est couvert avec un soin particulier contre les colonnes allemandes lancées en direction du canal Albert et de la zone qui s’étend entre le Luxembourg et la place de Liège. Son armée la plus fortement constituée, la première (général Blanchard), le corps expéditionnaire britannique, la septième armée du général Giraud qui, le 13 mai, se portera jusqu’à Bois-le-Duc pour attiser la résistance hollandaise, sont à même de faire face au bras septentrional du torrent nazi. Mais le généralissime français a négligé l’avance allemande par le Luxembourg et les Ardennes vers la Meuse. D’abord parce qu’elle est contraire à son interprétation du plan Schlieffen où il voit avant tout un mouvement d’aile. Ensuite, parce que cette région lui a paru impénétrable entre toutes. Telle est, à ses yeux, la force des obstacles naturels que le district Sedan-Namur, charnière de l’ordre de bataille français, est le plus faiblement organisé et tenu.

La neuvième armée (général Corap) comprend deux divisions et demie de cavalerie et sept divisions d’infanterie dont une motorisée et quatre de deuxième réserve ou de « forteresse », ce qui implique des effectifs et des moyens de combat inférieurs, sans mobilité. Deux cent mille hommes sur 105 km : c’est une faible densité. Et, plus qu’ailleurs, pénurie de canons antichars et anti­aériens. Les trois armées Blanchard, Gort et Giraud ne tiennent que 160 km et combien mieux outillées. La 9ème armée n’atteindra les positions qui lui ont été assignées, de Flize (nord de Sedan) à Namur, que tardivement, le 11 et le 12 mai. Sur certains points les Allemands seront sur la Meuse avant elle. Dans ce secteur de plus de 100 km, l’attention de Corap va principalement au district [76] nord, entre Giver et Namur. C’est là qu’il aligne ses trois meilleures divisions. Les points faibles se rencontrent entre Givet et Revin où une seule division est éparpillée sur 24 km et de Revin à Flize où opère la « division de forteresse » des Ardennes. De Flize jusqu’à l’extrémité de la ligne Maginot, à Longuyon (est de Montmédy), s’échelonne, sur quelque 50 km, la 2ème armée du général Huntziger : 8 divisions dont trois de réserve, deux d’entre elles de 2ème réserve, très débiles, en contact avec la 9ème armée. Ainsi, autour de Sedan, les deux généraux ont réuni leurs effectifs de moindre qualité.

Répétons-le : la défense est gouvernée par la croyance à la valeur formidable de l’obstacle Ardennes-Meuse.

De Longuyon jusqu’à la mer, pour des raisons qui ne devaient pas être très convaincantes puisqu’elles furent sans cesse remises en question, le haut commandement s’est décidé, en 1936, à ne pas continuer les fortifications Maginot à organiser, en remplacement, « un champ de bataille défensif par le moyen de la fortification de campagne ». [[73]](#footnote-73) Mais la commission des fortifications présidée par le général Prételat qui commande maintenant le groupe d’armées No 2, c’est-à-dire la ligne Maginot, n’a classé la zone de la Meuse qu’en deuxième urgence. Elle a préféré dispenser des crédits à la position de Montmédy, môle ouest du système fortifié, à la région que traverse le Chiers, affluent de la Meuse, à la place de Maubeuge et à ses environs. En octobre 1938, après Munich, rien n’avait été fait puisque Prételat étudiait sur place un nouveau programme qu’il présenta le 19 décembre. *Blockhaus*, casemates de types divers, réseau de rails et de fils de fer, fossés antichars : il laissa aux « régions militaires » le soin de les aménager. Autant dire que les bureaucraties installées dans les chefs-lieux de région passèrent à l’exécution avec lenteur et de la façon la plus décousue. Particulièrement nonchalante fut celle d’Amiens où Corap était en poste (avant de prendre son commandement d’armée) et qui, précisément, avait à s’occuper du secteur Sedan-Givet. Du reste, Prételat et son équipe s’étaient montrés moins soucieux d’aménager [77] le sillon profond où coule la Meuse que de créer une série de *blockhaus* et d’obstacles antichars perpendiculaire à la vallée : front partant de Mézières, rejoignant la frontière franco-belge à Rocroi, la bordant jusqu’à Maubeuge.

Le 7 septembre 1939, quatre jours après la déclaration de guerre, Gamelin s’est ému. Il a écrit au général Belhague, l’ingénieur de la ligne Maginot. Il l’a placé à la tête de la commission d’études des zones fortifiées avec mission de combler les lacunes. Cet homme savant a-t-il fermé la brèche de la Meuse ? Non. L’orientation que Prételat avait donnée aux travaux fut maintenue jusqu’en mars 1940. C’est que l’État-Major pensait encore borner à l’Escaut l’éventuelle intervention franco-anglaise en Belgique. Mais c’est aussi qu’il estimait la rivière et la forêt capables de veiller sur elles-mêmes. Et je ne parle pas de tout ce qui ne cessa de clocher dans l’application. Point de cuirassements pour protéger les ouvertures dans les maisons fortes et les casemates. Point d’armement de position. L’armement de campagne des troupes occupantes fera l’affaire, disait-on. Le 10 mai, cet armement de campagne fit d’autant moins l’affaire qu’il était incomplet. La division de deuxième réserve que Corap échelonna entre Revin et Flize n’avait pas de canon antichar de 25mm. Il fallut mettre à contribution le vieux canon d’infanterie de 37. Notons encore que le général Belhague, imitant Prételat, avait abandonné aux commandants d’armée l’organisation des premières lignes. Lui et sa commission n’avaient pris à leur compte que les deuxièmes positions. Donc, manque de préparatifs, de force et de vigilance autour de la charnière.

Le trait le plus curieux de la stratégie de Gamelin, de la stratégie en action, c’est l’absence de tout esprit de manœuvre. Les Allemands encourraient de grands dangers si les divisions françaises occupant la ligne Maginot, au sud-est de Sedan, menaçaient de prendre en écharpe les corps ennemis. Le général Gröner avait craint une contre-offensive analogue à celle des armées Lanrezac, de Langle de Carry et Ruffey an août 1916 et, sans l’exclure formellement, il n’avait pas eu l’audace d’inscrire dans ses plans une tentative de percée à Sedan. Il recommandait que les colonnes fussent maintenues sur un axe de marche tourné vers le sud-ouest. [78] Mais le commandement allemand de 1940 connaissait la volonté arrêtée de Gamelin de ne pas entrer dans les Ardennes pour y contrecarrer l’avance allemande, la confiance illimitée qu’avait celui-ci dans cette ligne Maginot complémentaire, édifiée par la nature avec des cours d’eau, des rochers et des arbres pour le plus grand bénéfice de la statique française. L’État-Major nazi devait savoir que, vers 1937, le gouvernement de Paris avait prévenu le gouvernement de la Grande-Duchesse qu’en aucun cas les opérations françaises n’engloberaient le Luxembourg. Il était donc résolu à tenter le coup devant lequel l’ancien quartier maître général d’Hindenbourg était resté perplexe.

Un écrivain militaire allemand a parlé du désarroi des généraux chargés de l’opération, von Kleist, Reinhardt, Guderian, etc., lorsqu’il leur fut annoncé, le soir du 10 mai, que des chars français étaient partis de Carignan, Montmédy et Longuyon à la contre-attaque dans une direction nord-est. Ils pensèrent, un instant, que l’effet de surprise était manqué que l’occasion allait leur échapper. Hélas ! des mouvements de ce genre ressemblaient bien peu aux combinaisons de l’État-Major français. Le renseignement a pu paraître vraisemblable, les garnisons de la ligne Maginot n’étant qu’à petite distance. À toute autre époque de notre histoire militaire que celle du béton, sauf 1859 et 1870, elles ne seraient pas sûrement restées armes ballantes. En fait de contre-attaque, il n’y eut que de médiocres reconnaissances en force ou tentatives d’action retardatrice des divisions de cavalerie portée de la deuxième et de la neuvième armée.

Explorations assez mal coordonnées. Les cavaliers de Corap n’avaient pas même traversé la Meuse, dans la nuit du 10 mai, que ceux d’Huntziger, à la fin du précédent après-midi, s’étaient déjà heurtés aux Allemands, à l’ouest d’Arlon et battaient en retraite sur Neufchateau et Bastogne. Le lendemain, quand ils firent une pointe vers St Hubert pour couvrir le flanc gauche de leurs camarades plus rapidement conduits, ils apprirent la défaite de ceux-ci autour de Libramont, leur repli sur la Semoy et revinrent en arrière, eux aussi, Déjà, les chars blindés de Guderian avaient occupé Bouillon. Les défilés fortifiés de Neufchateau [79] avaient été enlevés tranquillement. La division belge de chasseurs ardennais, créée pour défendre le massif ardennais, s’était dissipée.

Je n’ai pas à raconter la campagne. Mais il importe d’insister sur ces détails, car ils font justice d’une description de la bataille de la Meuse reçue aussitôt dans le public. [[74]](#footnote-74) Les 10, 11 et 12 mai, quatre divisions et deux brigades de cavalerie française ont été aux prises avec les colonnes blindées des Nazis ; le 12, des aviateurs français ont même inquiété le général Guderian à son poste de commandement, l’obligeant à déménager. À 2 heures après-midi, le 12, ces forces françaises avaient repassé la Meuse et l’ordre de faire sauter les ponts était donné. Les premiers *Stukas* allemands étaient à la besogne. Quant aux *Panzer*, ils n’ont réussi à gagner la rive gauche que le lendemain. Ils ne sont donc pas tombés en trombe imprévue sur la division de forteresse de Mézières et les autres effectifs en ligne avec elle. Trois jours durant, Gamelin, Georges, Billotte, Huntziger, Corap ont dû être tenus au courant, heure par heure, du progrès de l’ennemi. Et tout s’est passé comme s’ils étaient surpris. Cette passivité initiale du cerveau militaire français, que ce cerveau s’appelât Gamelin, Georges, Billotte, Huntziger ou Corap, est déconcertante.

En voici une manifestation encore plus caractéristique parce que le cadre en est beaucoup plus vaste. Gamelin a donné l’ordre de résister sur les lignes Givet-Namur-Louvain-Anvers « sans esprit de recul ». Sans esprit de recul : c’est à la lettre que l’expression doit être interprétée. Il n’a réservé aucune place, dans son projet, à la possibilité d’un repli. Il n’a pas retenu l’hypothèse d’une retraite comparable à celle que Joffre, son maître, fut contraint d’exécuter. Cet homme n’a pas osé jouer en Belgique de gros effectifs à la mesure de la manœuvre allemande de débordement — de crainte sans doute de dégarnir par trop son front de Lorraine et de solliciter ainsi une attaque directe sur nos ouvrages défensifs. Et, à côté de cette pusillanimité, il nous donne le spectacle de la plus folle témérité. Tout est misé sur un coup de dé. [80] Si, pour une cause quelconque, il ne peut s’accrocher à la nouvelle ligne choisie, si le temps de la construire lui est dénié par l’adversaire, aucune base de redressement ne s’offrira à lui. Il n’a même pas prescrit que les fortifications de campagne aménagées entre la Meuse et la mer soient occupées en permanence. Joffre, il est vrai, a improvisé de toutes pièces la retraite stratégique sur la Marne qui aboutit à la victoire. Mais il sut trouver, à l’heure opportune, une masse de manœuvres, il put former l’armée Maunoury, etc. De cette masse de manœuvres, Gamelin ne s’est pas assuré l’équivalent. Derrière les 1ère, 9ème et 2ème armées, il dispose bien de trois divisions cuirassées et de 7 ou 8 divisions d’infanterie, (chiffre que nous donnons sous bénéfice d’inventaire), deux échelons de réserves, mais aussitôt hypothéqués par les combats en cours. Et Corap qui ne cessa de protester contre la faiblesse de son instrument, qui dut disputer une à une ses divisions au grand quartier général, regarde la 9ème armée comme une simple couverture qui devra être renforcée le jour où il apparaîtra qu’elle est l’objectif principal de l’ennemi !

L’oubli de Gamelin est d’autant plus grave qu’en 1940 le problème de la retraite stratégique est nécessairement plus compliqué qu’en 1914 vu l’entrée dans la bataille des avions et des chars. Le décrochage, le dégagement, est une opération singulièrement plus ardue que jadis, sous le harcèlement par chars et par avions. La résistance aux chars notamment nécessite une préparation du terrain, une tactique particulière où les armes nouvelles, comme les anciennes, ont à donner leur plein. Beaucoup plus d’espace doit être abandonné que du temps de Joffre. Tout cela a été omis. En somme, des leçons de la guerre précédente, Gamelin a retenu celle du « front continu » et il a oublié celle de la retraite stratégique ou, tout au moins, ne l’a pas mise à l’échelle des temps nouveaux. Il a gardé en tête des notions dont l’invention anglaise et française des chars avait, en réalité, dès la fin de l’autre guerre, marqué le déclin. Et il a laissé s’évaporer en lui le concept de la guerre de mouvement. Il a transformé en idée fixe ce qu’il aurait dû oublier et il a oublié ce dont il aurait dû avoir la constante préoccupation.

[81]

On a observé que le principe sur lequel Gamelin et, après lui, Weygand, ont insisté dans leurs ordres du jour, «  résister sans esprit de recul », s’était révélé plus néfaste que l’offensive aveugle d’août 1914 qui avait eu le mérite, en dépit des revers subis, de troubler le mouvement tournant de l’armée allemande et, après tout, n’avait pas manqué d’élasticité. L’existence de la ligne Maginot peut expliquer ce peu d’agilité dans le combat, cette sorte d’engourdissement stratégique. C’est à se demander si Gamelin n’en était pas arrivé à croire que l’introduction dans le système militaire français de fortifications rigides sans profondeur lui interdisait toute manœuvre en retraite de vaste envergure, lui imposait de vaincre sur place ou de périr. Et cependant, il prend l’initiative de la guerre en rase campagne. Quel abîme de contradictions !

Nous avons dit que cet homme était intelligent. Mais que subsiste-t-il d’un homme intelligent qui non seulement ne renouvelle jamais les prémisses de son raisonnement, mais ne le mène jamais jusqu’à son terme logique et, de plus, est grevé dans l’action du désir d’embrasser les possibilités les plus diverses, de l’incapacité d’opter pour l’une, d’elles et d’y subordonner toutes les dispositions ? Et sans doute faut-il également mentionner l’inquiétude où le tenait la conduite de Reynaud à son égard. Il sait depuis deux jours que celui-ci est résolu à le remplacer dans son commandement, à lui substituer soit Weygand, soit Giraud, soit Huntziger, qu’il l’accuse de ne pas faire la guerre, de laisser tout aller à la dérive. [[75]](#footnote-75) Le 10 mai, je déjeune avec un familier du président du Conseil. Il me dit en se mettant à table : « C’est quand même déconcertant de penser qu’aujourd’hui Gamelin doit faire face à l’invasion de la Belgique sans avoir la certitude d’être en place, le lendemain. » L’obstination dans l’aventure serait-elle, psychologiquement, une fuite en avant du chef suprême, une fuite vers l’Allemand ? Au début d’avril, Weygand a dit à Reynaud qui lui confiait son dessein de changer le commandement : « Laissez donc Gamelin là où il est. Dites-vous bien que, sous un ministre dynamique, [82] comme vous, il ne sera pas ce qu’il fut sous le statique Daladier. » Le généralissime a dû connaître toutes les phases de la délibération ministérielle. A-t-il voulu fournir des preuves de son dynamisme ? Poids additionnel dans la balance.

Par ces explications, nous ne nous flattons pas d’avoir résolu l’énigme Gamelin de mai, l’énigme de la présomptueuse campagne franco-britannique. Mais en voici une autre presque aussi troublante. Comment a-t-il fallu cinq jours si ce n’est plus au généralissime pour s’apercevoir que le coup était manqué et ne pouvait conduire qu’au désastre, pour donner l’ordre de la retraite ? Comment cent quarante heures ont-elles été perdues dans une entreprise sans espoir ? Comment l’État-Major s’est-il entêté ? Dès qu’il a vu que la *Reichswehr* ne s’abîmait pas sur l’obstacle belge, mais le franchissait gaillardement, comment Gamelin a-t-il persévéré dans un effort de si vaste rayon ? La liste des surprises que le *Blitzkrieg* lui dispensa a beau être longue : elle n’excéda pas son inertie.

Hollandais et Belges ne tiennent ni dans le Limbourg, ni sur le canal Albert, ni dans la zone de Liège. Au commencement de leur offensive, les Allemands s’emparent du pont de Moeseyck sur la Meuse, près de Maëstricht. Sur le canal Albert, ils utilisent trois ponts qui n’ont pas sauté. Quelques heures plus tard, ils enlèvent le fort Eben Emel. Encore si la barrière de la Meuse résistait entre Namur et Sedan, à la « charnière », le dessein d’ensemble franco-britannique pourrait, à la rigueur, être conservé. [[76]](#footnote-76) Mais dans la nuit du 12 et, en tout cas, le 13, cette barrière [83] est renversée. Elle a été mieux défendue que la montagne ardennoise, mais ce n’est qu’une question de degré et elle ne s’écroule pas moins. Les fantassins de Guderian ont pris pied sur la rive gauche de la rivière : à Houx, au nord de Dinant, dans la nuit du 12 au 13 mai, tandis que l’aviation allemande conquérait le ciel et, dans l’après-midi du 13, à Monthermé, au sud de Revin et à Glaire, le point le plus rapproché de Sedan [[77]](#footnote-77). Ainsi le 13 au plus tard, impossible de ne pas voir que le château de cartes est frappé à la base, qu’il va s’étaler sur la table. Un seul fait réconfortant : le 13, une division de chars allemands a été obligée de rebrousser chemin à Donchery, au sud de Glaire, dans le secteur d’Huntziger. Mais elle en a été quitte pour prendre le détour de Glaire le lendemain. D’où peut donc venir une espérance raisonnable ? Les positions que Français et Britanniques occupent dans le nord et qui s’échelonnent jusqu’en Hollande sont condamnées à moins que la 9ème armée de Corap ne se redresse. Mais la machine militaire allemande, complexe dans ses pièces, simple dans son élan, a déjà pu être suffisamment observée et étudiée depuis trois jours par ses effets sur les armées alliées pour que soit bannie une attente de ce genre. Après le passage de la Meuse, à Monthermé, les deux lignes d’emplacement ont été réduites au rythme d’une ligne par heure. Dans l’espace et dans le temps, nous sommes ici à l’origine de la poche. [[78]](#footnote-78)

L’armée allemande, à l’œuvre sur la Meuse, ne consiste pas seulement en un instrument de rupture du front constitué par des chars, des avions de combat, des « *Stukas* » attaquant en rase-mottes ou en piqué, des bombardiers lourds, conformément à nos prévisions, avec, en plus, lance-flammes et sirènes stridentes. Cet instrument de rupture trouve d’étranges auxiliaires dès qu’il joue [84] sur les arrières, sans se soucier de sa liaison avec le gros des troupes, pour taillader, encercler, dépecer et découper les corps ennemis. Hordes immenses de réfugiés lancées méthodiquement sur les routes, à grand renfort de mitraillades, engluant, paralysant littéralement les divisions alliées. Réseau d’espionnage si vaste et si intense que des gens se rencontrent partout, au moment utile, pour propager la panique, pour signaler à l’ennemi les déplacements des états-majors, pour déconcerter ceux-ci par de faux ordres et renseignements, pour empêcher la destruction des chemins et des ponts, pour enlever ou supprimer les dépôts d’explosifs [[79]](#footnote-79).

*Impedimenta* ménagés à l’adversaire, essaims de complices volontaires ou inconscients, de parachutistes et de mitrailleurs, chars blindés, artillerie volante, infanterie portée : telle est la force d’assaut. « La division blindée, écrit un auteur allemand, se distingue par sa capacité de combattre indépendamment des autres armes ; elle comprend, en effet, tous les types ; sa mobilité et sa vitesse ajoutent à leur valeur. Elle possède le feu, le mouvement et la protection. Cependant, si l’aviation ne la seconde pas, elle perd de sa puissance de choc. » L’aviation est son artillerie lourde. Les professeurs du Grand État-Major, Gamelin en tête, n’ont pas cru, des années durant, à l’efficacité de cette vrille. En 1935, ils ont tourné en dérision le projet de loi Paul Reynaud comportant la création de douze divisions blindées. Le char d’assaut fut inventé, dans l’autre guerre, par les Britanniques et les Français, mais le commandement militaire français laissa aux Allemands le soin de tirer du nouvel instrument toutes les conséquences tactiques et stratégiques dont il était chargé, après dix ou quinze ans de délibération. Cinq jours pour déraciner un préjugé : cela paraît bien court. Cependant, dans la volte-face nécessaire, quelle lenteur inconcevable lorsqu’on pense à l’éclatant témoignage des champs de bataille de la Meuse ! Le tableau aurait dû être saisi du premier coup d’œil. Un deuxième et un troisième regard n’étaient pas indispensables.

[85]

Le dépeçage de l’armée Corap représente le cas extrême, mais qui se répète ailleurs à quelque degré. Le processus commence le 13 et il sera achevé une trentaine d’heures plus tard. À 8 heures et demie du soir, le 13, une force blindée s’empare de la hauteur de la Marfée, tourne les 55ème et 71ème divisions, extrémité de l’aile gauche d’Huntziger. Elles lâchent pied, ces divisions de réserve où ne servaient que très peu d’officiers du cadre actif. Artillerie divisionnaire atteignant à peine au cinquième de ce qu’elle devait être et, en outre, composée de vieilles pièces de 25 et de 37. Le 14, la 5ème division de cavalerie qui, précédemment, a souffert dans les Ardennes, est annihilée. Le général Huntziger rétablira tant bien que mal sa partie, le 15, tout en se retirant vers le sud, sur Stonne. Mais il ne comblera pas la brèche, une brèche de 16 km, béante vers Sedan.

L’armée Corap qui, le 13, laissa l’ennemi s’accrocher à la rive gauche de la Meuse, entre Houx et Dinant, ainsi qu’au nord de Sedan, est, maintenant, débordée par le sud. Le 14 [[80]](#footnote-80), elle tournoie dans une sorte d’abattoir. Les renforts qui lui sont envoyés (de même qu’à Huntziger) se dissocient promptement. Pendant la nuit du 14 au 15, le général se résigne à abandonner la Meuse. Entre Mézières et Fumay, ses troupes assaillies du nord et du sud, sont incapables de sortir de l’étau, de gagner la deuxième position, à 15 km en arrière. Elles se dispersent. À la trouée de 16 km que l’ennemi ouvrit aux dépens de la 2ème armée s’ajoute, chez Corap, une faille de quelque 50 km. Entre le recul de Corap, le 14 au soir, et l’ordre de retraite que Gamelin donne à tout le groupe d’armées de Belgique, 48 heures s’écoulent encore [[81]](#footnote-81). Pourtant, le fléchissement de Corap l’impliquait nécessairement. Lorsque le généralissime revient enfin sur sa manœuvre du 10 mai, les [86] Allemands tiennent la ligne Vervins-Montcornet-Rethel et ils sont à Amiens 24 heures avant que les Alliés ne se soient repliés sur l’Escaut. Bref, le cadre dans lequel Weygand va se mouvoir, le cadre de la bataille de France, n’est déjà plus intact tandis que, de la volonté de l’État-Major français, le dispositif du 10 mai est à peine changé.

Faut-il considérer le général Corap comme le jouet d’une tempête ou lui attribuer une responsabilité particulière à l’intérieur de l’immense responsabilité de Gamelin, de Georges et de Billotte ? Le 21 mai, Reynaud le dénonça, on le sait, dans son discours du Sénat. Il insinua même que la peine capitale lui serait appliquée. Corap nommé, le 15, au commandement de la 7ème armée en remplacement de Giraud qui prit son poste à la 9ème, puis « limogé » le 19, a été absous par le général Dufieux que, le 21, Weygand chargea de faire la lumière. [[82]](#footnote-82) Le gouvernement de Vichy, oligarchie militaire répugnant à frapper les généraux de [87] peur que le massacre, une fois commencé, ne s’étende loin, très loin, a rappelé Corap à l’activité dans la petite armée de 100 000 hommes que tolère la convention d’armistice. Le malheur n’est imputable à personne, explique-t-on. La percée s’est faite dans le secteur d’Huntziger, mais celui-ci mérite des éloges puisqu’il a ressaisi son armée. Quant à Corap, il n’y a pas à l’accabler : la défaillance temporaire de l’armée voisine l’avait mis en posture désastreuse.

Les procès militaires seront ouverts ou rouverts tôt ou tard, en France indépendante. Ce que les hommes de Vichy ont à dire à leur sujet ne mérite aucune créance : les Pétain, les Weygand, les Huntziger et leurs amis sont juges et parties. Corap est une créature de Weygand dont il dirigea l’État-Major particulier de 1931 à 1935. Il avait été promu au-delà de ses mérites grâce à la règle de la succession apostolique. Il n’est pas comptable du talent qu’il ne possédait pas. Dénoncer sa médiocrité, c’est mettre en cause ceux qui l’ont choisi. Mais il est permis d’incriminer son manque de zèle et de prévoyance. Les fautes que met en évidence l’étude la plus superficielle de la bataille de la Meuse sont éclatantes : elles concernent Gamelin, Georges, Billotte, Prételat, Corap, Huntziger. Contentons-nous de les énumérer, tout en nous abstenant, par prudence, de les répartir de trop près. Pour l’instant, la justice ne peut être que globale. Plus tard, elle sera distributive.

J’ai noté que Corap, chef de la 2ème région militaire à Amiens, avait été chargé d’organiser le pays de la Meuse. Ayant à y paraître comme chef d’armée, le 10 mai, par une curieuse rétribution de la fortune, quelles fortifications y trouva-t-il, de Mézieres à Givet, pour ne rien dire de Sedan toujours négligé ? Deux lignes d’emplacements étaient faiblement dessinées. Des réseaux de fil de fer couraient sur la berge. Quelques *blockhaus* s’élevaient. La tête de pont de Mézières était à peu près pourvue de fossés antichars et de *blockhaus*. En arrière, sur la ligne d’arrêt, des fils de fer, mais point encore d’ouvrages. Tout au plus, quelques maisons fortes sur la route allant à Mézières et à Monthermé. Quant à la deuxième position prévue par les commissions Prételat et Belhague (elle devait commencer à 25 km, au sud-ouest de Sedan et monter [88] jusqu’au nord-est de Mézières), elle courait, bien chétive, sur 15 km. Il va sans dire qu’en Belgique, de Givet à Namur, l’état-major de Léopold III n’avait pas fait grand-chose. Pour être satisfait même du peu qui avait été accompli, il ne fallait pas y regarder de trop près. Pas de blindage pour les *blockhaus*. De chaque côté des routes, par-ci par-là, de petits, trop petits champs de rails. Des fossés antichars sans *blockhaus* ce qui les rendait inutiles. Des maisons fortes où les pièces de 37 substituées à celles de 25 qui manquaient aux corps de troupes, n’étaient pas protégées. L’isolement électrique des fils trouvernant les mines antichars n’était pas suffisant : à l’épreuve, ils restèrent inertes. Les quatre ou cinq hommes logés dans chaque maison forte, avec mission de tenir jusqu’à l’arrivée de la grosse artillerie et de tout détruire autour d’eux, décampèrent sans avoir fait sauter les chemins. Les chars allemands y passèrent à leur aise se moquant de nos troupes clairsemées. Voilà ce que fut la fortification de la Meuse ! Et Corap d’exciper des demandes et protestations dont il harcela, pendant des mois et des mois, le grand quartier général. Il était de ces faibles personnalités qui ne savent pas se faire craindre, dont les paroles n’intimident personne.

De la façon dont il conduisit sa bataille (si l’on peut dire) nous ne pouvons juger. On le sait : il eut le tort de par trop négliger le district au nord de Sedan : en quoi il n’est pas plus coupable qu’Huntziger qui, autour de cette ville, à côté de la 9ème armée, aligna ses deux mauvaises divisions, la 7ème et la 55ème. L’un et l’autre ne firent que reproduire, à l’échelle de leurs armées, l’erreur de perspective commise avant eux et au-dessus d’eux : Sedan, deuxième urgence, etc. Pour le reste, non seulement les troupes de Corap n’étaient pas toutes en place quand l’attaque survint, mais l’état d’esprit n’était pas celui de l’alerte et de l’alarme. Les officiers et leurs hommes en étaient encore à cette vie de garnison où l’armistice de fait les avait enlisés.

Ni Corap, ni Huntziger n’avaient toutes leurs troupes en main. Mais les chefs les plus énergiques auraient-ils pu ressaisir en quelques heures des hommes dont nul ne s’était jamais occupé de construire le moral et que les nouvelles armes déconcertaient [89] à plein ? Nous ne pouvons porter de jugement. Les témoignages ne concordent pas. Dans l’été de 1940, le peuple français s’est convaincu, au récit de ses soldats, que trop d’officiers avaient déserté leur poste. Généralisation dangereuse, injuste pour ceux qui honorèrent leurs armes. Attendons que les historiens arrivent avec leurs cribles et leurs balances. Là se sont payées des fautes remontant très loin dans le passé : faute collective des chefs les plus élevés, faute de la communauté tout entière.

Voici les débandades relevées sur la Meuse. Le 12 après-midi, au sud du pont de Houx, lors de la première infiltration allemande, un bataillon du 39ème d’infanterie lâche pied au lieu de contre-attaquer. Le 13 et le 14, les deux divisions d’Huntziger déjà nommées, se croyant tournées par les chars ne se défendent pas. Les hommes n’ont pas appris qu’une troupe dépassée par ces engins n’est pas nécessairement perdue. Ils bousculent les gendarmes qui tentent de barrer la route. [[83]](#footnote-83) Près de Dinant, le 14, un bataillon se replie devant les compagnies allemandes qui se sont faufilées sur la rive gauche et le général qui commande par intérim la 22ème division ne réagit que sur l’injonction directe de Corap, et menacé de Conseil de guerre. Celui-ci lance un ordre général qui, à lui seul, raconte toute l’histoire :

« Des défaillances se sont produites sur certains points. La responsabilité en incombe aux cadres. Au moment où se jouent les destinées de la France, aucune faiblesse ne saurait être tolérée. À tous les échelons, les cadres ont le devoir de payer d’exemple et, au besoin, de forcer l’obéissance. Des sanctions impitoyables s’abattront sur les chefs défaillants [[84]](#footnote-84). » En [90] regard de ce texte, il n’est que juste d’inscrire les noms de quatre généraux qui tombèrent sur-le-champ de bataille : d’Argenlieu, chef d’état-major de Corap, Buffet, Barbe, et Augereau tandis qu’un cinquième, d’Arras, était grièvement blessé et un sixième, Dauvelure, capturé. [[85]](#footnote-85) Mais il faut dire plus. Sans préjuger le bilan d’ensemble à établir plus tard, gardons-nous de croire que, dans cette brève campagne, les troupes françaises n’ont pas prouvé, en nombre de rencontres, leur valeur première et même leur aptitude à manier les armes nouvelles. Sous des généraux compétents et quand il pouvait se mesurer avec l’ennemi à armes pas trop inégales, le soldat français de 1942 a montré fréquemment qu’il n’avait pas dégénéré depuis 1914-18. Il suffit de citer les troupes de la l’armée, entre Wavre et Namur, le 14 mai, et celles de la 2ème, en Argonne, le 19. Les combats autour de Dunkerque méritent aussi d’être tirés de l’ombre. Dans les Alpes, cinq ou six divisions françaises ont arrêté trente divisions italiennes et les ont empêchées de se joindre aux Allemands. Et quant aux Français luttant dans les avions et les chars, voici quelques faits. L’armée de l’Air a perdu, en cinq semaines, le quart de son personnel naviguant. L’action des divisions mécaniques du général Prioux, le 12 mai, nous l’avons dit, a dégagé les Belges. Le 16 mai, la « 4ème division cuirassée constituée depuis quelques jours à peine, groupée hâtivement dans la région Montcornet-Marles, tient deux jours et jettera le trouble dans les arrières des colonnes ennemies qui continuent à pousser en direction de l’ouest. » Nous répétons l’exposé officieux des opérations [[86]](#footnote-86). Il oublie de nommer l’auteur de cet exploit : Charles de Gaulle. Inscrivons encore les combats de la 14ème division du général de Lattre de Tassigny, autour de Rethel, entre le 15 le 20 mai. Elle ne disposait que de cinq chars. Les Allemands laissèrent sur le terrain au moins 200 ou 250 véhicules automobiles dont 25 ou 30 chars ou [91] automitrailleuses [[87]](#footnote-87). Dans ce cas, les armes anciennes, avec un faible apport de blindés, ont paré à la tactique nazie. Sur la Meuse, du 13 au 16 mai, peut-être ne faut-il voir qu’un événement analogue à la dispersion des divisions de réserve du général d’Amade, en août 1914, divisions mal exercées qui, peu de semaines plus tard, furent ramenées au feu et s’y comportèrent à l’instar des corps actifs.

Gamelin a saisi l’ampleur de la défaite dans la soirée du 15 mai, vers 8 heures-et-demi. Jusque là, il semble s’être bercé de l’illusion que tout pouvait être « colmaté », terme emprunté au vocabulaire de la guerre de 1914-18 et qui dénonce combien sa « représentation » des opérations en cours était inadéquate. [[88]](#footnote-88) Soudain, il ouvrit les yeux au réel. Mr. William Bullitt a été le témoin de l’événement le plus émouvant qui se puisse concevoir. L’ambassadeur des États-Unis qui ne cessa jamais d’unir la cause française à l’intérêt américain et la servit de tout son cœur, était arrivé au ministère de la Guerre à 7 h. 45 du soir. Il y trouva Daladier à peine revenu de l’Élysée où une séance du Comité de Guerre venait de finir. Le Président avait confiance dans le cours de la bataille. Gamelin l’avait rassuré. Mais la sonnerie du téléphone retentit. Du donjon de Vincennes, le généralissime appelait le ministre. Celui-ci écoutait machinalement. Tout d’un coup, il s’écria :

« – Non, ce que vous me dites n’est pas possible ! Vous vous trompez ! Ce n’est pas possible ! »

Gamelin lui avait appris qu’une colonne blindée allemande, ayant tout brisé sur son passage croisait entre Rethel et Laon. Daladier était haletant. Il trouva la force de crier :

« – Il faut attaquer aussitôt !

– Attaquer ? Avec quoi ? Je n’ai plus assez de réserves. »

D’assez longues explications suivirent. Elles se terminèrent [92] sur ces mots du général :

« Entre Laon et Paris, je ne dispose pas d’un seul corps de troupes. »

Cependant, le visage de Daladier se contractait de plus en plus (« J’avais l’impression, raconte le témoin, qu’il diminuait à vue d’œil »). Le sinistre dialogue s’acheva sur cet échange de phrases :

« Alors, c’est la destruction de l’armée française !

–  Oui, c’est la destruction de l’armée française !

– Surtout, ne dites rien à personne. Je ne parlerai même pas au Président du Conseil ! »

Mr. Bullitt quitta la rue St Dominique à 9 h. 5.

Devons-nous penser que les deux interlocuteurs eurent alors une vision juste de la bataille ? Probablement pas. Il nous faut reproduire la métaphore déjà appliquée à l’armée polonaise aux prises avec les chars et les avions allemands — la métaphore du pigeon de laboratoire dont le cervelet a été coupé. Tous les moyens de transmission ayant disparu dans la mêlée, l’image ne s’en formait plus automatiquement par des rayons convergents, comme il convient, dans les états-majors de l’arrière. On le sait : l’armée en était encore trop souvent aux vieilles transmissions télégraphiques et téléphoniques. Ni Branly, ni Marconi, apparemment, n’avaient bien travaillé pour elle. Cet équipement démodé contribue partiellement à expliquer les lentes réactions de Billotte, de Georges, de l’État-Major, de Gamelin, de Daladier. Mais comment expliquer que les généraux d’armée et leurs divisionnaires, témoins plus rapprochés des événements, n’aient pas eu raison, aussitôt, de l’entêtement des pontifes ? Ou faut-il admettre que ceux-ci, n’ayant pas préparé la manœuvre de repli, demeuraient inertes parce que ne sachant à quel saint se vouer ?

Le désespoir soudain du généralissime et du ministre de la Défense Nationale est celui de gens qui ressentent d’autant plus la force du coup, qu’ils ne comprennent pas encore tout à fait d’où il est parti. Dans cette soirée du 15, Gamelin se prépare tout juste à donner l’ordre de retraite. [[89]](#footnote-89)

[93]

Le 16 mai, je fus appelé au téléphone à 6 heures du matin. Un de mes amis me répétait ce qu’il venait d’entendre de Mme de Portes, la favorite de Paul Reynaud. Elle lui avait annoncé, à l’aurore, qu’une colonne blindée allemande approchait de Laon. Georges Mandel, l’énergique ministre des Colonies, arrivant à son bureau, vers 9 heures, y fut reçu par la même rumeur. Il téléphona à Gamelin : « J’eus devant moi, me raconta-t-il, un homme plein de sang-froid et désespéré. » Reynaud, lui, n’avait pas parlé directement au généralissime dont Daladier lui refusait le renvoi depuis huit jours. Il était intimidé. Il finit par s’y résoudre. Il l’entendit confirmer que les Allemands seraient peut-être à Paris le soir même. Le général Héring, gouverneur militaire de Paris, insistait pour être débarrassé du président de la République, du gouvernement, du Parlement, impedimenta de la défense. Reynaud convoqua pour onze heures un Conseil des ministres auquel assistèrent [94] les présidents du Sénat et de la Chambre des Députés. Les trente personnes qui délibérèrent n’avaient jamais soupçonné la faiblesse interne de l’armée et du commandement. Brusquement, sans transition, elles voyaient la route de la capitale ouverte aux Allemands, sans un régiment pour se mettre au travers. Et le chef suprême se déclarait à bout de ressources. La confusion des propos fut inouïe. Il y eut des épisodes de café du commerce : pourquoi, suggéra quelqu’un, des bateaux de guerre de faible tirant d’eau ne remonteraient-ils pas la Seine et ne défendraient-ils pas la ville ? Ordre fut donné de transférer à Tours le siège du gouvernement, et le départ, fixé à quatre heures. M. de Monzie, ministre des Travaux Publics, n’avait que peu de wagons et moins encore de camions. Il était convoqué pour 3 heures 30 afin d’arrêter toutes disposition utiles. Les Archives des Affaires Étrangères furent brûlées. Pour faire plus vite, on avait pensé, un instant, les jeter en bloc dans la rivière. [[90]](#footnote-90) Cependant, les blindés allemands, ravitaillés et protégés contre notre artillerie par un double rideau d’avions, ne dépassèrent pas Marle-le-Château.

Le général Touchon, chef de la 6ème armée que le commandement s’empressait de réunir pour parer à la brèche ouverte le 14 et le 15, répondait maintenant de leur barrer la route de Paris. Ils n’insistèrent pas. Leur œuvre était accomplie : ils avaient démoli l’arrière-pays. Ils devaient, d’après le plan de campagne, se tourner vers la Manche. Dans l’après-midi du 16, Paris se rasséréna et les ministres n’eurent pas à déménager. À 3 h 30, le départ fut contremandé. Reynaud, dans les couloirs de la Chambre, annonça qu’il venait de téléphoner à la 9ème armée, que tout allait mieux. Ce fut un grand soulagement.

De l’incident, il faut retenir l’effondrement subit de Gamelin. Au cinquième jour de la lutte, ce *Bouddha* militaire, d’une sérénité sans égale, s’avouait vaincu. Le système militaire qu’il avait reçu de ses prédécesseurs et achevé de former, lié indissolublement à un cadre rigide, était maintenant condamné sans recours à ses yeux. Dans un éclair il avait tout au moins compris ceci : les inventeurs [95] de la ligne Maginot, en sacrifiant la profondeur et l’élasticité à la solidité, avaient fait un mauvais calcul.

L’ensemble ne pouvait-il que tenir ou s’écrouler d’une seule pièce ? Ne pouvait-il être ni réparé, ni déplacé, ni reconstitué sur aucun autre point du territoire, l’Afrique du nord mise à part ? Etait-il possible de combiner la stratégie de la ligne Maginot avec une stratégie imitée de celle de la Marne, compte tenu des armes nouvelles ? En tout cas, ni Gamelin, ni ses subordonnés, nous l’avons vu, n’avaient auparavant traité le problème. Et ils étaient appelés à le résoudre en plein cataclysme.

À Daladier dans la soirée du 15, à Mandel et à Reynaud le matin du 16, Gamelin a parlé sans détour. Il n’a pas caché son sentiment intime. Mais il prévoit que Reynaud va le frapper. Il affecte l’impassibilité et la confiance. Avec l’assentiment de Daladier et sans avoir consulté Reynaud, il adresse aux troupes, le soir du 17, l’ordre du jour : « Conquérir ou mourir ». Réminiscence frappante de celui de Joffre, la veille de la bataille de la Marne, que le même Gamelin rédigea peut-être. Des auteurs sont incapables de se renouveler. Plagiat désagréable. L’appel sonne faux. Gamelin célèbre-t-il un rite obligatoire ? A-t-il repris courage ? Est-il animé d’une conviction sincère ? Plus que la défaite, veut-il éviter la disgrâce ? Nous ne nous flattons pas de suivre sa psychologie dans la détresse.

Au Conseil des ministres du même jour, Reynaud n’a pas réussi du premier coup, à obtenir sa tête. La victime se débat. Le 18, elle s’explique longuement devant Pétain qui vient d’être nommé vice-président du Conseil et principal conseiller militaire du gouvernement, en présence de Daladier. L’un et l’autre ne demandent qu’à lui accorder les circonstances atténuantes. Ils voudraient pou­ voir être convaincus. Daladier connaît l’antipathie de Weygand à son égard et Pétain, bien qu’il l’ait pris comme chef d’état-major en 1929 et ait favorisé son accession au haut commandement en 1931, se souvient avec amertume des paroles acérées dont Foch et les siens ne cessèrent de le cribler.

Le 19 mai, à trois heures de l’après-midi, Weygand est placé à la tête de l’armée française. La veille, il s’est entretenu brièvement [96] avec Gamelin, lui demandant communication du registre de ses ordres. Reynaud et Baudoin ont raconté que Gamelin n’avait aucun recueil de ce genre à montrer, que ses subordonnés avaient réagi à leur gré dans la bataille, qu’il n’était en rien intervenu. Leur affirmation ne mérite pas d’être prise à la lettre. Ils appréhendaient des soubresauts d’opinion publique dans la transition du chef militaire ancien au chef militaire nouveau et n’estimaient que prudent de discréditer encore l’homme qui s’en allait. Quant à Weygand, il confia à ses amis que Gamelin n’avait point été à même de l’éclairer sur l’emplacement et le mouvement des armées, que la description du champ de bataille qu’il emporta de l’entretien était si vague et si incertaine qu’il se résolut incontinent à reconnaître en aéroplane la zone des opérations. Paroles qui tombent sur Georges lié personnellement à Weygand aussi durement que sur Gamelin. Et, de fait, lors de sa visite à La Ferté-sous-Jouarre, le 18, Reynaud, avait trouvé le principal lieutenant du généralissime en complète démission morale. Comme Weygand, après sa première visite au président du Conseil, remontait en auto­ mobile, un officier de réserve attaché au grand quartier général, se glissa auprès de lui :

« Si vous voulez redresser quelque chose, lui dit-il, congédiez immédiatement tous les professeurs, les officiers d’état-major d’un grade supérieur à celui de commandant ! »

Weygand haussa les épaules.

La nouvelle se propagea dans Paris et dans la France entière que Gamelin s’était tué. Un de mes amis le trouva, le 23 mai, installé dans son salon, calme, composé, déterminé à se défendre. « Je ne veux penser qu’à la France », dit-il. « Nous sommes en grand péril, mais nos affaires peuvent être sauvées ». Il s’étendit avec complaisance sur la propagande communiste dans l’armée Corap. Son entourage ne laissa pas ignorer que, cinq heures avant d’être renvoyé, c’est-à-dire le 19 mai, à 10 heures du matin, il avait donné au général Billotte, l’ordre de contre-attaquer, mais que la première décision de Weygand avait été de surseoir à l’opération. Et voilà qui amorce la thèse autour de laquelle le général déchu mobilisera son dossier :

« Si Joffre avait été cassé après Charleroi, si le ministre de l’époque lui avait dénié le laps de temps nécessaire pour tirer l’armée française d’une partie mal commencée et la ramener au feu, la victoire de la Marne n’aurait pas été remportée. »

Il est bien vrai que les hommes au pouvoir en 1940 ne valaient pas, et de loin, ceux de 1914, Poincaré et Millerand. Et rétrospectivement, peut-être, les dispositions arrêtées par Gamelin semblent-elles préférables à celles que prit son successeur. Mais tous le fuyaient comme un pestiféré.

[98]

[99]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***PREMIÈRE PARTIE***

Chapitre VII

Gamelin enfermé dans  
un univers militaire désuet.

Il n’a pas su fournir à la France  
le dictateur technique dont elle avait besoin.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans son plaidoyer, Gamelin saura aligner les arguments, les raisonnements les plus ingénieux. On peut être assuré que, pour se décharger de chacune des erreurs portées à son compte, il trouvera toujours un bouc émissaire. Mais il ne persuadera personne. À quelque point de vue que l’on se place, on ne peut que le condamner et absolument.

Ne veut-on regarder que le chef dans la bataille, examiner seulement le déroulement stratégique que les Allemands lui ont imposé ? Le seul embarras est de dire à quel moment sa divagation fut la plus grande. Lorsqu’il ne comprit pas la valeur de l’instrument de rupture que l’ennemi tenait en main ? Lorsqu’il jeta ses divisions en Belgique, le 10 mai, sous-évaluant la force numérique de l’aile droite allemande, négligeant la charnière de Sedan-Namur, exagérant la capacité de résistance des Belges et la valeur de l’obstacle Ardennes-Meuse ? Ou lorsqu’il se cloîtra en quelque sorte lui et son armée, dans une offensive follement lancée, sans se ménager, à l’avance, des possibilités de redressement sur la Somme ou sur la Seine, ayant l’air d’ignorer que la rigidité du système Maginot rendait extrêmement ardue une répétition de l’exploit de Joffre ? Ou lorsqu’il dépensa trois précieuses journées si ce n’est plus à mesurer les répercussions du coup asséné aux 9ème et 2ème armées ?

Se contente-t-on de confronter les intentions de l’homme de guerre dans son cabinet avec la suite qu’il leur a donnée sur le [100] terrain, d’observer exclusivement l’enchaînement des idées et des actes sans se soucier de savoir s’ils correspondaient aux possibilités ? Ne veut-on étudier que la logique interne du chef ? C’est en posant la question de cette manière que l’on arrive aux constatations les plus terribles. Quel déchet entre la conception et l’exécution !

Ouvrons à Gamelin un immense crédit. Admettons que sa doctrine défensive fut plausible. Encore ne fallait-il pas la saboter. Ne le chicanons pas sur le mode d’emploi des armes. Mais les armes reconnues par lui les plus indispensables, il ne les eut qu’en petit nombre et ne les assembla pas dans l’action. Ni les chars, ni les canons antichars, ni les avions, ni l’artillerie de défense contre les avions. Il a toléré que cadres et soldats s’amollissent. Il avait confiance dans les fortifications permanentes et il s’est contenté d’une réalisation tronquée. La ligne de béton et d’acier, partie d’Alsace, finit à Montmédy. Des fortifications de campagne en ont pris la suite, surtout après la déclaration de guerre. Casemates armées de deux canons antichars de 75, de quatre mitrailleuses, d’un ou deux canons de 37 et tenues par 13 hommes, que reliaient des lignes de tranchées d’une section particulière, supposées propres à arrêter les chars : deuxième position aménagée à quelque distance : tout cela variant d’ailleurs de district à district. [[91]](#footnote-91)

Quelle exécution relâchée du programme établi par Daladier et Gamelin à l’automne de 1936 !

Ne revenons pas sur les contradictions de l’État-Major acceptant que les ressources des Empires français et anglais soient mobilisées [101] en trois ans, attendant des fortifications qu’elles procurent ce délai et, soudain courant solliciter la bataille dans la plaine flamande.

Dans cette récapitulation des erreurs, l’absence d’une grande réserve stratégique indépendante des fluctuations horaires du combat se présente peut-être comme le point le plus saillant. À la fin de 1917, le projet avait été formé de mettre Foch à la tête d’un groupe de divisions spécialisées dans cette fonction et l’on estimait qu’un tel commandement, en apparence assez restreint, ne tarderait pas à lui conférer, en pratique, la direction suprême de la guerre. Une masse tenue prête pour la manœuvre est l’âme de toute stratégie défensive aussi bien qu’offensive. Comment, dans la France de 1940, cette notion s’était-elle oblitérée ? Comment avait-on cessé de croire qu’une défensive heureuse est tenue d’être dynamique à l’égal de l’offensive ? À supposer que Gamelin ait failli moins qu’on ne le pense dans la conception, il n’en a que plus failli dans l’exécution. Ce qu’on lui accorde d’un côté, il faut le reprendre de l’autre et au décuple.

Mais celui qui ne se lasse pas de repasser l’histoire du désastre s’aperçoit peu à peu que tant d’aperçus de détail, même ajoutés les uns aux autres, ne donnent pas la clé de Gamelin. Son erreur est plus profonde qu’ils ne le suggèrent. Non, ce n’est point seulement parce qu’il s’est trompé sur les mérites comparés de la défensive et de l’offensive ou sur ce que le plan Schlieffen-Gröner pouvait signifier dans l’application, parce qu’il ne s’est pas procuré les instruments de son tableau défensif ou n’a pas su rester dans la logique de son système que le généralissime perdit la France. Autant de causes secondes. Pour atteindre la cause première, force est d’incriminer l’univers militaire étriqué dans lequel il s’était emmuré peu à peu comme dans une carapace. Un cosmos à trois dimensions contre les quatre ou cinq du cosmos allemand. La rapidité des déplacements, l’économie d’effort humain réalisable par les machines, le coup de surprise que produisent les armes nouvelles, les procédés psychologiques et politiques inventés dans les discordes civiles d’Allemagne par un régime exercé au maniement des masses populaires et incorporés dans [102] l’arsenal traditionnel : engins et méthodes ont étonné le chef français et l’ont pris de court comme l’auraient fait des guerriers descendus de la planète Mars. S’est-il avisé que propager la panique chez l’ennemi était un art ? [[92]](#footnote-92) A-t-il soupçonné les ressources de l’espionnage nouveau genre et l’efficacité des cinquièmes colonnes ? Nous n’étions pas si démunis qu’on le pense pour rendre à l’Allemagne la monnaie de sa pièce. Si jamais est connue la correspondance de l’État-Major français avec les agents qu’il entretenait en Suisse, par exemple, on sera surpris des occasions qui se sont offertes à nous et dont, par principe, nous n’avons pas voulu nous saisir. Dans l’Allemagne de 1939-40, il y avait des ennemis du national-socialisme résolus à tenter les aventures les plus désespérées. À preuve la bombe qui, le 9 novembre 1939, éclata, une dizaine de minutes trop tard, dans la *Bürgerbrau* de Munich où est célébrée, chaque année, « l’hégire » du national-socialisme. Elle ne fut point provocation de policiers. Toute cette face de la guerre, Gamelin, délibérément ne l’a pas vue. Sur l’échiquier ordinaire, il aurait sans doute perdu la partie. À plus forte raison devait-il avoir le dessous sur un échiquier où circulaient des pièces inconnues de lui. Il fait penser à ces héros grecs qui, dans la lutte, ont affaire à des divinités invisibles. Ils ne les reconnaissent que blessés ou moribonds.

De tout temps, pour bien préparer la guerre, il a fallu l’aimer, avoir à son sujet les imaginations de l’amour. Subie comme une corvée, elle ne peut être que mal conduite, machinalement, sans esprit d’invention. Chez Gamelin, elle ne provoquait certainement pas un élan du cœur et de l’esprit, mais un travail de bureau soutenu, médiocre, monotone, aussi peu brutal et passionné que possible. Je le rencontrai, un après-midi de juillet 1939, sur le seuil d’une banque, près de l’école militaire. D’un pas nonchalant, il se rendait à ce 4 *bis* du boulevard des Invalides où, si souvent, j’avais rendu visite à Foch. Un bourgeois qui se promène un peu avant de s’enfoncer dans le fauteuil de cuir. Le voyant passer, les boutiquiers du quartier auraient pu régler leurs montres.

[103]

Au programme de conquête, le régime nazi a tout subordonné, les institutions, l’économie et même les mœurs. Dans cette œuvre, il a innové moins qu’on ne le croit. Il a développé dans leurs conséquences logiques des conceptions très anciennes. Définition systématique de la manœuvre napoléonienne qui vise à détruire l’armée ennemie, idée que la politique du temps de paix se continue dans la guerre par un simple changement de moyens, que, dans l’État et dans le peuple, tout doit être soumis aux besoins de la machine violente, que la logique impose de frapper l’ennemi non seulement dans les combattants qu’il équipe, mais dans l’ensemble de la communauté nationale et qu’une tâche aussi illimitée exige la confusion du pouvoir civil et du pouvoir militaire : à travers les écrits de Clausewitz, de Bernhardi, de Lüdendorf, s’est formée, par apports successifs, *la doctrine de la guerre totale*. La seule originalité du *Führer* et de son parti fut de l’appliquer rigoureusement, sans limites, de briser tout ce qui résistait à l’alignement. Gamelin, hélas, était l’homme le moins fait pour soutenir le choc de cette éthique de sang et de feu. Il importe que le chef de guerre soit homme d’État, a écrit Clausewitz. Gamelin respectait, à la façon d’un préfet, les bornes de ses fonctions. Il n’intervenait que par des détours, et avec quelles précautions oratoires, dans ce que faisaient les ministres. Or, être homme d’État signifiait pour le commandant en chef, dans les années 1939-40, fournir à la France, démunie de chefs politiques, la dictature technique dont elle avait besoin.

Il n’était pas du type autoritaire et ni Tardieu qui l’imposa en 1929 comme coadjuteur de Weygand, lui-même destiné à remplacer Pétain, ni Flandin, ni Laval qui, en 1935, le promurent à la fonction suprême, n’ont pu s’y méprendre. Avec Joffre et avec Foch, leurs prédécesseurs avaient eu la main plus heureuse. Ces deux chefs avaient su, aux heures graves, parler en maîtres. Gamelin, lui, s’accommoda d’un pouvoir civil allant à la dérive. En raison de sa carence, il incomba à un parlementaire de diriger impérieusement la République. Daladier, puis Reynaud s’y sont brisés.

On discutera longtemps pour savoir si, dans la catastrophe, les [104] responsabilités des généraux sont plus lourdes que celles des ministres ou si les ministres, par leur mauvaise gestion, ont, de loin, perdu la bataille. À la vérité, les ministres n’ont pas su unir et fortifier la Nation avant et pendant l’épreuve. Mais les généraux, livrés à eux-mêmes depuis vingt ans, échappant à toute surveillance sérieuse, n’ont été capables ni d’organiser une défense adéquate ni de diriger les opérations. Si seulement, dans ces terribles journées de mai et de juin, les troupes avaient senti passer l’impulsion du haut commandement, si seulement les Français avaient trouvé dans les communiqués et ordres du jour la trace d’une volonté tant soit peu sûre d’elle-même, la *Marseillaise* de 1792, son geste entraînant et son cri de guerre, eussent probablement été autre chose qu’un bas-relief de Rude. Le schisme des citoyens eût été cicatrisé autrement qu’en surface. Encore plus que les politiciens, les généraux auront à répondre du malheur de la patrie. Et Gamelin, le premier d’entre eux. Ou il était profondément convaincu de la justesse de ses calculs et il fut un général incompétent. Ou, connaissant la faiblesse de l’instrument militaire qu’il avait en main, il n’a pas eu le courage de résigner ses fonctions, d’adresser au pays l’avertissement suprême et il fut un homme sans caractère. Mais ce dilemme n’est pas satisfaisant. Le souci qu’il avait de se maintenir en poste l’induisit graduellement à fermer les yeux sur l’affreuse réalité. Il s’est dupé lui-même. La capitulation de l’armée française est issue des capitulations innombrables de son intelligence et de sa conscience. « Varus, qu’as-tu fait de nos légions ? »

[105]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

Deuxième partie

DALANDIER.

LA DÉFAITE POLITIQUE  
ET ADMINISTRATIVE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[106]

[107]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre I

Un patriote sans volonté

[Retour à la table des matières](#tdm)

Georges Mandel, ministre des Colonies, ayant décidé de transformer Djibouti en forteresse inexpugnable, se heurtait à la résistance de Daladier qui lui marchandait hommes et matériel. Il lui écrivit en substance ce billet : « Je vous ai soumis mes propositions et vous n’avez pas jugé bon de les accepter. Votre responsabilité personnelle est engagée et je vous le rappellerai à l’occasion. »

Daladier détestait ce genre de constat et de menace. Il fit droit à ce qui lui était demandé et, sans la reddition de juin, les Italiens eussent été écartés de la Somalie française et de sa capitale. En bien d’autres occasions, Georges Mandel usa du même procédé.

Gamelin n’était point homme à employer cette méthode abrupte et expéditive. Le lecteur le sait déjà : il se dépensait en démarches patientes et trop souvent futiles. Nous ne rappelons Gamelin sur la scène que pour y introduire Daladier. Le Président du Conseil lui savait gré, quoi qu’il pût dire, de lui épargner toute mise en demeure.

Les tours et détours de Gamelin tandis que le sort de la Nation était suspendu à ce qu’il faisait ou ne faisait pas, auraient dû promptement convaincre Daladier que mieux valait nommer au commandement suprême une personnalité plus énergique. Et il n’est point dit que, très vite, Daladier n’ait pas entrevu la nécessité d’un changement à la tête de l’armée. Certains l’ont entendu s’exclamer : « Ces grands chefs sont vraiment bien académiques ! Que faut-il attendre d’eux sur le champ de bataille ? Je n’en sais rien, etc. » Au général Weygand, il dit un jour, à brûle-pourpoint : « Que penseriez-vous d’un généralissime qui peut écrire [108] ceci [[93]](#footnote-93) ? » Et il lut à haute voix quelques phrases d’un rapport qu’il venait de recevoir et où se révélait une âme de procédurier plutôt que de soldat. Weygand se déroba : « Le général Gamelin est mon supérieur et je n’ai pas à le juger ». Tout cela pour montrer que Daladier n’était pas rassuré quant à la qualité du haut commandement. Il avait travaillé avec Weygand et Gamelin en 1932-33, et avec Gamelin, sans interruption, depuis 1936. Il aurait dû connaître à fond les deux hommes. Mais s’est-il jamais occupé de déterminer avec quelque précision si l’un et l’autre étaient égaux à leurs devoirs, si leurs conceptions étaient solidement fondées ? Dans cette année 1933 où il avait à apprendre le métier de chef de la Défense Nationale, il passa le plus clair de son temps à polémiquer avec « l’Inspecteur Général » (tel était alors le titre du commandant en chef) sur la question des « classes creuses » [[94]](#footnote-94), refusant à Weygand le service de deux ans, cherchant à lui imposer un palliatif que celui-ci jugeait inopérant, sinon mauvais [[95]](#footnote-95), témoignant sans doute de quelque complaisance à l’égard de Gamelin qui, dans son poste de chef d’État-Major général, se considérait comme le subordonné direct du ministre et tenu d’en exécuter les volontés. Daladier et ses conseillers préférés de l’époque, le général Bourrer, le colonel Barthe [[96]](#footnote-96), ne prirent guère la peine de se dégager des controverses en cours, d’évoquer les questions fondamentales, de transformer leurs impressions vagues en opinions précises.

Par la suite, le ministre et ceux qui étaient auprès de lui prêtèrent-ils l’oreille aux critiques indépendants ? Non. Le président [109] du Conseil semble avoir partagé l’aversion de Gamelin pour tous les novateurs, pour le colonel De Gaulle en particulier, puisqu’il menaça de rendre son portefeuille lorsque celui-ci, à l’appel de Reynaud, fut sur le point de devenir secrétaire du Comité de Guerre, en mars 1940. Non seulement Daladier était attaché au *credo* de la ligne Maginot, inévitablement populaire, et jamais n’exprima de réserve sur l’efficacité du système, mais, sans doute appréciait-il que Gamelin ne réveillât pas les « chiens qui sommeillent » et estimait-il commode de l’avoir auprès de lui. Dans sa nonchalance, il eût trouvé intolérables les emportements de Foch. Un ami l’incitait un jour à faire place nette. Il lui ferma la bouche. « La faiblesse des démocraties est de rendre inamovible le général qui s’est imposé à l’opinion publique. » Ce n’était pas vrai : on ne pouvait dire que Gamelin fût implanté dans la confiance des Français. Un instant, le chef du gouvernement pensa mettre Noguès à la tâche. Ce ne fut qu’une ombre de projet.

La loi du 11 juillet 1938 sur l’organisation de la France en temps de guerre et le décret secret du 7 septembre 1938 tentent de distinguer entre la tâche dévolue au gouvernement, la direction générale de la guerre, et celle qui incombe au commandant en chef, la conduite des opérations. La compétence du chef civil englobe celle du chef militaire, mais la liberté de décision de celui-ci est, en fait, sauvegardée. Il fait partie du Comité de Guerre qui, pour les choses militaires, exerce l’action gouvernementale, mais, sous sa propre responsabilité, il conduit la campagne. Le Comité de Guerre n’a donc pas à lui dicter sa stratégie, et d’ailleurs Daladier ne convoque guère ce corps [[97]](#footnote-97). Malgré tout, impossible de circonscrire l’une et l’autre fonction, celle du président du Conseil et celle du généralissime. Elles se chevauchent presque nécessairement. Et cela signifie que les titulaires ont toute chance de s’entrechoquer si l’un d’eux tout au moins a du caractère et du tempérament. De plus, il va de soi qu’un président du Conseil [110] du type Clemenceau ou Poincaré ne souffrirait pas longtemps la présence d’un faible chef suprême.

Dans le cas de Daladier et de Gamelin, la loi de juillet 1938 fut d’une application facile et leurs querelles n’allèrent jamais très loin. De cette harmonie relative, hélas, il n’y a pas à se féliciter : elle démontrait simplement que les deux parties étaient constamment d’humeur à transiger, incapables de résolutions entières.

Pour redresser non seulement l’administration civile, mais aussi l’administration militaire, désorganisées par vingt années de mauvais recrutement des fonctionnaires, de relâchement, d’insouciance, d’ajournement des échéances, Daladier n’avait à compter que sur lui-même. L’état-major de Vincennes partageait l’inertie de l’armée et du peuple. Tout seul, Daladier était appelé à fournir à la Nation la force motrice requise pour l’épreuve. D’où pouvait-il bien la tirer ? C’était lui demander quelque chose qu’il n’avait pas.

L’honnêteté de Daladier est au-dessus de tout soupçon. Il a passé près de vingt ans dans ce monde politicien où éclatèrent, coup sur coup, le scandale Oustric et le scandale Staviski, où les spéculations sur le change, les amitiés lucratives avec des financiers, le pouvoir administratif et même judiciaire mis au service des intérêts privés ont terni bien des réputations. Son nom n’a jamais été associé à des combinaisons d’argent. Il est le fils d’un boulanger de la petite ville d’Orange en Provence, imbu de ce patriotisme sobre, peu imaginatif et profond, qui est celui du paysan. Paysan, il l’est resté dans ses manières. Je me souviens de l’effroi de l’ambassadeur de France à Londres qui, en 1933, le recevait à déjeuner avec Mr. Ramsay MacDonald et Sir John Simon, curieux de connaître le nouveau Premier ministre français. Les deux ministres anglais attendaient dans un salon du premier étage, admirablement empesés et compassés. Daladier et l’un de ses collègues, je ne sais plus lequel, arrivèrent en retard. Ils s’étaient longuement et bruyamment disputés au rez-de-chaussée. Ils ne prirent même pas la peine de se débarrasser de leurs cigarettes. Ils entrèrent, le mégot au bout des doigts. Mais voici comment le décrivit un témoin de son long entretien avec M. Sumner Welles, en mars 1940 : « Je [111] le surveillai tandis qu’il expliquait au sous-secrétaire d’État américain que toute paix négociée avec Hitler ne serait qu’un périlleux armistice, qu’il récapitulait par le menu ce qu’il avait fait et faisait pour la Finlande, qu’il dénonçait la pusillanimité des Suédois et des Norvégiens. Il s’exprimait avec lenteur et méthode. L’image d’un laboureur cheminant lourdement derrière sa charrue me hanta. J’avais devant moi un homme de la terre française, indéracinable. »

Il est « Agrégé d’Histoire », grade qui n’est accordé qu’avec parcimonie : quinze ou vingt élus chaque été, dans toutes les universités françaises. Voilà qui implique (ou qui impliquait, il y a trente-cinq ans), familiarité avec les classiques et sérieuse connaissance du passé. Nous sommes payés pour savoir qu’une grande culture ne suffit pas à créer un cerveau. Néanmoins, retenons ce trait. Même en pleine guerre, Daladier se délassait, le soir, à la lecture des historiens. Il avait donc une vue synthétique de ces événements où il tenait une grande place. Il n’était pas la feuille morte soulevée par le vent. J’ai parlé de son honnêteté matérielle. Il faut dire aussi : probité intellectuelle et poussée jusqu’au scrupule. Il se tourmentait sans cesse, roulant en pensée ses actes présents, anciens et futurs.

Édouard Herriot qui fut un grand professeur de rhétorique et qui enseigna au lycée et à l’Université de Lyon, m’a dit avoir conservé dans ses tiroirs quelques dissertations de l’élève Daladier, qu’elles sont des modèles du genre et que je serais surpris de ce que promettait le jeune homme. Pourquoi surpris ? Daladier ayant dû abandonner sa chaire de lycée pour servir quatre années sur le front (parti simple soldat d’infanterie, il en revint capitaine) [[98]](#footnote-98) et, après l’armistice de 1918, s’étant mis à exercer la profession de politicien, affectait une sorte de langage rude et sommaire. Allant causer avec lui, de temps en temps, lors de son premier séjour à la présidence du Conseil, en 1933, j’étais choqué de ce que ses remarques avaient de fruste et de court. Je l’entends encore [112] énoncer comme vérité incontestable, lui, ministre de la Guerre : « Le premier et le dernier mot de l’art militaire, c’est de construire une tranchée et de la tenir solidement. Tout le reste… » Je ne me souviens plus de la phrase qui suivait, mais sans doute s’achevait-elle sur l’inévitable : « C’est de la blague. » Dans une autre rencontre, je l’interrogeai sur la déclaration anglo-franco-italo-américaine du onze décembre 1932 qui accordait à l’Allemagne, dans le jargon de Genève, des « droits égaux en matière d’armement ». L’Allemagne avait claqué les portes de la conférence, au mois de juillet précédent et, par ce cadeau, sans rien exiger d’elle en contrepartie que de vagues promesses, les sages de Paris, Londres, Washington et Rome essayaient de l’adoucir et de la regagner. « Je dois confesser, m’avoua Daladier, que le cabinet a ratifié cette déclaration sans en mesurer la portée. » De telles phrases ne m’étaient jamais sorties de l’esprit et j’étais prévenu contre celui qui les avait prononcées. Le bon M. Herriot essayait de changer mon jugement. Témoignages plus probants : ceux d’un haut fonctionnaire et d’un financier de grande perspicacité qui pénétrèrent dans les délibérations du président du Conseil de 1939-40. Le fonctionnaire se porte garant de l’intelligence politique de Daladier. Le financier lui attribue une singulière intuition des problèmes monétaires : on sait que, sur ces abstractions, font naufrage la plupart des hommes publics. Il fut dit un jour à la Chambre des Communes qu’une vingtaine de députés, tout au plus, pouvaient suivre les experts de la Trésorerie dans certains de leurs raisonnements. Même si l’on se refuse à oublier qu’en octobre 1934, au congrès du parti radical-socialiste, Daladier, en mal de démagogie, jeta dans le débat un système insensé de « monnaie fondante », emprunté à je ne sais quelle gestion municipale autrichienne, il n’y a plus qu’à s’incliner. Mais alors pourquoi tant d’erreurs majeures et mineures lui sont-elles imputables ?

Voici la réponse presque unanime. Il n’a pas de volonté. Il ne parvient à une décision que par le processus le plus laborieux et le plus lent. II a de l’esprit de finesse et, nous avons déjà dit le mot, de l’intuition. Nul n’a pu lui contester un flair parlementaire très aigu, tout au moins dans son dernier passage à la présidence du [113] Conseil. Justement parce qu’il n’est pas à même de prendre des résolutions brusques et brutales, il laisse agir sur lui ce que Leibnitz appelait les « petites perceptions ». Il ne les étouffe pas comme font les impétueux. Il n’est pas intellectuellement agile. Il attend que, par un travail sourd et incessant, elles l’inclinent et le précipitent vers l’acte. Il a la clairvoyance de l’aboulique. Mais il attend longtemps, très longtemps, indéfiniment. Entre-temps, il ne cesse de se déjuger.

Le plus souvent, il cède à la pression de ceux qui l’entourent. Il n’est pas de ces hommes solidement trempés et imperméables aux agitations du dehors que rien ne détourne de leurs idées et sentiments. Il ne marque pas les autres de sa griffe, il est plutôt marqué de la leur. Il n’est pas un personnage convexe à la Clemenceau : il est concave. Sa politique est toute bosselée de forces contradictoires qui s’exercent sur elle et, avec quelque fourberie, il s’efforce à dissimuler la déformation. Je me suis toujours étonné que des journalistes, anglais et américains surtout, aient pris l’habitude de le comparer à un taureau. Du taureau, il a, si l’on veut, la forte encolure, mais certainement pas le goût de foncer droit sur l’obstacle. Son air taciturne, son parler laconique, sa voix sourde, ses rudes manières, ont introduit la métaphore. « Ce jeune taureau sent l’étable » s’exclama Caillaux, portant un jugement sur Daladier, président du Conseil, pour la première fois, en 1933. Il en dénonçait ainsi la rusticité politique. L’image ne doit pas être poussée plus loin. Il faut l’évoquer plutôt le front pensif, les yeux tristes, assez mélancolique. Les ministres anglais, il est vrai, l’ont vu différent de ce qu’il était au naturel, parce que, jeté dans l’action d’une conférence, n’ayant plus le temps de délibérer avec lui-même et d’hésiter, il empruntait pour quelques heures toutes les apparences de la résolution et de la force. Au demeurant, il était faible et flottant. Que les événements l’aient transformé en dictateur : ce fut un jeu de la nature. Dictateur malgré lui.

[114]

[115]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre II

Un dictateur malgré lui,  
qui, dans le passé, n’a procédé  
que par volte-face.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Étrange dictateur. À l’origine de son pouvoir, ne cherchons pas le désir patriotique ou l’ambition de gouverner la République, ou même le sentiment de l’éminente dignité de l’État, ressort de tous les ministres qui accomplissent leur devoir. Ne cherchons pas non plus cette aspiration du peuple vers un maître, vers un frein, vers des éperons, qui peut créer le despote. « O Corse à cheveux plats, que la France était belle au grand soleil de Messidor !… » Non. Dans le cas de Daladier dictateur, la part de la volonté se réduit à ceci : en 1933, dirigeant son premier cabinet, il a dû reconnaître que le jeu normal des institutions était arrêté par la complexité et la gravité des problèmes financiers et il a prévu, peut-être avant tout autre, que la République française devrait, à l’instar de la République de Weimar, en juillet 1930, dispenser le chef de l’exécutif d’accomplir les réformes les plus urgentes par des lois régulièrement discutées et votées, l’autoriser à légiférer, par décret simple, toute ratification parlementaire étant renvoyée à un avenir proche. Devançant la plupart, Daladier s’est avisé de cette nécessité. Mais quand il fut renversé, en octobre 1933 et, appelé derechef au ministère, en janvier 1934, quand il se retira après quelques jours, le lendemain du tragique 6 février, il n’avait même pas eu le temps de solliciter le privilège. C’est la conjoncture tragique créée par sa faiblesse gouvernementale qui convainquit le Parlement de l’accorder à son successeur, M. Gaston Doumergue. Et il a fallu que tous les présidents du Conseil, de 1934 à 1938, aient eu le bénéfice de l’innovation, à l’exception de [116] Pierre-Étienne Flandin, en mai 1935 et de Léon Blum, en juin 1937 et en avril 1938 [[99]](#footnote-99), qui essuyèrent le refus de l’une ou de l’autre assemblée et durent s’en aller, pour que Daladier, réapparaissant à la tête du Cabinet, le 10 avril 1938 et s’y perpétuant jusqu’au 20 mars 1940, reçoive, lui aussi, le nouvel *imperium*. Il lui fut conféré d’autant plus large que les affaires intérieures et extérieures s’aggravaient de mois en mois, et que le public, lassé de tant d’expériences contraires — l’expérience du Front Populaire après celle de l’union nationale — n’était pas loin de désespérer du régime parlementaire.

Pleins pouvoirs le 12 avril 1938, limités dans le temps au 31 juillet, pleins pouvoirs encore le 5 octobre, pleins pouvoirs le 19 mars 1939, le délai étant, cette fois, allongé jusqu’en novembre. Le 3 septembre, est entrée en vigueur la loi relative à l’organisation de la Nation en temps de guerre qui, dans son article 36, confirme et élargit l’omnipotence du chef du gouvernement. Ce n’est pas assez. Une loi du 2 décembre y ajoute encore. Il est donc bien vrai que Daladier, au cours de ces vingt-trois mois et dix jours de ministère, fut à même d’exercer la fonction législative à la place du Parlement forcé d’entériner, à intervalles plus ou moins étendus, ce qui avait été promulgué et appliqué en dehors de lui. Mais le point de départ du processus, ce sont des velléités de Daladier qui remontent à l’été de 1933 et une défaillance insigne qui date de février 1934. On ne peut donc parler de volonté claire et tenace.

Écrire « dictature » et ne pas autrement préciser, serait rester à la surface des choses. Il faut découvrir ce qui existe au-dessous : un pays coupé en deux, des partis politiques divisés sur toutes les questions intérieures et extérieures appelant règlement, qui n’osent plus se manifester et ne survivent qu’en tant que sociétés d’assistance électorale, un président du Conseil accepté de la plupart non point parce que source d’énergie et d’action, mais parce que divers dans ses desseins, dans ses gestes d’hier et d’aujourd’hui. [117] Les politiciens les plus différents, le réformateur et le conservateur social, le partisan de la résistance aux États totalitaires et le Munichois croient ou affectent de croire, chacun de son côté, que le « président » est leur homme et que ses concessions à l’adversaire ne sont que tactique provisoire. Les « durs » soutiennent Daladier de crainte que, s’il est jeté dehors, un « mou » ne s’empare des leviers de commande et les « mous » raisonnent à l’avenant, en sens inverse. Mais le chef de l’exécutif est-il de taille à négliger, à ignorer délibérément toutes les factions et à ne s’inspirer que des besoins de la France en guerre ? Hélas, il ne suit que de trop près les intrigues des uns et des autres et, les yeux fixés sur elles, dose trop souvent ses résolutions. À ce prix, il maintient un vernis d’unanimité nationale, un vernis qui s’écaille et se dégrade au moindre choc un peu brutal.

Telle est la réalité. L’omnipotence spécieuse de Daladier est issue de l’atonie parlementaire constatée après la démission du deuxième cabinet Blum, (7 avril 1938), c’est-à-dire après la clôture de l’expérience du Front Populaire et qui frappe tous les observateurs. Par exemple, le règlement de Munich dont le pays fut si profondément troublé, ne suscita, le 4 octobre, à la Chambre des Députés, que le débat le plus rapide et le plus futile [[100]](#footnote-100). Les orateurs, à un ou deux indépendants près, s’ingénièrent à esquiver le problème, chacun redoutant d’aliéner une fraction de sa clientèle. De même, le lendemain, la deuxième loi des pleins pouvoirs soumise par Daladier passa comme une lettre à la poste.

Daladier ne superpose pas à cette démission morale du Parlement le moindre dynamisme. En dépit de ses airs indépendants, il a par trop tiré sa substance, au cours des années, de la politique faite au jour le jour. Et plus que quiconque peut-être, il porte la responsabilité du schisme de la Nation française. Certes, il n’a pas eu l’intention des choses qu’il fit. L’accident s’en est mêlé. L’accident, mais aussi beaucoup d’incertitude et d’incompétence. Encore un coup : au sens matériel du mot, son honnêteté n’est pas en cause. Mais, dans les circonstances à peu près normales de 1933, [118] il n’a pu faire marcher la machine parlementaire à la manière impérative de Clemenceau et de Poincaré. À plus forte raison est-il incapable de la remettre en marche maintenant qu’elle est enrayée. En dépit de ses prétentions, il n’est pas à même de gouverner au-dessus d’elle.

Pour comprendre profondément ce qui lui est arrivé, il convient de pénétrer dans ce parti radical-socialiste dont il est le président, et qui l’a produit comme l’arbre produit le fruit [[101]](#footnote-101). Ce n’est pas un parti comme les autres. Les radicaux-socialistes représentent la classe sociale la plus stable dans ses intérêts, ses préjugés, ses sentiments : paysans possédant quelque bien, petite bourgeoisie urbaine, médecins et avocats de second ordre pour la plupart, fonctionnaires, le gros des commerçants au détail. Alors que les conservateurs de la droite et du centre n’ont jamais su se réunir et se répartissent entre de médiocres états-majors animés les uns contre les autres [[102]](#footnote-102), les radicaux-socialistes prennent appui sur des cadres solides : les services administratifs (puisque les employés de l’État sont des leurs) et les loges de la franc-maçonnerie [[103]](#footnote-103). À tout prendre, ils ont dirigé la France depuis que l’affaire Dreyfus dépouilla les « modérés » de leur quasi-monopole gouvernemental.

Pendant les vingt dernières années, les socialistes qui se recrutent dans le prolétariat des villes et des campagnes et parmi les fonctionnaires de la catégorie la plus humble (postiers, instituteurs) [119] et, de ce fait, possèdent eux aussi des cadres, les ont rongés et amenuisés sérieusement, en raison d’une idéologie assez entraînante. Au point d’avoir envoyé à la Chambre, en mai 1936, un nombre de députés plus grand que le leur. Mais la clientèle radicale-socialiste ne peut guère se dissoudre. À travers les révolutions, elle se retrouvera toujours. Elle a acclamé Napoléon III vers 1860 comme elle acclamait, dans les dernières décades, les « présidents » Herriot, Chautemps et Daladier [[104]](#footnote-104). Il y a là quelque chose d’incompressible. Les éléments de la petite classe moyenne qui s’enrichissent et s’élèvent dans l’échelle sociale s’articulent de façon diverse au point de vue politique, de la même façon que se différencient leurs nouveaux intérêts. Mais, le reste, c’est-à-dire la masse, demeure immobile.

La France est, surtout, une Nation de petites gens dont, en politique, le parti radical-socialiste représente assez bien le type courant. Cette classe a été tenue loin des avenues du gouvernement sous l’ancienne royauté et également sous la monarchie de juillet qui favorisa la haute bourgeoisie, les ploutocrates de tout acabit. Elle n’a eu que deux régimes selon son cœur : le Second Empire et surtout la République de 1875 — non pas celle de Thiers et de Mac-Mahon ni même de Gambetta, de Ferry, de Casimir-Périer, de Poincaré — mais celle qui prit figure au tournant du siècle. Elle fait sonner très haut les mots : démocratie radicale et, les trouvant usés, se pare de l’épithète socialiste. Encore faut-il s’entendre.

Envers le pouvoir central, elle est d’une méfiance quasiment atavique. Ainsi s’explique-t-il que la participation à l’autorité gouvernementale signifie avant tout, pour elle, protection contre l’État. Protection contre l’État par l’exploitation de l’État : avantages matériels, faveurs administratives variées, tout ce qui est couvert en anglais par le mot : « patronage ». La jalousie sociale, la jalousie et non pas la haine : voilà le ressort des radicaux-socialistes. [120] Pour comprendre ce sentiment, il faut avoir pénétré dans les querelles des petites villes et des villages français. Vexations infligées à la femme du médecin par le « château » uni au presbytère, etc. Tout s’est détendu dans le dernier quart du siècle et le curé, après la séparation de l’Église et de l’État qui le priva de sa portion congrue et le rejeta sur la charité publique, est rentré dans le peuple, a rompu avec le hobereau. Mais le pli ancien subsiste. Désir d’une revanche sur le plan politique. Désir de remplacer plutôt que de supprimer.

La masse radicale-socialiste élit volontiers des hommes qui parlent le langage des républicains doctrinaires du XIXe siècle, qui se targuent d’être toujours dans le mouvement et qui frayent avec les socialistes pour la simple raison que tous les gens de gauche succomberaient devant les « réactionnaires » sans le cartel électoral rendu possible par le recours à un deuxième tour de scrutin quand la majorité absolue ne s’est fixée sur aucun candidat au premier. Elle exige sans cesse des réformes de nivellement social. Mais à condition que ces mesures concernent seulement les détenteurs d’une fortune supérieure à ce qu’elle estime normal, à ce que possède l’homme moyen. Elle devient féroce (ou plutôt elle devenait féroce, car elle commence à s’assouplir) dès que son porte-monnaie est en péril. Godefroy Cavaignac, l’un de ses leaders, eut beau gagner les élections de 1898 avec un projet d’impôts sur le revenu : elle a longtemps mis ce prélèvement fiscal en échec dans les campagnes.

La vie du parti est un pénible balancement entre la droite et la gauche. Il n’a cessé de regretter l’âge d’or où « l’anticléricalisme », le rachat des « réseaux » de chemin de fer, etc., formaient l’essentiel de son programme.

Rien n’est aussi étriqué, aussi étroit que l’image de l’univers politique spécifiquement radicale-socialiste. Le congrès annuel, chaque mois d’octobre, avant la rentrée parlementaire, faisait les délices des journalistes à cause des fossiles extraordinaires qui, du fond des loges provinciales, y accouraient. Les caricaturistes s’en donnaient à cœur joie. Donc, petit monde médiocre, aussi peu préparé que possible à traiter les grandes affaires. Communauté [121] en partie paysanne qui, dans la vie politique française, tient une place comparable à celle du *Middle West* aux États-Unis — un *Middle West* mêlé de *Tammany*. Mais, profondément enfoncée dans des idées et des sentiments sommaires qui ne changent pas, elle se comporte comme un balancier. Contre les poussées violentes qui se propagent alternativement de la droite et de la gauche, elle sauvegarde l’équilibre du pays. Elle oscille tantôt d’un côté, tantôt de l’autre. Pour changer de métaphore, elle est le creuset où s’élaborent les compromis et les compromis sont l’âme d’un régime d’opinion.

Les radicaux-socialistes, pendant longtemps, se sont accommodés de cette passivité relative. Prépondérants dans le Parlement, ils ont toléré que la présidence de la République, le ministère des Affaires Étrangères, parfois même la présidence du Conseil, soient dévolus à des hommes qui n’étaient pas de leur bord et avec lesquels ils ne pouvaient nouer que des alliances occasionnelles : Loubet, Delcassé, Waldeck-Rousseau, Fallières, Rouvier, Poincaré, Jonnart, Millerand, Briand, Viviani. Ils avaient le sentiment d’être inférieurs à certaines fonctions, notamment celles qui touchaient à la diplomatie, à la représentation extérieure : ils redoutaient que leurs choix, s’ils s’avisaient de les imposer, ne fussent pas ratifiés par le public. Avant 1914, Émile Combes et Gaston Doumergue, issus de la paysannerie aisée, furent les seuls Premiers sortis de leurs entrailles. Mais celui-ci se retourna contre eux furieusement et, à partir de 1924, comme président de la République et, en 1934, comme chef d’un gouvernement d’Union Nationale.

Parvenu aux honneurs, le « radical-socialiste » fait rapidement peau conservatrice. Clemenceau, bien que classé radical-socialiste, relevait d’un modèle jacobin, individualiste, aristocratique, romantique, devenu assez rare : il mena le parti à coups de trique lors de ses ministères de 1906 et de 1917, le coupa en deux aux élections de 1919, s’acharnant sur la fraction qui n’avait pas voulu entrer dans son « Union Nationale ». Et Joseph Caillaux, fils d’un ministre de Mac Mahon, talon rouge et expert financier non exempt de pédanterie, s’est longtemps conduit, dans le parti, à la [122] manière d’un Alcibiade et d’un Catilina, n’a exercé sur lui qu’une influence intermittente. Les radicaux-socialistes n’ont vraiment dominé la République, avec des chefs de leur crû, qu’après 1924 [[105]](#footnote-105). Ce fut l’ère des trois présidents susnommés et Daladier s’est graduellement dégagé du peloton comme le plus doué pour l’art gouvernemental. Ére de complaisance et de facilité. Tout est traité sur le plan de la camaraderie. Les ministères se succèdent (on en compte six de juin 1932 à février 1934), mais les « crises » ne sont que ce que les Anglais appellent des « reconstructions ». Les mêmes hommes restent dans le cabinet : ils se contentent de changer de portefeuille. Ce n’est pas autrement qu’Albert Sarraut fut ministre une trentaine de fois, Queuille, médecin de la Corrèze, une vingtaine. Quelque continuité est obtenue par une sorte de haute fréquence. On dénonce couramment la brève existence des ministères français. L’autre côté du tableau, dans la République de 1875, c’est l’immanquable retour au pouvoir de ceux qui en sont partis rapidement. M. de Freycinet, ministre de la Guerre en 1871, réapparut comme ministre d’État pendant la guerre de 1914 : il avait quatre-vingt-huit ans. Sa longévité ministérielle, plus surprenante que sa vieillesse lucide, était, en Europe, un phénomène sans égal. Poincaré, Georges Leygues, Barthou, jeunes ministres de 1893, détenaient encore des portefeuilles en 1929, 1930, 1934, respectivement. La règle des « trois chemises sales » est plus vivante en France qu’ailleurs. Imaginons un miséreux disposant de trois chemises et ne pouvant débourser les frais de blanchissage. Irrésistiblement, la chemise qu’il n’a pas mise depuis le jour le plus éloigné lui semble plus propre que les deux autres.

Le malheur fut que des hommes aussi faiblement trempés que les « trois présidents », prisonniers de leur clientèle et de l’alliance indispensable avec les socialistes, aient eu à résoudre des problèmes financiers, diplomatiques et militaires d’une exceptionnelle [123] complexité et que les partis modérés, eux-mêmes à la remorque de chefs extrêmement bornés, aient, d’abord, donné, à leur sujet, l’exemple des plus graves erreurs, puis méconnu ce que les radicaux-socialistes représentaient de fondamental et de permanent dans le peuple français. Ces prétendus conservateurs se sont flattés de déshonorer les chefs radicaux-socialistes, de les annihiler dans les circonscriptions. Par leurs campagnes passionnées, ils les ont poussés du côté de Léon Blum et même de Thorez, le chef communiste. Ce fut la destruction du balancier.

En 1933, avec une politique de « déflation », de fidélité obstinée au contenu or de la monnaie tel que Poincaré l’avait décrété cinq ans plus tôt, il n’était pas possible d’équilibrer le budget. Daladier tenta l’aventure comme tant d’autres après lui. Il ne réussit qu’à dresser contre ses mesures les fonctionnaires, les pensionnés, grands et petits. En décembre, le scandale Staviski mit en évidence qu’un condamné de droit commun pouvait, non seulement échapper à la prison, mais réussir de gigantesques escroqueries, trouver des complices sous la toge et l’hermine. Ce fut l’étincelle qui alluma l’incendie : tous les mécontents s’enflammèrent. Dans les rues parisiennes, les ligues de droite s’exercèrent à des manifestations, à des conflits avec la police qui, traités légèrement par Chautemps, s’aggravèrent de jour en jour. Daladier, appelé au pouvoir pour rétablir l’ordre public, son outrecuidant et louche ministre de l’intérieur, Pierre Frot, son incompétent préfet de police, Bonnefoy-Sibour, ne surent préserver le Parlement de la ruée des manifestants qu’en ouvrant le feu, (6 février 1934). Il y eut seize morts. Le lendemain, le président du Conseil abandonnait son poste [[106]](#footnote-106). Il était donc prouvé que la violence employée contre lui pouvait être fructueuse, que des séditieux menaçaient la République, que l’émeute était péniblement contenue. Une prime avait été payée aux extrémistes de droite : la gauche s’orienta vers des représailles. Dorénavant, les Français se classèrent en deux groupes ennemis. Entre eux, l’abîme s’approfondit et par la faillite du cabinet d’Union Nationale et par la réaction personnelle [124] de Daladier qui, traité de mitrailleur, injurié, abandonné de tous, chercha le salut, contre l’avis d’Herriot, dans la fondation du Front Populaire non seulement avec les socialistes, mais avec les communistes. « Quand on a perdu le pouvoir, c’est aussi loin que possible vers la gauche qu’il faut aller le reprendre. » Cette réflexion est de lui.

Il était très grave que le parti radical-socialiste, solidaire d’un milieu social pondéré, fût précipité à ce point vers l’extrême gauche. Aux élections de mai 1936, Léon Blum passa au premier plan. Daladier, vice-président du Conseil, ministre de la Défense Nationale, donna son aval silencieux aux « grèves d’occupation », à la législation sociale aventureuse qui suivit, aux deux ministères de Blum, se promettant de liquider l’aventure dès que le sentiment de la majorité aurait suffisamment tourné. En avril 1938, le reflux se dessina. Et Daladier de défaire peu à peu ce qui n’aurait jamais pu être fait sans lui, de ramener les radicaux-socialistes vers le centre, de réparer le balancier. Excellente intention, mais il n’était point si aisé de rétablir l’unanimité nationale. Les possédants ne pouvaient plus oublier tant de drapeaux rouges flottant sur les usines arrêtées, tant de poings tendus au passage de leurs automobiles. Ils avaient eu la vision de la révolution en marche. Désormais, Hitler et Mussolini prenaient figure d’alliés de leur classe sociale plutôt que d’ennemis de leur Nation. Quant aux non-possédants, ils se remémoraient la reddition gouvernementale devant la multitude ameutée place de la Concorde, décelaient des préparatifs de coups d’État fasciste, imputaient avec aigreur aux capitalistes et aux capitaux la ruine du Front Populaire. La Nation française traversa une crise passionnelle comparable à celle de l’affaire Dreyfus, mais plus fondamentale. Ni groupements politiques ni familles ne restèrent indemnes.

Il serait injuste de faire retomber sur une seule tête la responsabilité d’un déchirement intérieur aussi tragique. Mais, aux tournants critiques de cette histoire, Daladier, plus que tout autre, par ce qu’il accomplit ou par ce qu’il n’accomplit pas, détermina le cours des événements.

Aucune carrière politique, à notre connaissance, ne recèle autant [125] de volte-face et, apparemment, nul homme de gouvernement ne s’est aussi peu soucié des antimonies qu’il embrassait. Il ne paraît même pas avoir conscience des démentis qu’il s’inflige à lui-même. Nous ne faisons pas seulement allusion au fait qu’en moins de deux années, il a produit et détruit le Front Populaire. Sur d’autres plans, revirements analogues. Son ministre des Finances de 1933, Georges Bonnet, et son ministre des Finances de 1938, Paul Marchandeau, conduisent les affaires au rebours du bon sens : il congédie celui-ci en novembre (parce que mis en présence d’une solution de désespoir, le contrôle des changes) et installe dans le poste vacant Paul Reynaud [[107]](#footnote-107) qui n’a cessé depuis longtemps de prôner une politique diamétralement contraire à celle de ces deux hommes. Mais Reynaud a-t-il été choisi parce qu’il avait raison sur le fond ou plutôt parce que représentant la ligne de moindre résistance ? Au sujet du désarmement, nous avons entendu Daladier en 1933, répéter qu’il ne consentirait à diminuer la force de l’armée française, armes et effectifs, que si des traités de coopération militaire étaient conclus à Genève contre l’agresseur éventuel. À l’improviste, il lâche cette thèse cent fois affirmée : il réduit la contrepartie à un contrôle international exercé sur les établissements militaires de tous. Voilà comment il persiste dans ses idées [[108]](#footnote-108) ! En juin 1933, il conclut le fameux pacte des quatre grandes puissances qui, si l’Allemagne ne s’était pas brutalement retirée de la Société des Nations, de la conférence du Désarmement, etc., en octobre, aurait soumis l’Europe au directoire de Paris-Londres-Berlin-Rome, anéanti les alliances de la France et l’institution genevoise elle-même. Tentative avortée, mais qui, [126] avec la déclaration du 11 décembre 1932 relative à l’égalité des droits, poussa la Pologne dans les bras de l’Allemagne. M. Georges Bonnet raconte que, se reposant à St. Georges de Didonne, près de l’embouchure de la Gironde, en septembre 1933, il reçut de Daladier un télégramme le rappelant d’urgence à Paris. Il se rendit à l’invitation et le président du Conseil lui fit part de l’étrange projet dont Hitler venait de le saisir [[109]](#footnote-109). Les chefs des gouvernements français et allemand se rencontreraient dans une villa de la Forêt-Noire, à l’insu de tous. Ils s’y rencontreraient périodiquement (les journalistes rigoureusement tenus à l’écart) jusqu’à l’achèvement de la réconciliation franco-allemande. Le résultat une fois acquis, Hitler et Daladier se mettraient en route vers le Rhin à la tête de grandes armées et, à égale distance des deux berges, sur un îlot ou sur un pont, consacreraient un monument à l’abolition du conflit séculaire. « Mais croyez-vous donc que le secret sera bien gardé ? » objecta Georges Bonnet. Daladier, ajoute-t-il, ne se détacha pas de cette fantasmagorie. Ce fut la Chambre des Députés qui, sans le savoir, renversa la folle architecture, le mois suivant, en refusant de priver les fonctionnaires et pensionnés de la moindre fraction de ce qui leur était payé.

Telles avaient été les incursions de Daladier dans la politique étrangère quand, en 1938, il reprit charge des affaires de l’État. Sir John Simon et Neville Chamberlain n’avaient rien à lui envier en matière « d’apaisement ». Cependant, avant et après le règlement de Munich, il ne cessa de censurer Bonnet, le ministre des Affaires Étrangères, d’interpréter sa louche direction de la diplomatie française dans les termes les plus outrageants, quitte, du reste, à ne le contenir que d’une main inattentive [[110]](#footnote-110). Mais c’est au [127] retour de Munich, le 30 septembre, que se déroula la scène déplaisante entre toutes.

Daladier, dans l’aéroplane ne se leurrait aucunement quant à l’importance du revers diplomatique subi. Il voyait l’avenir tel qu’il devait être. Il traduisait tout haut les sombres pensées qui l’agitaient. L’aérodrome du Bourget se rapproche. Une grande foule y est assemblée. Le président du Conseil appréhende des huées à l’atterrissage. Surprise ! Georges Bonnet accourt vers lui, chapeau levé et l’embrasse. Des acclamations retentissent. Le président ne les décourage pas du geste. Il ne s’écrie pas : « Point de réjouissance, la leçon que vous devez tous retenir, c’est d’être plus unis, forts et résolus ! » Cyniquement, il accepte le triomphe qu’il ne mérite pas. Quel écœurement de le voir, debout dans la voiture aux côtés de Bonnet, bras en l’air, remercier les Parisiens de leurs applaudissements. Je déjeunais chez Larue avec un diplomate étranger et nous venions d’échanger des propos assez tristes. La ville était baignée de sa lumière de septembre. Un grand remous populaire, des cris joyeux nous firent sursauter. Étonnés, nous nous précipitâmes dans la rue. Le cœur serré, nous comprîmes aussitôt ce qui se passait. La première capitulation de la France était exaltée à l’égal d’une victoire. Peu après, au congrès radical-socialiste de Marseille, Daladier couvrit sa position nouvelle d’une singulière théorie politique. Au principe de l’équilibre européen, fondement perpétuel de la diplomatie française, il substitua la notion du repli impérial. Dieu sait qu’il n’en était pas dupe ! Il n’avait pas à apprendre que les colonies se gagnent et se perdent dans les batailles du continent. Et, toutes ces palinodies, pour en arriver à déclarer la guerre, un an plus tard, afin de sauvegarder l’équilibre !

[128]

[129]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre III

L’entourage, l’inimitié  
envers Reynaud et Blum

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le voilà donc assis dans une omnipotence qui ne correspond guère à son tempérament et dont il ne peut user qu’en se faisant violence à lui-même. Il n’est emporté ni par un élan intérieur ni par un programme arrêté une fois pour toutes. Conscient de sa faiblesse, il la croit apparente à tous. Il est inquiet, ombrageux, jaloux de son autorité, prompt au soupçon, renfermé, ne possédant ni l’autonomie de l’intelligence ni celle du caractère. Se méfiant instinctivement des hommes qu’il ne connaît pas de longue date, il confère par là une grande influence aux gens qui l’approchent, de nombre assez restreint.

Il aspire du reste à s’élever au-dessus de lui-même et de bons conseillers, évoquant l’image du chef qu’il pourrait être, sont à même de provoquer en lui une sorte d’émulation. Ayant pris charge du ministère des Affaires Étrangères, le 13 septembre 1939, il reçoit le matin et le soir en même temps que M. Champetier de Ribes, sous-secrétaire d’État, M. Alexis Léger, secrétaire général du quai d’Orsay et M. Robert Coulondre, ancien ambassadeur à Moscou et à Berlin, son directeur de Cabinet pour les Affaires Étrangères. Les deux diplomates l’instruisent méthodiquement de la correspondance, placent sous ses yeux le tableau international. À une exception près sur laquelle nous nous expliquerons, sa conduite de l’action extérieure est, en somme, assez éclairée. Par exemple, Mussolini, après la défaite de la Pologne, estimait que ni la France ni l’Angleterre ne montreraient de constance dans leur entreprise guerrière et qu’une vaste négociation s’amorcerait bientôt, une négociation de « paix blanche ». Bonnet, par son attitude générale devant M. Guariglia, ambassadeur d’Italie à [130] Paris, avait entretenu à Rome cet espoir. Daladier y coupa court, dès la première entrevue, en quelques mots tranchants. Et le *Duce* se garda bien de jouer le rôle que Berlin lui avait assigné auprès de Staline dans « l’offensive de paix » mise en branle, le 6 octobre, par un discours du *Führer*. Grâce à la fermeté de Daladier, le dictateur fasciste douta de la victoire allemande, bien qu’il la désirât passionnément, jusqu’au mois de janvier 1940. De même, si le traité anglo-franco-turc du 16 octobre 1939 ne fut pas vidé de sa substance par les exigences du Kremlin auxquelles M. Saracoglou avait fait droit (en aucun cas, selon lui, la Turquie ne devait être impliquée dans la lutte contre l’Allemagne), c’est que Daladier s’interposa : « Pas de contrat qui ne soit qu’une forme vide [[111]](#footnote-111) ! » À la présidence du Conseil, les fonctionnaires du Cabinet ne paraissent pas avoir joué de rôle : un maître des requêtes à la Cour des Comptes, M. Clapier, homme estimable, de souche terrienne lui aussi, un préfet, M. Génébrier et un général à vrai dire fort munichois, Decamp. On n’en saurait dire autant du foyer où Daladier allait se distraire après son labeur. Nous voilà devant un petit groupe qui n’a pas secondé sa fortune.

Madame Daladier, fille d’un médecin qui soigna M. Poincaré, était morte depuis plusieurs années. Le président du Conseil vivait avec ses deux fils et une sœur. Petit appartement assez lugubre. Melle Daladier servait son frère et, à l’occasion, de rares invités, simplement, dignement, à la provençale. Ni luxe, ni confort, ni raffinement dans ces pièces étroites. On y comprenait pourquoi toute préoccupation d’argent était étrangère à Daladier. Cependant, la marquise de Crussol lui entrouvrait la vie parisienne. Enjouée, plutôt jolie avec son nez busqué, elle tient le sens des affaires de sa famille bretonne qui amassa une assez belle fortune à mettre des sardines en conserve. Elle est intéressée et même cupide. Elle gouvernait impérieusement l’insignifiant cadet de grande famille qu’elle avait épousé. Sa vocation, de plus en plus [131] accentuée, fut de se subordonner des ministres, anciens ministres, hauts fonctionnaires et financiers. Contrairement à Mme Hélène de Portes, l’amie de Paul Reynaud, Mme de Crussol ne s’est pas mêlée ostensiblement des affaires de l’Etat. Elle s’est tenue discrètement au second plan. D’ailleurs, les racontars haineux et malveillants dont elle fut poursuivie après le 6 février lui avaient enseigné la prudence, et Daladier, au besoin, la rabrouait vertement. Elle le craignait et cachait soigneuse ment ses combinaisons. Elle pouvait exploiter le grand homme, mais il n’y voyait que du feu. Elle appartient à l’histoire parce que ses amis personnels formèrent vite le cercle intime du président. Ainsi deux hommes se donnèrent-ils mission d’interpréter à son usage « la cour et la ville » dont il était sans connaissance directe, claquemuré dans son bureau et n’ayant guère le « pied parisien » : Daniel Serruys et Emmanuel Arago.

L’helléniste Serruys apprit l’économie politique pendant la guerre de 1914-1918, quand il assista, en qualité de chef de cabinet, M. Albert Métin, ministre du Blocus et, je crois, ses successeurs. Directeur des négociations commerciales au ministère du Commerce, de 1920 à 1930, il représente, depuis environ dix années, une grande banque parisienne dans quelques conseils d’administration. Pendant longtemps je me suis délecté des feux d’artifice verbaux de Serruys, bien qu’ils ne laissassent jamais de traînée durable dans les ténèbres qu’ils prétendaient dissiper [[112]](#footnote-112). Comment et pourquoi, après avoir cru à la Société des Nations plus que de raison, ce virtuose des « déjeuners politiques » est-il devenu un totalitaire ? Je suis toujours resté perplexe. Emmanuel Arago, laid et vulgaire, déçu de ne compter pour rien au Petit Parisien dont son grand-père, M. Jean Dupuy, fut le fondateur, perpétuellement en quête d’une revanche dans la vie, dévoué comme un chien à la maîtresse de maison, est le type du bavard désœuvré qui se pique de suivre les intrigues de la capitale, y ajoute les siennes propres [132] et se perd dans le labyrinthe. Le mauvais travail de ce couple fut d’entretenir dans le cœur de Daladier, à l’égard de Paul Reynaud, un sentiment qui ressembla assez vite à de la haine et, envers Blum, une forte antipathie.

Reynaud n’a jamais été en amitié avec Daladier. De sa nomination au ministère de la Justice, en avril 1938, et à celui des Finances, sept mois plus tard, il était redevable à Mme de Portes qui, au bon moment, avait eu l’habileté d’entrer ou de rentrer en faveur auprès de la marquise de Crussol avec l’aide d’Arago papillonnant de salon en salon. Serruys dénonçait Reynaud sur le plan diplomatique et financier, mais, en réalité, derrière les doctrines, visait le personnage lui-même. Ce n’était pas seulement rivalité de beaux esprits, antagonisme de causeur mondain et d’orateur parlementaire. Il nourrissait un grief précis. Il avait obtenu de Daladier d’être nommé Haut Commissaire à l’Économie Nationale et il était blessé au vif que le ministre des Finances, résolu à voir dans ce département administratif une subdivision de sa propre pro­vince, le traitât ouvertement en usurpateur dont les recommandations ne valaient pas plus que bavardages de rhéteur. [[113]](#footnote-113) Il le desservait auprès du président du Conseil : jeu d’enfant vu que Mme de Portes remplissait Paris des quolibets de son ami sur le « dictateur », prédisait qu’il finirait par perdre la guerre, etc. L’intrigue eut des conséquences funestes. Travaillant ensemble et s’équilibrant mutuellement, les deux hommes eussent mieux servi le pays que chacun tirant de son côté.

Quant à Léon Blum, il était suspect dans ce petit groupe et comme ami personnel de Reynaud, en dépit de la divergence de leurs programmes, et surtout comme « marxiste ». Or, si mérités que puissent être les reproches adressés à Léon Blum, président du Conseil, si irritants que fussent les reliquats de son idéologie dans un univers fertile en affreux rappels à l’ordre, il n’en dominait pas moins les classes ouvrières de la façon la plus utile au salut commun. Ses articles du Populaire, lucides et mesurés, retentissaient [133] chaque matin comme un appel au devoir national, appel d’un intellectuel raffiné, sans doute, mais assez efficace contre la propagande des socialistes de capitulation, les Paul Faure, les Séverac et, à l’intérieur de la Confédération Générale du Travail, les Belin et les Delmas. Le concours des socialistes était indispensable à une conduite énergique de la guerre. Eh bien, on put voir Daladier, en quête de petites vengeances, intriguer avec les adversaires de Léon Blum dans le parti, miner la discipline nationale que celui-ci s’évertuait à y instaurer. Il n’y avait pas surabondance de patriotes au Parlement. S’en prendre à Reynaud et à Blum de façon constante et délibérée équivalait nécessairement à se rabattre sur les ministres et les parlementaires les plus douteux dans l’ordre de l’action extérieure.

Les premiers heurts désagréables des trois personnages s’aggravent à la fin de 1939. Daladier, pour faire voter la loi du 2 décembre concernant les pleins pouvoirs, avait dû surmonter, dans les deux Chambres, une répugnance assez tenace [[114]](#footnote-114). Il soupçonna Reynaud et Blum de l’avoir alimentée. Le 4 février, au dîner donné en l’honneur de Chamberlain, Halifax, Winston Churchill qui étaient venus assister à une session du Conseil Suprême [[115]](#footnote-115), le ministre des Finances ne fut pas invité. Daladier qui s’occupait nonchalamment à reconstruire son cabinet (entreprise annoncée en décembre et dont il ne vint jamais à bout) pensa reléguer dans un poste inférieur sinon éliminer complètement celui qu’il avait pris l’habitude de considérer comme un prétendant déclaré à la présidence du Conseil [[116]](#footnote-116). Mais il triompha à la Chambre dans le Comité secret des 9-10 février où le passage à l’ordre du jour fut voté sans ombre de dissidence. Il se sentit assez fort pour être généreux, pour dédaigner les embûches. « Qu’il reste s’il le [134] veut, mais qu’il ne répète plus que mon idée fixe est de le chasser et qu’il ne convoite plus ma place [[117]](#footnote-117) ! »

Cependant, le 15 février, Paul Reynaud prit l’offensive. Se conformant à la méthode de Mandel, il réclama dans une note péremptoire, le rationnement de l’essence, du charbon et surtout demanda que tous les ministères de compétence économique, Commerce, Agriculture et, il va sans dire, haut commissariat de l’Économie Nationale, dépendissent de lui. Dans la dictature du président du Conseil, il entendait donc se tailler une dictature particulière. Le 19, les deux hommes s’expliquèrent : ils ne s’étaient pas adressé la parole depuis près de trois semaines [[118]](#footnote-118). Reynaud sacrifia son collaborateur intime, ami des bons et mauvais jours. Palevsky que Daladier soupçonnait de verser des subventions au Populaire et dont les propos sur la prééminence intellectuelle du patron l’irritaient singulièrement [[119]](#footnote-119). L’affaire se dénoua, le 24, en Conseil de cabinet, Serruys présent par extraordinaire. Reynaud eut gain de cause sur le rationnement, mais ce qu’il appelait « l’unité de direction économique » lui fut dénié et avec des commentaires assez tranchants. Il eut quelque velléité de solliciter sa nomination à l’ambassade de Washington, puis il se soumit : « Le cabotin n’ira pas loin ! » Telle fut la phrase d’adieu qu’emporta Palevsky.

[135]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre IV

Juste conception de la politique à suivre.

Une machine gouvernementale et administrative  
qui ne fonctionne pas.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Sur la direction générale de la guerre, Daladier avait des vues justes. Il en savait assez sur ce qui manquait à l’armée française pour se mesurer d’égale à égale avec la *Reichswehr* et, sans doute, la connaissance relative qu’il avait de tant de lacunes s’unissait-elle chez lui à de pénibles retours sur le passé, à une mauvaise conscience. Dans toute l’histoire de la Troisième République, lui seul partage avec M. de Freycinet le privilège d’avoir été ministre de la Défense Nationale pendant cinq ans, dont quatre d’une seule traite : les points faibles de l’instrument, si jamais la défaite les mettait en évidence, lui seraient donc imputés sans rémission. Et il lui serait interdit de plaider les circonstances atténuantes, de se décharger sur quelque prédécesseur ou successeur.

Il n’ignorait pas que les choses ne pouvaient être bien rétablies avant l’automne de 1940 ou même le début de 1941. Comme Gamelin, il vécut dans la crainte que les Allemands n’interrompissent l’armistice de fait et ne forçassent la décision avant que les préparatifs essentiels eussent été faits. D’où la peine qu’il se donna pour installer Hitler dans la croyance que lui, Daladier, était resté au fond du cœur l’homme de Munich à travers toutes les vicissitudes et, tôt ou tard, fatigué de la tension guerrière, prendrait refuge dans un compromis. De mois en mois, il ne fut donc jamais à court d’une bonne raison pour se soustraire au projet de traité excluant toute négociation séparée d’armistice et [136] de paix, sur le modèle de la convention anglo-franco-russe du 4 septembre 1914, que, normalement, les cabinets de Londres et de Paris auraient dû conclure après la rupture avec l’Allemagne [[120]](#footnote-120).

Mais il fit plus. Certaines démarches pacificatrices de M. van Cliffen, ministre des Affaires Étrangères de Hollande, furent, sinon inspirées, du moins exploitées par le chef du ministère français pour égarer Hitler, l’ancrer dans l’espérance que l’Empire national-socialiste avait chance de parvenir à l’hégémonie continentale sans coup férir, sans être contraint de jouer son va-tout. Le *Führer* fut-il dupe de ces manœuvres ? Nous ne le pensons pas, mais, seuls, des Allemands seraient en mesure de répondre. Quoi qu’il en fût, on le sait déjà, Hitler avait besoin de l’armistice de fait pour remplacer certains engins, par exemple les chars reconnus insuffisants en Espagne, pour en accroître le nombre, pour accumuler armes et munitions jusqu’au niveau requis. Il prévoyait aussi que le moral français supporterait mal l’épreuve d’une inaction prolongée, que l’ajournement indéfini des hostilités proprement dites permettrait à la cinquième colonne d’opérer dans la déliquescence collective des Français. S’il fut joué, il n’y perdit rien.

Bien que peu de gens aient été mis dans le secret, il est incontestable que Daladier s’appliqua méthodiquement à égarer le dictateur nazi, qu’il montra, dans l’occurrence, beaucoup de sang-froid, une véritable puissance de dissimulation et qu’il ne se laissa pas entraîner, par son stratagème, au-delà des bornes qu’il avait marquées, qu’il sut résister aux Bonnet, Laval, Monzie usant de l’occasion pour le faire dériver jusque dans les pourparlers les [137] plus dangereux. Par là, il démontra combien sa résolution de relever le défi allemand, dans l’été de 1939, était solidement enracinée.

Mais voici le catalogue de ses défaillances. Il est très long.

Une charge beaucoup trop lourde pèse sur ses épaules. Seul, un géant de l’esprit et de l’action pourrait la soutenir et il n’est que de faible stature. La présidence du Conseil, les ministères de la Défense Nationale, de la Guerre [[121]](#footnote-121) et des Affaires Étrangères : c’est beaucoup trop pour lui et ce serait trop pour de plus robustes que lui. Trois fois depuis 1934, la présidence du Conseil a été séparée de tout département ministériel particulier, comme il est d’usage en Angleterre. Gaston Doumergue, Pierre-Étienne Flandin et Léon Blum ont entendu se réserver pour la direction générale de l’État, se comporter en véritables premiers ministres. À cette fin, l’hôtel Matignon, résidence de l’ambassadeur d’Autriche-Hongrie jusqu’en 1914, fut affecté au chef du gouvernement, à son secrétariat, aux services dépendant immédiatement de lui. Mais Laval, le successeur de Flandin, en juin 1935, ne s’est pas accommodé d’une telle division du travail et, porté à la cime du pouvoir, n’a point lâché le quai d’Orsay, sous prétexte que la gestion directe de certains grands services — le ministère des Affaires Étrangères, à tout moment, et celui de la Défense Nationale [138] en temps de guerre — confèrent aux titulaires une autorité propre à rendre illusoire la primauté du président du Conseil. La gestion des Affaires Étrangères, pour ne citer qu’un détail, comporte le maniement de « fonds secrets » beaucoup plus amples que ceux dont disposent les autres ministères et les « fonds secrets » contribuent à former l’opinion publique [[122]](#footnote-122).

Ministre de la Défense Nationale, de la Guerre et des Affaires Étrangères, Daladier aurait pu néanmoins se loger à l’hôtel Matignon pour signifier qu’il était, avant tout, le chef du gouvernement. Mais il n’a pas voulu déménager de la rue St Dominique, de la vieille maison ornée de grandes panoplies ou Clemenceau avait attendu, dans l’alternance de l’angoisse et de l’enthousiasme, la victoire de 1918. Nous avons décrit ses retournements inouïs. À quiconque le taxe d’inconsistance, ses amis répondent qu’il a toujours placé l’armée au-dessus des fluctuations parlementaires et électorales, que, dans le patriotisme vigilant et militant de l’homme d’État qui prépare le peuple au devoir suprême, il faut trouver son principe d’unité. Il a pactisé avec la gauche contre la droite et avec la droite contre la gauche, il a souvent agi à l’inverse de ses actes passés : c’était pour sauvegarder la défense nationale. Auprès de cet intérêt supérieur, quel autre intérêt pouvait donc compter à ses yeux ? Daladier n’est pas le premier politicien qui ait découvert qu’un dévouement aux choses militaires non exempt d’ostentation apporte l’excuse de bien des reniements. Son dédain de l’hôtel Matignon proclame qu’il est d’abord le chef civil des forces armées. Le reste vient après.

Aux Affaires Étrangères, Daladier occupe la place laissée vacante par Bonnet, le 13 septembre 1939, après la faillite de la politique d’apaisement et la déclaration de guerre. Il y est assisté d’un sous-secrétaire d’État, M. Champetier de Ribes, galant homme, catholique libéral, et des deux hauts fonctionnaires déjà nommés. Les affaires diplomatiques n’en réclament pas moins du président du Conseil, chaque jour, trois ou quatre heures d’attention. [140] Nous l’avons dit : elles n’ont pas été plus mal conduites avec ce système, que sous n’importe quel ministre n’ayant point à disperser son effort, mais sénateurs, députés et journalistes ne cessent de dénoncer le cumul et l’omnipotence des bureaux qui en découlent. Comme si les bureaux représentaient une force satanique ! Daladier répète souvent que la combinaison est provisoire, qu’il se défera du quai d’Orsay, mais que le temps de trouver un successeur convenable doit lui être laissé. Au début de l’année, il offre le poste à Édouard Herriot [[123]](#footnote-123). Celui-ci qui discerne sainement la volonté de guerre de Mussolini, redoute que l’opinion publique n’interprète sa nomination comme un défi jeté à l’Italie et ne se révolte le jour où l’Italie évoluera vers la belligérance. Il pose comme condition que le maréchal Pétain soit rappelé de l’ambassade de Madrid et, pour lui servir de caution, revêtu de la dignité de ministre d’État.

Pétain accepte l’offre du président du Conseil puis, travaillé par Pierre Laval, se récuse dans une lettre où il lance l’exclusive sur Herriot comme indigne [[124]](#footnote-124). D’ailleurs, Daladier se méfie de la projection politique du vieux soldat que François Piétri, corse dévoyé, italophile, et d’autres personnages du même acabit, sont allés relancer en Espagne, au mois de décembre. Rien ne sera donc changé. Il est intéressant de noter que Herriot se trouve être, chronologiquement, à l’origine de l’extraordinaire fortune politique du maréchal. C’est lui qui, le premier, pour ses fins propres, eut l’idée de l’introduire dans le cercle ministériel. Dès le mois d’octobre, Laval avait formé le projet d’un ministère Pétain dans lequel entreraient tous les anciens présidents du Conseil, y compris Daladier. Il avait même invité à déjeuner un [140] haut fonctionnaire avec lequel il était loin de s’être entendu, dans le passé, pour lui demander de convaincre le chef du gouvernement. Mais la première offre qu’ait reçue le maréchal vint du président du Conseil cédant aux instances du président de la Chambre.

Le travail de surveillance, de coordination et d’arbitrage dont s’acquitte bien ou mal tout président du Conseil, se complique, sous Daladier, du fait que l’équipe ministérielle est composite, hétérogène et que les personnages auxquels il a attribué des portefeuilles, tirent à hue et à dia. Nous avons parlé de sa querelle avec Paul Reynaud. Elle n’est point un cas unique. Au sujet de la politique internationale, Georges Bonnet, ministre de la Justice depuis le 13 septembre, Anatole de Monzie, ministre des Travaux Publics, Pomaret, ministre du Travail, pour ne pas mentionner Camille Chautemps, vice-président, remarquable, il est vrai, par la souplesse et l’élasticité, sont en discorde chronique avec Paul Reynaud [[125]](#footnote-125), avec Georges Mandel, ministre des Colonies, avec Albert Sarraut, ministre de l’Intérieur, Yvon Delbos, ministre de l’instruction Publique, César Campinchi, ministre de la Marine. Daladier a conçu son ministère, en avril 1938, comme une sorte de microcosme du parlement et, c’est le pire, il permet le plus souvent à chacun de se conduire en satrape indépendant. Les deux ministres de l’Air et de l’Armement, Guy la Chambre et Dautry, font figure de sous-secrétaires d’État, de subalternes du président du Conseil.

Dès la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, Daladier aurait dû reconstruire son ministère. Le précédent de 1914 témoignait en faveur d’un cabinet « d’Union Nationale » pour diriger le pays. Alors, le socialiste Jules Guesde et le royaliste Denys Cochin avaient siégé côte à côte. Mais telle était l’acuité de la lutte sociale que, cette fois, le chef de la droite, Louis Marin et le chef de la gauche socialiste, Léon Blum, ne pouvaient se coudoyer [[126]](#footnote-126). [141] En outre, par leurs sympathies et leurs menées totalitaires, deux anciens présidents du Conseil, Pierre Laval et Pierre-Étienne Flandin, s’étaient eux-mêmes exclus de l’œuvre de salut. Ils ne cessaient de réclamer « l’Union Nationale » (nous avons déjà vu Laval en campagne), mais ce n’était que pour trahir la Nation. Daladier ne pouvait donc user de la solution qui avait rendu service vingt-cinq ans plus tôt. Son devoir était d’enlever aux « défaitistes », aux protecteurs de la cinquième colonne, les portefeuilles dont il les avait nantis, en avril 1938, quand il ne pouvait encore s’affranchir de tout opportunisme parlementaire. Appelé au pouvoir en novembre 1917, Clemenceau avait fait passer la cohésion de son équipe avant toute autre considération, assemblant autour de lui des hommes de second plan, mais sur lesquels il pouvait compter. Son entretien avec Albert Thomas qui escompta l’échec du vieux batailleur et rejeta son invite, est resté fameux : « Thomas, vous êtes un jean-foutre ! » Évidemment, il ne fallait pas attendre de Daladier cette résolution brutale.

Par les Bonnet, les Pomaret, les Monzie et les Chautemps, Laval avait un pied dans la place. Autant dire que les passages souterrains où évoluait la cinquième colonne ouvraient sur la salle du Conseil.

La « reconstruction ministérielle » que Daladier prétendait sans cesse poursuivre, fut toujours de portée restreinte. Se libérer d’une partie de sa besogne colossale et donner des titulaires aux nouveaux départements ministériels dont la création s’imposait, l’Armement, l’information : tel fut son objet limité. Et il ne put jamais prendre sur lui de nommer un ministre de l’information. Georges Mandel me dit en mars : « J’ai compté trente parlementaires auxquels Daladier laisse espérer des postes ministériels. C’est devenu pour lui un procédé de gouvernement. »

D’après la loi du 11 juillet 1938, le Comité de Guerre devait assister le chef du gouvernement dans la conduite de [142] la guerre. [[127]](#footnote-127) Celui-ci ne le réunit qu’a intervalles fort irréguliers. Les grandes résolutions sont prises avec Gamelin, avec Darlan, avec Vuillemin, avec Champetier de Ribes, Léger et Coulondre, reçus séparément ou ensemble.

Toute question de personnes mise à part, la structure de l’exécutif appelle une refonte sérieuse dans une crise où il est tenu de se manifester avec force. Daladier ne tente aucune réforme. Il n’a pas su mettre de l’ordre dans le haut commandement militaire. Il s’est laissé intimider par Darlan. Et pourtant il avait affaire à des soldats qui ne pouvaient qu’obtempérer à un ordre. À plus forte raison, des ministres ayant à leur service toutes les ressources de l’intrigue parlementaire et journalistique préservent-ils leur autonomie sans trop de peine.

Sous le relâchement du centre nerveux ministériel, se poursuit la décadence de la machine administrative hors de l’armée aussi bien que dans l’armée. La France, depuis la réforme napoléonienne, avait eu le privilège d’une administration exacte, à travers tant de changements de régime. Qu’est-il arrivé ? À la longue, point d’administration forte et laborieuse sans gouvernement fort et résolu. Le sentiment du service de l’État s’efface inévitablement sous des séries de ministres qui ne savent pas ce qu’ils veulent. Fait concomitant : les incursions constantes des sénateurs et députés dans le domaine de l’exécutif ont détendu la discipline depuis les premières années du siècle. Vieille histoire qu’il suffit de mentionner. Dans le Parlement, tout employé de l’État possède un patron. L’inflation monétaire de 1919-26, les dévaluations, les traitements insuffisamment relevés, la débâcle des fortunes privées ont diminué la qualité des cadres. Du haut en bas sévissent l’appréhension de la moindre responsabilité, la recherche de la solution la moins susceptible de se retourner contre l’intéressé. « Pas d’affaires ! » Quand une décision surgit à l’étage supérieur de la hiérarchie et qu’elle descend dans les services, elle nécessite, pour prendre corps, une série de décisions techniques relatives à l’application. Si chaque bureau, au lieu d’assumer le risque, se retourne [143] vers l’échelon supérieur et surseoit à la mise en œuvre, tout restera à l’état de projet, rien ne débouchera dans les faits. L’action gouvernementale, déjà très faible, expire dans de terribles embouteillages. L’exécutif n’exécute plus, il se mue en une interminable délibération, il se perd. Il va de soi que l’impulsion donnée d’en haut par Daladier et les siens était trop incertaine et intermittente pour altérer les habitudes de la paix.

[144]

[145]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre V

La faillite du réarmement

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le déficit de nos armements est déjà connu. Il est à inscrire parmi les grandes causes du désastre militaire. Même assujettis aux conceptions stratégiques et tactiques les plus fausses, les chefs de l’armée française eussent peut-être contenu l’attaque ennemie si les armes dites modernes ne leur avaient pas manqué. Daladier a conduit le réarmement sans volonté, sans esprit de méthode.

Il était appelé à exécuter le programme de réarmement du 6 septembre 1936 : 14 milliards de crédits portés, plus tard, à 20 milliards. Ces chiffres n’avaient que valeur théorique. Ils indiquaient seulement la résolution gouvernementale de maintenir la France, autant que possible, à égalité de puissance militaire avec l’Allemagne. En fait, aucune limite n’était marquée. Il était clair que des commandes, tant soit peu énergiquement poussées, dépasseraient vite ce que l’outillage industriel et la main-d’œuvre pouvaient donner. Le problème majeur était d’équiper le pays afin de produire, en qualité et quantité, au plus haut degré. L’œuvre dépassait le cadre du ministère de la guerre et même de tous les ministères existants. Elle embrassait tout le corps économique. La création d’un ministère de l’Armement, exceptionnellement organisé, s’imposait à la date la plus rapprochée. Or, Daladier ne consentit jamais à nommer un ministre de l’Armement tant que la guerre n’avait pas commencé.

Le 22 mars 1938, la Chambre des Députés discute le projet de loi relatif à « l’organisation de la Nation en temps de guerre », malheureux texte législatif qui ballotte, depuis dix ans au moins, dans les discussions et contre-discussions parlementaires. Le rapporteur [146] demande qu’un ministre de l’Armement soit enfin désigné. — « À la mobilisation, d’accord, mais pas avant ! » répond Daladier. Et il trouve toutes sortes de mauvaises raisons. Il ne veut pas instaurer, dès maintenant, une « économie de guerre », défaire ce qu’il a fait, enlever aux divers départements ministériels les sections qui, çà et là, s’occupent de l’armement pour les réunir en un corps autonome, désorganiser pour reconstruire. « Mais, observe un député, si désorganisation temporaire il doit y avoir, ne vaut-il pas mieux la subir aujourd’hui qu’au moment où l’ennemi sera devant nous ? » L’argument est péremptoire. Le rapporteur ajoute que l’Allemagne n’a développé son armée qu’après avoir mobilisé son industrie, que la réforme, ajournée jusqu’au conflit, arrivera trop tard. Daladier s’est buté. Il ne démordra pas de son refus.

En conséquence de tant d’obstination, le ministère de la Guerre a dû singer les apparences d’un ministère de l’Armement et le secrétaire général de ce ministère, M. Jacomet, contrefaire le grand armurier.

L’administration de la guerre est enserrée dans une tradition honorable. Elle est réputée pour son intégrité, de même que celle de la marine. Elle est laborieuse à sa manière. Mais, habituée à des procédures prudentes, à peine est-elle au rythme des guerres qui précédèrent le *Blitzkrieg*. Pour en donner quelque idée, suivons une décision prise en 1936 : la construction de quatre poudrières. En 1940, voilà comment elle avait cheminé. L’une de ces poudrières était presque achevée. Les bâtiments de l’autre étaient construits, mais la coquille restait vide et il fallait encore la remplir. Le terrain sur lequel devait s’élever la troisième était clôturé. L’emplacement de la quatrième n’avait pas été choisi et les enquêtes continuaient. Peut-on rêver cependant entreprise plus simple ? Et les entreprises qui allaient s’imposer n’étaient pas simples.

Il suffisait de causer vingt minutes avec M. Jacomet pour voir qu’il ne transformerait jamais la quiète bureaucratie où, de promotion en promotion, il avait obtenu ses galons de contrôleur général. Il fit partie de la délégation française à cette conférence de la Société des Nations qui, en 1932, essaya de désarmer le monde. Mais [147] cette conférence était trépassée depuis longtemps qu’il revenait encore à Genève. Pourquoi donc ? Il croyait toujours à la limitation des armements par le contrôle international des budgets. Des années durant, je l’ai raillé sur ce projet fantastique. Vers 1938, il continuait encore ses démonstrations. Il était enchanté de la petite excursion diplomatique, ébloui de cette carrière de grand contrôleur européen qui lui reviendrait si la chimère prenait forme. Au demeurant, médiocre d’esprit, cauteleux, et, j’en ai peur, assez politicien. Il avait succédé, en 1936, à un homme d’une trempe différente que Weygand, Gamelin, tous les grands chefs poursuivaient de leur antipathie ou de leur haine parce qu’extrêmement pointilleux sur la lettre des lois et décrets et les opposant à leurs projets : M. Guinand, devenu premier président de la Cour des Comptes. Mais les pouvoirs de Jacomet comme ceux de Gamelin s’enflèrent très vite. Au début, il n’est chargé que des affaires administratives et financières ce qui suffit à lui donner accès au Conseil Permanent de la Défense Nationale. Mais, pour surveiller et exécuter les programmes d’armement, l’un des décrets du 21 janvier 1938 fait de lui l’*alter ego* du ministre. Et telle est l’application donnée à la loi du 11 juillet 1938 qu’il lui incombe, en pratique, de préparer la mobilisation industrielle. Quant au réarmement et à la mobilisation industrielle, Gamelin, nous l’avons dit, était nanti d’une autorité concurrente, mais l’exerçait de moins en moins.

Daladier secondé par Jacomet ou Jacomet couvert par Daladier ont multiplié les comités et les parlottes. Un conseil consultatif des armements existait déjà : ils lui ont juxtaposé un comité de la production (janvier 1938), un comité de « vigilance » (octobre 1938). À la direction des fabrications d’armement recevant les commandes de l’État-Major, ils ont ajouté, par décret-loi du 20 mars 1939, un comité de la production, moteur de la mobilisation industrielle. Grande futilité de cette polysynodie. Nul n’a entendu dire que, dans les vieilles bâtisses du boulevard St Germain et de la rue St Dominique, ait soufflé l’esprit nouveau qu’exigeait la tâche nouvelle. Par exemple, la construction des chars d’assaut a relevé, comme devant, de plusieurs directions séparées, infanterie, [148] cavalerie, artillerie, etc., chacune d’elle servant des conceptions déduites de la fonction traditionnelle de son arme. Le haut commandement n’avait pas brisé avec les vieilles catégories. Qui donc eût espéré que la bureaucratie innovât à sa place ?

À la fin de 1938, la direction des fabrications avertissait le président du Conseil qu’à partir de janvier 1939 l’industrie serait saturée et que les ordres déjà passés souffriraient inévitablement de ce qu’on lui demanderait de faire au-delà. Voila qui décèle une faute commise à l’origine. On n’a pas pris garde que l’outillage industriel était assez usé, démodé et que, tout au moins depuis 1932, il ne se renouvelait pas dans une mesure suffisante. En vue de l’effort illimité à fournir, des constructions d’usines étaient indispensables. Mais, en attendant, une politique fiscale plus avisée pouvait apporter son concours : pour les remplacements de machines, les dégrèvements fiscaux n’étaient calculés que sur les prix de 1918, très inférieurs à ceux du marché. Et c’était presque prohibitif. Rien ne fut corrigé, et bien peu fut entrepris. Que l’on se rappelle, en comparaison, la formidable industrie de guerre improvisée de toutes pièces autour du maréchal Gœring, dès le commencement du régime nazi.

Voici maintenant la deuxième grande faute. Le 21 Janvier 1939, dans un rapport au président de la République, rédigé par les services et qu’il a signé machinalement, Daladier expose les lacunes de la mobilisation industrielle. Elles sont énormes. Le personnel spécial qui doit s’en occuper dans les divers ministères n’a même pas été recruté au complet. De nombreuses commissions ont été créées au ministère de la Défense Nationale pour exécuter la loi du 11 juillet 1938 : commission de la métallurgie, des mines, du textile. Il s’agissait de définir le rôle de chaque industrie et même de chaque usine, d’assigner des plans de fabrication, de répartir la main d’œuvre, etc. Ces commissions auraient du, normalement, mettre sur pied une multitude de décrets Or les renseignements fondamentaux n’ont pas été fournis par les bureaux compétents, notamment par les autorités militaires. Par exemple, en ce qui concerne le textile, le rapport introductif est des plus vagues : il ne permet pas d’avancer.

[149]

Nous avons souvent raillé Mr. Chamberlain et les ministres conservateurs de n’avoir saisi le Parlement de la loi de service militaire obligatoire qu’au mois de mai 1939, de s’en être trop longtemps tenu à la maxime : la conscription sera décrétée le premier jour de la guerre et pas une heure plus tôt. C’est encore l’histoire de la paille et de la poutre. Nous avons attendu que la Pologne soit attaquée pour mobiliser l’industrie française alors que l’industrie allemande avait « démarré » dès 1937.

Le mot « démarrer » a un sens précis qui fait terriblement notre procès. « Démarrer », cela veut dire que la fabrication en masse de divers modèles étudiés et fixés depuis longtemps pour chaque type d’engins peut commencer : que, par conséquent, à grand renfort de dessins et d’essais, chacun de ces types a été décomposé en un certain nombre de pièces déterminé par la nécessité d’aboutir à des opérations élémentaires, à la portée des machines ; que des suites de machines ont été construites « pour se saisir du lapin à un bout de la chaîne et le restituer sous forme de chapeau à l’autre bout » ; que des ateliers ont été aménagés ; que des équipes d’ouvriers ont été instruites ; que, dans toutes les industries travaillant pour la série, des stocks ont été constitués, la production de telle catégorie d’usines ne devant pas être exposée à subir les à-coups survenant dans la production de telle autre où elle trouve son point de départ ; que des « calibres » de haute précision susceptibles de dénoncer des écarts d’un centième à un millième de millimètre, aux diverses phases du processus, ont été mis en place. Que l’on juge de la complexité de la tâche ! En 1917, le gouvernement français communiqua aux États-Unis les plans du canon de 75 mm. Ainsi étaient supprimés, pour nos amis, tous les tâtonnements préliminaires. Cependant, il ne leur fallut pas moins de dix-huit mois pour « démarrer ». Et le canon de 75 mm a beaucoup plus évolué, de 1917 à 1940, que dans les vingt premières années de son existence, entre 1895 et 1915. Il absorbe aujourd’hui des heures de travail dix fois plus nombreuses qu’en 1897 : nouveaux alliages qui, depuis l’origine, ont doublé sa portée, jeu de vingt obus à employer selon les occasions, etc.

Dans l’été de 1939, nous étions bien fournis en « modèles » : [150] on ne saurait trop répéter qu’ils étaient pour nous la promesse d’un armement excellent, supérieur vraisemblablement à celui de l’adversaire. Mais, quant « au démarrage », il n’était que fait exceptionnel, et nos préparatifs ne laissaient pas espérer une mise en train d’ensemble avant un laps de temps variant, selon les classes d’engins, entre trois et six mois. « Trois mois au moins pour faire “démarrer” la fabrication la plus simple, trois semaines au plus pour mobiliser les soldats : il importait donc que la mobilisation des usines précédât de neuf semaines celle des troupes. Il importait de penser au matériel avant de penser aux effectifs. » [[128]](#footnote-128) Comment Daladier a-t-il osé ne lancer le mécanisme, avec maximum de main-d’œuvre et d’heures de travail, qu’à la dernière minute ? Quelle confiance il lui fallait avoir dans le système défensif et dans les stocks d’armes anciennes chargées de faire l’intérim des nouvelles ! Il avait déjà péché gravement en n’amorçant sérieusement l’élargissement de la semaine de 40 heures établie par la loi du 21 juin 1936 qu’en novembre 1938. Comment a-t-il patienté jusqu’au 6 septembre 1939 (date postérieure de cinq jours à la mobilisation de l’armée) pour demander, dans les usines de guerre, 60 heures de travail aux ouvriers ? Et encore, le 6 septembre, oublia-t-on de dire que les machines devraient tourner sans interruption, la nuit aussi bien que le jour, servir 168 heures.

Des mesures complémentaires de la mobilisation industrielle, mieux vaut ne point parler. Il avait toujours été dit que la défense nationale exigeait la décongestion industrielle de la région de Paris où, pour des raisons de main-d’œuvre, étaient amassés les 70 pour cent de la production française. Je me souviens d’une conversation avec le maréchal Pétain, placé à la tête d’une commission qui étudiait le problème de la protection des villes contre le bombardement aérien. Il avait soumis un rapport où, entre autres dispositions, était prescrite la dispersion des usines et la construction d’une capitale souterraine. L’année suivante (1934) le maréchal Pétain fut, huit mois durant, ministre de la Guerre. [151] Cependant, le projet n’est devenu loi que le 8 mai 1935 et tout ce que l’on peut dire c’est qu’autant en emporta le vent.

Mais voici la plus répréhensible négligence de Daladier. N’ajoutant que très peu à notre capacité de produire, il n’a même pas dépêtré l’économie française des lourdes hypothèques dont ses adversaires politiques puis ses amis l’avaient accablée tour à tour. Le passé pesait sur notre pays comme un bloc de granit. Il n’a pas soulevé le bloc.

Ici, nous ne retenons plus M. Jacomet, car c’est à l’action politique de son ministre que nous sommes ramenés. Fondateur du Front Populaire auprès de Léon Blum, il porte comme celui-ci la responsabilité de la législation sociale de 1936, semaine de quarante heures, congés payés, nationalisation des usines d’armements, etc. Le principe de ces réformes n’est guère contestable. Pour ce qui est de l’application souvent nuisible à l’intérêt général qui en fut faite, il n’y a même pas à nier que le mouvement presque révolutionnaire du printemps et de l’été de 1936 ne donnait probablement pas au gouvernement grande licence de faire mieux. Mais, l’inadmissible, c’est que, le danger hitlérien devenant de mois en mois toujours plus menaçant, les ouvriers français aient travaillé, en moyenne, 38 heures 7 minutes par semaine au cours de l’année 1938, contre 42 heures en 1937 [[129]](#footnote-129).

En 1936-37, les ministres ont courbé la tête devant les « grèves d’occupation ». Soit ! Cas de force majeure. Mais, par la suite, la force majeure n’est plus aussi visible. Les textes nouveaux ont été mis en vigueur et les revendications ouvrières, satisfaites. Cependant, les ministères de 1937 et de 1938 auxquels Daladier a invariablement appartenu en qualité de vice-président du Conseil et de ministre de la Défense Nationale avant de redevenir lui-même chef du gouvernement, n’ont pas sérieusement essayé de traiter d’une main plus ferme les incessants regains de désordre, les suspensions du travail souvent décidées sur des prétextes spécieux, les menées suspectes de ces communistes qui provoquèrent la tentative de grève générale du 30 novembre 1938, quitte à s’abstenir [152] d’y participer après y avoir lancé les autres. Là-dessus, les gouvernements de 1938 ne sont pas excusables. Il serait injuste d’oublier combien, dans le pays moralement divisé, il était malaisé pour un gouvernement de se retourner. Certains soutiendront qu’avant le susdit 30 novembre où les insultes du parlement italien coïncidèrent tragiquement avec la turbulence des syndiqués français, Daladier n’aurait pu trouver, à gauche, le concours d’opinion publique nécessaire pour faire rapporter les actes de 1936 dans ce qu’ils avaient d’irréconciliable avec la sécurité de la France, et qu’en dehors de tout intérêt de parti, il lui était interdit de se résigner à un retour offensif de la droite remplie de tant de gens prêts à pactiser avec les totalitaires. Mais peut-on prétendre qu’il usa de tous les recours pour assouplir la loi des quarante heures dans les établissements dépendant de la Guerre, pour imposer de larges dérogations aux ouvriers et aux patrons souvent réunis dans la même négation ? Jusqu’en mars 1938, il reste sur ses circulaires de juillet 1936 et de mai 1937 qui auraient aussi bien pu être signées d’un ministre du Travail n’ayant pas à se soucier particulièrement de la Défense Nationale. Peut-on dire qu’au bas mot plusieurs mois n’auraient pu être gagnés ?

La « nationalisation des usines de guerre » met le ministre de la Défense Nationale plus directement en cause. En vertu de la loi du 11 août 1936, il avait le pouvoir d’exproprier, en tout ou en partie, les industries travaillant au réarmement et de soumettre au contrôle de l’État celles qui restaient en dehors de ses réquisitions. La vigueur de notre système militaire dépendait, certes, de la santé économique du pays et la loi de quarante heures était avec lui dans un rapport certain. Mais de quelles répercussions plus immédiates sur notre puissance guerrière furent les mesures de « nationalisation » ! Aujourd’hui, regardant le passé avec la terrible leçon qui nous a été infligée, avec l’expérience acquise par nos amis d’Angleterre et des États-Unis, nous comprenons que, pour soutenir une guerre « totale », pour arrêter de sauvages dictateurs il n’y avait pas à compter sur l’aiguillon du profit individuel, que le plus grand volume de production ne pouvait être obtenu, dans le temps le plus bref, que par l’intervention de [153] l’État. Il suffit que l’argument classique du capitalisme ait été démenti par l’événement, en Allemagne et en Russie pour qu’il ne soit plus valable nulle part, en ce qui touche à la défense nationale. Mais encore fallait-il que l’intervention de l’État n’apportât pas le désordre, le relâchement de la discipline et un moindre rendement. Or, chez nous, il est loisible de penser que l’exploitation par l’État a donné des résultats probablement inférieurs à ceux de l’initiative privée, tout au moins pendant la paix. Ou pousser le changement beaucoup plus loin qu’on ne l’a fait ou s’abstenir : en réalité, le sinistre continent où nous vivions en 1936 posait ce dilemme. De la manière dont les choses ont été conduites, nous avons cumulé les inconvénients du libéralisme et de la gestion publique.

L’ardeur au travail et la discipline des ouvriers sont diminuées du seul fait que, devenus fonctionnaires, ils se comportent comme les autres fonctionnaires plus haut placés et utilisent l’action syndicale, la pression électorale et parlementaire pour accroître leurs droits au détriment de leurs devoirs.

En temps normal, pour relever la production industrielle devant la menace germanique, le gouvernement eût compté sur les patrons et sur les ingénieurs de toute catégorie. De 1936 à 1939, il ne trouve dans leurs rangs que trop d’hommes aigris, tremblant pour leurs avoirs, persuadés que l’entrée en guerre entraînerait l’occupation immédiate des usines, préoccupés surtout de restreindre leurs risques personnels, ne concevant pas que la vie vaille d’être vécue si, dans la hiérarchie sociale existante, quelque chose est altéré. D’où les querelles qui suivirent les décrets de nationalisation et de contrôle. Nous ne prétendons pas être à même de distribuer les torts. Les Schneider du Creusot, les Brandt se pourvurent en Conseil d’État. D’après Daladier, la portion de leurs établissements qui était enlevée aux Schneider (décret du 11 mars 1937) fut par eux, à peu près mise en interdit. [[130]](#footnote-130) Quelques-uns, en tout cas, ne reculèrent devant rien pour [154] gagner le combat social, inattentifs à l’autre bataille. Pendant des années, en France, en Angleterre, aux États-Unis, les « marchands de canons » avaient été dénoncés dans les carrefours comme avides de provoquer la guerre pour mieux placer leurs marchandises. Dans la rencontre, ils ont plutôt cherché à ne plus fondre de canons.

Le corps des ingénieurs de l’armement, récemment créé, dut pourvoir aux places laissées vides par des techniciens entraînés à fabriquer le matériel, qui trouvaient plus d’avantages ou de contentement à servir dans les affaires privées que dans leurs anciens bureaux d’études et ateliers dorénavant annexes au ministère de la Défense Nationale. L’éminent général Salmon dirigeait ce nouveau service, mais y était médiocrement secondé. Une transition tumultueuse de l’ordre ancien à l’ordre nouveau dut être endurée dans les années critiques où le sort de la Nation se formait. Jusqu’à la répugnance du Front Populaire pour la fabrication en série, soi-disant génératrice de chômage, qui eut sa répercussion. Trop de pièces continuèrent à être faites à la main, au marteau et à la chignole. Sans doute, en cinq ou six ans, tout se serait tassé. Mais Hitler nous refusait les cinq ou six ans. Daladier laissa les choses aller leur train.

Dix jours après la déclaration de guerre, le président du Conseil créait enfin le ministère de F Armement, passant outre aux objections du général Gamelin auquel l’avènement d’une nouvelle bureaucratie ne promettait rien de bon et à celles de M. Guy la Chambre, ministre de l’Air, interprète docile d’un personnel rebelle à toute surveillance, et revendiquant pleine liberté de traiter a son gré avec les fournisseurs. M. Raoul Dautry auquel fut confié le poste est un ingénieur hors pair, de patriotisme exemplaire, rompu aux plus grandes entreprises. Dans mon journal est noté un déjeuner avec lui, le 16 octobre. Je subis le charme de cet [155] homme aux manières agréables, de charpente assez frêle, d’un regard jeune et ardent. Son premier soin avait été de convoquer les chefs du Comité des Forges et de la Confédération Générale du Travail, de leur arracher une sorte de déclaration commune excluant, pour le présent et l’avenir, la lutte des classes. « Pensez-vous comme moi qu’il s’agit de vaincre ou de mourir ? » leur avait-il dit. Il les avait entraînés. Mais, devant moi, il ajouta : « Je suis résolu à me tenir loin des compétitions politiques, des rivalités de généraux, des controverses d’experts. Si je m’en mêlais, je serais porté à pousser telle partie du programme au détriment de telle autre et je serais perdu. » À écouter mon interlocuteur discourir ainsi de sa voix douce et mesurée, je ne pus m’empêcher d’évoquer le maquis où il allait pénétrer et de penser qu’il serait bien obligé d’avoir des idées à lui et de lutter pour elles.

Des juges impartiaux opinent que M. Dautry a le don de stimuler les gens, mais qu’il n’est pas bon administrateur [[131]](#footnote-131). Or, avant tout, était requis un homme capable de créer des méthodes de travail plus fructueuses. Peinant dix-huit heures par jour, Dautry ploya sous le faix ou, si l’on veut, l’arbre lui cacha la forêt.

Délégations d’autorité inadéquates : les dossiers refluent trop fréquemment sur sa table de travail après l’avoir quittée [[132]](#footnote-132). Transmission aléatoire des ordres. Certaines décisions concernant les programmes de fabrication prises à Londres, dans telle session du Conseil Suprême, sont oubliées par le secrétariat du ministre et ne parviennent aux services qu’avec deux mois de retard. Fait étonnant : en février seulement, le Conseil Suprême demanda [156] que fût dressé un inventaire d’ensemble des armements existant ou en cours d’exécution, tant du côté français que du côté britannique.

La formule des trois années de guerre égare MM. Daladier et Dautry comme, sur un autre plan, le général Gamelin et l’État-Major. Mr. Neville Chamberlain l’a lancée à la Chambre des Communes, en septembre. Elle peut être interprétée de deux façons différentes. Ou résolution des Alliés de déployer, à tout moment, le plus grand effort possible pour abattre l’Allemagne sans se laisser rebuter par la perspective d’une bataille de trois années sinon d’une durée plus longue. Ou croyance que le *Blitzkrieg* n’entamera pas l’appareil défensif français, que le blocus maritime, dans trois ans, aura réduit le *Reich* à *quia*, que les démocraties occidentales ont devant elles trente-six mois pour jeter dans la balance leurs ressources latentes, qu’elles n’ont pas, en conséquence, à tendre douloureusement tous les ressorts nationaux, qu’elles peuvent ménager les aises de leur peuple. C’est à cette seconde version que les ministres de Paris et de Londres se sont ralliés.

M. Dautry dispose de 52 arsenaux, chacun d’eux centre d’une « région d’armement », d’une trentaine de poudrières, de quelque quatorze mille usines, grandes, moyennes et petites, travaillant en totalité ou en partie pour la défense nationale. La production de ces usines aurait pu être accrue de 40 %. Mais le ministre ne veut pas se payer d’empirisme. Il a l’ambition de faire mieux. Il procède à des constructions d’usines. C’est le monde renversé. Entre 1936 et 1938, la mobilisation industrielle pouvait être ambitieuse et comporter ce genre de préparatifs à longue échéance. On n’en a pas voulu (sauf exceptions relativement peu nombreuses) bien que le temps ne manquât point. Maintenant, le temps va manquer, et cependant, forts de la théorie des trois ans nous nous embarquons dans la méthode où le résultat est, de beaucoup, le plus lent à venir. Cette mégalomanie d’arrière-saison se répercute sur les achats aux États-Unis. Nos commandes portent sur des centaines d’aéroplanes et non sur des milliers comme il serait nécessaire, tout au moins pour stimuler les industriels américains. « Des matières premières et des machines-outils ! » [157] répète M. Dautry. Il n’est que trop obéi. Les matières premières représentent 80 % de ce que nous importons d’Amérique : 80 000 tonnes de coke par mois, 20 000 tonnes de coton avec des hypothèques correspondantes sur le frêt disponible. Or, nous aurions dû nous emparer de tout ce qui était utilisable, dans le conflit, au plus court et au plus bref. Puisant hardiment dans les usines d’outre-mer, nous avions le temps de « motoriser » un assez grand nombre de divisions.

Nous raffinons à l’extrême. Nous avons commandé 8000 camions, indispensables auxiliaires de nos chars d’assaut. Dans le cahier des charges nous demandons que soit modifié le modèle courant : la conduite ne sera plus à gauche, mais à droite et l’équipement électrique sera plus puissant. La livraison est donc retardée jusqu’en avril. Ce n’est pas la fin de l’histoire. Les membres de la commission compétente de New York n’admettent pas que le matériel soit transporté sur bateaux étrangers. Ils ont peur de tirer par trop sur la réserve or. Rien n’aura encore été reçu en France lors du dénouement.

Je viens d’écrire : réserve or. M. Pierre Fournier, gouverneur de la Banque de France et même le ministre des Finances, M. Paul Reynaud [[133]](#footnote-133), sous l’influence de son collaborateur Bouthillier, insistent pour que nos dépenses en Amérique soient échelonnées sur trois ans et nos acquisitions annuelles, limitées à certains chiffres arrêtés arbitrairement. Comme si, dans la hiérarchie des intérêts nationaux, un intérêt quelconque, même dénommé réserve or, pouvait entrer en compétition avec les instruments du salut [[134]](#footnote-134) ! On pense à Gribouille qui périt pour ne pas abandonner ses meubles dans la maison qui brûle. À Londres, d’ailleurs, Sir John Simon se démenait à l’avenant. Un fonctionnaire essayait de lui faire comprendre que la réserve or était considération secondaire. [158] Il rétorqua : « Vous aurez à passer sur mon cadavre ! »

La politique de guerre dite de trois ans entraîne d’autres effets. Puisqu’il n’est pas besoin de transformer la France en caserne Spartiate, puisqu’il est loisible de ne mettre en ligne les ressources de la Nation et de l’Empire que par vagues successives, pourquoi ne pas se conformer à la consigne britannique : *Business as usual* ? Pour l’Angleterre, ce mot d’ordre était sinon sage du moins assez logique, les accords avec le gouvernement français impliquant plus ou moins qu’elle ferait face à la guerre navale et aérienne et n’apporterait sur le continent qu une contribution assez étroite. Mais pour la France exposée à la ruée germanique !

Le ministère de l’Armement, principal importateur des matières premières, a charge de les distribuer à l’industrie privée [[135]](#footnote-135) : il ne se fait pas faute d’allouer étain, cuivre, fer, etc., à ceux qui se targuent, par leurs ventes à l’étranger, d’augmenter notre trésor métallique.

En 1914-18, ce régime de facilité avait été mis à l’épreuve et ne l’avait pas mal supportée. Il était fatal qu’en 1940 l’expérience recommençât. De sévères restrictions eussent été promptement qualifiées de rigueurs inutiles. Business as usual. Dans les cantonnements, à l’arrière du front, des officiers et des soldats reçoivent leur correspondance d’affaires, s’évertuent à diriger de loin leurs fondés de pouvoir, intriguent pour être envoyés chez eux « en mission » quand la permission régulière est trop lente à venir. La guerre finit par être traitée en compagne gênante, certes, mais assez bonne fille et qui n’est point aussi farouche qu’elle en a l’air. De concentration morale et matérielle sur une idée et une tâche fixes — la lutte à outrance — il n’y en eut pas.

Raoul Dautry ne pouvait gagner sa partie sans renverser quatre formidables barrages, sans courber quatre forces hostiles : la bureaucratie fossilisée de la République, la démagogie parlementaire et électorale qui se déchaîné jusque sur le plan technique de l’armement, l’apathie des industriels et l’aboulie de l’État-Major général. Son zèle, son courage incontestables ont buté là-dessus.

Remémorons-nous l’histoire des quatre poudrières, déjà racontée. [159] Faible est l’impulsion communiquée d’en haut par le moteur administratif : elle se perd sur toutes sortes de barrages et, parmi eux, nous ne comptons plus la législation de 1936. Somme votée ne doit jamais être prise *a priori* pour somme effectivement dépensée. Avec les industriels, les négociations sont interminables : des mois et des mois s’écoulent entre la conclusion et la notification officielle. Afin de tourner les règles gênantes et paralysantes, des « lettres d’engagement » sont envoyées aux producteurs. L’État leur donne l’assurance qu’ils seront payés et les incite à exécuter les projets de contrat sans autre délai. Mais, en pratique, le compromis ne joue pas. L’administration répugne à l’employer et l’industrie, à l’accepter. À côté du formalisme de la loi, le formalisme des mœurs administratives. Des instructions ont été adressées aux industriels, sans attendre l’entrée en campagne, pour les éclairer sur ce qu’on attend d’eux. Louable prévoyance. Mais il y a le malencontreux correctif. Les enveloppes sont cachetées : défense d’en prendre connaissance avant que la mobilisation n’ait été décrétée. Tout se passe comme si les intéressés avaient été avertis en dernière heure et même après. La prévoyance administrative s’annule elle-même pour une fois qu’elle apparaît [[136]](#footnote-136).

La démagogie électorale et parlementaire donne à plein au sujet des mobilisés, c’est-à-dire des ouvriers qualifiés, appelés sous les armes comme les autres citoyens, mais que réclament les usines travaillant pour la défense nationale. Le problème méritait d’être résolu longtemps à l’avance en vertu de quelques principes généraux clairement expliqués au pays par le président du Conseil. Rien ne choque et n’indigne autant le Français que l’inégale répartition de la charge militaire : s’il avait été publié de tout temps que telle profession, telle formation technique, soit manuelle, soit intellectuelle, comportaient, pour le bien même de la communauté, un autre genre de service que celui des armes, ni rivalité, ni jalousie sociales n’eussent été à craindre au jour du danger. Mais, loin de procéder par mesure d’ensemble applicable à tous, [160] M. Daladier, qui retient pour lui cette question de portée essentiellement politique, pose en principe que le nombre des « affectés spéciaux » sera inférieur aux besoins, quitte à recourir ensuite à des rappels individuels. Rappels individuels c’est à-dire, en apparence tout au moins, privilèges [[137]](#footnote-137).

Cette pratique entraîne inévitablement des abus [[138]](#footnote-138) et la consigne du *business as usual* les multiplie. Alors se déchaîne la réaction. Le sénateur Mourier préside une commission qui donne la chasse aux « affectés spéciaux ». Les journaux publient périodiquement le chiffre des hommes récupérés à l’arrière, dans des postes, où, selon les commissaires, ils sont moins utiles à l’État que versés dans les unités combattantes. Et ces hommes, refoulés dans leurs régiments, y purgent une punition infligée d’office au passage dans la gare régulatrice. On cite le cas de braves gens qui n’avaient point sollicité le moindre traitement exceptionnel et furent mis en posture de coupables sous les lazzis de leurs camarades. Mais voici la répercussion sur l’activité des usines. Elles ont commencé par perdre, en septembre, assez de leur personnel pour ne pas fabriquer à la cadence prévue. Les usines Renaud, entr’autres, sont dépouillées d’une bonne partie de leur main-d’œuvre. Lorsque ce déficit a été corrigé, M. Mourier ou ses délégués arrivent en tournée et, derechef, les effectifs sont épurés. L’arsenal de Bourges livre ainsi 200 000 obus par mois au lieu de deux millions inscrits à son programme, bien que l’outillage soit au point.

La réaction des industriels aux lois de 1936 a déjà été enregistrée [[139]](#footnote-139). [161] À l’entrée en guerre, une meilleure volonté se manifeste, mais le tissu psychologique patronal ne saurait être transformé du jour au lendemain et l’administration travaille à contre-sens. Elle décourage encore l’esprit d’entreprise. Sous l’inspiration de M. Bouthillier, secrétaire-général du ministère des Finances, de tempérament totalitaire, sont promulguées des dispositions législatives compliquées qui, en moyenne, limitent les profits de guerre à 4 % du chiffre d’affaires [[140]](#footnote-140). Les grandes industries n’ont pas à s’offusquer de cette restriction puisque leurs gains normaux ne représentent qu’une faible proportion des recettes. Mais celles qui ne produisent pas en série sont habituées à des profits plus considérables sur les prix de vente et de plus, le point est important, ne sont pas équipées pour satisfaire aux méthodes de comptabilité exigées d’en haut. Donc, peu de goût pour les contrats avec l’État dans ces ateliers qui avaient, en 1914-18, rivalisé de hâte et de zèle.

La manie de retoucher sans cesse les modèles établis, de perfectionner le détail, dût un matériel compliqué et disparate en être la rançon, la recherche de l’absolu, le goût de fignoler, de traiter l’armement comme une orfèvrerie, les délibérations techniques qui ne sont jamais conclues — en avril, nos experts ne se sont encore accordés ni sur un type de camion-citerne discuté depuis des mois, ni sur les moteurs d’avions à adopter définitivement, pour ne point parler encore des obus et des fusées, et la liste pourrait être allongée : autant de travers dont nous ne sortons pas, même avec l’appréhension du péril.

Sur le plan industriel s’impose encore à l’esprit le parallèle sinistre avec l’Allemagne. De « potentiel » très supérieur au nôtre, [162] l’outillage germanique a été renouvelé de fond en comble pour la guerre, entre 1924 et 1930, sur capitaux anglais et américains affluant au taux élevé de l’intérêt. Le général Vuillemin, retour de Berlin, en juillet 1938, raconte à l’étonnement de tous qu’une usine d’aviation sortie de terre en huit mois produit un avion par jour [[141]](#footnote-141). Et, encore une fois, cette industrie allemande a démarré trois ans bien comptés si ce n’est plus, avant la française.

Ni l’État-Major, ni M. Dautry et ses collaborateurs n’ont ordonné ce chaos avec assez de promptitude. Mais M. Daladier, qu’a-t-il fait ? Il descend de l’Olympe lorsqu’un scandale par trop flagrant, un « embouteillage » intolérable lui sont signalés. Il se fait apporter les dossiers, il interroge contradictoirement les parties et s’applique à dégager la vérité. Des redressements de détail sont inscrits à son crédit [[142]](#footnote-142). Mais, le 10 mai 1940, il lui aurait encore fallu de six à huit mois pour compenser les retards accumulés depuis 1936 dans les fabrications. Il l’avoue à la Chambre, le 22 décembre 1939 avec une naïve franchise : « Le programme auquel s’appliquait ce crédit (les 14 milliards de 1936) eût été certainement terminé pour l’été de 1940 si toutes choses s’étaient déroulées suivant un rythme normal, si la guerre ne nous avait pas surpris en pleine exécution de ce programme. » Mais, dans les circonstances, qui donc était en droit de dire que la guerre n’éclaterait pas normalement avant l’été de 1940 ?

Bon gré mal gré, il lui faut dire son mot dans la controverse qui fait rage au Sénat (de décembre 1938 à mars 1940) entre M. Guy la Chambre et M. André Maroselli, secrétaire de la Commission de l’Air. Celui-ci, dans une suite de lettres et de rapports, s’inscrit en faux contre les chiffres officiels. Il prouve qu’en février et en mars 1939, 44 et 35 avions, respectivement, ont été mis en service (non inclus les appareils américains), qu’en avril 1939 nous ne disposons que de 430 appareils, et, en octobre de la même année [163] (après six semaines de guerre), « de quelques centaines d’avions de chasse ou de bombardiers légers, de quelques dizaines d’avions de reconnaissance et de cinq bombardiers modernes » ; qu’au même moment, le personnel ouvrier est de 40 000 hommes tandis que le programme de 4800 avions arrêté en novembre 1938, moitié à échéance de mai 1939 et moitié à échéance de mai 1940, en devait occuper 100 000 ; que ce programme, déjà en déroute, s’évanouit de plus en plus. « Les sorties mensuelles de 255 avions, tapageusement annoncées, quelle lamentable désillusion ! On prévoyait la sortie de 150 Amiot par mois à partir du printemps de 1940. Cette cadence ne peut plus être envisagée avant 1941… 432 avions de chasse Bloch 150 ou dérivés devaient être livrés en avril 1939. Il n’y en a que 100 en escadrilles. On avait annoncé que 55 avions Bloch 175 seraient disponibles en juillet 1939. Le 15 décembre 1939, aucun n’était en service. 100 Morane avaient été livrés en mai 1939 : il n’en était plus livré que 79 en juin, 65 en juillet, 93 en novembre… Je ne porte pas de jugement. Des événements plus ou moins lointains s’en chargeront. » Cette lettre est du 9 janvier 1940. M. Daladier avait répondu aux objurgations précédentes du sénateur en s’appropriant les plaidoyers de son ministre de l’Air. Cette fois, il reste muet. Nous savons qu’il a menacé, tempêté, et, de lassitude, a fermé le dossier. « Il ne s’agit pas de corriger des méthodes administratives, mais les mœurs » gémit-il. Visiblement, il désespère d’y réussir. De plus en plus, il ne voit de salut que dans l’industrie américaine [[143]](#footnote-143).

[164]

[165]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre VI

Daladier ne châtie pas la trahison  
et il ne prend pas le commandement  
de l’opinion publique

[Retour à la table des matières](#tdm)

M. Daladier n’a pas pris le commandement de l’opinion publique. En février, comme il remarquait en présence de Georges Mandel que « le temps travaillait pour les Alliés », celui-ci répliqua : « Peut-être, mais à condition que vous sachiez éveiller et entretenir l’esprit de guerre dans le pays. » La tâche était urgente. Il l’a esquivée.

Dans la lutte contre l’Allemagne, il avait affaire à quatre ou cinq classes de dissidents : les communistes, dociles aux mots d’ordre de la IIIème Internationale qui avaient tempêté contre la fausse pacification de Munich jusqu’au 23 août 1939 puis, le pacte de non-agression russo-allemand une fois signé, s’étaient élevés avec la même véhémence contre l’impérialisme français ; les socialistes de l’école Marceau Pivert, porteurs de l’enseignement anti-militaire des vieux théoriciens marxistes, bien démodé depuis vingt-cinq ans, mais dont Léon Blum et le gros du parti n’avaient été tout à fait délivrés que par l’évidence écrasante des agressions totalitaires ; les conservateurs de toute origine, les gens à fortune réputée assise qui, dans cet univers fluctuant, redoutaient les vagues de fond de la révolution et de la guerre, entrevoyaient dans les dictatures mussolinienne et hitlérienne un instrument de salut ; enfin, les financiers, les économistes, les opulents tremblant pour leur opulence, les timides, les désabusés, les idéologues de la défaite, convaincus que les grands jours de la France étaient révolus, que, pour elle, le plus sage était d’aller s’asseoir au banc des puissances secondaires après s’être [166] fait confirmer, autant que possible, son Empire colonial ; les cinquièmes colonnes allemande et italienne.

Le président du Conseil, porté par l’indignation populaire que suscita le traité Hitler-Staline, frappa dur sur les Français affiliés à la Troisième Internationale : le parti communiste fut dissous par décret-loi du 26 septembre 1939 et les députés qui en relevaient, déchus de leur mandat parlementaire, sauf abjuration publique. Les chefs, quand on put les saisir, furent internés. Le 18 novembre, un autre décret-loi suspendant les garanties de la liberté individuelle, donnant aux préfets le pouvoir d’assigner une résidence forcée aux personnes réputées dangereuses et même de leur imposer des travaux d’intérêt public, fut presque exclusivement appliqué à cette catégorie de dissidents [[144]](#footnote-144). Encore fallut-il que Daladier étouffât ses scrupules. Certains l’avaient troublé et même décontenancé sur le bien-fondé juridique des mesures prises. De tels flottements n’étaient, dans son cas, qu’un préliminaire inévitable de l’action : il s’en libéra assez vite. On lui a reproché de ne pas avoir enfoncé le scalpel dans la plaie, de n’avoir opéré qu’à la surface extérieure du communisme, de n’avoir pas osé descendre jusque dans les ramifications profondes, à travers usines et ateliers et entraîné les tribunaux militaires où, coiffés d’un képi, les magistrats mobilisés se montraient plus timides dans la répression qu’ils ne l’eussent été sous la toge. Nous ignorons si cette critique est méritée, mais nous savons bien que des groupements conservateurs ou prétendus tels, eurent pleine licence de saper le minimum d’unanimité nationale sans quoi la guerre ne pouvait être conduite. Pourtant, ces groupements étaient bien plus à même que les rouges d’influer sur le gros de la Nation. Clemenceau, en 1917-18, avait traduit Caillaux et Malvy en haute cour. Daladier, s’il avait eu le tempérament de son prédécesseur jacobin, aurait été encore plus justifié à dispenser la même rigueur à deux anciens ministres dénoncés dans un volumineux rapport de l’État-Major comme ayant été ou étant en intelligence avec l’ennemi. La limite de son [167] audace fut d’engager des poursuites contre Marcel Déat, ministre de l’Air en 1936, dont le nom avait paru au bas d’un appel à la désertion. L’un des membres du cabinet, M. Anatole de Monzie, couvrit le délinquant de son manteau. Il imagina de distinguer entre celui qui, matériellement, de sa plume et de son encre, signe un manifeste et celui qui, verbalement, autorise l’inscription de son nom. Il n’y eut pas d’inculpation. Le directeur de la Sûreté Générale, Berthoin, écouté de Daladier, dont il avait été l’élève, n’avait pas foi dans la chirurgie en ces sortes d’affaires. Il recommanda une douce thérapeutique. La réconciliation des Français, achevée par le président du Conseil, était encore trop récente et trop fraîche, plaida-t-il : il n’était qu’habile de lui épargner de trop brutales secousses. Ce Berthoin était bon patriote, l’un des seuls hauts fonctionnaires du ministère de l’Intérieur qui appréciât correctement ce que la guerre portait en elle [[145]](#footnote-145). Un mot de Daladier atteste sa timidité devant les pires perversions du sentiment national chez les gens de la droite et du centre. Quelqu’un lui disant un jour qu’il avait eu le plus grand tort de ménager Mussolini, le 3 septembre 1939, quand celui-ci proclama l’équivoque « non-belligérance de l’Italie », il répondit : « Je ne peux pourtant pas m’en prendre à deux dictateurs à la fois. » Sa pensée, développée complètement, était que les conservateurs français lui accordaient une insigne faveur en se rangeant derrière lui contre Hitler : il ne pouvait moins faire que de ne pas abuser de leur complaisance.

Quant à la direction de l’opinion publique, l’indolence de M. Daladier se dé cela surtout dans les services de la propagande et de la censure. Quelques semaines avant la guerre, Jean Giraudoux fut désigné pour en être le chef [[146]](#footnote-146). Je ne veux pas médire de cet esprit subtil et précieux. Parmi les politiciens convoitant le poste, il avait tout au moins le mérite de l’honnêteté et ce n’était [168] point rencontre si commune. Il n’avait pas été entamé par le fascisme d’Académie Française. Mais, dans le féroce univers de Gœbbels, comme il est démodé cet élégant jet d’eau qui retombe toujours sur lui-même ! Les pires bourrasques n’altèrent pas sa sérénité : elles n’emportent jamais très loin les gouttelettes brillantes. Pour comble de malheur, Giraudoux s’efforce à être adroit. Dans une causerie radiodiffusée aux enfants italiens, il place Mussolini auprès du Dante ! Le *Duce*, s’il l’entendit, ce jour-là, dut exhaler son mépris dans un torrent d’injures.

Mais le « Haut Commissaire » à la propagande et à la censure n’est point le maître dans cet *hôtel Continental* dont il n’a pas choisi le personnel. Il est vite dépassé par les affaires, les dossiers, et jamais ne les rattrapera. Un politicien radical-socialiste, M. Martineau-Desplas, client du président du Conseil, s’est emparé de la censure des journaux et périodiques. Communiquant directement avec le pouvoir suprême, il n’a jamais reconnu l’autorité de Giraudoux. Homme courtois et s’employant à concilier tout le monde, il n’avait qu’une notion singulièrement futile de ce que devait être la presse dans une Nation en péril de mort : il voulut en faire une sorte de feutre atténuant tous les bruits du dehors et, si possible, les rendant indistincts, en même temps qu’un instrument opérant à la gloire du ministre qui l’avait nommé ! Je me souviens d’un article de *l’Europe Nouvelle* comparant les méthodes économiques de MM. Roosevelt, Léon Blum et Paul Reynaud qui revint amputé de tout ce qui était à la louange du ministre des Finances. Voilà comment les gens de Daladier en usaient avec le principal collègue de leur chef ! Quelle relation y avait-il donc entre un exposé doctrinal et le secret des opérations militaires ou des négociations diplomatiques dont les censeurs ont la garde ?

Dans le rôle imparti à Martineau-Desplas, un homme avait réussi à la satisfaction de tous, du temps de Clemenceau : le commandant Nusillard. On raconte que Daladier lui fit demander en septembre de reprendre ses anciennes fonctions. Il y mit une condition : lui seul recruterait ses collaborateurs. Il fut laissé de côté.

[169]

Dans la maison même, Martineau-Desplas se heurtait à plus puissants que lui : les censeurs militaires conduits par un colonel de Massignac. Ces censeurs avaient dû être désignés, quelque dix ans auparavant, dans un obscur bureau de la rue Saint-Dominique fixant, chapitre par chapitre, les détails secondaires de la mobilisation : dans l’agenda de l’État-Major général, en effet, la surveillance de la presse ne devait venir qu’en bas de colonne. Tous ces officiers de réserve s’étaient choisis les uns et les autres. Du haut en bas de l’échelle, toujours la cooptation ! Dans la proportion de 70 %, ils provenaient des rangs de l’*Action* Française et de *Gringoire*. Forcé de passer sous leurs fourches, en tant que rédacteur-en-chef de l’*Europe Nouvelle*, je m’adressai d’abord à M. de Marcilly, naguère ambassadeur de France à Berne, adjoint à Martineau-Desplas comme conseiller diplomatique. Avec ce galant homme, ce libéral, tout alla sans heurt. J’eus vite trouvé en lui un conseiller éclairé. Mais le politicien radical-socialiste et le colonel se débarrassèrent de lui. Il n’était pas de leur race. Je voulus continuer la conversation confiante avec deux commandants préposés à la surveillance des périodiques. Au troisième ou quatrième essai, je constatai que leur niaiserie se doublait d’insolence, raccrochai le téléphone et ne m’occupai plus d’eux [[147]](#footnote-147).

Pour tenir le lecteur au courant de ce qui se passait sur le plan international, aux points critiques, le plus expédient était de reproduire les dépêches des journaux anglais. Les ciseaux des censeurs, quoi qu’ils en eussent, hésitaient alors et marchandaient, quitte à trouver dans l’administration un vengeur, le bureau qui, parfois, retardait de plusieurs jours la distribution des feuilles plus libres d’outre-Manche. L’Italie était le sujet interdit entre tous. Ce qui pouvait lever le voile sur la vraie nature de la [170] « non belligérance », sur le glissement mussolinien vers l’intervention, était banni. En octobre, la reconstruction du cabinet fasciste fut interprétée contre la vérité. En janvier, François-Poncet, ambassadeur à Rome, comparant les illusions des journaux français avec la réalité étalée sous ses yeux, s’effraya et recommanda que les articles italiens pussent être cités sans commentaires [[148]](#footnote-148). Par des textes laborieusement assemblés en mosaïque, il fut donc permis d’éclairer tant soit peu le public. Cependant, à la fin de mai 1940 et même au début de juin, la censure ne toléra pas que fût imprimé un vieil article du dictateur italien, cri de haine à la société bourgeoise. Et les journaux italiens avaient disparu depuis longtemps de tous les kiosques des boulevards.

L’attention du président du Conseil fut souvent appelée et sur les méfaits des « colonels » et autres officiers de réserve, sur leurs affiliations d’*Action Française* et, de façon plus générale, sur les journaux et périodiques du genre *Je suis Partout* qui, sous des formes moins ouvertes que pendant la paix, mais assez caractérisées malgré tout, continuaient leur campagne totalitaire. À plusieurs reprises, notamment à la fin de janvier, le préfet de police mit sous les yeux de Daladier le résultat de ses enquêtes. Dans chaque occasion, le président du Conseil s’indigna, s’emporta, s’écria qu’il allait sévir. Et toujours la grande colère se termina sur un dossier brusquement fermé : « Qu’ils aillent tous au diable ! » Une suspension de trois jours fut la douce pénalité infligée à l’*Action française*, dans la première semaine de février. Elle avait insulté des fonctionnaires du quai d’Orsay coupables de ne pas penser à la manière fasciste de M. Maurras.

Voilà comment le moral de la Nation fut mobilisé pour la bataille. Il n’a pas seulement pâti des omissions de Daladier, mais de certains de ses actes et paroles, en particulier de ce discours prononcé, le 22 décembre, à la Chambre des Députés : « Être responsable de la conduite de la guerre, je le répète, pour le gouvernement, cela veut dire qu’il doit être, avant tout, avare [171] du sang français. Quelles que soient les sollicitations qui puissent lui parvenir, il doit maintenir son hostilité, si, par hasard, on les lui proposait dans la période actuelle, à ces offensives systématiques autant que prématurées, dont nous avons tous gardé le souvenir, ou à ces assauts morcelés en quelque sorte sur l’ensemble du front qui firent plus de victimes que certaines grandes offensives ? » [[149]](#footnote-149). Ainsi les soldats et les citoyens sont exhortés à s’abandonner au mirage d’une victoire qui tombera comme un fruit mûr. Je n’oublierai jamais mon effroi devant un ancien président du Conseil me déclarant, dans la joie de son cœur, quelques jours plus tard : « N’est-ce pas merveilleux ? » Il n’y a pas à s’étonner que beaucoup aient cru à la longue que le chef du gouvernement ne voulait que d’un faux semblant de lutte [[150]](#footnote-150).

Terrible déficit dans la préparation morale et matérielle du pays. Le bilan de Daladier, le bilan établi en profondeur ne se solde pas autrement. Il ne fut guère possible aux contemporains de la dégager intégralement. Sur la foi des autorités militaires, presque tous se confiaient à la solidité du front défensif. Et l’immobilité des Allemands, « l’armistice de fait » qu’ils observaient de leur propre gré, apportaient une confirmation apparente à l’optimisme général. En novembre 1939, un diplomate neutre de mes amis eut la curiosité de pousser ses investigations jusqu’à Berlin. Il revint avec ce verdict : la masse du peuple allemand ne doute pas de la victoire. Mais ceux qui raisonnent devant un plus large horizon, les professeurs d’université, les [172] « intellectuels » de toute catégorie, n’aperçoivent que la défaite. Le corps diplomatique s’accorde à penser que l’Allemagne est perdue. En particulier M. de With, ministre de Hollande, réputé germanophile qui, naguère, refusa le poste de Rome et sollicita comme une faveur d’être envoyé dans la capitale du *Reich*. Tous, nous savions que l’œuvre de Daladier, au ministère de la Defense Nationale, restait en deçà des besoins de l’armée. Mais nous ne pensions pas que la valeur relative de nos préparatifs fût très inférieure à ce qu’elle avait été en 1914.

La défaite de mai-juin 1940 a mis cruellement à nu la gestion de Daladier et, maintenant, nous le jugeons, avant tout, sur ses actes administratifs qui, pour l’épreuve, ne formèrent qu’une France débile. Entre janvier et mars 1940, des parlementaires et journalistes de plus en plus nombreux, n’ayant qu’une perception assez confuse du détail de sa gestion perdue dans la profondeur et le silence des bureaux, le condamnèrent sur des actes politiques se déroulant en pleine lumière, sur l’entreprise finlandaise où il joua son va-tout. C’est le traité russo-finlandais du 12 mars 1940 qui le brisa. Lui qui redoutait que la *Reichswehr* ne se précipitât sur nos armées de l’est et du nord avant que les livraisons du matériel de guerre eussent augmenté en volume, il a cherché délibérément, dans le nord de l’Europe, une aventure où, nécessairement, de substantielles forces françaises et britanniques devaient être détournées du champ de bataille principal. Le 19 décembre, au Conseil Suprême de Londres, Gamelin avait fait grise mine à toute opération extérieure entraînant une diminution de puissance militaire au centre de la lutte : Daladier n’en poursuivit pas moins son projet avec une sorte d’acharnement. Pour la Finlande, à l’entendre, l’assistance prévue n’était jamais assez ample et jamais assez rapide. Sans cesse, il fallait y ajouter. Et son erreur fut celle de tout un peuple. Finalement, il ne fut pas expulsé de la présidence du Conseil en raison des fautes trop réelles accumulées à son débit, mais parce qu’il n’avait pas été assez loin sur la mauvaise piste scandinave. Analysons cette aberration collective. Elle montre que tous ceux qui contribuaient à définir l’action de la France — et les ministres et les chefs [173] parlementaires et, derrière eux, la multitude — étaient agités de pensées confuses. Rien de comparable à ces lignes nettes et stables sur lesquelles la diplomatie de Delcassé, de Paul Cambon et de Camille Barrère avait préparé, au début du siècle, les victoires de Joffre et de Foch. Aucune coupe pratiquée dans le corps politique français, peu de mois avant la destruction, n’est plus instructive.

[174]

[175]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre VII

Dalandier veut se servir  
de l’assistance à la Finlande  
pour reconstruire l’unanimité nationale.

L’intrigue mussolinienne.  
Anatole de Monzie.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 26 novembre 1939, l’armée rouge saute sur la Finlande. La mémoire toute fraîche de la « trahison russe » du 23 août 1939, les Français, de la droite à la gauche, s’emportent. S’ils ne poursuivent pas le même but, ils se rencontrent dans la même indignation.

Ceux qui virent longtemps, qui voient encore dans les dictateurs allemand et italien les « piliers de la société », qui attribuèrent à la révolution bolchévique plutôt qu’à la fasciste et qu’à la nationale-socialiste les tribulations de l’Europe, qui rêvèrent d’une coalition dirigée contre Moscou où se fondrait l’antagonisme franco-allemand, calculent qu’il va leur être donné de faire dévier la guerre vers le nord et d’en changer l’objet. Une clameur s’élève : rupture immédiate des relations diplomatiques avec les Soviets ! Si nous baissions la tête devant l’agression russe en Finlande, ne perdrions-nous pas le droit de dénoncer l’agression allemande en Pologne ? Le raisonnement s’est déroulé à l’adresse de la France dans la presse italienne, mais la convergence avec une thèse intéressée de Rome n’est pas pour retenir nos gens. Ils notent avec joie que le gouvernement fasciste, lui aussi, veut aider celui d’Helsinki. Béni soit le jour où la France et l’Italie se rejoignent enfin !

De leur côté, les idéologues de gauche, portés à envisager les [176] événements « *sub specie æternitatis*», s’avisent de penser que la Société des Nations est mutilée, souffrante, discréditée, mais qu’elle n’est pas morte. Belle occasion de la réhabiliter ! Leurs adversaires les ont traités de « communisants » parce qu ils voulurent, contre le *Reich*, coopérer avec la Russie. Ne convient-il pas de prouver, en tout cas, qu’ils n’épargnent pas plus Staline qu’Hitler dès que Staline devient agresseur ? Paris et Londres, s’ils savent réprimer le crime bolchévique, gagneront un apport précieux : les Scandinaves embrasseront leur cause, ces Scandinaves dont la neutralité tourne de plus en plus à la complicité de fait avec l’Allemagne parce que l’Allemagne, à l’opposé des Alliés, sait menacer et terroriser à la ronde. Toutes les Amériques battront des mains. Que l’on écoute plutôt leurs ambassadeurs ! Calcul politique à droite, mouvement sentimental à gauche. Daladier se fait fort d’en tirer l’unanimité nationale. Comment ? Son intuition confuse s’explique probablement ainsi : par haine des bolchéviques les conservateurs deviendront belliqueux. L’esprit de guerre libérera chez eux les anciennes réserves de patriotisme. Alors, pour la défense nationale, ils seront régénérés. Ils verront enfin les choses telles qu’elles sont. Daladier n’hésite guère. Il pense réparer par ce qui n’est en somme qu’une manœuvre, son laisser-aller, sa négligence, ses contradictions. Avec la Finlande, il va donner sa mesure. Mais il se sent obligé de satisfaire aux espérances qu’il a provoquées. Il ne trouverait pas grâce après un échec. « Affaire dangereuse, dit-il. Il ne faut pas qu’elle tourne mal. »

Daladier ne peut l’ignorer : le peuple français n’est pas véritablement dressé contre l’Empire hitlérien. Même la guerre commencée, le pays n’en est que trop resté à ses querelles des années de paix. « Nous nous reverrons bientôt ! » disait. M. Brauer, chargé d’affaires d’Allemagne, aux fonctionnaires du protocole qui le saluaient, le 4 septembre, à la gare des Invalides. M. Brauer parlait à bon escient. Même en cette heure de rupture, il lui échappait de prophétiser que les Français ne se battraient pas sérieusement et que, vu leurs dispositions, la manœuvre dite de la paix blanche avait chance de réussir. On sait qu’elle fut [177] amorcée dans l’accord germano-russe du 29 septembre et qu’elle se déploya, en long et en large, dans le discours prononcé par le *Führer*, à l’Opera Kroll, le 6 octobre. Représenter aux Français que l’Angleterre les avait, à leur corps défendant, plongés dans le conflit, qu’il ne tenait qu’à eux, mettant bas les armes, d’être laissés par l’Allemagne dans la jouissance paisible de leurs possessions : telle fut la tactique de l’agresseur couvert des dépouilles polonaises. Elle n’entama pas un seul instant le président du Conseil. Il sut toujours signifier dans des communiqués qu’il n’en était pas dupe [[151]](#footnote-151). Mais l’on ne peut écrire avec la même assurance que tous les soldats et tous les citoyens résistèrent aussi fermement au thème de la « perfide Albion », développé chaque soir, du poste de radio de Stuttgart, par Ferdonnet. Et ne furent pas seulement touchés des soldats et des citoyens, mais des parlementaires, membres de la commission des Affaires Étrangères de la Chambre et du Sénat. Touchés parce qu’ils le voulaient bien.

M. Mistler, présidait à celle-là et M. Bérenger à celle-ci, tous deux opérant aux confins des affaires et de la politique [[152]](#footnote-152). Mistler, paradoxal, voletant à l’étourdie sur les problèmes internationaux avec une facilité de normalien, essayiste, romancier, ayant rapporté de l’université hongroise où il avait enseigné, un bagage de préjugés hostiles aux alliés de la France en Europe Centrale. Bérenger, ténébreux, cauteleux, âpre au gain, menant froidement une partie personnelle calculée avec soin. Il avait fallu le médiocre jugement de Paul Painlevé, président du Conseil en 1925, pour le nommer ambassadeur de France aux États-Unis. Signe particulier : M. Bérenger a occupé, pendant de longues années, l’une des fonctions parlementaires les plus importantes. Il a harcelé et mis à mal nombre de ministres. Eh bien, dans aucune crise ministérielle, son [178] nom ne fut prononcé pour un portefeuille. Il avait été commissaire aux pétroles du temps de Clemenceau. L’expérience était tenue pour suffisante. Jamais, même dans la presse, un insensé ne suggéra qu’il pût devenir ministre et Dieu sait ce que fut, chez nous, la médiocrité des porteurs de marocain. Le cas est presque sans précédent. Aux élections sénatoriales de 1938, Georges Mandel, ministre des Colonies, avait estimé œuvre pie de le chasser de son fief de la Guadeloupe où, voici vingt ans, n ayant jamais mis les pieds dans l’île, il s’était emparé, Dieu sait comment, d’un siège sénatorial. En vain. La « République des Camarades » joua irrésistiblement pour Bérenger, M. Lebrun lui-même donnant de sa personne.

Mistler, Bérenger et quelques autres commissaires accordèrent au discours d’Hitler, dans le privé, plus d’attention qu’il n’en méritait. De même aux « bons offices » qu’offrirent le roi Léopold de Belgique et la reine Wilhelmine de Hollande, le 7 novembre, prolongement de l’expérience hitlérienne. Cependant, point de réaction précise à relever sinon, en octobre, à la commission des Affaires Étrangères du Palais-Bourbon, l’exposé de Gaston Bergery sur les circonstances de la déclaration de guerre à l’Allemagne. Exposé perfide, préparé avec l’assistance de Georges Bonnet, tendant à démontrer que la paix aurait pu être sauvegardée en dépit de tout. Georges Bonnet, éliminé du quai d’Orsay, le 13 septembre, et relégué au ministère de la Justice, couve son ressentiment. M. Daladier lui a enlevé la direction de la diplomatie française : la condamnation morale est indéniable. D’où la propagande menée en son nom : la guerre n’aurait pas éclaté s’il avait eu la liberté complète de ses mouvements. Dans une conférence de presse, il a ete jusque a dire :  Contre moi, tous les moyens ont été employés » [[153]](#footnote-153).

Mais, dans l’automne de 1939 et dans l’hiver de 1040 ceux qui croient pouvoir reconstruire une Europe habitable po’ur les hommes civilisés, sans pousser les choses jusqu’à la défaite d’Hitler sur les champs de bataille, placent surtout leur espoir dans Mussolini [179] enfin gagné à l’amitié française. À ce dictateur il est réservé de délivrer le continent du communisme russe et, simultanément, de contenir la révolution nationale-socialiste. Peu de voix osent s’élever directement et franchement en faveur du *Führer*. Depuis le 1er janvier 1939, la banque Lazard, propriétaire du journal financier l’*Information*, ne permet plus à Fernand de Brinon de donner une suite aux articles où il répondait des desseins pacifiques du Troisième *Reich* envers l’Autriche et la Tchéco-Slovaquie. Brinon, dégoûté, s’est retiré à la campagne [[154]](#footnote-154). Otto Abetz est parti, le 1er juillet, sous la menace d’un arrêté d’expulsion. Le Comité France-Allemagne est en sommeil sinon dissout. À la fin de décembre, est publié le *Livre Jaune* où les dépêches de M. Robert Coulondre, ambassadeur à Berlin depuis novembre 1938, constituent la chronique la plus émouvante de la préméditation violente des chefs nazis. Jusqu’à M. Georges Bonnet menant double jeu, comme il est conforme à sa nature, qui apporte sa pierre au monument. Il accepte de paraître dans la posture d’un ministre des Affaires Étrangères qui savait ce qu’il faisait en déclarant la guerre à l’Allemagne. Il va même plus loin puisqu’il tire de son coffre et fait insérer, ce que nul ne songeait à lui demander, le compte rendu de ses entretiens téléphoniques avec Rome (31 août, 1 et 2 septembre 1939) d’où il ressort que le *Duce*, au tournant critique, se conduisit en fidèle exécutant du pacte d’acier. Bonnet n’admet pas cette induction, mais, pendant un moment très bref, il croit à la victoire et, si elle se consomme, veut être à même d’en revendiquer une part.

Vers l’Italie fasciste, regardée, contre toute évidence, comme puissance soucieuse d’aménager une Europe bien équilibrée (pourvu qu’il soit fait droit, « dans une mesure raisonnable », à ses bruyantes revendications), s’orientent donc les hommes qui voient dans « l’armistice de fait », observé par l’Allemagne à l’occident, une sorte de disposition permanente à traiter. Peut-on croire qu’ils furent sincères ? Pourquoi ignorèrent-ils que la politique française ne ménageait déjà que trop le gouvernement fasciste (capable, en [180] septembre, d’une résistance de trois ou quatre semaines, selon les rapports reçus par l’État-Major), que faire travailler son industrie contre paiements en devises et livraisons de matières premières, c’était lui permettre de constituer des stocks, d’ajouter à la force de l’Allemagne et, le moment venu, de dégainer le poignard ? Comment oublièrent-ils l’injure faite à l’Ambassadeur de France, le 30 novembre 1938, lorsque la Chambre des Députés interrompit, en sa présence, un discours de Ciano pour crier : « Corse, Nice, Tunisie » ? N’était-ce pas l’indice que le *Duce* cherchait le salut de son régime dans le cataclysme hitlérien et dans de vastes bouleversements territoriaux, dût l’indépendance de son pays y périr, plutôt que dans la conservation franco-britannique assortie pour lui de profits nécessairement limités ?

Combien de fois, hélas, ai-je posé la question aux conservateurs qui m’entouraient avec le seul résultat de les mettre en fureur et de me faire taxer d’ami de Moscou ! Avec M. Charles-Roux, ambassadeur de France au Vatican, je descendais un jour la rue de Varenne. Nous rencontrâmes le comte de P. qui se pique de diplomatie : « Eh bien, mon cher ambassadeur, quand nous rapporterez-vous l’accord avec l’Italie ? Il nous est indispensable. » — « L’accord avec l’Italie ? Si vous voulez le négocier, mettez dans votre poche la Tunisie avant d’entrer au Palais de Venise ou au Palais Chigi. Et j’ajoute que, même la Tunisie présentée sur un plateau d’argent, vous n’êtes pas sûr de conclure l’affaire. » Le comte de P. fit la grimace. Illusions affreuses. À la fin de 1939 et au début de 1940, trop de Français s’entêtaient encore à ne pas voir que les démocraties, qu’elles le voulussent ou non, étaient dans un camp et les États totalitaires dans l’autre. Mussolini était solidement résolu à tenir le coup auprès d’Hitler, soit par l’intrigue de « paix blanche » [[155]](#footnote-155), tant qu’il n’oserait pas imposer à l’État-Major et à son gendre Ciano les conclusions auxquelles lui-même était arrive, pendant la conquête de la Pologne, sur la supériorité militaire de l’Allemagne, soit par la belligérance dès que la valeur de l’armée française ne bénéficierait plus dans son [181] esprit du moindre doute. Or, les « italophiles » français détruisaient en lui l’effet des vigoureuses paroles de Daladier à son ambassadeur Guariglia quant à la constance guerrière de la France et le portaient à prendre une bien faible mesure de notre opinion publique. N’avait-il pas raison de trouver l’indice d’une irrémédiable faiblesse dans les éloges que nos maniaques s’obstinaient à lui décerner tandis qu’il ne nous épargnait aucun affront ? Ainsi ceux qui, par leurs flagorneries à l’égard de l’Italie, se flattaient d’arrêter la guerre, resserrèrent-ils en fait le « pacte d’acier » et tendirent-ils à augmenter la puissance matérielle et l’audace de l’Allemagne. Ou les Français viendront à récipiscence, la Pologne sera abandonnée et l’humiliation franco-britannique sera telle que, sans coup férir, presque toutes les conquêtes pourront s’accomplir. Ou ils se battront sans foi, ni conviction, ni matériel moderne et ils iront à l’abîme. À partir de la mi-janvier, le *Duce* s’établir dans le deuxième terme de ce dilemme : la lettre de Muti, secrétaire-général du parti, aux hiérarques fascistes, rédigée au Palais de Venise, est le signe de cette évolution.

Depuis janvier 1935, Laval est le promoteur de la campagne mussolinienne. Mais, exilé dans l’opposition après janvier 1936, il ne reprenait qu’assez lentement son action parlementaire. Il n’intervenait pas en séance. Il se contentait de tirer à part tel ou tel sénateur et de l’endoctriner. « Pour contenir ses entretiens d’homme à homme, me disait l’un d’eux, le Palais du Luxembourg n’a pas assez d’embrasures de fenêtres. » Il continua à prêcher la défense nationale par un ministère Pétain où il se rencontrerait avec les anciens présidents du Conseil, Blum exclu. Nous retrouverons Laval : laissons-le de côté pour l’instant. Son heure dominante n’a pas encore sonné. Bérenger et Mistler sont déjà passés dans notre récit, mais lorsque Rome est mis en cause, on ne peut se dispenser de les rappeler. Ils admirent l’un et l’autre le *Duce* et coudoient ses agents.

Depuis sept ans, si ce n’est plus, Bérenger a vu dans la réconciliation avec l’Italie, même s’avérant dispendieuse, la solution du problème extérieur français. Revenant de Rome en décembre [182] 1933, si j’ai bonne mémoire, il publia dans le *Petit Parisien* (dont le directeur M. Pierre Dupuy voulait à tout prix être envoyé au Palais Farnèse) un ou plusieurs articles à la louange de la « sœur latine » : toutefois, dans l’un d’eux, il racontait que Mussolini avait des prétentions sur Constantinople — passage que supprima le rédacteur en chef du journal. Citons encore M. François Piétri, député de la Corse, inspecteur des Finances, délié d’esprit, cultivé, mais aussi fluet au physique qu’au moral. Ce petit véhicule d’une politique mortelle est poussé en avant par un moteur disproportionné, une ambition, un désir effréné de parvenir qui ne le laissent pas en repos. Il a été plusieurs fois ministre de la Marine, entre 1930 et 1936. Puis il a disparu du cercle où sont distribués les portefeuilles. Ancien élève et protégé de Caillaux, il a maintenant des attaches avec l’extrême droite grâce à la famille de l’imposante matrone qu’il épousa sur le tard. À Bordeaux, en juin, devant un italien antifasciste qu’il rencontra, il épanchait la douleur que lui causait la déclaration de guerre de l’Italie : « L’Italie, gémissait-il, mais c’est la moitié de ma race ; mes grands-parents ne parlaient pas français. » — « Si j’en juge par votre humeur, lui dit l’autre, nous nous retrouverons tôt ou tard au Sénat de Rome ! ». Piétri crut devoir lui répondre : « Comme je vous remercie de votre bonne parole ! »

Mais le plus dangereux agent de Mussolini en France s’appelle Anatole de Monzie, sénateur et ministre des Travaux Publics, par la folie de Daladier, depuis août 1938.

Balzac se serait réjoui de rencontrer ce politicien. Quel roman il aurait pu échafauder sur lui ! Il est originaire d’un territoire aquitain qui conserve les traits d’une province féodale. Il répugne à l’absorption dans la France du Nord, dans le système monarchique ou républicain. Il est « socialiste indépendant », étiquette permettant toutes les audaces et se pose volontiers en homme du seizième siècle. Je l’entendis un jour discourir contre Luther : « Ce moine allemand a imaginé de prêcher sa réforme au moment même où la Papauté devenait l’apanage des humanistes et des néo-païens. Conséquence : la contre-réforme, les [183] Jésuites, une religion fanatique et mesquine, la domination des cagots. C’est Luther qui a fait tout le mal » [[156]](#footnote-156).

Au début du siècle, quatre jeunes gens dont l’amitié ne devait jamais se démentir, tous venus du même « pays », se juraient de conquérir Paris, fortune, renommée, grandes charges : Henri et Robert de Jouvenel, du bas-Limousin, Maurice Colrat [[157]](#footnote-157) et Monzie, du Quercy. Ne retenons que le premier et le dernier : ils ont peu de scrupules et le caprice personnel est érigé chez eux en suprême règle de vie. Mais Monzie, laid, éclopé, est d’une sève autrement âcre que Jouvenel, sorte de Bel Ami superficiel et affadi. Un cabinet d’avocat d’où sortent, de préférence à des plaidoiries, d’étranges négociations et marchés avec le client, avec la partie adverse, avec les ministres et leurs bureaux [[158]](#footnote-158), des gestions ministérielles assez clairsemées (notamment un bref passage au ministère des Finances, en 1926, de style Père Ubu) qui valorisent l’action dans le prétoire ou autour du prétoire ; dans les dix dernières années, on ne sait pourquoi, un parti-pris d’exalter Mussolini envers et contre tout, un penchant à lui rendre les services que, normalement, celui-ci ne devait attendre que d’une cinquième colonne ; des livres rapidement écrits, spirituels et insensés : tels sont les points en relief de cette existence bizarre. En 1933, Monzie força Paul Boncour à nommer Henri de Jouvenel ambassadeur en Italie. L’amateur vaniteux s’empressa de conclure le « funeste traité des quatre puissances » du 16 juin 1933. Monzie avait le front de répéter à Boncour par la suite : « De votre vie, vous ne pourrez jamais payer la dette que vous avez [184] contractée envers moi le jour où je vous ai donné Henri. » Chez nous le *Duce* fut bien servi. Auparavant, Rakowsky ambassadeur des Soviets à Paris, avait bénéficié, de la part de Monzie, d’un dévouement analogue. C’est apparemment que la Russie était encore fidèle au traité de Rapallo, c’est-à-dire à l’Allemagne. Monzie se prit à la détester dès qu’elle se fut montrée en convergence avec la politique française. Grande amitié aussi pour la Hongrie dont il défend les féodaux contre les réformes agraires tchèques et roumaines, bien que les services rendus à Buda-Pest ne puissent qu’aider le pangermanisme. « Je hais la Petite Entente. Du moment que vous n’avez pas sauvé l’Autriche quand elle fut attaquée et annexée, en mars 1938, vous n’avez plus a vous mêler de ce qui se passe sur le Danube. » Petit échantillon des propos absurdes que Monzie lançait dans les salons et même au Conseil des ministres, avant et pendant la guerre.

Ministre de Daladier, il n’a cessé d’intriguer avec des émissaires de Rome, officiels ou officieux. Ses conversations téléphoniques avec l’ambassade d’Italie étaient surveillées et enregistrées. Saisies au vol, certaines de ses phrases firent scandale [[159]](#footnote-159). Monzie traîne derrière lui Pomaret et la muse de Pomaret. Lorsque Daladier le nomma aux Travaux Publics, il exigea pour son ami le ministère du Travail. Pomaret se présente comme un grand garçon déluré, ouvert, sportif, attaché à sa Lozère natale. Il fut un valeureux combattant en 1914-18. Mais, sous le couvert de ses états de service, il affiche un cynisme intégral. Daladier, sensible à son entrain, exprimait un jour l’intention de l’appeler à un poste plus important. M. Champetier de Ribes qui l’écoutait, répliqua aussitôt : « Président, vous n’y pensez pas. Savez-vous ce qu il a dit devant moi l’autre jour ? Qu’il était pour la paix à tout prix, car il préférait recevoir un coup de pied dans le derrière qu’une balle dans la tête. »

À la bande des ultramontains, pour reprendre un vieux mot, quitta en renouveler l’acception, il faudrait ajouter Baudoin. [185] Mais, comme Laval, il est promis à de plus grands exploits. Nous ne l’appréhenderons pas pour l’instant.

Au mois de mars 1940, les hommes qui menaient le jeu italien exploitèrent le séjour en France de Mr. Sumner Welles. Le sous-secrétaire du Département d’État s’était entretenu avec l’un et l’autre dictateur avant d’arriver à Paris. Il fit preuve d’une discrétion, d’un tact remarquables. Nul ne peut se flatter d’avoir obtenu le moindre compte-rendu de son travail d’exploration. Sa mission était de renseigner M. Roosevelt et M. Cordell Hull. Il n’avait pas à se faire le précepteur des hommes d’État anglais et français. Toutefois, M.M. Camille Chautemps et Georges Bonnet qui avaient été du dîner intime donné par M. Daladier, en l’honneur de l’envoyé américain, le 4 mars, se hâtèrent de lui prêter sur l’Italie des phrases capables de servir les thèses qu’ils avaient à cœur. Si le *Führer* et surtout Ribbentrop, racontaient-ils, avaient provoqué chez Mr. Sumner Welles la répulsion la plus vive, M. Mussolini, par contre, l’avait ému en évoquant le spectre de l’imminente guerre totale. « Peut-être avez-vous des torts et n’est-il pas trop tard pour les réparer. » Nous ne disons pas que le sous-secrétaire d’État usa de ces termes, mais que les deux compères les répandirent comme venant de lui et qu’ils s’en autorisèrent pour élargir l’envergure de leurs manœuvres [[160]](#footnote-160).

Il n’est pas facile d’expliquer pourquoi, en février, Daladier, ayant affaire aux revendications de Reynaud quant à la dictature économique dont celui-ci voulait être investi et pensant peut-être plus sérieusement que jamais à reconstruire son cabinet, ne comprit pas combien salutaire eût été le coup de balai éliminant la clique Bonnet, Monzie, Pomaret, etc. À sa conduite ambiguë, à ses tâtonnements dans le vide, il n’y a qu’une clé. Mettre dehors ces trois hommes et leurs pareils, c’était, pour lui, se livrer pieds et mains liés, à Reynaud, Mandel, Campinchi, Herriot, [186] Sarraut et même à Blum. Un ministère homogène et résolu à « faire la guerre », comme disait l’intrépide Mandel, ne pouvait être composé que de ceux-là. Or, avec eux, le chef du gouvernement sentait qu’il ne serait plus maître chez lui. Déjà, à l’époque de Munich, Reynaud, Mandel, Campinchi avaient essayé de lui faire violence. Ils avaient été à deux doigts de résigner leurs fonctions tous ensemble. Le Président ne voulait pas que ce genre de pression pût s’exercer derechef sur lui dans un moment pénible. À une harmonie susceptible de l’enserrer et comprimer comme une camisole de force, il préfère une collection disparate de ministres, dussent des « traîtres », le mot est de lui et il s’en est servi fréquemment, continuer à s’asseoir autour de la table du Conseil. Ses convenances propres le dirigeaient dans le choix des personnes plutôt qu’idées et programmes. S’il en avait été autrement, comment aurait-il été recruter Monzie et Pomaret en pleine crise tchéco-slovaque d’août 1938 [[161]](#footnote-161) ? Il en resta donc à son microcosme parlementaire. Et nous voici ramenés à l’affaire de Finlande : Daladier compte sur elle pour réconcilier, en douceur, à l’avantage de la défense nationale, les « durs » et les « mous. » L’expédition en Scandinavie accomplira ce miracle de transformer en monolithes ce cabinet et ce parlement des plus composites que sa dictature traîne laborieusement derrière elle et qu’il n’eût ni le courage ni la puissance de régénérer ou d’exalter au-dessus d’eux-mêmes.

[187]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***DEUXIÈME PARTIE***

Chapitre VIII

Le choc avec Laval.

Dalandier condamné paradoxalement  
sur l’affaire finlandaise qui, poussée plus loin,  
eût lésé l’intérêt national.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les diplomates professionnels essaient de discipliner, de filtrer le flot d’opinion publique, tumultueux et mêlé, qui gagne en ampleur et menace de jeter la politique française sur les récifs. Leur idée fixe est de ménager la Russie. Les accords germano-russes du 29 septembre, consécutifs au pacte de non-agression du 23 août (partages territoriaux, coopération économique et action conjointe pour la paix blanche), leur ont toujours paru n’être que tactique temporaire de Moscou. Ils savent que l’Union Soviétique n’est entrée qu’avec répugnance, en septembre, dans des divisions de dépouilles qui n’ajoutent pas également à la force des deux partenaires. Ils espèrent que, tôt ou tard, elle se retournera, car Staline, à leur sens, s’il est désireux de prolonger indéfiniment le conflit en gonflant et dégonflant tour à tour la puissance allemande, serait détruit par la victoire finale d’Hitler. Ils constatent que l’Union Soviétique ne livre pas régulièrement ses matières premières. Ils ne veulent point, d’un secours trop public à la Finlande, cimenter l’association germano-russe encore très lâche. Et ils n’ont garde d’oublier que le ministère turc n’aurait pas signé le contrat du 16 octobre 1939 avec les démocraties d’occident s’il n’avait cru à leur résolution de faire ce qui dépendrait d’elles pour rallier Moscou.

Sous ces réserves assez compliquées, ils reconnaissent qu’il est de l’intérêt de Paris et de Londres d’entraîner les neutres et le plus grand de tous, les États-Unis d’Amérique, dans un vaste [188] mouvement de résistance à l’agresseur, d’exploiter l’antipathie que la Russie leur inspire pour les orienter contre le *Reich* et surtout de se servir du prétexte finlandais pour arrêter le trafic du minerai de fer. Jeu trop complexe. L’appui dispensé au gouvernement d’Helsinki devra ressembler à celui que les Soviets eux-mêmes accordent à Chiang-Kai-Chek, sans être pour cela en guerre avec le Japon. Bref, l’assistance à la Finlande doit être prise comme un moyen — le moyen de fermer la Scandinavie à l’Allemagne et de faire glisser dans notre orbite les trois Nations du Nord — mais il faut éviter de la traiter comme une fin. Si cette règle était négligée ou méconnue, si nous nous trouvions en lutte ouverte avec la Russie, tout serait bénéfice pour l’Empire hitlérien. Aucun recrutement d’alliés ou d’associés ne serait compensation suffisante pour les gros effectifs que nous aurions à envoyer en Finlande et pour le resserrement de la conjonction germano-russe. La Finlande elle-même y perdrait, car, l’Allemagne participant à la lutte, Suédois et Norvégiens s’ancreraient plus profondément que jamais dans la résolution de rester à l’écart et de nous refuser droit de passage. Le raisonnement, on le voit, est très éloigné des aspirations de nos prétendus conservateurs. Il assigne quatre limites à l’action de Daladier : les dispositions rigoureuses de l’article 16 du Covenant de Genève ne seront pas appliquées à la Russie ; armes et munitions ne seront données à la Finlande que de façon plus ou moins occulte, à la manière couverte des Allemands et des Italiens dans les premiers mois de la guerre civile espagnole ; des « volontaires », à l’exclusion des corps réguliers, seront transportés de l’autre côté de la mer du nord ; rien ne sera changé dans la représentation française et britannique à Moscou. Le cabinet britannique envisage l’affaire de la même façon que les services du quai d’Orsay. À l’origine, il est même plus circonspect puisque des expéditions de matériel de guerre ne lui sont arrachées qu’après de longs débats dans deux Conseils Suprêmes, en décembre er en janvier. Il finit par s’en tenir à la formule suivante trouvée, après coup, par Lord Halifax : « Le gouvernement de Sa Majesté ne se laissera pas distraire de son dessein principal, vaincre l’Allemagne, par la crainte que telle action particulière puisse compromettre [189] ses rapports avec la Russie soviétique [[162]](#footnote-162). » Traduction libre des diplomates français : « Nous ne nous en prenons à la Russie que pour autant qu’elle se place dans notre ligne de tir tendue vers la cible germanique. »

Chez nous, cette définition de la politique anglo-française ne sera découverte dans aucun texte officiel ou officieux. Elle représente la moyenne des impulsions de Daladier, « rationalisées » par les services, et des vues calmes et réfléchies du *Foreign Office*. Au fond, elle est beaucoup trop alambiquée pour être traduite telle quelle dans les faits. Libre à des diplomates ingénieux de jeter sur papier des formules nuancées, de concilier en théorie ce qui est inconciliable. La réalité brutale a vite fait de mettre le holà à ces fragiles transactions de l’esprit. Et ceux qui les ont trouvées sont, en fin de compte, obligés d’opter entre des termes beaucoup plus grossiers.

À la vérité, nonobstant tous les freins inventés par les uns et par les autres, tant à Londres qu’à Paris, Daladier, céda, sans en avoir conscience, au mouvement passionné des partis, et conduisit tout droit la France et l’Angleterre au conflit avec la Russie. Les résolutions du Conseil et de l’Assemblée de la Société des Nations qui expulsèrent les Soviets de l’institution de Genève (14 décembre) furent son œuvre personnelle. Pour les faire voter, il passa outre, non seulement aux hésitations de la Finlande, à l’opposition de la Suède, de la Norvège, du Danemark [[163]](#footnote-163), mais aux avertissements de Lord Halifax à M. Corbin, ambassadeur de France à Londres (11 décembre) et de M. Butler, sous-secrétaire d’État parlementaire du *Foreign Office* à Paul Boncour, délégué permanent de la France à Genève (12 décembre). Il souffrit que le Conseil Fédéral de Berne, dans une note adressée à M. Joseph Avenol, [190] secrétaire général de la Société des Nations, prétendît, au nom de sa neutralité perpétuelle, limiter le débat à l’agression soviétique et exclure de l’ordre du jour l’agression allemande [[164]](#footnote-164), ce qui donnait à l’affaire la tournure dont nous ne voulions pas, ce qui tendait à constituer la Russie en danger No 1 et le *Reich* en danger No 2.

La condamnation de Genève n’est, après tout, que d’ordre moral et elle glisse sur l’épiderme des maîtres du Kremlin. Mais des avions, des armes, des munitions commencent à être expédiés au même moment et cette contribution grandira peu à peu. Et voici le grand tournant : à la fin de janvier, le président du Conseil, répondant à l’appel du maréchal Mannerheim, est prêt, pour sa part, à promettre l’envoi d’un véritable corps expéditionnaire franco-britannique. Sans doute, dans sa pensée, l’assistance à la Finlande a-t-elle comme mérite principal d’ouvrir la route de Narvik, de fournir un prétexte à des opérations maritimes et terrestres concourant au renforcement du blocus [[165]](#footnote-165). M. Thyssen, échappé d’Allemagne, raconte que, dans ce pays, les stocks de minerai de fer resteront médiocres si le ravitaillement s’arrête. Dessein assez précis et restreint. Mais il n’importe : 58 000 Français et Anglais ont été désignés pour la campagne de Finlande et l’assurance est donnée à Helsinki que, sans limite aucune, les effectifs estimés indispensables suivront [[166]](#footnote-166), qu’au besoin l’obstacle suédois et l’obstacle norvégien seront forcés. Quoique Daladier ait en tête, c’en est assez pour nous faire entrer en plein dans l’engrenage d’une guerre avec l’Urss.

Nous n’attendions que l’appel des intéressés pour nous mettre [191] en branle. Le 1er mars, Daladier téléphonait à Helsinki : il demandait que ce geste nécessaire ne fût pas retardé. Le 7 mars, dans une note remise au ministre de Finlande à Paris, il exhortait encore ceux qu’il voulait secourir, malgré eux, à crier au secours. Les Finlandais se servirent des préparatifs franco-britanniques pour adoucir les conditions de leurs ennemis. Ils tournèrent le dos à la France et à l’Angleterre et envoyèrent des négociateurs à Moscou. Sur le traité de paix, les signatures furent échangées le 12 mars. Les Français eurent l’impression d’avoir été joués — et ceux qui voyaient dans l’aventure une belle occasion de supprimer les importations allemandes de minerai de fer et ceux qui rêvaient d’une campagne de Russie se substituant à une campagne d’Allemagne et, de surcroît, les idéologues à la mode genevoise. Aussitôt, sous le coup soudain et terrible, le ministère Daladier chancela. Daladier n’avait donc réuni derrière lui les « mous » et les « durs » que pour leur administrer à tous les preuves de son incompétence ou de sa malchance ! Réconciliés par lui, ils allaient maintenant lui demander des comptes.

Vers la bourrasque parlementaire qui s’annonce il avance, diminué au physique et au moral. La marquise de Crussol lui a fait acheter une petite maison dans la forêt de Rambouillet et il y passe volontiers les fins de semaine. Le dimanche, 7 janvier, il est tombé de cheval et s’est cassé la cheville. Il a recommandé au professeur Mondor de recourir au traitement le plus énergique ; rayons ultra-violets, mécanothérapie. Il endurera longtemps la plus vive souffrance.

Au Comité secret du 10-11 février, il a été porté par le succès. Ayant triomphé des dernières hésitations de Neville Chamberlain, une semaine auparavant, il savait que, quinze jours plus tard, les transports militaires appareilleraient pour la Finlande. Il croyait avoir le vent en poupe. Il s’est expliqué devant les députés avec une aisance, une franchise, une sorte de laisser-aller qui, d’ordinaire, ne sont pas de sa manière. Heureusement surprise, l’Assemblée l’a suivi d’un mouvement chaleureux et unanime. Est-il donc débarrassé de cette humeur ombrageuse, de cette irritabilité à fleur de peau que tant de gens lui reprochèrent dans les derniers mois ? [192] Par ricochet, il a même gagné la cause de son ministre de l’Air, M. Guy la Chambre, assez rudement bousculé dans la phase initiale de la discussion.

Mais, un mois plus tard, les choses ont tourné. Il désespère maintenant de l’entreprise. Les plénipotentiaires finlandais sont assis en face des Russes, au Kremlin. Il est assailli de reproches. Interpellation de Fernand Laurent, affreux démagogue de droite, sur la « tragédie de la Finlande, la part que la France a prise à ces événements et les conséquences que le gouvernement entend déduire des derniers faits militaires et diplomatiques pour la conduite de la guerre » ; de Louis-Oscar Frossard, « sur les événements de Finlande et leurs conséquences » ; de Léon Blum, sur « les événements de Finlande ». Entre le 9 et le 17 mars, huit autres interpellateurs se mettront sur les rangs : Tixier-Vignancourt et Souriaux, conservateurs insensés, Félix Grat, conservateur raisonnable qui tombera au champ d’honneur, Ernest Pezet, catholique libéral, sincère et ingénu, Margaine, radical indépendant, Gaston Bergery, Alcibiade, de la gauche, etc. Le 12, s’engage un court débat pour fixer la date de la discussion. Daladier demande un délai de 7 jours, car la Chambre française ne pourrait décemment élever la voix tandis que la conférence russo-finlandaise de Moscou n’est pas finie. Mais, impatient de se défendre, de déconcerter tout au moins les opposants qui, de la droite à la gauche, l’investissent en demi-cercle, il déballe lourdement une foule de chiffres, il étale l’appui déjà fourni aux armées de Mannerheim : 175 avions, 496 canons de divers modèles, 795 000 obus, 400 mines, 200 000 grenades, 5000 mitrailleuses, 20 millions de cartouches, etc. Évident manque de sang-froid, de prudence diplomatique et militaire. Le Président est exaspéré, inapprochable. Il récrimine contre Gamelin, contre les Anglais qui, par leur lenteur, compromirent l’entreprise. Apprenant que Winston Churchill arrive à Paris pour quelques heures, il jure ses grands dieux qu’il ne le recevra pas. Paroles de dépit et d’inquiétude aussitôt oubliées. Il est à bout de forces, il est malade.

En séance secrète du Sénat, le 14 mars, débouche l’attaque de Laval. Celui-ci monte à la tribune pour la première fois depuis [193] cinquante mois. Il ne s’est manifesté, dans ce long intervalle, qu’à la commission des Affaires Étrangères par des plaidoyers et des lectures de dossiers en faveur de Mussolini et de Franco. Lors de la déclaration de guerre, il fut le seul à émettre un vote hostile, mais ne l’expliqua qu’en peu de mots. Il mûrit sa vengeance. Il suit Daladier à la trace de ses fautes comme le chacal suit la caravane. L’échec finlandais est pour lui le signal de l’action. Pour le coup, il se découvre hardiment. Il développe le thème : au point où nous en sommes, il ne nous reste plus qu’à faire la guerre, mais, par votre faible conduite, vous êtes en train de la perdre. Et l’éternel refrain. Pour prévenir le conflit ou pour remporter la victoire dans le cas où Hitler serait intraitable, il avait gagné l’Italie à notre alliance : accords de Rome du 7 janvier 1935, conférence de Stresa d’avril 1935. Toute son œuvre a été sabotée par le Front Populaire cherchant contre les dictateurs une revanche qui contredit à l’intérêt national. Que l’on ne tire pas argument des affaires d’Espagne contre Mussolini. Le *Duce*, Laval peut le prouver, s’est offert pour réconcilier Franco avec la République Française. Le ministère Blum n’a même pas daigné lui répondre. Après cela, que l’on s’étonne de la conclusion du pacte d’acier ! Lui-même, Laval, se serait volontiers rendu à Rome, il est toujours prêt à s’y rendre, pour renouer l’amitié franco-italienne.

À ce point du développement, Daladier interrompt l’orateur. Il donne connaissance au Sénat d’une dépêche de François Poncet, ambassadeur au Quirinal, créature de Laval, où le comte Ciano déclare, au nom de son beau-père, que l’ancien président du Conseil, gagnant Rome en mission spéciale, n’y serait pas le bienvenu [[167]](#footnote-167).

Pour saisir le venin de cette flèche bien décochée, il faut savoir que, durant la campagne d’Abyssinie, Mussolini écrivit à Laval, lui reprochant de n’avoir pas tenu la promesse de janvier 1935. D’après le dictateur italien, Laval s’était engagé, sinon à seconder, [194] du moins à ne pas gêner la conquête italienne en Afrique Orientale. Or, s’il circonscrivit les sanctions de Genève, il ne leur opposa pas de *veto* formel. Il s’inclina, en fait, devant la mobilisation de la « *Home Fleet*» en Méditerranée et ne refusa pas, une fois pour toutes, à l’Amirauté l’usage éventuel de bases navales françaises. L’aide de Laval pendant toute la crise ne fut donc que secrète et ne porta ses fruits que tardivement. Le *Duce* prétend, en somme, qu’elle aurait dû être affichée rapide, radicale, que, dans l’occurrence, le contrat de Rome ne fut pas exécuté. Il en a été le mauvais marchand. Laval a mis des bâtons dans les roues genevoises. Il ne s’est jamais jeté à la tête du cheval. Par lettre, Laval a réfuté l’allégation, rappelant les services rendus subrepticement à la cause fasciste, son refus d’approuver l’embargo sur le pétrole réclamé avec insistance par les Anglais. Mais Mussolini ne s’en est pas tenu là. Il a envoyé une deuxième missive. Et, le jour même où il quitta le quai d’Orsay (30 janvier 1936), Laval ne voulant pas rester devant ses successeurs sous l’accusation de Mussolini, estima prudent de faire rédiger par les services une nouvelle réplique. Il se drapa, pour l’occasion, dans l’orthodoxie du quai d’Orsay. Dans son tête-à-tête du Palais Farnèse avec l’hôte fasciste, lui faisait-on dire, il ne s’était jamais écarté de la lettre des traités existants, n’avait accordé à l’Italie qu’une simple liberté d’action économique, sous réserve que les, intérêts français déjà établis n’eussent pas à en souffrir. Il niait donc que ses assurances verbales eussent été plus loin que la note remise à Mussolini au sujet de l’Abyssinie, avant le départ de Rome, et qui avait été l’œuvre des bureaux. Après avoir signé le texte préparé par les fonctionnaires, il s’exclama comme il prenait son chapeau — et ce fut la dernière phrase qu’il prononça en quittant le ministère : « Après tout, Mussolini est un salaud et un marchand de tapis ! » Aveu qui fut recueilli comme essence précieuse par les assistants. C’était donc pour en arriver là que Laval avait compromis, en 1935-36, l’entente avec l’Angleterre ! Et, dans ce mois de mars 1940, il continuait à discourir comme s’il avait eu la bienveillance du *Duce* en monopole. Derrière la riposte de [195] Daladier au réquisitoire de Laval il y avait tous ces faits.

La divulgation du télégramme François-Poncet met un instant les rieurs du côté du gouvernement. Mais la correspondance des deux partenaires de 1935-36 étant tenue secrète, ils ne saisissent qu’incomplètement la portée du trait. Et Laval, spéculant sur l’ignorance de tous ou de presque tous, aura l’effronterie de dire, par la suite, que l’avertissement de l’ambassadeur de France à Rome (s’il doit être pris à la lettre, ce dont il ne convient pas) se retourne contre celui qui l’a révélé. Par la faute du ministre actuel, la brouille avec l’Italie en est arrivée à un point où l’artisan le plus dévoué de la ligue latine est privé de ses moyens ! Cet épisode ne modifie en rien la pente générale du débat sénatorial déterminée par les seules nouvelles de Finlande et contraire au cabinet. La majorité habituelle commence à se fondre : soixante abstentions sont comptées. Mauvais prélude au Comité secret du Palais Bourbon qui suivra dans cinq jours ! Paul-Boncour a pris la parole pour adjurer le président de ne plus cumuler tant de fonctions écrasantes, de se décharger du ministère des Affaires Étrangères, de se réserver pour une tâche de coordination. La reconstruction ministérielle, ce serait peut-être le salut. Le tableau serait renouvelé. D’autres jeux seraient faits. Morose, passif, abattu, Daladier ne daigne pas employer ce palliatif.

On peut dire que, dans la séance du 19 mars, à la Chambre des Députés, il n’essaya pas sérieusement de sauver son existence ministérielle. Il se laissa choir, il s’abandonna complètement. Léon Blum, le plus redoutable de ses critiques, mit en cause sa probité intellectuelle, contestant le bien-fondé des chiffres produits le 12 mars. Daladier dut reconnaître que les avions envoyés dans le nord n’étaient point aussi nombreux qu’il l’avait dit. Avait-il trop hâtivement parcouru les tableaux dressés à son intention ou la statistique elle-même était-elle confuse ? Dans l’occasion, il n’a pas sciemment trompé le Parlement [[168]](#footnote-168). Lui-même, s’étant aperçu [196] de l’erreur, tancera vertement les bureaux. Il s’offensa de l’imputation gratuite du chef socialiste. Il y vit l’indice d’une hostilité ou d’une haine qui ne prenait plus la peine de se dissimuler [[169]](#footnote-169).

Dans son dossier, il y avait de quoi prouver, certes, que, pour une fois, il n’avait été ni indolent, ni négligent. Mais puisque son honnêteté avait été mise en question, à quoi bon lutter ? À 3 heures du matin, le 20 mars, fut adopté l’ordre du jour exprimant la confiance de l’Assemblée dans le gouvernement pour « porter au maximum la force de la France et conduire jusqu’à la victoire la guerre qui nous a été imposée et où nous défendons avec la sécurité de notre pays notre liberté et la liberté du monde ». Mais adopté de quelle façon ! Votants : 240. Majorité absolue : 121. Pour le cabinet : 239. Contre : 1. Abstentions : 300.

Parmi ces 300, plus de « durs » que de « mous » peuvent être dénombrés. Les uns et les autres en veulent au président du Conseil de ce qu’ils croient être une grande occasion gâchée.

Mais ceux-là le condamnent pour sa mollesse, son manque de dynamisme encore plus que pour ce qu’ils estiment être l’exécution languissante du projet scandinave. Ils spéculent sur l’avènement de Paul Reynaud. Ils désirent qu’une main plus vigoureuse s’empare des leviers gouvernementaux. Quelqu’un fit observer à Léon Blum que, dans la conjoncture, il était injuste de renverser Daladier. Il répondit : « Mettons qu’il paie aujourd’hui pour [197] toutes les occasions où trop d’indulgence lui fut montrée… »

Ceux-ci, au contraire, espèrent que Daladier sera remplacé, à la direction des affaires, par quelqu’un de plus ouvert au compromis avec les dictateurs allemand et italien. En février, Paul-Boncour, lui-même un « dur », me disait que s’il arrivait malheur à Daladier, l’équipe Laval-Chautemps, avec ou sans Pétain, accéderait au pouvoir. « L’abcès crèvera, ajoutait-il, et, peu après, nous aurons assez vite un vrai gouvernement de guerre. » Drôle d’itinéraire en pleine lutte. Passer par des ministres faibles pour en arriver à des ministres forts ! Mais ce propos est noté pour faire comprendre que les « mous » eurent des illusions, le 20 mars, sur le cabinet qui suivrait celui de Daladier. Ce fut une autre journée des Dupes.

Dans la voiture qui, en pleine nuit, le conduisait à l’Élysée, le président du Conseil répéta plusieurs fois : « Léon Blum ne m’aime pas ! » Toujours ce penchant à envisager un débat politique sous l’angle des relations personnelles. Il ne disait pas que le chef socialiste, dans l’occurrence, avait eu tort ou raison, mais qu’il avait manqué envers lui aux devoirs de la république des camarades. Et il entrevoyait, derrière le décor parlementaire, cette liaison d’intérêts Blum-Reynaud dont il était irrité depuis si longtemps. Cependant, l’affront qui venait de lui être infligé avait étonné tout le monde. Louis-Oscar Frossard, l’un des principaux interpellateurs, annonçait, avant la séance, que le cabinet n’était pas sérieusement menacé. Prise à la lettre, du reste, la jurisprudence parlementaire ne prescrivait pas à Daladier de voir dans le vote autre chose qu’une manifestation de mauvaise humeur. Techniquement, une majorité de députés s’était retrouvée derrière lui, les abstentions ne comptant pas, et rien ne l’obligeait à s’en aller. Mais il se sentait en fin de course. Quand il apprit que le ministre des Finances était appelé à lui succéder, il s’exclama : « C’est clair : dans deux mois un ministère Flandin fera la paix ! » Il voulait dire par là que Reynaud s’écarterait vite de tout empirisme prudent et que la guerre verserait dans le désastre.

Il y avait dans ce dictateur vacillant un fond de pessimisme, de [198] résignation au destin. À en croire l’entourage, dans l’été de 1933, lors de son premier ministère, une cartomancienne avait prédit que sa fortune aurait une éclipse, qu’il se relèverait ensuite et dominerait le pays, mais serait enfin frappé et politiquement anéanti. Daladier supportait mal qu’on lui rappelât cette histoire, et il finit même par la dire inventée de toutes pièces. Parfois, il cédait au pressentiment d’un immense malheur. Il demeurait longtemps silencieux, hagard, fasciné par ce qui l’attendait. « Les Français ne pardonneront pas au chef du gouvernement qui aura perdu la guerre même s’il est sans reproche. » — « Un sort vous attend auprès de quoi le traitement qui me fut infligé, il y a vingt-deux ans, ne sera que de l’eau de rose », vint lui crier un jour Caillaux, prince de « l’apaisement », dépouillé de son impétuosité de jadis. Il acceptait le sacrifice.

En février, 1939, il avait pensé se faire élire président de la République [[170]](#footnote-170). Il n’eut pas demandé mieux que de passer son fardeau à un autre, Mais il ne pouvait décemment se présenter aux suffrages de L’Assemblée Nationale sans être assuré d’un successeur compétent. Pour entrer à l’Élysée, en septembre 1920, Alexandre Millerand avait légué la présidence du Conseil à un incapable et l’application vigoureuse du Traité de Versailles, amorcée par lui, supporta les suites de l’opération. L’homme qui l’imiterait, dans l’Europe de 1939, serait encore plus sévèrement jugé. En fait, chargé depuis trois ans d’organiser la Défense nationale, aucune mutation, aucune démission n’eût allégé sa responsabilité. Les événements fatalement appelés à la mettre en cause fussent partis de la main d’un autre : c’eût été le seul changement. Le cercle du destin s’était déjà refermé sur lui. Il ne pouvait s’évader. La conscience même qu’il avait de ses fautes le rivait au pouvoir.

La principale valeur de cet homme faible était de représenter assez exactement le Français moyen de son temps. Point d’autre explication de sa fortune extraordinaire dont s’étonnait Camille Chautemps et qu’il enviait, parlant de « chance insolente ». Daladier [199] fut l’image de la dernière décade républicaine. Coulé dans la facilité du régime, il était inapte à le rendre totalitaire pour la lutte. Son succès de politicien, sa défaillance d’homme d’État, le malheur de la France : autant d’effets d’une seule cause.

En raison même de ce qui lui manquait pour être un chef, il équilibrait partis et factions. Avec son effacement commence une série de spasmes politiques qui, dans l’agonie militaire, gagneront en fréquence et en intensité.

[200]

[201]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

Troisième partie

PAUL REYNAUD.  
MALHEUREUX ESSAI  
DE DYNAMISME

[Retour à la table des matières](#tdm)

[202]

[203]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre I

Commencements difficiles

[Retour à la table des matières](#tdm)

En deux grandes occasions, une décision personnelle de M. Albert Lebrun, président de la République, a pesé sur le destin de la patrie. Le 20 mars, au petit matin, il a offert à Paul Reynaud la présidence du Conseil des ministres. Trois mois plus tard, le 21 juin, en plein désastre, apparemment résolu à transporter en Afrique du Nord le siège du gouvernement pour y continuer la lutte auprès de l’Angleterre, il s’est laissé intimider par la contre-révolution, a rengainé le projet héroïque et raisonnable, s’est affaissé pitoyablement sur les ruines des lois constitutionnelles tandis que Pétain et Laval amorçaient leur régime dictatorial et imposaient la capitulation illimitée.

Jamais personnage plus falot n’habita l’Élysée. Le paradoxe est que, de tous les hommes qui s’y succédèrent, il ait été le seul, depuis Jules Grévy, à obtenir le renouvellement du mandat septennal. Un président de la République pour comédie de Labiche. Quand il fut élu, puis réélu, les journaux ont publié des photographies de son village natal, Mercy-le-haut en Lorraine, de son frère, le fermier, solidement guêtré de cuir. Que n’est-il resté un paysan ! Pourquoi fut-il reçu à l’école Polytechnique, en sortit-il à la tête de la « promotion » et devint-il le plus fade des petits bourgeois ? Comment des capacités d’ingénieur s’unissent-elles à si peu de valeur humaine ? On peut le définir : l’effroi perpétuel.

Toute action diplomatique et militaire lui semble chargée de risques indicibles. Il se prend le front à deux mains. Il se tourmente. Il gémit à la lecture de la correspondance diplomatique. Au téléphone, il fait part de ses inquiétudes, il recommande la [204] prudence, il réclame des explications et, auprès de ceux qu’il importune et qu’il agace, allègue la vigilance de son patriotisme. Lors des discussions avec les Turcs, en septembre-octobre 1939, il insiste pour que toutes leurs demandes soient acceptées, dût le traité devenir coquille vide. Naturellement, le « boniment fasciste » l’a toujours trouvé sans défense. Georges Bonnet n’a cessé de voir en lui un allié.

Par-dessus le marché, lâche politicien. Un exemple. En tant que « coprince d’Andorre », il n’a pas voulu endosser la responsabilité des douteux contrats conclus par Anatole de Monzie pour construire un poste de radio dans cette république. Il a contraint le ministre à se dédire. Mais il a aussitôt voulu lui faire oublier, à force de flagorneries, son courage apparent qui n’était que de la peur. Il ne veut pas qu’une rancune quelconque se forme contre lui surtout chez les bien pensants. Les femmes peuvent le duper. Une « Becky Sharp » anglaise qui « travailla » deux ou trois ministres français, lui adressait des lettres suspectes dont il n’était que trop porté à tenir compte. Il est sentimental, fleuri dans ses discours qu’il lance d’une voix de Stentor. Il a cette incongruité bizarre qui s’appelle le don des larmes. Il est flanqué de deux conseillers uniques dans leur genre. Le secrétaire général de la présidence de la République, Magre, frère du poète, citoyen idéal d’une république toulousaine : chansonniers, petits vers, repas plantureux. Celui-là a des projets de coite retraite et les bruits de guerre sont pour lui autant de gêneurs et de fâcheux qui ne méritent que d’être tenus à distance. Le chef de la maison militaire, le général Braconnier, porte une de ces barbes qu’on ne voit plus à Paris depuis quarante ans, ce qui faisait dire à Daladier : « Lebrun n’a pu le trouver que dans l’armée de Bourbaki. » Bon vivant et brave homme.

Que par le jeu des compétitions politiques, en vertu du principe : « La palme au plus insignifiant et au plus neutre », la République de Poincaré, de Clemenceau et même de Fallières (qui avait de la finesse et du franc-parler) ait eu ce chef débile pour affronter l’heure la plus grave de l’histoire nationale : c’est à croire que la Providence l’avait condamnée. Tous les présidents [205] du Conseil se sont moqués de lui. Tous pourtant ou presque tous ont aidé à le maintenir sur le pavois.

M. Lebrun n’apprécie guère ceux qui s’écartent de sa médiocre orthodoxie. Le 20 mars, au matin, la colonne montante Reynaud-Blum n’est pas pour lui plaire. Blum, président du Conseil, exposait un jour devant lui la thèse devenue assez banale qu’en temps de crise économique rechercher l’équilibre budgétaire n’est qu’illusion. Il leva les bras, scandalisé, effaré, comme si l’autre lui avait demandé de marcher sur la tête. J’imagine que Reynaud essayant de le mettre en garde contre l’absurdité du « bloc-or », dans les années 1934-35, devait prendre à ses yeux figure de sophiste et de forban.

D’instinct, Lebrun essaie de retenir Daladier qui lui remet sa lettre de démission. Il interprète le vote de la Chambre de la façon la plus étroite. Si le président du Conseil avait reconstruit le Cabinet, si même, reculant devant l’entreprise, il avait pris la petite peine de nommer un ministre de l’information selon la promesse formelle donnée au Parlement, en décembre, pareille aventure ne lui serait pas arrivée. Mais Daladier repousse ses offres. D’ailleurs, Jeanneney et Herriot que la pratique constitutionnelle qualifie pour interpréter le sentiment des Assemblées se prononcent nettement en faveur du ministre des Finances. Il n’est pas dans le tempérament du président de la République de les braver ouvertement. Sur-le-champ, il convoque Reynaud.

Ne calcula-t-il pas qu’en le jetant immédiatement dans l’aventure, il avait grande chance de lui casser les reins ? Et Daladier ne convint-il pas avec lui qu’il n’était pas de meilleure manière d’en finir avec un agité et un brouillon ? Dans les circonstances normales, les divers présidents de la République ne manœuvrèrent jamais autrement pour se débarrasser de ceux qu’ils voulaient écarter du pouvoir, mais dont ils étaient forcés de prendre la candidature au sérieux. Ils ne désignaient pas le personnage qui leur tenait au cœur avant que ne se fussent amortis les appétits et intérêts furieusement déchaînés au début de la vacance ministérielle, avant que deux ou trois ambitieux n’eussent sué sang et eau à mettre sur pied un cabinet et ne leur eussent rendu leur [206] tablier. Les amis de Reynaud ont toujours soupçonné qu’une embuscade lui avait été tendue.

Quatre sortes d’ennemis attendaient au mauvais tournant le président du Conseil désigné. Le chef du gouvernement démissionnaire, véhément, furieux. Puis les dignitaires radicaux-socialistes, les « comitards », convaincus que le parti le plus nombreux au Sénat et même à la Chambre (les socialistes discrédités par le Front Populaire et incapables d’unir les Français ne comptant pas) était nanti d’un monopole gouvernemental. Les zélateurs de la paix immédiate, francs ou dissimulés. Les patriotes de droite appelant de leurs vœux la plus énergique conduite de la guerre, mais indignés de la rentrée prévue des amis de Léon Blum dans le ministère. Coalition formidable.

Reynaud ne fut intimidé qu’un instant. Il plongea dans les eaux périlleuses. Je me souviens d’une remarque de son secrétaire qui m’assistait à l’*Écho de Paris*, voici quelque treize ans : « Il aura bientôt cinquante ans et il n’a pas encore été ministre ! » En 1940, il avait dépassé la soixantaine et il n’avait pas encore été président du Conseil ! L’attraction du poste si longtemps convoité était trop forte pour que s’exerçât son esprit critique. Pourquoi Mme de Portes, sa maîtresse, était-elle en province [[171]](#footnote-171) ? Depuis l’automne, elle rêvait d’un ministère d’union nationale où Daladier, déchu de sa primauté, servirait à égalité avec « Paul » et Laval, sous la présidence de Pétain. Présente à Paris, elle se fût révoltée contre l’inclusion des « Marxistes ». Sous ses criailleries, la combinaison eût peut-être sombré. Nous écrivons pour la première fois le nom de cette femme. Ses paroles et ses actes vont contribuer à former les événements. Mais, le 21 mars, elle ne peut intervenir qu’au téléphone. Ce n’est pas suffisant.

Reynaud emporta un premier avantage, avantage mitigé, mais allant au-delà de ce qu’il était raisonnable d’attendre. Daladier accepta de rester ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, [207] sans demander, au préalable, l’avis de son parti, conformément à la règle. Les « comitards » l’accablèrent de leurs protestations. « Le patriotisme ne me laissait pas le choix d’agir autrement » leur répondit-il. Le patriotisme ? Mais puisqu’il regardait l’avènement de son rival comme un fléau public ? Disons qu’il ne voulut pas être le naufrageur visible. Il eut seulement soin de ne pas lever le doigt pour convaincre ses frères radicaux-socialistes de seconder le nouveau « président ». Un mot de lui eût suffi à gagner Chichery, président du groupe parlementaire radical-socialiste, aux instances de Reynaud. Il ne le prononça pas. Sa conduite ressembla à une « non-belligérance » temporaire, au sens de l’Italie. Ministre de la Défense Nationale en temps de guerre, il aurait du reste le chef du gouvernement à sa merci et serait le véritable maître : tel était le calcul [[172]](#footnote-172).

Le deuxième gain de Reynaud vint des socialistes. Leur groupe parlementaire accepta son offre par 81 voix contre 7 avec 5 abstentions. Succès qui n’allait pas de soi, vu que, pour ménager la droite, aucun portefeuille ne devait être alloué à Léon Blum, le leader en titre, et que beaucoup de membres du parti s’offusquaient de cette accession au pouvoir par la petite porte.

Cependant, Rucard, ancien garde des Sceaux du Front Populaire, grand personnage maçonnique, mobilisa immédiatement les loges contre le ministère en formation. Pressentant que son existence ministérielle ne tiendrait qu’à un fil et que la rencontre avec le Parlement serait on ne peut plus aléatoire, Reynaud n’eut pas la hardiesse — une hardiesse qui n’eût été que sagesse — de jouer le grand jeu, de fermer ses oreilles aux clameurs, de constituer un corps de ministres homogène, unanime, volontaire, compétent, de se placer d’emblée au-dessus des considérations de groupes, de leurs intérêts égoïstes, des dosages habituels du commun des politiciens. Non, il bourra son cabinet de trente-cinq sénateurs ou [208] députés dont vingt-cinq anciens ministres à tout faire, épaves des deux douzaines de cabinets qui, depuis la disparition de Poincaré, en 1929, avaient, pour la plupart, gâché les affaires publiques : Chautemps, Laurent Eynac, Henri Roy, Lamoureux, Sarraut, Frossard, Rio, Marcel Héraud, Hippolyte Ducos et même le couple Monzie-Pomaret [[173]](#footnote-173). Quelle promesse de rajeunissement gouvernemental, quelle rupture avec le passé, ces mannequins fripés, délavés, discrédités, pouvaient-ils apporter ? Le ministère Reynaud valait tout juste celui que Daladier n’avait su prendre sur lui de réformer. De l’un à l’autre, aucun progrès. Toujours le Cabinet conçu comme un microcosme du Parlement, comme le syndicat des grands féodaux de la République.

Reynaud, intimidé par les coups qui vont lui être portés, commence par faire ce qu’il avait censuré chez les autres. Il laisse à la porte sa défroque de novateur, s’enfonce dans le jeu parlementaire le plus sordide. Et comme sa main n’y est pas préparée, comme il n’a pas le flair des coulisses, il verse dans une double faute. Tandis que six socialistes — dont trois sous-secrétaires d’État — sont inclus dans le nouveau gouvernement, le principal groupe de droite, la Fédération Républicaine, est laissé de côté. Il convenait que des socialistes de patriotisme éprouvé fussent investis de responsabilités ministérielles, fortifiés dans leur influence sur le parti où s’agitaient tant « d’apaiseurs » et sur la classe ouvrière où les affiliés à la Troisième Internationale continuaient leur travail de sape. Mais à condition que les hommes de droite, ayant donné des gages de leur dévouement à la Nation, fussent appelés eux aussi. Or, Reynaud s’obstina à ne mettre à la disposition de M. Louis Marin, député de Nancy, président de la Fédération Républicaine, qu’un seul poste ministériel. Celui-ci en réclamait trois et aurait transigé sur deux. Son inimitié pouvait être aisément prévenue. Le président du Conseil, qui le détestait, [209] haussa les épaules et passa son chemin. Il ne se garda pas d’une autre erreur également grave. Il refusa de nommer ministre des Finances M. Abel Gardey, radical-socialiste du type conservateur, puissant au Sénat, pour ne point chagriner M. Bouthillier, secrétaire général du ministère des Finances, qui n’avait pas l’amitié de ce politicien.

Devant le ministère Reynaud, le pays apparut, une fois de plus, coupé en deux. La faible pellicule d’union nationale dont Daladier avait couvert la discorde des partis s’évanouit instantanément. Tous ceux qui souhaitaient la reprise de la politique de Munich, à la faveur de l’« armistice de fait » ménagé par Hitler, éclatèrent en protestations. Les socialistes s’étaient abstenus en masse lors du scrutin qui avait mis à mal Daladier et ils refluaient au gouvernement après deux ans d’absence [[174]](#footnote-174). Comment résister à l’évidence ? Les deux « bellicistes » de 1938-39, Reynaud et Blum, avaient conspiré pour éliminer du pouvoir tous leurs adversaires, pour rétablir le monopole ministériel de la gauche, le Front Populaire. Dans les salons de Paris, dans les popotes d’officiers aux armées, partout fut entendue cette dénonciation.

Paul Reynaud affronta la Chambre des Députés le 22 mars. Je me souviendrai toujours de cette soirée où, d’heure en heure, nous attendions le dénouement. Un ami me téléphona de la Chambre, conservateur extrême, mais de tout temps averti du péril allemand. Il ne contenait pas son indignation. « Deux camps se font face, me raconta-t-il : ceux qui veulent faire la guerre et ceux qui, érigeant en politique la temporisation militaire imposée à Daladier par les circonstances et ne pensant qu’à se battre avec les Russes, veulent, au fond, renverser les alliances et négocier la paix. Dans cette séance, aucun souffle de défense nationale. Deux radicaux-socialistes, obscurs entre les obscurs, Galimand et [210] Badie, ont exhalé les plaintes de leur parti dépouillé de la présidence du Conseil. — « Mon intervention, pour être personnelle, correspond à des préoccupations majoritaires », a dit l’un. L’autre a parlé des « conceptions hardies et téméraires de ceux qui ne tiennent pas compte de la vie des hommes et qui en feraient bon marché. » Après les « comitards » hantés d’intérêts ignobles, Fernand Laurent, démagogue de droite, a chanté le couplet russo-italien. « Notre seule possibilité d’action est en Russie, le simple bon sens l’indique. L’Italie est l’un de nos motifs d’espérer. » Et il a accusé Reynaud, ministre des Finances, d’avoir enflé la monnaie. Celui-ci avait lu une déclaration ministérielle de style vraiment cornélien : « Vaincre, c’est tout sauver, succomber, c’est perdre tout… L’enjeu de cette guerre totale est un enjeu total. » Mais comme il a essayé ensuite de désarmer ses critiques ! Jusqu’à couvrir de fleurs l’homme qu’il déteste : « Aucun de nous n’a oublié les douloureuses leçons de la guerre. Il y a des erreurs que nous ne commettrons pas de nouveau. C’est la raison pour laquelle la Chambre a si souvent, si justement applaudi le président Daladier d’avoir été ménager du sang de nos soldats. » Et, pour se faire agréer par les conservateurs, il a parlé de l’Allemagne « aidée par la trahison des Soviets ». Le seul discours de Léon Blum était digne du moment. Il a repoussé avec mépris les récits qui le montraient en conspiration avec le nouveau président du Conseil contre l’ancien. Il a défié quiconque de relever la moindre défaillance dans l’appui qu’il prêta depuis six mois au gouvernement qui faisait la guerre ; il a adjuré les radicaux-socialistes de ne pas briser de façon irrémédiable avec les socialistes, etc. Pourtant, vers la fin, une allusion malheureuse au grand patronat attisa sur les bancs de la droite et du centre l’inquiétude sociale.

Un de mes parents, commandant de bataillon dans les lignes Maginot, était venu dîner avec nous, à l’expiration de son congé. Au nom de Blum, sa femme et lui devinrent furieux. Ils firent sonner bien haut que, par la seule faute de ce juif, nous étions en lutte avec Hitler et s’en allèrent très excités. J’eus l’impression que le débat de la Chambre avait forcé la porte de mon cabinet de travail. Après un intervalle de quarante ans, encore l’affaire [211] Dreyfus et combien plus tragique ! Cette nuit-là, Reynaud ne fut sauvé que par une seule voix. « La Chambre approuvant les déclarations du gouvernement et confiante en lui pour susciter et diriger toutes les énergies du pays, pour vaincre… passe à l’ordre du jour. » Sur 424 votants, 268 pour, 156 contre et 111 abstentions que le président du Conseil, après ce qui s’était passé pour Daladier, était obligé d’interpréter comme hostiles. Les trois quarts des radicaux-socialistes, en dépit des dix portefeuilles attribués à leur parti, s’étaient alignés, d’une manière ou d’une autre, contre le cabinet. À 10 heures du soir, Laval téléphona au général de Chambrun, son compère : « La démission est inévitable ! »

Reynaud était en mauvaise forme, agité, nerveux. À la tribune, les phrases qui convenaient lui avaient manqué. Il semblait douter de soi, lui qui, le plus souvent, péchait par présomption. Partout il croyait apercevoir la main de Daladier tendant un filet. Ce fut Georges Mandel qui le réconforta : « Vous avez affaire à des ennemis acharnés. N’oubliez pas que des parlementaires comme Montigny se battent pour leur peau. Mais la Chambre s’est ajournée au 2 avril. Hâtons-nous de faire de la bonne besogne et nous serons jugés sur nos actes. Si vous savez vous y prendre, vous ne perdrez plus une voix. Vous ne cesserez d’en acquérir. »

Reynaud alla de l’avant. Aux deux Conseils de Cabinet qui se suivirent de près après le débat de la Chambre, l’un dans la soirée du 22 mars et l’autre dans la matinée du 23, il mit ses collègues radicaux-socialistes en demeure de s’expliquer. Était-il possible de croire à leur bonne foi ? Dans le vote, trente-quatre de leurs amis seulement avaient appuyé le cabinet. Les dix ministres ainsi mis en cause se retirèrent pour une délibération séparée qui dura trente-huit minutes d’après la montre de Georges Mandel. Daladier voulait s’en aller. Les abstentions avaient compté contre lui : elles devaient également compter contre Reynaud. Chautemps, Campinchi, Queuille, Lamoureux le contredirent. Leur argument le plus fort fut que, condamner un ministère qui ramenait les socialistes dans la majorité, sans même l’attendre à l’œuvre, revenait à briser avec eux en toutes circonstances, à préparer, pour l’avenir, le désastre électoral. Ils décidèrent de [212] rester. Mais aucune assurance de loyalisme ne fut donnée à Reynaud. Les dix ministres feraient ce qu’ils pourraient : ils ne répondaient de rien, la loi des radicaux-socialistes étant que chacun avait licence d’agir à sa guise lorsque le président du Conseil n’était pas choisi dans leurs rangs, lorsque des membres du parti acceptaient de lui des portefeuilles sans être investis d’un mandat formel.

Plusieurs jours encore, Daladier se demanda s’il ne romprait pas brusquement. Le 23, il fut sur le point de céder aux instances des Guy la Chambre et des Bonnet qui réclamaient la convocation du groupe parlementaire. Il était privé du viatique réconfortant que, chaque jour, à la présidence du Conseil, lui dispensaient les fonctionnaires du ministère des Affaires Étrangères. Dans son souci de contrecarrer en tout le successeur, de s’opposer pour se poser, il prenait apparence « d’apaiseur ». Paul Faure, l’adversaire de Blum qui, à la réunion du groupe socialiste, le jour même où le ministère s’était constitué, avait proposé le compromis avec l’Allemagne, lui rendit visite plusieurs fois. Malgré tout, le péril immédiat était conjuré pour Reynaud.

C’est par un succès diplomatique prestement encaissé qu’il entreprit d’étouffer la dissidence ministérielle. Quels étaient donc les problèmes traités par les services du Quai d’Orsay et de l’État-Major que son dynamisme pouvait, sur l’heure, rendre fructueux ? Il mena son enquête dans la séance du cabinet de guerre du 23 mars. Alexis Léger, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, dut improviser un large exposé des affaires en suspens. Reynaud en retint que l’heure était venue de tirer des Archives où il languissait depuis décembre le projet de traité franco-anglais excluant toute négociation séparée avec l’ennemi, soit pour l’armistice, soit pour la paix. L’apathie de Daladier avait été condamnée par les Chambres. Les motifs qui, en décembre, dictaient à celui-ci une grande réserve à l’égard d’une solidarité plus étroite avec Londres, n’étaient plus valables. Mais l’habile colonel de Villelume, officier de liaison entre le Quai d’Orsay, Vincennes et la Ferté-sous-Jouarre, saisissant avec discernement l’heure favorable à sa fortune, gratifia le président [213] du Conseil d’un apport peut-être plus intéressant : le plan d’action dans les eaux territoriales de la Norvège. Il débita un petit discours riche en vues d’ensemble qui plut à Reynaud, lui fit dresser l’oreille. Enfin, il avait devant lui un soldat qui n’était point enfermé dans des dossiers techniques et négatifs ! Une guerre est toujours perdue par celui qui n’a pas la prépondérance du nombre, expliqua le colonel. La France et l’Angleterre sont obligées d’éviter la bataille tant que la mobilisation de leurs ressources en hommes et en matériel n’est pas plus avancée. Entre-­temps, il ne leur reste qu’à se rabattre sur la lutte économique qui atteint l’Allemagne dans ses préparatifs. Ce genre de lutte s’est révélé stérile jusqu’ici parce que nous n’avons tenté de saisir les matières premières et produits indispensables à l’Allemagne guerrière que sur les routes de la mer. Ayant à compter avec les neutres, nous sommes très loin d’avoir établi un blocus comparable à celui de 1918. Prenons des raccourcis ! [[175]](#footnote-175) Frappons à leur origine les matières premières qu’emploie l’ennemi. Dans le conflit actuel, le pétrole et le fer sont les instruments suprêmes et le *Reich* ne les possède qu’en stocks restreints. Pour le pétrole, rien à faire puisque les Anglais ne se laisseront pas entraîner, avant de grands délais, dans une expédition au Caucase. Reste le minerai de fer suédois et son principal débouché, la mer norvégienne. Trois mois ont été gaspillés depuis les premières études. L’heure a sonné d’amorcer une action de grande envergure.

Reynaud demanda la convocation du Conseil Suprême. Avec Sir Ronald Campbell, ambassadeur d’Angleterre à Paris, tout fut vite arrangé. Quatre jours plus tard, le ministre se précipitait à Londres. Le 28, pendant le déjeuner, il ne dissimula point à Neville Chamberlain que, pour réduire au silence ses adversaires du Parlement, d’ostensibles gains diplomatiques étaient indispensables. Le Premier ministre anglais n’avait pas la conscience tranquille. Il tenait Daladier en haute estime et se reprochait de l’avoir affaibli et peut-être ruiné par les tergiversations et les [214] lenteurs de sa politique finlandaise. Il avait privé la France d’un chef de guerre capable. En conscience, il devait l’aider à en trouver un autre. Winston Churchill fronça le sourcil. L’entreprise norvégienne ne lui disait rien de bon. « Il n’est pas raisonnable de s’y lancer », représenta-t-il. Il n’insista pas. Reynaud obtint à peu près tout ce qu’il voulut.

Au Conseil Suprême du 28 mars, Chamberlain n’accepta pas seulement le projet de déclaration interdisant toute négociation séparée de l’armistice et de la paix — il avait toujours été plus ou moins en faveur d’un engagement de ce genre. Il promit aussi que l’alliance franco-britannique survivrait à la fin des hostilités et qu’elle serait même l’instrument principal de la reconstruction de l’Europe. Il admit que, contre l’Allemagne vaincue, fussent prises des « garanties positives » de sécurité. Les deux pays s’entendraient, à l’avance, afin de pouvoir discuter en connaissance de cause les conditions de paix soumises soit par une tierce puissance, soit par l’ennemi — et les neutres n’auraient pas voix au chapitre. Ainsi ne pourrait pas sévir derechef l’idéologie de 1918-19. Dans le passé, le chef du ministère de Londres n’avait jamais été d’humeur à aliéner dans une telle mesure sa liberté d’action [[176]](#footnote-176). Il acquiesça aux formules hâtivement tracées par l’ambassadeur de France, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, qui était du voyage.

Pour les eaux territoriales de la Norvège, il se rendit aux arguments français vainement exposés depuis décembre. Il enjoignit à l’Amirauté d’aménager des champs de mines dans le « canal abrité » de la Norvège, route du minerai de fer suédois descendant vers l’Allemagne et repaire des sous-marins nazis à l’affût des navires de commerce traversant l’Atlantique. Tout l’hiver, la diplomatie française avait essayé d’obtenir ce résultat, soit directement en persuadant les Anglais de prendre hardiment sous leur contrôle les abords maritimes de la côte norvégienne, soit, indirectement, par le détour de l’expédition de Finlande. Après [215] l’abordage de l’*Altmark*, le 16 février, elle avait espéré entraîner le cabinet britannique dans l’action directe : il suffisait que celui-ci persévérât dans ce qui était commencé par ses marins. Mais Mr. Chamberlain et ses collègues avaient aussitôt fait un pas en arrière sous prétexte de ne pas dresser le ressentiment scandinave comme une barrière devant le corps expéditionnaire à destination d’Helsinki. L’occasion finlandaise disparue, force était de revenir aux projets d’intervention ouverte ou de tout lâcher. Reynaud fit pencher la balance vers l’action directe.

Toutefois, le Premier ministre posa ses conditions. Le public britannique, dit-il, ne comprendrait pas que fût traité brutalement le neutre norvégien tandis que l’Allemagne ennemie continuerait à être épargnée par nos mines et avions. Il usa de la conjoncture pour reprendre le plan de son gouvernement que M. Albert Lebrun avait arrêté au passage, peu de semaines auparavant : pose de mines dans le Rhin où les chalands naviguaient comme aux plus beaux jours de la paix. [[177]](#footnote-177) Reynaud se fit fort d’obtenir l’assentiment du président de la République et ce fut un homme très content de lui qui revint à Paris.

Il dut constater aussitôt qu’un président du Conseil n’ayant pas sous son autorité directe le ministère de la Défense Nationale, ne saurait prétendre à diriger la guerre [[178]](#footnote-178). Daladier, animé maintenant d’une haine physique contre le successeur dont, à son corps défendant, il était resté le collègue, censura tout ce qui avait été accompli à Londres en son absence [[179]](#footnote-179). À l’en croire, Reynaud n’avait [216] pas tenu la « dragée assez haute » aux Anglais quant à la déclaration contre la paix séparée. Récriminations en l’air : elles ne pouvaient avoir d’effet. Il reconnaissait d’ailleurs que le contrat ajourné par lui en décembre comme inopportun, répondait aux circonstances du moment. Mais il lui était loisible de frapper d’un veto efficace la contrepartie de l’entreprise norvégienne définie par Chamberlain. Il ne s’en fit pas faute. « Vous allez pousser la guerre vers une crise que vous n’êtes pas à même d’affronter. » Tout fut donc remis en question. Reynaud dépensa plusieurs jours à convaincre le cabinet anglais qu’il était contraire au sens commun de renoncer à une opération reconnue utile parce qu’elle ne pouvait pas être exécutée en même temps qu’une autre sans lien nécessaire avec elle. La lettre ou la note qu’il envoya à Londres finit par l’emporter, mais les Allemands, probablement avertis du plan des Alliés à la suite de l’acte d’espionnage dont nous avons parlé [[180]](#footnote-180), se trouvèrent bénéficier d’une sorte de préavis assez long.

La marine britannique, secondée par des contre torpilleurs français, mina les eaux territoriales norvégiennes, le 8 avril au matin. Dès le lendemain, éclata la réplique allemande : invasion du Danemark et de la Norvège par la *Wehrmacht*, prise d’Oslo, débarquement de contingents allemands (les navires s’étaient mis en route trois ou quatre jours auparavant) à Narvik, Egersund, Trondhjem, Stavanger. Il y eut du désarroi dans notre camp. Les maîtres de la mer (qui ne régnaient nullement dans l’air) étaient pris, dans leur domaine, en flagrant délit de négligence et d’incurie : les ministres français et anglais se rencontrèrent, dans l’après-midi du 9 avril, pour aviser. Mais le public ne s’émut guère. Les communiqués du 28 mars avaient été claironnés comme des bulletins de victoire. La plupart pensaient que Reynaud avait mis en branle d’heureux événements. À son audience du 4 avril, il convainquit, il gagna le bureau du groupe radical-socialiste, il mit les « comitards » en déroute pour de bon. Et, le 13 avril, [217] plus tôt que Londres n’avait osé le prévoir, des navires de guerre anglais forcèrent l’entrée du fiord de Narvik.

Pendant deux semaines, il triompha. Il fut acclamé à la Chambre des Députés et au Sénat, si mal disposés envers lui. Il acheva de recouvrer son éloquence habituelle qui ne l’avait point assisté, le 22 mars, à la tribune, mais qui, le 28 mars, avait fait merveille, paraît-il, derrière les portes fermées de *10 Downing Street*. Sa voix nette et sèche, ses phrases bien frappées contrastaient heureuse­ ment avec la manière par trop vague de Daladier. Beaucoup se prirent à penser que, pour le salut de la France, un nouveau Clemenceau avait enfin surgi. Un tonique était administré à la Nation. L’euphorie devait être brève. Du moins prouva-t-elle qu’une simple apparence de dynamisme dans la conduite de gouvernement pouvait accorder le peuple français à sa tâche guerrière, guérir tout d’un coup le schisme qui le déchirait depuis 1934. Le président du Conseil avait redressé sa partie selon les exhortations et prévisions de Mandel. Il avait conquis une omnipotence comparable à celle de Daladier et on le croyait homme à la rendre féconde. Les amis de Daladier commencèrent à dire qu’il était las de voisiner avec Reynaud et s’en irait avant longtemps.

[218]

[219]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre II

Reynaud n’est plus ce qu’il était

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans ce moment de la guerre qui, considéré rétrospectivement, portait le principe d’événements terribles, il nous faut suspendre le récit et prendre la mesure de Reynaud. Promettait-il vraiment d’être pour la France un Clemenceau No 2 ? Le désir de voir l’homme d’État de l’âge héroïque se réincarner dans l’un des ministres français n’égarait-il pas notre jugement ?

Incontestablement, Reynaud est d’une intelligence alerte, brillante et débordant le calibre courant de nos hommes publics — d’une intelligence qui semble plus puissante qu’elle ne l’est peut-être en réalité grâce à un don très particulier de couler en formules frappantes et accessibles à tous les notions les plus abstraites. Il sait comme pas un ramasser sa pensée en quelques mots qui s’accrochent à l’esprit [[181]](#footnote-181). Dans la controverse, il retient le trait essentiel. Il dépouille le problème de ce qui est superflu, adventice, casuel et ne doit pas affecter la décision. Il est passé maître dans l’art voltairien de l’éclaircissement. Et, ce que l’on dénie communément à Voltaire, ses idées claires peuvent être des idées distinctes, grande promotion.

De cette machine cérébrale sont sortis, entre 1930 et 1940, des produits remarquablement sains. Seul, ou presque seul, il a proclamé, dès 1932, qu’il était insensé de maintenir le franc à sa valeur or de 1926 tandis que le niveau des prix avait baissé dans le monde, depuis 1929, de 50 % et même de 75 % ou plus pour certaines matières premières, tandis que l’Angleterre puis les [220] États-Unis diminuaient leurs prix de revient par la dévaluation et même par une flexibilité systématique de leurs monnaies. Reynaud, président du Conseil en 1933-34, à la place de Daladier ou ministre des Finances au lieu de Georges Bonnet, n’aurait pas commis la fatale erreur de gestion financière et économique où l’histoire sera bien forcée de trouver l’une des causes les plus authentiques de la division du pays en une droite et une gauche ne soufflant que haine. Ce n’est pas lui qui aurait sacrifié l’accroissement du revenu national à la notion étriquée de l’équilibre budgétaire — d’un équilibre budgétaire irréalisable et même meurtrier tant que l’économie n’avait pas été traitée, n’était pas encore entrée en convalescence. Ce n’est pas lui qui se serait entêté, comme tous l’ont fait, à mettre la charrue avant les bœufs. Les bons remèdes qu’il administra, en tant que responsable de la Trésorerie, de novembre 1938 à mars 1940 [[182]](#footnote-182), il les avait en tête depuis des années. Dans une longue suite de discours, il n’avait cessé de les expliquer et de les justifier.

Ses procédés de ministre des Finances ont contredit aussi bien à l’orthodoxie peu éclairée de la vieille Banque de France qu’au Nouveau Testament du Front Populaire. À l’encontre des chefs de l’armée, Pétain, Weygand, Gamelin, Georges, il a également innové. Il a dégagé les formes de la guerre moderne. Que l’on parcoure plutôt ses livres : « Jeunesse, quelle France veux-tu ? » et : « Le problème militaire français [[183]](#footnote-183). » Il a très vivement senti qu’un renouvellement profond s’imposait dans toutes les formes de la vie nationale. Il a rêvé de tirer la France de la stagnation bourgeoise. La funeste diplomatie de Laval n’a pas eu de censeur plus sévère et plus exact : son réquisitoire du 27 décembre 1935 [[184]](#footnote-184) contient à peu près tout ce qui méritait d’être dit. De même, la défaillance de Pierre-Étienne Flandin du 7 mars 1936 fut, par lui, mise à nu, quand il était encore possible d’en atténuer les conséquences. Courageusement, il a plaidé la cause du rapprochement [221] avec la Russie. D’année en année, il était émouvant de suivre cet homme attaché exclusivement à définir le bien public, qui se moquait des affiliations politiques, des intérêts de parti, s’élevait tour à tour contre les erreurs des conservateurs et des socialistes, supportait avec enjouement l’impopularité, ne flagornait jamais aucune espèce de multitude et, mieux encore, ne se laissait pas intimider par les collèges de pontifes, Banque de France ou État-Major général. Avec plus de raison que Lamartine, il aurait pu dire : « Mon siège est au plafond [[185]](#footnote-185) ! »

Cependant, dès cette heure décisive dans la destinée de Reynaud, avril 1940, des points faibles pouvaient être découverts, et deux ou trois familiers qui, du reste, ne parlèrent que plus tard, ne s’y trompèrent pas.

Chef de gouvernement, pour déterminer sa politique, il abuse du syllogisme. Il est le modèle de ce que nous appelons en France la « raison raisonnante ». Il faut entendre par là que « l’esprit géométrique » n’est amendé que très peu, chez lui, par la finesse, l’intuition, le flair, qui, dans un sourd travail, orientent la spéculation vers l’acte juste. Et puis, trop de divertissements, trop de ces interminables déjeuners et dîners de Paris où le ministre, mis en représentation, se doit à lui-même de briller devant les ignorants et les sots. Point de loisirs pour la méditation et la réflexion solitaires dont, moins que tout autre, un esprit logique ne peut se passer sans risquer d’être superficiel. Reynaud débrouille ses idées en conversations de hasard avec les uns et les autres. Poincaré, Clemenceau, Millerand, Briand, ne sortaient pour ainsi dire jamais. Reynaud est toujours hors de chez lui. Son mode d’existence le voue à un sautillement perpétuel.

Celui qui a l’habitude de penser tout haut devant un interlocuteur est instinctivement porté à avoir en tout le dernier mot. Il ne se résigne pas à attendre de l’avenir sa justification. Il ne lui suffit pas d’être dans le vrai. À aucun moment, il ne veut paraître avoir tort. Et pourtant, des conceptions fermes et durables, [222] c’est-à-dire éloignées de l’opinion commune et anticipant sur les événements, doivent savoir essuyer des démentis temporaires. Reynaud avait eu, dans la période de ses grands combats, l’indispensable patience. Mais l’exercice du pouvoir lui faisait maintenant une nécessité de l’approbation quotidienne des politiciens : à l’épreuve de la présidence du Conseil, il se révèle dépourvu de sérénité et même de stabilité. Ne perdant pas un pouce de sa petite taille, dressé sur de hauts talons, il avait toujours été d’une grande arrogance. On avait beaucoup pardonné à la force et à la solidité de ses thèses fondamentales — notamment ce goût démesuré de l’expression brillante, frappante ou paradoxale, susceptible parfois d’induire en erreur [[186]](#footnote-186). À un agité, à un vibrion, une égale indulgence n’est point due.

Reynaud a profondément changé depuis deux ans. Sa volonté tendue à l’extrême, excitable, fébrile, se dépense en démarches contradictoires et se perd. Il se décide trop souvent en cinq minutes [[187]](#footnote-187). Au fond, nous croyons trop aisément que les hommes ne varient guère, qu’ils sont des quantités fixes, que nous les retrouverons à 60 et 65 ans tels que nous les connûmes dix ou vingt ans plus tôt. Illusion que l’expérience dénonce. « Le mérite des hommes a sa saison aussi bien que les fruits. » L’observation s’applique à Reynaud comme à Gamelin.

Dans le passé, il a choisi ses conseillers avec un bonheur exceptionnel : De Gaulle pour les affaires militaires et un banquier de grande science et conscience pour les affaires financières et économiques. Bonheur exceptionnel plutôt qu’exercice d’un jugement sûr. Tout au moins, depuis 1938, date de son retour au pouvoir, il est à la merci de ceux qui l’approchent de près, soit dans l’exercice de leurs fonctions, soit pour toute autre cause. Trois [223] fonctionnaires de la Trésorerie, MM. Marcel Bouthillier, Dominique Leca et Gilbert Devaux se sont emparés de lui et ne le lâchent plus, même promu des Finances à la présidence du Conseil et aux Affaires Étrangères. Trois personnages curieux qui ont influé sur le destin de Reynaud et sur celui de la France en dépit de leurs médiocres attributions officielles. Bouthillier, ingénieur des Arts et Manufactures, qui renonça un beau jour à ses machines pour devenir inspecteur des Finances, féru d’orthodoxie au sens de la vieille école, conseiller malheureux du ministre Germain Martin sous M. Doumergue, dévoué à sa tâche — pour tout plaisir on ne lui connaissait qu’un violon et un bateau à l’île de Ré — mais cachant sous des dehors ascétiques une ambition effrénée et une grande aptitude à l’intrigue, souriant déjà aux conceptions totalitaires, mauvais économiste. Leca, de naissance corse, premier prix de rhétorique et premier prix de philosophie au concours général des lycées et collèges de France, capable d’improviser en une heure, pour Blum, ministre de la Trésorerie, un discours dont tous les traits et nuances reflétaient le leader socialiste et de rendre à Reynaud, avec la même aisance, un service analogue : essentiellement, un condottiere. Devaux, fils du médecin de Caillaux, lié à Leca comme Pylade à Oreste, d’intelligence remarquable, et vraiment maître de son art, mais de caractère sournois.

Avec eux, nous sommes en étrange compagnie. Au printemps de 1938, pressentant que Reynaud passerait de la Justice à la Trésorerie, les trois compères le guettaient. Ils se firent présenter à lui par un subalterne, flattèrent sa manie dévaluatrice (à un moment où la dévaluation du franc n’avait plus d’utilité), lui présentèrent un projet excessif, captèrent sa confiance. Le jour de l’entrée en charge, ils surent enlever la nomination de l’un d’eux (Bouthillier) au secrétariat général du ministère des Finances et d’un autre (Leca) à la direction du Cabinet, ce qui conférait au triumvirat une autorité doublant celle du ministre. Le décret était préparé. Mais il se trouva que le *Journal Officiel* ne devait pas être publié le lendemain. Il y avait péril en la demeure. Leca eut vite fait de lever l’obstacle. Il appela au téléphone le [224] directeur de l’Imprimerie Nationale et, au nom du ministre, lui donna l’ordre de faire rouler les presses. Autre mécompte. Contrairement à ce que pensaient les camarades, un secrétaire général du ministère des Finances existait, si peu diligent, ayant à ce point laissé sa province se restreindre et disparaître sous les ronces, que tous l’avaient oublié. Leca demanda à Devaux de l’exécuter en pleine nuit. Le bonhomme fut réveillé « au nom du ministre ». Affaire d’État ne souffrant pas de délai ! Par respect pour le pouvoir suprême qui allait se manifester dans sa maison, il se rhabilla, il ajusta même un faux-col. Sa démission fut demandée. Mais qu’aurait-il donc en échange ? Le gouverneur de la Banque de France, M. Pierre Fournier, avait dit un jour et le propos n’était pas tombé dans les oreilles de trois sourds : « Créant le crédit en tant que chef de la Banque d’émission, je ne devrais pas avoir à le distribuer en qualité de président de la Commission des Marchés. » Pourquoi ne pas ériger cette présidence de la Commission des Marchés en poste séparé et indépendant ? Devant l’offre, cependant, le « démissionné » rechignait. Il se ravisa dès qu’il apprit que ses appointements seraient doublés : 250 000 frcs au lieu de 125 000. Voilà comment M. Bouthillier s’installa dans la place [[188]](#footnote-188).

Les menées de Leca et Devaux autour de Reynaud fourniraient la matière d’un vaudeville. Ils s’assurèrent que nul ne pût le voir ou lui téléphoner sinon par leur intermédiaire ou sous leur contrôle. Trouvant un jour dans le cabinet du ministre un ami qui avait déjeuné avec celui-ci et l’avait accompagné à leur insu, ils eurent la naïveté ou l’effronterie de lui demander par quelle porte il était entré.

En mai 1940, lorsque Reynaud déménagea du Quai d’Orsay à la rue St Dominique (tout en continuant à diriger les Affaires Étrangères), le chef du secrétariat diplomatique prit possession [225] d’une pièce attenante à la sienne. Proximité dont s’alarma le « petit cercle » : ce diplomate aurait donc l’occasion de prendre de l’ascendant sur la source des faveurs et honneurs ! Leca et Devaux corrigèrent aussitôt cet état de choses insupportable. Sur leurs instructions, le chef du matériel alla trouver l’intrus et lui déclara que des émanations toxiques avaient été constatées, qu’il lui fallait se transporter ailleurs. Leca et Devaux s’approprièrent le lieu. Sans vergogne, ils se vantèrent du bon tour qu’ils venaient de réussir.

Il était sans précédent que deux inspecteurs des Finances se détachassent de leurs ministères d’origine pour participer à la direction de la diplomatie française. Georges Bonnet, dans son aversion pour les fonctionnaires du Quai d’Orsay, défenseurs de la tradition politique française, avait eu quelque velléité de les submerger sous une marée de ces hommes de la Trésorerie qui, dans la hiérarchie administrative, se présentent en grands intellectuels rivaux des diplomates, leur culture très particulière les inclinant à ne considérer, dans les problèmes internationaux, que le jeu des intérêts matériels, à ignorer les éléments passionnels, à traiter de routinière la continuité de l’action extérieure. Les manieurs d’argent, les banquiers, sont habitués à fonder leurs calculs sur « l’homme économique », c’est-à-dire guidé en tout par la recherche du bien-être immédiat et, comme dirait Gœring, du « beurre ». Très clairsemés ceux d’entre eux qui, passant d’un comptoir à une chancellerie, comprennent que le clavier n’est plus le même, que des forces entrent en jeu, évaluables seulement sur de longues générations. Rouvier et Caillaux ont représenté en France cette école de financiers persuadés qu’une Nation peut choisir sa politique avec la liberté du client qui soupèse des parures dans la boutique du joailler. L’innovation devant laquelle, malgré tout, Bonnet avait reculé, Reynaud, par faiblesse envers un entourage qui depuis seize mois le soignait comme une vache à lait, la laissa s’accomplir dès son avènement à la présidence du Conseil, le 22 mars 1940. Le pire est que Leca et Devaux [226] n’avaient pas de scrupules : leurs trente ans brûlaient de conquérir Paris [[189]](#footnote-189).

Mais Reynaud, dans sa vie privée, était prisonnier d’un autre groupe plus redoutable : Mme de Portes et ses amis. Née Hélène Rebuffel, elle était marseillaise, fille d’un grand entrepreneur de travaux publics. Je la rencontrai pour la première fois, voici quinze ans, à Genève, pendant ce qu’on appelait la « saison », dans la mêlée de politiciens et de gens du monde qui tournoyait autour de l’Assemblée de la Société des Nations. Elle n’avait vraiment rien qui retînt l’attention. Liée avec Madame Reynaud, elle devint la maîtresse du mari et son établissement conjugal, vers 1930, n’entraîna qu’une rupture temporaire. Les deux femmes finirent par se disputer leur proie avec des éclats étonnants si l’on pense que l’intrigue avait longtemps fleuri dans une complaisance mutuelle. Jalousie à explosion retardée. Du soir au matin, les furies s’épiaient et se poursuivaient, étalant leurs querelles. Qu’il sortît avec l’une ou avec l’autre, Reynaud n’était jamais sûr que l’absente ne bondirait pas à l’improviste. En 1938, il loua un appartement de garçon, place du Palais-Bourbon et, contre son gré, se résigna à demander le divorce. De Georges Bonnet, ministre de la Justice, il obtint un décret racourcissant les délais légaux. Il avait opté. L’influence de son amie allait sur lui grandissant.

Il n’en fut pas moins persécuté, pourchassé, comme devant. Par exemple, il avait été invité avec Mme Reynaud ou Mme de Portes, je ne sais plus, chez un ambassadeur. La délaissée pénétra de force [227] dans le salon. Et l’autre, de dénoncer à haute voix tant d’impudence. Quand Reynaud forma le ministère, l’un de ses collègues me fit part de l’inquiétude que lui inspirait cette vie privée en soubresauts.

Autour de Mme de Portes se groupait un de ces « *smart sets*» que nous avons vu tenir la rampe à Paris entre les deux guerres. Quelques débris de la vieille société, ayant besoin de la puissance politique, soit pour satisfaire à leurs ambitions ou à leur curiosité, soit pour réparer leur fortune mise à mal dans les bouleversements financiers, quelques Anglais et Américains notoires par l’élégance de leur train de vie, par le cynisme de leurs mœurs et les plus agréables suppôts de ce que nous appellerons, pour la commodité du discours, le « club des camarades » : les quelque deux mille financiers, académiciens, littérateurs, diplomates, journalistes, fonctionnaires, parlementaires ayant le sentiment d’occuper des positions maîtresses par bon vouloir réciproque, par échange de services, décidés à se ménager et à s’entr’aider, à s’affranchir de toute conviction gênante, etc. La société parisienne d’autrefois, fermée aux politiciens du régime, tournait dans un horizon étroit et pouvait passer pour fossilisée ou perdue en futilités. Alors, ces politiciens eux-mêmes, dont les programmes n’étaient pas émoussés, avaient encore leur rudesse. La vieille séparation était quand même préférable à ce milieu hybride où tout se confondait, s’amollissait, se détendait. Georges Mandel m’a raconté que Daladier traita Reynaud de « parisien » dans l’un de ses accès de fureur, lors de la crise ministérielle. « Parisien » : il stigmatisait par là l’homme qui avait perdu ses racines provinciales. L’épithète au son naïf s’appliquait assez bien. L’ancien député des Basses-Alpes, qu’après un échec électoral la circonscription de la Bourse avait recueilli, se piquait d’être un homme à la mode. Il avait soixante-deux ans. Il faisait de son mieux pour rester jeune, teignait ses cheveux, pédalait énergiquement pendant le week-end et les vacances, prenait des bains de soleil. Le professeur de culture physique était l’un des familiers de la place du Palais-Bourbon. [228] Avec cela, une outrecuidance d’homme toujours prêt à se jeter dans un aéroplane pour vider en quarante-huit heures une question anglaise ou américaine. La vie de Reynaud est coupée de saccades. « Je l’aime bien, me disait, au début de l’année, un ami commun : mais de quelles étranges femmes il est entouré ! Comme il est mal tombé ! »

[229]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre III

Norvège, Belgique,  
la question Gamelin :  
premières déconvenues.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Vers le milieu d’avril, grâce à la prise de Narvik, à ce qui paraît être l’éclatante réussite norvégienne, les manœuvres des radicaux-socialistes, la volonté d’obstruction de Daladier, la mauvaise humeur du Sénat sont anéanties. Comités secrets au Sénat, les 16, 17, 18 avril et à la Chambre des Députés, le 19 avril : Reynaud gagne sur toute la ligne. À la Chambre, l’ordre du jour de confiance est voté à l’unanimité (16 abstentions, 13 absents). Au Sénat, les ennemis du président du Conseil prétendent l’interpeller sur la composition du cabinet, sur l’inclusion des socialistes. Il refuse de traiter le problème intérieur qui, auprès de la bataille nordique, ne saurait être mentionné avec décence. Il insiste pour qu’il ne soit question que de l’essentiel, la conduite de la guerre. Sur le conseil de M. Jeanneney, afin de couper court aux menées des Laval, etc., il ne demande aucun vote de confiance. Mais, de ce vote qu’il ne réclame pas, des applaudissements se gonflant jusqu’à devenir ovation, lui donnent l’équivalent [[190]](#footnote-190).

Comment son dynamisme va-t-il se dépenser ? Voici le programme que les événements placent devant lui.

Tenir la Norvège centrale en tirant parti de la prépondérance navale anglo-française, empêcher les Allemands de se consolider [230] dans les fiords de la côte occidentale où, par « l’inertie britannique », ils ont déjà pris pied.

Puisque l’invasion du Danemark et de la Norvège a déchiré complètement les dernières fictions de la neutralité, puisqu’aucun gouvernement ne peut plus même affecter de trouver dans la loi internationale le rempart de son indépendance, induire les États qui, sur la carte, occupent des positions-clés, à se joindre délibérément aux démocraties occidentales dont leur cause, quoiqu’ils disent, ne se sépare pas. À Londres, dans les discussions du 28 mars, fut dénoncé le « double étalon » de la neutralité. Il est intolérable, ont depuis répété en public Chamberlain et Churchill, que les « neutres » laissent les Allemands bafouer le droit des gens et, en même temps, exigent de l’Angleterre et de la France qu’elles le respectent. Celles-ci n’admettront plus les deux poids et les deux mesures. L’action en Norvège n’est qu’une application particulière de la décision de principe qu’elles ont prise. Maintenant, le tour de la Belgique est venu. Elle ne peut plus s’entêter dans une équivoque où l’Allemagne trouve son compte.

Enlever le commandement suprême à Gamelin, rond de cuir militaire, au jugement du ministre, qui, dans sa poitrine, ne porte pas le feu sacré : la campagne de Norvège le démontre après tant d’autres épreuves.

En Norvège, c’est, très vite, la grande déconvenue de Trondhjem. L’Amirauté britannique était disposée à enlever le fiord par un coup de force, conformément aux exhortations de l’amiral Sir Roger Keynes. Une date avait été fixée, celle du 25 avril, et les corps de troupe envoyés au nord et au sud, à Aandalsnes et à Namsos, bien tardivement, n’avaient pour mission que de distraire l’ennemi du lieu principal du débarquement et de l’attaque. Mais, à la surprise de tous, les forces chargées d’attirer à elles le gros des Allemands, semblent avancer facilement : le 17, les militaires de Londres renversent le plan sur lequel ils se sont entendus avec les marins et décident de faire des deux opérations secondaires l’opération majeure.

Désillusion et regret. Le matériel lourd, requis pour faire face [231] aux Allemands, ne peut être mis à terre, sous le feu d’une aviation supérieure, dans des atterrissages de fortune : c’est à Trondhjem, le seul port tant soit peu outillé de cette côte, qu’il fallait prendre pied d’abord. L’Amirauté est encore prête à s’exécuter [[191]](#footnote-191), mais l’État-Major impérial estime que l’équipée est devenue trop dangereuse, que le ciel, pour commencer, devrait être enlevé à l’ennemi. Bref, il se déclare incapable de sauver la Norvège centrale et réclame l’évacuation. Relisons les âpres débats des Lords et des Communes, le 8 mai [[192]](#footnote-192). Ce n’est que trop évident. Tout a été pitoyablement conduit. Français et Anglais récriminent à l’envi. L’intervention en Norvège n’aurait jamais dû être restreinte à la région septentrionale, ni même être conçue comme une entreprise à responsabilité strictement limitée. Dès le début, il importait que le filet fût jeté sur tous les ports de la côte, non seulement Narvik, mais Bergen, Trondhjem et Skavanger. Il n’est même pas dit que, le 8 et le 9 avril, si le coup avait été tenté, la marine anglaise n’eût pas réussi à atteindre Oslo. Pour s’occuper de la Norvège centrale, les états-majors anglais ont attendu que les Allemands soient établis dans le sud. Improvisation et désastre. Même à Narvik que visaient leurs préparatifs (tout au moins depuis le Conseil Suprême du 28 mars) ils ont laissé l’ennemi les devancer et ils ont dû s’y reprendre à deux fois pour enlever le morceau. On est bien forcé de conclure que les hommes de *Downing Street* n’ont pas le cœur à l’ouvrage, que, le 28 mars, se laissant porter à l’action par l’insistance de Reynaud, ils ont eu pour objet principal de l’implanter dans le Parlement français. De passage à Paris, les 4-5 avril, Churchill hochait encore la tête devant les perspectives de la campagne norvégienne [[193]](#footnote-193). Aujourd’hui, à relire les commentaires de l’époque, comme le côté aérien de l’affaire nous semble négligé !

Dès que se forme la décision britannique de rappeler les [232] troupes anglaises et françaises engagées au nord et au sud de Trondhjem Reynaud proteste âprement, on pourrait dire sans mesure. Le 25 ou le 26 avril, à l’insu des services du Quai d’Orsay, il adresse au Premier ministre une lettre qui eut certainement rendu la coopération de la France et de l’Angleterre plus pénible qu’elle ne l’était déjà si, à l’improviste, M. Chamberlain n’avait été forcé de céder la place. Il le prend de très haut avec le Premier ministre sur la façon de conduire la campagne : on doit avoir de grands points de vue ou ne pas se mêler de faire la guerre ; sans rapidité dans l’action, la guerre est perdue. Il signifie que pour écraser les batteries allemandes, balayant le goulet de Trondhjem, le sacrifice d’un croiseur ne serait pas excessif. Il réclame, dans le nord, l’unité de commandement. Il déclare que le gouvernement français n’envisage pas l’évacuation. Admettons que l’appel de Reynaud fût fondé, que les deux alliés n’eussent pas épuisé toutes leurs possibilités à la fin de la troisième semaine d’avril : le ton était détestable. Et Darlan lui-même eût été bien empêché de ravitailler et soutenir, avec les seuls navires français, un corps expéditionnaire séparé. À Londres, au Conseil Suprême du 27 avril, Reynaud baissa pavillon. Mais lui et les siens furent atterrés.

Même avant les tribulations des Alliés en Scandinavie, les neutres gémissants — et notamment la Belgique — se sentaient moins que jamais enclins à jouer le grand jeu. Le 9 avril, le soir même de l’entrée des forces allemandes en Danemark et en Norvège, le Conseil Suprême convoqué d’urgence à Londres pour faire face à l’événement fit d’une pierre deux coups et résolut de mettre le gouvernement de Bruxelles en demeure d’abandonner sa prétendue politique de « neutralité et d’indépendance ». C’était lui demander de rentrer dans l’alliance des deux grandes puissances occidentales et d’ouvrir son territoire aux armées de Gamelin. Logiquement, le Conseil aurait dû ajouter que le refus de la Belgique annulerait automatiquement la déclaration d’avril 1937 par laquelle les deux grands États garantissaient l’intégrité du [233] domaine belge, sans réciprocité. La dénonciation était facile à justifier. Il suffisait de dire que le roi Léopold et ses ministres n’avaient pas satisfait aux conditions posées : exécution des obligations de Genève et défense nationale sérieusement organisée. Avec un monarque bigot [[194]](#footnote-194), entiché des doctrines autoritaires et, de surcroît, entouré de gens gagnés à l’Allemagne, la manœuvre n’aurait probablement pas réussi. Mais, réaffirmant tout uniment l’engagement français et anglais, la décision du Conseil ne pouvait que confirmer encore plus le roi et ses ministres dans leurs réflexes d’autruche. C’est ce que firent observer les services du Quai d’Orsay (non représentés au 7ème Conseil Suprême) lorsque l’ambassadeur de France, M. Corbin, demanda par téléphone que les instructions requises fussent télégraphiées incontinent à son collègue de Bruxelles, M. Bargeton. Le secrétaire général ne s’exécuta qu’au retour du ministre et sur l’ordre de celui-ci.

Les Belges s’irritèrent : leur colère redoubla quand ils lurent les discours où Lord Halifax et M. Winston Churchill [[195]](#footnote-195) s’en prenaient à leur pusillanimité et à leur inconséquence. Un communiqué du Conseil des ministres annonça qu’ils ne démordraient pas de leur règle de conduite. D’ailleurs, Reynaud n’insista pas. Très vite, pour ce qui est de la Belgique, il allait changer d’avis.

Ici nous touchons à un tournant notable dans la carrière tragique de Reynaud. Le colonel de Villelume devient son conseiller militaire intime à la place du colonel De Gaulle, désigné par lui pour le secrétariat général du Comité de Guerre, puis renvoyé promptement à ses bataillons blindés sur les instances de Mme de Portes et de Daladier [[196]](#footnote-196). Villelume se comporte en prophète de malheur.

Depuis dix ans, si ce n’est plus, Villelume est détaché au ministère [234] des Affaires Étrangères. À l’origine, il éclairait le Quai d’Orsay sur les problèmes compliqués de la réduction des armements. Ces problèmes ont eu beau disparaître des dossiers courants, il n’a pas été dévissé de son fauteuil. Il aime son nouveau métier, à moitié diplomatique, à moitié militaire. Il a renoncé à toute promotion. Il instruit maintenant les fonctionnaires de ce qui se passe à l’État-Major général, des potins de l’armée. Il est hostile à Gamelin dont il dénonce les combinaisons, qu’il accuse de duplicité dans les négociations récentes avec les Anglais, etc. Le 23 mars, nous l’avons vu, ses conceptions l’ont emporté à la séance du cabinet de guerre. Dans l’avion de Londres, le 27 mars, le président du Conseil est entré en longue conversation avec lui. Désormais, dans le privé du ministre, il a son mot à dire. Il est assidu auprès de la favorite. Un jour, convoqué pour une affaire de service, il allègue que Mme de Portes l’attend. Avec cela, effrayé parfois de la répercussion de ses avis et protestant qu’il n’a pas d’influence.

Reynaud, ministre des Finances, avait, de temps à autre, jeté un coup d’œil sur la façon dont le programme de réarmement s’accomplissait et il n’était pas plaisant de l’entendre raconter ce qu’il avait pu saisir. Comment conciliait-il les jugements assez tristes que lui inspiraient le dénuement de l’armée et le retard de nos fabrications avec sa détermination hardiment affichée de précipiter le rythme des opérations militaires [[197]](#footnote-197) ? La contradiction latente s’atténue depuis que le colonel de Villelume est écouté. Le président du Conseil prononce des phrases désabusées sur l’action en Belgique. Il ne faut donc pas le soupçonner d’avoir, par des objurgations ou de simples propos, contribué à lancer Gamelin dans la folle équipée du 10 mai. Il s’est incliné devant la décision anglaise d’abandonner la Norvège centrale et, devant la passivité opiniâtre de la Belgique, il s’incline encore. Il avoue que les armées françaises et britanniques encourraient de grands risques [235] dans une offensive aux Pays-Bas : en cinq semaines, son tempérament s’est assagi [[198]](#footnote-198).

Par exemple, il est résolu à chasser Gamelin — et c’est une raison de plus de ne lui imputer aucune responsabilité particulière dans la suprême décision militaire du 10 mai. Il s’emporte contre lui, après le Conseil Suprême du 9 avril, où il constata que les États-Majors français et britannique n’avaient pas, sous la main, les éléments d’une riposte instantanée à l’entrée de la *Wehrmacht* en Norvège, riposte dont Darlan avait parlé dès le premier jour [[199]](#footnote-199). En campagne, voilà ce qu’il vaut, ce général d’école de guerre ! Reynaud essaie de découvrir l’homme le plus apte à le remplacer. Il cherche un génie militaire comme Diogène cherchait un homme.

Il lui faut reconnaître que, du cadre des officiers généraux, aucun nom ne se dégage, incontestable. La mauvaise opinion qu’il a formée du haut commandement englobe Georges aussi bien que le généralissime. Huntziger [[200]](#footnote-200), Giraud sont mis en avant par quelques-uns, mais sans grande conviction. Le plus expédient ne serait-il pas de s’adresser aux chefs de la précédente génération, à Weygand cautionné par Pétain qui redeviendrait principal « conseiller militaire » du gouvernement ?

Celui-ci est justement de passage à Paris. Comme Weygand, comme tous les autres ambassadeurs, il s’est rendu à la convocation du nouveau président du Conseil soucieux de passer en revue l’ensemble des affaires. Il est fatigué de son ambassade en Espagne. En janvier, à l’instigation de Laval, il a refusé de devenir ministre d’État. Mais l’offre de Daladier a éveillé en lui le désir [236] d’être présent au centre du pouvoir. Une clientèle de politiciens (Piétri, Lémery, etc.) qui, depuis décembre, défile dans son palais de Madrid, l’incite à se rapprocher du siège gouvernemental. En février, il a demandé son rappel et Daladier qui gardait un mauvais souvenir de la lettre reçue de lui, le mois précédent, et le tenait à l’œil, éprouva quelque peine à le faire rester en place. Un peu plus tard, il n’en est pas moins venu dans la capitale, subrepticement, dînant chez un couple demi-juif qu’il protège, avec un parlementaire connu. Redoutant que cette rencontre ne s’ébruite, il a pris la peine de faire savoir, à qui de droit, qu’elle ne fut que fortuite. Il a regagné son poste et, maintenant, le voilà de retour.

Maréchal de France, c’est-à-dire théoriquement en service actif jusqu’au dernier soupir, il désirerait être chargé d’une mission n’ayant pas de rapport avec la conduite des opérations ou même de la guerre, au sens gouvernemental de l’expression : il s’occuperait volontiers du moral des troupes, tâche où il excella en 1917. Toutefois, il entrerait au Comité de Guerre et peut-être en aurait-il la présidence [[201]](#footnote-201).

Ces vœux rencontrent, précisément, le dessein personnel de Reynaud : avoir, dès maintenant, le maréchal à ses côtés pour contrebalancer, au jour le jour, l’influence du ministre de la Défense Nationale et exécuter le généralissime. Reynaud a remarqué que Daladier et Gamelin font corps et que, mis au pied du mur, Darlan et Vuillemin rallient les deux autres. Reynaud, toujours sous le coup du vote du 22 mars, se flatte-t-il d’annexer le maréchal à son équipe, d’exploiter le prestige du héros de Verdun ? Ignore-t-il que Laval en a fait l’instrument docile de ses manigances ? Non, assurément. Les bavardages de Mme Portes montrent qu’il n’a rien à apprendre là-dessus. Mais il ne doute jamais de son pouvoir magique de convertir les plus prévenus. Et l’entourage pousse à la roue, car ce ne sont pas les idées de Laval et de Pétain sur la liquidation éventuelle de la guerre qui lui déplaisent.

Le président du Conseil presse donc le maréchal de quitter [237] définitivement Madrid et de venir immédiatement participer au gouvernement en telle qualité qui lui agréera, soit ministre, soit revêtu d’une fonction extérieure au cabinet. Avant de s’engager envers Reynaud, le maréchal cherche des assurances du côté de Daladier. Pour l’avenir, il tient à ménager celui-ci plus que tout autre. Aussi bien Reynaud ne lui inspire-t-il aucune confiance. Ne vient-il pas encore de trahir les conservateurs, de ramener les socialistes dans le cercle ministériel ? Pétain passe donc du Quai d’Orsay à la rue St Dominique. Or, loin de recevoir le moindre encouragement, il y est exhorté à ne pas déserter son poste diplomatique. « Quitter Madrid en ce moment ? » lui dit le ministre de la Défense Nationale « Vous n’y pensez pas. Mais votre véritable mission commence. Nous touchons peut-être à la crise capitale de la guerre. Le plus grand service que vous puissiez rendre à la France, c’est d’empêcher l’Espagne de rejoindre l’Allemagne dans la lutte ! »

Où donc est le devoir que le vieux soldat tient, en apparence, à se faire dicter ? Déconcerté par le résultat de sa propre démarche et comprenant que, pour passer outre à un avis aussi catégorique du ministre de la Défense Nationale, il lui faudrait un autre répondant que Reynaud, il hésite, s’interroge devant quelques personnalités dont le témoignage pourrait un jour être valablement invoqué, et se réserve finalement de confier son embarras au président de la République. Si la décision qu’il n’ose prendre de lui-même pouvait résulter d’une conclusion gouvernementale arrêtée en Conseil des ministres, il serait toujours à même de dire, ultérieurement, les choses tournant mal en Espagne : je n’ai fait qu’obéir en soldat, à l’ordre reçu ! Cependant, il repart pour Madrid [[202]](#footnote-202).

Weygand n’a pas le suffrage des « techniciens », mais « l’homme dans la rue » estime son talent stratégique. L’Académie Française, la Revue des Deux Mondes, les salons, le monde conservateur le favorisent. Un rayon de la gloire de Foch est sur son front. [238] Quoi qu’il arrive, nul ne reprochera jamais au chef du gouvernement de l’avoir nommé. Politiquement, les deux nominations, celles du maréchal et du général, sont de tout repos. Et nul ne peut oublier la mésaventure de Briand qui, voulant se débarrasser du maréchal Joffre, en décembre 1916, avait prétendu prendre le talent militaire où il croyait le trouver et avait choisi Nivelle.

Le problème Gamelin fut posé le 12 avril, au Comité de Guerre, sous le coup de la déconvenue éprouvée au Conseil Suprême. Reynaud rendit le généralissime responsable de la lenteur avec laquelle les troupes françaises s’acheminaient vers la Norvège et demanda sa tête. Daladier para le coup. Si faute il y avait, elle retombait sur la marine [[203]](#footnote-203), et la faute n’était que d’apparence.

Le 8 mai, dans un entretien privé avec son collègue, le premier qu’eussent les deux hommes depuis le commencement du ministère, le président du Conseil reprit l’affaire. Il a raconté, par la suite, que le ministre de la Défense Nationale n’avait pas réagi trop défavorablement et qu’ils étaient à peu près convenus des fautes de Gamelin dont avaient pâti leurs projets Scandinaves respectifs. Mais l’hésitation de Daladier (on ne saurait dire plus) ne fut que mouvement très court. Dès le lendemain, il était aux prises avec le chef du gouvernement et de la façon la plus désagréable, en plein Conseil des ministres, échangeant avec lui des menaces de démission [[204]](#footnote-204). Comment se serait-il contenu ? Dans le passé, il avait eu la velléité de mettre un autre chef à la tête des armées françaises. N’ayant pas franchi le pas, il se devait de censurer le successeur plus hardi. Il ne pouvait, d’un assentiment rapide, confesser sa propre pusillanimité. En séance, il nia avoir acquiescé le moins du monde, même conditionnellement, aux arguments de Reynaud. Il plaida que Gamelin n’avait point eu de part directe dans la dispersion des effectifs réunis, en février, [239] à l’intention de la Finlande et qu’entre le 28 mars et le 9 avril, aucune erreur ne lui était imputable. Pour le reste, lui, Daladier était prêt à examiner la question sans préjugé d’aucune sorte : le tout était de découvrir un chef préférable au généralissime. En somme, sur le fond, Daladier n’était pas loin de conclure comme Reynaud. « Quoi qu’il advienne », s’exclamèrent, après la séance du Conseil, Leca et Devaux, « Gamelin est perdu ! » Mais l’accès passionnel des deux chefs politiques était indépendant de l’objet même du débat [[205]](#footnote-205).

M. Albert Lebrun engagea Reynaud à ne pas désespérer de l’accord avec Daladier, à tenter encore une fois de le convaincre. Il fit appeler le ministre de la Défense Nationale et lui déclara que si, faute de réconciliation, le cabinet se disloquait, lui et son rival seraient renvoyés dos à dos. Et, vers le soir, en effet, un émissaire de l’Élysée alla pressentir M. Herriot qui ne se départit pas de sa consigne ordinaire : « Tant que pèse la menace italienne, ce serait grande imprudence de ma part que de prendre le pouvoir ! »

Reynaud tempêtait et criait que Daladier sabotait délibérément toutes ses entreprises, qu’avec un ministre de la Défense Nationale systématiquement hostile, il ne pouvait pas conduire la guerre. Rien ne semblait devoir prévenir l’effondrement du ministère. [240] Mais, le 10 mai, au matin, le tonnerre éclata. Les Allemands avaient envahi les Pays-Bas. La discorde fut interrompue et, par décence, les deux ennemis s’embrassèrent sous les exhortations d’Herriot. Ils s’embrassèrent, mais leur animadversion ne fut que refoulée.

[241]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre IV

L’avènement de Pétain  
et de Weygand

[Retour à la table des matières](#tdm)

Pendant la nuit du 15 au 16 mai, l’abîme s’est ouvert devant Reynaud. En fin de journée, il se rendait souvent avec Mme de Portes à la Celle-Saint-Cloud où leur était prêtée une loge de gardien aménagée en pied-à-terre, à l’orée d’un parc. À quelques centaines de mètres, dans le château lui-même, grande bâtisse laide et confortable qui ouvre sur les vieux arbres dévalant jusqu’à la Seine, Daladier et Mme de Crussol passaient le samedi et le dimanche, quand ils n’avaient pas le temps de pousser jusqu’en forêt de Rambouillet. Mme de Portes avait cherché ce voisinage, l’année précédente, voulant encore se raccommoder avec la marquise. Mais, dans ce lieu paisible, les deux couples ne se rencontrèrent jamais. Quelquefois, une voiture arrivait dans la nuit. Elle s’arrêtait prudemment assez loin de la grille. Un homme en descendait qui tenait à ne pas être vu. Il filait le long des allées, évitait les espaces éclairés. Sous la fenêtre de Mme de Crussol, il sifflait discrètement. Elle descendait. Il lui parlait à voix basse. Il disparaissait vite dans les bosquets. Ce n’était ni Léandre, ni Scaramouche, mais seulement Serruys impatient de discuter l’affaire du moment, de recueillir ou de confier un secret.

Reynaud venait de gagner cette retraite lorsque Gamelin sentit toute sa construction militaire s’écrouler et avisa Daladier qu’il ne répondait pas d’arrêter les blindés allemands, le lendemain, s’ils essayaient d’atteindre Paris. Il ne fut pas facile d’avertir le président du Conseil protégé par de sévères consignes et qui, pour se rafraîchir et se reprendre, cadenassait sa porte aux affaires sérieuses. Il était à la Celle-Saint-Cloud, le 15 au soir, [242] et il y revint fréquemment par la suite. « Je suis étonnée, raconte une visiteuse, de la liberté d’esprit et de conversation qui régnait dans la petite maison. L’angoisse n’y pénétrait pas. » C’est pourtant là que Reynaud mesura tout d’un coup la cruauté de son destin : avoir charge de la France dans un désastre sans égal. Un témoin nous a raconté la scène avec Mr. Winston Churchill (accouru à Paris en avion sous le coup des mauvaises nouvelles), vingt-quatre heures plus tard, lorsque la grande inquiétude se calmait un peu. « Le président du Conseil et le ministre de la Défense Nationale étaient assis, l’un en face de l’autre, dans le cabinet de travail de la place du Palais-Bourbon : Daladier, affaissé, courbé sur une douleur poignante, Reynaud, la tête levée, silencieux, petite mécanique cassée. Le Premier ministre allait dans la pièce de long en large, les apostrophant : « Il ne faut pas vous décourager. Avez-vous jamais douté que nous n’aurions la victoire qu’à travers les pires revers ? » Et de leur donner des conseils. Et de dire ce qu’il ferait s’il était à leur place. S’animant à son propre discours, il prenait peu à peu le ton de l’injonction. « J’eus un sentiment de gêne. »

Pour Reynaud, le cas de Gamelin est clair. Il a conduit ses armées au désastre ! Qu’il passe le commandement à un plus capable ! Cette fois, Daladier n’a plus qu’à se soumettre. Il est politiquement mutilé, moribond. La volonté du président du Conseil peut s’accomplir. Le 18 mai, le maréchal Pétain, appelé d’urgence, est nommé vice-président du Conseil et, le lendemain, le général Weygand devient généralissime. Reynaud s’établit près d’eux, au ministère de la Guerre, abandonnant à Daladier les Affaires Étrangères. Celui-ci a discuté, quatre heures durant, avant de lâcher la rue St Dominique. Paul Reynaud a dû en appeler au président de la République. Choisir les deux vétérans, le 7 ou 8 mai, c’était suivre la ligne la plus commode, la ligne de moindre responsabilité. Mais, à la date du 18 mai, il faut ajouter quelque chose de plus. Leurs noms, liés aux souvenirs de 1916 et de 1918, réconfortent les Français, les relèvent de leur première angoisse. Reynaud, si longtemps isolé, en butte aux injures de tant de gens, a senti que, pour provoquer dans la communauté, soldats et civils, [243] une puissante vague de défense nationale, rien ne valait le patronage des deux vieilles couronnes de chêne.

Et c’est un fait que, de leur présence, il eut aussitôt un grand bénéfice moral. Le retour en France du chef de l’armée d’Orient ranima la confiance de la multitude. Tout allait changer maintenant puisque la conduite des opérations était enlevée à Gamelin et remise à des hommes qui n’avaient plus à faire leurs preuves. Le bavardage d’un coiffeur, à Bordeaux, le 14 juin au soir, s’est gravé dans ma mémoire : « Je suis bien tranquille. Weygand réserve aux Allemands un tour de sa façon. »

Reynaud crut-il sincèrement que les deux « académiciens » aux épées d’apparat ramèneraient la victoire ? C’est une autre question. À la suite du Comité de Guerre du 3 avril où Weygand avait divagué au sujet des Balkans, le ministre s’était écrié : « Je ne le connaissais guère. Maintenant, je l’ai jugé. » Et quant à Pétain, ce n’était pas la préface écrite pour l’ouvrage du général Chauvineau, *L’Invasion est-elle possible ?* [[206]](#footnote-206), qui pouvait le séduire. Dans la troisième semaine de mai, des généraux plus jeunes, aux conceptions plus modernes, libérés des étouffantes leçons de 1914-18, ayant mieux saisi la valeur des armes et tactiques nouvelles employées par les Allemands, et surtout avec une connaissance de l’échiquier permettant des résolutions immédiates, eussent-ils réussi là où ont tâtonné et échoué les deux chefs revenus à la besogne après de longues années de retraite, en dépit des efforts méritoires qu’ils déployèrent pour innover ? Était-il possible, tout au moins, de trouver l’équivalent des Aurelle de Paladine, des Chanzy, des Faidherbe que le gouvernement de la défense nationale, en 1870-71, sut découvrir dans des postes inférieurs et qui sauvèrent l’honneur des armes ? Inutile de se lancer dans cette spéculation. Mais ceci est clair : entre le 19 mai et le 9 juin, date à laquelle fut brisée l’unité du système militaire français métropolitain, la moindre manœuvre anticipant ingénieusement sur les dispositions de l’ennemi ne peut être inscrite au crédit de Weygand. En 1870-71, les succès remportés à Orléans, [244] au Mans, à Bapaume n’eurent pas de suite. Néanmoins, ils témoignèrent d’un commandement vigoureux. En mai-juin 1940, rien de comparable n’interrompt la monotonie de nos revers.

Donc, simple bénéfice moral. Et accompagné d’une redoutable hypothèque non seulement militaire, mais politique. Pétain, dorénavant, par une simple menace de démission, aura le gouvernement à sa merci. Reynaud a-t-il délibérément accepté le prix qu’il payait ? A-t-il compris que, pour le cas où les choses iraient mal, il s’était donné un maître ? J’hésite à répondre négativement. Rappelons-nous cet air de petite machine cassée qu’il avait, le 16 au soir, devant Winston Churchill. Il ne désespère pas encore tout à fait, mais, après cette date, il a souvent près de lui l’image de la défaite et, peu à peu, il s’habitue à la regarder en face. De ses affreux familiers qui ouvrirent la voie au Maréchal et au Général, on ne peut même pas dire qu’il leur fallut se familiariser avec le pire. Dans le fléchissement de l’armée, ils ont aussitôt vu l’occasion de reprendre des idées de reconstruction française et européenne dont, en septembre 1939, la déclaration de guerre à l’Allemagne semblait avoir fait justice. Dès le 14 mai, des rumeurs de défaite sans appel montent du cabinet présidentiel.

À l’usage de Reynaud, les deux soldats seront des « en cas ». À la fois, parasols et parapluies. Si le ciel se met au beau, ils ne feront pas plus mal que d’autres. Mais, s’il y a tempête, ils seront d’irremplaçables abris. Eux-mêmes, les 18 et 19, se mettent à la tâche avec d’ardentes préoccupations d’ordre intérieur.

Deux signes troublants peuvent être relevés. Le 17 mai, un de mes amis s’entretenait à Beyrouth avec le sous-chef d’état-major de Weygand, rappelé à Paris et sur son départ. « Le général, dit cet officier, croit que la guerre est perdue et que de raisonnables conditions d’armistice devraient être acceptées. » Lorsqu’il franchit le seuil de la présidence du Conseil, au quai d’Orsay, Weygand fut reçu par Baudoin, majordome de l’endroit. Ils ne se connaissaient pas. Ils entrèrent en conversation. Baudoin, le soir même, donna cours à son enthousiasme. Il était sous le charme. « Pourquoi ne nous sommes-nous pas rencontrés plus tôt ? Que de grandes choses [245] nous eussions faites ! » Le lecteur, qui verra bientôt Baudoin à l’œuvre, ne pourra qu’être inquiet de ce témoignage exubérant.

Quelles que fussent les intentions superficielles des hommes, la route de la servitude était ouverte. Au plus profond d’eux-mêmes, Pétain et Weygand portaient la contre-révolution, celle qui devait s’accomplir le 16 juin. Il n’est pas nécessaire de mettre en doute leur patriotisme. Mais, après tout, le patriotisme n’est pas sentiment formé en série et qui se retrouve identique chez tous. S’il est conception rationnelle, il est aussi, et principalement, instinct. Quand il s’agit d’apprécier ce qui peut être fait et ce qui ne peut pas être fait pour résister à l’ennemi, des chefs persuadés dans leur moelle que leur pays, depuis un siècle et demi, est possédé d’une inspiration détestable et qu’il nourrit en lui le principe de sa ruine, ne seront pas toujours aussi audacieux que d’autres aimant la France de la révolution à l’égal de celle des rois.

Nous nous sentons obligés d’inscrire notre doute, notre soupçon parce que, les négliger et les omettre serait vraiment fermer les yeux de parti pris à trop de signes. Cela dit, pour raconter l’histoire des quatre dernières semaines de la République, nous ne choisirons pas comme fil conducteur la préméditation pessimiste de Pétain et de Weygand, les accès de découragement de Reynaud. Nous nous efforcerons de prendre les faits comme ils viennent.

Dans le passé, Reynaud n’a jamais été ministre de la Défense Nationale. Il a géré successivement, à diverses époques, les départements des Colonies, des Finances, de la Justice. Il n’est à la présidence du Conseil que depuis deux mois à peine et Daladier lui a soustrait, autant que possible, les affaires de son département. La catastrophe ne le met donc pas en cause.

La rencontre du 16 mai avec Mr. Winston Churchill marque la première de ses interventions dans ce qui a directement trait au champ de bataille métropolitain. Là s’ouvre l’ère de ses responsabilités militaires. À ce moment, il appartenait au chef du gouvernement de réclamer l’envoi dans le nord de la France, à l’origine de la poche, des bombardiers et des avions de chasse de [246] la défense anglaise. La veille, avait été reçue à Londres une requête urgente de Gamelin : dix escadrilles de chasse [[207]](#footnote-207).

Reynaud, dans son entrevue avec le Premier ministre, demanda avec insistance que des avions de combat de toute catégorie fussent virés de Londres sur les Flandres. La supplique devait être renouvelée bien des fois. Le président du Conseil n’obtint pas ce qu’il voulait [[208]](#footnote-208). Relativement peu d’appareils furent prélevés sur la *Royal Air Force* métropolitaine et, comme ceux de la « *striking force* », ils furent employés au-dessus des routes, des voies ferrées, des ports et des dépôts de munitions de la Rhénanie et de la Ruhr plus souvent que sur les pays de la Meuse et de la Somme. Winston Churchill répugnait à affaiblir la protection de sa capitale et même à engager les avions concédés à petites doses dans des raids en liaison immédiate avec le combat, beaucoup plus coûteux que les expéditions poursuivies très loin derrière les lignes. « Quarante pour cent de pertes contre trois ou quatre ! », remarqua-t-il une fois. Pour contraindre la rivière à rentrer dans son lit, autant opérer sur les sources et les affluents, à des centaines de kilomètres en amont.

Après l’appel à l’aviation anglaise, la réorganisation du haut commandement place Reynaud au centre de la chose militaire. Par la désignation des deux burgraves, il donne l’impulsion à une formidable série de causes et d’effets. Nous ne pourrons plus distinguer entre les actes du président du Conseil et les actes du nouveau généralissime comme nous le fîmes entre ceux de Daladier et de Gamelin. C’est que, désormais, la conduite de la guerre, [247] fonction du président du Conseil, se confond avec la conduite des opérations, fonction du commandant-en-chef. Le destin de la France se joue, à court terme, dans la bataille des Flandres, puis dans la bataille de France. Le reste devient négligeable. Et les problèmes politiques s’enchevêtrent inextricablement avec les problèmes militaires proprement dits. Le maître des troupes devient le maître de la politique. Dans la défaite, la France trouve le dictateur technique dont elle n’eut pas les services pour se préparer au combat.

Par exemple, Weygand, à la direction des armées, est forcé de se demander s’il faut voir dans la bataille de France le dernier acte de la résistance nationale ou plutôt — les chances de l’emporter sur le sol métropolitain étant médiocres — une lutte appelée à se résorber dans le conflit de l’Allemagne et du monde anglo-saxon et qu’il importe, en conséquence, de conduire non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen, avec l’idée fixe de réserver aux puissances démocratiques, prises en corps, les possibilités de victoire même les plus lointaines. L’armée française vaincue sur la Meuse, doit-elle, à tout mettre au pis, se comporter à la manière d’une arrière-garde en retraite qui se sacrifie pour sauver la force principale ou être elle-même traitée en force principale et ultime ? Reynaud, obligé de prendre parti là-dessus, ne peut que chercher, de jour en jour, dans la fluctuante carte de guerre les éléments d’une réponse. Mais, de cette réponse, l’homme qui commande nos soldats dicte les termes. Il est en position de créer des faits qui enchaînent le pouvoir civil. Quand les armées ne se battent pas, la politique influe sur la stratégie. Celle-ci a sa revanche lorsqu’une campagne critique est en cours.

Très vite, le 25 mai, le 29, le président du Conseil et le généralissime ne voient plus, apparemment, les choses du même œil. Mais les positions qu’ils prennent sont provisoires, hypothétiques. Quatorze jours s’écouleront encore avant que la thèse et l’antithèse ne s’entrechoquent à Briare et à Tours. Toutes sortes d’événements, sur le champ d’opérations et au-delà, concourent à les former. En particulier, l’âpre querelle de Weygand et de l’État-Major anglais influera puissamment sur la suite de la guerre.

[248]

[249]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre V

Temporisation de Weygand.  
Conflit avec les Anglais  
et fin du «Commandement unique».

[Retour à la table des matières](#tdm)

Débarquant de l’avion qui le ramène de Beyrouth, Weygand est mis en face du problème de la « poche ».

On sait déjà qu’elle se creusa dans les lignes des 2ème et 9ème armées, le 14 et le 15 mai. Le 16, Giraud, substitué à Corap, dispose encore de troupes organisées entre Maubeuge et Hirson [[209]](#footnote-209). Mais, au sud d’Hirson, entre l’Oise supérieure et l’Aisne, c’est la fuite des civils et des soldats. L’ennemi jette dans la brèche ses divisions blindées et motorisées. Une colonne de chars légers s’est avancée jusque dans les environs de Laon. Elle atterra, nous l’avons vu, Gamelin et le gouvernement. D’autres blindés franchissent l’Oise, le 17 au soir, s’élançant sur la route de Péronne et de St Quentin, leurs prises du 18. Ce même jour, les abords d’Amiens sont pénétrés tandis que, dans le nord, parallèlement, une colonne dépasse Valenciennes. Une carte trouvée sur un prisonnier montre que les Allemands, négligeant la capitale, vont courir à la mer pour investir le groupe d’armées de Billotte, amputer le système militaire anglo-français du tiers de ses effectifs et de son matériel. Le 19, prise d’Amiens, le 20, d’Abbeville et d’Arras. Accrochées en Belgique dans de violents combats, les troupes anglo-françaises sont cernées graduellement par le sud. D’un côté, le 21, elles sont débusquées de la région de Cambrai [250] sur le rebord septentrional de la « poche ». De l’autre, le 22, l’envahisseur débouche sur la Manche, à St Valéry-en Caux. Il jette des contingents blindés vers Boulogne et Calais pour achever le cercle. Le 24, il sera sur la côte jusqu’à Gravelines. Avec le concours des troupes envoyées d’Angleterre, Boulogne résistera jusqu’au 25 et Calais, jusqu’au 27. Alors, Dunkerque sera isolé. Tel est le déroulement.

Mais, le 19, tout est encore fluide. À première vue, l’équipée allemande défie les règles des hommes de l’art et même le sens commun. La masse qu’elle prétend refouler au nord doit contenir plus de 600 000 hommes. Et, dans le sud, depuis l’Argonne où la 2ème armée n’est pas ébranlée jusqu’à l’Oise et la Somme, des réserves s’alignent. Les divisions blindées des Allemands s’allongent vers l’ouest, sur 200 km, en doigt de gant, exposées de toutes parts à l’attaque. Souvent, de simples motocyclistes, des auto­mitrailleuses se sont emparés de bourgades et de villes. L’infanterie portée suit les chars de très loin, à 125 km, quelquefois plus. Comment Weygand n’a-t-il pu avoir raison de cette irruption tant qu’elle fut légère et superficielle ? Comment n’a-t-il pas bridé cette plaie ? D’Arras à Péronne, une cinquantaine de km en séparaient les deux lèvres, le 21 mai et même le 22. La faute initiale à lui reprocher, c’est d’avoir balancé trois ou quatre jours avant de prendre une décision ferme. Ses apologistes l’ont écrit : il a définitivement réglé sa stratégie, en consultation avec le général Georges, le 23 mai. Le 23 mai, soit quatre jours après sa nomination qu’il accepta pourtant après douze heures de réflexion renonçant au délai de quarante-huit heures qu’il s’était réservé. Le 20, tandis que des recours héroïques et immédiats s’imposent, il interrompt l’action en cours et n’y substitue rien.

L’action en cours, qu’est-ce à dire ? Dès le 15, Gamelin, Georges, Billotte se sont efforcés à étrangler la « poche ». Mais, trop longtemps, ils ont procédé par demi-mesures. Ils ont d’abord pensé à lancer, de la Sambre dans le flanc de l’ennemi, vers le sud-est, tout ce qui pourrait être amassé de cavalerie blindée ou motorisée. Très pauvre rassemblement. Les 2ème et 3ème divisions légères mécaniques, très éprouvées près de Hasselt, le 13, soutiennent la 1ère [251] armée et ne peuvent être détachées. La 1ère division cuirassée a subi de lourdes pertes à Philippeville, le 15. La 2ème défend les passages de l’Oise, éparpillée « en bouchons », la 3ème se bat avec la 2ème armée [[210]](#footnote-210). Seule, la 1ère division légère mécanique (7ème armée) devrait être disponible. De tout ce plan qui ne fut peut-être pas poursuivi avec beaucoup de résolution, auquel des considérations secondaires firent obstacle, ne sortit, le 17ème, dans la région de Laon, qu’une attaque du groupement De Gaulle (4ème division blindée) énergiquement conduit, mais de portée nécessairement assez faible.

Ce moyen qui se présente comme le plus brutal et décisif ayant tourné court, point d’autre parti à prendre que d’attendre l’afflux des réserves. Celles que Gamelin avait sous la main, le 10 mai, derrière les 1ère, 9ème et 2ème armées (quelque 7 divisions d’infanterie plus les 3 cuirassées) ont été pompées par le combat. Le 17 mai, il s’est décidé à rappeler des bouches de l’Escaut la 7ème armée [[211]](#footnote-211). Le mouvement ne commence que le 18, il ne bat son plein, des deux côtés de l’Oise, que le 19, trop tard malheureusement pour empêcher les Allemands de s’emparer des têtes de pont de la Somme. Encore un délai fatal.

Cependant, un certain nombre de divisions qui formeront la 10ème armée, à la gauche de la 7ème, ont été prélevées sur le 2ème groupe d’armées qui occupe les lignes Maginot, sur le 3ème, du général Besson (trouée de Belfort) qui surveille la Suisse et, au besoin, étayerait, dans les Alpes, le général Olry. Les troupes n’arrivent que lentement. Dans ces déplacements d’effectifs se lisent encore les hésitations du commandement et la misère des transports.

Néanmoins, le 19, de la Meuse à l’Oise, le nouveau dispositif a quelque consistance. La 2ème armée, l’armée-charnière, n’est pas entamée. À sa gauche, la 6ème borde l’Aisne et le canal de l’Ailette. [252] Le chef de celle-ci, Touchon, mis à la tête des réserves stratégiques, s’est d’abord débattu dans le vide. Mais, le 16, 6 divisions sont déjà en ligne et 5 autres en route. Trois ou quatre jours plus tard, la 7ème armée prend la suite jusqu’à Péronne. Là finit ce que nous avons de force [[212]](#footnote-212). En aval de cette ville, le long de la Somme, notre tissu défensif est étiré et faible. Des détachements de territoriaux ont été hâtivement groupés. De la même façon décousue, les Anglais essaient de protéger leurs lignes de communication entre Abbeville, Amiens, Arras, avec les trois divisions de pionniers qui, dans la région, sont au travail et à l’entraînement.

Quoi qu’il en soit, le 19, la contre-offensive sur la « poche » devient tout au moins concevable, les divisions françaises et anglaises de Belgique étant alors parvenues à s’installer sur l’Escaut, ce qui libère tout ou partie de leurs réserves pour frapper un coup vers le sud, peut-être en convergence avec les 7ème et 6ème armées. Notre intérêt est-il d’attendre que, dans les deux camps, tous les éléments soient classés et ordonnés ? Ne vaut-il pas mieux, pour nous, agir dans le désordre et surtout tant que l’équipée des blindés vers la mer manque encore de soutien substantiel ? Billotte et Gort qui en délibèrent, dans la nuit du 19 au 20, ne sont pas portés à le penser. Mais l’une des conclusions générales de Gort, dans ses dépêches, équivaut à l’aveu implicite que l’attaque ne devrait pas être différée. « Par l’association des attaques d’avions et des forces mécanisées, écrit-il, le rythme des opérations a été accéléré au point de rendre presque inutiles les [253] réserves à la disposition de la défense, à moins qu’elles ne soient tout à fait mobiles ou déjà en position d’intervenir. » Autant dire qu’au jeu de la concentration des réserves nous avons toute chance de perdre. Sous les formes les plus diverses, la même question ne cesse d’affronter depuis Munich, les diplomates et les soldats : pour qui le temps travaille-t-il ? Le 19, il travaillait toujours contre nous. Sans doute ne pouvons-nous pas faire beaucoup. Mais, demain, nous ne pourrons faire que moins.

Le cabinet anglais en est convaincu : dans la matinée du 20, il dépêche Sir Edmond Ironside au Quartier Général de Gort pour enjoindre l’action immédiate vers Amiens, pour entraîner Georges aussi bien que Léopold. Gort représente qu’il ne peut à la fois livrer des combats d’arrière-garde sur l’Escaut, protéger ses flancs et foncer vers le sud-est. Ses voies de communication, ses bases de ravitaillement d’Amiens et d’Abbeville sont en l’air. Comment alimentera-t-il la lutte ? Tout au plus est-il à même d’engager deux divisions et des éléments divers. Il se laisse ébranler, mais il réduit le plan à une descente au sud d’Arras. L’affaire, observe-t-il, aura pour résultat de mettre en branle les armées françaises, de leur donner du cœur. Il est convaincu que le groupe d’armées du nord, comparable à une garnison assiégée, ne peut tenter qu’une sortie et que l’effort principal doit venir d’ailleurs. Néanmoins, quand tout est dit, il s’exécute. Billotte est gagné au projet : la 1ère armée sera de l’entrepris [[213]](#footnote-213). Est-ce dans cette circonstance qu’Ironside le prit par les épaules et le secoua ? Une conférence aura lieu dans la soirée pour régler les détails. Or, Billotte ne s’y montre pas. Pourquoi ? Weygand qui attendra jusqu’au 23 pour notifier aux Anglais sa prise de commandement [[214]](#footnote-214), a ordonné au chef du groupe d’armées No 1 de rester chez lui. Tout au plus tolérera-t-il que le général Prioux prête sa cavalerie mécanique, mais sans la dépenser largement.

[254]

Weygand n’a pas voulu se jeter à l’aveugle dans l’aventure. Il n’y voit pas encore assez clair et il estime par trop rudimentaire la conception d’Ironside et de Gort. Il a annulé les dispositions du général commandant le groupe d’armées No 1. Il l’a même blâmé d’avoir donné une promesse. Autour d’Arras, les Anglais seront donc seuls à lutter, le 21, avec l’appui restreint de Prioux. Sur le terrain, le généralissime veut reconnaître les données de la partie. Pourquoi ne s’en repose-t-il pas sur Georges qu’il apprécie et sur les professeurs de la Ferté-sous-Jouarre du soin de lui fournir un échiquier complet ?

Il dresse le plan de la bataille, avec Billotte, le 21, ressaisit Léopold III qui veut déjà se détacher, passe les journées du 22 et du 23 à mûrir ses dispositions, à rassembler ses instruments. Tout le monde attaquera, et la 10ème armée au sud, et les marins sur la côte, et la 7ème au sud-est, et la 6ème à l’est, et la 1ère armée et les Anglais, les Belges restant en couverture, au nord et à l’est. Weygand expose sommairement son plan au Conseil Suprême du 22 [[215]](#footnote-215). Tout cela est à merveille, d’un enchaînement indéniable sur le papier. Mais les pièces d’une machine aussi pesante exigent des jours et des jours pour être liées ensemble et le temps presse et le travail d’état-major a l’air de s’exécuter dans le vide. Des officiers britanniques déclarent qu’ils n’ont pas trouvé telle ou telle division dans les emplacements que Weygand leur avait indiqués. Aussi bien l’ordre général de Georges : « poursuivre à l’abri de la couverture tendue de l’Oise à Montmédy la rocade vers l’ouest de toutes les forces disponibles dans l’est » n’intervint-il que le 22 mai. Weygand qui est rentré de sa tournée par Cherbourg, le 22, reparti, revenu, fixe la tactique dans une note du 24 et obtient à Paris, le même jour, un nouveau visa Reynaud-Churchill, ce qui n’est pas difficile, Churchill protestant quotidiennement contre tout ajournement. Mais, dès le 23, l’occasion est passée, si fragile quelle ait pu être et Weygand aura beau [255] s’évertuer : il ne la saisira jamais. Toutes les fois qu’il croira pouvoir déclencher le mécanisme, quelque chose manquera ou tombera, imposant le rajustement du système. Tout au plus, des actions partielles seront-elles lancées. En fait, Lord Gort prétend n’avoir jamais reçu aucune version écrite authentique du plan Weygand. Il ne l’a connu que par les dépêches de son gouvernement [[216]](#footnote-216). Comme du temps de Gamelin, il est laissé sans ordres ni instructions. Avec cette aggravation que Billotte, blessé grièvement, le 21 au soir, dans son automobile qui donne contre un camion, est remplacé par Blanchard dont la nomination ne sera jamais signifiée, pour qui ne seront jamais demandés les pouvoirs de coordination conférés, le 12, au chef du 1er groupe d’armées [[217]](#footnote-217). En une centaine d’heures, le désastre de la Meuse est devenu irréparable. Quel que fût l’aléa, mieux aurait valu ratifier et appuyer, le 20, le projet d’Ironside, de Gort et de Billotte. Maintenant, il est trop tard.

D’une part, les Allemands ont aménagé des têtes de pont à Abbeville, Pécquigny, Amiens, Péronne et les ont conservées, le 23 et le 24, contre les assauts de la 10ème et de la 7ème armées. De l’autre, le corps expéditionnaire britannique sent la clôture nazie se rétrécir. La pointe de *Blitzkrieg* qui apparaît sur la Manche, de la Somme à Boulogne, déconcerte l’État-Major impérial et, lorsqu’il téléphone à Reynaud, le 23, Winston Churchill ne cache pas sa perplexité [[218]](#footnote-218). Le 21, Gort a dû improviser uniront défensif, [256] du nord-ouest de Valenciennes à Gravelines, sur 120 km. Le même jour, en conférence avec Billotte, il a décidé de rabattre ses troupes de l’Escaut sur la Lys et, de là, sur les lignes fortifiées de [257]

la frontière française, le secteur d’où il est parti le 10 mai. Les deux chefs ont reconnu que, sur l’Escaut, la résistance ne pouvait durer plus de 24 heures. Le recul vers la Lys s’exécute le 23 et le 24. De toutes parts, l’armée anglaise est serrée de près. L’ennemi a l’initiative. Comment lui serait-elle arrachée ? Et Léopold devient de plus en plus équivoque : le 21, à la conférence d’Ypres où fut combinée la retraite, il n’a promis qu’avec une répugnance visible à Billotte de ramener ses soldats sur l’Yser. Il songe déjà à se désolidariser. S’il ne se dirige pas vers Nieuport, un trou de 80 km s’ouvrira à la gauche des Britanniques, un trou qui, coûte que coûte, devra être comblé.

Donc, rien d’étonnant que, le 23 mai, les réserves de Gort (les deux divisions qui luttèrent à Arras 48 heures auparavant) ne puissent suivre les forces de la 1ère armée française qui, de Douai, tentent de se frayer un chemin jusqu’à Cambrai, préliminaire de la grande opération. Ces deux divisions ont elles-mêmes à se défendre sur la Scarpe. Gort essayant malgré tout, sous l’aiguillon du *War Office*, de réaliser le plan de Weygand, le plan qui ne lui a pas été communiqué, s’entend avec Blanchard, 1e 24, pour qu’une attaque soit lancée, le 26, avec 4 divisions françaises, 4 Britanniques et la cavalerie de Prioux. Mais, le 25, les deux généraux que Sir John Dill, le nouveau chef de l’État-Major impérial, est venu rejoindre, s’accordent à la contremander. À la rencontre des troupes du nord, rien ne semble pouvoir venir de la Somme, de l’Oise et de l’Aisne. Et les Belges fléchissent dans la région de Courtrai, menaçant de découvrir, au Nord, le flanc anglais. Léopold capitulera, le 27, à minuit, Gort n’aura qu’une heure pour se retourner. Le coup est joué et nous sommes capot. Les armées franco-anglaises, dans les Flandres, ne sont plus que bête traquée. Et ce qui n’était, au Sud, que « raid » de chars allemands est devenu armée solidement membrée.

Dès le 24 au soir, Weygand laisse à Blanchard pleine liberté de mouvement. Mais, simultanément, le communiqué du grand quartier général annonce que la « continuité du front n’a pu être rétablie. »

Autant confesser que le plan laborieusement agencé du 21 au [258] 23, a fait long feu et que la bataille de la jonction fut perdue avant même que d’être livrée. Weygand a voulu que l’échec soit publié de façon retentissante, quitte à l’aménager à son gré, par la suite, contre les Anglais.

Le 25, il se rend au Conseil des ministres et montre par son discours qu’il n’espère pas réussir. Les paroles qu’il prononce s’étant répandues, il déclare qu’il n’a pas été compris. [[219]](#footnote-219)

Weygand espère maintenant que Dunkerque, Calais, Boulogne pourront être organisés en un vaste camp retranché, rendre les services d’un abcès de fixation tandis qu’il bâtira son front Aisne-Oise-Somme. L’État-Major britannique coopère à l’exécution de ce plan. Que peut-il faire d’autre ? Mais il faut prendre note d’un fait nouveau. Il a perdu confiance dans l’armée française. « Nous n’avons plus auprès de nous les soldats de la Marne et de Verdun », répète-t-on à l’envi dans les rangs anglais. La foi illimitée, touchante, dans la valeur militaire du peuple français s’est affaiblie. Weygand n’a pas effacé l’immense déception causée par Gamelin. À Londres, on le soupçonne de n’avoir pas voulu sérieusement débloquer le 1er groupe d’armées, de n’avoir cherché en Flandre qu’une lutte d’usure, d’avoir préféré attendre la décision sur la Somme. Les tergiversations, la passivité du généralissime, entre le 19 et le 23 mai, ne semblent explicables que par cette hypothèse, admise à Paris, d’ailleurs, par quelques-uns. Le soir du 25, Anthony Eden, secrétaire d’État à la Guerre, télégraphie à Gort : « Tous mes renseignements montrent que l’offensive française partie de la Somme ne pourra réunir des forces suffisantes… S’il en était ainsi, vous seriez devant un état de choses où la sécurité du corps expéditionnaire britannique devrait être le souci prédominant ». Cette dépêche ne signifie pas seulement que, dorénavant, Dunkerque est un point d’évacuation. Elle sonne le glas du commandement unique.

Le 26 mai, le périmètre de ce camp retranché improvisé où vont s’enfermer Français et Britanniques, mesure un peu plus de [259] 200 km. C’est un front trop étendu pour les forces dont disposent Gort et Blanchard. Ils le réduisent, en trois jours, à quelque 90 km. Le camp retranché devient simple forteresse : 24 km en largeur et 16 en profondeur. Le 28 mai, 10 000 officiers et soldats se sont déjà embarqués, grâce à une mobilisation inouïe de bateaux et d’esquifs de toute jauge le long des côtes anglaises, grâce à la vigoureuse défense aérienne qui contient les bombardiers allemands dont les projectiles pourraient avoir raison de la place. Mais il apparaît aussitôt que les deux armées, la française et la britannique, ne sont plus unanimes dans la lutte, qu’elles sont orientées vers des buts différents. Résistance à outrance, dit Weygand, derrière des lignes ne couvrant pas seulement Dunkerque, mais les autres ports de la Manche. Toute journée de lutte ajoute au répit dont l’armée française a besoin pour préparer les champs de bataille de la Somme et de l’Aisne. Le prix n’en saurait être trop élevé : il faut le payer. Mais les Anglais ne voient pas les choses du même œil. Londres sera peut-être frappé avant Paris. Il ne serait pas raisonnable de jouer les divisions anglaises sur les combinaisons stratégiques de Weygand, si branlantes. D’abord le salut des troupes anglaises. Par la suite, elles reviendront aider leurs alliés s’il en est temps encore, si la foudre allemande épargne le territoire britannique.

De parti pris, jusqu’au bout, Weygand voudra ignorer cette nouvelle autonomie militaire de nos alliés. Le 27, à la conférence de Cassel réunie pour aviser à l’aménagement du périmètre restreint, le général Koeltz, aide-major général, siège auprès de Blanchard. Armé des instructions du généralissime, il prêche encore la contre-offensive. Futilement, il incite Blanchard et Fagalde [[220]](#footnote-220) à reprendre Calais. Le 28, Blanchard déclare à Gort qu’il a reçu l’ordre de former une « tête de pont », qu’il n’est pas autorisé à envisager l’évacuation. Le même jour, nouvelles instances de Weygand auprès du chef anglais : « Il est essentiel de frapper fort, etc. » Le lendemain, 29, Abrial, 1’« amiral du nord », commandant en chef à Dunkerque, affecte la surprise et discute : [260] Gort doit lui envoyer un de ses généraux, porteur des ordres reçus de Londres.

Sur cette controverse fondamentale, d’autres querelles se superposent. La marine française n’a pris aucune mesure pour retirer les troupes françaises de la zone de Dunkerque destinée à se contracter de plus en plus puisque la garnison diminue toujours en nombre. Cependant, par dizaines de milliers, les Français attendent sur les plages. Ils ne doutent pas d’être transportés, de l’autre côté du détroit, avec leurs camarades britanniques. Et le commandement français qui n’a pas voulu de l’évacuation, de réclamer part égale dans l’embarquement. Gort concède deux navires et une plage à titre de solution provisoire. À Paris, le 31 mai et le 1er juin, Winston Churchill fait droit à la requête de Weygand. Ce n’est pas la fin des disputes.

Le cabinet anglais a disposé que le chef du corps expéditionnaire quitterait Dunkerque et passerait le commandement à l’un des chefs de corps d’armée lorsque les effectifs présents sur les lieux seraient tombés au-dessous de trois divisions. Le 31, au soir, il ne reste même plus 20 000 Anglais autour de la ville. Gort n’a plus qu’à s’en aller. Le lieutenant général Alexander, désigné pour continuer le combat, partira lui-même, le 2 juin, après s’être assuré qu’aucun de ses hommes n’a été laissé en souffrance. Weygand proteste, dans les deux cas, contre ce qu’il affecte de considérer comme un abandon de poste. Et que d’incidents nous avons négligés ! Le 27, la 60ème division (l’une des deux divisions de la 7ème armée qui furent laissées avec les Belges) entre dans le périmètre avec des convois à chevaux, contrairement à la consigne britannique. Ainsi est augmenté l’encombrement des routes. La fureur des Anglais éclate lorsqu’ils s’aperçoivent ensuite que les chevaux sont abandonnés sur la plage sans aucun soin, sans même avoir été détachés des piquets. Leur esprit sportif n’abdique jamais. Le 28, Gort et Blanchard échangent des paroles désagréables au sujet du général Prioux, commandant de la cavalerie mécanique, immobilisé entre Béthune et Lille qui déclare ses troupes épuisées, incapables de se mouvoir.

Le cauchemar de Dunkerque ne se dissipe que le 3 juin : à cette [261] date, 224 000 Anglais et 112 000 « alliés » (presque tous Français) ont été sauvés de la mort ou de la capture. Mais il laisse derrière lui de lourdes conséquences militaires, politiques et psychologiques.

Le commandement unique s’est rompu. Weygand n’a été écouté ni quand il a exhorté les Anglais à tenir pour négligeable le mouvement tournant des blindés allemands (23 mai) et à persister dans le projet d’opération vers Bapaume, ni quand il a demandé une contre-attaque pour dégager les Belges, le 27 mai. À la fin, ce qu’il dit cesse même d’être pris au sérieux. Il se discrédite par des injonctions ne correspondant à aucune réalité où il est difficile de voir autre chose qu’une prise de position devant l’histoire. À l’avenir, Conseil Suprême et conférences ministérielles essaieront tant bien que mal de reconstituer l’unité d’action. Simple apparence. Pour les Anglais, la bataille des Flandres est terminée et la bataille de France ne retient leur attention que pour autant qu’il n’y aura pas, simultanément, bataille d’Angleterre. Certes, il n’entre pas dans leur esprit de ne plus lutter auprès de leurs alliés. Ils croiront, jusqu’au 12 ou 13 juin, que Weygand peut encore immobiliser l’envahisseur. Leur 51ème division d’infanterie, en ligne devant la Sarre depuis le mois de mars et qui n’a pu rejoindre le corps expéditionnaire en Belgique, est passée en Normandie et se battra avec la 10ème armée. De même, les pionniers et une division de chars arrivée en France trop tard pour rejoindre Gort. Le 26 mai, le 31 mai, le 1er juin, le 8 juin, le 11 et le 13, Churchill et Dill multiplieront les promesses, sauf en ce qui concerne les forces aériennes qu’ils ne veulent jamais éloigner de leur île. Et avec l’intention de les tenir. Mais ils ne prennent plus conseil que d’eux-mêmes.

Le legs le plus triste de Dunkerque, c’est l’animosité tout au moins passagère des Français et des Anglais. Ceux-là se sont sacrifiés, surtout entre le 30 mai et le 3 juin, pour couvrir le rembarquement où ils figurèrent dans une proportion importante, mais inférieure. Ceux-ci, refluant vers leur île menacée, ont, derrière eux, sur le champ de bataille, laissé des camarades. Pour beaucoup de Français, tel est le canevas d’ensemble. Libre à chacun d’imaginer [262] ce qui s’y inscrit. La tragédie s’amplifie dans les légendes qui se répandent comme flamme dans la forêt dès que des centaines de milliers d’hommes côtoient la mort. Du reste, entre Dill et Weygand, point de heurts désagréables, point de contestations [[221]](#footnote-221). Au Conseil Suprême du 31 mai et du 1er juin, ils sont en harmonie apparente. « Le chef français, me dit un témoin, n’a pas besoin d’achever ses phrases. Du geste, le chef anglais les complète. » Mais les préoccupations immédiates des deux hommes ne sont plus les mêmes. Entre eux, c’est plus tard que la controverse sévira. Controverses par personnes interposées : « Si l’armée britannique avait obéi au général Weygand, le couloir eût été fermé » déclarera à la presse, Baudoin, ministre des Affaires Étrangères, le 5 juillet. Un communiqué officieux britannique répondra, le 7 juillet, que Weygand a pris ses dispositions trop tard. [[222]](#footnote-222) Toutefois. Weygand, ministre de la guerre, signera quatre ou cinq jours après l’armistice, plusieurs télégrammes au Haut Commissariat de Syrie, à la Légation du Caire, etc., (procédure combien insolite) pour résumer ses griefs. Les accusations et les plaintes de Weygand sont devenues de plus en plus catégoriques, après la défaite de la Somme et de l’Aisne, tandis qu’il réclamait la rupture du lien avec Londres. On ne peut se garder de l’impression qu’il cherche aux Anglais une « querelle d’Allemand ».

[263]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre VI

La stratégie de Weygand

[Retour à la table des matières](#tdm)

Réduit à l’essentiel, tel est le dessin des événements militaires entre le 19 mai et le 3 juin. Weygand a contremandé, le 20 mai, l’opération dont Billotte et Gort étaient convenus pour « étrangler la poche. » Il a eu l’ambition de l’organiser à sa manière en toute connaissance de cause et, croyait-il, avec de grandes chances de succès. Mais, de ces préparatifs, une action sérieuse n’a jamais pu sortir. Est-ce que Weygand, voulant fortement l’entreprise, ne fut arrêté que par les circonstances, s’étant abusé quant au rythme de l’avance allemande vers la mer, quant à la rapidité de sa consolidation ? Ou sacrifia-t-il toutes les occasions à la conception qui devait se traduire dans la bataille de la Somme ? Ou, comme on l’a dit, poursuivit-il deux lièvres à la fois ? Il ne sera possible de se prononcer que le jour où le procès de Weygand aura été vidé devant une commission d’enquête, mais le plus probable est qu’il pensait principalement à résister sur la Somme, qu’il voyait avant tout dans les opérations en cours, plus au nord, un « abcès de fixation » et qu’en conséquence l’aménagement d’un camp retranché autour de Dunkerque eût mieux fait son affaire que l’autre aventure [[223]](#footnote-223).

À ne regarder que la face extérieure des choses, il s’est conduit, entre le 20 et le 24 mai, à l’instar de Pétain refusant, le 24 mars 1918, de sauvegarder la liaison avec l’armée anglaise, prétendant carder ses réserves sur le front de Champagne afin de couvrir éventuellement Paris contre une poussée de l’ennemi. Weygand, vingt années durant, avait dénoncé la pusillanimité, le mauvais [264] jugement de Pétain dans cette conjoncture ancienne d’où surgit la gloire de Foch déterminé à user de tous les moyens pour que Français et Britanniques ne fussent pas séparés les uns des autres et ne perdissent pas la guerre. L’ironique Dieu des batailles l’a mis en présence de dilemmes tout au moins analogues.

Il n’a pas osé prendre hardiment la suite de la guerre de mouvement déchaînée le 10 mai. Il a eu peur d’y laisser sa réputation. Il s’est réfugié dans les préceptes de l’école. Il s’est mis en quête d’un compromis équivoque entre la guerre de mouvement et la guerre de position. Il n’a pas été l’homme d’un seul dessein. Dans les innombrables instructions [[224]](#footnote-224) à ses commandants d’armée, il s’est abrité contre les critiques de la postérité. Il a voulu faire un *Kriegspiel* correct plutôt que de la manœuvre vivante. Il n’a pas tenté de bousculer la randonnée ennemie de peur que ses propres pièces ne fussent mises en désordre. Il n’a pas cherché un effet de confusion, redoutant de se mesurer avec l’adversaire dans l’improvisation. Il a accordé les emplacements et les mouvements de ses troupes à toutes les hypothèses, il a amalgamé toutes les solutions, quitte à disperser ses instruments. Certains traits de son ordre de bataille semblent avoir une valeur symbolique, marquer des intentions plutôt que des recours : Si j’avais plus d’effectifs, voilà ce que je ferais ! Il n’a pas eu la témérité de choisir. Et il n’a pu obtenir la moindre hésitation de la fortune. Nul n’osera dire que le succès fut à sa portée. Mais il n’a pas essayé de le saisir et, dans les circonstances, le coup, si désespéré fût-il, méritait d’être tenté.

Nous avons mentionné son entretien du 23 mai avec le général Georges où fut établi le dispositif général de la campagne. Les deux chefs ne peuvent tabler que sur des effectifs inférieurs à ceux de l’Allemagne par la qualité plus encore que par la quantité. Ils envisagent une extraordinaire construction stratégique : abandonner la région fortifiée et accumuler à l’Ouest toute l’armée française, tout le matériel transportable, Paris étant englobé dans le système. À ce prix, la défense métropolitaine se [265] poursuivrait sans doute assez longtemps, les armées du nord seraient peut-être récupérées et, en cas de déroute, l’évacuation serait possible vers l’Angleterre et les possessions d’outre-mer. L’autre terme de l’alternative énergique, faire de la région fortifiée le réduit suprême de la France, n’a point les mêmes avantages puisqu’elle comporte, dès l’origine, l’abandon de Paris, de 70 % de l’industrie de guerre, n’offre aucune issue sur le dehors, n’est qu’une impasse conduisant à la capitulation définitive.

Des hommes résolus à ne point considérer la défaite sur le sol métropolitain comme le terme de la guerre, comme le désastre sans appel, des hommes convaincus qu’à l’échelle de la guerre moderne, la Méditerranée était l’équivalent de la Marne, se fussent probablement attachés à la première formule. Le général De Gaulle me disait, à Londres, en juillet 1940, que telle était la meilleure ligne d’opérations. Cependant, Weygand et Georges renoncent à ces « rebrassages » grandioses et se résignent à lutter sur les positions du moment, c’est-à-dire avec de minces cordons de troupes tendus de la région fortifiée vers l’ouest, le long de l’Aisne, de l’Ailette, de l’Oise et de la Somme. Tel est le sens restreint dans lequel l’ordre général de Georges, du 22, doit être interprété. Nulle part il n’y aura de densité d’effectifs à peu près normale. Et l’on se battra, d’un bout à l’autre de ce front, « sans esprit de recul », pour ne point lâcher la consigne de Gamelin aux troupes de Belgique.

Dans ce dispositif, la percée à travers la « poche » paraît s’insérer tantôt comme l’opération dominante, tantôt comme une opération subordonnée. De toute façon, Weygand n’a pas voulu, au début, d’un coup de marteau asséné du nord au sud. Il a préféré monter un étau, une mâchoire. Il a immobilisé le groupe d’armées Blanchard (y compris les Anglais) jusqu’à ce que, sur la Somme et sur l’Oise, les 10ème et 7ème armées puissent participer à la mastication. Entre-temps, il s’est payé de mots ou il en a payé les autres. « Les Allemands auront de la chance s’ils sortent du mauvais pas où ils se sont mis », s’exclame-t-il, le 22, revenant de sa tournée d’inspection, devant Darlan qui le reçoit à la gare. [266] Et il répète à Doumenc, le 23, que, clans la « poche », les blindés allemands mourront d’inanition. [[225]](#footnote-225)

Nous avons des doutes sur sa sincérité parce que les rapports quotidiens transmis aux Affaires Étrangères mirent en lumière, dès le premier moment, que la préparation de la bataille de la Somme retenait sa pensée, qu’il regardait le reste comme l’héritage de Gamelin et comme l’affaire particulière des Anglais. A-t-il espéré que l’attaque principale allemande se dirigeant sur Londres, le loisir lui serait laissé de mieux ajuster entre la Somme, l’Oise et la Seine, son cadre de combat ? Répétons que s’il fut sincère, s’il eut vraiment le dessein qu’il afficha, ses calculs ne furent pas justes. Il s’est mépris, tout au moins, sur la possibilité de coordonner deux opérations, l’une au nord, l’autre au sud contre les Allemands établis dans une position centrale et débordant, à l’ouest, le groupe des armées de Blanchard. Vers le 24, il semble être converti à l’idée de l’opération unilatérale se déroulant du nord au sud. Alors, il essaie de ramener les Anglais au coup de marteau que lui-même avait arrêté, le 20. Mais il ne les trouve plus en humeur de marcher. Tout cela s’appelle : lanterner.

Dans cette bataille de la Somme, de l’Oise et de l’Aisne qui, les armées du nord bloquées, évacuées ou perdues, est la dernière chance de salut, quelles sont donc les promesses de succès ? De la mer à Longuyon, (extrémité de la ligne Maginot) sur 360 km, sont apostées autour des rivières : 50 divisions d’infanterie, trois divisions blindées, trois divisions de cavalerie. Mais certaines de ces divisions d’infanterie ne sont pas encore complètement constituées, le 1er  juin, et une dizaine, qualifiées de « légères », (l’expression date de l’expédition de Norvège) ne comprennent que deux régiments d’infanterie et deux groupes d’artillerie. D’après l’exposé officieux publié dans le *Temps* du 17 novembre 1940, les 2ème et 3ème divisions blindées ne comptent, au total, que 130 chars tandis que les 3 divisions de cavalerie [267] n’ont toutes ensemble, qu’une quarantaine d’autos-mitrailleuses. Mais les chiffres sont suspects. Cet exposé officieux n’est qu’un plaidoyer du commandement. Nous avions encore un millier de chars, à la fin de mai, affirme le général De Gaulle. De plus, dans le récit, les avions sont passés sous silence. À la bataille de la Somme, ils furent très clairsemés [[226]](#footnote-226). Pourtant, des officiers britanniques reconnaissaient, à la même époque, la présence d’un millier d’appareils en Afrique du Nord et en Syrie, dont beaucoup de Curtiss encore non déballés. On suppute que, sur la Somme et le canal de l’Ailette, une division occupe, en moyenne, 15 km et, de l’Ailette à l’Argonne, 12 km, non comptées les réserves : une quinzaine de divisions d’infanterie, les blindés, la cavalerie. Point de motifs d’espérer dans tout cela. Maigres éléments pour tenir tête à quelque 80 ou 90 divisions allemandes plus 10 blindées rétablies dans leur force originelle du 10 mai.

Mais voici la grande idée de Weygand. Il se flatte d’avoir rénové la tactique de l’armée française, d’avoir remplacé la rigide résistance linéaire, pratiquée jusque-là, par une résistance en profondeur douée d’élasticité. Pendant quinze jours, du 24 mai au 7 juin, ses bureaux, c’est-à-dire ceux de Georges, définissent la nouvelle méthode de bataille dans une longue série d’instructions générales et de notes signées tantôt par le généralissime, tantôt par le commandant des armées du Nord et du Nord-Est. Derrière la ligne principale sera tissé un vaste réseau de centres de résistance, de « groupes fermés », de points d’appui, pourvu de canons antichars, antiaériens, etc., de « 75 », contrôlant les « axes de pénétration ». Villages, boqueteaux, fermes, autant de forteresses, les unes puissantes, les autres modestes, largement approvisionnées, (tenues, s’il le faut, en dehors de la zone des hostilités, par des volontaires civils que conduiront des officiers) et se prolongeant par des barricades, des mines, etc.

Tout groupement [268] d’artillerie qui n’est point inclus dans ces réduits en aménagera un pour son propre usage. Sur le front de bataille, les hommes blottis dans des trous laisseront passer chars et avions, guettant l’instant favorable pour engager l’ennemi. Les unités que déborderont les blindés se mettront en boule, en « hérisson », saisissant toute occasion de contre-attaquer. Peu importe que les unités voisines aient cédé : nul ne se souciera de la continuité des lignes. Au deuxième plan, les « groupes fermés » auront la même consigne. Les chars d’assaut s’épuiseront peu à peu dans le « quadrillage ». Et, pour nettoyer ces petits châteaux forts des Allemands qui s’y seront accrochés comme des mouches aux toiles de l’araignée, pour débloquer les garnisons isolées, surviendront les divisions de réserve. Il faut lutter d’audace, de ruse, d’ingéniosité avec l’adversaire, répondre à l’infiltration par l’infiltration, faire preuve « d’agressivité ». Combien pathétique ce commandement, si lent à épeler la leçon donnée par l’envahisseur, qui essaie, en deux semaines, de bouleverser, de réformer de fond en comble la doctrine tactique inculquée à toute une génération de chefs et de soldats, qui se flatte de penser que le maître sera battu à son propre jeu !

Mais Weygand croyait-il vraiment à ce qu’il faisait ? Ne s’employait-il qu’à sauver l’honneur comme il devait le dire à Tours, le 12 juin, ou voyait-il la victoire au bout de sa tentative ? La note qu’il adressa à Reynaud, le 29 mai, le lendemain de la défection de Léopold III, lorsqu’il dut rayer de ses papiers le camp retranché de Dunkerque, nous oblige à poser la question et même à la résoudre négativement. Il déclare dans ce document [[227]](#footnote-227), prolongement et accentuation de son avertissement du 25, que la France jette sa dernière carte sur la Somme, sur l’Oise et sur l’Aisne. Si la bataille tourne contre elle, si les positions où les troupes françaises ont reçu l’ordre de résister jusqu’à la mort s’effondrent sous le choc nazi, la France n’aura plus qu’à déposer les armes. Elle ne pourra plus rien faire d’utile pour arrêter l’invasion. Et le généralissime de suggérer que, sans plus tarder, le [269] Gouvernement britannique soit mis au courant de l’inéluctable conséquence de la défaite [[228]](#footnote-228). Étonnante disposition d’esprit de ce général qui travaille avec le spectre de la débandade totale dans les yeux. Certes, il n’existait que trop de raisons, le 29 mai, de porter sur l’avenir proche un regard découragé. Mais, si désolante que pût être la constatation de la faiblesse militaire française, elle n’aurait pas dû supprimer du champ de vision de Weygand cet autre arrière de la bataille française, l’arrière qui s’étendait beaucoup plus loin que son débile « quadrillage » : la marine intacte, l’Empire français, l’Angleterre combattante et les États-Unis incapables d’assister, sans mettre leurs ressources dans le conflit, à la destruction des deux puissances occidentales, au triomphe illimité de la révolution nationale-socialiste. L’homme qui écrivit cette note du 29 mai aurait dû être renvoyé sur l’heure, car le commandement qui désespère de la patrie n’a qu’à disparaître.

Et dans quelle posture cette note met-elle Weygand devant les Anglais ? Quotidiennement, il ne cesse de leur demander des avions, des armes, des renforts, il les presse de rester sur le sol français. Au Conseil du 31 mai, il appuiera Reynaud plaidant qu’à Dunkerque, dans le rembarquement, les soldats français doivent avoir leur tour. Et c’est avec l’idée, peut-être avec la quasi-certitude que l’issue de la bataille s’appellera : capitulation ! Il croit, en vérité, que l’Angleterre est vouée à la même ruine que la France. Il n’a donc aucun scrupule à l’entraîner dans un pacte de suicide.

Paul Reynaud se contenta de rejeter l’avis de Weygand [[229]](#footnote-229). Une note comme celle du 29 n’aurait pas été remise impunément à Clemenceau. Mais le président du Conseil de 1940 était le prisonnier de Weygand et de Pétain, de leur esprit de défaite. Le chef de cabinet du maréchal, le futur ministre de la Justice, [270] Raphaël Alibert, disait, le 26 mai, à qui voulait l’écouter : « Si, dans les trois jours, l’armée de Dunkerque n’a pas été rejointe, inutile d’insister : la guerre est perdue. »

L’épreuve commence le 5 juin. Les Allemands attaquent depuis la mer jusqu’au confluent du canal de l’Ailette et de l’Aisne. Leur offensive débouche, en particulier, de la tête de pont de Péronne. Là passent des divisions blindées. D’autres chars franchissent la Somme, à l’ouest d’Amiens. Dans cette même région, la 51ème division d’infanterie anglaise fléchit, le lendemain, éparpillée sur 24 km. Elle se reprend péniblement sur la Bresle. Le 7 juin, la dislocation du front de la Somme est achevée. Dans une brèche de 15 km s’engouffrent les blindés. Ils avancent vers Rouen. La 10ème armée, à gauche de la ligne, est coupée en deux et 3 divisions sont rejetées à l’ouest vers St Valéry-en-Caux, tandis que le reste se replie vers Pontoise, Compiègne, Chantilly. Le 8, chancelle la section Est du dispositif : le passage de l’Aisne est forcé autour de Soissons.

Le 9, la Seine est touchée à Vernon et à Rouen et, dès le 11, des têtes de ponts sont organisées sur l’autre rive. La 7ème armée est refoulée vers Paris et la 6ème, vers Reims, le 10 et le 11. Plus à l’est, dès le 9, l’ennemi s’est emparé sur l’Aisne de la tête de pont de Rethel. La 4ème armée qui fut transportée de la Sarre en renfort de la 6ème et de la 2ème, doit se mettre à l’alignement de celle-là. C’est l’irruption nazie en Champagne. La 2ème armée elle-même, môle immuable depuis le 15 mai, est ébranlée dans l’Argonne. Les heures de sa fière résistance sont comptées. La région parisienne est investie par l’Ouest et par l’Est. Le 11, à peine obtiendrait-on 30 divisions complètes avec les fragments des 50 lancées dans la mêlée six jours plus tôt. Les lignes Maginot ont été laissées à une vingtaine de divisions, dites de forteresse ou de deuxième réserve, qui ne sont aptes qu’à la guerre de position. Le 12, ordre de retraite générale. Le général Dentz remplace au gouvernement militaire de Paris, le général Héring auquel une armée avait été donnée pour livrer bataille. La capitale est déclarée « ville ouverte ». Toutes les digues sont rompues.

La « nouvelle tactique » n’a pas eu plus de succès que l’ancienne. [271] On nous a dit que les « groupes fermés » ont tenu héroïquement, mais que les réserves chargées de les dégager se sont révélées par trop débiles. Des critiques incriminent les dispositions prises. Le général De Gaulle censure Weygand de n’avoir pas massé ses forces à gauche, face au principal effort de l’ennemi. Au lieu de réunir en une sorte de « garde impériale » le millier de chars qu’il possédait encore et de les dépenser massivement, à l’heure choisie, il les a émiettés. Le 26 mai, le général Altmayer, de la 10ème armée, aurait effrité la 4ème division blindée, au sud d’Amiens, oublieux de ce qui était arrivé à la 2ème, le long de l’Oise, le 16, si le chef de celle-là (De Gaulle) ne lui avait fait entendre raison.

En raccourci, voilà le drame militaire qui nous affligea trois semaines après celui de la Meuse. Weygand en est comptable. Nous ne prétendons pas échapper à toute erreur de fait et d’interprétation. Pour que cette histoire puisse être mise au point, les archives devront être consultées et, pour y suppléer (car il faut craindre qu’elles ne soient bien incomplètes et ne se réduisent à des dossiers personnels), les témoignages des hommes qui eurent des fonctions militaires et politiques devront être entendus et étudiés. Sous réserve de ce qu’apporteront les investigations à venir, sur la foi de ce qui est actuellement connu, il appert que Weygand a perdu la bataille de la Somme, de l’Oise et de l’Aisne sans avoir cru qu’elle pût réussir bien qu’il eût agi comme s’il en préférait la perspective aux chances de jonction avec les armées du Nord.

Il est toujours le chef d’État-Major, le secrétaire particulier du maréchal Foch, l’exécuteur de ses décisions. Celui-ci racontait souvent comment, dans les premières semaines de la guerre de 1914, son choix était tombé sur Weygand. « Il commandait un régiment de cavalerie à Nancy, quartier général du 20ème corps d’armée dont j’étais le chef. Je le convoquai et je le conduisis assez vite : intuitivement, je l’avais senti très loin de moi. Puis je me pris à réfléchir. Pourquoi m’a-t-il déplu ? C’est qu’il diffère de ma nature, de mon tempérament autant qu’il soit concevable. Mais peut-être est-il complémentaire de ce que je suis. [272] D’un homme méticuleux et appliqué aux détails, à l’allemande, j’ai l’emploi. Et nulle association ne fut plus heureuse. Je l’ai toujours trouvé impeccable. »

Nous tenons probablement la clé du mystère. Foch est mort depuis onze ans et la machine Weygand, d’ailleurs ralentie par les années, continue à tourner. Mais il n’est qu’un exécutant, il n’a ni l’intellect, ni l’élan imaginatif, ni surtout le cœur du chef suprême. Il n’a guère de conception qui lui appartienne, mais il est capable de se dévouer aux idées d’un autre, jusque dans leur dernière articulation, même s’il ne les partage pas. Il est de la race de Pétain, remarquable commandant d’armée et de groupes d’armées, généralissime sans envergure et sans foi.

Avant tout, l’un et l’autre sont, ou étaient de savants officiers d’état-major, méthodiques, attentifs, précis. Leur travers est de penser que l’issue de la bataille résulte fatalement de la proportion des forces matérielles, que l’esprit se débattant contre le nombre ressemble à l’oiseau qui s’est engouffré dans une cave et ne peut en retrouver l’ouverture que par miracle. L’un et l’autre auraient pu prononcer une phrase prêtée au colonel de Villelume avant la crise : « Pourquoi ne pas abattre les cartes lorsque, d’avance, on peut compter les points ? Pourquoi persister à les vouloir jouer ? » Dans les marais de St Gond, en août 1914, autour d’Amiens, en octobre de la même année, le 26 mars, à Doullens et dans bien d’autres rencontres, Foch, le maître de Weygand, physiquement incapable de désespérer, s’était insurgé contre les données du calcul, persuadé qu’à côté des canons, des mitrailleuses et des grenades, comptaient, sur les champs de bataille, des êtres humains aux réactions imprévisibles et que, de ce fait, la gravitation des masses d’acier n’avait rien d’inexorable.

On dira que Foch n’aurait pas fait plus que Weygand, en juin 1940. Nous n’en savons rien, mais nous sommes sûrs qu’il s’y serait pris autrement. Et, par là, le doute s’insinue.

[273]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre VII

L’évacuation tardive de Paris  
et le désordre gouvernemental.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Reynaud laisse Weygand conduire les opérations à son gré. Il souffre que celui-ci, déjà hanté de l’armistice, poursuive en quelque sorte la guerre sous condition résolutoire. Il le reçoit chaque matin vers 11 heures. Ces exposés quotidiens l’entament peu à peu. Le général De Gaulle ne quittera sa 4ème division blindée, pour devenir sous-secrétaire d’État à la Guerre, que le 5 juin. Présent rue St Dominique, huit jours plus tôt, il eût peut-être retrouvé son ancien ascendant sur le président du Conseil, l’eût exhorté à se débarrasser du guerrier qui ne guerroyait plus qu’à contre­cœur. L’entourage faisait bonne garde et la partie n’eût pas été facile à gagner. Quand même, à ce moment-là et non pas le 12 juin, à Tours, une adjuration pouvait être entendue. Le fait que Reynaud voulut nommer De Gaulle ministre de la Guerre, le 5 juin et fit de lui un sous-secrétaire d’État, passant outre au dépit de Weygand et à la fureur de Mme de Portes, le montre désireux de suivre sa ligne.

Passif devant la bataille de France, il commet, dans son domaine propre, une faute qui aura de grandes conséquences politiques et même militaires, qui contribuera à pousser la France dans le pire dénouement : il maintient à Paris, jusqu’au 10 juin, le gouvernement et la haute administration. Par là, il prépare la dislocation de l’exécutif. Du 5 au 10 juin, l’armée française avait été démolie. Le 10, le gouvernement se détraqua.

Les ministres et leurs services se sont installés à Tours et dans la région environnante, le 10 juin, lorsque les blindés allemands [274] rôdaient à trente ou quarante kilomètres de la capitale, trois jours avant l’arrivée des troupes allemandes dans la banlieue, quatre jours avant le défilé sur les Champs-Élysées. Exécuté en plein désastre, le transfert du siège gouvernemental entraînait nécessairement la confusion des hommes et des choses, un commencement de paralysie administrative. Mais la route de Tours ne fut pas interdite aux populations en fuite : ainsi fut aggravée la débandade des pouvoirs publics. L’autorité préfectorale laissa la multitude qui descendait de Belgique, de Paris, des régions de l’Ouest et du Nord, s’entasser dans la petite ville. Ceux qui la traversèrent les 12, 13 et 14 juin, n’oublieront jamais le masque hideux qu’y prirent le désarroi, l’angoisse, la panique. Dans le tourbillon, les ministres ne conservèrent ni sang-froid, ni équilibre. De plus, tous étaient dispersés dans les châteaux de la région : le président de la République à Cangé, le président du Conseil à Chissay, les ministres et leurs bureaux à Langeais, Azay-le-Rideau, Ligneuil, etc. Leurs allées et venues en automobile suppléant aux services téléphoniques hâtivement réajustés, accentuèrent encore leurs divergences déjà très accusées [[230]](#footnote-230).

Dès les premiers instants de la guerre, en septembre 1939, le bombardement de Paris était attendu. L’aménagement d’une capitale de repli avait donc été prévu et l’évacuation, commencée [[231]](#footnote-231). [275]

Nombre de services, les plus encombrants, les plus éloignés des grandes affaires, ne quittèrent plus les bords de la Loire. Normalement, les multiples et complexes problèmes que comportait un exode auraient dû être étudiés et résolus sans autre délai. Mais on entra dans l’armistice de fait. Tout resta en suspens. Le 10 juin, il y eut déménagement improvisé et qui ne fut l’affaire de personne.

Pourquoi avoir différé le signal du départ au-delà du 24 mai, la date à laquelle le gouvernement laissa entendre, dans le communiqué déjà cité, que jamais l’aile gauche aventurée en Belgique ne se ressoudrait avec le corps principal de l’armée française et qu’une bataille de la Somme et de l’Aisne suivrait, à bref intervalle, celle des Flandres ? Dès le 16 mai, le général Héring, gouverneur militaire de Paris, avait pressé le gouvernement de se retirer. Il aurait dû être écouté. Et Weygand ? Le 19, acceptant le commandement en chef, il avait demandé que la défense de Paris ne lui fût pas imposée d’office, que le problème fût traité du seul point de vue de la stratégie. Cette condition aurait dû signifier qu’en certaines conjonctures la présence du gouvernement était un embarras et qu’il était tenu de faire place nette. Mais le départ du gouvernement était plutôt synonyme de lutte à outrance que de reddition de la place. Et cette considération détermina Weygand qui voulait l’armistice. Selon lui, le gouvernement ne devait pas bouger.

Reynaud et surtout Georges Mandel, ministre de l’Intérieur, n’étaient pas du sentiment de Weygand. Mais ils craignaient que, de Paris abandonné à lui-même, ne sortît quelque insurrection, peut-être même, sous Laval ou tel autre, une « Commune » décidée à traiter avec l’ennemi et conspirant contre le gouvernement légal [[232]](#footnote-232). L’échéance fut donc ajournée indûment. La décision de [276] Reynaud ne se forma que dans la nuit du 7 juin et elle resta virtuelle : il n’en fit part à ses collègues que le 9 au soir, dans le Conseil des ministres où furent lues les dépêches de François-Poncet relatant la fin de non-recevoir que Ciano opposait aux propositions françaises : « Notre conduite est arrêtée : même l’offre de la Tunisie ne nous en ferait pas dévier. » Le président du Conseil ne fut pas approuvé immédiatement. Ceux qui étaient désignés pour le premier convoi (n’ayant pas à s’occuper directement de la défense nationale) avaient peur du qu’en dira-t-on et réclamaient la mise en route simultanée de tous. Ce fut le cabinet de Guerre [[233]](#footnote-233) qui, le matin du 10 juin, trancha la question. À 5 heures, le Conseil des ministres s’exécuta enfin : départ obligatoire à minuit.

Trois jours seulement s’interposèrent donc entre l’évacuation gouvernementale et l’arrivée des Allemands. Autant dire que les ministres eussent pu être inquiétés dans leur voyage par la cavalerie d’acier. Que n’avaient-ils médité le mot de Bossuet : « Un évêque ne court pas. » Déjà, le grand quartier général avait glissé de La Ferté-sous-Jouarre à Briare, bourgade du département de la Loire. Le commandant en chef et l’État-Major général eurent le gouvernement devant eux, dans le nord de la zone qui les séparait de l’ennemi. Inversion inouïe. Elle ne dura pas longtemps, mais il suffit qu’elle ait existé pour que soit dénoncée l’étendue du désordre civil et militaire. Et puisque le ministère avait différé jusqu’au 10 juin le transport en province, pourquoi ne pas avoir brûlé l’étape de Tours qui ne pouvait être qu’une station de calvaire, pourquoi, d’une seule traite, ne pas avoir continué jusqu’à Bordeaux ? Une seule explication : Reynaud croyait encore que la Bretagne fournirait un asile inexpugnable à une partie de l’armée et au gouvernement. Il n’avait pas prêté attention à l’exclamation de Weygand au cabinet de guerre, le 10 : la retraite n’est pas en direction de la Bretagne ! L’erreur ne fut pas légère et secondaire. Les délibérations de l’exécutif auraient [277] gagné en gravité et précision à se dérouler sur un sol moins immédiatement menacé. Les ministres nomades ressemblaient à des mannequins secoués par le vent. Autour d’eux, comment ne pas croire que tout était perdu ?

Dans la gestion gouvernementale de Reynaud, nous accédons maintenant à la période capitale. La guerre est, normalement, le justicier implacable des hommes d’État. Elle montre ce qu’a valu leur œuvre pour la défense nationale, le premier intérêt public. Mais que survienne la défaite : l’homme d’État qui, jusque-là, fut épargné par le tribunal, trouve, s’il est dénué de grandeur d’âme, s’il n’épuise pas toutes les chances de sauver la patrie, un juge plus terrible encore. Reynaud est tombé dans cet ultime prétoire.

Par sa conduite vacillante ou tortueuse (un abîme se creusait entre les paroles et les actes), par le choix de ses ministres et conseillers, par la soumission qu’il ne montra que trop souvent à des familiers indignes, le président du Conseil a influé sur le sort de la France, de l’Angleterre et de tous les pays qui répugnent à l’idée totalitaire. Gamelin et Daladier auront à répondre de la déroute. De lui, on est obligé de dire que la capitulation de la France fut largement son œuvre. Elle est sortie de ses « concessions » à l’entourage, sinon de sa volonté. Conclusion des armistices séparés avec l’Allemagne et l’Italie, les 22 et 24 juin, en violation de l’accord du 28 mars, refus de porter la guerre dans l’Afrique du Nord, de procéder, quand on le pouvait encore, à tous les préparatifs convenables et de jeter la flotte française dans la balance du côté de l’Angleterre, rupture avec le gouvernement de Londres et conflit de Mers-el-Kebir, fondation d’une dictature quasiment fasciste coopérant avec l’Empire nazi et fléchissement, dans le monde entier, de la cause des peuples libres à laquelle l’indépendance française est attachée : cette affreuse série de bouleversements est issue d’un ministre qui, au jour le jour, se laissa ronger par les gens, par les événements et, vers la fin, n’eut plus de constance que dans ses discours publics.

Il n’a jamais cessé de proclamer son dévouement à l’alliance britannique, il n’a jamais eu d’illusion même partielle et passagère [278] sur ce que signifieraient le triomphe nazi et le triomphe fasciste pour sa patrie, pour l’Europe, pour le monde entier. Il n’était pas de ceux qui croyaient possibles ou tolérables des accommodements avec l’Allemagne. Mais ses convictions eussent été à l’opposé qu’il ne se fût pas conduit autrement. Dans les deux premières semaines de juin éclatent au jour les actes mauvais de Reynaud qui se sont accumulés en dessous depuis deux mois. Avec la rupture du système militaire, ils prennent une portée formidable.

[279]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre VIII

Beaudouin, homme de confiance.  
Le Conseil secret de Reynaud.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le point de départ de ce Reynaud de la reddition, de ce Reynaud que nous n’avions pas aperçu sous l’enveloppe de l’homme public, doit être placé assez loin dans le passé, aux derniers jours de mars. Les journaux du 31 annoncèrent que Paul Baudoin, président de la Banque d’Indo-Chine, était nommé secrétaire-général du cabinet de guerre et du comité économique, sous-secrétaire d’État à la présidence du Conseil.

Le Cabinet de Guerre composé de quelques ministres plus directement mêlés que les autres à la conduite de la campagne et le Comité économique comprenant les membres du Cabinet intéressés aux finances, à la production, à l’outillage, aux échanges commerciaux, n’ont guère servi le louable dessein qu’avait Reynaud de faire concourir tous les services au même but, de parer aux mauvais effets de leur dispersion. La réforme était urgente, mais ne s’est pas enracinée. Pour autant qu’il en eut charge, Paul Baudoin n’exerça donc pas d’autorité vraiment effective. Mais l’autre fonction dont il fut revêtu (le secrétariat général de la présidence du Conseil) gagna constamment en importance. Il eut soin d’écarter les hommes de valeur qui, d’après le projet original, devaient l’assister : le colonel De Gaulle pour les affaires militaires, M. Baumgartner pour les finances et l’économie, M. Robert Coulondre pour la politique extérieure. Il régna seul. Dans ses bureaux devaient être préparées et traduites en actes les décisions du chef du gouvernement. Ainsi Reynaud donnait la haute main sur les plus grandes affaires de l’État à un homme avec lequel, [280] dans les années et même dans les semaines précédentes, il ne pouvait prétendre avoir eu une seule idée en commun. Le pouvoir de Baudoin, en croissance ininterrompue, devint celui d’un véritable lieutenant du président du Conseil, nonobstant la modestie relative de son titre. L’arbre étendit ses branches dans toutes les directions.

En 1938-39, j’ai été tenu au courant des idées que Baudoin professait, dans le privé, en fait de politique étrangère. Haine de la démocratie et du régime représentatif, interprétation optimiste de la doctrine fasciste et même de la doctrine nationale-socialiste dans leurs conséquences internationales : tels étaient les sentiments ou les thèmes auxquels tout était ramené. Dans le mouvement totalitaire, Baudoin ne voulait voir que les communautés italienne et allemande à la recherche de leurs élites perdues. Bien loin d’en prendre ombrage, les Français, estimait-il, ne pouvaient faire mieux que d’emprunter à cet exemple. Il était convaincu que des concessions accordées aux dictateurs par les deux grandes puissances possédantes apaiseraient dans leur cœur toute velléité d’employer les instruments de guerre. Il voyait à l’horizon se profiler l’union européenne, inévitable pour lui (comme pour la plupart des financiers) puisqu’elle satisfait, par définition, à l’avantage matériel du plus grand nombre. Le principe des nationalités le scandalisait : il opinait que les petits États devaient remettre aux plus forts une portion de leur souveraineté économique. Le plus sage était, selon lui, que la France se retirât dans le sort tranquille et fortuné de la Hollande et de la Belgique, libérées des grandes responsabilités continentales et dotées de riches empires coloniaux. Apparemment, il n’avait jamais réfléchi que les Pays-Bas étaient redevables de leur sécurité, liberté et prospérité à l’armée française, à la flotte anglaise, que, ces deux forces éliminées et le principe de l’équilibre des grandes puissances abandonné, la condition de Nation secondaire n’aurait plus rien d’enviable en Europe. Et, pour souder ces notions, une sorte de flamme : la haine de l’Angleterre. En avril, Sir Ronald Campbell, ambassadeur de Grande-Bretagne, me disait : « Quel [281] homme sinistre ! Chaque fois que j’entre dans son bureau, à peine peut-il contenir un rictus. »

Étrange rencontre. Le mère de Baudoin a épousé en secondes noces Maurice Rouvier, le président du Conseil de 1905 qui, au sujet du Maroc, rêva de s’entendre directement avec l’Allemagne, qui renvoya Delcassé, le fondateur de l’Entente Cordiale de 1904, le promoteur authentique de l’accord anglo-russe de 1907, le créateur de la coalition que l’Allemagne trouva devant elle en 1914. Baudoin s’embranche donc sur le personnage qui disait à Paul Cambon, le grand ambassadeur de France à Londres apportant l’offre d’alliance de Lord Landsdowne : « Je vous en prie, débarrassez-moi de ce projet. Rien ne saurait autant me gêner [[234]](#footnote-234). » Rappelons que Rouvier ne sortit pas indemne du scandale de Panama.

Baudoin a passé les dernières années sous les bénédictions du Père Gillet, supérieur général des Dominicains, admirateur de Mussolini, et telle page écrite dans la revue « *La Tradition Vivante*», connue de bien peu de gens, témoigne d’une mystique inattendue à la présidence de cette Banque d’Indo-Chine qui fut éclaboussée par l’affaire Charles Lévy. Avant de se frotter à la grande robe blanche, il a bénéficié de la république des camarades et de la ploutocratie. Il venait de réussir au concours de l’inspection des Finances et brûlait de s’élever promptement dans la hiérarchie. Un grand homme d’affaires de la génération précédente, M. Tinardon, président du conseil d’administration des Raffineries Say, qui le traitait comme un fils, intercéda en sa faveur, par l’intermédiaire de M. Léon Blum, auprès d’Étienne Clémentel, l’incompétent ministre des Finances du premier cabinet Herriot. L’ambitieux fonctionnaire fut attaché au secrétariat de ce politicien. Il était encore de la Trésorerie lors du passage de Joseph Caillaux, en 1925. Celui-ci le choyait, l’appelait par son prénom. Il le présenta à Thion de la Chaume, président de la Banque de l’Indo-Chine. Baudoin n’avait guère plus de trente ans. Sa fortune était faite.

[282]

À partir de 1931-32, il est généralement prisé comme l’un de nos grands techniciens bien que des hommes avertis le trouvent léger et superficiel. Plusieurs présidents du Conseil lui offrent le ministère des Finances. En 1937, Léon Blum, qui, dans son expérience sociale, craint la vindicte de la monnaie et de l’économie, veut le mettre à la tête de la Banque de France. Il ne consent qu’à devenir avec M. Charles Rist une sorte de conseiller arbitre à la disposition du gouvernement. Il a mission de rassurer le monde capitaliste. Impuissant à faire changer la législation du travail, les deux « experts » se démettent dans une lettre publique. Cela n’a rien que de louable [[235]](#footnote-235). Mais, émergeant à peine de son passé d’enfant gâté de la République, le voici mué en conservateur fanatique, et au pire sens du terme, dans la France de 1938. Alors se déploie l’activité qui fera de lui le ministre des Affaires Étrangères choisi du gouvernement de Bordeaux et de Vichy. La banque de l’Indo-Chine, entre plusieurs, subventionne les campagnes de presse dirigées contre la Tchéco-Slovaquie, en attendant que les autres alliés de la France, Pologne et Angleterre, leur servent de cibles.

Georges Bonnet, il va sans dire, est le favori de ces établissements. Ministre des Affaires Étrangères, il charge Baudoin, en février 1939, de saisir secrètement le *Duce* d’un projet de règlement de la querelle franco-italienne [[236]](#footnote-236) : deux sièges d’administrateur du Suez alloués à l’Italie, l’abandon virtuel de Djibouti et du chemin de fer montant à Addis-Abeba, l’extension de trente à cinquante ans du privilège des Italiens de Tunisie, privilège conféré pour dix ans en 1896, mais, qui continuellement reconduit, [283] fait de la colonie fasciste, en cette contrée, un état dans l’état [[237]](#footnote-237).

Ce ne fut pas long. Mussolini se hâta de crever le ballon en demandant que le statut de ses compatriotes dans la Régence fût confirmé sans limites de temps. Réplique inévitable du maître chanteur qui observe la marche apeurée de la victime. Bonnet et son envoyé s’étaient flattés de garder le secret. Baudoin ne se rendait-il pas à Rome, périodiquement, en qualité d’administrateur des Salines de Djibouti et, derrière l’écran de ses propres intérêts, la négociation menée avec le Palais Chigi n’était-elle pas facilement dissimulée [[238]](#footnote-238) ? L’affaire fut vite éventée : Baudoin avait dans ses conseils des gens qui ne le perdaient pas du regard et lui-même bavardait volontiers. Son nom remplit les journaux. Non seulement les services du Quai d’Orsay n’avaient pas été renseignés par le ministre, mais ils avaient été trompés. On assista à ce spectacle peu commun : l’ambassadeur de France à Berlin, M. Coulondre, répétant dans un communiqué officiel les démentis de son ministre et provoquant le ricanement de M. von Ribbentrop mieux informé que lui [[239]](#footnote-239).

En mars 1940, Paul Baudoin avait donc sur le plan international, une figure bien nettement dessinée. De Reynaud, il était l’antagoniste classé, bien qu’ils tournoyassent tous deux dans le même cercle mondain. Par ses mercenaires de presse il l’avait insulté. Pourtant, Reynaud faisait de ce bellâtre à la parole facile son assistant le plus intime. Il avait nommé commandeur de la Légion d’honneur, à la surprise de tous, un autre banquier, [284] lancé contre lui dans la polémique. Mais celui-là devenait son confident [[240]](#footnote-240).

Comment résoudre cette énigme ? J’invitai à déjeuner l’une des amies de Mme de Portes et du président du Conseil. Elle me dit sans détour : « Hélène a imposé la nomination de Baudoin. Elle est sur le point d’épouser Reynaud. Rome vient d’annuler son mariage. Elle veut que son nouveau mari brise une fois pour toutes avec les hommes et les doctrines qui, jusqu’ici, l’ont séparé de la bonne société. Elle veut abattre la barrière. Ce n’est qu’un commencement. Elle est avide de respectabilité. »

J’avais toujours regardé Mme de Portes comme une personne insignifiante. Je croyais son sortilège épuisé depuis longtemps pour le ministre. Je voyais en elle la maîtresse qui s’accroche à l’ombre du passé. Peu avant Munich, elle m’avait étonné, soudain, à la table de Reynaud, par un jugement tranchant et absurde sur les affaires en cours. Prévoyant un règlement, elle avait déclaré hardiment : « Nous allons avoir une grande occasion de reconstruire [285] l’Europe [[241]](#footnote-241). » Je ne me souviens plus de ma réponse, mais elle fut telle que je ne revis jamais cette dame et qu’elle finit par interdire à Reynaud de me recevoir. Toutefois ma surprise provenait d’une grande ignorance qui ne se dissipa que bien tard. « Hélène » n’était certes pas quantité négligeable. Elle gouvernait Reynaud dans les affaires publiques. Trait curieux : sur lui, elle n’a pris de l’Empire, et grandissant, que dans les deux dernières années. Entourée d’élégantes amies, elle lui avait créé un mode d’existence qui n’était plus de son âge, mais qu’il appréciait. Avec le temps, son influence n’avait pas diminué. Elle avait augmenté. Et il faut ajouter ceci.

À partir de 1936, Reynaud est devenu, avec Mme de Portes en tiers, l’ami de quelques banquiers, ses vieux adversaires et qui restent ouvertement ses détracteurs. Parmi eux mérite d’être cité en premier lieu Gabriel Leroy-Ladurie [[242]](#footnote-242), directeur adjoint de la maison Worms, exportation de charbon, armement, et, depuis 1932, banque. Celui-ci dirigea à Cracovie une branche de la Banque Franco-Polonaise. Par la suite, il fut, plusieurs fois, invité en Allemagne. Admirateur de la jeunesse hitlérienne et de ses disciplines, il devint l’argentier de nos fascistes en herbe. Étaient enrôlés dans son affaire à des titres divers : Barnaud, (directeur) Pucheu, Guérard, Marion, qui, tous, seront de l’usurpation de Bordeaux et de Vichy. Georges Bonnet était l’ami, l’auxiliaire apprécié et Baudoin, le patron intellectuel [[243]](#footnote-243). On se demandera quel pouvait bien être, dans le comptoir, l’emploi de Marion, ancien fonctionnaire du *Komintern*, en résidence à Moscou pendant plusieurs années. Avec Doriot et ses bandes, il formait le lien. Quant à Pucheu, il fut impliqué [286] dans « la Cagoule », groupe d’hommes de main que nous rencontrerons ailleurs [[244]](#footnote-244). Au même carrefour des affaires et de la politique, l’observateur le plus compétent m’a également signalé la présence de Marcel Boussac, grand tisserand assez mal vu de ses pairs, ami de Pierre-Étienne Flandin et autre grand argentier. « Des sommes énormes sont passées par ces deux guichets. »

Pour qui connaissait un tel état de choses, l’ascension de Baudoin n’avait rien de très surprenant. Mais peu de gens plongeaient du regard sur les confluents souterrains de l’argent et de la vie publique. À Paris, je n’ai entendu prononcer les noms de Leroy-Ladurie et de Boussac qu’incidemment, et n’ai point su ce qu’ils couvraient. L’adoption du président de la Banque d’Indo-Chine par le président du Conseil était d’assez fraîche date. À la fin de 1935, l’un de mes amis leur procura une rencontre, les reçut à dîner. Baudoin flatta le promoteur de la dévaluation monétaire. Il opina que la réforme s’imposerait bientôt et exprima l’avis que le franc devrait être rattaché au dollar plutôt qu’à la livre. Mais il se rétracta aussitôt lorsque Reynaud eut fait observer que notre devise et celle des Anglais ressortissaient à un même ensemble économique. L’homme public qu’il voulait séduire ne lui épargna pas un jugement : « Ce n’est qu’un farceur ! » À l’automne de 1939, un ami de Baudoin sollicita le ministre, par personne interposée, d’employer cette grande compétence. Reynaud s’effara : « Dites-lui qu’il se moque de moi ! » Quelques mois après, contre lui-même, il se joignait à la moquerie !

Bouthillier, Leca, Devaux, Villelume, Baudoin, Mme de Portes : maintenant la famille est complète. Voilà le groupe qui a gouverné la France au tournant le plus terrible de l’histoire. Presque chaque soir il se réunissait, place du Palais-Bourbon, dans le petit appartement où logeait Paul Reynaud depuis qu’il avait quitté le domicile conjugal du faubourg St Honoré. Les discussions duraient parfois jusqu’à deux heures du matin. Reynaud y était l’objet d’une flagornerie dégoûtante. Dans les propos des [287] uns et des autres passait le terme de « ministre génial ». Il l’acceptait sans sourciller. Au Quai d’Orsay, tous ces gens se sentaient en butte à la surveillance des fonctionnaires. Et surveillance, pour eux, signifiait malveillance, car ils n’avaient pas la conscience tranquille. Dès les premiers jours, Alexis Léger, ambassadeur de France et secrétaire-général du ministère des Affaires Étrangères depuis 1931, avait tenu le petit cercle à distance. Il avait nettement montré qu’il n’entendait pas traiter d’importantes affaires autrement qu’en tête-à-tête avec le président du Conseil. L’ambassadeur avait les meilleures raisons de se refuser à tout entretien confidentiel devant les amis du ministre. Reynaud finit par les congédier quand il avait à recevoir son premier collaborateur. Leur hostilité à l’égard du secrétaire général en fut accrue.

Mme de Portes qui ne pouvait se tenir de rôder dans le palais quand elle n’entrait pas hardiment dans le cabinet ministériel [[245]](#footnote-245), se signala à l’attention de tous par un geste grossier et imprudent. Lors de l’alerte du 16 mai, s’étonnant de l’étrange scène qui se déroulait dans la cour intérieure du ministère des Affaires Étrangères, dossiers, liasses de papiers, toutes les archives jetées pêle-mêle dans des brasiers, elle cria à plusieurs reprises d’une fenêtre attenante au cabinet du ministre : « Quel est l’imbécile qui a donné cet ordre ? » Elle se servit, en réalité, d’un terme ordurier. « Mais c’est M. le ministre », répondit sans malice le chef du matériel, entouré des fonctionnaires de la Direction Politique. Elle avait cru atteindre Alexis Léger. Elle ignorait que, sous l’autorité personnelle et sur les instructions formelles du secrétaire général, les services avaient éludé, puis retardé systématiquement, l’exécution d’une mesure qui ne leur semblait pas justifiée, qu’ils n’avaient cédé finalement qu’aux injonctions des émissaires directs du président du Conseil, après que l’ambassadeur, téléphonant [288] à celui-ci en présence du directeur politique et des principaux chefs de service de la Direction Politique, eût reçu confirmation catégorique de l’ordre qu’il n’approuvait pas [[246]](#footnote-246). Cette incartade eut de bruyants échos. Place du Palais-Bourbon, la favorite et autres intrus pouvaient se mêler à l’aise de ce qui ne les concernait pas [[247]](#footnote-247). Là, ils n’avaient pas à redouter le reproche que constituait, même silencieuse et discrète, la présence de ceux qui faisaient leur devoir.

Nous avons mentionné, à propos de l’expédition de Norvège, la lettre inopportune et maladroite envoyée par Paul Reynaud à Neville Chamberlain. Elle fut rédigée dans le conclave insolite. Partit de la même source, le 22 avril, à l’adresse de Mussolini, un télégramme intempestif. La veille, jour anniversaire de la naissance d’Hitler, le *Duce* avait fait publier le message de félicitations que l’occasion lui avait dicté. Il y formait des vœux pour le triomphe des armes allemandes. Dans le plus grand secret à l’égard du secrétaire général, Reynaud, armé de sa bonne plume administra au « neutre » pris en faute une sévère leçon. Certes, traiter Mussolini d’assez haut et ne point demeurer passif devant [289] ses écarts de langage, eût plutôt servi que desservi, dans le passé, l’intérêt de la France. L’insolence du fascisme n’a cessé d’être alimentée par nos capitulations, par l’effroi manifeste que nous inspiraient les pires rodomontades du dictateur. Mais, le 22 avril, il était déjà trop tard pour changer de méthode. Alors il ne nous restait plus qu’à persévérer dans cette bénignité dont nous avions pris le pli devant Rome.

Réagir contre le passé tandis que la France était déjà engagée dans le corps à corps décisif avec l’Allemagne, c’était donner avis qu’une fois la crise surmontée, nous procéderions à un dur règlement de comptes, inciter les intéressés à jouer le tout pour le tout, paralyser ceux qui, dans les conseils du Palais de Venise, s’opposaient peut-être encore à l’aventure. À une heure aussi grave, s’en prendre, et de quel ton, à la position de Mussolini devant le *Führer*, revenait à créer pour le *Duce* un risque auquel il était sensible, le risque d’être tenu en suspicion par les Allemands, et le pousser à se couvrir du côté de Berlin. Hâtivement, il se mit à l’abri, précisant encore son évolution vers la belligérance déjà assez visible depuis l’entrevue du Brenner, le 18 mars. Par la maladresse de Reynaud, le pire se cristallisait. L’ambassadeur du *Duce* à Paris, M. Guariglia, en contact étroit et confiant avec le secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, s’était appliqué sincèrement et non sans habileté à conjuguer ses efforts avec ceux du Quai d’Orsay pour conserver, de jour en jour et, parfois, d’heure en heure, le précaire équilibre franco-italien. Vers le 27 ou le 28 avril, se référant à l’échange de télégrammes Reynaud-Mussolini qu’il ne pouvait croire ignoré du secrétaire général, l’ambassadeur d’Italie montrait à Alexis Léger sa consternation et, pour la première fois, lui avouait ne plus avoir confiance dans les ressources de la diplomatie que tous deux, jusque-là, avaient dispensées de concert [[248]](#footnote-248). Le sens [290] général de la réplique mussolinienne était : vous n’avez pas à juger ce qu’est pour moi le système germano-italien. Mais la réaction psychologique, était encore plus vive que la réaction politique : sur le plan des rapports personnels, le *Duce* niait que, pour lui parler comme il l’avait fait, Reynaud eût le moindre titre. Le plus curieux est que, le 20 avril, à la commission des Affaires Étrangères du Sénat, Paul Reynaud avait prononcé les paroles les plus amicales à l’égard de l’Italie. Plus ou moins opportunément, il l’avait conviée à une négociation [[249]](#footnote-249). Sans doute son but réel avait-il été de calmer, de désarmer ses adversaires du Sénat, Henri Bérenger entre autres, aussi peu clairvoyants que Laval, dans les affaires de la Péninsule. Mais le fait est là : il s’était mis à employer la manière douce. Or, à quarante-huit heures d’intervalle, il faisait virer sa barque de 180 degrés. La douche froide succédait à la douche chaude [[250]](#footnote-250).

Autre erreur de conduite du même ordre en ce qui concerne Franco. Dans le cas du régime espagnol comme dans celui de l’Italie, la politique française avait péché par faiblesse et par veulerie, mais, encore une fois, le commencement du printemps n’était certainement pas propice à un redressement subit. Nous ignorons par quelle maladresse de forme ou de fond, Reynaud, en ce mois d’avril, avait suscité le ressentiment du dictateur de Madrid. Mais nous savons que la plus vive hostilité personnelle s’exprima dans une note remise par le duc d’Albe à Lord Halifax ou à Mr. Neville Chamberlain. Franco y protestait de sa volonté de ne rien entreprendre contre les intérêts de l’Angleterre et allait [291] jusqu’à dire que ses troupes tireraient sur tout uniforme étranger qui se montrerait en Espagne, mais ajoutait qu’à l’endroit de la France des ménagements analogues ne seraient pas de mise tant que M. Paul Reynaud occuperait la présidence du Conseil. Pour rendre le trait encore plus acéré, il ajoutait qu’avec Daladier ou Herriot, il pourrait encore essayer d’appliquer à la France la politique dont, personnellement, il voulait que le cabinet anglais eût le profit. Mis au courant de la communication reçue à Londres, le président du Conseil ne réagit pas [[251]](#footnote-251).

Il est étonnant que Baudoin, dont la complaisance envers les totalitaires atteignait à la complicité, ait laissé passer ces incartades. Mais quelle limite assigner à la fourberie d’un manœuvrier aussi effréné ? Quant à Leca et Devaux, ils ne se conduisirent jamais qu’en domestiques et en hommes à tout faire. Retenons l’image d’un Reynaud déchargeant son prétendu dynamisme au hasard, dans toutes les directions, comparable à un fusil dont le cran d’arrêt ne tient plus, ayant cessé de se gouverner et d’être équilibré par les services. Ceux-ci sont couramment accusés d’étouffer, de noyer le tempérament, les initiatives du ministre. Mais de deux choses l’une : ou le ministre est égal à ses fonctions et les raisonnements de l’entourage officiel ne l’arrêtent pas. Ou il est incapable, agité, brouillon, livré à de mauvais conseillers, porté à former des résolutions graves en cinq minutes ou encore il est sans volonté ou mal orienté, et l’action des services fait la suppléance ou le garde-fou.

[292]

[293]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre IX

La disgrâce d’Alexis Léger.  
Le dualisme ministériel.  
La fini de Dalandier.

[Retour à la table des matières](#tdm)

La coterie du Palais-Bourbon établit définitivement son pouvoir, le 19 mai, quand M. Alexis Léger fut renvoyé dans les formes les plus sommaires et même les plus injurieuses. Ce haut fonctionnaire dirigeait la politique française depuis la mise à la retraite de Philippe Berthelot, en novembre 1931, avec une autorité incontestable. Je lui ai régulièrement rendu visite à partir de l’automne de 1935 hormis les périodes assez nombreuses où j’étais en polémique avec son ministre. Il a toujours dégagé la ligne d’action conforme aux intérêts de la France. Primauté de l’entente et de la collaboration avec la Grande-Bretagne, nécessité de maintenir les alliances polonaise et tchéco-slovaque, de faire évoluer la Russie loin de l’Allemagne, de transformer la Société des Nations, pour le moment du danger, en une ligue militaire et économique appuyant les puissances occidentales : sur les principes, je l’ai trouvé fermement établi. Ni pendant la guerre italo-abyssine de 1935-36, ni lors du reflux de la *Reichswehr* dans les pays rhénans, le 7 mars 1936, il ne s’est écarté des grands points de repère. Je l’entends encore s’exclamer en avril : « Nous avons perdu l’Europe centrale et nous avons perdu la paix ! » Dans ses propos éclatait le sentiment de la dignité de la France commun à tous les grands serviteurs de l’État. Pourquoi les controverses publiques n’ont-elles cessé de battre et de contrebattre cet homme d’une absolue intégrité intellectuelle et morale ? Laval, Flandin et Bonnet, ces dissidents invétérés de la politique traditionnelle de la France tendue vers la consolidation [294] de l’indépendance et de la grandeur nationales, se sont toujours heurtés à lui.

Contrairement au réquisitoire qui circule, Alexis Léger ne s’est jamais arrogé le droit de faire prévaloir contre eux ses propres conceptions quoiqu’ils voulussent, quoiqu’ils fissent. Agent d’exécution au service de l’État, il a considéré comme l’une des obligations de sa charge de les éclairer, en toute rencontre, sur les conséquences de ce qu’ils méditaient d’accomplir, de ne leur faire grâce d’aucune explication et d’aucun avertissement, de dissiper leurs illusions, de dénoncer leurs erreurs, quitte à s’incliner ensuite, loyalement, devant les instructions dont ils avaient seuls la responsabilité gouvernementale. À chacun d’eux il était loisible de le briser, de l’éloigner du ministère, de l’installer dans telle ou telle ambassade ou, plus simplement, de lui donner des ordres qu’ils étaient assurés de ne voir jamais trahis. Et mieux eût valu pour Léger, sinon pour l’intérêt public, qu’ils en eussent eu le courage. Ils n’osèrent pas plus déplacer le chef de la diplomatie que le généralissime de l’armée, ayant horreur de se commettre au grand jour. Laval, en octobre 1934, lorsque M. Doumergue, conseillé par Tardieu, eut l’idée funeste de le nommer aux Affaires Étrangères, appela auprès de lui M. Léon Noël, ministre en Tchécoslovaquie, ancien préfet, qui l’avait déjà assisté en 1931, médiocre de caractère [[252]](#footnote-252). Prétexte allégué : il avait besoin d’être guidé par un ami dans ses premiers pas. Il ne persista point dans l’expérience. Au bout de deux semaines, le diplomate regagna son palais de Prague. Flandin et Bonnet n’ont même pas osé imiter le geste incomplet de Laval. Ils avaient pourtant le devoir d’écarter le fonctionnaire s’ils se méfiaient de son jugement. La vérité est qu’ils se sentaient intimidés par la dialectique de l’homme, tout à fait incapables de lui tenir tête dans le débat, de réfuter ses arguments, que leurs faibles constructions ne résistaient guère à ce tableau des affaires internationales qu’il [295] dressait pour eux chaque jour, que leur fragmentaire et superficielle interprétation du passé s’écroulait devant les vivantes et profondes archives qu’avait en tête celui qui, huit ou neuf années durant, avait été de toutes les délibérations, de toutes les démarches, de tous les actes de la diplomatie française. Jaloux de cette autorité professionnelle, de la force persuasive qu’il exerçait sur eux, ils prirent le parti d’en faire le bouc émissaire de leurs fautes, de le constituer en excuse permanente de leur faillite, de le dénoncer à voix basse comme le pelé, le galeux d’où venait tout le mal. À voix haute ou par écrit, ils ne lui ont guère décerné que des éloges, ils lui ont conféré les plus grands honneurs. Georges Bonnet poussa cette duplicité à l’absurde.

Il est paradoxal que Laval, Flandin, Bonnet se soient accommodés de Léger et que Reynaud l’ait chassé. De tous les ministres qui avaient géré le Quai d’Orsay depuis neuf ans, aucun, avant d’accéder au pouvoir, n’avait été en plus complète intelligence avec le secrétaire général. Celui-ci pouvait se dire et se disait en le voyant venir, qu’il n’aurait plus à se dépenser en pénibles plaidoyers et démonstrations sur les principes. On a raconté que les deux personnages différaient grandement l’un de l’autre. Reynaud bondit des prémisses à la conclusion. Il se sert de phrases vives, acérées, d’un rythme court et rapide. Léger, plus pénétrant, plus attentif au détail, déroule sa pensée en de vastes ondulations verbales. Fatalement, les deux tempéraments devaient se heurter. Telle est l’explication couramment donnée. Elle ne tient pas. Le ministre et le fonctionnaire se connaissaient d’ancienne date : or, leur séparation morale n’est pas antérieure au 13 et 14 mai. Alors l’ambassadeur apprend que les caudataires de Reynaud exploitent les premiers revers et parlent de « liquider la guerre », qu’ils gagnent en crédit. Ce serait le moment de retenir le chef du gouvernement, de le surveiller, de le serrer de près, de le reprendre. Mais il est blessé dans sa dignité. Il dédaigne de manœuvrer. Il se renferme dans sa fonction et prend une attitude glacée. Mme de Portes et sa faction, ayant le champ libre, amorcent [296] sérieusement la démolition de la politique française [[253]](#footnote-253). Le travail d’approche commença, le 30 mars, avec l’arrivée aux affaires de Baudoin. Maintenant, de l’équipe des remplaçants, se tendent vers les leviers de commande des mains téméraires.

Le secrétaire général est frappé en tant que serviteur supposé de la gauche. Ainsi est avalisée la dénonciation de Léger toujours proférée à droite. Non seulement à l’époque de Briand dont il fut le chef de cabinet, mais après la mort de ce ministre, lorsque la politique française, débarrassée de l’idéologie locarnienne, essayait de recruter tous les alliés possibles pour conjurer le danger extérieur. En particulier, les politiciens qui reprochaient à Reynaud d’avoir ouvert le gouvernement aux socialistes, affectaient de ne voir dans le secrétaire général que le diplomate du Front Populaire. C’était oublier qu’élément durable de notre diplomatie à travers plusieurs législatures mouvementées, il avait dû servir, avec la même abnégation, des gouvernements de centre gauche et d’Union nationale aussi bien que d’extrême gauche. C’était oublier qu’en régime de Front Populaire, il avait été, dans le Parlement, la cible des communistes.

Au surplus, pour faire apparaître l’injustice de la réputation, il n’est que de la confronter avec les faits. Deux exemples suffiront. Le secrétaire général n’a interprété le traité avec la Russie que comme un coin enfoncé entre ce pays et l’Allemagne. Sous Paul-Boncour et sous Barthou, soucieux de démolir la conjugaison germano-russe de Rapallo et, en même temps, d’éviter le lien politique et militaire direct avec l’Union soviétique, il s’entêta, plus longtemps peut-être qu’il ne convenait, dans le projet de pacte régional qui prétendait réunir Russie, Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie et Nations Baltes. Il est [297] intéressant de noter que Laval se rendit à Moscou, en mai 1935, contre l’avis des services. En ce qui concerne l’Espagne, on connaît l’action personnelle du secrétaire général. Il trouva les formules de la « non-intervention » non point parce que fermant les yeux aux dangers qu’elles comportaient, mais parce que forcé de parer au risque de rupture avec Neville Chamberlain et ses amis conservateurs, menace grave et immédiate. Au déplaisir évident de Léon Blum qu’il avait accompagné à Londres pour continuer la négociation rendue nécessaire par la ruine du pacte rhénan de Locarno (20 juillet 1936), Alexis Léger ne dissimula rien des soucis que lui inspiraient les contre coups de la rébellion de Franco sur l’amitié anglo-française. La légende veut que, dans la galerie du *Foreign Office*, avant d’arriver à la porte où le premier ministre attendait ses hôtes, le diplomate français ait volontairement et longuement arrêté le président devant le buste de Disraeli afin de donner tout au moins aux Anglais le spectacle d’une méditation rassurante pour eux.

Mais, à supposer que l’accusation des prototalitaires fût fondée, il n’appartenait vraiment pas à la maîtresse de Reynaud de donner des leçons sur la Russie, l’Espagne et le communisme. Après les élections du Front Populaire, Léger avait mis en garde l’ami de cette dame contre le crédit qu’il ouvrait alors volontiers aux clients de Maurice Thorez pour un renouvellement du nationalisme français soutenant la comparaison avec le mouvement national-socialiste. « Ne comptez pas, avait dit l’ambassadeur, qu’ils entraîneront ouvriers et paysans au patriotisme. »

Le 16 mai, à la Chambre des Députés, dans le discours où il s’explique sur le désastre de Sedan, Paul Reynaud déclare : « Nous pouvons être amenés à prendre des mesures qui, hier, eussent paru révolutionnaires. Nous aurons peut-être à changer les méthodes et les hommes. » Le généralissime est visé, mais aussi le secrétaire général des Affaires Étrangères. Celui-ci est même sacrifié avant Gamelin, exposé, devant l’opinion publique, à la plus odieuse équivoque. À défaut d’équité et de sens humain, la raison d’État, même faiblement perçue, devait prescrire au ministre de ménager l’autorité morale de l’homme qu’il destinait à [198] l’ambassade la plus importante du moment, celle de Washington.

On a su plus tard que, deux jours auparavant, aux premières alarmes, Baudoin avait discouru sur le renversement des alliances, repris sa thèse favorite sur l’accord avec l’Allemagne et l’Italie, temporairement voilée pendant la guerre [[254]](#footnote-254). Convoitant déjà le ministère des Affaires Étrangères, il déclara qu’à toutes fins utiles, un secrétaire général moins solidement ancré dans la tradition de l’alliance anglaise devait être désigné. Mme de Portes abonda aussitôt dans le projet : « La peau de Léger, l’entendit-on s’exclamer, c’est, à droite, soixante-douze voix de gagnées ! » L’intrigue des deux personnages était du reste en cours depuis longtemps. Vers le 15 avril, Georges Mandel avait adressé à Reynaud des remontrances préventives : « Vous ne pouvez pas sacrifier le secrétaire général sans blesser toute votre politique. » Anatole de Monzie était de vieille fondation, systématiquement, l’adversaire acharné de l’homme qu’il trouvait à la traverse de ses fantaisies. Il téléphona un jour à Bonnet, ministre des Affaires Étrangères qui avait demandé au secrétaire général de se rendre chez le président du Conseil et de l’éclairer sur telle affaire en cours : « Le traître est chez Daladier ! » Et, à celui-ci, il lui arriva de signifier : « Vous aurez à choisir entre lui et moi ! » Vieux coups de vent qui, jamais, n’avaient tordu les arbres. Mais, cette fois, ils portaient dans le même sens que la crainte du désastre militaire. Reynaud était tourmenté et instable. Avant de transférer Daladier de la Défense Nationale aux Affaires Étrangères, il avait eu la velléité de les attribuer au maréchal Pétain ou à Chautemps, se réservant de revenir à l’un des deux, si le chef civil des forces combattantes refusait la mutation. Et, sur le nom de Pétain, on avait, de lui, entendu cette réserve : « Malheureusement, avec celui-là, Léger resterait maître du Quai d’Orsay ! » Il n’ignorait pas la visite rendue par le maréchal à l’ambassadeur, en avril, la longue conversation en tête-à-tête qui avait suivi [[255]](#footnote-255) et [299] dont s’était inquiété l’entourage du ministre surtout après que le maréchal, surmontant ses préventions, eût répandu dans Paris des paroles élogieuses sur le compte du secrétaire général.

Le samedi 18 mai, à 7 heures du soir, Paul Reynaud, le maréchal Pétain et Daladier (qui, à minuit, abandonnera le ministère de la Guerre pour celui des Affaires Étrangères), reviennent de La Ferté-sous-Jouarre où ils conférèrent avec le général Georges. Ayant 8 heures, Daladier demande par téléphone à Léger de venir causer avec lui, rue St Dominique. Celui-ci a l’habitude des ministres qui s’installent et réclament un exposé préliminaire des affaires pendantes. Il trouve son chef futur aussi amical et confiant que naguère, mais la tête remplie des propos quasiment désespérés entendus au grand quartier général, enclin seulement à épancher sa tristesse et son pessimisme. Daladier ne parle que de la tournure funeste que prend la bataille. Au point où en sont les choses, pas plus qu’à l’effort militaire il ne croit à l’effort diplomatique. Il se demande s’il eut raison de demeurer dans le cabinet. « Je ne pouvais faire autrement, mais je ne resterai pas longtemps dans votre maison. » Et soudain, sur le ton d’une remarque incidente : « Vous savez, Reynaud voudrait vous envoyer aux États-Unis ! »

Léger répond sur-le-champ que l’offre de l’ambassade de Washington, si elle lui était jamais faite par Reynaud, ne serait que fictive. Elle n’aurait qu’un but : le dépouiller de ses fonctions. « Je ne me prêterai jamais à une telle hypocrisie. Je ne partirai pas atteint dans mon crédit. Si j’ai démérité, ma place est la disponibilité. Si je réponds à ma fonction, ce n’est pas en pleine lutte et à pareille heure qu’il sied de m’éloigner. En tout cas, pas de compensation : j’ai droit au bénéfice intégral de l’injustice ! » — « Je n’attendais pas de vous un autre langage », lui dit Daladier qui s’émeut. « Mais nous n’en sommes pas encore là. J’aurai le temps de voir venir, je reprendrai la conversation avec Reynaud. En attendant, ne bougez pas, ne faites pas état de mes paroles, n’en tenez aucun compte. Mettons que je n’aie rien dit. » L’entretien [300] en resta là après un échange d’impressions sur le panorama européen.

Le secrétaire général ne s’étonne pas outre mesure de la vague menace dont le ministre lui a fait part. Il est rompu à ce genre de secousses. Les habitants des contrées où le sol remue souvent ne sont pas plus imperturbables. Il retourne à son travail.

Il passe la nuit dans son bureau du Quai d’Orsay sur un lit de camp, ce dont il était coutumier depuis quelque temps. À peine est-il réveillé qu’entrent ses principaux collaborateurs. Ils sont visiblement troublés : « Qu’y a-t-il ? St Quentin a-t-il été perdu ? Gardez votre sang-froid. Ce sont flux et reflux du combat. » Mais les autres de réciter un décret paru le matin même au *Journal Officiel* : « M. Charles-Roux, ambassadeur au Vatican, est nommé secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères en remplacement de M. Alexis Léger appelé à d’autres fonctions. » — Ah ! Et puis ? Quelle importance ? Oubliez-vous l’amplitude des événements ? » Et l’ambassadeur de régler la journée de travail, se réservant de demander ultérieurement une explication au président du Conseil.

L’entrevue a lieu avant la fin de la matinée. Reynaud s’empresse auprès de son ancien ami : « J’avais hâte de vous annoncer moi-même la bonne nouvelle. J’ai décidé de vous confier notre ambassade en Amérique. Seuls, les États-Unis peuvent nous sauver par une prompte déclaration de guerre. Il nous faut ce miracle avant la fin de la bataille des Flandres, et nul autre que vous n’est capable de les persuader. » — « Si vous prenez vraiment au sérieux un tel projet, pourquoi m’en avoir rendu l’exécution impossible ? » — « Comment ? » — « Pour une entreprise aussi exceptionnelle, j’aurais besoin de tout mon crédit et vous l’avez compromis. À supposer que votre intention fût de m’employer en Amérique (et vous savez que, dans un tel moment, le devoir est de servir au poste où l’on peut être le plus utile), une procédure très différente s’imposait : 1) me consulter sur le meilleur aménagement de la mission ; 2) après m’avoir convaincu que j’étais le plus apte à l’accomplir, ce que je ne crois pas, ouvrir une délibération en Conseil des ministres comme l’exige légalement [301] ma double qualité d’ambassadeur et de secrétaire général ; 3) demander l’agrément de Washington ; 4) l’agrément obtenu, faire signer, en conseil des ministres, un décret de nomination et attendre qu’il eût été publié pour désigner mon successeur. En suivant l’ordre inverse, c’est-à-dire, en commençant par me remplacer au secrétariat général, vous m’avez, en pratique, destitué. Tel est le fait brutal. Le public ne s’y est pas trompé. Dès ce matin, l’interprétation péjorative du changement aura été câblée aux diverses chancelleries, y compris l’américaine. Est-ce là me donner cette autorité *maxima* qu’exige à coup sûr une négociation qui, vous l’avez dit, vise au miracle ? » Reynaud, décontenancé, admet que l’affaire a été mal conduite et le déplore. « Mais, ajoute-t-il, il est possible de tout sauver par une bonne présentation de presse et par un aménagement diplomatique exceptionnel dont je fais mon affaire. » Léger maintient qu’on ne saurait masquer la réalité. « Sur l’honneur, jusqu’à 7 heures, hier soir, jamais l’idée ne m’a un instant effleuré l’esprit que je puisse avoir à perdre ici votre assistance. Mais, revenant du quartier général de Georges, le désespoir dans l’âme, je n’ai vu de salut que dans le recours instantané aux États-Unis et n’ai placé d’espoir qu’en vous pour le tenter. Il faut aller droit à Roosevelt, lui démontrer que l’Amérique ne peut laisser s’épuiser ainsi le combat des Horace et des Curiace. Vous seul êtes à même de forcer le succès. Les chances sont minimes, je le sais, mais n’y en eût-il qu’une sur cent, elle vaut d’être courue et par vous. »

Repoussant les louanges que prodigue alors le ministre, l’ambassadeur se contente de répondre que, même sans espoir, il ne se déroberait pas à l’ingrate aventure. Encore devrait-il se sentir le plus désigné et, une fois de plus, ce n’est pas le cas. Son crédit n’est plus intact et ne saurait lui être intégralement restitué. Au surplus, il n’a pas de position particulière, à Washington. Il y est visage inconnu. Apprécier, pour le gouvernement, les promesses de réussite de toute mission diplomatique : c’est son métier. Dans l’occurrence, il est tenu de se récuser. Le moment est trop grave pour que jouent les convenances des uns et les intrigues des autres. Le gouvernement a-t-il l’intention d’essayer [302] quelque chose de nouveau à Washington ? Eh bien, qu’il s’adresse à une personnalité politique, hautement représentative de la vie nationale, qui, de l’autre côté de l’Atlantique, soit déjà tenue pour familière, au président Herriot, par exemple. — « Non, pas d’homme politique ! Le gouvernement ne choisira jamais qu’un diplomate de carrière. » — « Alors, prenez un diplomate dont le crédit soit intact, Robert Coulondre qu’enveloppe encore, à l’étranger, l’auréole du Livre Jaune, ou Charles-Roux auquel vous donnez ma place. » Le ministre répond par une appréciation péjorative sur le premier et restrictive sur le second.

Excédé de cette comédie, l’ambassadeur confirme son refus et, après avoir parlé au ministre, il parle maintenant à l’homme. « C’est notre dernière conversation à titre privé. Nous avons eu la franchise de l’amitié. Il serait plus digne de vous-même d’avouer les raisons de votre acte. Je sais de quel embarras peut être, en politique, un collaborateur sur lequel, depuis dix ans, s’est accumulée la critique, toujours livré sans défense, dans la dégradation des mœurs et usages gouvernementaux, aux assauts des parlementaires, aux méprises de l’opinion. Ai-je touché juste ? » — « Non, je n’ai jamais eu à vous défendre et vous savez que je n’y aurais pas manqué. » — « Alors, dans l’ordre politique, pour ce qui est de la conception ou de l’exécution, aviez-vous contre moi des griefs ? » — « Jamais. » — « Et dans l’ordre administratif ? » — « Ma confiance fut toujours entière. Hier encore, comme je préparais l’envoi d’un message à Roosevelt, il m’a suffi d’apprendre que vous le jugiez inopportun : sans même vous consulter, je l’ai abandonné. » — « Et cette campagne de votre entourage intime, cette campagne que j’ai toujours voulu ignorer ? » — « Je sais, je sais ce que vous voulez dire. Vous ne vous trompez pas. Mais faites-moi l’honneur de penser que, d’aucune façon, je n’en ai été touché. »

Hélas, Reynaud en prend à son aise avec la vérité. La veille encore, pendant route la soirée, dans son propre cabinet, il a subi les objurgations d’Hélène de Portes et de ses amis. Alors lui fut arraché, avant minuit, c’est-à-dire avant l’expiration de son pouvoir de ministre des Affaires Étrangères, le décret illégal [303] par lequel, en dehors de toute délibération gouvernementale, le secrétariat général changeait de titulaire. D’autre part, contrairement à son tableau des faits, il a téléphoné à Charles-Roux, dès le 17, c’est-à-dire la veille du voyage à la Ferté-sous-Jouarre, pour lui faire accepter son offre. Celui-ci arrive à Paris, le 21. Le 22, Léger prend congé de Daladier qui, ministre des Affaires Étrangères, n’aurait jamais dû souffrir, dans l’inertie, le fait accompli, le renvoi de son principal conseiller. Daladier sent monter la colère de la Nation. Il n’a même plus la force de payer de mine, d’afficher une fermeté qu’il n’a pas. À celui qui l’assista si longtemps et qui, oublieux de son sort, s’efforce, une dernière fois, de le relever, de l’exhorter à l’action, il exprime sa profonde lassitude, son doute envers lui-même, son découragement : « Il y a là en moi quelque chose de brisé. Je vous suivrai dans peu de jours. »

La disgrâce d’Alexis Léger marque peut-être le tournant fatal dans l’évolution politique de la France en guerre. S’il avait été à son poste, dix jours plus tard, Weygand aurait trouvé à qui parler quand il osa opiner pour l’armistice séparé avant même qu’eût commencé la bataille de la Somme. Si l’on pense aux vacillations ministérielles de Tours et de Bordeaux, au petit nombre de voix qui, dans le cabinet, fit pencher la balance vers la reddition, le renvoi de ce fonctionnaire marque, rétrospectivement, une bifurcation fatale.

Son successeur, François Charles-Roux, diplomate classique, irréprochable, excellent collaborateur de M. Camille Barrère au Quirinal, était poursuivi depuis 1917 du ressentiment de Caillaux dont, à juste titre, il avait dénoncé les menées en Italie. En conséquence, sa carrière avait été étranglée dans des emplois secondaires. Depuis 1914, il n’avait pas eu de contact avec le monde anglo-saxon et n’en avait plus qu’une image assez sommaire [[256]](#footnote-256). En outre, de tempérament conservateur, avec le goût des hiérarchies [304] imposantes et des valeurs classées, n’ayant guère vécu à Paris dans les années 1935-40, il n’était pas à même de démêler les desseins de la faction. Je tentais de l’éclairer sur Baudoin : il eut le geste de l’homme qui préfère ne pas savoir. Il approchait de l’âge de la retraite : certaines ambitions s’en félicitaient, elles ne l’avaient pas désigné au hasard. Sur le plan diplomatique, les flottements du président du Conseil ne seront plus ni surveillés ni contenus.

Ce n’est que trop clair. L’équipe de Reynaud, depuis avril, se divise de plus en plus en deux groupes d’hommes irréconciliables par leurs tendances et par leurs idées. Les uns, acquis à l’alliance la plus intime avec l’Angleterre, à la guerre conduite d’un cœur inébranlable même dans la plus terrible adversité. Les autres, convaincus, à des degrés divers, que « la France s’est trompée d’alliés » et enclins à se servir du désastre militaire pour bouleverser la politique.

Les conseillers intimes viennent d’être passés en revue. Le Quai d’Orsay décapité, ils grandissent en influence. Dans les remaniements successifs du Cabinet — le 10 mai, le 18 mai — s’est manifesté le dualisme. Il éclate dans la reconstruction du 5 juin. L’événement aura de grandes suites. Onze jours encore et le ministère à deux visages décidera du sort de la France à la majorité des votes !

Le 10 mai, ont reçu des portefeuilles : M. Louis Marin, patriote éprouvé [[257]](#footnote-257), M. Ybarnegaray, désigné au téléphone, sur la demande de Reynaud par le colonel de la Rocque, tête légère, joyeux viveur, qui reproduit docilement les divagations de son chef. Le 18 mai, Mandel est entré au ministère de l’Intérieur et il s’est mis à destituer les préfets, sous-préfets, commissaires de police qui s’enfuirent devant l’ennemi, à pourchasser les traîtres, espions, mercenaires de la presse. Alors ont été prises, par exemple, à [305] l’endroit des propriétaires et rédacteurs de « *Je suis Part*out », les mesures de rigueur auxquelles Daladier n’avait jamais pu se résoudre. Mais, en face de ce jacobin, on le sait, fut aposté le maréchal Pétain avec le titre de vice-président du Conseil déjà porté par Chautemps. Il ouvre la voix aux éléments les plus troubles. L’action de Mandel a beau être énergique, contraster de façon frappante avec la mollesse du ministre de l’intérieur sortant, M. Henri Roy : elle est loin de compenser celle du vieux soldat.

Et pourquoi avoir nommé Léon Baréty au ministère du Commerce dont le titulaire, Louis Rollin, était substitué à Mandel aux Colonies ? Reynaud ignorait-il que, sur les questions suprêmes, l’homme n’était rien moins que sûr ?

Le 5 juin, Sarraut (Éducation Nationale), Anatole de Monzie (Travaux Publics), Lamoureux (Finances), Marcel Héraud (Santé Publique), cèdent la place à Delbos, à Frossard, à Bouthillier, à Georges Pernot et Jean Prouvost remplace ledit Frossard au ministère de l’Information. En outre, Baudoin devient sous-secrétaire d’état aux Affaires Étrangères (tout en conservant ses attributions antérieures) et Charles De Gaulle, sous-secrétaire d’État à la Guerre. Mais le fait dominant, c’est le Quai d’Orsay enlevé à Daladier, le renvoi sans phrases du pauvre ancien « dictateur ». Quels étranges dosages !

Le départ de Lamoureux, coupable d’avoir dit au gouverneur de la Banque de France comme chose qui allait de soi : « Quand nous aurons perdu la guerre… », d’Anatole de Monzie, avocat-homme d’affaires, toujours mêlé à l’intrigue mussolinienne, ainsi que le retour de Delbos, les nominations de Pernot et De Gaulle peuvent passer pour traduire la volonté belliqueuse du président du Conseil. Mais la faveur montrée à Bouthilier, à Jean Prouvost et surtout à Baudoin, dorénavant maître du Quai d’Orsay sous le regard lointain de Reynaud absorbé par le ministère de la Défense Nationale, le renvoi de Sarraut, (sur demande du maréchal Pétain), patriote incontestable, bien que faible, signifient que la politique officiellement suivie est battue en brèche du dedans.

[306]

Depuis avril, depuis la première apparition de Baudoin, les amis de Reynaud n’ont cessé de lui demander des explications, de le harceler de leurs avertissements. À chaque remaniement ministériel, ils ont recommencé leurs démarches. Sa réponse est invariable. Il n’a pas de parti derrière lui, il est un isolé et, par conséquent, obligé de se ménager des intelligences et des appuis dans les groupes les plus divers. Il ne saurait oublier l’affreuse mêlée parlementaire du 22 mars où son existence ministérielle ne tint qu’à une seule voix. Il estime habile de débaucher chez l’adversaire des hommes de talent. Aussi bien, il est assez indépendant, judicieux et maître de ses ministres pour prendre chez les uns et chez les autres ce qui lui agrée et rejeter le reste. Au sujet de Leca, cette phrase extraordinaire lui est échappée : « J’éprouve un plaisir physique à l’entendre parler ! » Après le 18 mai, il ferme la bouche des protestataires avec l’expression rituelle : le péril national efface les querelles anciennes et impose l’union. Baudoin n’est plus Baudoin. Il a changé.

Mais il faut s’arrêter à la disparition de Daladier. Certes, il est tombé de lui-même. Reynaud, l’aurait-il voulu, n’eût pas été capable de le sauver. Il n’en représentait pas moins la résistance à l’envahisseur. Ce qu’il avait d’influence se désintégrait depuis près de trois semaines. Il fallait combler le déficit à l’aide d’un radical ou d’un socialiste de carrure nationale. Le président du Conseil ne s’en est pas avisé.

Vingt-six jours se sont écoulés depuis que la haine mutuelle de Reynaud et de Daladier fut sur le point d’entraîner la démission du cabinet. Reynaud est maintenant débarrassé de son rival. Il s’en félicite. Quelle aberration ! Daladier, président du parti radical-socialiste, le maintenait compact dans l’action de guerre, tenait tout au moins les dissidents en respect. Son influence s’évanouit avec la déroute. Le faisceau se rompt, toute apparence de discipline disparaît. Le parti n’est plus qu’un amas de molécules effarées. Bientôt, beaucoup passeront à la capitulation.

Déchéance lamentable de l’homme qui, pendant deux ans, avait disposé de la France. Au Conseil du 15 mai, il a prononcé la parole sinistre à laquelle Reynaud frissonna : « Messieurs, [307] l’infanterie française n’est plus ce qu’elle était en 1914. » Nous avons entendu ses gémissements. Reynaud a vu la colère du Parlement s’amonceler contre son collègue. Il n’a pas bougé. Nul besoin d’intervenir pour que le travail d’élimination s’accomplisse. Il a envoyé au Quai d’Orsay, comme dans un exil, le ministre que vise l’indignation de tous. Celui-ci, entouré d’un secrétariat assez mal recruté, laissa tout aller à la dérive et ne reçut pour ainsi dire personne. Il ne s’anima qu’au sujet de la négociation tentée, *in extremis*, pour retenir l’Italie.

Mais l’opinion n’est pas satisfaite. Elle crie vengeance. Le 27 mai, les présidents du Sénat et de la Chambre, Jeanneney et Herriot, viennent dire au président de la République que les Affaires Étrangères doivent être remises en d’autres mains. Les commissions parlementaires s’ébranlent. Henri Bérenger intime à Reynaud, au nom de la commission des Affaires Étrangères du Sénat, qu’elle ne veut plus connaître le personnage responsable du malheur public. À la Chambre, la commission de l’armée, sous l’impulsion de son président, Miellet, un ami des jours heureux, lapide l’homme chancelant. Le 4 juin, Serruys est envoyé en reconnaissance par Mme de Crussol. Il apprend que Léon Blum et Chautemps approuvent l’expulsion de Daladier. Au Conseil du 5 juin, Reynaud demande à tous les ministres d’écrire leurs lettres de démission. Ils s’exécutent. Sous le couteau, la victime proteste de sa probité, de son intégrité : « J’ai regardé mes fils dans les yeux, j’ai senti que je n’avais rien à me reprocher. » Et elle esquisse un chétif plaidoyer : si l’on pense à notre défense nationale avant 1936, on ne peut nier que des armes aient été données à la France. Reynaud réplique cruellement : « La probité, l’intégrité de M. Daladier ne sont pas en cause. » Et il déchire les lettres de ceux qu’il veut garder après de lui.

Daladier part immédiatement pour le Vaucluse, bête blessée qui se terre. Il a le mauvais goût de dire en s’en allant : « Il ne faudra pourtant pas oublier que le sang n’a commencé de couler que lorsque Reynaud prit le pouvoir. » Chichery, président du groupe parlementaire radical-socialiste, accepte un portefeuille [308] pour montrer que le parti n’a plus rien de commun avec celui qui le conduisit si longtemps.

Désormais, il est aisé de le prédire, la balance penchera bien vite du côté de Pétain, de Baudoin, de Bouthillier, avec Chautemps dans son rôle coutumier de poids additionnel, Chautemps, le seul grand chef des radicaux-socialistes siégeant encore dans le Cabinet, impatient de passer au premier plan, d’avoir enfin sa revanche.

Dans la balance qu’il ne tient plus en équilibre qu’avec peine, Reynaud, de ses propres mains, sous la volonté de Mme Portes, a chargé le mauvais plateau. Par le maréchal Pétain avec qui il est lié depuis cinq ans, Laval a un regard dans les affaires. Plus qu’un regard. Le maréchal a même sollicité le Quai d’Orsay pour ce chef de la cinquième colonne. Proposer à Reynaud de confier à Laval la diplomatie française : quel signe des temps ! Le 5 juin, le sénateur auvergnat se rend à l’Élysée et tente encore une fois de gagner M. Lebrun à son idée fixe : acheter l’Italie fasciste, quel que soit le prix. Reynaud qui cumule maintenant toutes les grandes fonctions, présidence du Conseil, Affaires Étrangères et Défense Nationale, est encore plus limité dans son pouvoir effectif que lorsqu’il vitupérait l’hostile et vindicatif Daladier retranché rue St Dominique. Il sent déjà que le fardeau de la guerre à outrance l’écrasera. Son langage public ne se modifie pas. À la radio, il martèle toujours des appels à la victoire quand même. Cette voix de Reynaud annonçant désastre sur désastre, après dix notes de Marseillaise de plus en plus éraillée, cette voix qui voulait être ferme, énergique, et on ne sait pourquoi, sonnait de plus en plus comme une gageure, cette voix qui n’était plus sincère : elle hantera des millions de Français jusqu’à la fin de leur vie. En dépit de son parler superbe, Reynaud au fond de son cœur, était déjà vaincu. Son assurance avait quelque chose de machinal, d’artificiel qui ne pouvait plus tromper. Quand il marqua d’infamie le roi des Belges Léopold III, le 28 mai, quand il s’adressa avec tant de véhémence à Mr. Roosevelt, le 10 juin, nous ne pûmes nous défendre de sentir que, pour tout abandonner, il était en quête d’un prétexte.

[309]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre X

Le dilemme se pose enfin.

Continuation de la lutte par la flotte  
et par l’Empire ou armistice séparé.  
Le parti de l’Armistice. Ceux qui résistent.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le soir du 7 juin, au plus tard, Reynaud ne pouvait pas ignorer que la bataille de France, appelée encore bataille des rivières, était perdue. Sans autre délai, devait inexorablement se poser devant lui le dilemme : armistice séparé ou continuation de la lutte. Or, continuer la lutte, c’était transporter en Afrique du nord le siège du gouvernement, car, sur le territoire métropolitain, le système militaire français, lié à la ligne Maginot débordée à l’ouest, ne pouvait ni tenir sur place ni, transplanté de façon précaire avec perte de tout le matériel fixe, trouver sur la Loire et le Jura une assiette durable. Sans doute si Weygand, aux premières heures de son commandement, avait fait glisser vers l’ouest le gros des armées, un temporaire « réduit breton » aurait pu être aménagé, assez résistant pour couvrir une évacuation de grand style, à condition que l’Angleterre donnât de sa force aérienne. Mais le généralissime, nous l’avons dit, avait dirigé sa bataille d’une autre façon.

Reynaud, quand il sortit de Paris, le 10 juin, dut savoir que, très vite, il lui faudrait choisir : ou capituler ou passer la mer avec des moyens de combat hâtivement assemblés, la flotte française restant dans la bataille auprès de la flotte anglaise. A-t-il discuté l’alternative avec Mr. Winston Churchill ? Les témoignages [310] que nous avons recueillis sont négatifs. Il a continué son incantation héroïque, mais n’a pas essayé d’orienter la défaite vers une possibilité de relèvement. Il n’a du reste pas vu son collègue britannique entre le Conseil Suprême des 31 mai — 1er juin et l’entrevue de Briare, le 11 juin.

Le Cabinet et l’État-Major impérial de Londres, dès qu’ils se décidèrent à ne plus aventurer le corps expéditionnaire de Lord Gort, aux ordres de Weygand, dans une attaque sur la poche allemande entre Péronne et Arras, dès qu’ils crurent imminente une tentative d’invasion des Îles Britanniques, se demandèrent ce qui resterait à faire si l’Angleterre était frappée au cœur. Leur parti fut vite pris : « Nous ne nous rendrons jamais », déclara Mr. Winston Churchill aux Communes, le 4 juin, « et si, ce que je ne crois pas un instant, cette île ou une grande partie de cette île était subjuguée ou affamée, notre Empire d’outre-mer, armé et gardé par la flotte britannique, poursuivrait la lutte jusqu’au jour voulu de Dieu où le nouveau monde avancera, dans sa puissance et dans sa force, à la rescousse et à la libération de l’ancien ». Dans ces calculs, la France n’était pas oubliée. En cas de nouveau revers essuyé entre l’Aisne et la Somme, les ministres anglais pensaient que le gouvernement français se retirerait à l’ouest avec ce que Weygand sauverait de ses divisions et qu’il chercherait ensuite, quelque part, la protection de la mer. « Le mieux serait qu’il s’installât à Londres, » me disait Duff Cooper, à Paris, le 3 juin. Il ajoutait : « Paul Reynaud a déclaré au Premier ministre que, si nécessaire, il sortirait du territoire métropolitain [[258]](#footnote-258) » Le 10 juin, dans son premier message au président Roosevelt [[259]](#footnote-259), [311] Reynaud s’exprima comme le ministre anglais me l’avait fait prévoir : « Nous nous battrons devant Paris, nous nous battrons derrière Paris, nous nous enfermerons pour combattre dans l’une de nos provinces et, si nous en sommes chassés, nous nous établirons en Afrique du Nord pour continuer de combattre, voire dans nos possessions d’Amérique. » Le Premier ministre britannique et le président du Conseil français étaient donc en concordance apparente. Mais, tandis que les paroles de l’un faisaient corps avec les actes, les paroles de l’autre n’étaient que superficielle vibration. La rencontre n’était que verbale. Elle ne sortait pas d’une entente profonde.

Les deux hommes, le 31 mai et le 1er juin, n’ont pas vraiment abordé le sujet : Reynaud parce qu’il doutait de sa résolution et Churchill parce qu’il jugeait plus salutaire d’entretenir son partenaire dans un optimisme de convention, parce qu’il craignait de l’abattre s’il évoquait la pire hypothèse devant lui. Là, nous sommes à la source d’une erreur du Premier ministre. Reynaud, nous le savons aujourd’hui, était un faible : il n’avait pas protesté, le 29 mai, contre la note de Weygand où, déjà, mention était faite, à toutes fins utiles, d’un armistice séparé. Churchill, s’il avait entrepris Reynaud avant que la débandade française ne s’étendît, aurait eu chance de le soustraire à la pression du généralissime. Il préféra laisser les événements faire leur œuvre, croyant que le patriotisme du ministre français plaiderait la même cause que lui. Il va sans dire qu’il ne soupçonnait pas ce que Weygand avait dans le cœur. Aveuglement fatal. Il persistera, nous le verrons, jusqu’aux journées de Bordeaux. Les propos tenus par Reynaud à Londres, le 26 mai, auraient dû alerter l’homme d’État. Ce jour-là, le ministre français avait déclaré qu’il allait en appeler au président des États-Unis, essayer de prévenir la déclaration de guerre italienne et que s’il ne retournait les choses ni à Washington ni à Rome, il ne pouvait être sûr de ce qui suivrait. Le Premier ministre et Lord Halifax avaient été frappés des sombres [312] pressentiments qui le hantaient : « Comme il est ébranlé ! » Cette remarque échappa à l’un d’eux [[260]](#footnote-260).

Les Anglais s’abstenant de poser la question capitale, Reynaud a-t-il eu la plus humble velléité, entre le 7 et le 10 juin, d’orienter Weygand vers la solution de l’Afrique du Nord, d’ouvrir avec lui la discussion sur la note du 29 ? Tous les indices sont négatifs. Une nouvelle lettre du généralissime lui parvient le 10 juin qui reprend et accentue celle du 29 mai : il ne réagit pas. Au Cabinet de Guerre du 10, il reste muet lorsque le commandant des armées qualifie de fantastique l’idée du « réduit breton », que le général De Gaulle, sous-secrétaire d’État à la Guerre, étudie sur place. Bref en dépit de son message du 10 juin à Roosevelt, Reynaud souffre que Weygand dirige toute chose, militaire et politique, à son gré, préjuge, par ses dispositions, les décisions du pouvoir exécutif, présume l’armistice séparé.

Maintenant, c’est clair : il lui a abandonné la conduite de la guerre aussi bien que celle des opérations. Le généralissime a l’idée fixe d’en finir avec la désastreuse campagne, l’Angleterre, il n’en doute pas, étant perdue sans rémission. En finir aussitôt que possible afin de prévenir, entr’autres événements affreux, l’entrée en guerre de l’Italie. N’essayons pas de déménager soldats et matériel, d’aider à une victoire survenant de l’extérieur. Que chacun reste où il est et, d’autant plus promptement, le ministère devra traiter avec l’ennemi, ce qui est l’essentiel. Dans le même esprit, Weygand avait souhaité que le gouvernement fût cloué à Paris.

Ainsi s’explique le refus qu’il oppose au général Prételat, commandant [313] du groupe des armées de l’Est (No 2), entre le 8 et le 10 juin sinon plus tôt. Celui-ci proposa de retirer ses troupes de la zone des fortifications, de les rabattre sur le Rhône. Il dut attendre l’ordre de retraite générale qui ne fut donné que le 12. Car Weygand, incapable de convaincre Reynaud, fut bien forcé d’en venir là. Grand argument fut tiré contre Weygand, à Vichy, de tant d’obstination dans l’immobilité. Il ne tenait qu’à lui, dirent ses ennemis, de retrancher deux ou trois cent mille hommes du chiffre des prisonniers aujourd’hui détenus en Allemagne. C’est par Weygand que trois armées françaises n’ont essayé de sortir des fortifications Maginot que trop tard pour échapper à l’internement.

Le 11 juin, Reynaud, sur le chemin de Tours, s’arrête à Briare, siège du grand quartier général. Weygand lui déclare en conférence que la défaite totale est consommée et que le territoire tout entier est voué à l’invasion si l’armistice n’est pas conclu. Instinctivement, le ministre s’insurge. Le général Georges est appelé à donner son opinion et, mot pour mot, le subordonné répète ce qu’a dit le chef. Il est entendu que le Conseil des ministres sera saisi de la question en présence du généralissime. Trait assez curieux. M.M. Winston Churchill, Anthony Eden, secrétaire à la Guerre et Sir John Dill ont été mandés d’urgence à : ils ne repartiront pour Londres que le 12 au matin. Or, il semble que Reynaud n’ait pas répété sans fard l’avis si grave qu’il venait de recevoir. De cette réticence, il n’y a qu’une explication : avec une insistance croissante il leur demandait des secours en hommes et en matériel. Leur dévoiler la recommandation si vive de celui qui conduisait les armées, c’était donner congé à tout renfort éventuel [[261]](#footnote-261). Il laissa seulement pressentir que l’armistice pourrait s’imposer bien qu’il n’en voulût point.

[314]

Mais, le 12 juin au matin, quand Churchill et les siens regagnèrent l’Angleterre, savaient-ils que, le lendemain, Paris serait proclamé « ville ouverte », livré aux Allemands, que l’armée du général Héring, réunie pour défendre la capitale, allait recevoir l’ordre de se replier, qu’aux Invalides arrivait le général Dentz, dont l’ardeur martiale ne devait se révéler qu’un an plus tard en Syrie ? Donnée primordiale qui leur eût permis de voir avec quelle rapidité s’élargissait l’aire de l’invasion allemande. Quittant son ambassade du Faubourg St Honoré, le 10 au soir, Sir Ronald Campbell ne doutait pas qu’il ne dût y avoir bataille de Paris. Et le général Héring en était encore plus convaincu. Abandonner Paris sans combat, l’acte était formidable. En 1870-71, la guerre ne s’était continuée dans les provinces que par la résistance héroïque de la capitale. Paris devait-il être martyrisé ? Pour que plus de forces françaises eussent le temps de se concentrer en Afrique du Nord, les Français devaient-ils être blessés dans des monuments, [315] dans des souvenirs, dans des pierres qui sont pour eux le corps spiritualisé de la patrie ? Nous ne sommes pas renseignés sur le débat. Il dut être assez bref. Évidemment, le cœur n’y était pas.

Entre les grandes têtes de l’armée, Pétain, Weygand et l’ensemble des ministres, le premier choc a éclaté au Conseil tenu, le 12, chez le président de la République, à Cangé et qui fut précédé, le 11 au soir, d’un échange de vues préliminaire [[262]](#footnote-262). La discussion qui s’ouvre alors se poursuivra presque continuellement, soit entre tous, soit entre quelques-uns, jusque dans la nuit du 16, avec une interruption, le 14, pour la fuite à Bordeaux. Discussion tumultueuse n’avançant pas méthodiquement d’un point vers un autre, mais se nouant et se dénouant sur place ou dans tous les sens comme un reptile, à cause de l’émoi et de la passion de cette centaine d’hommes appelés à prendre d’effroyables responsabilités, (quelque trente-cinq ministres ou sous-secrétaires d’État et leurs suivants.) Certains ont donné leurs versions, refait leurs discours après coup, plus ou moins exactement. Des comptes rendus suspects ont été publiés. On s’aperçoit vite, à comparer souvenirs, notes et récits, que vouloir reconstituer le débat mènerait tout droit à imiter Tite-Live, c’est-à-dire à colliger des harangues plus ou moins fictives. L’attitude de chacun est connue. De même, les manœuvres et démarches qui ont dominé les événements et causé, en une centaine d’heures, l’abandon de la lutte. Il est possible de dresser, avec une précision suffisante, le bilan quotidien. Des phrases ont passé la rampe dont l’authenticité n’est pas contestable. Mais, à un compte rendu tant soit peu serré et littéral, mieux vaut ne pas penser.

Weygand, sur l’initiative de Reynaud, ouvre la grande controverse. Il évoque l’héritage de Gamelin qui lui tomba sur les épaules, le 19 mai : les lignes de la Meuse forcées, une brèche ouverte entre la Sambre et l’Aisne où la 9ème armée achevait de se dissoudre. D’Arras à Amiens, par Bapaume, il a tenté de souder les armées du nord-ouest et celles du centre. Il n’a pas réussi. Le [316] général Gort n’a pas exécuté ses ordres. L’échec n’a jamais pu être réparé. La bataille qui commence le 6 juin a été livrée pour sauver l’honneur plutôt que pour vaincre : 55 divisions françaises et 2 britanniques se sont mesurées avec 104 divisions allemandes. Et Weygand de décrire par le menu les péripéties de ce qui fut pour lui la suprême épreuve, d’insister sur la nouvelle tactique prescrite.

Aujourd’hui, tout est perdu. Paris est menacé. Il ne peut rien faire pour le dégager. Les Allemands sont déjà sur la rive gauche de la Seine, aux Andelys. Bien que morcelée, l’armée française conserve encore une certaine cohésion. Chaque troupe qui bat en retraite connaît sa direction, la discipline est maintenue. Mais nos divisions fondent rapidement. Elles sont réduites à quelques bataillons. Les hommes sont épuisés. Au bout de quelques jours ou de quelques heures, les derniers liens peuvent se rompre dans un sauve-qui-peut. Verrons-nous des bandes écumer le pays, de petits gouvernements locaux s’organiser sur le modèle soviétique ? « Je ne veux pas que la France risque de tomber dans l’anarchie qui suit la défaite militaire. À mon cœur de soldat il en coûte de le dire : l’armistice ne peut plus être éludé. » Et le généralissime d’exposer rapidement les causes de la défaite. « Le pays s’est endormi derrière les fortifications Maginot. Nous avons trop compté sur elles. L’armée a fait son devoir, mais le matériel a manqué. Nous n’avons jamais eu d’aviation. Ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs [[263]](#footnote-263). »

Telle fut la déclaration de Weygand. Il la confirma dans une lettre remise à Reynaud. Le maréchal Pétain dont la voix ne s’était guère élevée jusque-là, en Conseil des ministres, s’associa à la proposition d’armistice. Il n’avait cessé d’approuver de la tête pendant que l’autre parlait.

Les chefs militaires purent juger que la très grande majorité du Conseil se révoltait contre leurs propos. Campinchi, Delbos, [317] tout en espérant beaucoup trop de la résistance qui pouvait être encore opposée à l’envahisseur sur la Loire, sur la Garonne ou en Bretagne, (le « réduit breton » étant mentionné par beaucoup), n’omirent pas de signaler que la flotte et l’Empire africain étaient encore des foyers de résistance inaccessibles à l’ennemi, qu’en conséquence nous n’avions pas le droit de traiter comme chiffon de papier le contrat franco-britannique du 28 mars excluant la paix séparée. De même, Louis Marin qui contenait mal son indignation. Et Reynaud, résumant le débat, insista sur la fidélité à la signature donnée. Il déclara que la guerre continuerait.

La faction se cherchait encore. Ne se compromit tout-à-faire pour appuyer le Général et le Maréchal que Jean Prouvost, ministre de l’Information, l’une des recrues ministérielles du 5 juin. Filateur de Roubaix, il s’était déniaisé à Paris, après l’autre guerre, par l’acquisition de *Paris-Midi* puis de *Paris-Soir*, petite feuille dont il fit un journal à larges photographies et à grand tirage. Prétentieux et illettré, les Anglais l’avaient offensé, quelques mois auparavant, dans un banquet, en ne le plaçant pas à ce qu’il estimait être son rang. Il le leur fit bien voir. Voilà la sorte de gens que Reynaud avait été enrôlé pour la défense nationale ! Cet homme se targue d’avoir, le premier, lancé dans le débat ministériel la phrase fatidique dont Pétain devait, peu après, user et abuser : « Je me refuse à devenir un émigré ! » Cependant, le trait perfide sur lequel s’acheva cette séance et qui fit ensuite son chemin, ne fut pas décoché par le rudimentaire Prouvost, mais par Camille Chautemps. Autant que Pétain et que Weygand, Chautemps mérite d’être appelé le père de « l’armistice séparé ».

Sa manière est feutrée, insinuante, équivoque. Il n’a pas donné de grands coups d’épaule pour enfoncer la porte. Mais dans la partie engagée entre les deux grands militaires et la majorité du Conseil, il sut, à deux reprises, le 12 et le 15 juin, découvrir les formules, modestes en apparence et ménageant la thèse de la résistance, qui firent tituber dans de longues glissades Reynaud déjà mal posé sur ses jambes. Le 12, la séance du Conseil déjà levée et la discussion reprenant dans les groupes de ministres, il demanda que Mr. Churchill fût prié de revenir à Tours, dès le lendemain, [318] que la requête de Weygand lui fût communiquée et que fût recherché un accord par lequel, au besoin, le cabinet britannique relèverait la France de son engagement. Et il affecta de rattacher sa proposition à quelques paroles prononcées dans le débat : « Voyez donc le procès-verbal », s’écria Louis Marin. « Rien de tel n’a été dit ! » La valeur manœuvrière du procédé consistait à écarter l’argument insistant sur l’honneur, dont il avait été peut-être usé plus que de l’autre, l’intérêt suprême du pays, parce que plus facile à manier, coupant court aux discussions techniques avec les généraux sur les possibilités de guerre en Afrique, sur les chances de survie britannique, une fois le sol français occupé, etc. Reynaud, fatigué, surpris, déconcerté, accepta l’idée de Chautemps qui calmait les militaires, épargnait au Conseil de se séparer sur une rupture morale avec eux. La plupart acquiescèrent, incapables de soutenir leur effort des précédentes heures.

Depuis que Daladier a été refoulé dans son département natal, Camille Chautemps est, dans le cabinet, le leader incontesté des radicaux-socialistes. Dans le parti, Édouard Herriot, de plus large étoffe humaine, accessible aux grandes impulsions du sentiment populaire, d’une éloquence romantique, de tempérament chaleureux, compte plus que lui lorsqu’il veut bien s’en donner la peine. Mais Herriot n’a pas le goût de l’intrigue, il est ami de ses aises et la présidence de la Chambre qu’il occupe depuis quatre ans, la Mairie de Lyon, son royaume personnel depuis trente-cinq ans, où il se retire toutes les deux ou trois semaines, le tiennent trop loin de la mêlée. Son activité intellectuelle aussi, ses travaux historiques. Il va son chemin de Pantagruel débonnaire, sentimental avec une confiance mal placée dans son astuce. Ardent patriote, ému jusqu’au fond de l’âme, il ne saurait calculer et négocier en ces jours de malheur. Chautemps, au contraire, n’est pas déconcerté par les événements : il ne respire que « *combinazione* ». Il a la manœuvre parlementaire dans le sang, la manœuvre mesquine, courte, qui concilie et abâtardit. Elle vise, le plus souvent, à faciliter le succès de celui qui est sur le point de prévaloir, en orientant les adversaires vers le compromis et à prélever le courtage. Daladier, Herriot sont restés proches de la terre et [319] ils sont pénétrés de belles-lettres, *litteræ humaniores*. Chautemps est un robin à figure d’huissier. Faible, fûté, dissimulé, issu d’une race de petits politiciens savoyards, (l’un d’eux arrivé, vers 1893, au ministère des Colonies par la franc-maçonnerie), il a grandi dans les loges. Il a pris le moyen commode de parvenir. Il est d’une vive intelligence naturelle et s’exprime avec une élégante facilité. S’il doit intervenir à la tribune, les services n’ont pas à lui préparer de *memoranda*, à remuer les dossiers. Il suffit qu’un fonctionnaire lui expose la question : il la restituera dans l’assemblée, mise à la portée du député ou du sénateur moyen, mais avec une conclusion oscillant invariablement entre le pour et le contre. Je me souviens d’une déclaration qu’il fut chargé de faire, vers le mois de janvier 1940, en l’absence de Daladier, pour expliquer que le gouvernement ne romprait pas avec Moscou. Elle était visqueuse, insaisissable comme une anguille. Si les hasards des dosages ministériels avaient conduit cet homme au Quai d’Orsay, nous eussions été gratifiés d’un Georges Bonnet supérieur. Le 7 mars 1936, lors de la réoccupation de la zone rhénane par la *Reichswehr*, il s’emporta avec une passion extraordinaire chez lui contre toute politique d’action. De ceux qui intimidèrent le chef du gouvernement de l’époque, Albert Sarraut, il fut le plus acharné. Président du Conseil du Front Populaire en 1937-38, il étonnait, dans l’intimité, ses interlocuteurs, affectant de dire qu’il n’était pas anti-lavalien et qu’il avait le courage de l’avouer. Le courage de Chautemps ! Laval qui dépense de la force au service de son bas empirisme devait avoir, aux yeux de ce chétif, le prestige d’un modèle. Bien que très circonspect, Chautemps fut pris dans une mauvaise affaire lors de sa présidence du Conseil de 1933. C’est lui qui laissa le scandale Stavisky s’amplifier et soulever peu à peu la foule parisienne. Son beau-frère, Pressard, procureur général à Paris (autre produit maçonnique d’aspect « ordonnateur des pompes funèbres ») était théoriquement responsable, en tout cas des vingt-sept sursis accordés au malfaiteur par les magistrats que son devoir était d’éclairer. Chautemps affecta de penser que le problème était de nature essentiellement judiciaire et que le gou­vernement n’avait pas à s’en mêler. Il fut injurié, chassé du ministère, [320] accusé d’assassinat par les polémistes de droite et, comme Daladier, trouva dans le Front Populaire une terre d’asile. Les deux hommes ont évolué selon deux courbes parallèles, celle de Chautemps tracée à l’intérieur de l’autre, plus mesquine et plus fausse. Cet homme n’a jamais eu en tête une idée stable, dans le cœur, un sentiment comportant le dévouement. Mais il connaît à fond le personnel politique, la gamme des intérêts vulgaires et, par la perfection de sa médiocrité, si l’on peut dire, prend la valeur d’un type et atteint à la grandeur. Il a toujours été pour le Munich possible du moment.

À entendre discourir Weygand, il a aussitôt compris qu’une occasion lucrative s’offrait de lâcher les rênes à l’esprit de défaite qu’il jugea prudent de cacher jusque-là. Comme un de mes amis essayait de lui prouver (était-ce à Tours ou à Bordeaux ? je ne sais) que l’indépendance du pays dépendait de la poursuite de la guerre, il répliqua vivement :

« Mais, à toute heure de ma vie, j’ai été contre la guerre.

– Et vous êtes contre la guerre lorsque l’Allemand est chez vous ? »

– Toujours. »

Toujours. Il disait vrai. En 1938, quelques mois avant la capitulation de Munich, à ceux qui observaient : « Nous n’en serions pas là si, le 7 mars 1936, nous avions été plus fermes ! » il répliquait vivement : « Pas une minute je ne regretterai ma conduite, ce jour-là ». Il se reconnaissait physiologiquement incapable d’envisager, en aucune circonstance la résistance armée. « Pour ne pas vouloir d’elle, il me suffit de regarder mes fils ! »

Chautemps a compris que le régime politique ne résistera pas à la défaite annoncée par Weygand, qu’entre les deux explications possibles de ce qui arrive, l’incapacité des militaires et l’incapacité des politiciens, le sentiment public, jusqu’à plus ample informé, optera contre les politiciens, que, pour un temps, il ne logera pas les uns et les autres à la même enseigne. Et il se hâte d’apporter aux vaincus du champ de bataille sur le point de vaincre à l’intérieur, les vœux et le concours de l’ancien personnel. À la République maçonnique, il tend la haire avec la discipline. Pétain et Weygand peuvent parler haut.

Ces deux hommes jouent dorénavant un rôle politique plutôt [321] que militaire. Depuis qu’il a ordonné, le 12, la retraite générale, Weygand est de plus en plus au siège du gouvernement. Comment se représentent-ils les choses ?

Weygand a prévu dès 1934 (je trouve une note à ce sujet dans mon journal, et elle est datée du 4 novembre) que, s’il y avait désastre, le vieux maréchal serait l’Hindenbourg de la France. Il a usé de l’expression en conversation avec Pétain [[264]](#footnote-264). Il n’aime pas le rival de Foch. Mais il est le premier à reconnaître que, gloire populaire de 1916-17, réputé exempt de toute responsabilité dans la catastrophe, il reste seul debout sur les ruines de tout, sur les dépouilles de tous. Il a vu d’aussi loin que Laval qui, pendant son ministère de 1935, spéculait déjà sur la suprême chevauchée du *Cid Campeador* à la tête chenue et, depuis l’automne, disposait industrieusement les fils pour tenir en selle le héros. Il a su corriger son langage et se mettre aux petits soins. « Il m’invite à déjeuner pour que je le tienne au courant de ce qui se passe, disait- il à la fin de mai, et c’est un surcroît de fatigue, mais je ne puis m’en dispenser ». Pétain sera le maître et lui, oubliant vingt-deux ans de rapports acrimonieux, sera le loyal serviteur [[265]](#footnote-265). Il a d’ailleurs la satisfaction de constater que tout ce qu’il dit devient facilement parole d’évangile pour le maréchal-vice-président du Conseil.

Chez Weygand, l’anglophobie s’accuse de plus en plus. Laval, Baudoin, Pétain lui-même en avaient été de tout temps empoisonnés. Mais Weygand, d’où lui vient cette manie ? Depuis l’autre guerre, tous les ministres de *Downing Street*, en charge ou hors de charge, l’ont choyé. Ils ont reporté sur lui leur affection sincère pour Foch. En 1923, tandis qu’il gouvernait la Syrie, un rapport lui reprochant certains faits avait été transmis au *Foreign Office* par le Haut Commissariat britannique en Égypte. Lord Curzon écrivit en marge : « Quand un homme comme le général Weygand est en cause, il convient de ne pas accuser à la légère. » En 1924, le *Foreign Office* qui n’estimait guère M. de Saint Aulaire conseilla à Mr. Ramsay Mac Donald de solliciter la nomination du général [322] à l’ambassade de Londres. Le Premier ministre socialiste acquiesça aussitôt. La démarche ne fut pas faite. Mais qu’elle ait été seulement projetée, le témoignage de confiance est exceptionnel.

Le retournement de Weygand contre l’allié de la France était préparé par cette ardente haine de la gauche, des socialistes, des francs-maçons, de la démocratie, des institutions parlementaires qui dégénéra en fureur après sa mise à la retraite, en janvier 1935. Cependant, tous ses discours, jusqu’en mai 1940, l’avaient montré sans la moindre illusion sur ce que la guerre en cours avait d’inexorable, sur la volonté froide qu’aurait Hitler, s’il la gagnait, de ne pas s’arrêter à la destruction de l’armée française, de pousser au-delà, de disloquer la France au physique et au moral. Le 3 avril, à ce Comité de Guerre où il exposa le schéma d’offensive balkanique que nous avons relaté, il déclara, avec les apparences d’une ardente conviction, que l’Allemagne était une puissance à laquelle on ne pouvait faire quartier, que tout devait être mis en œuvre pour l’abattre. Il énuméra des exemples de la cruauté nazie : « des jeunes filles de bonne famille, expédiées de Pologne en Allemagne et contraintes de s’y prostituer ». Avec de telles brutes, comment s’arrêter à mi-chemin ?

L’amertume de la défaite et la vanité blessée ont séparé des Anglais l’ancien chef d’état-major de Foch qui n’était pas seulement maréchal de France, mais maréchal britannique. Il sent que les Français lui diront tôt ou tard, étudiant sa campagne : vous vous êtes conduit comme si vous n’aviez aucune foi dans la victoire. Pourquoi donc, le 19 mai, acceptâtes-vous l’offre de Reynaud ? De plus en plus acerbe, il répète que, jusqu’au 24 mai, nous avions chance de gagner la guerre, que ministres et militaires anglais ont paralysé l’armée française. Nous avons signalé l’existence des télégrammes à Beyrouth, au Caire, etc., où il a incorporé, en tout ou en partie, son réquisitoire contre Londres. Il n’y est pas seulement question de l’offensive manquée sur la « poche », des cinq divisions de Lord Gort qui, selon lui, rebroussèrent chemin, le matin du 24 mai, mais aussi de la division française, coupée du reste de la dixième armée, faite prisonnière au Havre, tandis que les deux divisions britanniques, associées à elle dans le combat, [323] prenaient la mer par priorité. Je ne reproche pas aux Anglais, écrit-il, d’avoir tiré sur des Français, (allusion probable à quelque échauffourée entre soldats anglais et gendarmes français), mais d’avoir empêché notre relèvement sur le champ de bataille. Et voici une autre plainte. Weygand acceptant la fonction suprême, le 19 niai, s’est déclaré à même de parer aux événements si la diplomatie française prévenait l’entrée de l’Italie dans le conflit. À Londres, le 26 mai et, à Paris, le 31, Churchill, à son corps défendant, approuva la démarche que Reynaud voulait tenter *in extremis* auprès du gouvernement fasciste. Or, prononce Weygand dans ses télégrammes, les intrigues britanniques empêchèrent Mussolini de traiter. Nous lui offrions la Tunisie, Djibouti, 15 milliards de francs. Il repoussa le cadeau, persuadé que l’Angleterre saurait le stériliser. De l’échec des pourparlers, Mr. Winston Churchill portera la responsabilité [[266]](#footnote-266). Assertions lancées à la légère. D’expérience personnelle, nous savons malheureusement que le général Weygand, quand est en jeu ce qu’il croit être son intérêt, peut faire violence à la vérité [[267]](#footnote-267). Dans ces fatales semaines de juin, tel est son emportement contre l’allié de la France qu’il brise de la façon la plus odieuse avec Lord Lloyd dont il avait depuis de longues années l’amitié chaleureuse. Les deux hommes se rencontrèrent [324] à Bordeaux, le 17 juin. Ils échangèrent des paroles irréparables. « Il n’est plus qu’un petit vieux rabougri et coléreux », me dit le secrétaire aux Colonies. « De ma vie, je ne le reverrai. L’homme auquel j’ai parlé l’autre jour, ne ressemble en rien à celui que j’admirais [[268]](#footnote-268). » Lorsqu’il pérore sur l’Angleterre, Weygand trouve naturellement les expressions d’un hobereau du fond des provinces françaises. Il est tombé au niveau de *Gringoire*, le journal de son ami Horace de Carbuccia, qui publiait, dans l’automne de 1940, un article démontrant que l’attitude de l’Angleterre envers la France avait été dictée depuis le XIVe siècle par le désir de venger la mort de Jacques de Molé, grand maître de l’ordre des Templiers, origine supposée de la Franc-maçonnerie.

Il est maintenant dans l’intérêt de sa gloire d’affirmer que, la France se retirant de la guerre, l’Angleterre ne résistera pas longtemps, qu’elle succombera, qu’il est ridicule, en tout cas, de la croire capable de faire tourner la marée nazie et de libérer de ses fers la France vaincue. L’Angleterre, c’est une marine et une aviation. « Ni l’une ni l’autre ne peuvent reconquérir un pays, mais seulement achever de le détruire [[269]](#footnote-269). » Le royaume allié ne se sauvera pas et il ne nous sauvera pas. Weygand est bien forcé de professer cette thèse. Admettre l’hypothèse inverse, ce serait, de sa part, justifier implicitement, jusqu’à un certain point, la décision de l’État-Major impérial du 24 mai et des jours qui suivront : attendre l’ennemi dans le château fort anglais et non plus sur le rebord extérieur de la douve. C’est un fait que, postérieurement au 11 juin et peut-être même auparavant, le maréchal Pétain et le général Weygand ne se sont pas fatigués de répéter à Reynaud : l’Angleterre sera bientôt prostrée comme la France. Ni sa marine, ni sa défense côtière, ni son industrie, ni son trafic maritime ne survivront aux attaques multiformes parties des rivages français. Séparons-nous d’elle aussi vite que nous le pourrons. Tranchons [325] les derniers liens. Ce que nous aventurerions dans sa bataille, flotte ou colonies, n’améliorerait pas son sort et, du coup, le nôtre empirerait. Il est raisonnable d’espérer que le conquérant en voudra surtout à l’Angleterre qui tient tant de clés ouvrant sur la domination du monde et que la France, divorcée de l’Empire britannique, sera regardée par lui comme puissance secondaire dont il n’y a pas lieu de prendre ombrage, qui peut être traitée généreusement.

Ces raisonnements sont-ils entièrement du crû de Pétain et de Weygand ? À la Préfecture de Bordeaux, le 14 juin au soir, je m’entretins avec l’un des rares diplomates du ministère des Affaires Étrangères (ils pouvaient être comptés sur les doigts d’une seule main) qui plaidaient pour la paix séparée : « Nous sommes loin d’être au bout des nos moyens. L’armée ne tient plus, mais il nous reste le potentiel financier, le potentiel de la marine et le potentiel de l’Empire. Le tout est de savoir si nous aurons le courage de les dégager des tentacules de l’Angleterre et d’en user pour obtenir de l’Allemagne de bonnes conditions. Les cartes que nous avons en main ne sont pas négligeables. » Je croyais entendre discourir Laval qui, à la même heure, où qu’il fût, pérorait à l’avenant. Ces gens-là faisaient semblant de ne pas voir que des forces livrées à Hitler, non employées contre lui, ne faisaient qu’augmenter sa puissance matérielle et, partant, ses exigences.

Pétain, Weygand et leur séquelle abondent dans d’autres folies qui émoussent en eux le sens du danger allemand. Ils ne comprennent pas que l’esclavage de leur pays, esclavage du corps et de l’âme, découlera de l’armistice, de la capitulation. Ils s’imaginent tout bonnement que le vainqueur allemand de 1940 n’ira pas au-delà de ses exigences de 1871. Le quart d’heure à passer sera cruel, mais la France n’aura qu’à se délester de deux ou trois provinces pour desserrer l’étreinte de l’ennemi et reprendre sa vie indépendante. Ils ne paraissent même pas voir cette meule à broyer les peuples que la révolution nationale-socialiste fait rouler d’une extrémité du continent à l’autre. Pas plus que le nouvel univers militaire, ils ne saisissent le nouvel univers politique.

De surcroît, ils pensent naïvement que le commandement de [326] la *Wehrmacht* se sent lié à eux, au-dessus du choc des batailles, par une sorte de fraternité spirituelle, par l’ennoblissement que les armes confèrent ou doivent conférer à ceux qui font métier de les porter. Que l’on remarque sur la toile de Velásquez, la « Reddition de Bréda », le respect et la déférence du vainqueur qui reçoit le vaincu. Sur le plan de l’armistice, Pétain et Weygand escomptent ce genre d’accueil. Un brave combattant est trahi par la fortune. Il est forcé de rendre son épée, de s’humilier. Le vainqueur chevaleresque le relève et le réconforte. Il ne peut oublier que, dans leurs pays respectifs, l’un et l’autre se dévouent à des intérêts qui ne sont pas de l’ordre matériel. Bien qu’une frontière les sépare, ils sont tous deux le sel de la civilisation. Paul Bourget écrivait, avant l’autre guerre, que le Vatican, l’Académie française et le Grand État-Major allemand constituaient les assises authentiques de la société européenne. Des idées de ce genre traînent dans les vieilles cervelles militaires françaises. Et il faut dire que le maréchal Foch fut soupçonné, en 1918, d’avoir été touché de cette sentimentalité quand il voulut épargner aux Allemands l’envahissement de leur patrie.

Pétain, comme Weygand, comme tant d’autres chefs de l’armée, il ne faut jamais l’oublier, ont passé la plus grande partie de leur existence dans des villes de garnison, loin des grandes affaires du monde. Dans les vingt-cinq dernières années, elles se sont déroulées près d’eux et ils ont eu l’occasion de les apprendre. On le voit maintenant : ils n’en ont été que très superficiellement pénétrés. Leur première formation politique, très étroite, ne s’est pas élargie. L’un est un petit bourgeois, l’autre, par son mariage, un hobereau. Hobereau et petit bourgeois captifs des préjugés de leurs classes.

Enfin s’est inscrite dans l’idéologie du maréchal et du général l’idée de la rédemption nationale. La démocratie, le marxisme, l’athéisme ont perdu la France depuis un siècle et demi. Par la défaite se renouera l’intégrale tradition conservatrice. Dans la douleur, la France se rachètera. Ce n’est pas un médiocre profit. À voir les choses de haut, qui sait s’il n’est pas préférable à une victoire remportée de compte et demi avec le monde anglo-saxon, [327] génératrice de mouvements sociaux insondables où l’État-Major serait le premier frappé ?

Après la guerre de 1870-71, un vote de l’Assemblée nationale voua la France au Sacré Cœur et disposa que la basilique de Montmartre serait construite. Les élus de la France se courbaient sous la colère divine et disaient : « Seigneur votre dextre est terrible, mais elle frappe juste ! » Le même motif est repris et combien plus grandiose. La France elle-même sera la basilique de l’expiation. Les deux militaires entonnent les couplets de Baudoin.

De tous les hommes qui, le 12 juin, d’instinct ou de raisonnement, résistèrent au plaidoyer de Weygand et à cette première ébauche de « révolution nationale » qui pouvait déjà y être discernée, le plus audacieux, le plus ferme et fertile en ressources fut Georges Mandel, ministre de l’Intérieur depuis le 5 juin et, auparavant, ministre des Colonies. Il est logé à la préfecture de Tours, au centre de la mêlée politique. Ce n’est pas lui qui manquera une réunion ministérielle comme Frossard et plusieurs autres, assez étourdis pour confondre Candé [[270]](#footnote-270) et Cangé. Sa vigilance n’est jamais en défaut. Dans la France de 1940, il est le seul jacobin disponible avec Jeanneney, président du Sénat et Herriot, président de la Chambre. Mais il ne s’annihile pas dans le désespoir comme les deux autres.

Il est entré dans la vie publique, au commencement du siècle, par la porte la plus étroite et la plus humble. Il est juif, fils d’un tailleur du Sentier, le quartier de petits commerçants situé derrière la Bourse. Au patronyme de Rothschild il substitue le nom de sa mère. Il a voulu être le serviteur de Georges Clemenceau, rédacteur en chef de « *L’Aurore* » — d’un Clemenceau encore empêtré dans l’affaire Dreyfus et qui n’avait pas revêtu de charge ministérielle. Celui-ci jouait de lui comme François V, de Triboulet. Le grand homme arrive au pouvoir en 1906 : pendant trois ans, Mandel est son principal agent parlementaire. Les couloirs de la Chambre et du Sénat deviennent son royaume : il [328] est renseigné sur tout et sur tous. En 1917, après trois ans de guerre, Clemenceau rentre au ministère et l’époque légendaire du Père la Victoire commence. À l’assistant secondaire d’il y a dix ans est maintenant confiée l’énergique répression intérieure dont l’action militaire doit être doublée. Mandel est, en fait, ministre de l’Intérieur : le titulaire, Jules Pams, obtempère docilement à ses ordres. La bande du *Bonnet Rouge*, les Caillaux, les Malvy, tous ceux qui cherchent la « paix blanche » avec l’Allemagne, l’apprennent à leurs dépens. C’est alors qu’il s’entraîne au rôle de Saint-Just, l’implacable commissaire de la Convention. Il est aussi manœuvrier et souple que Chautemps ou que Laval. Il sait exploiter les faiblesses personnelles des législateurs. Qui veut la fin veut les moyens ! À l’instar de ces deux politiciens, il voit les événements à travers le prisme parlementaire. La Chambre, le Sénat sont pour lui ce qu’étaient pour le cardinal de Richelieu les quatre pieds carrés du cabinet royal. Mais, sur Chautemps, il a l’avantage d’avoir de l’audace et du courage et, sur l’un et l’autre, de tout subordonner à une définition rude et sommaire de l’intérêt national. Il est autoritaire et il a le sentiment de la majesté de l’État. C’était un spectacle peu banal que de le voir donner des ordres à un bureaucrate, rejeter de haut les objections de la routine et conclure avec un plaisir sadique : « Demain, à 6 heures, vous rendrez compte de l’exécution ! »

Par un prodige de volonté, ce petit homme qui à l’air d’être bossu et tente la caricature — longue figure pâle, grand nez, col montant à la mode de 1900 — est devenu orateur incisif. Au début, s’exprimant avec solennité et citant Guizot trop complaisamment, il soulevait les risées. Il s’est imposé. On le redoutait pour ses dossiers, pour son instinct policier et pour la précision terrible de sa mémoire : il était le seul qui connût, de bout en bout, l’histoire individuelle de chacun, qui n’eût oublié ni un vote ni une palinodie. Mieux valait ne pas lui chercher noise. Il était capable d’étaler les contradictions de quiconque s’en prenait à lui, de faire comprendre d’un mot qu’il avait pénétré les pires turpitudes et qu’il n’insistait point parce que bon prince, pour une fois.

Lui rendant visite de temps à autre, depuis 1935, je le trouvai [329] imperturbable dans son intelligence de l’entreprise totalitaire. Peut-être se flatta-t-il un peu trop longtemps de savoir endiguer Laval, son espion de 1917-18 parmi la racaille du *Bonnet Rouge*. Mais, après tout, il devait à celui-ci et à Flandin, le prédécesseur, sa première nomination ministérielle. Dans le conflit abyssin, dans la négociation du traité avec Moscou, il poussa toujours du bon côté. Le 7 mars 1936 (réoccupation du Rhin par la *Reichswehr*) il fut, contre la veulerie de la plupart de ses collègues, le protestataire le plus persévérant. Pendant la guerre, il n’a cessé de critiquer Gamelin, Georges, Daladier. « Ces gens-là ne veulent pas se battre ! » — « La ligne Maginot sera percée quelque jour » me dit-il en décembre. Il entrevoyait l’événement comme un épisode affreux qu’une détermination héroïque surmonterait. En avril, nous échangeâmes, au sujet de Reynaud, des remarques inquiètes. « Le sort de la France dépendra peut-être de vous. » Il ne répondit rien. Dans les choses militaires, son conseiller était le général Bührer, inspecteur des troupes coloniales, membre du Conseil Supérieur de la Guerre, avec prérogatives de commandant d’armée. Bührer se démenait pour que l’assaut fût donné à la ligne Siegfried par des divisions coloniales spécialement entraînées, pour que fût prévenue l’offensive allemande en Belgique. Ce général avait l’amitié de Daladier, mais il ne réussit guère à mettre en confiance le ministre des Colonies et le président du Conseil. Au fond, Mandel était isolé. De tempéramment conservateur, les hommes de droite le dégoûtaient de la conservation. Et quant à ceux de gauche, plus humains, il les voyait gâtant infailliblement les affaires à tous les coups. Je paraphrase ses propres paroles. « Son courage n’est qu’effronterie, répètent les adversaires et son jacobinisme, une mimique, une imitation de Clemenceau. » Il n’y a qu’à leur répondre : « Vous prétendez que son visage n’est qu’un masque. Eh bien, trouvez donc l’occasion où il suspendit le masque pour se reposer de tant de contrainte ! »

Sur les présidents des Assemblées, Herriot et Jeanneney, Georges Mandel a pris un réel ascendant. Tous deux s’indignent de ce qu’on leur raconte de Pétain et de Weygand. Mais Jeanneney n’est pas plus combatif qu’Herriot. S’il a le patriotisme d’un [330] républicain du vieux temps, s’il porte des jugements catégoriques, il n’aime pas sortir de sa chambre pour les imposer aux autres. Il n’a été ministre qu’une fois : sous-secrétaire d’État à la justice militaire dans le cabinet Clemenceau de 1917, il fit appréhender les traîtres. Il est inflexible dans ses convictions, mais n’a guère confiance dans l’Assemblée qui lui manifeste son respect par une réélection annuelle. « Je suis en communion d’idées avec une trentaine de sénateurs tout au plus ! » Il est vieux et souffreteux. Les deux grands personnages de l’État sont écoutés par le président de la République. Mais Reynaud, le seul Reynaud, est au nœud des événements. Mandel, méthodiquement, l’exhorte, lui donne du cœur. Il se heurte à forte partie. Mme de Portes, habitant le château de Chissey, avec Baudoin à proximité, est sur le qui-vive. Toute la nuit est à elle pour défaire ce qu’a fait le ministre de l’Intérieur. Et, encore une fois, Reynaud, s’il en avait le désir, aurait-il la force de renvoyer Weygand et Pétain ? Le 24 mai, par un geste énergique, il pouvait se débarrasser d’eux. En juin, le moment est passé. Le général De Gaulle entreprendra Reynaud sur ce chapitre trop tardivement. Il est allé demander des renforts à Londres, le 8 juin. Il y reviendra, le 14, pour préparer, à tout hasard, le transfert du gouvernement français en Afrique du Nord. Au siège du gouvernement, il n’est qu’ombre passante. Pour soustraire Reynaud aux forces de trahison, de peur, et de sottise, il ne reste qu’un seul homme : Winston Churchill.

[331]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre XI

À Tours le 13 juin :  
dernière conférence franco-britannique.  
Première défaillance de Reynaud.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 13 juin, Reynaud exécute le mandat qu’il reçut du Conseil, la veille au soir. Par téléphone, Mr. Winston Churchill a été prié de revenir incontinent sur la Loire et celui-ci arrive peu après midi au champ d’aviation de Tours. Dans la nuit, Sir Ronald Campbell, ambassadeur d’Angleterre, l’a informé du débat ministériel, de la requête « d’armistice séparé » de Weygand et de l’insidieuse proposition de Chautemps. Le Premier ministre est accompagné de Lord Halifax et de Lord Beaverbrook. Sir Alexander Cadogan, sous-secrétaire d’État permanent du *Foreign Office* et le major général Sir Hastings Ismay sont aussi du voyage.

Reynaud use de quelques précautions oratoires. Il rappelle en forçant la note ses paroles du 26 et du 31 mai. Dans la première rencontre, il a insinué que si l’Italie ne pouvait être arrêtée dans ses préparatifs de guerre et les États-Unis, incités à intervenir, la France aurait peut-être à déposer les armes. Dans la seconde, entre des couplets de bravoure, il a laissé deviner son appréhension, reflet de ce que Weygand écrivit le 29. Maintenant, il s’approprie l’avertissement du généralissime, tout en le mettant quelque peu, très peu, au conditionnel. Le gouvernement fasciste est en guerre depuis trois jours. Le peuple français résisterait sans défaillance s’il apercevait de la lumière au bout du tunnel. Mais, dans les ténèbres, aucune lueur. Elle ne peut venir que de Mr. Roosevelt. Il faut que l’Amérique se déclare contre l’Allemagne nazie, qu’elle entre dans le conflit. Le président du Conseil [332] adressera à la Maison Blanche un troisième et dernier appel. « Si la réponse n’est pas conforme à notre vœu, je vous demanderai de relever la France de son engagement du 28 mars. »

Lord Halifax, lorsqu’il vit la direction que prenait le petit discours de Reynaud, griffonna sur un bout de papier : « J’espère que nous ne répondrons pas à une question hypothétique. » Ainsi rappelait-il à Churchill (il n’en était probablement pas besoin) une règle fondamentale de la diplomatie britannique : autant que possible, ne jamais anticiper sur les événements pour assumer une obligation, aliéner un droit. Le Premier ministre se contenta de répondre : « Nous comprenons les souffrances de la Nation française. Elles sont les nôtres. Nous comprenons que, dans certaines circonstances, la France pourrait être amenée à déposer les armes. Mais demander au gouvernement britannique de relever le gouvernement français de ses engagements sans autre délai : c’est une question différente. Le mieux est d’attendre le télégramme de Mr. Roosevelt. Quand il sera connu, nous pourrons discuter [[271]](#footnote-271). »

Un long silence suivit. Que dire de plus ? Mr. Churchill demanda à délibérer séparément avec ses collègues et conseillers. Le petit groupe descendit dans le jardin de la préfecture. Fallait-il presser Reynaud, sur-le-champ, de définir le genre d’armistice auquel il pensait ? Serait-il du mode hollandais ou du mode danois ? Impliquerait-il l’installation du gouvernement à Alger, à Casablanca et la continuation de l’alliance ou la soumission de tous les Français des deux côtés de la mer ? Il y a lieu de croire que la question fut posée. La majorité opina qu’engager ce débat autoriserait Reynaud à présumer l’acceptation de sa demande, qu’il s’estimerait affranchi de son serment sans que les conditions britanniques eussent été énoncées. « Faites-lui promettre de ne prendre aucune décision avant de vous avoir revu », dit quelqu’un. [333] Churchill acquiesça. La séance fut rouverte. Essuyant encore le refus tout au moins provisoire de ses visiteurs, Reynaud n’insista pas. Il fut entendu qu’une entrevue aurait lieu dès que le télégramme attendu de Mr. Roosevelt permettrait de traiter le fond de l’affaire. Pour le rendez-vous, fut choisie une ville de la côte bretonne, au sud de Brest, la date restant indéterminée. Entre-temps, la question de l’armistice serait réservée.

Le Premier ministre avait une requête à présenter : que fussent transportés immédiatement en Angleterre les 300 ou 400 pilotes allemands retenus dans les camps français. Le général De Gaulle crayonna quelques mots pour assurer l’exécution. Sortant de la salle, tous se trouvèrent face à face avec Jeanneney, Herriot, Mandel et un ou deux autres. Mr. Churchill leur répéta ce qu’il avait dit au président du Conseil : « Nous partageons vos souffrances, etc. » La voix d’Herriot s’éleva, pathétique : « La France se doit à elle-même de résister dans le désastre, de demeurer auprès de vous. » Ses larmes éloquentes firent couler les larmes de tous. Nul ne dissimulait sa peine. Jeanneney parla lui aussi.

Dans ce débat du 13 juin, deux énigmes qu’il faut examiner. Pourquoi le problème de la poursuite de la guerre par la flotte et par l’Empire français n’a-t-il pas été abordé de front ? Mr. Churchill et ses amis ont appris de Sir Ronald Campbell et de Reynaud les avis ou plutôt les injonctions lancées par Weygand et par Pétain, la veille, en Conseil des ministres, leurs instances pressantes pour l’arrêt immédiat des hostilités. Les circonlocutions dont usa Reynaud n’ont pu leur masquer qu’il n’est pas insensible, pour ne pas dire plus, aux exhortations du généralissime et du maréchal. Ils ont mesuré le progrès de son fléchissement personnel depuis la conversation de Londres, dix-neuf jours auparavant — « il est complètement vidé », dit lord Beaverbrook. Ils ont été frappés de l’image employée par lui : le tunnel dont aucune lumière ne perce les ténèbres. Elle est passée dans les propos de Baudoin qui, deux heures auparavant, les rencontrant au restaurant, s’assit à leur table et, par une affreuse description de la défaite, s’évertua à les mettre au diapason des projets d’armistice.

[334]

« Nous comprîmes, dit l’un d’eux, d’où soufflait le vent qui emportait Reynaud. » Et, ce que celui-ci a dans le cœur, Mr. Winston Churchill n’essaie pas de le savoir ! Il se montre aussi réservé que le 31 mai — 1er juin ! Loin de nous la pensée de le critiquer. Après l’événement, il est trop facile d’être sage. Le Premier ministre était averti de l’action de Baudoin, mais il ne connaissait que vaguement le manège de Mme de Portes, du reste de l’entourage, en ignorait la portée et se confiait à l’humeur belliqueuse du président du Conseil. S’il avait seulement pu savoir qu’au moment même où se déroulait la discussion, Hélène de Portes, alarmée de ce qui se passait, essayait de pénétrer dans le vestibule, de fléchir la consigne de la sentinelle et de l’officier de garde, se faisait rudoyer par eux, suppliait Baudoin d’aller à la rescousse du chef du gouvernement ! Incomplètement renseigné, il estima plus habile, une fois encore, de s’en remettre à l’inspiration de Reynaud. Le contraindre à s’expliquer sur le quart d’heure, c’était peut-être étendre et approfondir les lézardes visibles dans son attitude. Il se méprenait aussi sur le progrès de l’invasion. Lui et les siens voyaient une marche là où il y avait une course. Enfin, sans doute redoutaient-ils de produire leurs conditions, les conseillers navals et militaires non entendus. Tout serait élucidé, en prudence et clairvoyance, dans la conférence de Bretagne. L’attente n’était point dangereuse. Hélas, Churchill et Reynaud ne devaient plus se revoir. Une dernière occasion s’offrait à l’un de prendre l’autre à bras le corps, de lui insuffler son propre dynamisme, de l’empêcher de tomber en quenouille. L’idée de la guerre à outrance dominait encore la plupart des ministres français. Si Reynaud s’était présenté au Conseil des ministres, le même soir, avec un projet d’accord franco-anglais du genre de celui qui devait être jeté sur la table, à Bordeaux, trois jours plus tard, s’il avait mis son monde devant le fait accompli, les capitulards eussent été déconfits.

L’autre énigme concerne Reynaud. Dans le dernier Conseil des ministres, il a pris position contre la requête de Pétain et de Weygand. Le 12 au soir, il en était encore à agiter avec Mandel et De Gaulle le projet (sans doute dépassé par les événements) d’une retraite gouvernementale et militaire vers Quimper. De toute la [335] nuit, Mme de Portes, dit-on, ne le lâcha pas qu’il n’eût contremandé les dispositions prises par le ministre de l’Intérieur. Mais il a décidé, malgré tout, que De Gaulle irait à Londres aviser aux moyens de transporter en Afrique hommes et matériel, autant qu’il se pourrait. Et, devant Churchill, il laisse subsister le doute quant à la nature de l’armistice auquel il pense ! Il ne dit pas s’il a en vue le précédent hollandais ou le précédent danois. Il ne se livre pas.

Bien plus, il seconde ses adversaires de l’intérieur, la faction de l’armistice, par l’appel à Roosevelt. Que peut-il attendre de cette démarche ? Il sait que le président n’a plus que 2 ou 300 avions à lui céder, à supposer que les États-Unis se dépouillent de tout leur matériel. Au téléphone, trois jours auparavant, celui- ci ne lui a pas dissimulé le dénuement américain en fait de forces aériennes. Et Mr. Bullitt a sûrement apporté des détails complémentaires. Quand, une fois de plus, il introduit les États-Unis dans le débat, Reynaud ne peut donc rouler que des desseins assez confus. D’abord, c’est la première interprétation qui vient à l’esprit, imposer un temps d’arrêt aux intrigues de Pétain, Weygand, Chautemps, administrer un tonique au peuple français, se réserver deux ou trois journées pour évoluer à l’aise. Ensuite, toute question d’assistance immédiate mise à part, utiliser la détresse de la France pour tuer définitivement la neutralité américaine, faire entrer le nouveau monde dans le conflit et, de cette façon, contrecarrer l’argument des grands chefs que, retombant sur ses propres ressources, l’Angleterre sera vite la proie du conquérant nazi. Mais, le premier avantage, le seul sur lequel on puisse raisonnablement compter, comporte un prix terrible : la déclaration d’impuissance de Roosevelt, dont il n’y a guère à douter, produira un choc psychologique dont usera la clique de la reddition sans bornes. Elle aura reculé, mais ce sera pour mieux sauter. Ainsi Reynaud précipitera-t-il l’événement qu’il fait profession de vouloir conjurer. Lorsque Reynaud est en cause, surtout dans une passe tragique, large part, je le sais, doit être faite aux erreurs de jugement. Une de ses idées fixes, depuis le 18 mai, était que l’immobilité des États-Unis devant « cet absurde combat des Horace et des Curiace » [336] défiait le bon sens. Et il était de ces hommes persuadés qu’en diplomatie il suffit d’avoir la logique de son côté pour l’emporter. Mais l’interprétation péjorative ne peut être écartée. S’il accepte de payer le prix dont nous avons parlé, c’est que, pour rejoindre les recommandations des militaires, il ne cherche plus qu’à sauver la face. Il a besoin d’une courbe assez longue pour virer. Il se la procure.

Certes, le vieil homme combatif n’est pas tout à fait mort dans son cœur. Nous le verrons se remuer de temps à autre. Mais il n’est que l’ombre du passé. L’esclave de Mme de Portes et de Baudoin est le plus fort. S’il y a dédoublement de la personnalité, le partage est inégal. Peut-on citer une seule conjoncture où Reynaud se soit querellé sérieusement avec Weygand et Pétain, ait menacé de les mettre hors ? Si la querelle n’éclata jamais dans le privé, le secret en a été bien gardé. Le trait suivant règle la question. Ayant pris la résolution périlleuse de consulter Mr. Roosevelt, il devait, tout au moins, pour autant que subsistait en lui la volonté de ne pas courber l’échine sous la défaite, dissimuler le plus longtemps possible l’instance engagée et n’en révéler le résultat négatif qu’avec toutes sortes de précautions. Or, il agit au rebours de cette tactique qu’adopterait instinctivement quelqu’un de résolu. Dès le soir du 13, il informe les Français, par radio, du message qu’il ne remettra à Mr. Biddle, au château de Chissey, que le lendemain matin. Manœuvre intérieure plutôt que recherche d’un déplacement de pièce dans une partie de force. Implicitement, il dit à la Nation : bientôt nous ne pourrons plus rien faire. Le recours à Washington n’a pas d’autre sens.

La délibération franco-britannique va maintenant se répercuter sur les ministres français qui, au château de Cangé, attendent anxieusement le retour du président du Conseil. Ils se sont persuadé que Mr. Winston Churchill, à cette heure tragique, accompagnera Reynaud et participera au Conseil, bref, qu’il discutera avec Chautemps la proposition de Chautemps : libérer la France de l’engagement de mars. Vive déconvenue quand ils ne le voient pas. Ledit Chautemps ne peut comprendre cette abstention : « Quel manque d’égards ! » remarque-t-il avec amertume. [337] Comme si le Premier ministre, mis en face d’une demande hypothétique c’est-à-dire qui ne change rien, jusqu’à nouvel avis, aux dispositions de guerre de l’allié de son pays, allait s’empresser de la confirmer, de lui donner corps, en s’enfonçant dans une longue controverse, à son seul et unique sujet, avec trente-cinq personnes [[272]](#footnote-272) !

L’ambiguïté dans laquelle opère Reynaud, par suite du projet conditionnel d’armistice encore aggravé du recours à Roosevelt, ne devient, en séance, que trop sensible à tous. D’une part, Reynaud déclare, avec les dehors de la fermeté, que la résistance continue et qu’il vient d’en donner l’assurance à Churchill : on le charge de réciter, à la radio, le soir même, un grand « *Sursum corda*» [« *Élevez vos cœurs*»] et il est même enjoint à Weygand de défendre la ligne de la Loire. D’autre part, le président fait part des paroles affectueuses de Winston Churchill pour la France et les Baudoin, les Prouvost et autres les interprètent aussitôt comme acceptation tacite de la requête. L’appel à la Maison Blanche, initiative de Reynaud qui n’est révélée au Conseil qu’à ce moment-là, vient encore renforcer l’opinion de la plupart que la procédure de capitulation est déjà en train. D’autant plus que Reynaud justifie son adjuration aux États-Unis par l’argument que, s’ils s’y rendaient, la fortune de la guerre serait changée. Autant dire que, s’ils ne bougent pas, la guerre est perdue. De plus, le problème de la flotte française est posé, envisagé : une décision ferme de négocier l’armistice ne s’exécuterait pas autrement [[273]](#footnote-273).

Pétain, Weygand et leur clan sont encore en minorité. On peut en juger à la prudence de Chautemps qui résume les deux thèses en présence et fait mine de se réserver. Il ne tiendrait encore qu’à [338] Reynaud de balayer l’intrigue. Mais il laisse divaguer les uns et les autres. Conséquence : l’effritement de la majorité, une intervention véhémente de Weygand, une tendance gouvernementale de plus en plus flottante. Les défections de la journée sont celles d’Ybarnegaray et de Bouthillier, le confident, l’élu de Reynaud. Le ministre des Finances blâme Reynaud d’avoir représenté à Churchill la continuation de la lutte comme décision du Conseil. Il maintient que le Conseil ne s’est jamais prononcé formellement et demande que la question soit tranchée sur-le-champ, que chacun prenne ses responsabilités. « Il est impossible de se battre encore, impossible aussi que le gouvernement s’en aille. On n’emporte pas avec soi son pays, ses berceaux et ses tombeaux. » Louis-Oscar Frossard, ministre des Travaux Publics, se prépare à suivre le nouveau courant. Encore un autre socialiste-communiste passé à la conservation sociale ! Dans l’autre guerre, il était de cœur avec les congressistes de Zimmerwald et de Kienthal. Il milita, en 1920, pour la fusion des 2ème et 3ème internationales [[274]](#footnote-274). Il s’est embourgeoisé depuis quelques années et le voici qui trahit la république en même temps que la patrie. Instituteur, député et journaliste : habile homme et figure de combinard. Reynaud le prit dans son équipe, selon la règle du jeu parlementaire, parce qu’il avait été, le 22 mars, des interpellateurs qui renversèrent Daladier.

Mais le plaidoyer passionné de Weygand pour l’armistice est au point culminant de la délibération. Il n’a pas voulu envisager une action de retardement. La grande bataille du 5-10 juin une fois perdue, tout le reste lui a semblé négligeable. Il lui a donc fallu improviser l’ordre de retraite générale du 12 juin. Les troupes se disloquent et battent en retraite à la vitesse de 50 et 60 km par jour : officiers et soldats épuisés, tombant de fatigue et de sommeil, divisions réduites à 2 ou 3 bataillons avec, pour toute artillerie, 2 ou 3 canons de 75. Il a retiré l’armée de Paris du combat. A-t-il seulement fait détruire le matériel sur le point de [339] sortir des usines de la banlieue, les chars Samua qui, par grande masse, devaient être livrés en septembre ? Pour couvrir ses fautes, pour arrêter cette suite de faits qui sont un réquisitoire, tous les raisonnements lui sont bons. Il déclare au Conseil des ministres que Maurice Thorez, le chef des communistes français, est installé à l’Élysée, que les communistes se sont emparés de la capitale. Mandel qui vient de faire téléphoner au préfet de police Langeron, lui inflige un démenti. — « Doutez-vous de ma parole ? » dit le généralissime. — « Non, mais je ne doute pas non plus de celle de Langeron. » Et le ministre de l’Intérieur de rappeler le préfet. « Les Allemands sont à Pantin et à Aubervilliers », répète ce fonctionnaire, « la ville est calme. Ils entreront demain. » Weygand, une fois encore, s’est mêlé de ce qui ne le regardait pas. Il a mis à nu ses arrière-pensées politiques et sociales. Un rappel à l’ordre devrait fondre sur lui. Nul ne lui imposant silence, il paie d’audace. Il s’en prend à ceux qui veulent transférer en Afrique du nord et la lutte et l’autorité publique pour y attendre le reflux anglo-saxon contre l’Allemagne. Il répète que l’Angleterre est incapable de survivre à la capitulation de la France métropolitaine et, à plus forte raison, d’arracher le continent aux griffes nazies. Comment être sûr que, dans quelques années, l’aviation anglo-américaine sera plus puissante que celle de l’Allemagne alors que la supériorité de fabrication de celle-ci s’accroîtra encore des ressources de la production française ? Et les Français accepteront-ils que le gouvernement les abandonne ? Ne faut-il pas penser que, dans les ruines, dans la misère et dans la mort, l’armée complètement détruite, des Soviets sortiront de terre ?

C’est toute la théorie politique de l’armistice, de la « révolution nationale », du gouvernement de Bordeaux et de Vichy que Weygand vient d’étaler : les Français, incapables de se conduire comme les Hollandais, les Norvégiens, les Belges, les Polonais, incapables de ne point désespérer de leur indépendance.

Un nouvel élément entre dans le drame : la panique. Pour être exact, il faut l’imaginer assez particulière, assez éloignée du sens originel de l’expression. Point de terreur apparente en Touraine et plus au sud, entre le 12 et le 15 juin. La plupart du temps, sur [340] les routes, les automobiles se déplacent tranquillement, en longue file. Aux portes des villes, elles attendent patiemment que la colonne puisse avancer. Peu de fébrilité et, entre ces gens dont les voitures sont prises dans les embouteillages, à quelques centimètres les unes des autres, peu de conversation. Ils sont plutôt d’humeur taciturne. Mais les illusions de beaucoup se montrent aux moindres mots. À peine tombés du faîte de la sécurité et de la béatitude, ils ne mesurent pas la catastrophe. Ils croient que les Allemands seront fixés quelque part sur les lignes de la Seine, de la Marne ou même de la Loire, que la longue guerre de position reprendra à l’ancienne mode ou encore que sera bâclée une paix facile et pas trop dure du genre de celle que Pétain et Weygand ont en tête. Par l’exode vers le centre ou le midi de la France, ils se mettent à l’abri des horreurs qu’évoquèrent devant eux les récits polonais, hollandais et belges et qui, depuis 1914 d’ailleurs, ne s’étaient pas effacés de leur mémoire. Mais ils ne comprennent pas que, même échappant à l’envahisseur, ils ne seront pas soustraits à la servitude, que l’invasion est désormais inévitable, mais que la servitude, la servitude permanente ne l’est pas, que le crime inexpiable et absurde serait de vouloir se délivrer de celle-là en se résignant à celle-ci. Ils pensent à leurs biens. Ils échafaudent des combinaisons. Combien sont-ils qui n’oublient pas que, dans ce naufrage, même les plus petites épaves ne sont rien si le pays ne doit pas être indépendant et libre ?

Je traverse Poitiers, le 13, arrivant de la Corrèze. La petite cité regorge de monde. Mais une foule de concours hippiques aurait à peu près le même aspect. Voici le comte Clauzel, ancien ambassadeur à Berne. Il est venu louer une maison dans la campagne poitevine. Il y attendra paisiblement la fin de la bourrasque. Avec lui, le général Raguenau qui fut sous-chef d’état-major de l’armée et, je crois, en 1918, principal officier de liaison au corps expéditionnaire américain. Celui-ci s’obstine à soutenir que toutes les théories, toutes les prévisions des chefs militaires ont été vérifiées par l’événement. À quoi bon arguer ? À la Palice, le 14, un armateur auquel je rends visite me soupçonne d’avoir perdu la raison quand je lui dis que, sur le sol métropolitain, routes les lignes d’arrêt [341] céderont et qu’il faudra reprendre la partie sur les mers et, au-delà, dans l’Empire français. Même réaction d’un autre armateur, le 15, à Bordeaux. Je déjeune dans un petit hôtel proche de la mer, en Vendée. Une cinquantaine de personnes y coulent béatement leurs vacances. L’homme de la rue ou du grand chemin ne voit pas la réalité. Il égrène les noms des conquêtes ennemies : Paris, Rouen, Rennes, Reims, Chalons, Nevers, Clamecy, Vesoul. Bientôt, il pourra dire : Riom, Tournon, Rochefort. En quel siècle y vit-on la soldatesque étrangère ? Il est plié à son malheur et il ne le raisonne pas.

Il faudrait parler à ces hommes et à ces femmes qui fuient, leur dire que le devoir de chacun est de rester collé à sa maison, à son sol, à sa besogne, de conserver, pour sa part, la figure de la France pendant la cruelle période où l’ennemi s’efforcera de la mutiler et de la tordre, qu’il y a là un genre de résistance propre à seconder les combattants et militants qui, eux, sont tenus de passer outre­mer ; que sera rattrapé, dans le cadre de plusieurs continents, ce qui fut perdu dans les limites étroites de la Nation. Or, aucune voix ne retentit pour poser ainsi la question. Jusqu’à la dernière minute, des espérances chimériques seront alimentées. Peut-être aurait-il suffi d’un petit effort pour fixer les Français devant les perspectives authentiques du redressement et de la victoire. La communauté eut compris son obligation. L’air même qu’elle respirait en eût été changé. Instantanément, le gouvernement fût devenu fort. Le 14 juin, Reynaud roulait vers Bordeaux. L’automobile s’arrêtant, il fut reconnu, par des Alsaciens. Des cris s’élevèrent : « Ne lâchez pas, on les aura ! » qui tournèrent à l’ovation parce que, dans l’imagerie populaire, il était encore l’homme qui ne pouvait être abattu.

Son compagnon de voyage était, ce jour-là, un fonctionnaire qui, de tout son cœur, voulait espérer que la prétendue sagesse des militaires n’intimiderait pas le gouvernement. Cet homme savait que la conquête nazie ne ferait pas de quartier. Il ne parla au président que de l’Afrique du Nord. « Vous devez être le Gambetta de 1940 ! » De l’image du tribun, brusquement évoquée, Reynaud subit le choc. Son imagination s’éveilla : « Oui, dit-il, en 1871, la [342] France fut terrassée en dépit de Gambetta. Mais la tradition de la revanche sortit de son effort apparemment stérile et prépara la victoire de 1918 ! » Pendant le reste du voyage, le ministre sembla rasséréné et résolu.

La masse émigrante, inarticulée, finit par agir sur ce gouvernement muet ou discourant à tort et à travers. Elle lui imprima peu à peu dans l’esprit que soustraire à la main de l’ennemi (non pas à ses ordonnances, hélas !) la plus grande superficie métropolitaine, répondait au besoin fondamental, à l’aspiration du peuple. La psychologie des réfugiés tendit à former la politique. À cette sourde pression contribuèrent les habitants des villes et des villages, encore séparés de l’envahisseur par de grandes distances, qui voyaient s’allonger sur les chemins le défilé pitoyable. Auraient-ils eux aussi à entrer dans la marée humaine ?

Le dimanche 16 juin, le curé d’une petite bourgade que je connais, cita le texte évangélique où est racontée la tempête sur le lac de Tibériade : « Seigneur, nous sommes perdus ! » Tous écoutaient avec stupeur. Non, tout n’était pas perdu, mais nul ne l’avait expliqué ni au prêtre ni à ses ouailles. Et la prière de celui qui avait encore son toit était : « Mon Dieu, puissent les Allemands ne pas arriver ! »

La vraie panique, la panique éhontée, c’est à Tours puis à Bordeaux que je l’ai vue, dans le gouvernement. Manque de foi, désespoir, agitations futiles, absence de ferme propos et de méthode parmi ceux qui étaient censés diriger la France et aussi parmi les politiciens, diplomates, journalistes dont le métier consiste à suivre, de jour en jour, l’œuvre gouvernementale. Non pas que les bons et les mauvais doivent être mis dans le même sac. Mais il suffisait de quelques-uns pour rendre le reste inopérant.

J’arrive à Tours dans la soirée du 13. Il ne faut pas penser à courir la campagne en quête de tel ou tel. Serait-on réadmis dans la petite cité après en être sorti ? Au hasard de la marche, sans me soucier de trouver quiconque, voilà ce qui vient à moi. Des lamentations d’Herriot aux journalistes : « Mes enfants, mes pauvres enfants, serrons-nous les uns contre les autres, etc. » L’attitude de [343] convention de quelques collègues anglais : « Mais tout ne va pas si mal que le prétend la cinquième colonne… il n’est besoin que de garder la tête froide ! » Des avertissements *ad hominen* de plusieurs fonctionnaires des Affaires Étrangères : « Reynaud sera bientôt emporté. Vous devez, dès maintenant, préparer votre passage à l’étranger. Ne vous frottez pas au régime de Laval, de Pétain et des Allemands ! » J’entre au premier restaurant venu. Un ancien ministre et le représentant d’un gouvernement étranger virent Reynaud il y a deux heures. Ils croient encore à la fermeté de ses résolutions et mes doutes les agacent. Eux-mêmes, nonobstant leur volonté de se leurrer, vacillent sous les nouvelles diverses qui, de temps à autre, arrivent des châteaux ministériels et déclassent les leurs.

Un gouvernement imperturbable et qui sait ce qu’il fera est doué d’une sorte de rayonnement. Que l’on pense seulement au Clemenceau de 1918, au Winston Churchill de juillet-octobre 1940. Mais le gouvernement confus de Reynaud-Pétain-Weygand-Chautemps n’a pas plus de fluide qu’un cadavre.

Il faut intégrer dans le tableau l’armée française dont la retraite générale, commencée le 12, dégénère en débâcle. Comment soutenir cette vue si l’on n’a pas le cœur bardé d’airain ? Et les ministres n’ont pas la triple paroi.

Le mouvement doit être improvisé. Le haut commandement n’a pas cru qu’il devrait faire face à l’ennemi aussi longtemps. Il a pensé que les écluses de l’invasion seraient fermées plus tôt. Il est pris de court à la façon d’un service d’intendance qui aurait prévu le ravitaillement d’un régiment et serait forcé soudain d’ap­ provisionner une armée. Son seul dessein est de soustraire le plus grand nombre de soldats à la débandade pendant les deux ou trois jours qui passeront encore avant que le ministère ne soit entraîné dans l’armistice. Manœuvrer pour assembler sur quelques points de la côte maritime, Méditerranée ou Océan, un minimum d’effectifs destinés à l’Empire français : cette seule idée l’exaspère. Le 12 ou le 13, Weygand a protesté contre une décision de Reynaud qui dirigeait sur le Maroc les premiers éléments de la classe 1940, faisant état d’une observation du général Noguès, authentique [344] ou fausse, qu’en cette saison les jeunes gens y mourraient comme des mouches. Comme si, la Nation elle-même aux affres de la mort, les ordinaires considérations d’hygiène restaient valables ! Comme s’il ne s’imposait pas, d’abord, de soustraire aux camps allemands le plus grand nombre d’hommes possible ! Le généralissime n’a pas d’autre préoccupation que de conserver des unités organisées pour sauver la société. Les derniers combats de l’armée française ne sont qu’une agonie.

Voici le processus de dissolution. Le 10ème armée, celle qui, le 5 juin, tenait la ligne de la Somme et qui fut promptement morcelée, a perdu au Havre l’une de ses divisions. Elle est définitivement séparée des armées du centre, les 12 et 13 juin. Le 14, les Allemands étant à Dreux le gros essaie de se couvrir à droite : vers Chartres et Châteaudun, il tend un rideau de faibles éléments mécaniques. Rideau vraiment trop léger. Les chars ennemis pénètrent librement sur son territoire à partir du 17. Ils parcourent le Cotentin et la Bretagne. L’état-major de la 10ème armée est fait prisonnier à Rennes. Seuls, réussissent à se replier sur Nantes le 3ème corps du général de Fornel de la Laurencie et des groupes de cavalerie.

Les 6ème, 2ème, 4ème armées, plaque centrale du bouclier français, de l’Aisne et de l’Ailette à la ligne Maginot, ont été délogées de leurs positions, les 8 et 9 juin. Rethel a été perdu. Les Allemands font irruption, le 12 et le 13, des deux côtés de la montagne de Reims. La 6ème armée, repliée sur l’axe Montmirail-Cézanne-Romilly est bientôt scindée. La 4ème est débordée par les chars qui s’engouffrent vers Châlons-sur-Marne et Vitry-le-François et la 2ème refoulée sur l’Ornain que l’ennemi a passé le 14. Les trois armées ne forment plus un système cohérent. Les Allemands avancent à leur aise de Troyes vers Nevers et de Chaumont sur Besançon. Ils sont à Clamecy et à Vesoul, le 15, à Besançon, le 16. Ils sont à Pontarlier sur la frontière suisse, le 17. Autour de ces villes ils n’ont affaire qu’à des territoriaux.

Sous le général Héring, l’armée de Paris et la 7ème armée (celle-ci détachée violemment des 10ème et 6ème armées avec lesquelles elle formait le groupe No 3) attendaient l’envahisseur derrière [345] l’Oise, le 11 juin et paraissaient capables de le tenir en respect [[275]](#footnote-275). Mais, le 12, la volonté d’armistice du haut commandement avec, comme justification stratégique, la perte de la montagne de Reims, se traduit par la proclamation de Paris « ville ouverte ». Le général Besson qui commandait le 3ème groupe d’armées, maintenant dissocié, prend charge de cette force qui ne subira pas l’épreuve pour laquelle elle avait été réunie et qui ne dépend plus du gouvernement militaire de la capitale attribué, en vue de la reddition, au général Dentz. Le général Besson replie ses troupes sur la Loire. Mais les Allemands attaquent le fleuve à l’ouest d’Orléans, le 18, le franchissent à Nantes, le 19, puis, le 20, à Saumur et à l’est de Tours. La 7ème armée est amputée de sa gauche sur le Cher inférieur. Elle reste menacée sur ses deux flancs. D’un côté, Montluçon et Riom sont pris, le 20 et, de l’autre, Thouars et Cholet. Des pointes allemandes toucheront Rochefort et Royan, les 22 et 23, Tournon, le 24 ! Le groupe d’armées No 2, (général Prételat) une quinzaine de divisions de deuxième réserve et de forteresse mêlées à d’excellents corps polonais, n’est plus en liaison avec les armées du centre et voit même se fermer, après le 17, toute retraite vers le sud. Dans les ouvrages Maginot ont été laissées des garnisons qui batailleront encore avec acharnement quatre jours après l’armistice. Il faudra que les délégués de la commission de Wiesbaden, français et allemands, viennent leur intimer l’ordre de cesser le feu. Le groupe No 2 est enfermé dans une cage qui se rétrécit de jour en jour : au sud, dans les Vosges, la 8ème armée (général Laure), au nord, de Commercy à Sarrebourg, la 3ème (général Condé) et la 5ème (général Bourret). La 8ème tente une percée sur Besançon et, pour une part, nonobstant les 2000 blindés qui la harcèlent, se réfugie en Suisse. La 5ème est autorisée à se rendre, le 22. La 3ème se disperse.

Quant aux six ou sept divisions alignées dans les Alpes contre les Italiens, leur besogne est assez aisée jusqu’au 18. Alors, elles sont prises à revers par les Allemands qui traversent le Rhône, [346] le 19, sur les ponts de Lyon et, plus tard, à Culoz, qui forcent le passage de l’Isère à Voreppe.

Cette récapitulation ne dit pas l’essentiel : les unités, pourchassées dans une sorte de battue, ne sont plus que des squelettes démembrés. Le 24, les quatre armées ramenées sur le centre de la France comptent à peine 65 000 combattants et le 22, le groupe d’armées No 2, quelque 10 000 hommes [[276]](#footnote-276). Le 17, toutes les agglomérations de plus de 20 000 habitants ont été déclarées « villes ouvertes ». Elles sont cédées sans résistance. Autant dire qu’il n’y a plus de combat méthodique et continu. On ne saurait imaginer retraite plus contraire aux instructions que reçut l’armée rouge, en 1941 et 1942 : ne livrer à l’ennemi qu’un sol ravagé. En France cette tactique n’aurait pas la valeur qu’elle possède en tant qu’instrument d’une retraite poursuivie sur des espaces presque sans limites, mais, depuis le 15, plus de plans tant soit peu coordonnés [[277]](#footnote-277). Aux points jugés faciles à protéger, des actions locales qui ne s’enchaînent pas. Une série de bouchons qui, d’eux-mêmes, sautent assez vite. Le 23, les Allemands dédaignent de serrer de près ce qui reste de leur proie. Le contact est perdu. Le broyage du système militaire eut sur le gouvernement une répercussion physique. Elle lui rendit plus difficile de percevoir les promesses de salut qui, malgré tout, subsistaient à long terme [[278]](#footnote-278).

[347]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre XII

À Bordeaux le 15 juin.  
Deuxième défaillance de Reynaud.  
La note envoyée au Cabinet  
de Londres.

[Retour à la table des matières](#tdm)

La caravane ministérielle est arrivée à Bordeaux, le 14 juin, en fin de journée. Reynaud confère avec l’ambassadeur d’Angleterre. Il lui annonce que le général De Gaulle est à Londres pour régler le transport en Afrique du nord des hommes, armes, munitions, approvisionnements. Les premiers bateaux ont appareillé. L’opération est montée sur une plus grande échelle qu’à Dunkerque. L’Angleterre est sollicitée de fournir une assistance exceptionnelle. C’est la première fois, à notre connaissance, que le sujet est officiellement discuté entre les deux gouvernements. Gambetta va-t-il donc réapparaître ? Le matin du 15 juin, Reynaud s’entretient de nouveau avec Sir Ronald Campbell. À Bordeaux, télégraphie celui-ci, la constitution de deux gouvernements est envisagée : l’un qui ira en Afrique du nord, l’autre qui demeurera en France. Peu après, il complète sa dépêche : il vient de recevoir des assurances « très satisfaisantes » au sujet de la flotte. « Elle ne sera jamais cédée aux Allemands », lui a déclaré le président du Conseil. Il est surpris que les choses avancent aussi prestement. Il s’est donné pour tâche primordiale de soustraire les navires de guerre français aux hasards d’une négociation d’armistice. Il croit être près du but. Il aurait plutôt dû s’alarmer. Des assurances reçues ressort le fait que la politique de l’Afrique du Nord et celle de l’armistice séparé sont en compétition. MM. Lebrun, Jeanneney et Herriot, tous les ministres qui ont encore confiance dans leur pays, tiennent le dénouement africain pour acquis. Mais Laval est [348] arrivé lui aussi dans la ville. Sorti de Paris, il gagna sa bastide de Chateldon, à quelque trente km de Vichy. De Tours, le maréchal Pétain et ses amis l’ont appelé à la rescousse.

Le maire de Bordeaux s’appelle Adrien Marquet. Il a rompu avec le parti socialiste, sept années auparavant. Il est de ce groupe qu’exaspéraient les raffinements intellectuels de Léon Blum, qui brûlait d’arriver au gouvernement et, dans les brassages sociaux des fascistes et des nationaux-socialistes, crut discerner la naissance d’une vague portant loin dans l’avenir. Hitler, Mussolini, par vous nous sommes délivrés de la scolastique de nos professeurs marxistes ! Telle pourrait être l’invocation de Marquet et aussi celle de Déat. Avantageux, vulgaire, habile, le maire de Bordeaux a la manière démagogique [[279]](#footnote-279). Lors de ses premières élections, le charlatan avait contre lui le « haut commerce » du lieu. Il a fini par le séduire. Dans l’agitateur auparavant méprisé, les royalistes bordelais, toujours relativement nombreux, ont fini par discerner l’adversaire de la République.

Entre l’étape de Tours et celle de Bordeaux, Jeanneney et Herriot ont commis une grave négligence ou essuyé un grave échec, nous ne savons. Ils n’ont pas su grouper quelque cent ou cent cinquante parlementaires à l’appui des conseils qu’ils donnent au chef de l’État et au ministère. Peut-être ont-ils pensé que le départ pour Alger, apparemment très proche, les dispensait de cet effort. Ce qu’ils n’ont pas eu la sagesse ou la possibilité d’accomplir, Pierre Laval le fait contre eux avec l’aide de Marquet qui accueille à bras ouverts, endoctrine, héberge les députés et sénateurs errants, leur ouvre son Hôtel de Ville [[280]](#footnote-280).

Le premier soin de Laval est de prendre contact avec le maréchal Pétain, Baudoin, [349] les autres ministres qui pensent comme eux et aussi avec Lequerica, ambassadeur d’Espagne, son ami et confident, par lequel, peut-être dès le 25 mai, il a tenté de s’aboucher avec l’Allemagne. Il se promet de mener le jeu. Il se rend chez le président de la République et essaie de l’intimider. Le maréchal-vice-président du Conseil a enfin retrouvé le politicien qui, dans la tourmente, saura balayer les institutions.

Deux gouvernements, l’un qui agira dans l’Empire d’outre-mer, l’autre qui demeurera en France, a dit Campbell. C’était probablement la formule exacte. Weygand se rend aux Allemands de la même façon que, le 14 mai, le général Winkelman, commandant-en-chef de l’armée hollandaise [[281]](#footnote-281). Le président de la République et, tout au moins quelques ministres, vont chercher, sur l’autre bord de la Méditerranée, la liberté d’action, l’indépendance dont leurs fonctions ne peuvent se passer sans devenir, au service du vainqueur, l’instrument supérieur de l’esclavage national. À l’automne de 1918, dans l’Allemagne qui s’écroulait, le président Ebert et les généraux de la *Reichswehr* se sont partagé les rôles. Aucune portion du territoire allemand ne jouissait de la protection maritime, mais la coalition, victorieuse sur les champs de bataille, offrait aux vaincus, par ses fissures, des occasions de manœuvre diplomatique et, du Baltikum à la Haute-Silésie, dans les décombres politiques et sociaux, des expéditions, des coups de main étaient possibles pour inquiéter, déconcerter les forces de reconstruction. Les politiciens ont travaillé dans la capitale et les officiers les plus audacieux ont cherché l’aventure à la périphérie de la Nation. Mais, en dehors du plan diplomatique, tout cela ne fut, après tout, que jeu médiocre. Combien plus riche de possibilités le dédoublement qui s’offre à la France défaite. L’intelligence politique de Reynaud est acquise au projet. À la réalisation, il n’en aura pas plus de constance.

[350]

Pétain s’est comporté jusqu’ici en comparse du généralissime. Il n’a fait que répéter à la cantonade, brièvement, les longs discours de l’autre. Il sait que, par un simple geste de démission, il peut jeter les politiciens dans la poussière, leur couper le geste et la parole. Il demande formellement que le Conseil des ministres soit convoqué pour l’après-midi du 15 et il avertit Reynaud qu’il posera la question de l’armistice, exigera une décision immédiate [[282]](#footnote-282).

Pourtant, en séance, c’est encore Weygand qui débite un discours. Il répète que la cohésion de l’armée subsiste, mais que divisions, brigades, régiments tomberont bientôt en morceaux et que des bandes éparses courront le pays. L’armistice ! L’heure n’est plus à tergiverser. Reynaud repousse cette mise en demeure. Il est tenu non seulement d’attendre la réponse de Mr. Roosevelt, mais aussi de conférer avec Mr. Winston Churchill. Il s’est lié à cette procédure, deux jours auparavant, et il ne peut en sortir. Quant au fond, il ne cèle pas que le repli sur l’Empire africain est le seul moyen de survivre. Le débat menace de tourner à l’aigre. Alors Chautemps et Frossard de soumettre le « compromis » dans lequel ils ont transvasé et perverti le projet de dédoublement de l’exécutif exposé par Reynaud, le matin même, à l’ambassadeur d’Angleterre, le compromis qui, à l’instar de la formule de Tours, fera dévier le chef du gouvernement. On ne distingue pas où finit la part de l’un, où commence celle de l’autre. Pourquoi ne pas s’enquérir des conditions de l’armistice et même de la paix par l’entremise [351] d’un pays neutre, la Suisse ou tel autre ? Que les conditions allemandes se révèlent inacceptables : le ministère n’en sera que plus fort pour imposer à la Nation le parti héroïque, l’occupation illimitée du territoire et le transfert du gouvernement en Afrique. Une fois transportés à Alger, le président de la République et son cabinet ne seraient plus à la merci d’Hitler. Pour négocier avec lui, ils jouiraient d’une indépendance relative.

Mais pourquoi ne pas aller, d’abord, de l’autre côté de la Méditerranée et ne négocier qu’après ? La réponse est qu’au préalable la preuve des exigences du vainqueur doit être administrée à la Nation. Sinon, elle s’indignerait et se révolterait contre les « fuyards ». D’ailleurs, conduite avec habileté, la démarche ne préjugera rien de ce qui sera fait par la suite. Cette proposition hypocrite, perfide, bourrée d’arrière-pensées est présentée au nom de M. Lebrun. Quelques ministres protestent : ayant mis le bras dans l’engrenage, croyez-vous que vous l’en retirerez à volonté ? Et les requêtes de l’Allemagne, est-il si difficile de les deviner ? Ceux qui tiennent ces propos de bon sens s’appellent Monnet, Louis Marin, Rio, Delbos. Mais Reynaud sent que la majorité du Conseil se déplace contre lui. Il ne colle plus à ses fonctions et ne demande qu’à s’en débarrasser. Cherche-t-il la délivrance immédiate ? Quelques phrases de lui le laissent penser. Plaide-t-il que, du point de vue de ceux qui veulent l’armistice séparé, le départ pour l’Afrique doit être, logiquement, le premier acte puisqu’il garantit la liberté des pourparlers et qu’il est absurde, sous prétexte d’opinion publique à ménager, de prétendre se passer d’un tel avantage dans la phase initiale de la négociation, quitte à l’avoir ultérieurement ? C’est probable, mais nous ne sommes pas renseignés. Là-dessus, Reynaud avait le droit et la possibilité d’être implacable, de rompre avec l’opposition. Qui donc aurait osé lui répliquer que, même pendant deux ou trois jours, mieux valait parler à Hitler pieds et poings liés ? Or, il en passe par le texte des deux « conciliateurs ». — « Messieurs, soyons unis ! » clame d’une voix forte le chef de l’État. On vote. Plus de dissidence. [252] Tous sont unanimes [[283]](#footnote-283). Sir Ronald Campbell est appelé à la présidence du Conseil et le texte suivant (que nous citons en substance) lui est communiqué : le Conseil des ministres a décidé que le gouvernement ne pourra pas quitter la France avant qu’il n’ait été établi que les conditions d’armistice sont inacceptables. Le Conseil ne doute pas de ce que donnera l’expérience, mais il estime opportun de démontrer à l’opinion publique l’impossibilité de traiter honorablement. Si l’Angleterre acceptait que le gouvernement français demandât l’armistice, le président du Conseil aurait pouvoir de déclarer que la cession de la flotte sera considérée comme condition inacceptable.

Cette note met en évidence que Pétain, Weygand et leurs associés ont gagné à la main, que Reynaud n’est même plus capable de s’en tenir à la procédure arrêtée à Tours. Procédure combien équivoque : malgré tout, elle lui imposait de ne prendre aucune décision avant d’avoir revu Churchill. Or, le texte remis à Sir Ronald Campbell fait état d’une décision (le mot y figure), d’un nouveau pas en avant vers la capitulation. En vain, l’éventuelle demande d’armistice est-elle présentée comme simple manœuvre dont est attendu le raffermissement moral du peuple français. [353] Sans mettre en cause la sincérité de ceux qui ont inventé la formule (et les raisons de la mettre en cause ne sont que trop convaincantes) on est forcé de reconnaître que cet acte formidable, la demande d’armistice, est, par lui-même, une sorte de fait premier assuré d’avoir des conséquences incalculables, indépendantes des intentions dont, à l’origine, il peut être chargé. Ce n’est pas tout. Un coup de chantage, assez nettement dessiné, vise ce gouvernement de Londres auquel il a été promis que rien ne serait accompli sans consultation préalable avec lui. À supposer qu’il n’accepte pas le marché, il est menacé de voir Reynaud et ses collègues estimer la cession de la flotte condition acceptable. Voilà où en est venu Reynaud avant même d’avoir lu ce télégramme négatif du président des États-Unis qui, nous l’avons indiqué, ne peut qu’imprimer une impulsion presque irrésistible à la thèse des chefs militaires. Reynaud ne manque pas seulement à l’engagement du 28 mars : il trahit son obligation personnelle du 13 juin et, de plus, essaie d’intimider l’allié qu’il abandonne. Dans ces quelques lignes rédigées à l’adresse de Londres, quel passage abrupt et choquant d’une politique faible à une politique de perfidie et d’affaissement total ! Les premiers mots évoquent l’entretien Reynaud-Campbell de la matinée, le départ du gouvernement, la guerre à outrance et les derniers, la résignation à la volonté d’Hitler et même l’hostilité possible à l’Angleterre. Imaginons un maître fourbe couvant les mêmes idées que Chautemps, mais soucieux de ménager les transitions, de raccorder le but auquel il tend, à la vigueur jacobine qu’il sembla déployer jusque-là : à Bordeaux comme à Tours, ne se serait-il pas conduit comme Reynaud ? Et l’hypothèse sur laquelle nous nous rabattons — un homme ayant perdu la foi, que les instances concertées de sa maîtresse, de Baudoin et de Weygand défoncent chaque fois qu’il se redresse dans l’attitude ancienne, est-elle moins déplaisante ?

Le cabinet anglais ne s’attarde pas à de vains reproches. Il ne chicane pas le président du Conseil sur la singulière exécution de l’accord du 13 juin. Sans délai sont rédigées les conditions auxquelles il consentirait à annuler l’engagement du 28 mars. La flotte française devrait être envoyée dans les ports britanniques « *pending* [354] *negociations*». Quel était le sens de cette expression ambiguë ? Sir Ronald Campbell l’interprétera de la façon suivante : les navires seraient dans les ports anglais avant et pendant la négociation de l’armistice séparé. Inutile d’ajouter qu’ils ne reviendraient pas dans les eaux françaises si les pourparlers aboutissaient, mais, cela, l’ambassadeur ne le dira pas.

Depuis deux jours, le Conseil des ministres, envisageant la liquidation de l’alliance franco-anglaise en cas d’arrêt des hostilités, avait choisi la formule : « la marine ne sera jamais cédée à l’Allemagne » et l’ambassadeur d’Angleterre, lorsque connaissance lui en fur donnée, le 15, avant la réunion ministérielle, ne semble pas avoir présenté d’objections. Mais Mr. Churchill et ses collègues ont immédiatement jugé qu’un gouvernement français signataire de l’armistice ne serait plus qu’un esclave, que sa volonté et ses contrats avec tout autre État que l’allemand seraient sans valeur et qu’il n’était point d’autre protection concevable contre un retournement éventuel de la flotte française que le mouillage dans les eaux britanniques. Il n’était pas besoin d’être sorcier pour prédire que, seule, cette caution serait jugée adéquate par l’Amirauté, qu’elle ne se résignerait point à laisser osciller sur l’échiquier océanique une énorme force navale, à peine inférieure au tiers de la puissance maritime britannique, capable de causer la ruine de l’Empire si les totalitaires réussissaient à s’en emparer directement ou indirectement. Les ministres de *Downing Street* se croyaient en droit de penser que la France de Reynaud ou même de Pétain, s’effondrant dans la capitulation, et même outremer, jetant bas les armes, aspirerait malgré tout pour l’avenir, à la victoire anglaise, ne penserait jamais à s’accommoder de « l’ordre nouveau » des Nazis et, d’instinct, emploierait son dernier souffle libre à fortifier le libérateur éventuel. Au point de vue de l’intérêt national français, le raisonnement était impeccable. Malheureusement, les chefs militaires et leurs clients du gouvernement, nous l’avons expliqué, se flattaient de trouver un Hitler plus miséricordieux s’ils lui apportaient avec la requête d’armistice, leur refus [355] de faire de la flotte l’ultime champion de l’indépendance nationale ou même de l’immobiliser aux États-Unis. Et, à leurs yeux, l’Empire britannique était déjà vaincu.

Les deux notes contenant la réponse de Mr. Winston Churchill n’arrivèrent à Bordeaux que le 16 juin après-midi.

[356]

[357]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

***TROISIÈME PARTIE***

Chapitre XIII

À Bordeaux, le 16 juin.

Le projet d’Union franco-britannique  
et la démission de Reynaud.  
Sa nomination à Washington.

[Retour à la table des matières](#tdm)

De bonne heure, le 16, Reynaud réunit les ministres pour leur faire part de la réponse du président des États-Unis à son appel du 13 juin. L’attitude de Mr. Roosevelt est celle que l’on pouvait escompter : aide matérielle aussi ample que possible, mais point d’engagements militaires ressortissants, il insiste sur ce point, à la compétence du Congrès. Cela ne pouvait manquer. L’interprétation de plusieurs est que le document américain justifie la décision prise par le Conseil, le jour précédent, d’imposer à Londres la levée de l’hypothèque du 28 mars. Ne laisse-t-il pas présager la fin de la résistance britannique aussi bien que de la résistance française.

Le maréchal Pétain se lève. Cette fois, il est armé d’une lettre de démission motivée devant laquelle, il n’en doute pas, Reynaud n’aura qu’à s’incliner. C’est la fin de ses réticences. Les phrases qu’il prononce pourraient être de Laval. Plus de retards dont la France paiera les frais. Pas d’émigration (comme si l’Afrique du Nord était terre étrangère !) Plus de ce leurre qui consiste à penser que le pays pourrait être tiré de sa défaite par une action venue de l’extérieur. Le pays ne se relèvera que par ses propres forces. Au gouvernement de donner l’exemple, de s’enraciner au milieu des Français et de prendre sa part des souffrances communes. L’intervention du maréchal signifie que la présidence du Conseil de Reynaud [358] est révolue. Ceux qui le suivent deviennent agressifs. Reynaud obtient avec difficulté de Pétain que soit suspendue la lettre de démission jusqu’après son imminente recontre avec le Premier ministre, car il ne pense pas encore briser les arrangements de Tours au point de contremander le voyage.

Le général De Gaulle est encore à Londres. Il s’est acquitté de la mission que Reynaud lui confia trois jours auparavant. Les services interalliés, notamment celui de la marine marchande, se sont mis en branle pour évacuer de la France métropolitaine vers l’Algérie, le Maroc, la Tunisie tout ce qui pourra augmenter les moyens de guerre. De Bayonne, des nombreux ports de la Méditerranée, entre Toulon et la frontière espagnole, partiront des centaines et des centaines de navires de toute jauge. Mais la note française du 15, avec sa référence à l’armistice si troublante, si peu respectueuse de l’accord de Tours, a alarmé le Premier ministre et le sous-secrétaire d’État français à la Défense Nationale. Ils se demandent avec angoisse quelle réaction provoqueront à Bordeaux et la réponse de l’Angleterre et celle de Roosevelt, expédiées presque simultanément, l’une et l’autre tombant ensemble sur ces ministres que la défaite semble anéantir. Reynaud a dit : je ne vois aucune lumière au fond du tunnel. Cette lumière qui ne viendra pas d’Amérique, pourquoi l’Angleterre n’essaierait-elle pas de la faire briller ? D’où le projet d’union anglo-française. Je n’ai pu déterminer qui l’inventa et le prôna. Peut-être quelque fonctionnaire de ces services interalliés, de formation genevoise et habitués à en user librement avec les concepts de souveraineté nationale, le plus souvent, il faut le dire, sans jugement politique bien sûr. Quoi qu’il en soit, la construction était heureuse dans la conjoncture, adaptée aux circonstances extraordinaires. « L’union » de la France et de l’Angleterre sera « indissoluble ». Un acte constitutionnel pourvoira à la gestion de la défense, de la diplomatie, de la politique financière et économique par des organes joints. « Tout citoyen français jouira immédiatement de la citoyenneté britannique et tout sujet britannique, de la citoyenneté française. Pour la durée des hostilités, il n’y aura qu’un seul cabinet de guerre dirigeant les forces des deux Nations.

Les deux parlements [359] seront formellement associés, les dommages réparés à frais communs… Et ainsi nous conquerrons… » La griffe de Churchill est sur ces derniers mots. Vision grandiose, digne de cet esprit, de ce cœur d’élite, de cet homme d’État profondément attaché à la France. Non pas seulement à la France contemporaine, mais à cette trentaine de générations de Français qui, depuis le XIIe siècle, par tant de frottements hostiles ou amicaux, contribuèrent à modeler la personnalité de sa propre patrie, et, sous la patine du temps, prennent, rétrospectivement, figure familière et adoucie. De cette innovation fulgurante il attend trois avantages.

Un effet psychologique. Dans les cœurs français sera diminuée l’amertume de l’invasion. Le flot allemand pourra déferler sur tout le territoire métropolitain. Les Français souffriront comme souffrirent les habitants de leurs départements du nord et de l’est, en 1914-18, mais non point tout à fait à la manière des Hollandais, des Belges, des Norvégiens qui, au-delà de leurs frontières perdues, ne peuvent trouver que l’exil, l’exil amical, mais l’exil. L’humiliation sera moins grande et l’espérance plus solide. La patrie française et la patrie britannique entrelaceront leurs racines. Le Français, réussissant à aborder la côte de Douvres, de Southampton, de Plymouth, de Cardiff ou de Bristol, ne se présentera pas en réfugié, mais avec le droit de discuter les affaires publiques, comme s’il était issu du sol anglais.

À Londres, les ministres français seront des privilégiés par rapport aux gouvernements de la reine Wilhelmine, du roi Haakon, du général Sikorski, par rapport au cabinet belge. Ils pèseront d’un poids comparable à celui de leurs collègues anglais sur la conduite de la guerre. Peut-être même l’un d’eux sera-t-il, pour commencer, le Premier ministre de la communauté anglo-française. Contre l’ennemi commun et dans l’égalité des deux races, apparaîtra, quelque chose d’analogue à l’emmêlement féodal du XIIe et du XIIIe siècles. Il ne faut donc pas parler seulement d’une fiction, d’un tonique, d’une cure psychologique, d’un traitement moral. La mesure est plus ambitieuse. Qui pourra dire que l’Angleterre jouera du patrimoine français pour apaiser l’Allemagne [360] et se tirer d’affaire ? En dépit de l’invasion, des Français auront encore en mains le sort de la France autrement qu’au sens servile de Vichy.

Pour l’avenir, les 88 millions d’anglo-français, avec un Empire de 600 millions d’âmes derrière eux, sauront maintenir l’ordre continental plus aisément que par l’harmonie intermittente dénommée depuis cent ans : « entente cordiale ». Nul réaliste ne sera plus admis à arguer que, devant la prépondérance numérique des Allemands, le reste de l’Europe, à moins de verser dans la mégalomanie, n’a plus qu’à baisser la tête. Ce tiers de l’humanité sera pour les États-Unis un foyer d’appel irrésistible. L’attraction sera sensible dans l’avenir proche. L’isolationnisme américain se dégèlera.

Dans ce plan nous n’avons pas à faire le départ du calcul réaliste et de la chimère. Immédiatement, dans la lutte et pour la lutte, il contient plus de calcul réaliste que de chimère et c’est bien l’essentiel. L’avenir apportera des rectifications. Il suffira, pour que l’acte d’union soit justifié, qu’il produise une coordination des deux pays plus intime que ce qui peut sortir du procédé classique de l’alliance.

Le général De Gaulle appela par deux fois Reynaud au téléphone : le matin et l’après-midi du 16 juin, le suppliant de ne rien faire de définitif avant d’avoir revu Churchill qu’un croiseur amènerait en France dans la nuit. Et, en quelques mots, il esquissa le projet d’amalgame que l’ambassadeur d’Angleterre allait bientôt transmettre. Le président du Conseil était stupéfait : « Êtes-vous bien sûr de ce que vous avancez ? » — « Mais je suis dans le cabinet de Mr. Winston Churchill qui, du reste, veut vous parler. »

Sir Ronald Campbell reçut la communication de Londres tandis qu’il remettait à Reynaud la réponse de son gouvernement à la note française de la veille concernant l’armistice. Ils décidèrent de « réserver » cette réponse jusqu’à ce que les ministres français se fussent prononcés sur la question préalable posée par Mr. Churchill, l’union des deux États.

À 5 heures, le Conseil se réunit pour examiner la surprenante [361] proposition britannique. Va-t-elle bouleverser, renouveler de fond en comble cette discussion de l’armistice séparé, en si pénible cheminement depuis quatre jours ? Non, elle ne réussit qu’à irriter Pétain et son groupe. L’Angleterre est condamnée, perdue. L’homme qui se noie n’a pas à s’accrocher à l’homme qui va se noyer. Les termes de l’inexorable problème militaire ne peuvent être affectés par ce qui n’est qu’astucieuse combinaison politique. Inutile de dire que plus d’un s’interroge à part soi sur la fortune qui l’attendrait dans cette fédération extraordinaire. La « République des camarades », certes, ne supporterait pas l’acclimatation. Ni la franc-maçonnerie. Ni le « parti contre-révolutionnaire » (pour employer l’expression contemporaine de la révolution française) qui ne rêve que d’abattre la république et, comme dit Maurras, sent que le général Monck se rapproche : l’Angleterre, c’est le Parlement et la démocratie. Ni le maréchal Pétain dont les Anglais n’oublièrent jamais la défaillance du 24 mars 1918. Ni le général Weygand qui, depuis trois semaines, a pris le pli de se décharger sur eux de ses revers. Y pense-t-on ? Les politiciens qui baragouinent l’anglais seraient assurément favorisés. Quelle dût être la fureur de Laval quand il apprit le « coup » de Churchill ! Et celle de Darlan, l’amiral de la flotte, qui se vit instantanément en position de subordonné perpétuel. Ces objections des uns et des autres mises à part, il faut avouer que la construction de Churchill devait être choquante pour des cerveaux de petits bourgeois casaniers, interprétant la courbe des événements de la façon la plus mesquine et affectés de temps immémorial, devant les formes aristocratiques subsistant encore outre-Manche, d’un complexe d’infériorité sociale.

Du débat ne sont parvenues jusqu’à nous que des exclamations absurdes. « Je ne veux pas que mon pays soit un Dominion ! » lança Ybarnegaray. Un esprit pointilleux avait cru découvrir que, d’après le projet de Churchill, les Français seraient tout au plus des citoyens de l’Empire, inférieurs en droit à ceux du Royaume-Uni, qu’à leur détriment serait reproduite, en somme, l’inégalité qui, même sous les Césars, sépara longtemps le citoyen romain du provincial. Perfide Albion ! C’était dans l’ordre.

[362]

La proposition britannique ranima la controverse qui, vingt-quatre heures auparavant, avait paru s’éteindre sur le compromis Chautemps-Frossard. Elle monta et descendit dans le tourbillon d’arguments et de contre-arguments qui, depuis Tours, ne se déplaçait guère. Elle ne produisit pas le sursaut de tous que Churchill espérait. Tout au plus fournit-elle au président du Conseil l’occasion de revenir sur ce qu’il avait accepté la veille, de rentrer dans l’orthodoxie de l’alliance franco-britannique, de s’affranchir enfin de l’équivoque. Entre Mandel et Chautemps, une manière d’altercation éclata. Celui-là ayant dit que certains ministres étaient déterminés à faire la paix, quoiqu’il en coûtât à la France, l’autre s’étala dans une tirade : « Je ne vous laisserai pas dire qu’il y a ici des braves et des lâches. Il n’y a que des hommes de cœur qui sentent au profond d’eux-mêmes le tragique de la situation. Mon ami Laurens, député du Loir-et-Cher, a été tué à Blois où l’on a compté deux cents victimes civiles. Les Français sont pris comme des lapins dans un fermet à la fin d’une battue. Sur nos routes, la cohue des évacués offre aux bombes allemandes une cible effrayante à imaginer. C’est une tuerie sans nom, sans exemple, sans utilité. » Voilà qui est bien dit. D’un côté, la ville, le village, la circonscription, le département, les évacués, la route, l’ami frappé à mort. De l’autre, l’indépendance du pays qui peut être encore sauvée par le plus cruel sacrifice, mais par un sacrifice, l’événement le démontrera, qui n’eût pas excédé les tourments de la capitulation.

Formellement, le vote, par répercussion, décide l’armistice considéré dans son double aspect de négociation avec Hitler et de rupture avec Churchill. Onze voix pour le projet et treize contre [[284]](#footnote-284). Reynaud n’aurait jamais dû regarder ce scrutin comme [363] définitif et comme impliquant la décision du Conseil de conclure l’armistice séparé, même s’il faisait admettre par le Conseil unanime que la reddition de la flotte serait déshonorante. Après tout, il était possible de concevoir que des partisans de la lutte à outrance fussent opposés à la fusion avec l’Empire britannique. La question de l’armistice méritait d’être posée à part et les deux notes anglaises incorporant la réplique de Londres à la note française du 15 en fournissaient l’occasion. Campbell, on le voit maintenant, eût mieux fait de ne pas les « suspendre ». Mais il ne tenait qu’à Reynaud d’ignorer cet acte de procédure.

Au su du Conseil, Reynaud avait donné sa parole à Churchill de ne point abandonner la lutte sans l’avoir revu. Le matin, tirant argument de ce fait et préparant son voyage, il avait persuadé le maréchal de retirer sa menace de démission. Pourquoi viola-t-il une deuxième fois sa parole, pourquoi lâcha-t-il prise, pourquoi s’humilia-t-il devant une infime majorité de ministres qui n’avait pas le droit de le juger à la place du Parlement dispersé ?

Pourquoi n’appela-t-il pas au secours les présidents Herriot et Jeanneney, seuls autorisés, moralement, à trancher le différend ? C’est que résister à Pétain appuyé par douze membres du gouvernement pouvait mener loin, très loin. Il fallait être résolu à le faire arrêter ainsi que Weygand, au premier geste séditieux. [364] D’après Chautemps, bavardant librement à Lisbonne, le maréchal et le généralissime étaient capables de se constituer en gouvernement séparé et de traiter avec l’ennemi si le président de la République et les ministres, réfugiés en Afrique, ne voulaient pas interrompre les hostilités. Derrière eux, des politiciens (Laval, etc.) eussent aussitôt paré leur coup d’État des ornements de la légalité. Seul, Mandel aurait eu l’audace de mettre sous les verrous les deux capitulards et peut-être avait-il entretenu Reynaud de l’affaire. Infortuné président du Conseil ! Répétons qu’il était de conviction très chancelante et depuis longtemps. Il estima avoir décemment soutenu son attitude publique d’antan. Il avait sauvé la face. L’un de ses collègues qui, jusqu’à la fin, tint bon contre Pétain, a dit le mot décisif : « Enfin, nous sommes libérés ! »

Avant de lâcher le fardeau, Reynaud releva la tête : « Une minorité du Conseil seulement partage mon point de vue. Je ne me considère pas qualifié pour intervenir à Londres, obtenir que la France soit déliée de son engagement. Peut-être aurez-vous un jour besoin de celui qui, sur l’amitié et l’alliance franco-anglaises, fonda sa politique. » [[285]](#footnote-285) Fières paroles d’un homme qui n’a plus le droit d’être fier.

La nouvelle fut immédiatement télégraphiée à *Downing Street*. Winston Churchill et Sir Alexander Cadogan étaient déjà assis dans leur compartiment. Le train allait partir. Ils rentrèrent chez eux.

J’attendais la fin de la séance dans un café de Bordeaux avec des amis du ministère des Affaires Étrangères. Nous ne doutions guère du dénouement et les actes inévitables du gouvernement successeur, tout ce qui allait se dérouler tant à Bordeaux qu’à Vichy, étaient, devant nos yeux, aussi nets que s’ils avaient appartenu au passé et non à l’avenir. Mais, éclatant comme le tonnerre dans le ciel bleu, la nouvelle ne nous aurait pas frappés plus fort. « Partez, me dit l’un de ceux qui étaient là. Hier encore Baudoin nous a demandé, au téléphone, de n’accorder aucun visa [365] de sortie. Comme s’il était déjà le maître ! Comme s’il voulait, à l’avance, parquer le gibier d’Hitler [[286]](#footnote-286) ! »

La petite harangue de haute dignité par laquelle Reynaud se dévêtait de sa fonction ne fut malheureusement pas son dernier acte politique. Il lui restait de tristes degrés à descendre.

Il passe la soirée dans son cercle intime : Mme de Portes, le colonel de Villelume, Leca, Devaux. Mais la famille n’est plus au complet. De sous-secrétaire d’État, Baudoin a été promu ministre des Affaires Étrangères, nonobstant Laval qui revendiqua le même poste et repoussa le portefeuille de la Justice. Il délibère maintenant dans la haute sphère, auprès du maréchal. Il deviendra vite le censeur effronté de son protecteur déchu. Malgré le triomphe de cet « ami » dont elle s’acharna à servir les intérêts, la favorite n’est pas satisfaite. Reynaud n’a pas été docile. Ayant vent de la note anglaise relative à l’Union, elle a glissé sur le bureau du président un papier portant ces mots : « J’espère que vous ne serez pas Isabeau de Bavière ». De son spectre, la reine de Charles VI n’a pas effrayé le président. Il a approuvé l’acte d’Union. Le voilà redevenu simple citoyen, membre d’un parlement dispersé. Elle déborde de récriminations. Elle gémit : « Vous seul pourriez tenir le monde anglo-saxon ! »

Le démissionnaire continue à la subir. À un fonctionnaire se plaignant, quelques jours plus tard, d’un mauvais tour qu’elle lui joua, il dira simplement : « Quelle femme passionnée ! » Il a en poche la liste ministérielle. D’un ton goguenard, il interpelle Villelume : « Voulez-vous savoir le nom du nouveau ministre de la guerre ? Il s’appelle Colson. » Le général Colson, chef d’état-major de l’armée (à l’intérieur) était la bête noire du colonel. Le général De Gaulle se présente brusquement. Il n’a quitté Mr. Winston Churchill que depuis quelques heures. Il a jugé utile de venir retrouver Reynaud à Bordeaux et de l’accompagner dans le port breton où la conférence franco-britannique devait avoir lieu. Il écoute le bavardage de l’équipe désemparée. Il toise cette femme qu’il a fini par croire capable des pires intrigues [366] contre la France. Il tient pour négligeable l’opinion de Georges Mandel que, dans peu de jours, la négociation de l’armistice aura raison de Pétain et que la politique française refluera en arrière. Silencieusement, il se lève et va rejoindre l’avion qui l’apporta.

Mme de Portes s’affaire à sauver quelques reliefs de la grande position perdue. Elle avait toujours souhaité que Reynaud pût opérer à temps le renversement politique dicté, estimait-elle, par la défaite militaire, et que lui-même se chargeât d’organiser l’ordre nouveau. Il ne s’est pas retourné assez vite. Prisonnier d’une politique trop fortement formulée et ne s’étant dégagé qu’à moitié, il n’a pu être l’homme du grand coup de barre. Il aurait dû, tout au moins, s’assurer d’une participation au nouveau gouvernement : sous l’autorité du maréchal, la transition eût été facile. Il se serait réadapté. Bien vite, il aurait pu cheminer vers les conceptions continentales. Il a laissé Pétain attribuer à Chautemps cette vice-présidence du Conseil qui, selon les règles de la rotation ministérielle dans les récentes années, aurait dû lui revenir [[287]](#footnote-287). Au couple Reynaud-Hélène de Portes, il ne reste plus qu’une dernière ressource : l’ambassade de France à Washington. Ce pis-aller, Hélène de Portes semblait l’avoir en vue, au mois de mai, quand elle prenait la précaution d’envoyer ses enfants aux États-Unis.

Le 17 ou le 18 juin, l’ambassade est offerte au président du Conseil démissionnaire. Cependant, il ne l’accepte pas encore. Veut-il rester dans la logique de son passé, d’un passé qu’il voudrait qu’on ne lui contestât point, qu’il croit, par son départ, avoir lavé de tant d’erreurs ? Comprend-il qu’après tant de belles déclamations il ne pourrait décemment aller défendre à Washington la rupture avec l’Angleterre et tout ce qui en sortira ? Ou Georges Mandel qui s’obstine à voir le monde sous l’angle parlementaire lui a-t-il inoculé l’illusion d’une vive réaction des politiciens français aux pourparlers avec Hitler et d’un retournement des choses ? Ces hypothèses n’ont, de toute façon, correspondu [367] à la réalité qu’un instant assez bref. Reynaud n’est plus qu’une épave à la dérive.

À une date que je ne puis déterminer, mais qui doit tomber le 20 ou le 21 juin, Reynaud télégraphie à Winston Churchill. Au nom de l’amitié, il le prie de se contenter de la parole de Pétain et de Darlan quant à la flotte, de se résigner à la laisser dans les eaux françaises, de tenir pour garantie suffisante le sentiment de l’honneur si vif chez le maréchal et chez l’amiral. Il lui recommande en somme, la formule qu’Hitler et ses conseillers veulent bien inscrire dans le projet d’armistice. Churchill ne répond pas. On l’entend remarquer : « C’est la troisième fois qu’il me trahit ! »

Simultanément, Reynaud accepte que l’agrément du gouvernement américain soit demandé pour sa nomination à Washington. Palinodie scandaleuse. Il se chargera de convaincre Mr. Franklin Roosevelt, Mr. Cordell Hull et le peuple des États-Unis de la fatalité du triomphe allemand et de la ruine britannique. Lui qui voulut être l’âme de la défense nationale, le « *fighting spirit*», comme le Premier ministre devait le dire aux Communes, le 25 juin, il ira seconder, dans le nouveau monde, les œuvres de Laval accédant quelques jours plus tard à la vice-présidence du Conseil, ou plutôt à la dictature. Une providence amicale lui a épargné cette honte prolongée.

Mais au prix d’une fin à peine préférable. M. de St Quentin reçut, le 23 juin, la dépêche du ministère des Affaires Étrangères prescrivant de solliciter l’agrément. Il dut remettre au lendemain (un lundi) la démarche auprès du secrétaire d’État, se bornant, le dimanche, à informer officieusement le sous-secrétaire, Mr. Sumner Welles. Entre-temps, les instructions furent annulées. M. de la Baume, ambassadeur de France à Madrid, venait d’apprendre à M. Baudoin l’extraordinaire trouvaille de la police espagnole, dans les bagages de MM. Leca et Devaux, les deux comparses que le futur ambassadeur avait fait partir en fourriers pour l’Amérique, dix-neuf millions de francs sous formes diverses : or, francs, dollars, titres ; en outre, des bijoux, des comptes-rendus de sessions récentes du Conseil Suprême, des documents [368] techniques sur la destruction éventuelle des puits de pétrole roumains, sur l’obstruction des chenaux du Danube. Papiers d’État secrets et assez importants pour arracher à l’ambassadeur cette exclamation : « Il y a là de quoi faire fusiller un homme ! » Respectivement nommés attaché financier adjoint à Washington et liquidateur des services économiques français aux États-Unis, les deux fonctionnaires se croyaient protégés par leurs passeports diplomatiques. Au lieu de se diriger immédiatement sur Lisbonne, ils prirent le détour de Madrid, ne pouvant résister à l’attrait des Vélasquez. Ils se signalèrent eux-mêmes à la vigilance de l’hôtelier par la maladresse de leurs précautions. Ces conquérants de Paris se firent pincer comme des béjaunes.

Ils ne s’en tinrent pas là. Ils écrivirent d’urgence à Reynaud [[288]](#footnote-288) pour l’avertir de la mésaventure. Il devait y parer dans son intérêt personnel, il fallait que l’affaire fût étouffée au plus vite. Audace suprême : ils prétendaient dénier à M. de la Baume le droit de lire le pli qu’ils ne pouvaient confier qu’à la valise diplomatique. Ils n’intimidèrent pas l’ambassadeur. En dépit des menaces auxquelles s’entendaient les deux amis d’Hélène de Portes, celui-ci ne se contenta pas d’ouvrir la lettre. Il la fit photographier et les épreuves furent envoyées à assez de ministres (dont le maréchal lui-même) pour que fût exclue la complicité du silence. En fait, Reynaud, avant même que d’avoir servi, fut révoqué par son ancien subordonné.

Cette mission diplomatique avortée, peu connue du peuple français, révéla au gouvernement américain l’apostasie de l’ancien président du Conseil. Telle était, à Washington, la croyance en Reynaud, à la sincérité de ses affirmations publiques, qu’on ne le comprenait qu’irréductible aux conceptions contraires à celles qui lui étaient prêtées et, par conséquent, à jamais incapable de composer avec le gouvernement de l’armistice, encore moins de le représenter. En réponse à un télégramme privé de l’ancien président du Conseil, le lendemain même de la démission, le président Roosevelt avait personnellement marqué, dans les termes les [369] plus généreux, toute la sympathie due au champion malheureux de la résistance française.

Reynaud prétend aujourd’hui que sa nomination aux États-Unis fut d’initiative gouvernementale et qu’à l’avance il n’en sut rien. Cette excuse ne tient pas. Avant la surprise de Madrid, il avait eu le temps de rendre visite à Mr. Drexel Biddle, ambassadeur d’Amérique en Pologne, détaché à Bordeaux pour y remplacer Mr. William Bullitt qui ne s’était pas éloigné de Paris. Désirant que l’ambassadeur lui préparât à Washington une réception favorable, Reynaud avait dit catégoriquement : « J’ai la confiance du maréchal dont je partage toutes les idées. » La réponse du Président à Mr. Biddle fit de nouveau état de la résistance française. Serait le bienvenu celui qui travaillerait pour elle.

Le 28 juin, Mme de Portes était tuée en automobile sur la route de Ste Maxime où son ami avait une villa, frappée à la nuque par un échafaudage de valises qui dégringola sous un coup de frein trop brusque. Le 12 juillet, Reynaud siégea à l’Assemblée Nationale de Vichy, la tête enveloppée de bandages et nous ne trouvons son nom ni parmi les quatre-vingts opposants ni parmi ceux qui s’abstinrent ou furent excusés. Il a voté pour Pétain, pour Laval, pour l’asservissement à l’Allemagne. Un témoin me dit qu’essayant d’écarter la menace d’emprisonnement, il se fit le rabatteur du pouvoir parmi les socialistes qui avaient été de son cabinet. Quittons Reynaud. Sans limites, il est démissionnaire devant lui-même. Plus tard, en prison, il se reprendra, il polémiquera avec Weygand, il daubera sur le maréchal, il essaiera de se recomposer une figure conforme au souvenir que conserve de lui le peuple français, ignorant de sa terrible aventure.

[370]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

ANNEXES

[Retour à la table des matières](#tdm)

[371]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

Annexe I

Note sur la préface écrite par le maréchal Pétain pour le livre du général Narcisse Chauvineau : « *L’invasion est-elle possible*? » (voir p. 22 tome I).

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le maréchal Pétain cite avec approbation l’assertion de Chauvineau :

« L’attaque doit avoir trois fois plus d’effectifs d’infanterie, six fois plus d’artillerie, douze fois plus de munitions pour espérer dominer la défense… et une supériorité impossible à chiffrer en ce qui concerne la qualité des hommes. »

Et que ne dit-il encore ? Dans cette anthologie de l’erreur, nous relevons les assertions suivantes :

« Le front continu est… une conséquence inévitable des effectifs accrus mis sur pied par la Nation armée et des propriétés techniques des armes. La raison en est terre à terre, on pourrait dire sordide : c’est qu’un être vivant ne peut plus courir quand, empêtré dans les ronces du réseau artificiel, il a reçu dans la tête… un projectile de métal lancé par une arme invisible. Aucun enthousiasme patriotique aucune ardeur morale ne tiennent devant ce fait. Le moyen de tourner sur terre le barrage infranchissable constitué au sol par l’arme automatique associé au réseau de fil de fer, n’existe pas si tout le théâtre d’opérations est barré. Les moyens de briser le barrage existent : ce sont les chars et l’artillerie lourde. Chers, ils sont rares et relativement lents à mettre en place. La rareté de ces matériels restreint les fronts d’attaque. Le temps nécessaire au développement de leur action efficace peut être utilisé par le défenseur pour amener ses réserves d’autant plus facilement que le front attaqué est plus étroit.

L’action directe (des forces aériennes) dans la bataille est aléatoire… C’est par des actions indirectes sur les arrières que s’exercera le plus efficacement l’action de l’aviation…

Le front continu est une réalité qu’il y a péril à méconnaître…

Ce ne sont pas les dispositions morales particulières des chefs et des peuples qui ont jamais déterminé les caractères généraux des guerres ; ceux-ci sont surtout fixés aujourd’hui, comme toujours, par des données précises : effectifs et armements. »

Et cette critique des idées du général De Gaulle.

« L’armée de métier telle quelle a été proposée est… tout entière cuirassée et mécanisée pouvant s’engager le soir à 200 km de son bivouac du matin et pouvant forcer les lignes de retranchement et semer la panique dans les arrières. Il y aurait quelque imprudence à adopter ces conclusions. Il semble qu’elles aient cherché, dans le domaine tactique, à obtenir par l’offensive des résultats décisifs qui risquent d’être sans lendemain si aucune garantie n’est prise contre leur échec possible. Il semble aussi que les possibilités techniques des chars et la possibilité du commandant des divisions cuirassées n’aient pas été étudiées d’une façon suffisamment poussée… Il semble surtout, pour s’en tenir à l’emploi, que l’hypothèse où l’ennemi… possède une armée analogue et l’utilise défensivement n’ait pas été envisagée… Sur terre, jusqu’ici, toute invention a plus profité, en général, au défenseur qu’à l’assaillant.

Le char lui-même considéré aujourd’hui comme l’instrument offensif par excellence et comme l’outil destiné à percer les fronts fortifiés, n’aurait-il pas un rendement notablement augmenté si on l’employait pour se défendre ou pour contre-attaquer un assaillant même cuirassé, mais désorganisé par le fait même de son avance ? »

[372]

Chauvineau, entraîné par ses paradoxes, arrive à dire que, grâce aux fronts défensifs, les petits pays jouissent aujourd’hui d’une sécurité sans précédent et que les alliances ont perdu leur raison d’être.

Au sujet de ce livre de Chauvineau, Gamelin était plus circonspect que Pétain. Il s’est contenté de dire :

« C’est l’exagération d’une idée juste. »

En contraste avec cette malheureuse préface, il n’est que juste de citer le rapport distribué, le 26 janvier 1940, par le colonel De Gaulle essayant, une dernière fois, de rendre clairvoyants les aveugles :

« L’aviation et les engins blindés possèdent, désormais, un tel potentiel de surprise et de destruction par rapport aux troupes, batteries, convois à découvert que, dans la bataille, tout mouvement constitue pour ceux-ci un risque immédiat d’anéantissement… Si l’ennemi n’a pas su constituer déjà une force mécanique suffisante pour briser nos lignes de défense, tout commande de penser qu’il y travaille. »

Et les tribunaux de Pétain condamnent à mort le général De Gaulle !

[372]

**LES FOSSOYEURS.***Tome I. Les derniers chefs de la IIIe République*

Annexe II

Note sur les Conseils ministériels et militaires de caractère technique. (Cf. p. 142 tome I.)

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il est facile de se perdre dans le labyrinthe des Conseils ministériels et militaires de caractère technique où les divers problèmes de la Défense Nationale et de la politique viennent en discussion, inextricablement mêlés. En voici la liste :

(1°) Conseil supérieur de la Défense Nationale. Il n’a pas été convoqué depuis plusieurs années. Il est composé du président du Conseil, du ministre des Affaires Étrangères, des trois ministres de la Défense Nationale, des commandants en chef de l’armée, de la Marine de l’Aviation avec leurs chefs d’état-major. Le maréchal Pétain en fait également partie. Un secrétariat nombreux et des commissions d’études le desservent, rattachés à la présidence du Conseil. Le président de la République assiste aux réunions.

(2°) Comité permanent de la Défense Nationale. Il est, en fait, substitué au Conseil Supérieur, trop nombreux et pesant. S’il se réunit à la demande des autorités militaires, il ne comprend guère que les chefs de l’Armée, de la Marine, de l’Aviation et des éléments de leurs états-majors. S’il est convoqué par le gouvernement, le président du Conseil, le ministre des Affaires Étrangères, les trois ministres de la Défense Nationale sont également présents. Ce Comité a siégé deux fois sous le ministère Blum, à l’Hôtel Matignon, et l’on y vit le président du Conseil socialiste et le maréchal Pétain assis l’un en face de l’autre. Le Comité dispose du même secrétariat que le Conseil Supérieur.

(3°) Le Comité de Guerre. Il apparaît à la mobilisation et prend la place du Comité permanent. Lui aussi utilise le secrétariat du Conseil Supérieur. D’après l’article 40 de la Loi du onze juillet 1938 (organisation générale de la Nation en temps de guerre), le Comité de Guerre assure « l’unité de direction militaire de la guerre et la coordination des opérations terrestres, maritimes et navales. » L’autorité de Gamelin, en tant que chef d’État-Major de la Défense Nationale, n’ayant pu prévaloir, le Comité de Guerre, flanqué du secrétariat du Conseil Supérieur [373] de la Défense Nationale, est, en France, tout ce que nous pouvons trouver de comparable à la direction de la *Wehrmacht*. Mais il va de soi qu’un corps délibérant, même déléguant des missions au généralissime, ne peut guère être appelé organe de commandement. D’ailleurs le Comité de Guerre ne siégera régulièrement que sous Paul Reynaud.

Il réunit les commandants en chef et états-majors de la Guerre, Marine et Air ainsi que leurs ministres respectifs et celui des Affaires Étrangères qui lui, n’est pas accompagné de son conseiller technique, l’ambassadeur de France, secrétaire général du quai d’Orsay. Les ministres de l’Économie Nationale et des Colonies ont également voix au chapitre. Baudoin, sous-secrétaire d’État aux Affaires Étrangères, fit réformer la composition du Comité : il y siégea. À noter la présence du Président de la République.

(4°) Le Cabinet de Guerre, création de Reynaud. C’est en somme une réunion séparée des six ministres dont les départements intéressent la Défense Nationale : Guerre, Marine, Air, Affaires Étrangères, Colonies, Blocus, assistés des trois commandants en chef. Gamelin, Darlan et Vuillemin, se réclamant de la loi, refusèrent de porter leurs plans à la connaissance du Cabinet de Guerre. Reynaud ne réunit le Cabinet de Guerre que trois fois. Tentative avortée.

(5°) Le Cabinet Économique. Les ministres des Finances, de l’Économie, du Commerce, des Travaux Publics, etc.

(6°) Le Conseil Supérieur de la Guerre. La présidence appartient au ministre de la Défense Nationale et la vice-présidence, au généralissime. Il comprend les maréchaux de France les généraux désignés pour commander des armées en temps de guerre. C’est une organisation qui ne joue qu’en temps de paix. Toutes les questions intéressant l’organisation de l’armée, la mobilisation, les projets d’opération, lui sont soumises, à la discrétion du ministre. Entre juin 1936 et septembre 1939, ce Conseil ne s’est réuni que trois fois et Daladier n’a présidé qu’une seule de ces trois séances, le 15 décembre 1937. Daladier n’oublie pas que, le 18 décembre 1933, ce Conseil a rejeté, sur intervention de Weygand, le projet qu’il avait présenté pour parer au problème des « classes creuses ». (cf p. 27 tome 2). Les renseignements ci-dessus ne sont qu’approximativement exacts. Je n’ai pu me reporter à tous les décrets.

– Fin du Tome I –

1. Je passe sur des faits secondaires. En octobre 1937, Chautemps étant président du Conseil, les obligations de la France envers la Tchéco-Slovaquie furent étendues pour couvrir le cas de troubles intérieurs survenant à l’instigation de Berlin. Gamelin, consulté, approuva.

   En avril 1938, avant le voyage à Londres de M.M. Daladier et Bonnet, Gamelin expliqua, dans une note, comment la Tchéco-Slovaquie pouvait être défendue : son sort sera réglé, dit-il, par l’issue de la guerre générale, etc.

   Je relève dans mon journal (25 octobre 1937) ces paroles de Léon Blum « Tant que j’ai été au pouvoir, le général Gamelin a toujours assisté aux petites réunions ministérielles que je convoquais pour traiter les grandes questions diplomatiques impliquant des responsabilités militaires, qui ne pouvaient être portées devant le Conseil des ministres. » [↑](#footnote-ref-1)
2. Dans le privé, le général Georges s’exprima bien différemment. Pourquoi donc avait-il accepté de donner à Gamelin la caution de sa présence ? [↑](#footnote-ref-2)
3. Une discussion d’ordre diplomatique s’était d’abord déroulée dans le cabinet du Premier ministre. Celui-ci suspendit la séance. À la reprise, M. G. Bonnet fut laissé dans l’antichambre avec Sir Robert Vansittart et M. Léger, Lord Halifax regagnant aussitôt le *Foreign Office*. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ce récit provient du général Gamelin. [↑](#footnote-ref-4)
5. M. G. Bonnet téléphona à M. François-Poncet de la Chambre des Députés afin d’échapper à la surveillance des services. [↑](#footnote-ref-5)
6. *L’Europe Nouvelle*, « Le bilan de Munich » par le *Polémarque*, 25 février et 4 mars 1939. [↑](#footnote-ref-6)
7. Au moment de Munich, l’armée allemande était inférieure aux armées française et tchéco-slovaque par le nombre et la qualité des chars. [↑](#footnote-ref-7)
8. Sur le bilan de Munich, l’accroissement de la puissance militaire relative de l’Allemagne, le chancelier Hitler pensait comme le général Gamelin si l’on en croit le rapport de M. Burckardt, Haut Commissaire de la Sdn à Dantzig qui fut reçu à Berchtesgaden le 11 août 1939. Il y a un an, mes généraux ne voulaient pas entrer en guerre, dit en substance Hitler. Cette année, ils sont enthousiastes. D’après un récit de Burckardt à Herriot, Hitler aurait dit encore : « Après Munich ce que nous avons pu voir de la puissance militaire tchéco-slovaque nous troubla à la pensée du péril encouru. Les plans des généraux tchéco-slovaques étaient redoutables bien que travaux d’écoliers appliqués. J’ai compris alors pourquoi mes propres généraux m’avaient retenu. » [↑](#footnote-ref-8)
9. Pendant la procédure de Riom, Gamelin a essayé de contester l’exactitude du compte rendu de la réunion rédigé par le général Decamp, du cabinet militaire de Daladier. Il prétend n’avoir répondu que de la concentration et de la mobilisation de l’armée. Georges Bonnet, dans sa déposition, déclare « qu’ignorant le degré d’impréparation de notre défense, il a retenu de la réunion du 23 août l’impression très nette qu’aucune considération tirée de nos possibilités militaires n’était de nature à influer sur notre politique extérieure. » [↑](#footnote-ref-9)
10. Au jugement du haut Commandement français de l’époque. [↑](#footnote-ref-10)
11. Le général Gamelin ajouta qu’il avait soumis ses idées au Conseil Supérieur de la Guerre, qu’elles avaient été unanimement approuvées, qu’aucune divergence ne s’était manifestée. Cependant, je trouve dans mon journal, à la date du 19 août, que Gamelin semble flotter et osciller. Il croit discerner que la propagande soviétique s’exerce parmi les sous-officiers. Le général Loiseau ira, malgré tout en Russie, dit-il, mais, pour marquer ses soupçons, il arrêtera les conversations d’état-major. Ces conversations reprirent par la suite. Elles étaient en cours à l’automne de 1936. Le 22 novembre 1935, un officier d’état-major, proche des grands chefs, me disait : « Depuis 1932 ou 1933, il n’existe plus de propagande soviétique dans l’armée française. Tout ce que l’on raconte là-dessus, c’est de la blague. Au fond, Gamelin était de cet avis et ses paroles du 19 août ne sont qu’ondoiement d’un jour. Il répétait continuellement à Daladier : “Les sous-officiers sont immunisés contre le virus communiste”. » (cf. p. 89, note 16.) [↑](#footnote-ref-11)
12. Weygand disait de l’armée rouge : « C’est une gendarmerie qui ne pourra sortir du territoire soviétique. » Et Gamelin : « C’est l’ancienne armée russe avec du matériel. Mais qu’attendre d’elle après que généraux et officiers supérieurs ont été mis à mort par milliers ? » [↑](#footnote-ref-12)
13. Après les manœuvres, les Russes avaient dit au général Loiseau et au général Maindras, ancien attaché militaire à Moscou, qui l’accompagnait : « Allez où vous voudrez dans tout le pays, visitez les usines à votre convenance. » L’un et l’autre furent étonnés des résultats de leur inspection. « Les Soviets, me disait l’un de leurs familiers, ont créé une armée sportive, pleine d’élan et d’entrain. » [↑](#footnote-ref-13)
14. « Les deux états-majors ont travaillé sur l’hypothèse de la coopération militaire Italie-Yougo-Slavie-Petite Entente. » (Conversation du 1er juillet 1935 avec Gamelin.) Le tort de Gamelin fut de supprimer, dès l’été de 1935, la section italienne du service des renseignements. Nous renoncions à en savoir plus long sur l’armée italienne déjà jugée par trop favorablement dans les rapports du général Parisot, attaché militaire à Rome, ébloui des honneurs dont le régime fasciste entourait les chefs militaires. [↑](#footnote-ref-14)
15. Selon le compte rendu que le général Decamp, chef du cabinet militaire de Daladier, a donné de la réunion du 23 août mentionnée plus haut, Gamelin et Darlan y déclarèrent « qu’il y avait intérêt à obtenir la neutralité absolue de l’Italie ». Mais ils se contentèrent de la vague réponse de Georges Bonnet : « Il est possible de tenter quelque chose dans ce sens. » [↑](#footnote-ref-15)
16. 2 février 1939.

    Et le maréchal Pétain, dans la *Revue des Deux Mondes*, dès le 15 mars 1935, parlait de la ruée des avions et des chars, cf. p. 29 tome 2. [↑](#footnote-ref-16)
17. Cité par le général Armengaud, général de l’armée de l’Air, *L’Europe Nouvelle*, 28 mai 1938. [↑](#footnote-ref-17)
18. À l’annexe no 1, on trouvera quelques extraits de cette préface. [↑](#footnote-ref-18)
19. Article du 28 mai 1938. [↑](#footnote-ref-19)
20. *La Revue des Deux Mondes*, le 1er avril 1939 : « Vers l’équilibre aérien ». Cependant, ayant assisté à la guerre de Pologne, le général Armengaud adressa à l’État-Major un avertissement motivé. Sa description très précise de l’attaque par les avions et les chars inspira une note rédigée au 3e bureau du grand quartier général (bureau des opérations) à la date du 14 septembre 1939. (Le texte en est reproduit par Paul Allard : « Corap et la perte de la ligne de la Meuse », 1941, plaidoyer en faveur de ce général.) [↑](#footnote-ref-20)
21. En outre, lire les articles militaires de *La Revue des Deux Mondes* automne de 1939. Le général Didelet, attaché militaire à l’ambassade de France à Berlin, fut bien loin, dans ses rapports, d’apprécier à leur juste valeur les divisions blindées allemandes. Pour ce qui est de l’aviation, l’État-Major français, cependant, eut une vision plus exacte des choses après le voyage à Berlin du général Vuillemin (juillet 1938). Et le général de Geffrier, attaché aérien depuis juillet 1937, prétend avoir exactement décrit l’accroissement de l’aviation allemande. Il y aurait beaucoup, à dire sur la négligence avec laquelle furent choisis les attachés militaires à Berlin, dans les douze dernières années avant le conflit. Ni le prédécesseur de Didelet ni son adjoint ne comprenaient l’allemand. Weygand qui les nomma, avait-il oublié la répercussion désastreuse pour nos opérations d’août 1914, des rapports du colonel Serret, attaché militaire dans les précédentes années, sur la non-participation des divisions de réserve aux premières opérations ? [↑](#footnote-ref-21)
22. Au contraire, les Allemands, construisant les lignes Siegfried, en 1938-39, ont sacrifié à la profondeur : ouvrages plus faibles que les nôtres, mais disposés en quinconces sur 4, 5, 20, 30 kilomètres à l’arrière. Cette conception avait eu des partisans, du côté français, en 1925 et 1927, aux discussions du Conseil Supérieur de la Guerre. Mais on disait, dans notre État-Major, en 1939 : « Les deux systèmes tendent à devenir identiques. En effet, tandis que les Allemands, renforcent leurs ouvrages, nous complétons les nôtres, en profondeur, par des fortifications de campagne. » Toutefois, une différence capitale subsistait : dans la stratégie allemande, les forteresses n’étaient que le tremplin de l’offensive. [↑](#footnote-ref-22)
23. 30 482 officiers d’active contre 98 000 officiers de réserve plus ou moins bien préparés. En 1935, Weygand disait que, de ceux-ci, 50 000 seulement avaient suivi les cours et exercices libres organisés pour eux aux centres d’instruction. La fréquentation de ces cours ne devait être rendue obligatoire, pour la première réserve que le 14 mars 1939. Weygand ajoutait que, sur les 350 000 sous-officiers de réserve 30 000 tout au plus avaient pris la même peine. Des cent quinze-divisions que compta l’armée française à la mobilisation, soixante-cinq seulement existaient en temps de paix, et 19 divisions dites de série B. étaient de qualité inférieure De plus, 13 divisions de forteresse étaient inaptes à la manœuvre. [↑](#footnote-ref-23)
24. Sauf erreur, cette instruction de 1921 ne fut pas révisée après l’achèvement de la ligne Maginot et des positions Siegfried qui bouleversèrent pourtant les données du problème. Mais les lignes Siegfried ne couvrirent pas la Belgique avant 1940. [↑](#footnote-ref-24)
25. Le haut commandement français n’a cessé d’hésiter et de changer d’avis sur ce point capital. Il semble avoir pensé, dès 1932, que prolonger les fortifications jusqu’à la mer, c’était encourager la Belgique dans son penchant à la neutralité et, de toute façon, la détourner de l’effort militaire. C’est un fait que le gouvernement de Bruxelles, contrairement à la croyance répandue, désirait que la France bouclât sa ceinture fortifiée. D’où l’appréhension des nôtres. Ils ont cru aussi que la fortification bétonnée ne devait pas être le premier et le dernier mot du système militaire. Timidité dans la timidité.

    Trois sortes de travaux ont été exécutés ou prévus :

    – 1°) D’abord, à partir de 1930-31, les puissants ouvrages qui s’arrêtent à Longuyon. Ils sont dénommés : « anciens fronts ».

    – 2°) En 1935 et plus tard, des ouvrages analogues, mais moins forts (dits des « nouveaux fronts ») à Rorbach (Sarre) où l’on avait laissé subsister une lacune, à Montmédy, Maubeuge, Valenciennes.

    – 3°) À la suite d’un voyage de M. Daladier et du général Gamelin dans la région comprise entre Montmédy et la mer (automne de 1936) « une ossature semi-permanente sur laquelle pourrait s’étayer, en cas de besoin, l’organisation, par les moyens de la fortification de campagne, d’un champ de bataille défensif. »

    Cette dernière phrase est révélatrice. L’invasion allemande sera forcée de contourner à l’ouest la ligne Maginot et là, sur le champ de bataille préparé à l’avance, elle sera contre-attaquée. Le haut commandement a donc voulu qu’à l’ouest du môle de Longuyon-Montmédy, la guerre de mouvement reprenne ses droits. Mais, sans doute pour ne pas inciter les Belges à l’inaction militaire, il n’a que très mollement aménagé le terrain. Il avait dans l’esprit que l’entrée en Belgique s’imposerait, que les Belges la concéderaient à l’avance et qu’il n’avait pas à gaspiller son béton le long de la frontière française. Lorsque la Belgique s’écarta de notre alliance, il se contenta donc de fortifier Montmédy. [↑](#footnote-ref-25)
26. En mai 1940, l’armée française comptait 115 divisions, pour négliger divers éléments dispersés dont l’effectif total est évalué à une dizaine de divisions. Vingt-quatre étaient employées dans les Alpes, dans le Levant, dans l’Afrique du Nord. Il en restait donc 91 pour le front nord-est. En tenant compte des divisions anglaises présentes en France et de la division polonaise, on aboutit à 102 divisions, une trentaine d’entre elles assez médiocres. À ce total, il faut ajouter 22 divisions de l’armée belge que l’un des objets de l’opération en Belgique était de recueillir. En somme, 124 divisions. Le 23 mars, en conversation avec l’un de mes amis, le général Gamelin attribuait à l’Allemagne, à partir de juillet, 175 divisions et 200, fin de 1940. Mais, pour cette échéance, il comptait sur 15 nouvelles divisions britanniques (novembre 1940). Le commandement allemand put réunir 140 divisions pour la bataille de Belgique au début de mai. L’Allemagne n’avait que de 23 000 à 25 000 officiers de l’active, mais ses officiers de réserve étaient supérieurement entraînés. [↑](#footnote-ref-26)
27. 4 895 000, le 1er mars 1940 dont 2 775 000 aux armées. Le 1er mai 1917 après avoir subi de grandes pertes, nous avions 3 280 000 hommes aux armées. [↑](#footnote-ref-27)
28. Toujours dans la conversation du 17 novembre 1934, Weygand me dit en substance : « Je me suis occupé de faire rétablir le service de deux ans. À mon successeur de forger la pointe de la lance, en s’inspirant des circonstances, quand nous serons délivrés de la question des classes creuses. » Il voulait dire par là : de rendre l’armée française capable d’offensive. Peut-être les idées de De Gaulle le troublaient-elles plus qu’il ne l’avouait. Dans *La Revue des Deux Mondes* (octobre 1936) Weygand a dénoncé les excès de l’esprit défensif. Mais il ne sort guère des lieux communs et n’adresse au système existant que des critiques de détail. Il s’en prend derechef à « l’armée séparée » de De Gaulle. Au Comité de Guerre du 3 avril 1940 (cf. p. 59) Weygand opina que l’aviation ne jouerait pas un grand rôle dans la guerre en cours. [↑](#footnote-ref-28)
29. Billotte, commandant du groupe d’armées No 1 envoyé en Belgique le 10 mai. Prételat, commandant du groupe d’armées No 2, (région fortifiée). Besson, commandant du groupe d’armées No 3, (Haute-Alsace) transporté à la fin de mai sur la Somme, l’Aisne et l’Ailette. Bineau, major général de l’armée auquel, en décembre Doumenc succéda. Pourtant Billotte, d’après Daladier, au procès de Riom prévit à la fin de 1939, que les Allemands recommenceraient, à « l’ouest de la Meuse » leur *Blitzkrieg* de Pologne. Et il recommandait que fussent formées rapidement des divisions cuirassées ou mécanisées par des prélèvements opérés sur les 10 bataillons de chars destinés a appuyer l’infanterie et disséminés de tous côtés Sur certaines velléités de Gamelin cf. page 38, note 8. [↑](#footnote-ref-29)
30. De mon journal, je détache cette phrase de Weygand : « Le service de deux ans est rétabli, l’armée française est comparable à un homme sur le point de se noyer qui touche du pied le fond de la rivière et rebondit à la surface. » Et voilà comment s’exprima Weygand, le 4 juillet 1939, présidant une fête hippique à Lille. « Vous me demandez mon sentiment sur l’armée française, je vous le dirai franchement et avec l’unique souci de la vérité, ce qui ne me gêne nullement. Je crois que l’armée française a une valeur plus grande qu’à aucun moment de son histoire : elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un haut commandement remarquable. Personne chez nous ne désire la guerre, mais j’affirme que si l’on nous oblige à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons. » En octobre 1936, il avait écrit dans *La Revue des Mondes*: L’armée française est aussi bonne qu’elle peut l’être dans l’état actuel de la législation. » [↑](#footnote-ref-30)
31. Mais non point l’attaché militaire américain, le colonel Fuller. [↑](#footnote-ref-31)
32. De Gaulle prend figure d’isolé si l’on ne regarde que le haut commandement. Mais, parmi les jeunes officiers d’état-major, déclamer contre l’armée du béton était chose courante dès 1934-35. Par exemple, j’ai noté en janvier 1936, une remarque d’un jeune capitaine qui préparait aux examens de l’école de guerre le fils du général Weygand : « Du béton et encore du béton. Sécurité statique : elle laissera toujours à désirer. Le commandement est harcelé chaque jour par les chambres de commerce de la région du nord qui signalent un « trou ». Le commandement hésite devant les formes nouvelles de la guerre mécanisée. Il a le sentiment de l’inconnu. Il préfère s’en tenir aux normes de 1914-18. Le béton va nous faire une armée comparable à celle de 1870. Pour l’usage immédiat, l’offensive n’est plus qu’une notion de la tactique. L’offensive stratégique ne doit survenir qu’après la défensive stratégique. »

    On dit que, dans le haut commandement, au-dessous de Gamelin et de Georges, quelques chefs furent gagnés aux idées nouvelles. Mais comment expliquer la passivité de ces chefs au Conseil Supérieur de la Guerre ? [↑](#footnote-ref-32)
33. Le général Duval a discuté la guerre d’Espagne dans deux volumes publiés en 1938 et 1939. De la péninsule, il n’a apporté que ce qui confirmait les vues de l’État-Major français sur l’aviation et les chars. De nombreux avions attaquant en piqué ? Inconcevable. Les chars employés en avant de l’infanterie ? Mais ils sont voués à la destruction. Weygand, dans la préface du premier ouvrage (*Les Leçons de la guerre d’Espagne*, 1938) souscrit à cette appréciation. [↑](#footnote-ref-33)
34. Le général Georges se disculpe en produisant la note du 14 septembre note 5, page 23, sortie du bureau des opérations, déjà mentionnée. Le général Gamelin n’y aurait prêté aucune attention. Mais cette note fut-elle autre chose que l’enregistrement automatique du rapport Armengaud par les services compétents ? [↑](#footnote-ref-34)
35. Reynaud ordonna une enquête et le suicide de l’officier fut constaté. [↑](#footnote-ref-35)
36. Cf. p. 22 note 10, tome 2. [↑](#footnote-ref-36)
37. Pour les lance-grenades, les chenillettes, les canons antichars de 25. M. Daladier conteste les chiffres du réquisitoire : il en donne de plus élevés. [↑](#footnote-ref-37)
38. Peu de matériel de grosse destruction. Rien n’avait été commandé, ni canons ni obus susceptibles d’être utilisés avec les vielles pièces. L’armée française n’était donc pas en état d’attaquer les lignes Siegfried. Les études se poursuivaient. [↑](#footnote-ref-38)
39. Gamelin a prétendu à Riom que certaines de nos automitrailleuses pouvaient être assimilées aux chars dans l’état comparatif. Le 10 mai, le commandement disposait de plus de 600 véhicules de ce genre. [↑](#footnote-ref-39)
40. Jean Labusquière, *Vérité sur les combattants*, 1942. Mais le pire, c’est l’incurie ou l’hésitation perpétuelle de l’État-Major quant à l’emploi de ce matériel. Le Conseil Supérieur de la Guerre « après des expériences imparfaites et très limitées », dit le réquisitoire de Riom, n’a prévu qu’en décembre 1938 la création de deux divisions cuirassées et « pour octobre 1940 ». Tout devait commencer par le dédoublement du groupement d’instruction de Nancy, en septembre 1939. Le 16 janvier 1940, seulement, apparurent deux divisions blindées à effectifs réduits. La 3e division cuirassée est du 15 mars 1940 : elle n’était pas tout à fait prête, le 10 mai. À cette date, la quatrième commençait à se former. Ses chars furent lancés dans la mêlée au sortir de l’usine. En revanche, existaient deux divisions légères mécaniques auxquelles vint se joindre une troisième unité, le 1er janvier 1940.

    Notre division blindée comprenait régulièrement 60 chars lourds et 90 chars légers, notre division légère mécanique, 160 chars légers. La *Panzerdivision* était d’environ 400 chars dont 185 lourds. Sa dotation en canons antiaériens était supérieure à celle de la division française. La proportion de chars légers était plus grande chez nous que chez les Allemands.

    On peut voir que plus de la moitié de nos chars étaient dispersés en bataillons attachés aux grandes unités, conformément à la doctrine du haut commandement présent et passé.

    D’après le colonel Perré de la 2ème division blindée, le général Gamelin dans des instructions du 17 décembre 1937 et du 28 juin 1938, avait envisagé l’emploi massif des chars sur de larges fronts : « Si le char, appuyé sur de faibles éléments d’autres armes, peut obtenir de très grands résultats contre l’ennemi en marche ou désorganisé par le combat… le char contre l’ennemi en garde et muni de tous ses movens doit s’employer en liaison avec les autres armes. » Cette doctrine intermédiaire entre l’allemande et celle de la vieille école française, resta lettre morte. Elle ne traduisit sans doute qu’une velléité de Gamelin. [↑](#footnote-ref-40)
41. Ici nous tombons sur une énigme. Après le Petit Conseil du 23 août 1939, (où, pratiquement, fut décidée la déclaration de guerre à l’Allemagne) le ministre de l’Air, Guy la Chambre, pria Vuillemin de confirmer par lettre les indications satisfaisantes que lui-même avait données en séance. Et Vuillemin s’exécuta, le 26, en phrases surprenantes qui contredisent à la statistique ci-dessus. « L’aviation de chasse peut assurer la protection des avions de travail sur les lignes et la couverture, de jour. » De nuit, vu la portée réduite des projecteurs, il n’y a pas à attendre d’action très efficace des unités spécialisées. Pour le renseignement, les choses se sont améliorées et il y aura « progrès rapide dans un avenir peu éloigné ». Pour l’observation, le retard risque d’être assez long. « Pour le bombardement, les possibilités n’ont pas varié depuis septembre 1938. » Nous ne serons capables que « d’action de nuit à faible distance ou d’action de jour à proximité des lignes, par circonstances atmosphériques favorables, contre objectifs bien reconnus et faiblement défendus. » Mais Vuillemin escompte un « sensible apport britannique ». Il conclut ainsi :

    « La puissance aérienne des principaux pays alliés ou amis est encore dominée d’assez loin par l’Allemagne et l’Italie. Tout de même, le gros effort poursuivi depuis un an a permis de rattraper en partie le retard si accusé de septembre 1938 dans le rapport des forces. La Grande-Bretagne et la France sont sur la voie d’un redressement encore plus net si on considère le matériel de qualité près d’entrer en ligne. Dans six mois, à condition que nos moyens de production ne soient pas affaiblis par l’action aérienne offensive de l’ennemi et que les Soviets s’abstiennent, l’aviation franco-britannique doit parvenir à contrebalancer d’une manière assez efficace l’armée de l’air allemande et italienne … »

    Rappelons que, le 10 mai, l’Allemagne disposait de 5000 avions avec d’amples réserves. Cette prose n’était-elle qu’attestation de complaisance ce qui s’accorderait mal d’ailleurs avec le caractère de Vuillemin ? Le procès de Riom ne semble pas avoir éclairci le point. Les chiffres dont Vuillemin fait état dans cette lettre, pour appuyer ses assertions, ne sont pas comparables à ceux que nous avons cités, car il confond les forces anglaises et françaises : alliés, dit-il, 3800 appareils en première ligne et 1900 en deuxième. Axe : 6500 et 6000 appareils. À la fin de sa lettre, Vuillemin insiste pour que soit renforcée la défense contre avions.

    Le 3 septembre 1939, elle était au plus bas, l’état-major de l’Air ayant toujours cru que l’avion de chasse était la seule protection. Contre les avions volant à basse altitude, nous n’avions, le 3 septembre, que 369 canons de petit calibre (soit le quinzième du programme de janvier 1938) pour la plupart achetés à l’étranger. Le 10 mai, y avaient été ajoutées 950 pièces de 25 mm. Contre les avions volent à altitude moyenne (de 1500 a 5000 mètres) nous avions 124 pièces de 105 modernes le 3 septembre et, au plus en mai, 988 pièces de 75 (matériel ancien) et 842 pièces de 75 (matériel nouveau). Enfin, pour les hautes altitudes, nous n’avions rien en septembre et fumes obligés d’emprunter des canons de 90 que la marine, plus prévoyante, avait commandes, dès 1930, au Creusot. Les Anglais prêtèrent aussi des pièces de 94. En mai, furent enfin reçues 17 pièces de 90. [↑](#footnote-ref-41)
42. Daladier avait rogné les chapitres intéressant l’intendance dans les plans de réarmement : 4 milliards 200 millions avaient été accordés contre 7 milliards demandés. Mais il y eut de graves négligences dans la distribution. Un énorme stock fut découvert inutilisé. Cependant, répondant à l’appel de détresse du général Giraud, Mr. William Bullitt avait donné à ce commandant d’armée 20 000 dollars pour acheter des couvertures. [↑](#footnote-ref-42)
43. Dans les premiers mois de la guerre, tout au moins, il ne faut pas se représenter le moral allemand comme un bloc de granit. Des failles existaient qui auraient dû être exploitées. [↑](#footnote-ref-43)
44. Par roulement, presque toutes les divisions de l’armée française ont servi sur le front de Lorraine, le plus animé. Mais le bref séjour de chaque soldat au petit poste (moins d’une semaine si l’on cherche une moyenne) n’a pas été, dans les circonstances que nous avons décrites, une vraie préparation au feu. [↑](#footnote-ref-44)
45. Le mot d’ordre était de les distraire. Dans la petite bourgade au sud de Saverne où était installé le quartier général de son armée, le général Bourret dépensa 2 millions de francs à construire des salles de cinéma, de récréation, etc. Avec tout cela, les cantonnements n’étaient pas convenablement aménagés. Un de mes amis se rend à Vincennes, chez Gamelin, le 2 décembre : « On y redoute l’oisiveté des troupes, les effets psychologiques de l’attente très longue. Esprit médiocre des officiers de réserve. Ils ne s’occupent pas de leurs hommes. Ils s’ennuient. » [↑](#footnote-ref-45)
46. Gamelin, Georges, allèguent qu’ils ont donné des ordres. Ce n’est pas une excuse. Le programme des travaux à exécuter dans les « secteurs défensifs » entre lesquels le front était distribué, notamment de Longuyon à la mer, le passage des divisions en première ligne, par rotation, pouvaient donner l’illusion de l’activité. Mais rien de cela n’était préparation au combat et les chefs ne pouvaient s’y tromper. En janvier 1918, comme il professait les vues les plus pessimistes sur l’avenir, Pétain, commandant en chef de l’armée française, appréhendait l’engourdissement des troupes. Sa directive du 30 décembre 1917 avait prescrit l’entraînement pour la guerre en terrain libre, ce qui attira sur lui les foudres du cabinet militaire de Clemenceau ne voulant entendre parler que de tranchées et de fils de fer. La perte du *Chemin des Dames* (mai 1918) fut attribuée au fait que le général Duchêne n’avait pas suivi les instructions du commandant en chef. En 1940, l’école de Pétain avait oublié la seule leçon du Pétain de 1918 applicable à la guerre actuelle. [↑](#footnote-ref-46)
47. Gamelin, cependant, n’est pas arrivé au poste suprême par le Front Populaire ainsi que des étourdis l’ont écrit. André Tardieu l’avait connu, en 1914 général de Joffre. En 1929, quand sur demande de Pétain, commandant-en-chef, il nomma Weygand chef d’État-Major général, avec promesse de succession il exigea, en contrepartie, que viendrait ensuite le tour de Gamelin. En janvier 1935, lorsque Gamelin fut nommé généralissime, Flandin était président du ministre des Affaires Étrangères. Le général Maurin était ministre de la Guerre. [↑](#footnote-ref-47)
48. Conclusion de Léon Blum : « Gamelin est intelligent et borné. » [↑](#footnote-ref-48)
49. Aux termes d’une lettre de service contresignée par le président de la République, c’est-à-dire valant décret. [↑](#footnote-ref-49)
50. Le chef du bureau des opérations, à la Ferté-sous-Jouarre, est le colonel Préhau, ami de Gamelin, de personnalité moins forte que le colonel Gaucher et le commandant Baril (Service des Renseignements) avec lesquels il différa d’avis assez souvent, notamment au sujet des leçons à tirer de la guerre de Pologne. En mai, le colonel Revers avait été désigné pour remplacer Préhau. Il ne prit jamais possession de son poste et fut nommé chef de cabinet du général Georges. Dégoûté, il demanda, en décembre, un commandement actif. [↑](#footnote-ref-50)
51. En termes plus précis, voici l’histoire. Le but à atteindre, c’est l’unité de direction de toutes les forces armées, terre, mer, air.

    Un premier décret du 21 janvier 1938 réorganise le ministère de la Défense Nationale (originairement ministère de la Guerre) afin d’en accroître la compétence et de mieux lui subordonner l’Air et la Marine. Un deuxième décret, portant la même date, fixe les attributions de Gamelin en tant que chef d’État-Major de la Défense Nationale. Il « coordonne » les études concernant les projets stratégiques. Il réunit, quand il le juge bon, les chefs d’état-major généraux — c’est-à-dire Darlan et Vuillemin. Le secrétariat général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale est son organe d’études. La loi du 11 juillet 1938 (organisation de la Nation en temps de guerre) consacre cet état de choses. Mais son article 5 (titre I) est rédigé en termes qui s’écartent du décret de janvier :

    « Le Président du Conseil ou, sous sa haute autorité, le ministre de la Défense Nationale chargé de coordonner l’action de la Guerre, de la Marine, de l’Air, est secondé dans cette tâche par un chef d’état-major de la Défense Nationale désigné parmi les chefs d’état-major généraux de l’Armée, de la Marine, de l’Air. »

    Ainsi, dans les années qui viendront, Darlan pourra-t-il espérer une revanche. Mais cette concession de mots n’a aucun effet sur l’amiral, déterminé à rester indépendant. Alors, la guerre déjà déclarée, nouvelle mise au point. Le décret secret du 7 septembre 1939 fait de Gamelin l’exécutif du Comité de Guerre. Darlan et Vuillemin y siègent auprès du Président du Conseil, des ministres de la Défense Nationale et de la Guerre, de la Marine, de l’Air, etc., mais avec voix consultative tandis que Gamelin a voix délibérative, ce qui atteste sa prééminence. En fait, chacun tira de son côté. Sous Daladier, le Comité de Guerre se réunissait à peine. [↑](#footnote-ref-51)
52. Le colonel Petitbon, chef du Cabinet militaire de Gamelin, disait un jour au général Howard Wise, chef de la mission britannique à Vincennes : « Il faut que tout passe par mes mains ! » Il avait la réputation de mettre des bâtons dans les roues au besoin, pour affirmer l’autorité du grand chef. Il n’avait pas quitté Gamelin depuis plus de vingt ans sauf pour commander le 142ème régiment d’infanterie à Reims, pendant dix-huit mois. [↑](#footnote-ref-52)
53. Alors que Weygand reste « commandant en chef du théâtre d’opérations de la Méditerranée orientale » et Noguès, « commandant-en-chef du théâtre d’opérations de l’Afrique du Nord », Gamelin commande, en réalité, sur le front du nord-est, dans la mesure qui lui agrée et cette mesure varie de jour en jour selon sa crainte des responsabilités. [↑](#footnote-ref-53)
54. Citons un exemple. Des officiers généraux de l’État-Major britannique viennent assister à une réunion intéressant le Service des Renseignements. Elle est présidée par le général Koeltz, aide-major général de l’armée, en résidence à la villa Marguerite, à Vincennes. Sont présents le colonel Gaucher, chef du Service des Renseignements au Quartier Général de Meaux et le commandant Baril, chef du 2ème Bureau à celui de la Ferté-sous-Jouarre. [↑](#footnote-ref-54)
55. Weygand et Noguès choisissaient leurs subordonnés. [↑](#footnote-ref-55)
56. Il avait un bon prétexte : sa subordination à l’Amirauté britannique dont, par ailleurs, il s’accommodait assez mal. [↑](#footnote-ref-56)
57. Sous prétexte qu’ayant été fait prisonnier pendant la guerre de 1914-18 une expérience essentielle lui faisait défaut. Et cependant, il avait été cité sept fois et blessé à Douaumont. [↑](#footnote-ref-57)
58. Sinon ce général qui avait expliqué au duc de Windsor qu’il se chargerait de percer la ligne Maginot. Il avait mal choisi son interlocuteur, mais, par là, n’avait pas démontré son incapacité technique. Sans doute pourrait-on citer d’autres cas analogues. Ce n’était pas toujours l’inaptitude à guerroyer qui entraînait la défaveur. [↑](#footnote-ref-58)
59. Quant au front oriental, Gamelin avait son idée. Il prévoyait que l’Allemagne une fois anémiée sous le blocus, la guerre se dénouerait par l’Afrique du Nord et le Levant. Une offensive partant de la Tunisie, et balayant la Libye italienne entraînerait la Turquie, les États Balkaniques et, sur le Danube frapperait au cœur l’Empire nazi. La construction de la ligne Mareth, au sud de Gabès répondait à ce dessein. Mais Gamelin n’en voyait l’accomplissement qu’au bout de deux ou trois ans. [↑](#footnote-ref-59)
60. Cependant en mars-avril, les Anglais et même les Turcs commencèrent à évoluer vers le projet français qui ne comportait pas seulement des raids aériens sur les puits de pétrole caucasiens mais une action navale en mer Noire. M. Massigli, ambassadeur de France à Ankara, était au centre de la négociation. [↑](#footnote-ref-60)
61. Satisfaction fut donnée à Mr. Chamberlain au Conseil Suprême du 27 avril. C’est donc à cause du *veto* français que les aviateurs britanniques passèrent l’hiver de 1939-40 à jeter des ballots d’imprimés sur les villes allemandes. [↑](#footnote-ref-61)
62. Ce fut plus tard l’un des griefs de Reynaud à l’endroit de Gamelin. Grief non exempt de parti-pris. [↑](#footnote-ref-62)
63. Concédant à Reynaud l’action dans les eaux norvégiennes, le gouvernement anglais en avait profité pour reprendre son projet de mines fluviales. Il l’avait mis en avant dès le mois de janvier et, avec l’assentiment de Daladier, toutes sortes d’essais et d’études s’étaient poursuivis dans le secteur de l’armée Bourret. Mais, dans un Comité de Guerre qui se réunit immédiatement avant la démission de Daladier, le président de la République s’éleva contre l’entreprise susceptible de provoquer le bombardement des villes de l’Est, cibles naturelles de l’aviation allemande. Le président du Conseil lui donna raison. [↑](#footnote-ref-63)
64. Le compte s’établit ainsi : 7ème armée (Giraud), quatre divisions d’infanterie, une division légère mécanique, deux divisions motorisées. Armée anglaise neuf divisions, 1ère armée (Blanchard) : six divisions y compris deux divisions légères mécaniques. 9ème armée (Corap) : sept divisions dont une d’infanterie motorisée, deux divisions et une brigade de cavalerie. La 2ème armée d’Huntziger, cinq divisions d’infanterie forme le pivot sa cavalerie, deux divisions et une brigade entrant dans les Ardennes belges. Derrière les 1ère et 9ème armées, cinq divisions d’infanterie et les trois divisions cuirassées sont groupées en masse de manœuvre. Ce chiffre de 5 divisions d’infanterie inspire le doute. Peut-être comprend-il des divisions des 1ère et 9ème années qui ne sont pas en première ligne. Derrière la 2ème armée, deux divisions d’infanterie dont une motorisée, sont en réserve, à la disposition du grand quartier général. Il est dit dans le réquisitoire de Riom que Gamelin n’a jamais pu placer plus de trois divisions en réserve générale, ce qui paraît être également sujet à caution. [↑](#footnote-ref-64)
65. Encore une fois, la doctrine défensive de Gamelin ne comportait pas seulement la contre-offensive sur un ennemi disloqué à l’assaut des lignes fortifiées, mais en outre, la recherche de la bataille en terrain ouvert, de la guerre de mouvement, pourvu que la *Reichssvehr* pût être prévenue, assaillie à l’improviste. Le général Giraud était du même sentiment. L’ambassadeur de Belgique lui ayant apporté la réponse négative de Bruxelles, Daladier, confiné dans son lit à la suite de l’accident de cheval de Rambouillet, déplora l’occasion perdue : « Maintenant la guerre va durer indéfiniment ! » Daladier célébrait avec enthousiasme le fonctionnement de la machine militaire dans les journées des 15 et 16 janvier : « Il faut reconnaître que Gamelin sait faire son métier. » [↑](#footnote-ref-65)
66. Si la ligne de l’Escaut avait été tenue au lieu de celle de la Dyle, peut-être les conséquences de la bataille des Ardennes et de Sedan eussent-elles pu être circonscrites. Il va sans dire que les Belges désiraient la solution de la Dyle. Dans les plans de l’État-Major français, la ligne de la Dyle semble avoir été substituée à celle de l’Escaut vers le mois de mars. En tout cas, les unités de la 9ème armée (Corap) furent avisées du changement environ le 15 avril. [↑](#footnote-ref-66)
67. En novembre 1939, après l’alerte, l’État-Major belge se départant de sa réserve antérieure s’adressa à l’État-Major impérial qui le renvoya à Gamelin. La conférence militaire franco-anglo-belge dura plusieurs jours. Lord Gort, dans ses dépêches ne fait aucune allusion à ces discussions militaires de novembre avec l’État-Major belge. Sans doute n’a-t-il pas été autorisé à en parler publiquement. Il s’en faut d’ailleurs que, dans ces discussions, les Belges aient complètement renseigné leurs garants. D’après lord Gort, ni le commandement français ni lui-même ne connurent l’emplacement et les caractéristiques du fossé antichar Perwez-Namur-Louvain que par les reconnaissances du 11 mai. Même le 8 mai, l’attaché militaire britannique à Bruxelles avait demandé en vain que la position exacte de la ligne lui fût indiquée. Au nom de leur indépendance et neutralité, les Belges ont condamné Français et Anglais à travailler dans la nuit. [↑](#footnote-ref-67)
68. Voici la répartition des secteurs, du sud au nord : la 2ème armée, qui ne participe pas au mouvement de conversion, s’échelonne de l’Est de Montmédy à Sedan (inclus) ; la 9ème armée, du nord de Sedan à Namur, le long de la Meuse ; la 1ère armée, de Namur à Wavres, au Sud-Est de Bruxelles ; l’armée anglaise, de Wavres à Louvain suivant la Dyle ; la 7ème armée couvre Anvers et les Bouches de l’Escaut jusqu’en Hollande. [↑](#footnote-ref-68)
69. Le général Giraud désapprouva en mai l’opération qu’il avait approuvée en janvier. Alors, les lignes Siegfried étaient achevées face à la Belgique. [↑](#footnote-ref-69)
70. « Le Testament du comte Schlieffen. » [↑](#footnote-ref-70)
71. « La détermination exacte du moment où il faut déclencher le mouvement d’aile et celle de la direction à lui donner sont parmi les décisions techniques les plus difficiles qui soient » (Schlieffen). [↑](#footnote-ref-71)
72. Aux 31 divisions et demie franco-britanniques des armées Corap, Blanchard, Gort, Giraud, nous ajoutons, cette fois, les 7 divisions et demie d’Huntziger qui participèrent directement à la bataille et, tout en doutant du chiffre global, les 10 divisions (dont les trois cuirassées) tenues en réserve qui entrèrent vite dans l’action. Les Allemands prétendent que, dans la campagne de Belgique, ils n’ont pas engagé de troupes plus nombreuses que les nôtres. Mais ils inscrivent au compte l’armée hollandaise que nous ne pûmes jamais rallier et l’armée belge que son roi ne plia au commandement unique qu’avec beaucoup de réserve et de réticences. [↑](#footnote-ref-72)
73. Cf. p. 25 note 10. [↑](#footnote-ref-73)
74. Et que Reynaud confirma et exagéra dans son discours au Sénat du 21 mai. [↑](#footnote-ref-74)
75. À la vérité Reynaud avait changé d’avis quant à l’offensive en Belgique (cf. p. 234-235.) [↑](#footnote-ref-75)
76. Le 12 mai, les divisions mécaniques françaises de Blanchard arrêtent l’ennemi en avant de la position défensive franco-britannique à St Trond, au sud-ouest de Hasselt. La cavalerie mécanique française n’abandonnera que le 13 la ligne antichar Perwez-Namur-Louvain, gauchement aménagée par les Belges, au dire de Gort, pour se reporter sur Gembloux, compris dans la position défensive. La 7ème armée tient la ligne Berg-Op-Zoom-canal de Turnhout, la cavalerie britannique résiste sur la Gette et l’infanterie s’organise sur la Dyle. L’aviation anglaise (l’« *air component*») du corps expéditionnaire a ralenti les colonnes allemandes en marche vers Tirlemont. Si le détachement de la *Royal Air Force* dont la base était près de Reims avait donné dans la bataille, une grande occasion qui ne dura qu’un instant aurait pu être saisie, observe Lord Gort dans ses dépêches. Les Belges se replient sur la ligne Louvain-Anvers, à la gauche des Anglais. Ils ont donc résisté trois jours, aidés par la contre-attaque française, mais l’armée allemande sort indemne de l’épreuve. Dans la nuit du 15 mai, écrit Lord Gort, l’exécution du « plan de la Dyle » par Français et Anglais était en avance sur l’horaire prévu. [↑](#footnote-ref-76)
77. À remarquer que, contrairement à la légende, aucun pont n’a été saisi. Le passage s’est opéré à la faveur des bois, des digues, des îles, par canots pneumatiques, radeaux, pontons, ponts à chevalet. Seuls, deux ponts du canal des Ardennes et non de la Meuse, sont tombés au pouvoir de l’ennemi, le 14 mai : ceux d’Omicourt et de Malmy. [↑](#footnote-ref-77)
78. Cf. *L’Infantry Journal* d’avril 1941 où le lieutenant Paul W. Thompson a résumé deux études importantes : « *Der Durchbruch über die Maas am 13 mai 1940* » par le colonel Soldan (*Militärwissenschaftliche Rundschau*, novembre 1940) and « Vom Durchbruch zur Einkreisung » par le colonel Deniker (*Schweizerische Monatschrift fur Officiere aller Waffen*, janvier 1941.) Nous avons utilisé ce résumé. [↑](#footnote-ref-78)
79. Lord Gort déclare dans ses dépêches que des mesures avaient été prises pour contrôler sur les routes la migration des réfugiés, mais, ajoute-t-il, « les autorités belges, contrairement à ma demande, n’ont en rien restreint la circulation des automobiles privées et la vente de l’essence. » [↑](#footnote-ref-79)
80. À cette date, trois *Panzerdivisionen* opèrent sur la rive gauche de la Meuse, deux vers Sedan, une autre vers Dinant. [↑](#footnote-ref-80)
81. D’après Reynaud, l’ordre de retraite fut donné le 15 au soir. Mais Lord Gort établit dans ses dépêches :

    – 1°) qu’il dut le solliciter de Billotte le 16 au matin.

    – 2°) que le commencement de repli sur l’Escaut fut fixé à la nuit du 16 au 17 et que, toujours selon les instructions de Billotte, cette rivière ne devait être atteinte qu’en trois étapes dans la nuit du 18 au 19.

    Encore Billotte disait-il qu’à chacun des deux échelons le stationnement pourrait se prolonger. En fait, le 17, Georges intervint contre Billotte pour que les troupes anglaises attendissent 24 heures encore sur la ligne de la Senne (1ère étape) avant de gagner la Dendre (2ème étape). Sur les représentations de Gort, l’ordre de Billotte fut maintenu. Sur l’Escaut, le mouvement ne fut achevé que le 19. [↑](#footnote-ref-81)
82. Corap suivit le gouvernement à Tours, à Bordeaux, ne cessant de réclamer justice. Son entrevue avec Gamelin, le 19, est racontée par M. Paul Allard (*loc. cit*.), mais sans doute ne sommes-nous pas dans ce petit livre, en pleine vérité. Gamelin aurait dit : « Daladier a exigé votre départ. Tout cela n’a d’ailleurs pas d’importance. Nous sommes tous foutus. Mais à quoi bon ? Tout est perdu. » Dufieux est peut-être le plus « réactionnaire » des généraux français, grand ami de Weygand qui, en 1935, l’inscrivait volontiers derrière Georges, en deuxième ligne, pour sa succession. À la retraite depuis plusieurs années et critique militaire du *Figaro*, Dufieux écrivait, le 1er mai 1940 :

    *« Une jeune école est née depuis plusieurs années, qui voit de grandes unités de chars rompant le front ennemi dans une ruée irrésistible, anéantissant les batteries, détruisant les postes de commandement, les états-majors, les dépôts de munitions, culbutant les réserves avant même leur entrée en action, mettant à mal les communications, les ressources de toute nature dans les arrières les plus lointains, ruinant ainsi, en quelques jours, toute possibilité pour les armées adverses de reprendre la lutte avec la moindre chance de succès… Qui peut penser qu’il en serait ainsi entre adversaires de force numérique et matérielle comparable, préparés à opposer à l’avance des unités blindées tous les obstacles du terrain, des mines spéciales et des canons antichars ? »*

    Tel est le juge de Corap. Son jugement ne vaut rien. À noter que, le 26 mars 1918, chef du bureau des opérations de Pétain, il n’attendit pas les instructions de Foch, le généralissime nommé le jour même, pour lancer au secours des Anglais les réserves de Champagne. Il est vrai que les historiens militaires reportent l’honneur de cette initiative sur le général de Barescut, l’aide-major général. Encore un homme dont les services anciens masquaient la fossilisation.

    Au procès de Riom, Corap s’est vengé de Daladier : aux complaisances de celui-ci pour les communistes, il a attribué la mauvaise discipline de ses troupes. [↑](#footnote-ref-82)
83. Dans l’opuscule « Corap et la perte de la ligne de la Meuse », se trouve le détail suivant. La 55ème division avait, par extraordinaire, des canons antichars de 47 et 3000 de leurs obus. Ces pièces et munitions tombèrent aux mains des Allemands qui les tournèrent, avec grand effet, contre la 3ème division cuirassée. Treize chars de 12 tonnes furent détruits. [↑](#footnote-ref-83)
84. Comme Corap, le général Gamelin a incriminé la propagande communiste et ce qu’il a dit, après sa disgrâce, a fait son chemin. « Mauvais argument », remarquait Georges Mandel. À supposer que le germe communiste eût été virulent parmi les soldats de la Meuse, il appartenait au commandement de le dépister par la surveillance postale et de rebrasser les effectifs. Mais l’ordre du jour de Corap règle la question. À relever que Gamelin se flattait d’avoir bridé le communisme dans l’armée en veillant au mode d’existence des sous-officiers, en leur procurant des logements convenables dans les casernes ou à proximité, etc. Mr. Winston Churchill lui avait demandé là-dessus de longues explications. Fort des assurances que le généralissime lui avait données, Daladier ne se soucia plus des communistes en caserne ou en bivouac et les plus rouges rejoignirent les drapeaux. [↑](#footnote-ref-84)
85. Par contraste, les généraux opérant à l’aile gauche d’Huntziger furent « limogés ». [↑](#footnote-ref-85)
86. Publié dans *Le Temps*, en novembre 1940. [↑](#footnote-ref-86)
87. Louis Lévy (« *Vérités sur la France*») qui a recueilli sur place le témoignage du général de Lattre et de ses officiers. Les hommes, sur le terrain, ne doutaient pas de la victoire. [↑](#footnote-ref-87)
88. À noter que, le matin du 15 mai, Billotte reprochait à Corap « de lui avoir fait la veille, un rapport extrêmement faux. » Celui-ci appuyait indûment sur les signes de désastre ! L’erreur de jugement de Billotte se dressa peut-être comme un écran entre Gamelin et la réalité, toute la journée du 14 et même jusque dans l’après-midi du 15. Nous avons vu (p. 85 note 13) que, le 17, Georges voulait encore enrayer la retraite vers l’Escaut, obstination incompréhensible si l’on pense au désespoir de Gamelin, la veille. [↑](#footnote-ref-88)
89. Sur l’incohérence, les contradictions, le désordre qui présidèrent à la conduite des opérations, les dépêches de Lord Gort apportent un témoignage terrible. En voici l’essentiel.

    Pour commencer, le « commandement unique » est insuffisamment organisé. Le chef du corps expéditionnaire britannique accepte les ordres de Gamelin et de Georges et il relève d’eux directement, mais, le 10 mai, lors de l’entrée en Belgique il ne dépend pas officiellement de Billotte, commandant du groupe d’armées No 1 dans lequel, en réalité, ses troupes sont incluses. Le 12 mai après-midi seulement, au château de Casteau, près de Mons, Georges demande au chef d’état-major de Gort d’accepter que Billotte soit chargé de coordonner les mouvements des armées. Avec les Anglais, point de difficultés. Incomparablement plus ardus sont les rapports avec le roi Léopold III de Belgique et son conseiller, le général van Overstraeten. Daladier a dû venir de Paris pour les tirer de leur particularisme. La question semble résolue, mais le commandant du 1er groupe d’armées n’use pas de l’autorité qui lui a été conférée. Gort est abandonné à lui-même. Il déclare n’avoir reçu de Billotte qu’un seul ordre, celui de la retraite sur l’Escaut, qu’il dut solliciter le 16, nous l’avons vu. Le 17, il ignore ce que fait ou prépare le commandement français pour fermer la poche de Sedan. Billotte ne l’éclaire que dans la nuit du 19 au 20. Le 17 mai, à la requête de Georges, il a donc fait occuper la ligne Péronne-Douai avec des détachements épars sur ses lignes de communication sans savoir comment l’État-Major français entend faire face à la ruée des blindés allemands vers la Somme. Il a pourtant un représentant au quartier général de la Ferté-sous-Jouarre (le brigadier J. G. des R. Swayne) et les officiers de liaison de toute catégorie abondent à tous les échelons. Une remarque de Gort, à la fin de ses dépêches, explique peut-être en partie cet état de choses anormal : « Les méthodes d’état-major du passé se révélèrent trop lentes. Les quartiers généraux des diverses formations étaient si fréquemment déplacés que des conférences, complétées par des instructions générales ou des messages, se substituaient aux ordres formels, la procédure reçue dans les campagnes antérieures. » On verra que, sous Weygand, rien n’alla mieux. Exemple frappant de la dispersion des projets, des décisions et des ordres : quand les Anglais arrivent sur l’Escaut, le 19, les eaux sont si basses qu’elles n’opposent plus d’obstacle sérieux aux chars allemands. C’est que les Français, pour augmenter leurs moyens de défense, ont recouru à l’inondation dans la région de Valenciennes. Et Lord Gort n’a pas été averti. [↑](#footnote-ref-89)
90. Sur la destruction des Archives, cf. p. 288, note 13. [↑](#footnote-ref-90)
91. Dans le secteur qui lui fut alloué, (Armentières, la Lys, etc.), le corps expéditionnaire britannique trouva, en octobre 1939, un obstacle contre les chars presque continu : un fossé défendu par des *blockhaus* en ciment armé bâti pour contenir des canons antichars et des mitrailleuses. Des troupes techniques françaises, placées sous le général commandant le secteur défensif de Lille, continuèrent l’exécution du plan préparé à l’avance. Projet assez complexe : dans la zone avancée, trois positions et une position de réserve pour corps d’armée. Plus à l’arrière, une deuxième position. Un deuxième fossé antichar était prévu dans la zone avancée. Des casemates en ciment renforcé devaient être construites dans toute la profondeur du secteur pour protéger les engins formant l'épine dorsale des lignes de feu. Tous les plans étaient prêts et ils tenaient compte des différences d’armement entre Français et Britanniques. Le 10 mai, les soldats anglais avaient construit 400 casemates en ciment armé et 100 autres n’étaient pas finies. Un nouveau fossé antichar s’étendait sur une soixantaine de kilomètres. (Dépêches de Lord Gort.) [↑](#footnote-ref-91)
92. L’État-Major français eut connaissance des études faites par les Allemands à ce sujet et il se mit en devoir de les imiter. Mais la tentative n’alla pas loin. [↑](#footnote-ref-92)
93. En décembre 1939. Weygand était venu discuter les projets militaires concernant les Balkans, la mer Noire et le Caucase. [↑](#footnote-ref-93)
94. Par suite du nombre faible des naissances dans les années 1915-1919, pendant neuf semestres, les jeunes hommes, astreints au service militaire à l’âge de 21 ans, n’étaient plus que 180 000 en 1935 et 120 000 dans les années 1936, 37, 38, 39 contre 240 000 en période normale. D’où l’expression de « classes creuses ». À noter que le problème n’exista guère du côté allemand vu les mesures singulières prises, dès 1915, pour y parer. [↑](#footnote-ref-94)
95. Voir page 27 tome 2. [↑](#footnote-ref-95)
96. Instituteur, brillant combattant de 1914-18, titularisé dans l’armée active « breveté de l’école de guerre. Weygand et son entourage ne voyaient en lui qu’un franc-maçon. [↑](#footnote-ref-96)
97. Loi du onze juillet 1938 : organisation générale de la Nation en temps de guerre, titre 3, de la direction de la guerre, article 40. Cette loi n’a jamais été intégralement appliquée. Chaque gouvernement y a puisé ce qui était à sa convenance et a laissé le reste. [↑](#footnote-ref-97)
98. L’abbé Desgranges, député du Morbihan, était dans la même compagnie d’infanterie que Daladier. On lui demandait un jour : « Est-ce vrai qu’il fut un magnifique officier ? » Il répondit : « Mieux que cela. Un magnifique soldat. » [↑](#footnote-ref-98)
99. Lorsqu’il accéda à la présidence du Conseil, en juin 1936, Léon Blum, appuyé par un mouvement quasi révolutionnaire n’avait pas estimé nécessaire de demander les pleins pouvoirs. En fait, il les avait. [↑](#footnote-ref-99)
100. En revanche, à la commission des Affaires Étrangères de la Chambre, quelques jours plus tard, les uns et les autres vidèrent leur cœur. [↑](#footnote-ref-100)
101. En 1918-19, Daladier fut inscrit au parti socialiste. Il en sortit au bout de six mois. [↑](#footnote-ref-101)
102. À droite et au centre, la Fédération Républicaine de M. Louis Marin et les Démocrates Populaires (catholiques libéraux) forment seuls des partis réellement organisés avec des leaders stables et incontestés, une direction centrale et des branches départementales. Tout le reste n’est que poussière mobile, coalition d’intérêts. [↑](#footnote-ref-102)
103. Daladier n’est pas franc-maçon — Herriot non plus du reste. À plusieurs reprises, il déclara à ses intimes que la flamme patriotique la plus pure brûlait dans le cœur des prêtres et des religieux. Une fois, on l’entendit mettre leur conduite en contraste avec celle des instituteurs. Après une visite du cardinal Verdier, il s’écria : « Mais il parle comme Turpin ! ». Le prélat lui adressa des lettres émouvantes. La *Gestapo* allemande savait ce qu’elle faisait lorsqu’elle essaya d’arracher au cardinal Suhard, actuellement archevêque de Paris, les papiers de son prédécesseur. Le chef des radicaux-socialistes francs-maçons, le représentant de la laïcité anticléricale et même antireligieuse, c’était Camille Chautemps, le plus médiocre des « trois présidents » qui, successivement, ont régné sur le parti. [↑](#footnote-ref-103)
104. Le président du parti radical-socialiste est nommé chaque année par les délégués de toutes les sections départementales. Daladier fut élu, en 1928, à la place d’Herriot, ministre de Poincaré sous le signe de l’Union nationale et, de ce fait, devenu impopulaire chez les siens. [↑](#footnote-ref-104)
105. L’ancien parti radical de Clemenceau, de Madier de Montjeau, d’Henri Brisson, de Cavaignac qui s’est fondu graduellement dans le parti radical socialiste, était, en réalité, de nature et de couleur très différente. Libéral, (au sens du XIXème siècle) jacobin, idéologique, révolutionnaire, il sortait de la bourgeoisie des villes plutôt que de la terre. Il s’est volatilisé peu à peu dans l’exercice du pouvoir et dans la rencontre avec le socialisme. [↑](#footnote-ref-105)
106. Il ne voulait pas risquer une nouvelle effusion de sang. Il était humain, mais d’une humanité contredisant à la raison d’État. [↑](#footnote-ref-106)
107. Dès avril 1938, à la formation du cabinet, Daladier avait offert les finances à Reynaud. Mais celui-ci, sous l’influence de Bouthillier, professait alors des idées dangereuses sur une nouvelle dévaluation du franc : 240 francs pour une livre sterling. Voyant qu’il ne persuaderait pas le président du Conseil, il ne voulut pas entrer à la Trésorerie et se contenta du portefeuille de la Justice, ce qui était pour lui, vu son éclatante campagne oratoire des précédentes années, une sorte d’abdication. Peu de semaines plus tard, Daladier s’écria : « Quel homme dangereux ! Dire que j’avais regretté son refus ! » [↑](#footnote-ref-107)
108. Autre fait où il est pris en flagrant délit d’extrême versatilité. En janvier 1934, voulant fonder le ministère autoritaire qui devait être si promptement bafoué, il s’adresse d’abord à Flandin, c’est-à-dire aux modérés. Désappointé, il transporte aussitôt sa combinaison à gauche et, cette fois, la réalise. [↑](#footnote-ref-108)
109. Fernand de Brinon et Pfeiffer, secrétaire général du parti radical-socialiste devenu businessman, tous deux grands « apaiseurs », étaient alors de l’entourage immédiat de Daladier. En 1938, celui-ci ne les voyait plus. [↑](#footnote-ref-109)
110. Daladier avait la déplorable habitude de dire le plus grand mal de nombre de ses collègues qu’il aurait dû prétendre avoir choisis en pleine connaissance de cause et qu’il était tenu de respecter tant qu’il les laissait à leur poste. Mais pourquoi avait-il attribué le quai d’Orsay à Bonnet ? Parce qu’il ne voulait pas y placer Paul-Boncour, réputé trop genevois. En outre, vu les divisions de sa majorité, il avait besoin d’un homme habitué à se mouvoir dans l’équivoque, à donner le change. Lors de la formation du cabinet, Bonnet ne dissimula pas ses opinions, mais promit d’en faire abstraction. [↑](#footnote-ref-110)
111. Le président de la République turque lui avait demandé, dans une lettre personnelle, d’agréer la réserve précitée. La Turquie aurait donc pris une attitude parallèle à celle de la Russie. Le contrat n’aurait visé qu’une agression italienne. Le gouvernement de Londres, effrayé à la seule idée de perdre la Turquie, voulait céder. [↑](#footnote-ref-111)
112. Daladier disait des mémoires que Serruys lui remettait : « Quand j’en suis à la soixantième page, non seulement je ne sais plus ce qu’il pense, mais je ne sais plus ce que je pense moi-même. » Cinq jours après, il le nommait haut-commissaire à l’Économie nationale. [↑](#footnote-ref-112)
113. Toutefois, notons qu’en octobre-novembre 1938, effraye des projets de contrôle des changes de Marchandeau, Serruys favorisa l’avènement de Reynaud au ministère des Finances. Mais il n’était pas encore Haut-Commissaire à l’Économie Nationale. [↑](#footnote-ref-113)
114. Le principe des pleins pouvoirs n’était pas en cause, mais la part faite dans les lois précédentes, au contrôle ultérieur du Parlement, était encore diminuée. Si les Chambres étaient en vacances, Daladier n’était plus forcé de les réunir dans le délai d’un mois pour lui soumettre ses décrets. Tel était l’essentiel de la loi. [↑](#footnote-ref-114)
115. Celle où fut décidée l’envoi d’un corps expéditionnaire franco-anglais en Finlande. [↑](#footnote-ref-115)
116. Quitte à rappeler aux Finances Bonnet ou Marchandeau, c’est-à-dire les critiques du brillant redressement exécuté depuis novembre 1938. [↑](#footnote-ref-116)
117. Daladier avait décidé de confier à Pomaret, ministre du Travail, le ministère de l’Information qu’il s’était engagé à créer. Quand il apprit que celui-ci avait dîné peu auparavant avec Reynaud, il se ravisa. [↑](#footnote-ref-117)
118. Paul Reynaud avait dit au député socialiste Rive qui s’était élevé contre la politique ministérielle, au Comité secret du 9 février : « Vous auriez pu aller beaucoup plus loin. » [↑](#footnote-ref-118)
119. Palevsky s’était attiré l’animadversion de Mme de Portes, qui, indubitablement, contribua à sa disgrâce. [↑](#footnote-ref-119)
120. De son côté, Mr. Chamberlain répugnait à aliéner la liberté de ses décisions au moment de la paix. Cependant, dès le mois d’octobre 1939, les services avaient mis l’affaire en train, tant au quai d’Orsay qu’au *Foreign Office*. M. Alexis Léger, Sir Alexander Cadogan, Sir Ronald Campbell dressèrent et négocièrent des projets satisfaisant,en ce qui concerne l’éventuel traité de paix, aux exigences de la sécurité française. Le 19 décembre, à une session du Conseil Suprême qui se tint en Angleterre, Mr. Chamberlain proposa que la question fût mise à l’ordre du jour. Le Premier ministre s’inquiétait des menées « défaitistes » de tant de parlementaires français et jugeait prudent de tirer le verrou. Daladier déclara qu’il était d’accord sur le principe, mais que le moment ne lui semblait pas opportun. Il redoutait que les Bérenger et les Laval ne lui rendissent la vie très dure à la commission des Affaires Étrangères du Sénat, foyer de leur conspiration perpétuelle. [↑](#footnote-ref-120)
121. C’est en 1932 que, pour la première fois, le ministre de la Guerre prend le titre additionnel et plus large de ministre de la Défense Nationale avec mission de coordonner l’action des trois ministères militaires, Guerre, Marine et Air. Mais il faut attendre le décret du 6 juin 1936, rédigé par Daladier, pour que l’innovation prenne corps. La mobilisation industrielle entre dans la compétence du ministre. Par le décret du 20 février 1938, par la loi sur l’organisation de la Nation en temps de guerre du 11 juillet 1938 et par le décret d’application du 16 septembre 1939, la tâche de coordination assignée au ministre tourne de plus en plus au contrôle et même au droit d’initiative. Mais tout cela reste théorique pour une grande part, le commandement de la marine n’ayant jamais reconnu l’autorité de Gamelin en tant que chef d’État-Major de la Défense Nationale. Pour autant qu’il prétendait diriger les affaires militaires, Daladier ne fut donc qu’une sorte d’Hitler sans général Keitel. Il ne sut même pas surveiller de près ce qui se passait au ministère de l’Air. De même, dans le domaine administratif et financier, Jacomet, secrétaire général du ministère de la Guerre et de la Défense Nationale, qui commandait la bureaucratie militaire de la même façon que Gamelin commandait les armées, n’exerça guère d’autorité réelle au-delà des bornes de son département ministériel d’origine. [↑](#footnote-ref-121)
122. D’après un secrétaire du ministre, chargé de gérer les fonds secrets au début de 1934, 15 millions étaient distribués à des journalistes français, la subvention de l’*Agence Havas* mise à part, bien entendu. [↑](#footnote-ref-122)
123. En septembre-octobre, Daladier avait fait reconnaître par un intermédiaire les dispositions d’Herriot en ce qui concerne le ministère des Affaires Étrangères. Mais l’affaire ne fut pas poussée assez loin pour que Herriot eût à énoncer les conditions de son concours. [↑](#footnote-ref-123)
124. Après s’être entendu avec le maréchal Pétain, Daladier dut assister à une réunion du Conseil Suprême, en dehors de Paris. D’où un délai qui favorisa l’intrigue de Laval. Des précautions avaient été prises pour que le maréchal Pétain n’eut pas le temps de consulter ses « amis » avant de recevoir l’offre du président. Le préfet des Basses-Pyrénées avait été chargé de le convoquer par téléphone, sans explication préalable. [↑](#footnote-ref-124)
125. Paul Reynaud, il est vrai, ménageait personnellement Bonnet. De surcroît d’octobre-novembre, Mme Hélène de Portes avait préludé à sa funeste intrigue du printemps de 1940 en prônant dans les salons l’avènement du maréchal Pétain selon la recette de Laval. Mais, à ce moment-là, les dires et les faits de cette femme étaient négligeables. [↑](#footnote-ref-125)
126. En janvier puis en mars 1938, après l’annexion de l’Autriche, Léon Blum voyant venir la guerre, offrit de réaliser l’Union Nationale. Deux formules furent en concurrence : « De Blum à Marin », « de Blum à Cachin ». Cachin, sénateur de la Seine passait pour être le plus inoffensif des chefs communistes. Ni l’une ni l’autre formule n’eurent de succès. [↑](#footnote-ref-126)
127. Sur le Comité de Guerre, le Comité permanent de la Défense Nationale, le Comité Supérieur de la Guerre, voir annexe No 2. [↑](#footnote-ref-127)
128. Le Polémarque, « La Mobilisation de l’industrie » (1eravril 1939), *L’Europe Nouvelle*. [↑](#footnote-ref-128)
129. Cf. p. 74 tome 2. [↑](#footnote-ref-129)
130. Au grand dam des fabrications de guerre, blindages de chars, canons. L’État en fut réduit à négocier un « protocole » avec le Creusot après que celui-ci eût été débouté par le Conseil d’État, à la fin de juillet 1939, mais l’accord ne fut exécuté qu’en novembre. M.  Léon Blum a révélé devant la Cour Suprême de Riom que les Schneider avaient tenté, pour échapper à la « nationalisation » de mettre l’ambassade soviétique dans leur jeu, promettant des livraisons de matériel retardées depuis longtemps. La société Brandt gagna son procès, mais le gaspillage de temps fut probablement égal. [↑](#footnote-ref-130)
131. Et la remarque s’appliquait, paraît-il, au directeur de son cabinet M. Bigelonne (aujourd’hui grand collaborateur) ainsi qu’à son second, M. Surleau. [↑](#footnote-ref-131)
132. Cf. la plainte inutile de Daladier, à la Chambre des Députés, sur la « lenteur des méthodes bureaucratiques à laquelle il faut mettre un terme, surtout en temps de guerre »… « Il y a là une fuite habituelle devant les responsabilités et j’envisagerais un état de choses où les chefs civils ou militaires seraient pleinement libres et pleinement responsables (applaudissements), où ils ne seraient pas accablés par des montagnes de paperasses, de comptes-rendus, de rapports (applaudissements) où ils pourraient déployer librement leur activité, sous réserve de leur responsabilité devant le pays. »

     (Chambre des Députés, 22 décembre 1939.) [↑](#footnote-ref-132)
133. Curieuse contradiction de M. Reynaud, si l’on pense à ses idées militaires de 1935. [↑](#footnote-ref-133)
134. À noter que le général Chauvineau dans son livre : « L’invasion est-elle possible ? » raisonne comme Bouthillier. Il ose écrire que ce qu’un pays gagne en force militaire par des constructions de chars et d’avions, il le perd en force économique. Le 22 décembre 1939, expliquant à la Chambre pourquoi il a lésiné sur les crédits nécessaires à l’intendance, Daladier ne s’exprime pas autrement. [↑](#footnote-ref-134)
135. En vertu de la loi du 11 juillet 1938. [↑](#footnote-ref-135)
136. Ajoutons que ces lettres étaient assez vaguement rédigées, la mobilisation industrielle, on l’a vu, n’ayant été qu’ébauchée. [↑](#footnote-ref-136)
137. À la vérité, le problème fut traité dans la loi du onze juillet 1938 reprenant et corrigeant une loi du 31 mars 1928 et un décret du 17 septembre 1930. Il fut laissé de cote avec la mobilisation industrielle dont il relevait. La tendance qui alla s’accentuant et trouva sa pleine expression dans le texte de 1938 fut que les hommes de la première réserve du service armé ne devaient pas, sauf nécessité absolue bénéficier d’affectations spéciales. On se flattait de les remplacer par de appels de retraites, par des réquisitions de service et par des engagements volontés. En décembre 1939, on comptait 900 000 « affectés spéciaux » contre 1 150 000 à la fin de la guerre de 1918 desservie pourtant par un matériel moins complexe. Et Daladier après avoir cite ces chiffres (discours du 22 décembre 1939 à la Chambre des Députés) insinuait timidement : « Je voudrais qu’il y eût quelques milliers d’hommes de plus travaillant dans les usines. » [↑](#footnote-ref-137)
138. Daladier, le 22 décembre 1939 cite le cas d’un commissaire priseur qui est devenu fabricant d’obus : « Il n’est pas fait pour manier cette sorte de marteau. » [↑](#footnote-ref-138)
139. Les industries de l’aviation sont à placer dans une catégorie à part. La préoccupation de beaucoup fut, longtemps, d’empêcher le gouvernement de commander des moteurs et des appareils aux États-Unis. [↑](#footnote-ref-139)
140. Inutile d’entrer dans le détail de cette législation touffue : article 21 *ter* de la loi du 11 juillet 1938, décret du 1er septembre 1939 et loi de décembre, décrets d’application des 29 juillet, 1er septembre, 9 septembre 1939 et loi du 30 janvier 1940 qui remplace les textes antérieurs. Sur le bénéfice compris entre les deux limites de 2 % et de 8 %, le prélèvement s’élève progressivement de 28 % à 100 %. Tel est le principe. À partir du 1er septembre 1939, on s’efforce de loger toutes les entreprises à la même enseigne, qu’elles travaillent ou non pour la défense nationale. [↑](#footnote-ref-140)
141. Après une journée passée à visiter les usines allemandes, le général Vuillemin arriva à l’ambassade de France ou un bal était donné en son honneur. Tout le monde remarqua sa tristesse. [↑](#footnote-ref-141)
142. Il lutta contre Paul Reynaud pour que de plus amples commandes fussent passées à l’industrie américaine. Aux ingénieurs et inventeurs qui se disputaient sans fin, il imposa le canon contre avions de 25 et le projectile du nouveau lance-grenades. [↑](#footnote-ref-142)
143. Je m’avoue incapable de démêler l’histoire du ministère de l’Air. Trois ministres y ont passé : M. Pierre Cot (31 janvier 1933-9 février 1934), le général Denain (9 février 1934-6 juin 1936), encore M. Pierre Cot (6 juin 1936-17 janvier 1938) et M. Guy la Chambre jusqu’au 22 mars 1938. Notre puissance aérienne fut certainement au point le plus bas à la fin de 1937 : en novembre, M.M. Chautemps, président du Conseil et Delbos, ministre des Affaires Étrangères reçurent, à Londres, les dénonciations du gouvernement britannique. Au même moment, l’attaché de l’air britannique à Paris alarmait M. Blum, alors ministre d’État. Le désordre décrit dans les fabrications du ministère de la Guerre se retrouve à la deuxième ou à la troisième puissance au ministère de l’Air, bureaucratie fraîchement recrutée et assez mal famée. La politique y sévissait plus qu’ailleurs. [↑](#footnote-ref-143)
144. Un deuxième décret du 29 novembre flanque les préfets d’une commission consultative. [↑](#footnote-ref-144)
145. Directeur de la Sûreté Générale une première fois, en 1934, lorsque furent assassinés le roi Alexandre et M. Barthou. « Un dispositif de police, ce n’était pas de sa compétence », disent les amis qui l’excusent. [↑](#footnote-ref-145)
146. Il était prévu dans la loi du onze juillet 1938 qu’un ministère de l’information serait créé pour le temps de guerre. [↑](#footnote-ref-146)
147. Un jour, à propos de la Pologne, j’avais parlé du « régime des colonels ». Les officiers de l’*Hôtel Continental* crurent que l’épithète les visait. Un subalterne se trouva là pour les désabuser. Par deux fois, les censeurs militaires m’empêchèrent de reproduire un *leader* publié dans *Europe Nouvelle*, le 16 juin 1939, où j’avais attiré l’attention sur la négociation germano-russe déjà amorcée. Pourquoi ? Il ne leur plaisait pas que, dans la poursuite d’une politique de résistance aux totalitaires, il pût être démontré que l’on avait fait preuve de circonspection. [↑](#footnote-ref-147)
148. Des ordres furent envoyés aux censeurs, le 21 janvier. Le 18 février, François-Poncet renouvela sa recommandation. [↑](#footnote-ref-148)
149. « Les formes actuelles de la guerre ont surpris. Une expression se propage au front et à l’arrière : “Drôle de guerre”. Certes, ceux qui l’emploient ne trouvent pas que la guerre est drôle, mais ils expriment ainsi leur surprise devant ces formes nouvelles tout à fait imprévues qui mettent en face l’une de l’autre, dans leurs propres fortifications, les deux armées les plus puissantes du monde. Curieuse guerre en tout cas. Faut-il s’en attrister ? Faut-il exprimer des doléances ? En décembre 1914, il y avait 450 000 tués. Nous avions perdu la bataille des frontières, nous avions remporté la victoire de la Marne, mais dix départements français demeuraient sous la botte de l’envahisseur. Aujourd’hui, certes, si faible que soit le nombre des tués, il est encore trop considérable pour nos cœurs… mais enfin, “armée de terre, à la date du 30 novembre, 1136 tués, forces navales, à la date du 30 novembre, 256 tués, forces aériennes, à la date du 30 novembre, 42 tués. Je continue à préférer la situation de décembre 39 à celle de 14” ». (Vifs applaudissements.) [↑](#footnote-ref-149)
150. Il est vrai que, dans un discours du 29 janvier, Daladier annonça l’approche de la « guerre totale ». [↑](#footnote-ref-150)
151. Nous avons dit plus haut que Daladier avait su manœuvrer pour attiser, chez Hitler, l’espoir, le faux espoir, d’une paix de compromis. Mais dès que le projet semblait prendre corps, il se hâtait de l’abattre. [↑](#footnote-ref-151)
152. Pourquoi étaient-ils réélus sans peine chaque année ? Parce qu’à l’origine le parti radical-socialiste les avait désignés pour le poste et qu’ils n’auraient pu être mis dehors sans bagarre. « Le jeu n’en vaudrait pas la chandelle », m’ont souvent répété ceux qui portaient sur l’un et sur l’autre, le jugement le plus impitoyable. Au Sénat, d’ailleurs, les formules d’apaisement de Bérenger avaient du succès. [↑](#footnote-ref-152)
153. Ensuite, il visa nommément Alexis Léger, secrétaire général au ministère des Affaires Étrangères, cf. p. 116-117 tome 2. [↑](#footnote-ref-153)
154. Pour justifier ses campagnes germanophiles, il s’abritait couramment du nom de Pétain. [↑](#footnote-ref-154)
155. À la connaissance de la diplomatie française, Mussolini essaya à trois reprises d’entraîner le gouvernement de Washington dans l’intrigue de « paix blanche ». [↑](#footnote-ref-155)
156. Autre trait de Monzie : cet athée déteste les instituteurs primaires. Longtemps son département du Lot, où il faisait la pluie et le beau temps, fut, dans toute la France, le seul à ne pas avoir d’école normale pour les former. Ce qui n’était pas du reste une perte. [↑](#footnote-ref-156)
157. Ministre de la Justice sous Poincaré en 1922-24. Je l’entendis un jour observer, à cette époque reculée : « Que peut-on faire d’un pays où chaque département serait prêt à livrer le département voisin pour conserver la paix ? » Il n’approuvait pas. Mais il exagérait jusqu’à l’absurde l’apathie de ses compatriotes. [↑](#footnote-ref-157)
158. En tant qu’avocat, Laval eut le même genre d’activité (cf. Henri Torrès : *Pierre Laval*). Dès 1922, Jean Parmentier, alors directeur du mouvement des fonds, au ministère des Finances, dénonçait les interventions continuelles de Monzie et de Laval dans des affaires touchant à des dissimulations de bénéfice de guerre ou à des octrois de « réparations. » [↑](#footnote-ref-158)
159. Reynaud fut obligé de le renvoyer sur les rapports qui lui furent soumis. [↑](#footnote-ref-159)
160. Je relève dans mon journal cette réflexion d’un personnage haut placé à la suite du Comité secret du 10 février qui s’était terminé on ne peut plus heureusement pour Daladier. « Si le débat avait tourné autrement, la simple annonce du voyage de Mr. Welles avec toutes les possibilités de paix négociée qu’il semblait comporter, eût pu causer une catastrophe. » Ainsi étaient dénoncés de façon frappante les fondements instables de la politique française. [↑](#footnote-ref-160)
161. Pour succéder à Frossard (Travaux Publics) et Ramadier (Travail) qui s’en allèrent en protestant contre l’amenuisement graduel (et hélas beaucoup trop lent) de la législation sociale du Front Populaire. [↑](#footnote-ref-161)
162. Chambre des Lords, 19 mars 1939. [↑](#footnote-ref-162)
163. Le 9 décembre, tandis que le Conseil de la Sdn tient sa première séance, on apprend que la Finlande demande à certains pays neutres de solliciter la médiation du *Reich* entre elle et la Russie. Le 11 décembre, dépêche du ministre de France à Copenhague : M. Munch, ministre des Affaires Étrangères, lui déclare que la Finlande n’a consulté aucun des États Scandinaves avant d’en appeler à Genève et que ceux-ci blâment son initiative. Le 14, le Danemark et la Norvège s’abstiennent de voter à l’Assemblée et la Suède, au Conseil. [↑](#footnote-ref-163)
164. Le Conseil Fédéral cédait à une communication allemande du 7 décembre. Joseph Avenol, dépositaire du Covenant, se contenta de prier le Conseil Fédéral de rédiger sa demande en termes plus doux. Ainsi fit-il. [↑](#footnote-ref-164)
165. C’est un fait que M. Magny, ministre de France à Helsinki, ne définit pas autrement le dessein de son gouvernement devant les ministres finlandais. Explication maladroite en tout état de cause, qui lui valut d’être remplacé sur-le-champ par M. Vaux St Cyr, nommé à Cuba et qui n’avait pas encore rejoint son poste. Auprès du gouvernement de Vichy, M. Magny s’est fait un mérite de ce rappel. Et sous la botte des Allemands, il a été, quelques mois, préfet de la Seine. [↑](#footnote-ref-165)
166. Mr. Chamberlain dans un discours aux Communes, où il voulut prouver que dans l’occasion, son gouvernement n’avait pas barguigné, a cité un chiffre plus élevé. C’est au Conseil Suprême du 4-5 février que fut prise la décision essentielle. [↑](#footnote-ref-166)
167. François-Poncet, séjournant à Paris dans les premiers jours d’avril, était intarissable sur cet entretien avec Ciano. [↑](#footnote-ref-167)
168. Ici se pose la question de la véracité de Daladier et, plus généralement, des ministres et fonctionnaires de la Défense Nationale, Cot, la Chambre, etc., devant les Chambres et les Commissions parlementaires. Tout ce que l’on peut dire, c’est que les choses étaient présentées d’une façon tendancieuse, mais presque toujours sans grossière erreur de fait ou de chiffre qu’il fût possible de déceler. L’art de la statistique se prête à toutes les démonstrations. Il est si facile de confondre des quantités qui ne sont pas comparables ! À relever que, dans les commissions sénatoriales, particulièrement éveillées, les reproches adressés à la véracité de Daladier (continuels d’un bout à l’autre de 1939) ont porté principalement sur l’aviation et la défense contre avions. Daladier, nous le savons déjà, ne voyait pas clair en ces matières. Il semble être prouvé que Guy la Chambre alla jusqu’à faire envoyer aux armées des avions non terminés pour enjoliver les apparences. En décembre 1939 et janvier 1940, le général Vuillemin protesta par écrit et oralement contre ce procédé. Tout cela dit, il est déconcertant d’entendre Édouard Miellet, familier du président du Conseil et président de la Commission de l’Armée, assurer la Chambre des Députés, le 22 mars 1938, que l’armée est « dotée de tous les engins et de tout le matériei qu’exige une guerre moderne ». [↑](#footnote-ref-168)
169. Léon Blum ne voulait que du bien à Daladier. Mais celui-ci, excité par M. Clapier, usa envers lui de mauvais procédés et Blum finit par se lasser et se fâcher. [↑](#footnote-ref-169)
170. L’élection eut lieu le 5 avril. [↑](#footnote-ref-170)
171. Elle s’était rendue à Arcachon pour la première communion de son fils. Une lettre quelle écrivit à Reynaud, égarée dans le tiroir d’une tierce personne m’a été montrée : « Vous avez profité de mon absence pour faire entrer les socialistes », dit-elle. « Vous ne referez pas des coups de ce genre. » [↑](#footnote-ref-171)
172. Cf. A. de Monzie *Ci-devant* : « … J’ai eu avec Daladier un assez long entretien téléphonique… Je voulais savoir s’il acceptait ou non d’entrer dans la combinaison de Paul Reynaud. Après m’avoir prouvé que cette combinaison n’était pas viable, Daladier m’a avoué qu’il acceptait d’y entrer. Il vaut mieux, me dit-il, que nous ne le laissions pas seul… » [↑](#footnote-ref-172)
173. Cf. A. de Monzie « *Ci-devant*»… « Reynaud me demande de rester à mon poste. J’invoque la différence de nos vues sur l’Italie. Monzie, me répondit-il, je vous répète que j’approuve vos efforts en vue du maintien de cette neutralité. Si je vous demande de rester avec moi, c’est notamment pour affirmer la bonne volonté envers l’Italie… » [↑](#footnote-ref-173)
174. En avril 1938, quand avait été formé le ministère Daladier, après le refus ministériel des pleins pouvoirs au deuxième cabinet Blum, les socialistes, vaincus, s’étaient retirés sous la tente. Le 13 septembre 1939, dans la reconstruction ministérielle qui suivit la déclaration de guerre, la commission administrative du parti vota l’abstention par 18 voix contre 11, en raison de la part médiocre qui lui était offerte et de la composition du gouvernement peu conforme à sa formule de cabinet de guerre. [↑](#footnote-ref-174)
175. À la vérité, tant sur la Norvège que le Caucase et la mer Noire, toutes ces idées étaient exposées depuis longtemps dans des mémoires de Gamelin et de ses bureaux. [↑](#footnote-ref-175)
176. Dans l’accord financier du mois de décembre, il avait été admis que la solidarité des deux alliés se prolongerait après la paix. Mais cette disposition, d’effet limité dans le temps, ne touchait pas au plan politique. [↑](#footnote-ref-176)
177. Cf. p. 65. [↑](#footnote-ref-177)
178. À la vérité, la loi du onze juillet 1938 (organisation de la Nation en temps de guerre) articles 3, 4. et 5, conférait au président du Conseil une autorité supérieure pour ce qui est de « l’entretien des armées en personnel et en matériel », « l’utilisation de toutes les ressources du pays », la coordination des trois départements de la Guerre, de la Marine, de l’Air. Mais la loi prévoyait également que le président du Conseil pourrait déléguer ses pouvoirs de direction et de coordination de la Défense Nationale à un ministre qui prendrait le nom de ministre de la Défense Nationale. En fait, aucun ministre de la Défense Nationale n’aurait accepté l’active surveillance du chef du gouvernement telle que la loi la définissait. Daladier ne faisait que donner l’exemple. [↑](#footnote-ref-178)
179. Il s’était réclamé de sa cheville cassée pour ne pas accompagner Reynaud. Le choc Reynaud-Daladier eut lieu à la séance du cabinet de guerre du 29 mars, Gamelin, nous l’avons dit, opinant avec le président du Conseil et Georges, avec le ministre de la Défense Nationale. Cf. p. 63. [↑](#footnote-ref-179)
180. Cf. p. 64. [↑](#footnote-ref-180)
181. Par exemple, sa phrase du 28 décembre au Sénat : « À ceux qui affirment que le temps travaille pour nous, je réponds : Le temps est un neutre qui ira à la force. » De formules de ce genre, tout un florilège pourrait être composé. [↑](#footnote-ref-181)
182. Malgré les déviations de détail qui vinrent de Bouthillier. [↑](#footnote-ref-182)
183. Avril 1936 et mai 1937. [↑](#footnote-ref-183)
184. À y relever cette phrase : « Nous sommes le seul grand peuple qui soit menacé dans sa vie. » [↑](#footnote-ref-184)
185. Aux élections générales de 1936, il ne fut réélu qu’avec peine dans la deuxième circonscription de Paris, pincé entre une candidature communiste et une candidature fasciste suscitée par Laval. Sauf erreur, il ne passa qu’à 27 voix. [↑](#footnote-ref-185)
186. Vers 1928 (je ne puis préciser) j’entendis Reynaud déclarer au milieu d’un dîner que les Allemands ne remettraient pas en question leurs frontières orientales. Simplement pour montrer que ses fortes convictions de 1935-40 avaient succédé à quelques illusions et n’étaient peut-être pas fondées sur le rocher. Il avait l’esprit « flou » sous le métal des mots. [↑](#footnote-ref-186)
187. Nommé ministre des Finances en novembre 1938 et exposant son programme par radio, il ne savait pas, dix minutes avant de commencer, s’il supprimerait ou confirmerait l’exemption fiscale de la rente. [↑](#footnote-ref-187)
188. En tant que secrétaire général, Bouthillier était, en fait, un vice-ministre. Mais, pour être plus sûr de commander en maître, il s’empara de la direction générale du mouvement des fonds, nommant le titulaire Jacques Ruef, sous-directeur de la Banque de France et le remplaçant par un simple directeur adjoint, l’hitlérien Barnaud. Cf. p. 285. [↑](#footnote-ref-188)
189. Aussi significatif de la légèreté avec laquelle Reynaud choisissait ses relations est l’incident Mannheimer. Ce téméraire spéculateur, chef de la banque Mendelsohn, transportée de Berlin à Amsterdam, persuada Reynaud, dans l’été 1939, que le crédit de la France pourrait être relevé par des manipulations de bourse. Un emprunt fut placé en Hollande et en Suisse avec un taux d’intérêt inférieur à celui que comportait le cours des anciens emprunts sur le marché de New York ou des emprunts français à garantie de change. L’État français ne subit aucune perte du fait de l’opération. Mais, dans l’association avec Mannheimer, son crédit ne gagna rien et des contre­parties avaient été promises au personnage sur lesquelles, la guerre survenant, la lumière ne fut jamais faite. Ce qui n’empêcha pas Mannheimer de se ruiner. Il mourut brusquement. Son état de santé était précaire, mais la plupart crurent qu’il s’était tué. [↑](#footnote-ref-189)
190. Notons du reste qu’à la commission des Affaires Étrangères du Sénat, le 20 avril, il flatte la manie italophile de certains sénateurs. Il ne cache pas qu’il a refusé de se joindre à l’Angleterre pour protester contre les injures de la presse italienne. Il ajoute que la France est toujours disposée à rechercher avec l’Italie des accommodements d’intérêts. Dans un Conseil des ministres antérieur il a même parlé de publier une déclaration reconnaissant les ambitions légitimes de l’Italie. Voilà qui tranche sur ses opinions anciennes. Il mouille son vin. [↑](#footnote-ref-190)
191. « L’Amirauté n’a jamais retiré son offre. » (W. Churchill, Chambre des Communes, 8 mai 1940) [↑](#footnote-ref-191)
192. Chamberlain, Premier ministre, n’y survécut pas. [↑](#footnote-ref-192)
193. Daladier, fidèle à sa consigne d’abstention, refusa d’assister au dîner donné en l’honneur du premier lord de l’Amirauté. [↑](#footnote-ref-193)
194. Le 16 janvier, lors de « l’ultimatum » de Gamelin, Léopold III avait, paraît-il, cherché l’alibi du silence. Il avait laissé à M. Spaak, ministre des Affaires Étrangères, le soin de signifier la fin de non-recevoir. [↑](#footnote-ref-194)
195. 10 et 11 avril. [↑](#footnote-ref-195)
196. Ne sachant comment reprendre sa parole, Reynaud pria le général Bineau, major général de l’armée jusqu’en décembre, d’obtenir le départ volontaire de De Gaulle. [↑](#footnote-ref-196)
197. Peu de jours avant l’invasion de la Belgique, Reynaud autorisa les Anglais à bombarder en Allemagne les dépôts de pétrole. Mais il précisa que les Allemands devraient avoir pénétré d’abord en territoire belge. Cf. p. 62. [↑](#footnote-ref-197)
198. D’après des documents publiés par les Allemands et provenant des archives de l’État-Major perdues à la Charité-sur-Loire, le problème de la Belgique fut discuté en avril, au Comité de Guerre. Reynaud exprima des doutes sur une offensive éventuelle que Gamelin, Georges, Darlan, appuyés par Daladier, recommandèrent catégoriquement. Reynaud s’inclina. À noter que du 11 au 22 avril, les armées Corap et Huntziger furent tenues en état d’alerte : état d’alerte No 1, du 11 au 14, et état d’alerte No 2, du 14 au 22. [↑](#footnote-ref-198)
199. Cf. p. 64. [↑](#footnote-ref-199)
200. Gamelin considérait Huntziger comme son successeur le plus qualifié, si successeur il devait y avoir. [↑](#footnote-ref-200)
201. Il ne semble pas que la loi du onze juillet 1938 le lui permît. [↑](#footnote-ref-201)
202. À ce moment-là le maréchal Pétain rendit à M. Léger la visite dont il est question p. 298 note 4. [↑](#footnote-ref-202)
203. Cf. p. 62. [↑](#footnote-ref-203)
204. Campinchi, ministre de la Marine, et derrière Campinchi, Darlan, appuyaient Daladier. Dieu sait pourtant que « l’amiral de la flotte » avait, en toute occasion desservi le généralissime. Mais il ne regardait pas Reynaud comme un « bon placement ». [↑](#footnote-ref-204)
205. Anatole de Monzie, dans les notes qu’il vient de publier, confirme le jugement des deux familiers de Reynaud :

     *« Le 9 mai : Convocation d’urgence au Conseil de Cabinet. On ne sait pourquoi, mais, dans ce salon du Quai d’Orsay, il y a un supplément de solennité. Reynaud s’assied face à de hauts dossiers que les inspecteurs de sa domesticité ont disposés sur la longue table. Le petit président du Conseil a son sourire vainqueur et réticent…*

     *– Messieurs, je dois vous entretenir de l’état du commandement.*

     *– Et c’est un historique détaillé, documenté, de ses rapports avec Gamelin. Un réquisitoire plutôt qu’un historique. L’accusation se développe de feuillet en feuillet, car tout est écrit pour la postérité. Reynaud bombe le torse en regard de la postérité. N’empêche que son dossier est bien nourri, bien classé, en l’absence de contradictions, accablant… Quelqu’un allume, une cigarette. “Je vous en prie, ne fumez pas, j’ai la gorge irritée”. De fait, le ténor a la voix éraillée. Il soutient son effort démonstratif par un effort de volonté. La cigarette éteinte, nul ne bouge. Lamoureux me glisse à l’oreille : “C est une exécution” … Oui, un discours devant le poteau. Un discours qui dure plus d’une heure. Reynaud boucle sa liasse et se tait. Un silence. Moralement, à cette minute, l’armée française n’a plus de chef. »* [↑](#footnote-ref-205)
206. Cf. p. 22 et annexe No 1. [↑](#footnote-ref-206)
207. Les forces aériennes britanniques en France comprenaient :

     – 1°) un corps aérien placé sous les ordres de Gort (« *air component*») ;

     – 2°) une « *striking force*», indépendante de Gort, dont la base était dans la région de Reims. L’« air component » avait quelque 120 avions de chasse et un petit nombre de bombardiers de reconnaissance. Nous ignorons l'importance de la « *striking force*». M. Jean Labusquière qui fut secrétaire d’Huntziger, donne le chiffre de 500 avions de bombardement. (*Vérité sur les combattants*.) Le 14 mai, le chef de cette force, le maréchal de l’air Barratt, se fit céder, pour intervenir à Sedan, 3 escadrilles d’avions de chasse que Gort venait de recevoir pour compenser les 70 appareils perdus dans les premières journées de bataille. D’après M. Labusquière, les Allemands avaient engagé la lutte aérienne, le 10 mai, avec 1500 avions de chasse et 3500 bombardiers dont 500 *Stukas*. À en croire le même auteur, 710 chasseurs français et 96 bombardiers (dont 26 modernes) sont entrés dans l’action. [↑](#footnote-ref-207)
208. Il insista les 16 et 17, satisfaction aurait suivi vers le 20 (source anglaise). [↑](#footnote-ref-208)
209. Le 20 mai, la 9ème armée n’existera plus comme force organisée. Les reliquats en seront attribués à la 1ère armée. Giraud a été fait prisonnier le 19. [↑](#footnote-ref-209)
210. En l’absence d’une doctrine assurée concernant l’emploi des chars, ils furent le plus souvent accaparés par les besoins de l’infanterie. La retraite de celle-ci était toujours plus lente que l’avance allemande : l’infanterie réclamait la protection de la cavalerie mécanique. [↑](#footnote-ref-210)
211. Lord Gort écrit que l’ordre fut donné dès le 15 mai. S’il dit vrai, comment expliquer la lenteur du mouvement ? D’après Weygand, 4 divisions de cette armée (sur 8) étaient encore en « débarquement », le 22 mai ! L’un des deux se trompe. [↑](#footnote-ref-211)
212. Le 19 mai, les 7ème et 6ème armées forment le 3ème groupe d’armées, dénomination qu’avaient portée jusque-là les divisions placées à l’extrême droite du système, en Haute-Alsace. Le général Besson qui commande le 3ème groupe d’armées dans l’est commandera aussi le 3ème groupe d’armées dans l’ouest. À la fin de mai, le 3ème groupe d’armées comprend, de la mer à la région Maginot : les 10ème, 7ème, 2ème et 4ème armées, celle-ci retirée de la Sarre pour renforcer encore la charnière. Le 3 juin, est scindé cet ensemble difficile à manier. Les 2ème et 4ème armées, ayant une tâche particulière à remplir (résister à la manœuvre allemande d’enveloppement par la plaine de Champagne), deviennent 4ème groupe d’armées sous Huntziger, leur secteur allant de la montagne de Reims aux fortifications Maginot.

     Le 3ème groupe d’armées s’est dissocié dans les batailles du 7 et 8 juin. Alors, la 7ème armée séparée de la 10ème armée elle-même coupée en deux, s’aggloméra à l’armée de Paris sous le général Héring. Quand fut prise la décision de ne pas défendre la capitale, la 7ème armée, l’armée de Paris et des lambeaux de la 6ème se retirèrent sur la Loire et le Massif central sous le commandement de Besson. [↑](#footnote-ref-212)
213. L’ensemble des effectifs prévus n’était que de 5 ou 6 divisions — sans doute la cavalerie non comptée. [↑](#footnote-ref-213)
214. Néanmoins, un Conseil Suprême est tenu à son quartier général, le 22, Churchill et Reynaud présents. [↑](#footnote-ref-214)
215. Mais le 24 mai, Churchill se plaint du manque d’instructions précises et de coordination. De la réponse de Reynaud, il ressort que Weygand est en liaison avec les Belges et, par eux, prétend communiquer avec Blanchard et Gort ! Pourquoi ce circuit et pourquoi n’a-t-il pas vu Gort, le 21 ? [↑](#footnote-ref-215)
216. « Le plan n’avait pas de substance. Rien n’avait été vérifié, mis au point, coordonné. Jamais général anglais ne fut appelé à entier dans une opération plus nébuleuse et moins engageante. » (Lord Gort) [↑](#footnote-ref-216)
217. Cf. Les dépêches de Lord Gort. [↑](#footnote-ref-217)
218. Weygand a tiré argument de ce coup de téléphone de Churchill. D’après lui, le Premier ministre aurait trouvé dans l’arrivée des chars allemands sur la Manche un prétexte pour ne plus coopérer à l’étranglement de la « poche ». Et de traiter comme désobéissances, des retraites anglaises du 24, réelles ou supposées, à Arras, au Havre, etc. Voici le récit de Weygand, enregistré par M. Charles Reibel, trois semaines plus tard.

     L’opération sud-nord avait été difficile tant à cause de la faiblesse de nos effectifs au-dessous de la Somme qu’en raison de ce que les Allemands avaient truffé de mines toute cette région. Nos troupes avaient pu, ce pendant, au prix de lourdes pertes, dégager presque complètement toute la rive gauche de la Somme et s’y tenir. Le mouvement nord-sud s’était développé plus aisément : la progression de nos armées du nord dont les effectifs étaient autrement importants avait été rapide et il ne restait plus qu’une trentaine de km à parcourir pour opérer la liaison, lorsque brusquement, le 24 mai au matin les cinq divisions britanniques qui formaient l’aile droite, changèrent leur direction, sur l’ordre de leur chef et se déportèrent vers le nord-ouest. Le retard qui en résulta fut fatal : il permit aux divisions d’infanterie allemande, que des camions amenaient hâtivement, d’arriver et de s’installer. Tout était perdu ! » (*Pourquoi et comment fut décidée la demande d’armistice : 10-17 juin*, par Charles Reibel.)

     « La manœuvre était double puisqu’il s’agissait de rapprocher l’une de l’autre les deux lèvres de la plaie, distantes d’une soixantaine de km avant que le gros des troupes allemandes ne fût arrivé.

     Les personnalités britanniques les plus autorisées, notamment Lord Gort dont les dépêches sur ce sujet délicat sont assez explicites, ne voient dans ce récit que falsification des faits.

     Voici les reproches adressés au commandement français :

     – 1°) Il a laissé l’armée britannique sans ordres, ni instructions. Le général Ironside eut, là-dessus, une explication pénible avec le général Billotte et Churchill se plaignit à Reynaud, le 24. Lorsque le général Blanchard eut remplacé Billotte, la même inertie continua.

     – 2°) La retraite des troupes anglaises sur la Lys fut décidée en conférence, dès le 21 mai, Billotte et Léopold III présents. Weygand n’a donc pu être surpris par le mouvement.

     – 3°) L’attaque projetée pour le 26 fut contremandée d’accord avec Blanchard.

     – 4°) Le 26 mai, Paul Reynaud vint à Londres. Mr. Winston Churchill qui avait assisté à la cérémonie d’intercession pour la France, dans l’Abbaye de Westminster, le rejoignit à *Downing Street*. Ils s’entendirent pour adresser à Gort et à Weygand des ordres mettant fin à toute divergence d’action. Ils convinrent que les armées du nord n’avaient plus qu’à se réfugier sur la côte. Le général Ironside, ayant lu la note rédigée par Reynaud à l’adresse du généralissime français, protesta. Elle semble impliquer, déclara-t-il en substance, que, dans le passé, l’armée britannique n’a pas obéi aux ordres donnés. Elle ne pouvait désobéir à une direction qui ne s’exerçait pas. Il ne faut pas qu’un document historique fixe, accrédite et perpétue ce qui n’est pas la vérité. Reynaud ne discuta pas.

     – 5°) En plusieurs occasions, l’officier de liaison britannique attaché au général Weygand, transmit à Londres des renseignements erronés sur les opérations. Par exemple, le 23 au soir, il fit savoir que l’armée française était dans les faubourgs d’Amiens. « Bonne nouvelle ! » s’exclama un ministre. « — Oui, si elle est vraie ! » répliqua Ironside. Elle se révéla fausse. Avait-elle été lancée pour encourager les troupes de Gort à l’offensive ? Gort affirme que, le 24, Churchill et Reynaud estimèrent le plan Weygand encore susceptible d’être exécuté sur la foi de renseignements de ce genre donnés par le généralissime. La dépêche d’Eden qu’il cite à l’appui fait état de la prise de Péronne, d’Albert et d’Amiens par la 7ème armée.

     6°) Enfin, on fait observer, du côté anglais, que, vers le 25-26 mai, l’État-Major impérial doutait que les divisions britanniques pussent être évacuées massivement de Dunkerque. « Nous passerions contrat pour que 15 ou 20 000 hommes fussent sauvés » disait à Mr. Winston Churchill l’un de ses collègues. Il ne faut donc pas représenter l’État-Major de Londres comme impatient de rappeler ses troupes de Flandre pour les transporter sur l’autre bord de la Manche. Il n’aurait pas osé compter sur la solution qui, à l’épreuve, se réalisa. Interpréter les pensées des ministres et militaires britanniques, à la date du 25 ou du 26, en les groupant exclusivement autour d’un projet d’évacuation, c’est refaire l’histoire rétrospectivement, à la lumière de ce qui a suivi. L’autorisation donnée à Gort, le 28, de capituler s’il estimait ne plus pouvoir infliger de pertes à l’ennemi, tranche la question. [↑](#footnote-ref-218)
219. L’avertissement fut certainement donné. Mais Weygand parut-il au Conseil des ministres, le 25 ? J’ai reçu un témoignage vague quant à la date et je donne le détail sous bénéfice d’inventaire. [↑](#footnote-ref-219)
220. Commandant du corps d’armée qui, jusqu’à la fin, couvrira l’embarquement. [↑](#footnote-ref-220)
221. Pas plus qu’entre Winston Churchill, Dill et Reynaud. Le 31 mai ou le 1er juin, Weygand, prié par Winston Churchill d’expliquer ses griefs, se déroba. [↑](#footnote-ref-221)
222. « Le commandement anglais accepta de contre-attaquer le 21 mai et, en fait, contre-attaqua tandis que les Français s’abstenaient. L’armée anglaise fut forcée de se retirer, le 23 mai, comme les Allemands avaient paru sur son flanc droit et menaçaient de l’encercler complètement. Le commandement accepta, néanmoins, le 24 mai, d’exécuter le plan Weygand d’attaque simultanée contre les Allemands à la fois par le nord et par le sud et les généraux Gort et Blanchard (entre-temps le général Billotte avait succombé à un accident d’automobile) fixèrent la date du 26 pour le commencement de l’opération. Mais, le jour suivant, 25 mai, les Belges furent mis en déroute, découvrant le flanc gauche britannique et nécessitant une nouvelle retraite des troupes anglaises soutenant le front belge » … « Le plan dressé par le général Weygand était excellent, mais il arriva trop tard. Le désastre se produisit indépendamment des événements qui eurent lieu entre le 23 et le 26 mai et le général Weygand n’en est aucunement responsable. Il résulta des dispositions fautives prises par le général Gamelin. » Communiqué du ministère britannique de l’information reproduit dans « *Chronology of Failure*» (*the last days of the French Republic*), par Hamilton Fish Armstrong. [↑](#footnote-ref-222)
223. Il a dit au Conseil du 22 que les Allemands seraient forcés de revenir, avant peu au style de la guerre classique, d’abandonner leurs méthodes inédites. [↑](#footnote-ref-223)
224. M. Henri Bidou (« *Sept Jours*», octobre-décembre 1940) les énumère et les cite. [↑](#footnote-ref-224)
225. Il a dit à Baudoin (probablement le 23) : « Dans quatre jours, je serai maréchal de France ou nous aurons à demander l’armistice ! » Le général Georges a tenu des discours du même genre. [↑](#footnote-ref-225)
226. Le 22 mai, Weygand obtient de Churchill la promesse que tous les bombardiers et chasseurs disponibles sur le continent seront dé tournés des raids à longue distance et employé de bataille. Le 30 mai, Weygand déplore que les Anglais n’aient laissé en France que trois escadrilles de chasse et, le 3 juin, il en réclame dix autres. Des avions « basés » outre-mer se battirent, mais avec temps de vol trop réduit. [↑](#footnote-ref-226)
227. Henry Bidou, *loc. cit.* [↑](#footnote-ref-227)
228. Dans un Comité de Guerre approximativement de la même date, Pétain déconseilla cette communication éventuelle à l’Angleterre. Il prononça une phrase dont le sens était : en certaines circonstances on ne doit penser qu’à soi. [↑](#footnote-ref-228)
229. Il a déclaré dans sa prison avoir donné l’ordre à Weygand, le 29 mai, de préparer le « réduit breton », c’est-à-dire le dernier carré. [↑](#footnote-ref-229)
230. Vers le 15 mai, les autorités civiles furent les premières à donner aux populations le signal du départ. Elles craignaient le retour des « atrocités » de 1914. Bien vite devinrent visibles les conséquences militaires de ces migrations de peuple et le commandement essaya de les prévenir. Apparemment, les autorités civiles ne les imitèrent pas. Dans une réunion des ministres à Tours, le 11 juin, quelqu’un proposa d’enjoindre aux Français de rester où ils se trouvaient. On rétorqua : « Mais comment pouvons-nous ordonner aux autres de ne pas faire ce que nous avons fait ? » Personne n’insista. Mais si l’ordre avait été donné, ne serait-il pas resté lettre morte ? Au Conseil Suprême du 22 mai, Weygand avait demandé à Reynaud et à Churchill de faire arrêter la descente des réfugiés de Belgique et il n’avait pas oublié les autres. Il parlait alors de fermer la frontière, d’interdire aux fugitifs les grandes routes, sauf à certaines heures, de les contraindre à camper dans les champs, etc. [↑](#footnote-ref-230)
231. La loi du 11 juillet, 1938, titre 3, article 39, en faisait un devoir : « Le siège du pouvoir exécutif et des deux Chambres pourra, à la mobilisation, ou dans les cas prévus à l’article de la présente loi, être transféré en dehors de Paris. Le gouvernement fixera, en Conseil des ministres, et après avis du président du Sénat et de la Chambre des Députés, la date et le lieu de transfert. Les mesures nécessaires seront prévues dès le temps de paix. » [↑](#footnote-ref-231)
232. Cf. A. de Monzie (cf. *Ci-devant*) raisonne, en somme, comme Weygand.

     « Déjeuner avec Frossard, Bonnafous, Berthelot. Je manifeste le désir de rester. — Non, ne restez pas, on vous accusera de causer. — Il faudra tout de même, s’il y a occupation, que quelqu’un cause avec les occupants. — Pas vous, vous étiez hier du gouvernement. Mais je conviens que, le gouvernement parti, le fait de rester en arrière de lui est un désaveu. En l’état, j’ai le droit de mépriser Paul Reynaud, mais je n'ai pas encore la permission de le désavouer. »

     Ainsi, rester à Paris, au jugement des Weygand, Monzie et de beaucoup d’autres, c’était se préparer à négocier. [↑](#footnote-ref-232)
233. Paul Reynaud, Pétain, Campinchi, (marine) Eynac, (Air) Marin, Chautemps, vice-présidents du Conseil, Baudoin, sous-secrétaire d’État aux Affaires Étrangères, Mandel, ministre de l’Intérieur, Monnet, ministre du Blocus. [↑](#footnote-ref-233)
234. Au Conseil des ministres qui se termina par la démission de Delcassé, le 6 juin 1905. Témoignages de Paul Cambon et de Camille Barrère qui assistèrent à la séance. [↑](#footnote-ref-234)
235. Léon Blum, en avril 1940, n’avait pas encore percé le masque de Baudoin. Il en était toujours entiché : « Baudoin, ce sera le dynamisme civil et De Gaulle, le dynamisme militaire ! » [↑](#footnote-ref-235)
236. Il s’était considérablement aggravé depuis que la Chambre des Députés de Rome avait manifesté contre la France, en présence de M. François-Poncet, l’ambassadeur à peine arrivé au Palais Farnèse, (30 novembre 1938) et depuis la dénonciation par le comte Ciano des accords Mussolini-Laval du 7 janvier 1935, au début de décembre. Le duc d’Aoste, vice-roi d’Abyssinie, raconte Baudoin, fut à l’origine de ce voyage à Rome. Il le pressa de s’y rendre par l’intermédiaire de M. Rousset-Bert, directeur du chemin de fer français d’Abyssinie. Baudoin se targue d’avoir obtenu l’approbation de Daladier, ce que nient les conseillers les plus intimes de ce ministre. [↑](#footnote-ref-236)
237. Aux termes des accords Mussolini-Laval, ce privilège s’effaçait graduellement jusqu’à disparaître en totalité au bout de 30 ans. [↑](#footnote-ref-237)
238. Il semble que Baudoin se soit rendu à Rome, la première fois, en compagnie du Père Gillet qui le présenta au cardinal Pacelli. Ses prétentions à la plus haute spiritualité furent prises au sérieux par le secrétaire d’État. D’autre part, à la demande du gouvernement, la Banque de l’Indo-Chine s’intéressa au chemin de fer français d’Abyssinie et aux salines de Djibouti, compagnie plus ou moins associée à la société franco-italienne du sel dont le président appartenait au haut personnel fasciste. [↑](#footnote-ref-238)
239. Toute trace de cet incident a disparu du *Livre Jaune* de décembre 1939 par les soins de M. Bonnet. Au secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, la vérité ne devait être révélée que deux mois plus tard. [↑](#footnote-ref-239)
240. L’exposé public le plus complet des idées de Baudoin se trouve dans un article intitulé : « *Les données du problème français*», *Revue de Paris* du 1er février 1938 :

     « L’Occident a trahi sa mission en fuyant la réalité. L’homme a perdu le sens du général, des rythmes naturels auxquels il reste soumis. Notre sensibilité traduit un état de fatigue que les méthodes actuelles de la psycho-physiologie permettent de mesurer. Le déplacement vers l’aigu, continu depuis quelques siècles, des sons utilisés en musique, en est une des preuves les plus nettes. L’homme s’habitue à des émotions successives cultivées en vase clos… D’où des ruptures d’équilibre, l’expression de sentiments exagérés, l’affaiblissement des tendances naturelles » … « La foi en sa destinée paraît abandonner l’Europe. La civilisation principalement matérielle des États-Unis n’a rien à proposer qui puisse soulager sa détresse » … « Pour reconstruire l’Europe sera nécessaire un regard jeune et franc dégagé de cette méfiance qui, à l’heure actuelle, empoisonne les relations internationales… Il faudra courageusement faire face aux réalités… La nouvelle Allemagne et la nouvelle Italie demandent leur place au soleil … Il faut se dégager de l’obsession de la peur qui a conduit notre pays à subordonner sa politique extérieure à des alliances qui ne sont souvent que des raisons de faiblesse et les produits d’une dangereuse sensibilité. » Et le thème de la solidarité latine. « Il est consolant de penser qu’après tant d’efforts pour tuer son âme, notre pays reste encore lui-même au centre de l’occident menacé, solidaire d’une latinité qui, malgré les apparences, demeure inscrite dans les faits comme dans les esprits. » Dans les articles de la *Tradition Vivante* publiés pendant la guerre et à une époque où Baudoin croit à la victoire (il écrit dans le « *Message mensuel*» No 10 que, la grande affaire, c’est de ne pas recommencer les erreurs de 1918), les thèses ci-dessus ont été adoucies. Par exemple, l’auteur admet que la France et l’Angleterre formeront le groupe de l’Atlantique qui « aura une masse au moins égale à celui de l’Europe centrale » dirigé par l’Allemagne. Mais le fond ne varie guère et il souhaite, à l’intérieur, un « exécutif solide réduisant la démocratie. » [↑](#footnote-ref-240)
241. Mme de Portes répétait là des phrases de Baudoin, mais était-elle tombée, de surcroît, dans les filets de Ribbentrop ou des démarcheurs de ce ministre ? Je ne m’arrête pas à cette hypothèse puisqu’aucun fait susceptible de la confirmer ne m’est connu. Cependant, atteinte de tuberculose des os, Mme de Portes passa près de huit mois à Vienne, recevant les soins d’un spécialiste qui prit sur elle un grand ascendant. Reynaud se rendit en Autriche plus d’une fois. La cupidité de Mme de Portes, pour ne pas dire plus, est aujourd’hui notoire. [↑](#footnote-ref-241)
242. Frère de Jacques Leroy-Ladurie, ministre de l’Agriculture à Vichy, au retour de Laval en avril 1942, pour peu de mois, adonné au fascisme agraire. [↑](#footnote-ref-242)
243. Baudoin et Barnaud étaient passés ensemble par l’École Polytechnique avant de devenir inspecteurs des Finances. [↑](#footnote-ref-243)
244. Reynaud, ministre de la Justice, me déclara, en septembre 1938, qu’il ne pouvait plus soutenir l’accusation contre les cagoulards. « On n’a rien trouvé. » Impossible, aujourd’hui, de ne pas avoir de soupçons. [↑](#footnote-ref-244)
245. À certains moments, elle y faisait même figure de secrétaire du président. Reynaud lui renvoya une ou deux personnalités chargées de traiter des sujets spéciaux assez importants : « Je n’ai pas de temps à vous donner. Vous vous adresserez à elle. » Elle écoutait les explications et approuvait sans comprendre tout à fait. En deux occasions, tout au moins, elle essaya d’user de son influence pour faire changer des positions’gouvernementales prises par le ministère du Blocus et par le service des Relations Commerciales du Quai d’Orsay. [↑](#footnote-ref-245)
246. Telle était l’impatience de Reynaud et de son entourage que le feu n’allant pas assez vite à leur gré, ils avaient pensé à faire jeter une partie des papiers dans la Seine. Ainsi furent détruites les Archives des vingt dernières années. Cependant, les pièces confidentielles les plus importantes, conservées dans la « chambre forte », furent sauvergardées, le 16 mai. Mais, au plein du désastre, M. Charvériat, directeur politique, ordonna leur transport au Maroc et elles furent détruites en mer, le capitaine du navire redoutant une attaque sous-marine. Les Archives ne pourront être que très partiellement reconstituées avec les doubles conservés dans les ambassades et les dossiers courants de la sous-direction d’Europe.

     À côté de cette incinération des Archives du Quai d’Orsay, il faut mentionner la dispersion tout au moins partielle des Archives du grand état-major qui décampa de Briare et de Vichy en désordre à l’approche des Allemands. On a des raisons de croire que la liste de quelque deux mille personnes travaillant à l’étranger pour le Deuxième Bureau a disparu. Certaines archives du haut-commandement sont tombées aux mains des Allemands à la Charité-sur-Loire, le train qui les transportait ayant été abandonné, sous un bombardement. Cf. le réquisitoire prononcé contre la Grèce par M. de Ribbentrop le 5 avril 1941. Gort raconte, dans ses dépêches, qu’une partie des archives du corps expéditionnaire a été perdue. Napoléon III, en 1859, fit détruire les archives de l’armée d’Italie pour que nul ne vînt le chicaner sur sa stratégie. La vérité s’est fait jour malgré tout. [↑](#footnote-ref-246)
247. Ce même 16 mai, Mme de Portes se fit du reste rabrouer, place du Palais-Bourbon. Aux préparatifs de départ, elle n’avait mis aucune discrétion : valises encombrant l’antichambre et débordant même sur l’escalier. [↑](#footnote-ref-247)
248. Guariglia estimait dangereuse l’orientation de son pays. Il voyait que l’automatisme anti-français et anti-britannique créé par Mussolini menait à la guerre et que son pays en pâtirait. Il donnait crédit à la puissance militaire de la France. Comme son ministre, le comte Ciano, il nous croyait plus forts que nous ne l’étions et il avait peur du triomphe allemand. Il ne cessait de répéter : « Ne nous donnez pas de mauvais prétextes. Ne faites pas jouer l’automatisme. » Laval ne lui paraissait pas être l’homme prédestiné à réconcilier la France et l’Italie. Il ne lui reconnaissait pas de compétence particulière et ne lui concédait pas de monopole. Il n’était pas tombé dans les classifications sommaires de la société parisienne. Sa mission avait commencé par être assez ardue : peu de gens acceptaient ou rendaient ses invitations. Puis le laisser-aller parisien l’avait débloqué. [↑](#footnote-ref-248)
249. Dans l’un de ses premiers Conseils des ministres, à la fin de mars, il avait même annoncé qu’il publierait une déclaration pour « reconnaître les ambitions légitimes de l’Italie. » — « Les ambitions légitimes de l’Italie. Qu’est-ce que cela veut dire ? » observa Georges Mandel. [↑](#footnote-ref-249)
250. Et il y eut certainement encore application de la douche chaude. Cf. p. 323, note 9, la note relative à M. Laurent, secrétaire général de la Banque de l’Indo-Chine, chef de la mission d’achats en Italie. [↑](#footnote-ref-250)
251. Reynaud avait traité comme quantité négligeable l’ambassadeur d’Espagne à Paris. Lequerica, froissé, attisa-t-il la colère du Caudillo ? En tous cas, à cette époque, la plupart des requêtes espagnoles étaient accueillies (restitution inconditionnelle de l’or de la Banque d’Espagne, prélèvement sur nos stocks de blé, etc.) et aucune de nos contre-demandes ne trouvait grâce à Madrid. [↑](#footnote-ref-251)
252. Un détail : il n’a jamais osé, dans sa correspondance officielle, dire ce qu’il pensait du colonel Beck. Même verbalement, devant le ministre, il s’est abstenu, à certains grands moments, de juger le personnage. C’eût été par trop se compromettre. Il se rattrapait officieusement devant d’autres, mais sans aucun résultat utile. [↑](#footnote-ref-252)
253. À cette époque — probablement le dimanche, 19 mai — le président Roosevelt fit demander à Reynaud qu’un navire-porte-avions vînt aux États-Unis et y chargeât les quelque cent avions qu’il consentait à nous céder — ceux-là mêmes qui, transportés par le « Béarn », pourrissent maintenant à la Martinique. Reynaud était souffrant et Mme de Portes, garde-malade. Ne voulant pas que l’ordre fût donné, elle monta sur ses grands chevaux. Reynaud ne l’écarta qu’au bout d’une heure. Recevant au téléphone la demande d’audience de Mr. William Bullitt, elle avait essayé de dire que Reynaud n’était pas visible. L’ambassadeur voulut expliquer l’objet de sa démarche hors de la présence de Mme de Portes. Il n’y réussit point. [↑](#footnote-ref-253)
254. C’est alors qu’il prononça la phrase : « Nous nous sommes trompés d’alliés ! » [↑](#footnote-ref-254)
255. Hésitant entre l’ambassade de Madrid et le Comité de Guerre, le maréchal avait rendu visite à M. Léger avant d’aller à l’Élysée. Cf. p. 237 note 13. [↑](#footnote-ref-255)
256. Il semble avoir approuvé les appels de Reynaud à Mr. Roosevelt. « Les États-Unis nous ont, en réalité, poussés dans la guerre. Nous sommes en droit de les mettre au pied du mur. » Tel est le sens, sinon les termes, d’une phrase qu’il a prononcée. [↑](#footnote-ref-256)
257. Il avait malgré tout partagé quelques-unes des erreurs de l’époque. Je me souviens d’un ordre du jour voté par la Fédération Républicaine pour dire que la France n’entrerait en guerre que son territoire envahi. C’était donner congé à tous nos alliés, y compris l’Empire britannique. Si je ne me trompe, cet ordre du jour avait été rédigé sous le coup de l’affaire abyssine. Mais d’une si admirable fermeté est M. Louis Mann, sous le régime de Vichy, que l’on hésite à rappeler ce passé. [↑](#footnote-ref-257)
258. Un Conseil Suprême avait été tenu à Paris le 31 mai et le 1er juin. Il est possible que Reynaud se soit exprimé comme le rapporte Duff Cooper. Mais ce ne fut que parole en l’air. Du côté britannique, je n’ai pas trouvé trace d’une discussion sérieuse de la question avec le chef du ministère français. Cependant, l’ambassadeur d’Angleterre à Paris me parla comme Duff Cooper. [↑](#footnote-ref-258)
259. Le premier appel de Reynaud à Roosevelt est du 5 juin : téléphonant de son appartement, place du Palais-Bourbon, il demande au président d’envoyer un millier d’aéroplanes. Le 10 juin, autre conversation téléphonique suivie d’un message transmis par M. Bullitt et publié à Washington : celui que nous citons. Enfin le 14, « nouvel et final appel » au président transmis par M. Biddle. Reynaud l’a annoncé la veille à 11 h 30 du soir, dans un discours radiodiffusé (cf. Hamilton Fish Armstrong, *Chronology of Failure*). [↑](#footnote-ref-259)
260. Rappelons que, depuis deux jours, Weygand insufflait à Reynaud son pessimisme. Le 27 mai, je fus une deuxième fois réveillé par le caquet matinal de Mme de Portes qu’une tierce personne me transmettait. Mme de Portes affirmait que Reynaud avait entretenu Churchill de la nécessité de « l’armistice séparé » avec l’Allemagne. Je ne crois pas qu’à ce moment il ait été plus loin que ne me l’a dit un de ses interlocuteurs anglais. Autre point notable : le Cabinet anglais n’a peut-être pas compris, avant les 11-13 juin, la profondeur de la déroute française. Le 7 juin, Lord Lloyd, secrétaire d’État aux Colonies, annonce à Sir Ronald Campbell qu’il va venir à Paris s’entretenir avec les principaux hommes politiques français. L’ambassadeur objecte que l’heure n’est pas propice. Lloyd n’en arrive pas moins à Paris le 8, s’étonne de l’imminence du péril, va passer la nuit en province et repart, le lendemain, de Châteaudun. [↑](#footnote-ref-260)
261. C’est à Briare que doit se placer la vive controverse des ministres anglais avec Weygand et Georges insérée par Charles Reibel (*Pourquoi et comment fut décidée la demande d’armistice*) dans la rencontre de Tours, le 13 juin. Reibel en use cavalièrement avec les dates. Il croit, par exemple, que l’engagement de la France, excluant la paix séparée, remonte à quelques jours ! À Briare, les deux militaires réclamèrent des secours comme ils n’avaient jamais manqué de le faire dans les entrevues et Conseils Suprêmes des semaines précédentes. Ils se récrièrent lorsque Churchill déclara ne pouvoir donner, pour l’instant, que 3 divisions avec 72 canons, mais qu’en octobre 25 divisions seraient expédiées. « C’est un peu comme si l’on parlait de pluie à un voyageur perdu dans le Sahara », lança Reynaud. Sur le chapitre des forces aériennes, le premier ministre ne se laissa pas arracher un seul appareil. Le généralissime insista pour que fussent détachés de la défense métropolitaine anglaise quelques chasseurs « afin de soulager l’infanterie française et lui épargner l’effroyable impression de l’abandon en face des avions ennemis. » Il se heurta à un roc. Les réponses de Churchill n’avaient rien dont pussent s’étonner des militaires en contact quotidien avec des représentants de l’État-Major impérial, complètement renseignés sur les disponibilités britanniques. Il est difficile de ne pas être surpris de leur surprise. Le 10 juin, le général De Gaulle, retour de Londres, avait traité la question au Comité de Guerre. Usurpant sur Reynaud, Weygand et Georges préparaient, en réalité, le cabinet anglais à la demande d’armistice. — « Mais, mon général, dit Churchill, nous savons, vous et moi, par notre expérience de l’autre guerre, comment des situations qui paraissent désespérées sont suivies de redressements subits et victorieux ». À quoi Weygand répliqua : « Vous voulez sans doute parler de la rupture du front britannique au printemps de 1918 : je me permets de vous rappeler que nous vous avons aussitôt envoyé 25 divisions, puis 15 autres et que nous en avions encore 10 en réserve. Aujourd’hui, j’ai en tout et pour tout un régiment de réserve et il sera engagé demain à la première heure ; cet après-midi, nous jetterons dans la bataille nos derniers chars ; ils sortent directement de l’usine et ne sont pas encore rodés. » Les faits présentés ainsi s’accordent avec la déposition de Weygand devant les magistrats de Riom, le 26 août 1940, dont, malheureusement, je n’ai que des fragments. « Churchill comprit si bien que la demande d’armistice pouvait devenir indispensable à bref délai, qu’il émit le désir qu’aucune décision irrévocable ne fût prise avant d’être de nouveau entendu. Dans ce but, il demanda à être prévenu si les affaires s’aggravaient et se déclara prêt à venir immédiatement en France sans tarder d’une heure. » [↑](#footnote-ref-261)
262. Le Conseil principal eut-il lieu le 11 juin au soir ou le 12 ? Les uns et les autres mêlent les dates. Mais la décision de rappeler Churchill, l’acte capital, ne fut prise que le 12 après-midi puisqu’on le laissa partir le matin du 12. [↑](#footnote-ref-262)
263. Phrases citées dans *Sept Jours* par M. Jean Prouvost, alors ministre de l’Information. On les retrouve avec bien d’autres du même ton dans la déposition de Weygand à la cour de Riom. Il faut relever celle-ci : « Si le désordre gagnait l’armée et la population, il (Weygand) considérerait l’armistice comme sans intérêt, le mal étant accompli. » [↑](#footnote-ref-263)
264. Cf. p. 26 tome 2. [↑](#footnote-ref-264)
265. Sur les relations de Pétain et de Weygand, cf. p. 25-29, tome 2. [↑](#footnote-ref-265)
266. Ce qui me fut dit du contenu des propositions françaises du début de juin n’est en rien conciliable avec l’affirmation de Weygand. Les concessions éventuelles de la France n’étaient pas énumérées en détail. Nous nous contentions de dire à Rome qu’elles seraient très larges. Signalons que M. Charles-Roux, secrétaire général du Quai d’Orsay, s’opposa à l’envoi d’un texte sans doute rédigé par Baudoin, Leca, Devaux, qu’il jugeait attentatoire à la dignité de la France. Faut-il admettre que le récit de Weygand se relie aux négociations secrètes et officieuses amorcées en Italie par M. Laurent, collaborateur de Baudoin à la Banque de l’Indo-Chine et, depuis l’automne de 1939, dans la péninsule, comme chef de la mission d’achats ? Absurde aventure. D’un côté, M. Laurent achetait les produits de l’industrie lourde italienne, jusqu’à des aéroplanes d’entraînement et les payait en devises, en matières premières, donnant ainsi à l’Italie quelque moyen de s’armer : en janvier les commandes françaises étaient déjà de 2 milliards 400 millions de francs. De l’autre, diplomate improvisé, il essayait de satisfaire à l’ambition de Mussolini. En mars 1940, après l’entrevue du Brenner, le gouvernement fasciste fit savoir à Paris qu’il ne voulait plus continuer les livraisons de la métallurgie. C’est à ce moment que Baudoin et Laurent durent amorcer une négociation. Uni à Weygand dès le 19 mai, en grande sympathie avec lui, Baudoin n’a cessé de récriminer, en sa présence, contre le cabinet anglais. Mais tout cela est largement hypothétique. [↑](#footnote-ref-266)
267. cf. p. 43-44, tome 2. [↑](#footnote-ref-267)
268. Lié avec Weygand depuis les conférences de San Remo et de Lausanne, (1920, 1922) M. Camille Barrère, l’illustre ambassadeur de France à Rome, ami de Lloyd, lui aussi, disait dans les années 1937-38 : « Qu’est-il donc arrivé à Weygand ? Il n’est plus le même. » [↑](#footnote-ref-268)
269. Entretien de Weygand avec M. Reibel, 14 juin (loc. cit). [↑](#footnote-ref-269)
270. Le château de Candé avait été rendu célèbre par le mariage du duc de Windsor. D’où la confusion. [↑](#footnote-ref-270)
271. Le récit de Reynaud, dans sa prison, diffère radicalement de celui du ministre anglais. D’après lui, Churchill, dans un mouvement de générosité, aurait prononcé des paroles qui, si elles avaient été connues du Conseil des ministres, eussent été interprétées comme une autorisation donnée à la France de sortir de la guerre au mieux. Mais Reynaud ne souffle mot de la demande qu’il présenta aux ministres anglais. Il se targue de n’avoir pas faibli un seul instant dans son opposition à l’armistice. Impossible de tenir grand compte d’un témoignage qui contredit aux affirmations anglaises les plus détaillées. [↑](#footnote-ref-271)
272. Reynaud, si on l’en croit, manœuvra pour que Churchill ne parût pas au Conseil des ministres, craignant que ses discours compatissants ne servissent la cause de l’armistice séparé, qu’une majorité ne se formât aussitôt contre la résistance. Les ministres anglais nient avoir jamais eu l’intention d’assister au Conseil. [↑](#footnote-ref-272)
273. Sir Ronald Campbell apprit, le soir même, ce qui avait été dit au sujet de la flotte : que ce serait une honte de la livrer aux Allemands. Il n’en fut pas plus rassuré. La question de la flotte avait été mentionnée, bien avant la bataille de la Somme, par Mr. William Bullitt, ambassadeur des États-Unis à Paris, à une date que je ne puis déterminer. Par la suite, elle ne sera jamais absente des préoccupations de Mr. Biddle. Pour recevoir la flotte, les ports américains furent offerts avec d’autant plus d’empressement que l’avenir de la résistance anglaise paraissait problématique. [↑](#footnote-ref-273)
274. Dans les réunions du parti socialiste, quand les adversaires de Frossard, devenu trop modéré à leur gré, lui rappelaient son zèle soviétique de 1920, il disait pour se défendre : « Je n’avais alors que vingt ans ». « Non, trente ans », répliquait Marx Dormoy. [↑](#footnote-ref-274)
275. dit l’exposé officieux du *Temps*. [↑](#footnote-ref-275)
276. Exposé officieux publié dans le *Temps*. Il est possible que ces chiffres aient été poussés au noir. [↑](#footnote-ref-276)
277. Du reste, les destructions volontaires ou subies furent énormes : 3500 ouvrages d’art détruits dont 2500 ponts ; 1600 brèches ouvertes dans les voies de chemin de fer ; rails arrachés sur 200 km, et 500 ponts mis hors de service ; 28 tunnels effondrés ; 5200 km de canaux ou rivières rendus inutilisables. À l’inventaire, il faut ajouter les maisons, les édifices publics incendiés, etc. Nous ignorons si un relevé d’ensemble a été publié. [↑](#footnote-ref-277)
278. Dans les six semaines de combats qui se terminent aux armistices des 22 et 24 juin, les pertes françaises sont évaluées à 100 000 tués (chiffre approximatif, 80 000 tombes avaient été recensées le 15 février 1941) et à quelque 1 800 000 prisonniers. Pour les blessés, on ne semble pas avoir donné de chiffre certain. Un ordre du haut commandement allemand trouvé par les Anglais en Libye dans les archives de la 15ème division blindée (33ème division d’infanterie pendant la campagne de France) déclare qu’il faut faire des prisonniers en aussi grand nombre que possible. [↑](#footnote-ref-278)
279. De passage aux États-Unis, en 1938, il crut devoir envoyer des fleurs à Mme de St Quentin, la mère de l’ambassadeur. Il répétait partout : « C’est un coup de quinze dollars ! » [↑](#footnote-ref-279)
280. A. de Monzie, « *Ci-devant*», note à la date du 17 juin : « Cet Hôtel de Ville où nous sommes 10, 15, 20 parlementaires en résidence comme dans un hôtel d’émigrants offre un spectacle original qui vaut relation — quelques-uns pénètrent jusqu’à Marquet, César communal, la plupart aménagent ces couloirs bordelais en Pas-Perdus du Palais-Bourbon. De l’extérieur affluent les notoriétés, célébrités de toutes marques : un public des planches de Deauville, mais fripé, vieilli soudain comme si un ouragan eût dévasté l’apprêt de ces visages… » [↑](#footnote-ref-280)
281. L’ordre de cesser le feu lancé par Winkelman, à la fin de l’après-midi du 14, exclut la Zélande, la province du sud-ouest dont les communications avec le reste du pays sont coupées et où se rencontrent des troupes britanniques débarquées le 12. Et il est précisé que l’ordre ne s’applique pas à la marine qui continuera à défendre les colonies hollandaises dans les deux hémisphères. (Hamilton Fish Armstrong, *Chronology of Failure*.) [↑](#footnote-ref-281)
282. Avant le Conseil, Reynaud reçut Wieygand et voulut lui faire admettre le dé­doublement du gouvernement. Le projet comportait que le généralissime arrêterait les hostilités, sans entente préalable avec les Allemands, sans armistice, à la façon de Winkelman. Et comme Weygand n’avait cessé de dire, depuis plusieurs jours, qu’aucun ministre n’avait cure d’abréger les souffrances du soldat, le président du Conseil plaida que la procédure hollandaise finirait l’épreuve de l’armée bien plus vite qu’une négociation d’armistice. Weygand, exhalant sa haine de la République, objecta qu’une reine, une dynastie pouvaient se permettre de quitter le territoire métropolitain, mais qu’il n’était pas possible à une République dont les ministres avaient changé cent fois en soixante-dix ans de suivre cet exemple. Quant à capituler comme le général hollandais, jamais je n’accepterai, dit Weygand, de jeter une telle honte sur les drapeaux. Reynaud prétend avoir un instant convaincu Pétain avec l’argument relatif aux souffrances du soldat, pendant le Conseil des ministres du 15 juin. Il raconta que le maréchal sortit même de la salle pour se rendre auprès de Weygand et l’entraîner. Mais il ajoute que Weygand retourna Pétain. [↑](#footnote-ref-282)
283. Chautemps et d’autres voulant, par la suite, obtenir les circonstances atténuantes pour leurs erreurs de Bordeaux ont plaidé : 1°) que le projet de transfert en Afrique du Nord ne pouvait être exécuté le 14 juin, que les préparatifs eussent dû être commencés huit jours plus tôt ; 2°) que le commandement allemand n’aurait pas hésité à lancer ses troupes à travers l’Espagne, le détroit de Gibraltar et le Maroc espagnol aux trousses du gouvernement fugitif et que l’invasion nazie se fût étendue aussitôt à l’Empire français.

     Il ne semble pas qu’à Bordeaux cette objection ait été présentée par quiconque, militaire ou civil. Objection spécieuse, inventée après coup. Les flottes anglo-française dominaient facilement la mer et tenaient l’Espagne à leur merci. Le gouvernement de Franco ne se serait pas prêté à l’aventure : à preuve, sa conduite assez timorée depuis deux ans.

     Pour le reste, même l’Empire français soulevé contre elle, l’Allemagne n’en aurait pas moins eu sur les bras d’autres affaires plus importantes, l’attaque contre l’Angleterre en premier lieu. Elle n’aurait pas sacrifié le principal au secondaire. Les hommes persuadés que l’Angleterre aurait le « cou tordu » dans les trois semaines, ne le pensaient certes pas.

     Reste la question de la flotte, susceptible d’être distinguée de celle de l’Empire et qui ne donnait pas lieu nécessairement à la même objection. L’un des adversaires de la résistance en Afrique du Nord proposa-t-il jamais de l’envoyer rejoindre la marine britannique ? Non. Leur mauvaise foi est ainsi démontrée. Ils ne voulaient plus continuer la guerre et ils n’en cherchèrent pas les moyens. [↑](#footnote-ref-283)
284. Voici la répartition la plus probable des voix ministérielles :

     *Pour la proposition britannique et contre l’armistice :*

     Paul Reynaud, président du Conseil, Défense Nationale, Affaires Étrangères.

     Louis Marin, ministre d’État.

     Campinchi, Marine.

     Dautry, Armements.

     Sérol, Justice.

     Mandel, Intérieur.

     Delbos, Éducation Nationale.

     Monnet, Blocus.

     Rio, Marine Marchande.

     Pernot, Famille et Santé Publique.

     Rollin, Colonies (?)

     *Contre la proposition britannique et pour l’armistice :*

     Maréchal Pétain, vice-président du Conseil.

     Chautemps, vice-président du Conseil.

     Ybarnegaray, ministre d’État.

     Eynac, Air.

     Bouthillier, Finances.

     Baréty, Commerce.

     Thellier, Agriculture.

     Frossard, Travaux Publics.

     Prouvost, Information et Propagande.

     Rivière, Pensions.

     Pomaret, Intérieur.

     Julien, Postes et Télégraphes.

     Chichery.

     Deux ou trois ministres se sont abstenus, dont probablement Queuille (Ravitaillement). [↑](#footnote-ref-284)
285. Emprunté au récit de la séance dans *Sept Jours*, l’hebdomadaire de M. Jean Prouvost. [↑](#footnote-ref-285)
286. Baudoin n’était encore que sous-secrétaire d’État aux Affaires Étrangères. Les collaborateurs directs de Reynaud n’avaient pas d’ordres à recevoir de lui. [↑](#footnote-ref-286)
287. Reynaud déclare que la vice-présidence du Conseil lui fut offerte le 16 juin. [↑](#footnote-ref-287)
288. D’après une autre version, la lettre aurait été adressée à Baudoin. [↑](#footnote-ref-288)